

**CIHM
Microfiche
Series
(Monographs)**

**ICMH
Collection de
microfiches
(monographies)**



Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques

© 1995

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Coloured covers/
Couverture de couleur | <input type="checkbox"/> Coloured pages/
Pages de couleur |
| <input type="checkbox"/> Covers damaged/
Couverture endommagée | <input type="checkbox"/> Pages damaged/
Pages endommagées |
| <input type="checkbox"/> Covers restored and/or laminated/
Couverture restaurée et/ou pelliculée | <input type="checkbox"/> Pages restored and/or laminated/
Pages restaurées et/ou pelliculées |
| <input type="checkbox"/> Cover title missing/
Le titre de couverture manque | <input checked="" type="checkbox"/> Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées |
| <input type="checkbox"/> Coloured maps/
Cartes géographiques en couleur | <input type="checkbox"/> Pages detached/
Pages détachées |
| <input type="checkbox"/> Coloured ink (i.e. other than blue or black)/
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire) | <input checked="" type="checkbox"/> Showthrough/
Transparence |
| <input type="checkbox"/> Coloured plates and/or illustrations/
Planches et/ou illustrations en couleur | <input type="checkbox"/> Quality of print varies/
Qualité inégale de l'impression |
| <input type="checkbox"/> Bound with other material/
Relié avec d'autres documents | <input type="checkbox"/> Continuous pagination/
Pagination continue |
| <input type="checkbox"/> Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin/
La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la
distorsion le long de la marge intérieure | <input checked="" type="checkbox"/> Includes index(es)/
Comprend un (des) index |
| <input type="checkbox"/> Blank leaves added during restoration may appear
within the text. Whenever possible, these have
been omitted from filming/
Il se peut que certaines pages blanches ajoutées
lors d'une restauration apparaissent dans le texte,
mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont
pas été filmées. | Title on header taken from: /
Le titre de l'en-tête provient: |
| <input checked="" type="checkbox"/> Additional comments: /
Commentaires supplémentaires: Texte en latin. Comprend du texte en français. Cette copie a des annotations
manuscrites. | <input type="checkbox"/> Title page of issue/
Page de titre de la livraison |
| | <input type="checkbox"/> Caption of issue/
Titre de départ de la livraison |
| | <input type="checkbox"/> Masthead/
Générique (périodiques) de la livraison |

This item is filmed at the reduction ratio checked below/
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	12X	14X	16X	18X	20X	22X	24X	26X	28X	30X	32X
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

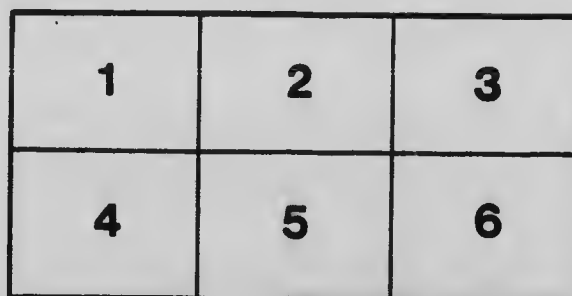
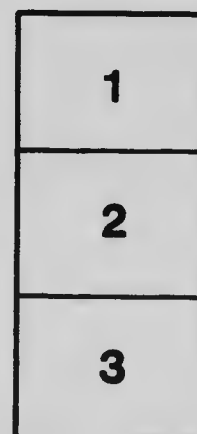
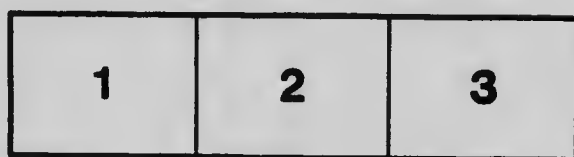
Law Library
York University
Toronto

The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shell contains the symbol \rightarrow (meaning "CONTINUED"), or the symbol ∇ (meaning "END"), whichever applies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:



L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

Law Library
York University
Toronto

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

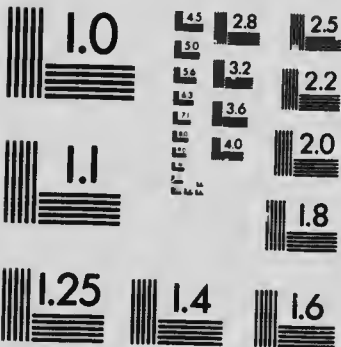
Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par le second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole \rightarrow signifie "A SUIVRE", le symbole ∇ signifie "FIN".

Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.

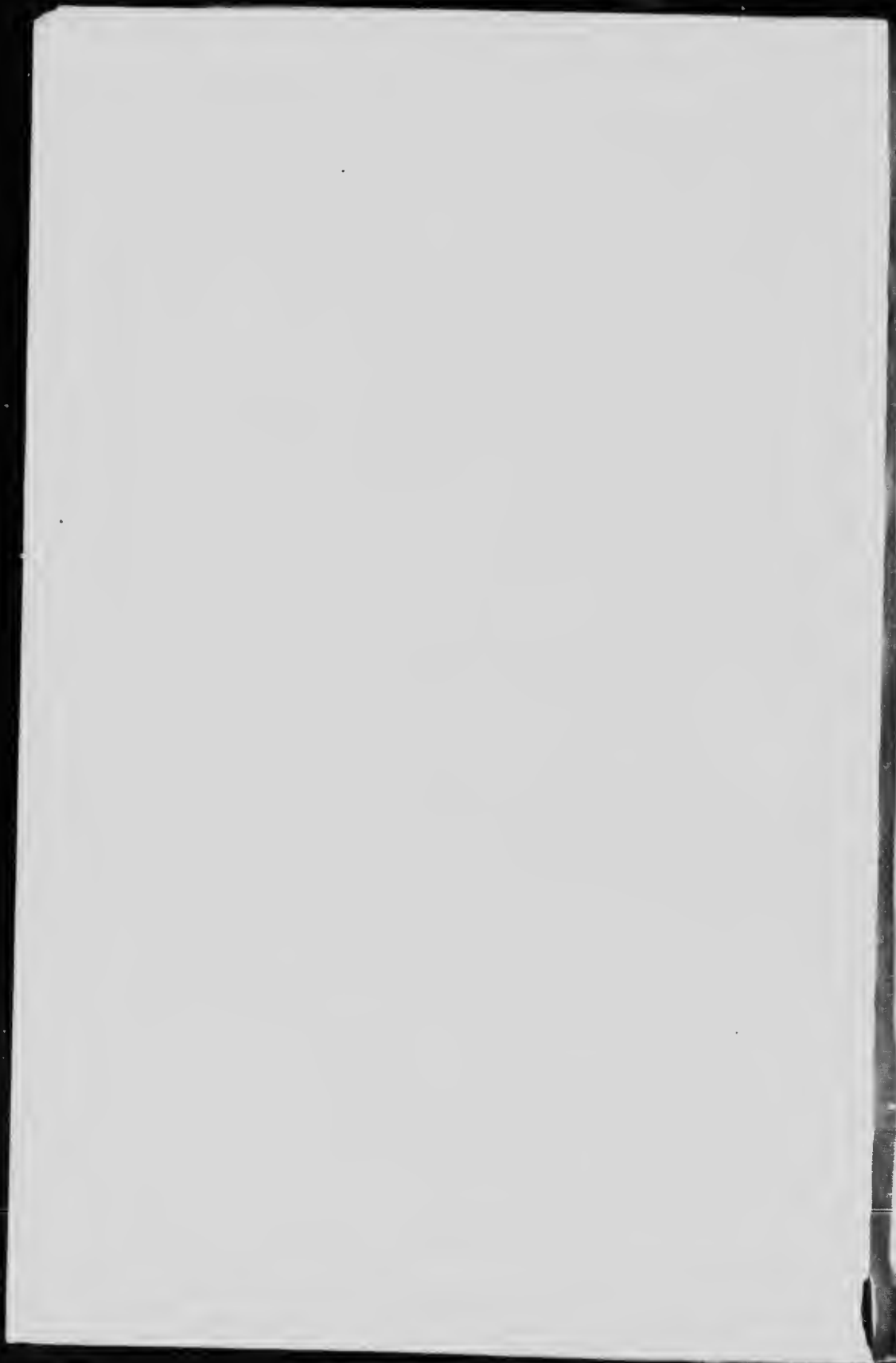
MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

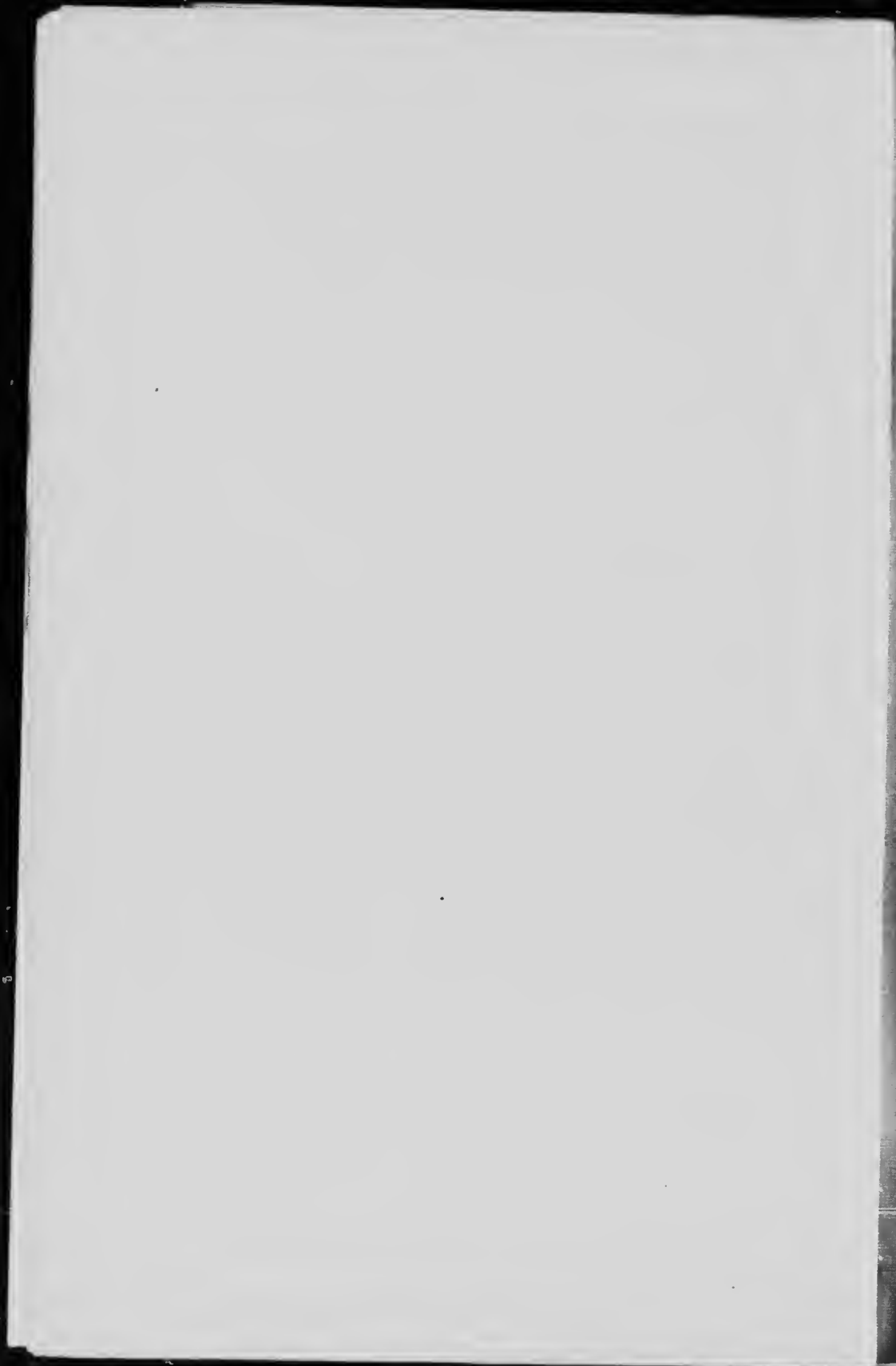


Georges Robinault,

Octobre 1903.

COMPENDIUM

JURIS CANONICI



COMPENDIUM
JURIS CANONICI

AD USUM CLERI CANADENSIS

DE REBUS, JUDICIIS

ET

PENIS

AUCTORE

Jos.-N. GIGNAC

SACRÆ THEOLOGIE ET JURIS CANONICI DOCTORE ET PROFESSORE
IN UNIVERSITATE LAVALLENSI



QUEBECI

J.-P. GARNEAU, Bibliopola

via vulgo *De la Fabrique*, No 6

EX TYPOGRAPHIA S.-A. DEMERS

1903

IMPRIMATUR

† L.-N., ARCHIEP. QUEBECEN.

Quebeci, die 25 Feb., 1903.

Cum ex Seminarii Quebecensis præscripto recognitum fuerit opus cui titulus est *Compendium Juris Canonici ad usum cleri Canadensis*, auctore Jos.-N. Gignac, Sacre Theologie et Juris Canonici doctore et professore in Universitate Lavallensi, nihil obstat quin typis mandetur.

O.-E. MATHIEU, Pter,
S. S. Q.

Quebeci, die 25 Feb., 1903.

Enregistré conformément à l'acte du Parlement du Canada, en l'année mil neuf cent trois, par l'abbé JOSEPH-N. GIGNAC, ptre, au ministère de l'Agriculture.

W1724

EPISTOLA
EXCELLENTISSIMI DELEGATI APOSTOLICI

AD AUCTOREM

Ottawa, Canada, 16 avril 1901.

Monsieur l'abbé,

J'ai reçu avec grand plaisir le volume de droit canon que vous avez eu la bonté de m'envoyer.

Cet ouvrage répond à un besoin pressant du pays et je suis sûr qu'il sera accueilli partout avec joie. La clarté de l'exposition, l'ordre excellent des matières, une étude spéciale du droit local, et même la beauté de l'impression, le recommandent à tout le clergé canadien et en particulier aux élèves des séminaires.

Je vous félicite donc de tout cœur et je vous engage à publier le plus tôt possible les deux autres parties de votre travail, pour l'honneur de l'Eglise canadienne et de cette Université Laval, à laquelle vous appartenez.

Je vous bénis et je vous prie de croire aux sentiments d'estime sincère avec lesquels je suis,

Monsieur l'abbé,

Votre tout dévoué en N.-S.

† D. FALCONIO, Arch. de Larisse,

Délégué Apostolique.

EPISTOLA
REVERENDISSIMI ARCHIEPISCOPI OTTAWIENSIS

AD AUCTOREM

Archevêché d'Ottawa, 6 mai 1901.

M. l'abbé JOS.-N. GIGNAC, S. T. D.,

Professeur à l'Université Laval, Québec.

Monsieur l'abbé,

J'ai reçu, il y a quelques jours, l'exemplaire de votre excellent *Compendium Juris Canonici*, que vous avez eu la bonté de m'adresser; je vous prie d'agréer mes meilleurs remerciements.

Cet ouvrage a une grande valeur et répond à un besoin vivement senti en ce pays. Il sera bientôt, sans doute, adopté comme manuel dans nos grands séminaires. Dès le mois de septembre prochain, il sera entre les mains des séminaristes d'Ottawa. Je veux aussi le recommander à tous mes prêtres.

Je vous réitère mes sincères remerciements, et je me sous-

cris,

Monsieur l'abbé,

Votre reconnaissant serviteur,

† J.-THOMAS, Archev. d'Ottawa.

EPISTOLA

REVERENDISSIMI ARCHIEPISCOPI MARIANOPOLITANI

AD AUCTOREM

A M. l'abbé JOS.-N. GIGNAC, D. D. C.,

Professeur à l'Université Laval de Québec.

Monsieur l'abbé,

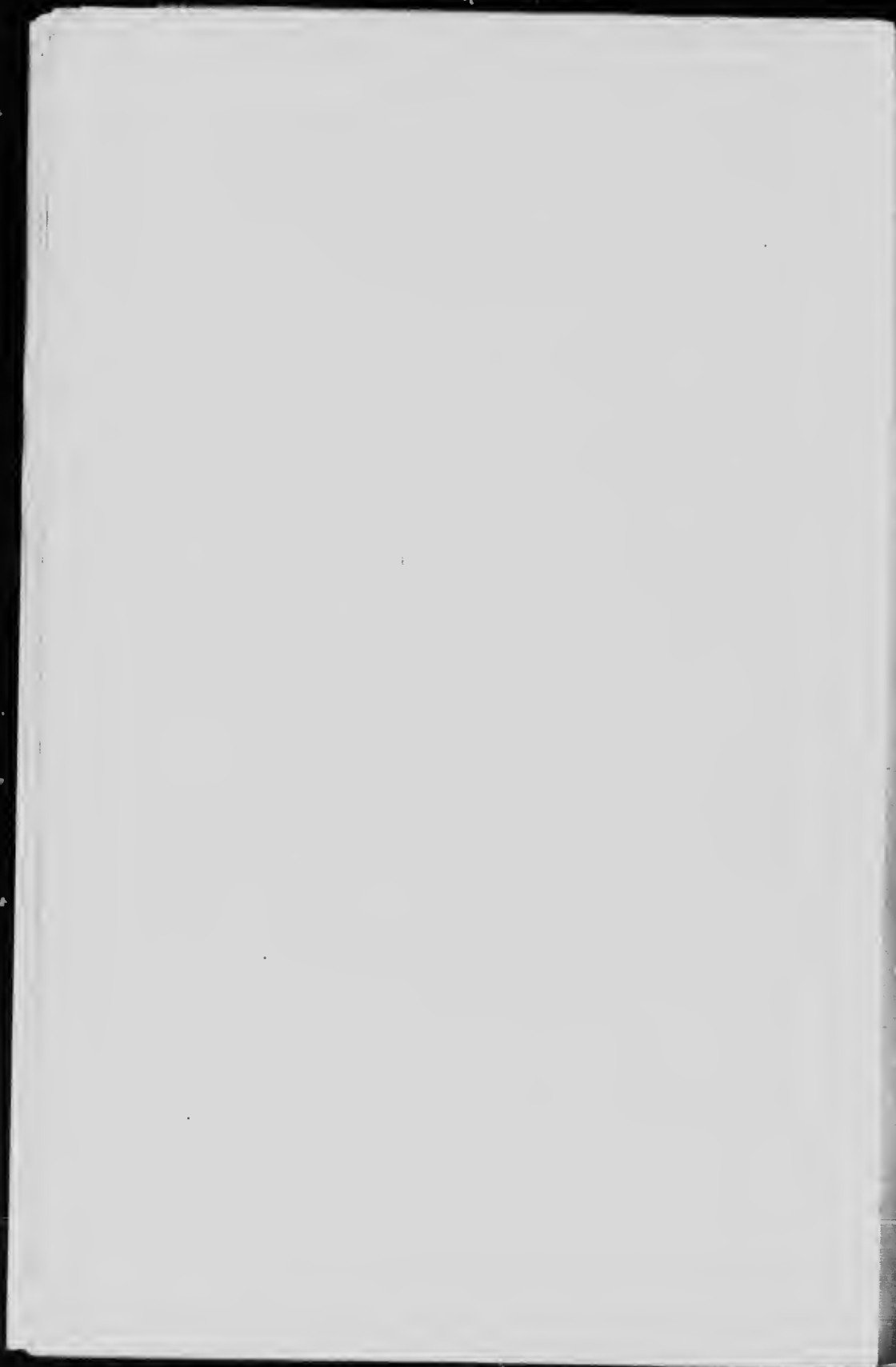
J'ai reçu le premier volume de votre *Compendium juris canonici* et je tiens à vous offrir immédiatement mes chaleureuses félicitations et mes vifs remerciements.

Votre ouvrage vient bien à son heure. Nous avons besoin d'un manuel de droit canonique adapté aux lois et coutumes spéciales de ce pays. Aussi votre livre a sa place marquée sur la table de travail de tous nos prêtres.

Et puis, vous contribuerez à donner un nouvel essor à l'étude du droit ecclésiastique, qui peut-être a été trop négligée jusqu'ici parmi nous. Il est bien important pour le prêtre de connaître à fond les lois de l'Eglise et de se bien pénétrer de l'esprit qui les a inspirées. C'est le moyen de respecter les droits de chacun et de prévenir ainsi beaucoup de difficultés. On ne peut impunément oublier, dans le gouvernement des choses religieuses, ces lois qui ont été promulguées sous le souffle de l'Esprit-Saint et dont l'expérience des siècles a confirmé la sagesse.....

Recevez, Monsieur l'abbé, l'assurance de ma gratitude et croyez à mon bien affectueux dévouement en Notre-Seigneur.

† PAUL, Arch. de Montréal.



MONITUM AD LECTOREM

Opus quod incepimus, Deo favente, consummare potuimus, et, presenti volumine in lucem edito, absolvimus nostrum compeudium juris canonici, quod clero hujus regionis dedicamus. Disservimus de rebus, de judiciis et pœnis ecclesiasticis; de sacramentis minime tractatur, eo quod hæc materia sufficienter exponitur apud moralistas; brevis fit sermo de modo procedendi in causis civilibus, eo quod, ob lugendum Ecclesiæ statum, judex ecclesiasticus fere ubique impeditur quominus suam jurisdictionem explicet; uberius vero fit dissertatio de modis peculiaribus procedendi, præsertim in causis matrimonialibus: animarum curam habentibus interest ut potiores juris dispositiones perspectas habeant in hujusmodi rebus.

Quoad methodum quam secuti sumus, volentes claritati consulere, recessimus ab ordine quem indicat textus, et materiam distribuimus in titulos, capita et numeros.

Velit Deus, et ejus Immaculata Parens, hoc opus nostrum ad Ecclesiæ hujus regionis incrementum et cleri utilitatem referre.

Seminarii Quebecensis, die 15 Feb. 1903.

DE REBUS ECCLESIASTICIS

Res ecclesiasticæ dicuntur omnia quæ geueratim, præter personas et judicia, referuntur ad ordinem supernaturalem. Res illæ sunt *spirituales* vel *temporales*: *spirituales*, quæ directe referuntur ad gloriam Dei in ordine spirituali et ad animarum sanctificationem, nempe ad bona supernaturalia quibus concipitur, sustentatur et dilatatur vita interior Ecclesiæ; *temporales*, quæ referuntur ad sustentationem corporalem ministrorum Ecclesiæ et pauperum, aut cultui divino et educationi christianæ inserviunt.

Inter res spirituales adnumerantur gratia et dona Spiritus Sancti, de quibus non fit sermo in jure canonico, sacramenta, sacramentalia, indulgentiæ, preces, festorum celebratio, quæ gratiam conferunt aut ad illam disponunt. De rebus spiritualibus non erit disserendum in hoc brevi compendio, nos remittentes alumnos ad opera theologiæ dogmaticæ et moralis.

Inter res temporales computantur ecclesiæ, cœmeteria, scholæ, beneficia, etc., de quibus sermonem sumus habituri. Præmissa dissertatione de jure Ecclesiæ ad res temporales, totam materiam evolvemus in sequentibus titulis:

- I. De rebus Ecclesiæ temporalibus in genere;
 - II. De ecclesiis et oratoriis;
 - III. De altaribus et suppellectili ecclesiarum;
 - IV. De cœmeteriis;
 - V. De scholis, semiuariis et universitatibus;
 - VI. De beneficiis ecclesiasticis;
 - VII. De foundationibus.
-

TITULUS I

DE REBUS ECCLESIAE TEMPORALIBUS IN GENERE

726. **Ecclesia habet jus acquirendi et possidendi bona temporalia.** Ex jure publico, probatur Ecclesiam esse societatem perfectam, a qualibet alia societate independentem, et omnibus mediis instructam unde suum finem consequatur. Atqui ad cultum Dei et salutem animarum, aedificanda sunt templa et altaria, comparanda ornamenta et vasa sacra ad divinum cultum spectantia; alendi sunt episcopi, presbyteri et ministri qui Ecclesiae inserviunt; clerici in litteris et bonis moribus sunt instituendi, etc, quae omnia sine magnis sumptibus fieri non possunt. Unde Ecclesia ex sua constitutione et divini Fundatoris voluntate, *independenter a societate civili*, habet jus possideudi bona sive mobilia, sive immobilia. (1)

1^o Hinc in Syllabo damnatae sunt propositiones 26^a et 27^a:
"Ecclesia non habet nativum ac legitimum jus acquirendi ac possidendi."

"Sacri ministri Ecclesiae, Romanusque Pontifex ab omnium rerum temporalium cura ac dominio sunt omnino excludendi."

2^o Hinc sequitur legem *amortizationis*, qua generatim statuitur ne res immobiles *in manus mortuas*, nempe in ecclesias seu alia loca pia, *sine consensu potestatis civilis*, transferantur, non modo *iniquam* esse et Ecclesiae *injuriousam* sed *de se invalidam* esse ob defectum jurisdictionis. Nam jus quo pollet Ecclesia acquirendi et possideudi congruam dotem est divinum et minui nequit auctoritate inferiori. Cf. Cavagnis, Institutiones Juris Publici, lib. II, cap. 2, num. 368 et seq.; Bargilliat, vol. II, num. 1345.

(1) Probatur etiam ex modo agendi Ecclesiarum. Nam Ecc. nequit errare in ea spectantis ad fidem, mores et disciplinam. Atque semper Ecc. nificavit sibi jus acquirendi et possidendi bona temporalia. Ryo ...

727. In hac regione lex non adversatur juri nativo quo pollet Ecclesia acquirendi et possidendi.

1^o *In provincia superiori*, ex statuto 8, Victoria, cap. 82, episcopi Torontinus et Regiopolitanensis eriguntur in *corporationes individuales* quæ bona immobilia acquirere et possidere valent sine restrictione. Episcopi, *qua corporationes civiles*, possident omnia bona ecclesiastica diœcesis, puta ecclesias, oratoria, cœmeteria, etc. ; item possunt alienare, habito consensu coadjutoris et antiquioris vicarii generalis. Si absit vel decumbat coadjutor aut vicarius generalis, requiritur consensus duorum clericorum ab episcopo electorum.

Præsentis dispositiones debebant afficere quaecumque aliarum diœcesim in futurum erigendam in provincia superiori.

2^o *In provincia Quebecensi*, ex statuto 12, Victoria, cap. 136, archiepiscopus Quebecensis erigitur in collegium civile cui titulus est : “ Corporation archiépiscopale catholique romaine de Québec ” ; episcopus Marianopolitanus, — “ Corporation épiscopale catholique romaine de Montréal ” ; episcopus Ottawiensis, — “ Corporation épiscopale catholique romaine de Bytown. ”

In paragrapho 7 statuti, legitur :

“ Et qu’il soit statué que quand on jugera à propos d’ériger aucun nouveau diocèse catholique romain dans le Bas-Canada, l’archevêque ou l’évêque de tel nouveau diocèse, et ses successeurs, aura les mêmes pouvoirs...que ceux qui sont conférés...par le présent acte aux dits archevêque de Québec et évêques de Montréal et de Bytown respectivement. ”

Ex statuto 32, Victoria, cap. 73, declaratur intentio statuti 12, Victoria, cap. 136, relate ad novas diœceses S. Hyacinthi, S. Germani de Rimouski et Trium Fluminum, et additur :

“ Qu’il soit statué que quand on jugera à propos d’ériger canoniquement aucun diocèse catholique romain dans le Bas-Canada, l’archevêque ou l’évêque de tel nouveau diocèse et

ses successeurs seront et constitueront chacun *par le fait de telle érection canonique et de sa nomination comme évêque*, une corporation distincte et séparée dans leurs diocèses respectifs, de fait et de nom, sous le nom de " La corporation archiépiscopale (ou épiscopale, suivant le cas), catholique romaine de..."(mentionnant le nom du diocèse), et auront les mêmes droits, pouvoirs et privilèges...que ceux qui sont conférés aux dits archevêque de Québec et évêques de Montréal et de Bytown respectivement."

728. **Parochiæ in provincia Quebecensi habent jus acquirendi et possidendi** sed non illimitatum quoad immobilia bona, ut constat ex articulo 3450, *Statuts refondus de la Province de Québec* :

" Les terrains acquisne peuvent, dans l'enceinte des murs des cités de Québec et Montréal, excéder l'étendue d'un arpent en superficie, dont aucune partie ne peut être employée comme cimetière, excepté pour les ecclésiastiques et les religieux de l'un et de l'autre sexe, ou pour les caveaux particuliers pour les donateurs du terrain, et au delà des murs, dans les limites de ces cités, une étendue de huit arpents en superficie, ni excéder, dans les autres lieux, l'étendue et la mesure de deux cents acres anglais en superficie pour l'usage de chaque paroisse, mission, congrégation ou société religieuse."

Attamen ex articulo 3443, additur :

" Tous les terrains, de quelque étendue qu'ils soient, qui étaient en la possession de quelque paroisse, mission, congrégation ou société de chrétiens, de quelque dénomination qu'elle fût, en vertu d'un titre translatif de propriété quelconque le 19 mars 1839, continuent d'être considérés comme amortis pour toujours au profit de telle paroisse, mission, congrégation ou société de chrétiens, et restent sa propriété incommutable, en vertu de la présente section, si le titre translatif de propriété le comporte et est valide."

729. **Non prohibetur lege civili quominus alia instituta pia acquirant et possideant** bona sive mobilia, sive immobilia; illa collegia obtinent suas litteras incorporationis civilis, quibus determinatur quanti valeant acquirere. Hæc restrictio juris possidendi adversatur Ecclesiæ, cujus est judicare quanti in lege ut suum finem supernaturalem obtineat.

730. **Querunt auctores apud quem remaneat dominium bonorum ecclesiasticorum.**

1º Dominium est facultas disponendi de re tanquam sue, quatenus juris ratio patitur. Dicitur *a) de re*, id est, de substantia rei, vel de aliquo ejusdem emolumento, vel de utroque; dicitur *b) tanquam sui*, id est, pro libitu et in proprium commodum, ceteris exclusis; dicitur *c) quatenus juris ratio patitur*; hæc enim facultas disponendi coartari potest vel a lege: sic, v. g. minor, etsi suorum bonorum sit dominus, non potest tamen ea alienare; vel a privati voluntate: v. g. si quis fundum legat alteri sub conditione ut legatarius illo non fruatur nisi 1º annum.

2º Dominium communiter distinguitur in *altum* et *humile*. Dominium *altum* seu *publicum* definiri potest: facultas quæ supremæ auctoritati competit disponendi de bonis privatorum, v. g. de agro tuo ad viam construendam, sic exigente bono publico. Est dominium improprie dictum, quia Respublica non habet jus disponendi, pro libitu, de bonis subditorum, sed ratione tantum publicæ necessitatis vel gravissimæ utilitatis, cive indemni facto.

Dominium *humile* est dominium privatorum, quod est *plenum* seu *perfectum*, vel *semiplenum* vel *imperfectum*; dominium *perfectum* confert rei proprietatem, commodum ex usu, et jus percipiendi fructus; dominium *imperfectum* est illud quod uno ex præfatis juribus caret. Mare, Institutiones Morales, vol. I, num. 841.

Dominium directum est illud quo habetur rei proprietas absque ejus usufructu.

3^o Quidam dicunt dominium directum bonorum ecclesiasticorum esse apud Deum, quia pluribus in locis bona ecclesiastica dicuntur *res Dei, boni Deo consecrata*; alii tenent illud dominium esse apud Summum Pontificem, ob supremam potestatem administrandi bona ecclesiastica quæ ipsi a sacris canonibus tribuitur.

“ Communis sententia, quam tenet Schmalzgrueber, De Peculio clericorum, lib. III, tit. XXV, est quod dominium particulare bonorum ecclesiasticorum sit penes ecclesias, sive collegia et capitula clericorum; aut ubi talia non sunt, penes communitatem fidelium ad ecclesiam spectantium, si ecclesia sit sæcularis; si vero regularis, penes ipsa monasteria, seu conventus et communitates religiosorum, si illa sint domini capacia.”

a) Ecclesia Romana multas olim possessiones habuit quæ ipsi datæ fuerant ex diversis regionibus, ut constitueretur patrimonium S. Petri, atque in bonum Ecclesie universalis inservirent. Jamvero dominium proprie dictum horum bonorum est apud Ecclesiam universalem, cujus princeps et summus administrator est Romanus Pontifex.

b) Diocesis, sedes episcopalis, ecclesia cathedralis, capitulum, seminaria, ecclesie parochiales, monasteria et alii conventus regularium, confraternitates et alia instituta ecclesiastica vel religiosa, quando *rite instituta fuerunt* servatis legibus canonicis, sunt etiam capacia domini; hinc bonum temporale quocumque titulo acquisierint, res ipsis propria est et sub illorum dominio constituta. Maupied, lib. IX, De laicis, pag. 471.

Dicitur *quando rite instituta fuerunt*, quia in societate religiosa, non secus ac in societate civili, nulla communitas subsistit cum jure acquirendi ac possidendi, nisi constituta et

approbata fuerit auctoritate superioris competentis. Quamdiu deest canonica constitutio, dari potest persona moralis civilis, vel persona individua, capax domini; sed bonum temporale ab illa acquisitum non reputatur bonum ecclesiasticum, nec habet privilegia bonis ecclesiasticis jure canonico annexa. Icard, vol. II, num. 575.

731. Summus Pontifex, licet dominium proprie dictum in bona ecclesiastica non habeat, in ea jus supremæ dispensationis, seu altum dominium, habet, vi cujus potest ea transferre, alienare, vel etiam laicis cedere, quando id necessarium judicat ratione circumstantiarum.

Hoc eruitur 1^o ex præsumpta fidelium voluntate; nam fideles, dum aliquid dant ecclesiis, monasteriis, collegiis, non dant Summo Pontifici, sed presumuntur consentire ut si urgens necessitas postulaverit, S. Pontifex valeat de his bonis statuere; alias acceptari non posset donatio, nec sufficienter consuleretur gravi necessitati Ecclesie.

2^o De facto, Summi Pontifices hoc jure uti sunt, licet cum summo moderamine: transtulerunt bona ab uno instituto regulari, quod jure vel facto extinctum fuerat, ad aliud, v. g. quando suppressa est religio Templariorum; suppresserunt ad mentem Concilii Tridentini nonnulla beneficia simplicia ad providendum creationi seminariorum et parochiarum; remiserunt bona ecclesiastica injuste occupata et invalide alienata a laicis ut pax Ecclesie restitueretur.

732. Administratio bonorum ecclesiasticorum est apud prelatos et rectores ecclesiarum. Revera in omni re, id quod est primum et præcipuum, est dominium plenum vel utile; administratio sua natura consequitur, juxta regulam juris: "Accessorium sequitur naturam principalis;" atqui in rebus ecclesiasticis dominium directum, vel saltem utile, ad personas ecclesiasticas pertinet, consequenter congruit ut ipsarum cura et administratio ad easdem personas pertineant.

1^o Romanus Pontifex, ut supremus administrator bonorum Ecclesiae, potest sibi beneficia reservare et ea ubique conferre; potest statuere regulas quibus stare debent administratores secundarii ut valeant alienare bona Ecclesiae. In vol. I, num. 395, exposuimus regulas ab episcopis servandas in administrandis bonis ecclesiarum.

2^o Episcopus in sua diocesi est administrator omnium bonorum, *servatis tamen legibus juris communis*; hinc habet intentionem in jure fundatam conferendi omnia beneficia suae diocesis; ejus approbationi subditur administratio bonorum parochiarum et aliorum institutorum religiosorum.

Diximus: *servatis legibus juris communis*, quia a) episcopus tenetur observare solemnitates juris in alienationibus; b) quia debet tueri jura ecclesiarum. Hinc episcopus non potest disponere de oblationibus unius parochiae ut aliis parochiis seu communitatibus cedant. Standum est enim intentioni cognite aut legitime praesumptae donatorum, qui de suis bonis cedunt prout sibi visum fuerit; atqui intentio fidelium est ut quae suae parochiae largiuntur, in illius usum impendantur, inserviant expensis cultus publici, sustentationi ministrorum et sublevamini pauperum. Praeterea titulares cujusvis ecclesiae debent habere suum beneficium sine diminutione, ut fert inscriptio tituli XIII, libri III Decretalium: " Ut ecclesiastica beneficia sine diminutione conferantur." Proinde ut episcopus sibi reservet partem proventuum ex locatione sedium omnium ecclesiarum vel ex funeralibus unde provideatur aliis parochiis, consultius est ut exquirat indultum Summi Pontificis, qui potest derogare juri communi.

Quando oblationes fidelium minime sufficiunt honestae sustentationi ministrorum, episcopus providere potest ex fructibus qui cedunt in favorem Ecclesiae parochialis. Ex Conc. Trid., sess. XXI, cap. 4, De Ref., in omnibus ecclesiis parochialibus in quibus populus ita numerosus est ut unus

rector non possit sufficere, episcopus potest cogere rectores ut tot sibi adjungant adjuutores quot suffieiant ad sacramenta exhibenda et cultum divinum celebrandum. Atqui si episcopus adjungat parochio vicarios, consequens est ut illorum sustentationi consulat, cum nemo militet suis stipendiis, cum dignus sit operarius mercede sua. Unde si oblationes non suffieiant, remanet ut ministris competens assignetur portio, arbitrio episcopi, ex fructibus ad ecclesiam quomodocumque pertinentibus, quemadmodum idem concilium statuit pro nova parochia quæ ex prioris dismembratione formatur. Præterea ex cap. 13 sess. XXIV, " in parochialibus ecclesiis quarum fructus adeo exigui sunt ut debitis nequeant oneribus satisfacere, curabit episcopus ut per assignationem primitiarum vel decimarum, aut per parochianorum symbola ac collectas, aut *qua commodiori ratione ei videbitur*, tantum redigatur quod pro rectoris, aut parochiæ necessitate decenter suffieiat."

3^o Titularis ecclesiæ, cui bona fuerunt attributa, est horum bonorum administrator, sed sub auctoritate episcopi.

Cum titularis sit de jure principalis bonorum ecclesiæ suæ administrator, tenetur administrare sive per se, sive per fabricam eum ipso. Administratio complectitur actus necessarios ad conservationem bonorum, curam providendi ex redditibus eorumdem bonorum necessitatibus cultus publici. Quapropter parochi et rectores ecclesiarum tenentur :

a) Inventarium facere rerum, bonorum et reddituum ad ecclesiam pertinentium, sive immobilium, sive mobilium, atque hujusmodi inventarii unum exemplum episcopo tradere, in archivio episcopali asservandum, alterum propria manu subscriptum inter ecclesiæ libros seu scripturas retinere. Const. *Cum primum* Pii V, Ap. 1666.

b) Providere ut cuncta sarta tecta que servantur, adeo ut in melius proficiant potiusquam detrimentum patiantur.

c) Impendere redditus in usus ad quos fundatione vel statuto destinantur. Parochus nullatenus distrahere potest aliove transferre hujusmodi bona aut res ad ecclesiam pertinentes, sine obtenta ab Ordinario licentia; quam ille non aliter concedere debet, quam si alias res meliores parochus reipsa substituat; nisi forte justa aliqua necessitas secus suadeat, quod episcopi prudentiæ statuendum relinquatur. Leurenius, Forum beneficiale, part. I, quæst. 446, apud Mau-pied, lib. VI, cap. 15.

733. Jure non prohibetur assumi laicos in administratione bonorum ecclesiæ. Laici quicumque, etiam principes et reges, *per se* nullum jus habent sese immiscendi in regimine et administratione bonorum ecclesiasticorum, ut probat Fagnanus in capite *Ecclesie Sancte Mariæ*, De constitutionibus, num. 15; ex concessione tamen Sedis Apostolicæ, per concordata aut aliam viam, laicis in fabricis ecclesiarum competit aliquod jus administrationis in eisdem ecclesiis.

Attentis variis dispositionibus juris circa administratores laicos, hæc sunt retinenda juxta leges canonicas:

1º Matricularii seu administratores laici fabricarum eligi debent secundum synodales constitutiones, si adsint, aut juxta locorum legitimam consuetudinem, vel per ipsum parochum, aut de ejusdem consensu per parochianos, vel per ipsos matricularios.

2º Possunt semper revocari ab episcopo.

3º De rebus ecclesiæ, præter scitum parochi, quidquam disponere nequeunt; præterea nec ipsi, nec parochus de redditibus et rebus ecclesiæ quidquam disponere possunt, nec proinde instaurationes ecclesiæ facere, nec ejusdem dispositiones interiores, nec altaria, etc., immutare absque episcopi approbatione.

4º Singulis annis, matricularii, sicut et parochus, episcopo rationem suæ administrationis reddere tenentur. Cf. Maupied, *Jus Canonicum*, lib. VI, cap. 15.

734. Queri potest quid sint æditui seu matricularii, attentis legibus canonicis. Graves olim ortæ sunt turbæ in Statibus Federatis eo quod æditui (trustees) sibi vindicabant jus patronatus in ecclesiis, quasi ipsorum essent; imo quandoque reclamarunt jus institutionis canonicæ ad ecclesias seu missiones, ita ut pastores seu missionarios sibi eligere vellent, etiam invito episcopo, eosque retinere in pastoralis munere contra episcopi voluntatem. Ut finis controversiis imponeretur, Pius VII, constitutione *Non sine magno*, die 3 Apr. 1823, et Leo XII, constitutione *Quo longius*, die 16 Aug. 1828, plures regulas statuerunt quæ præbent normam ædituos eligendi et eorum acta moderandi. Sunt vero hujusmodi:

1º " Ut ne ille ædituorum numero adsciscatur, de quo, sub ipsam electionem, vel paulo ante, constiterit eum societati civis secretæ nomen dedisse, vel sacramenta paschalia non suscipisse.

2º Probe intelligant æditui nefas sibi omnino esse, vel minimam bonorum Ecclesiæ partem in suos usus quovis titulo vel prætextu traducere, aut in extraneos, nisi de venia episcopi, ac servatis constitutionibus apostolicis de rerum ecclesiasticarum alienatione.

3º Ordinariis sumptibus exceptis, ne liceat ædituis pecuniæ summam ultra trecentos scutatos nummos in ullum peculiare opus erogare, nisi episcopus de scripto assentiatur.

4º Norint æditui penes episcopum esse arbitrium nominandi et creandi parochum ecclesiæ, eumque in officio detinendi, vel contra. Ipsius quoque episcopi unice est certam nummorum summam pastoribus animarum attribuere pro

eorundem sustentatione; neque licet redditus stipendia ejusmodi retinere, vel imminuere, vel augere.

5° Pastoris est designare organistam, cantores, sacristam, custodem seu apparitorem, ludimagistrum (si qua schola in parochia exstat) et hujus generis homines alios, qui altari vel templo inserviant.

6° Caveant redditui ne, parcho inconsulto, quidquam tanquam legem aut normam parochianis præfiant. Si qua porro discrepantia inter pastorem et reddituos de rebus gerendis exoriatur, nec dissensionem componere ipsi per se valeant, controversiam dirimet episcopus, cujus judicio et sententiæ parebunt omnes."

735. *Æditui seu matricularii, jure proprio, non sunt administratores bonorum parochialium,* nam bona parochialia, quanvis pertineant ad parochiam, juxta opinionem quam exposuimus, administratores habent rectores ecclesiarum, episcopos et Summum Pontificem. Matricularii sunt quidem adjutores quos rectores ecclesiarum, ex benigna Ecclesiæ concessione, sibi adjunxerunt in gerendis rebus suæ ecclesiæ.

1° Primis ecclesiæ sæculis, episcopi, per se vel per archidiaconos, administrabant bona ecclesiastica, laicis omnino exclusis, ut constat ex verbis S. Gregorii Magni aliquem episcopum Sardiniae increpantis eo quod laicos ad administranda bona Ecclesiæ admisisset: "De cetero vero cavendum a Fraternitate Vestra est, ne sæcularibus viris atque non sub regula vestra degentibus res ecclesiasticæ committantur, sed probatis de vestro officio clericis." Pagnuolo, *Liberté religieuse au Canada*, pag. 272 et seq.

2° Superioribus sæculis, faventibus conciliis particularibus, laici in administranda fabrica ecclesiæ fuerunt admissi. "Cum enim apud populum, ait Bouix, *De Parcho*, p. 601, facile

spargi possent suspensiones, ne forte parochus ea quæ reficiendæ fabricæ et augendæ sacræ suppellectili addicenda sunt, in proprios usus convertat, aliove modo ecclesiæ parochialis bona dilapidet, nihil aptum magis ad arcendam hujusmodi odiositatem quam deputari nonnullos civitatis præcipuos cives, qui simul cum parochus de his omnibus deliberent atque decernant. Atque insuper, dum ad solvendum adigendi sunt ii, qui ex aliquo titulo ecclesiæ parochialis debitores sunt, nemo non videt quam expediat id, non a parochus ipso immediate fieri, sed a deputato illo laicorum virorum cœtu."

Hinc Concilium Trid., sess. XXII, cap 9, De Ref., admisit laicos in administratione bonorum Ecclesiæ, modo reddant rationem administrationis Ordinario.

Hinc ad Ecclesiam pertinet determinare normam eligendi matricularios et eorum acta moderare. Cf. Code des curés, M^{sr} Desautels, pag. 130 et seq.

736. **Quid possint matricularii, attentis legibus civilibus, determinatur statutis et consuetudine.** L. primo volumine, num. 724, exposuimus quid valeant matricularii; de ceteris confer auctores qui de jure parochiali disseruerunt, præsertim Beandry, "Code des curés, marguilliers et paroissiens;" Mignault, "Le droit paroissial."

737. **Bona ad Ecclesiam pertinentia gaudent inviolabilitate et immunitate.** Sunt inviolabilia quateus eorum invasio est sacrilegum latrocinium, ut eruitur ex capite *Nulli liceat*, 3, causa 12, quæst. 2, ubi Bonifacius Papa ait: "Nulli liceat ignorare omne quod Domino consecratur, sive homo, sive animal, sive ager, quidquid semel fuerit consecratum, sanctum sanctorum Domino erit, et ad jus pertinebit sacerdotum. Quapropter inexcusabilis erit omnis qui a Domino et Ecclesia, cui competunt, aufert, vastat, invadit, vel eripit, et usque ad emendationem Ecclesiæ que satisfactionem, ut sacrilegus judicetur, et si emendare noluerit, excommunicetur."

Hodie datur excommunicatio latae sententiæ speciali modo Summo Pontifici reservata contra "Usurpantes aut sequestrantes jurisdictionem, bona, redditus ad personas ecclesiasticas ratione suarum ecclesiarum aut beneficiorum pertinentia." Const. *Apostolicæ Sedis*, tit. I, num. 11. Multo latius patet excommunicatio lata a Conc. Trid., sess. XXII, cap. 11, De Ref., et a Pio IX, in citata constitutione confirmata.

Bona ecclesiastica gaudent immunitate, quatenus eximuntur a jurisdictione civili et ab oneribus in societate civili communibus. De immunitate reali egimus in primo volumine, tit. III, num. 168 et 169.

TITULUS II

DE ECCLESIIS ET ORATORIIS

Nomen Ecclesiae *proprie* significat societatem seu conventum fidelium ; *sensu materiali*, ecclesia designat sacras aedes in quibus Christiani conventus habent.

738. **Ab aetate Apostolorum, Christiani certa loca habuerunt ut res sacras et divinas agerent.** Hæc loca auctores christiani modo vocant *oratoria*, id est, loca in quibus preces Deo funduntur ; modo *dominica*, id est, domus Dei ; modo *basilicas*, quo nomine appellabantur illæ regię aedes ad audiendas causas constitutæ quas imperatores Christianis donarunt ; modo *templa*, quo nomine Christiani serius uti cœperunt, ne viderentur cum paganis convenire.

739. **Ecclesie admittunt inter se aliquam hierarchiam.**

1^o Gradus præcedentiæ, procedendo a minoribus ad majores ecclesias, generatim sunt ut sequitur : primo loco veniunt ecclesie confraternitatum et archiconfraternitatum ; secundo loco, ecclesie regularium ; tertio loco, ecclesie parochiales ; quarto loco, ecclesie cathedrales, metropolitanæ, primatiales et patriarchales ; tandem digniores ecclesie vocantur basilicæ, quæ possunt esse majores vel minores.

2^o Romæ quatuor sunt basilicæ majores, scilicet Liberiana seu Sanctæ Mariæ Majoris, Sancti Pauli in via Ostiensi, Vaticana seu Sancti Petri, Lateranensis seu SS. Salvatoris et Sancti Joannis.

3^o Tum Romæ, tum extra Urbem, plures sunt ecclesie quas titulo basilicæ minoris Summi Pontifices cohonestarunt. Ecclesia cathedralis Quebecensis et ecclesia Sanctæ

Annæ de Beaupré, prior quæ est caput et mater tot ecclesiarum cathedralium Americæ septentrionalis, posterior quæ habet sanctuarium ad quod confluunt ex undique peregrinantes, titulo basilicæ minoris honestantur.

740. **Ecclesiæ differunt ab oratoriis.** Ecclesiæ designant ædes sacras in quibus fideles publicos et solemnes cœtus agere solent, et quæ ex primario suo fine publicis ecclesiasticis officiis inserviunt; hoc nomine decorantur templa omnia cathedralia, parochialia, collegiata et conventualia. Oratoria sunt quedam sacella quæ non populi, sed alicujus familiæ vel collegii communitati destinantur. De ecclesiis et oratoriis agendum erit in sequentibus capitibus.

CAPUT I

DE ECCLESIIS

741. **Nemo ecclesiam ædificet antequam episcopus civitatis veniat et ibidem crucem figat, publice atrium designet.** Cap. 9, dist. I, De Consecratione, in Decreto.

1º Unde episcopi est designare situm futuræ ecclesiæ. Huic dispositioni canonicæ consonat articulus 3371, *Statuts réformés de la province de Québec*.

2º Episcopus vero expetitam licentiam ædificandi novam ecclesiam non debet concedere, nisi positus duabus conditionibus: a) ut ecclesia habeat sufficientem dotem, sive ex foundationibus, sive ex oblationibus fidelium, ut cultus divinus peragatur et ministrorum sustentationi provideatur; b) ut nova ecclesia præjudicium non afferat aliis ecclesiis in eodem loco jam antea erectis. Cf. num. 630, vol. I.

742. **Onus ædificandi et reparandi ecclesiam parochialem, juxta consuetudinem quæ in hac regione vim legis obtinet, incumbit populo.** Si ecclesia sit parochialis, populus seu fideles qui sacramenta percipiunt, tenentur ad reparationes perficiendas, et eos episcopus opportunis remediis, appellatione remota, ad id præstare compellere potest. Si vero nullus sit qui collapsam ecclesiam possit reparare, ea destrui potest, et ejus jura, fundi, etc., ad matricem ecclesiam, vel si filialis non sit ad viciniorem ecclesiam, ab episcopo transferuntur; in loco destructæ ecclesiæ crux collocabitur ut significetur ibi quondam ecclesiam fuisse, et locus non convertatur in usus profanos. Concilium Trid., sess. XXI, cap. 7, De Reformatione.

743. **Jus civile hujus provinciæ Quebecensis favet episcopis,** quatenus, servatis servandis, possunt invocare brachium civile ut fideles parochiæ vel missionis ecclesias et aedes adjaceutes sive erigant, sive reparent.

Hæ sunt potiores juris dispositiones servandæ ut episcopus habeat beneficium legis civilis, quæ legi possunt in opere *Statuts refondus de la province de Québec* :

1^o Requiritur supplex libellus majoris partis patrum familias (francs-tenanciers) parochiæ vel missionis :

Articulus 3371.—“ Quand, dans quelque paroisse ou mission, il est question de construire : 1^o une église paroissiale ; 2^o une chapelle paroissiale ; 3^o une succursale ; 4^o une sacristie et autres dépendances de l'église, chapelle ou succursale ; 5^o un presbytère et ses dépendances ; 6^o d'établir un cimetière ou de changer ou réparer ces édifices ou ce cimetière ; sur la requête d'une majorité des habitants francs-tenanciers du territoire y désigné, intéressés dans l'affaire soumise à l'évêque catholique du lieu, ou en cas d'absence de l'évêque ou de vacance du siège épiscopal, à l'administrateur du diocèse, les autorités ecclésiastiques et les personnes qu'elles

délèguent et autorisent à cette fin, statuent définitivement sur l'emplacement et la construction de l'église, de la chapelle paroissiale ou succursale, de la sacristie, du presbytère ou du cimetière et sur leurs dimensions principales ou sur leurs changements ou réparations."

2° *Habito illo supplicii libello, episcopus clericum deputat ad parochiam vel missionem ut allegationes supplicis libelli verificet :*

3372. "Avant de procéder sur cette requête, l'autorité ecclésiastique doit donner un avis suffisant de dix jours aux intéressés, du jour et du lieu ou l'évêque ou son délégué se transportera sur les lieux pour les fins de la requête"

3° *Habito decreto episcopi quo ædificatio vel reparatio permittitur, fideles parochiæ vel missionis mittunt supplicem libellum ad officiales civiles ut facultatem habeant eligendi syndicos. Illi officiales a societate civili assumuntur in civili erectione parochiæ et in taxis imponendis pro ecclesiarum ædificatione et reparatione. Eorum deputatio et munus describuntur in Statuts refondus de la province de Québec, art. 3360 et seq.*

3396. "Lorsqu'il a été rendu, par l'autorité ecclésiastique, un mandement ou décret pour le placement, la construction, le changement ou déplacement, ou la réparation d'une église ou chapelle paroissiale ou succursale, d'une sacristie, d'un presbytère ou cimetière, ainsi qu'il est dit ci-dessus, la majorité des habitants francs-tenanciers, intéressés dans cette construction ou réparation, peut s'adresser par requête aux commissaires pour demander la convocation d'une assemblée des habitants de la paroisse ou de la mission, à l'effet de procéder à l'élection de trois syndics ou plus, pour mettre le décret à exécution.

Les commissaires peuvent permettre, par ordonnance, la réunion de cette assemblée et l'élection demandée."

4^o Syndici electi debent adire officiales civiles ut obtineant confirmationem suæ electionis et determinent quantum quisque in parochia vel missione debeat solvere pro ædificatione vel reparatione ecclesiæ vel ædis parochialis :

3400. " Avant d'entrer dans l'exécution des devoirs de leur charge, les syndics ou la majorité des syndics ainsi élus, doivent présenter une requête aux commissaires pour demander la confirmation de leur élection, et conclure à ce qu'il leur soit permis de cotiser les propriétaires de terres et autres immeubles situés dans la paroisse ou la mission pour laquelle ils ont été élus, et de prélever le montant de la somme pour laquelle chaque personne sera cotisée et répartie, pour sa part de contribution, tant pour effectuer les constructions et réparations dont il sera question que pour subvenir aux frais qu'elles occasionneront, et qui seront jugés nécessaires par les commissaires.

Après avoir fait publier l'acte d'élection dans la paroisse ou la mission et donné publiquement aux habitants intéressés avis du jour où ils prendront l'acte d'élection et la requête des syndics en considération, afin que les opposants, s'il s'en trouve, soient entendus, les commissaires peuvent entendre, examiner et juger les allégations et conclusions de la requête et accorder ou rejeter les conclusions en tout ou en partie."

5^o His et aliis formalitatibus servatis quæ continentur in *Statuts refondus de la province de Québec*, ab articulo 3371 ad articulum 3434, fideles parochiæ conveniri possunt coram tribunalibus civilibus ut pro quantitate bonorum suorum immobilium concurrant ad erectionem vel reparationem ecclesiæ parochialis et aliarum ædium adjacentium.

744. **Hæ dispositiones juris civilis non limitant jurisdictionem Ordinariorum**, qui, in casibus in quibus non possunt ad eas recurrere, valent obligare fideles parochiæ vel missionis ad ecclesias vel ad alias ædes adjacentes

excitandas vel reficiendas. Mandata Ordinariorum, hac in re, obligant fideles in conscientia, etsi eorum executio non possit urgeri coram tribunalibus civilibus. Cf decretum XVI, IV Concilii Quebecensis, vol. I, num. 556.

**745. Aedes ad divinum cultum destinatae dupli-
modo sanctificari possunt, scilicet consecratione vel
benedictione.** Jamvero ecclesiae et oratoria publica debent saltem benedici antequam cultui divino deputentur, ex capite *Consecrationem*, 1, dist. 1, De Consecratione, quod est Feliceis IV: "Consecrationem ecclesiarum et missarum celebrationes non alibi quam in sacris Domino locis absque magna necessitate fieri debere liquet omnibus quibus sunt nota veteris et novi Testamenti praecepta."

**746. Consecratio est sollemnis ecclesiae deputatio
ad cultum divinum, interveniente debita materia et
forma, a legitimo ministro facta.**

1^o Mos consecrandi ecclesias est antiquissimus, ut refert Gratianus, dissertatio I, de consecratione. Olim omnes ecclesiae consecrabantur, sed, aucto earum numero, inducta est loco consecrationis benedictio, qua parietes templi interni et externi abluuntur aqua lustrali.

2^o Minister consecrationis est episcopus loci in cujus diocesi creata est ecclesia; quod confirmatur Concilio Tridentino, sess. VI, cap. 5, De Ref., quo prohibetur ne episcopus, cujusvis privilegii praetextu, pontificalia in alterius diocesi exerceat, nisi de Ordinarii loci expressa licentia. Regulares exempti subjiuntur huic disciplinae; sed si ter Ordinarium invitaverint et Ordinarius requisitus ultra quatuor menses absque justa causa distulerit consecrationem peragere, regulares possunt invitare quemcumque alium episcopum, ex constitutione Leonis X, *Dum intra*, 19 Dec. 1516.

Minister extraordinarius consecrationis potest esse sacerdos, modo habeat speciale mandatum Sanctae Sedis; in hoc casu, sacerdos debet uti oleo ab episcopo benedicto.

3^o Ecclesia consecrari potest qualibet die etiam non festiva. Episcopus, clerus, populusque ad consecrationem se disponunt precibus atque jejunio, quod omnes servare tenentur, nisi data sit dispensatio; celebrantur insuper coram reliquiis sanctorum primæ vespere dedicationis.

4^o In consecrandis ecclesiis, episcopus tenetur servare omnes ritus qui describuntur in Pontificali Romano; substantialis ritus consecrationis consistit in liniendis sacro chrismate 12 crucibus iusculptis vel depictis in parietibus cum prolatione verborum: "Sanctificetur et consecretur hoc templum in nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti." Ex responsione S. Cong. Rituum, 19 Maii 1896, ecclesia in cuius consecratione omissa fuit consecratio altaris habenda est uti valide sed illicite consecrata, nisi habeatur apostolica dispensatio, quamvis aliqua, vel omnia altaria jam consecrata reperiantur; ideoque servandus omnino est ordo rituum Pontificalis Romani, ut integritas consecrationis perficiatur. Apud Sebastianelli, De clericis, tit. VIII, num. 175.

747. Benedictio ecclesie est oratio qua minister ad id rite deputatus sedem ad cultum divinum dedicat.

1^o Minister benedictionis est episcopus, qui potest delegare simplicem sacerdotem.

2^o Ecclesie et oratoria que non consecrantur benedici debent; ritus describuntur in Rituali Romano quos episcopus, vel sacerdos ad hoc specialiter deputatus, servare tenentur.

3^o Oratoria semipublica que existunt in aedibus episcopalibus, seminariis, hospitalibus, domibusque regularium, et oratoria domestica non debent dedicari benedictione solemnique que in Rituali Romano, sed ea tantum formula que pro domo nova in eodem Rituali habetur. Decretum S. Cong. Rituum, 5 Junii 1899.

748. Quemadmodum homini baptizato nomen imponitur, ita ecclesie consecrate et benedictae titulus datur quo in futurum nuncupetur.

1^o Rituale Romanum præscribit ut in benedictione primarii lapidis ædis ædificandæ, episcopus, vel sacerdos, nominet sanctum vel sanctam, in cujus honorem et nomen fundabitur nova ecclesia.

2^o Titulus semel constitutus non debet deinceps mutari, nisi fiat nova ecclesiæ dedicatio; "stante eadem ecclesia integra cum eadem dedicatione, inane videtur ac prope sacrilegum, abdicato priori titulo, novum alium inducere." Azevedo, apud Icard, vol. II, num, 555; Nouvelle Revue Théologique, vol. 34, pag. 604.

3^o In quibusvis ecclesiis et publicis oratoriis, vel consecratis vel saltem solemniter benedictis, festum titularis quotannis est recolendum sub ritu duplici primæ classis cum octava; oratoria semipublica et privata, quæ solemniter non benedicuntur, non habent titularem. Ex eodem decreto S. Cong. Rituum.

740. Titulus non debet confundi cum patrono.

1^o Patronus est sanctus vel angelus ejus protectioni committitur ecclesia ut pro i. . . intercedat apud Deum; titulus est mysterium, sanctus vel aliquid ad sanctos pertinens, v. g. conceptio immaculata B. M. V., a quo appellatur ecclesia. Aliquando sanctus qui fuit electus titulus ecclesiæ assumitur ut patronus ejusdem ecclesiæ, tunc habemus *patronum titulum*.

2^o Patronus loci a clero et populo hujus loci eligendus est; cum pro loco intelligi possit vel regnum, vel provincia, vel diocesis, vel civitas, vel pagus, hinc datur patronus regni, provinciæ, etc. Datur etiam patronus totius Ecclesiæ catholicæ, uti principes Apostolorum, et recentius S. Joseph, Dei paræ Sponsus.

3^o Tria pro legitima patroni electione requiruntur: a) ut electio a populo fiat de consensu Ordinarii; b) ut patronus eligendus in sanctorum album sit relatus; c) ut a S. Cong. Rituum approbetur electio.

4^o In hac regione, ecclesiae consecratae vel solemniter benedictae habent titulares sed non patronos; quidam sunt patroni hujus regionis qui fuerunt obtenti non per viam electionis, ad tenorem decreti Urbani VIII, sed per viam indultorum. S. Joseph, occasione voti publici emissi anno 1624, electus est patronus regionis, cui voto indulget S. Sedes, anno 1859; S. Anna, B. M. V. Mater, vi indulti 7 Maii 1876, fuit data uti patrona provinciae ecclesiasticae Quebecensis, quae tunc temporis continebat tres provincias Quebecensem, Marianopolitanam et Ottawiensem; tandem a die 23 Junii 1881, SS. Nomen B. Mariae Virginis est festum patronale pro diocesis Marianopolitana et Campivallensi. Cf. *Revue de Valleyfie'd*, vol. XI, num. 4, 7, 8.

750. **Ecclesia semel consecrata non potest denuo consecrari**, ut probat Gratianus, De Consecratione: "Sicut infans a quocumque sacerdote in nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti semel baptizatus non debet iterum baptizari, ita nec locus Deo dicatus iterum consecrandus est". Hoc tamen valet nisi ecclesia exsecratur.

1^o Ecclesia exsecratur quando destruitur ex toto aut ex majori parte, vel parietes ejus comburnuntur aut devastantur; ecclesia exsecrata amisit suam sanctitatem, ideoque non licet in ea celebrare.

2^o Si repletur ecclesia destructa ex toto vel ex parte, aut devastata, oportet ut consecratur vel saltem benedicatur, cum sit nova ecclesia. S. Congregatio Rituum, 8 Jun. 1896, declaravit ecclesiam e cujus parietibus ablatum fuit ex toto vel ex parte opus tectorium (revêtement) non indigere nova consecratione.

751. **Pollutio ecclesiae differt ab ejus exsecratione.**

1^o Exsecratio est amissio sanctitatis; pollutio est contaminatio ecclesiae. Ecclesia polluitur, seu contaminatur, quando in ea perpetratur delictum quod directe ejus sanctitatem

offendit. Delicta quibus ex jure canonico polluitur ecclesia sunt: homicidium, injuriosa et graviter culpabilis effusio sanguinis humani, peccatum externum consummatum contra castitatem, et sepultura hominis infidelis aut excommunicati.

2^o Primus casus quo polluitur ecclesia est quando in ea committitur voluntarium et injuriosum homicidium, sive respectu sui, sive respectu alterius, quamvis sanguis non effundatur; Cap. *Si motum*, 19, De consecratione. Non polluitur ecclesia, si quis casu occidatur; item si quis injuste aggressus alterum occidat, servato moderamine inculpatae tutelae; nec si quis percussus extra ecclesiam ad eam confugiat ut moriatur: in his casibus homicidium non est injuriosum in ecclesia. E contra violatur ecclesia, si quis extra eam existens occidat hominem in ea stantem, etsi vulneratus alibi succumbat. Ferraris, *Bibliotheca canonica*, ad verbum *Ecclesia*, art. 4.

3^o Secundus casus quo polluitur ecclesia est quando in ea sanguis humanus in quantitate notabili per voluntariam, injuriosam et graviter peccaminosam actionem effunditur; cap. *Ecclesiis, Proposuisti, Si Ecclesia*, De consecratione. Ecclesia polluitur sive proprius, sive alienus sanguis effundatur, sed requiritur ut in notabili quantitate et per actionem graviter peccaminosam effundatur. Non polluitur ecclesia si quis extra eam, v. g. in platea, percutiatur et ad ecclesiam confugiat in qua sanguinem effundit; polluitur vero si graviter in ea percussus extra illam sanguinem effundit.

4^o Tertius casus est effusio seminis humani graviter illicita intra ecclesiam, modo peccatum sit publicum notorietate facti, vel juris. Juxta sententiam communem, ecclesia non polluitur per sanguinis effusionem aut peccatum consummatum contra castitatem nisi crimen sit publicum.

5^o Quartus casus quo polluitur ecclesia est quando in ea sepelitur aliquis excommunicatus vitandus, scilicet publice

denuntiatus, aut aliquis infidelis. Hinc polluitur ecclesia per sepulturam infidelis etiam infantis, probabiliter per sepulturam infantis non baptizati, nisi defunctus in utero matris cum matre sepeliatur. Non violatur ecclesia per sepulturam hæretici non denunciati, nec aliorum quibus sepultura ecclesiastica denegatur, ut sunt usurarii et similes, nam in penalibus non est facienda extensio nisi in jure habeatur.

6^o Quamvis per se ecclesia non polluatur per hoc quod pro stabulo fuit, atque animalia et homines spurcitas exercuerunt, tamen S. Congregatio Rituum, 27 Feb. 1847, censuit ecclesiam quæ militaribus stationibus per biduum inservivit ad cautelam esse reconciliandam. Lehmkuhl, Theol. Moralis, vol. II, n. 222.

752. Tres sunt effectus ecclesie violationis seu pollutionis: 1^o Ecclesia polluta non potest consecrari antequam reconcilietur et pollutionis causa amoveatur; 2^o in ecclesia polluta vel in cimiterio contiguo non potest ullus defunctus sepeliri antequam reconcilietur; 3^o in ecclesia polluta non possunt nec divina officia, nec missæ celebrari. Qui celebrat in ecclesia polluta graviter peccat, sed non contrahit irregularitatem.

753. Ecclesia polluta debet quamprimum reconciliari, ne diu suspendatur cultus divinus. Si ecclesia fuerit consecrata, non potest ab alio quam ab episcopo diocesano vel ab alio episcopo delegato reconciliari; non potest episcopus diocesanus ad hoc delegare simplicem sacerdotem absque indulto apostolico. Si ecclesia polluta non fuerit consecrata sed benedicta, reconciliari potest per quemcumque simplicem sacerdotem per solam aspersionem aque benedictæ; cap. *Si Ecclesia*, 10, De consecratione ecclesiæ.

754. Ecclesia sive consecrata, sive benedicta gaudet privilegio immunitatis ab actibus profanis, et jure asyli. Cf. vol. I, tit. III, De juribus communibus, num. 167.

Relate ad hanc immunitatem localem, notatu dignum est illud decretum S. Congregationis Rituum 14 Julii 1887, quo non licet admittere in ecclesia, occasione exsequiarum aut quorundam festorum quibus laicæ sodalitates intersunt, nisi *vezilla religiosa*, id est pro quibus habetur formula benedictionis in Rituali Romano.

CAPUT II

DE ORATORIIS

755. **Oratorium est sacellum quod ad utilitatem alienjus communitatis vel familie erigitur.**

Oratorium est vel *publicum*, vel *semipublicum*, vel *privatum*.

1^o Oratorium *publicum* est illud quod, auctoritate Ordinarii ad publicum Dei cultum dedicatum sive benedictione, sive consecratione, habet januam in via et liberum ingressum et egressum.

2^o Oratorium *privatum* est illud quod in privatis ædibus in commodum alienjus persone vel familie erigitur.

3^o Oratorium *semipublicum* est illud quod auctoritate Ordinarii erigitur in commodum alienjus communitatis. Hujus generis sunt oratoria quæ pertinent ad seminaria et collegia ecclesiastica, ad pia instituta et societates votorum simplicium, aliasque communitates sub regula vel statutis ab Ordinario approbatis, ad nosocomia, orphanotrophia, neenon ad arees et careeres. Talia sunt oratoria que in ædibus Cardinalium et Episcoporum eriguntur. Omnes qui in his oratoriis sacrificio missæ intersunt, præcepto satisfaciunt. Cf. decretum S. Congregationis Rituum, 23 Jan. 1899.

756. Auctoritas competens qua erigitur oratorium sive publicum, sive semipublicum, est auctoritas episcopi, ut fert communis sententia.

1^o Atvero episcopus in erigendo oratorio publico debet cavere *a)* ut erectio fiat in argumentum cultus divini, non autem quæstus causa; caput *Si quis*, De consecratione; *b)* ut oratorium sufficienter dotetur; cap. *Nemo Ecclesiam*, loco citato; *c)* ut erectio non vergat in detrimentum alterius ecclesiæ, præsertim parochialis; cap. *Quicumque*, 44, causa 16, questio I, in Decreto. Hinc si ab episcopo permittatur ædificatio ecclesiæ in detrimentum parochialis, potest parochus sese opponere et a licentia concessa appellare; tit. XXXII, lib. X, De novi operis nunciatione.

2^o Oratoria semipublica in piis communitatibus, in nosocomiis, orphanotrophiis, etc., auctoritate episcopi eriguntur, modo *nullum ibi adsit aliud oratorium*. Hanc doctrinam tenuit S. Congregatio Rituum, in causa *Nivernensi* 8 Martii 1879, et eam confirmavit alio decreto, die 23 Jan. 1899 edito. Quæsitum fuerat: "Potestne episcopus alia oratoria præter capellam seu principale oratorium erigere in piis communitatibus, sive ob numerum sacerdotum ibi degentium ut ab omnibus missa dici possit, sive in gratiam infirmorum qui nequeunt adire capellam seu oratorium principale?—Respondit S. R. C.: Si ex piarum communitatum conditione necessaria sit erectio alterius oratorii, pro ejus erectione facultas erit a Sancta Sede obtinenda."

757. Amplissima fuit olim libertas oratoria privata erigendi sive regularibus, sive episcopis concessa.

1^o Regulares ex ordine Prædicatorum et Minorum, vi capitatis, *In his quæ*, 30, De privilegiis, tit. XXXIII, lib. V, et alii ordines, sive directe, sive per viam communicationis, non tantum in suis domibus, sed in aliis privatis ædibus, quacumque ex causa, celebrare poterant.

2^o Episcopi habebant potestatem concedendi indulta oratorii privati sive clericis, sive laicis. Plures et graves irrepperunt abusus ex tanta facilitate, et res eo deveniant ut missæ sacrificium celebraretur in loco non decenti, vel in domibus privatis in præjudicium jurium parochialium.

3^o Concilium Tridentinum, sess. XXII, De observandis et evitandis in celebratione missæ, mandavit "ne Ordinarii patiantur privatis in domibus atque omnino extra ecclesiam... sanctum hoc sacrificium a *secularibus* aut *regularibus* *quibuscumque* peragi." His verbis Conc. Tridentini, facultas concedendi indultum oratorii privati fuit a quocumque adempta et soli Pontifici Romano reservata, ut declaravit Benedictus XIV, in constitutione *Magno cum animi*, 2 Jun. 1751. Attamen si urgentes adsint cause, potest episcopus, per modum actus tantum, facultatem concedere ut celebretur in oratoriis privatis, ut declaravit S. Cong. Concilii, 20 Dec. 1856.

758. **Inter facultates quæ episcopis hujus regionis conceduntur in formula I, num. 23.** datur facultas "celebrandi sub dio et sub terra, in loco tamen decenti", quam subdelegare possunt suis sacerdotibus. Hinc missionarii loca missionum perlustrantes possunt, habita subdelegatione, in quocumque loco decenti sacrificium offerre; non requiritur ut locus celebrationis sit pulcher et eleganter ornatus, sed ut ab eo removeantur objecta minus decentia. Paupertas eum non excludit munditiem.

In prædicta facultate, ex responsione S. Cong. de Prop. Fide, 20 Jan. 1667, non comprehenditur facultas celebrandi in navi super oceanum, lacum et flumen; ad hoc requiritur specialissimum indultum, quod episcopi habere supponuntur ex quorum diœcesi naves solvere solent. Hujusmodi indultum obtinuit Ill^{mus} et Revd^{mus} Archiepiscopus Marianopolitanus suis sacerdotibus communicabile. Conditiones quæ adjiciunt sunt ut aquæ maris, lacus vel fluminis sint tranquillæ,

(1) V. G., in itinere, frando est utilis, potest ipse episcopus celebrare in domo privata.

et, quantum fieri potest, alius sacerdos vel diaconus, si motus concitetur, calicem firmum teneat. Cf. decretum S. Cong. de Prop. Fide, 1 Martii 1902.

759. Quando Sancta Sedes indultum oratorii privati concedit, solet sequentes condiciones adjicere: 1^o ut oratorium ab episcopo vel ab ejus delegato visitetur, inspiciendi causa num decens et apte compositum sit; 2^o ut una tantum missa in die celebretur, nec diebus solemnibus festorum unquam celebretur, nisi aliter concessum fuerit; 3^o ut dnm fit sacrum, præsens sit indultarius, id est, is cujus nomen reperitur in fronte indulti; nam privilegium est personale adeo ut nequidem consanguinei et affines possint audire missam in oratorio privato, nisi illo præsente; 4^o ut serventur jura parochialia, id est, nulli actus fiant qui proprio jure ad ecclesiam parochialem attinent, v. g. collatio baptismi, benedictio nuptiarum, communio paschalis. Præter communionem paschalem, sacramentum eucharistiæ dispensari non debet in oratoriis privatis, nisi de licentia episcopi; idem dicatur de sacramento pœnitentiæ, eo vel magis quod vetitum sit confessiones audire in privatis domibus. Cf. Icard, Præl. Jur. Sti Sulpicii, vol. II, num. 550; Haine, Theologia Moralis, vol. III, page 151.

760. In oratoriis etiam publicis, SS. Sacramentum servari non potest absque indulto apostolico. Nam regula generalis est quod "sacrosancta eucharistia in ecclesiis quæ parochiales non sunt, retineri non potest absque presidio apostolici indulti, vel immemoralis consuetudinis quæ hujusmodi indulti præsumptionem inducit." Bened. XIV, const. *Quamvis justo*, 30 Apr. 1749.

1^o De jure, SS. Sacramentum potest asservari, a) in ecclesiis parochialibus; b) in cathedrali ecclesia, quæ prima parochia diœcesis reputatur; c) in ecclesiis regularium, sive quia eorum ecclesiæ reputantur parochiales, sive quia tacite hoc

privilegium habent a Sede Apostolica, cujus auctoritate domus regularium eriguntur. Moniales prohibentur asservare sacramentum eucharistiæ intra claustra; Trid., sess. XXV, cap. 10.

2^o Quod dictum est de regularibus intelligendum est de ordinibus proprie dictis qui habent vota solemnia, non autem de congregationibus religiosis quæ habent vota simplicia. In oratoriis congregationum et piorum institutorum, quemadmodum in aliis oratoriis, non potest asservari eucharistiæ sacramentum absque indulto apostolico. Hinc in causa *Nivernensi* relata, fuit quæsitum:

“Potestne episcopus *jure proprio* concedere facultatem asservandi SS. Sacramentum *a)* in ecclesiis seu capellis publicis quæ tamen titulo parochiali non gaudent, etsi utilitatibus parochiæ inserviant; *b)* in capellis piarum communitatum publicis, id est, quarum porta pateat in via publica vel in area cum via publica communicante, et quæ habitantibus omnibus aperiuntur; *c)* in capellis seu oratoriis interioribus piarum communitatum, quando non habent capellam seu oratorium publicum in sensu exposito, ut evenit, ex gr. in seminariis? Respondit S. R. C.: Implorandum est indultum a Sancta Sede quoad omnia postulata.”

761. Quoad oratoria privata, hæc notentur.

1^o SSimum Eucharistiæ sacramentum non debet asservari, nisi habeatur indultum apostolicum;

2^o Hujusmodi oratoria benedicuntur benedictione quæ legitur in Rituali Romano pro domo nova;

3^o Oratoria privata non subjacent visitationi episcopi, nisi ut videat an in erectione serventur leges canonicæ;

4^o Super oratorium quodcumque, etiam privatum, nequeunt esse cameræ vel loca ad habitandum, dormiendum, deambu-

landum, aut ad alium usum profanum. Subtus tamen ipsa possunt adesse horrea et cellæ vinarie ;

5^o Potest privilegiatus, si nolit amplius uti privilegio, convertere oratorium in usus profanos ; etenim oratorium privatum non est locus sacer, nec immutabiliter dicatur divino cultui, ideoque nec gaudet ecclesiastica immunitate, ut decrevit S. Congregatio Immunitatum, 9 Dec. 1631. Si autem privilegiatus velit iterum tale oratorium profanatum remittere ad usum celebrandi sacrum, indigebit nova approbatione Ordinarii. Ferraris, ad verbum *Oratorium*, n. 19 et 20.

TITULUS III

DE ALTARIBUS ET SACRA SUPPELLECTILI ECCLESIIARUM

CAPUT I

DE ALTARIBUS

Altare (alta ara) in genere est sedes aut locus in quo sacrificium offertur; altare autem christianum est mensa super quam conficitur eucharistiæ sacramentum et offertur sacrosanctum missæ sacrificium.

762. **Altare est fixum vel portatile.** *Sensu canonico*, altare *fixum* est illud quod immobiliter sua basi consistit; *portatile*, quod potest de loco in locum moveri. Diximus *sensu canonico*, quia, ex praxi S. Congregationis Rituum, altare fixum dicitur etiam de lapide qui adhæret altari ligneo; hinc altare ligneum quod regulariter non dimovetur, quamvis possit transferri, dicitur, *sensu liturgico*, altare fixum cui conferri potest indulgentia altaris privilegiati. Beringer, *Les Indulgences*, vol. I, p. 448, et decretum S. Congnis Rituum, 18 Julii 1892.

1° Utrumque altare debet esse lapideum, ut præscribunt antiqui canones; cap. *Altaria*, 31, dist. I, De consecratione. In altari fixo, una est tabula lapidea quæ basi solidæ adhæret; in altari portatili, est simplex lapis consecratus qui absque nexu inseritur mensæ altaris ex ligno aliave materia confectæ. Admitti nequeunt altaria portatilia quæ ex duabus partibus ita constant ut pars superior sit lapis, pars vero inferior lignum, et inter lapidem et lignum, in quodam concavo

spatiolo, sint reliquie sanctorum. S. Cong. Rituum, 31 Aug. 1867.

2^o Altaria tum fixa, tum portatilia figuram quadratam aut oblongam induere consueverunt, cum crucibus in medio et in quatuor angulis, in quibus unctiones sancti olei et sacri chrismatis ad consecrationem altarium præscriptæ peraguntur.

3^o Majoris aut minoris molis esse solent altaria, præsertim prout fixa aut portatilia considerantur.

Ex rubrica Missalis, ea exigitur ara lapidea "quæ tam ampla sit, ut hostiam et majorem partem calicis capiat."

763. Consecratio altaris fit a solo episcopo, nisi Summus Pontifex concesserit presbytero facultatem eam peragendi. Forma et ritus hujus consecrationis describuntur in Pontificali.

1^o Illud præ ceteris est notandum nullum altare consecrari quin includantur sacræ reliquiæ in eo, ut sacerdos ascendens ad altare Deum precetur *per merita sanctorum quorum reliquiæ hic sunt*. Oratoria olim ædificabantur supra tumulos martyrum; hunc morem Ecclesia retinere statuit, quoad poterat, reponendo reliquias sanctorum sub altari, quia sumopere judicavit expedire ut sacrosanctum missæ sacrificium offeratur Deo super reliquias servorum Dei, qui ornam suam virtutem ex illo habuerunt.

2^o Loculus in quo sacræ reliquiæ reponuntur, signatur sigillo episcopi, ut certius constet de consecratione altaris et de reliquiarum authenticitate.

764. Altare, sicut ecclesia, pollui vel exsecrari potest.

Altare fixum ita refertur ad ecclesiam in qua constitutum est, ut si quacumque ex causa ecclesia polluat, ipsum etiam pollutum eo ipso censeatur. Alia est ratio altaris portatilis, quod suam consecrationem habet distinctam a consecratione loci ubi reponitur.

Altare exsecratur 1^o quando est enormiter læsum vel fractum.

a) Juxta sententiam communiorem, altare *enormiter* frangitur, quando ita diminuitur ut pars quæ remanet calicem et hostiam cum patena commode nequeat continere.

b) Juxta alios, tanta esse debet fractura ut in communi æstimatione id quod superest non retineat formam et rationem tabulæ altaris.

c) Alii tandem enormem esse dicunt fracturam, si tabula fuerit vel in duas, vel in plures notabiles partes divisa, ac proinde continuationem, integritatem et substantialem unitatem amittat; casus verificatur si in altari sive fixo, sive portatili, fractura aliqua fiat in illis partibus in quibus peculiare unctiones fuerunt adhibitæ, candelæ accensæ, thus crematum; vel si pars fracta contineat unam ex lateralibus crucibus ab episcopo in altaris consecratione specialiter benedictis. Cæterum, uti declaravit S. Congregatio Rituum, 3 Martii 1821, non sufficit levis fractura in uno vel altero cornu.

2^o Altare tam fixum quam portatile suam amittit consecrationem, si ab eo auferantur sacre reliquiæ, aut amoveatur vel enormiter frangatur reliquiarum repositorium, aut ejus operculum, id est, parvulus ille lapis qui easdem occludit reliquias in ipsarum sepulcro vel reposito.

Non vero sufficit sigilli fractio, si, habita ratione circumstantiarum, nullum est dubium probabile de peracta consecratione atque de identitate reliquiarum.

3^o Altare fixum consecrationem suam amittit, si a basi seu structura inferiori lapis seu mensa superior consecrata amoveatur. Ad quod necessarium non est ut tabula seu mensa ex uno ad alium locum translata fuerit, sed sufficit quod a structura inferiori sejuncta fuerit, ut declaravit S. Rituum Cong., 23 Feb. 1884; Piat, Præl. Juris Regularis, vol. II, pag. 358.

CAPUT II

DE SACRA SUPPELLECTILI ECCLESIARUM

Sacra supellex ecclesiarum dicuntur omnia quæ ad cultum publicum inserviunt: vasa nempe sacra, cruces, linteamina altaris, vestes sacerdotales, baptisterium, sacre imagines, campanæ quarum sonitu advocantur fideles ad preces. Principia generalia juris circa suppellectilem ecclesiarum dicemus; plenior vero hujus materie expositio ad liturgiam remittitur.

765. Calices debent esse ex auro vel argento, aut saltem habere cuppam argenteam intus inauratam simul cum patena itidem inaurata.

1^o Consecrari debent ab episcopo, qui harum benedictionum munus, quatenus unctione sacri chrismatis perficiuntur, nulli presbytero committere potest.

2^o Calices et patenæ exsecrantur quando immutantur, vel franguntur, adeo ut inservire amplius non possint sacro sacrificio: puta, si perforentur, vel si euppa calicis a pede cui fixa est, per fractionem divellatur, vel tandem si pars interior calicis aut euppe aurationem amittat.

3^o Quando calix fractus est, aut internam perdidit inaurationem, non potest in sacris mysteriis conficiendis adhiberi; enim enim formam sacram amiserit, tradi potest artificis ut reficiatur, aut fundatur. Si autem formam necessariam non amiserit, sed opportunum videatur illum ex majori decencia expoliri et intus inaurari, adendum est episcopus, qui per modum dispensationis permittit calicem artificibus tradi: laici enim nequeunt vasa sacra tangere. Si pes tantum calicis expoliendus et inaurandus sit, opus non est dispensatione ut possit sejungi a cuppa siue fractura. Icard, Praelationes, num. 560.

766. Ciborium et pyxis destinata ad conservationem et expositionem sanctæ eucharistiæ non conse-

erantur unctioe chrismatis, sed simplici benedictione que tamen reservatur episcopo.

767. Crux erigitur in omnibus ecclesiis, aut saltem reponitur tabula in qua representatur imago Jesu Christi crucifixi.

Cum rubricæ requirant ut crux collocetur super altare et inter candelabra, dum offertur sacrum sacrificium, scriptores quaerunt utrum crux debeat constitui in altari, etiamsi imago Christi e cruce pendentis in majori tabula depicta aut caelata appareat. "Gavantus id quidem probat, ait Benedictus XIV; alii vero id minime necessarium putant, dummodo tamen crucifixus in majori tabula, vel pictus, vel caelatus, primum locum obtineat præ cæteris omnibus qui in eadem tabula exprimuntur. Huic sententiæ sese conformavit Congregatio Rituum, uti constat ex responsione quam promulgavit, anno 1663. (Litteræ encyclicæ *Accepimus*, anno 1746).

768. Vestium sacerdotalium, quæ ad sanctum sacrificium adhibendæ sunt, materiam, formam et colorem certæ regulæ definiunt.

1º Per varia S. C. Rituum decreta, vetitum est quominus sacra ornamenta ex *gossypio* (coton) vel *lana* contexta adhibeantur; imo ex *holoserico opere* tantum illa concilii præscribuntur. Cf. decreta 28 Julii 1881, 23 Junii 1892.

Quum vero non omnes ecclesiæ, ob reddituum defectum, hujusmodi paramenta sericea sibi comparare valeant, questitum est a S. Cong. Rituum utrum, attenta ecclesiarum paupertate, liceat pro ornamentis sacris preparandis adhibere illud panni genus quod *videtur* ex filo serico contextum, sed contegitur in *gossypio*, *lana*, vel in lino. Et S. Congregatio, attenta ecclesiarum paupertate, id panni genus pro sacris ornamentis *tolerari posse* declaravit, die 2 Mart. 1882.

2º Nec probantur paramenta diversi coloris, quæ indifferenter inserviant pro colore albo, rubro, viridi, violaceo, qua-

tenus habent intextos flores diversi coloris, adeo ut vix dignoscatur quis sit color prædominans. Tolerantur tamen paramenta ex auro contexta, quæ adhibeantur pro albo, viridi ac rubro, non tamen pro violaceo. S. R. C., 5 Dec. 1868.

3^o Per episcopum benedicenda sunt omnia sacra paramenta tum altaris, tum ministrorum; nullus sacerdos absque speciali facultate potest hæc benedicere. Inter facultates episcopis hujus regionis concessas per formulam I, datur sub num. 13 potestas "delegandi simplicibus sacerdotibus potestatem benedicendi paramenta et alia utensilia ad sacrificium missæ necessaria, ubi non intervenit sacra unctio." Cf. Bargilliat, vol. II, num. 1312.

769. Imagines Christi, B. M. Virginis et aliorum sanctorum possunt in ecclesiis retineri. Conc. Trid., sess. XXV, De invocatione, veneratione et reliquiis sanctorum et sacris imaginibus.

1^o Rarior fuit usus imaginum in primaeva ætate, probabiliter ob eam rationem quod illæ imagines aliquam forte offensionem afferre potuissent Ethnicis, qui religionem christianam amplectebantur; eo tamen tempore, pingebantur sancti Veteris Testamenti, representabatur Christus sub figura Boni Pastoris, uti videre est Romæ in catacumbis.

2^o Imagines quomodocumque impressæ Domini Nostri Jesu Christi, Beate Mariæ Virginis, angelorum atque sanctorum, vel aliorum servorum Dei ab Ecclesiæ sensu et decretis difformes omnino vetantur. Novæ vero, sive preces habeant annexas, sive absque illis edantur, sine ecclesiasticæ potestatis licentia non publicentur. Const. *Officiorum et munerum* Leonis XIII, tit. I, num. 15.

(Episcopi)

3^o Decretis Ecclesiæ prohibetur quominus Christus, B. Maria Virgo, Angeli, Apostoli, Evangelistæ represententur cum habitu peculiari alienjuss ordinis religiosi. Clemens VIII, constitutione *Sacrosancta*.

4^o Benedictus XIV, constitutione *Sollicitudini*, 1 Oct. 1745, accurate exponit quibus sub speciebus SS. Trinitatem vel unamquamque personam liceat representare.

5^o Quoad imagines servorum Dei, prohibentur imagines cum laureolis aut radiis de illis qui neque canonizationis, neque beatificationis honore insigniti sunt a Sede Apostolica. Const. *Sanctissimus* Urbani VIII.

6^o Imo beatorum nondum canonizatorum imagines in ecclesiis et oratoriis quibuscumque, inconsulta Sede Apostolica, nullo pacto exponi debent. Et ubi indultum fuerit per Sedem Apostolicam eorum imagines, pietasque tabulas in ecclesiis poni et coli posse, in pariete tantum non autem super altare collocandi facultas tributa censetur. Decretum Alexandri VII, 20 Sept. 1659.

7^o Insuper imago beatificati pingenda est non cum diademate circa caput, sed cum radiis tantum. Ferraris, v. *Imagines*, num. 46. Cf. Commentarium D. Piat apud La Nouvelle Revue Théologique, vol. 31, pag. 12.

770. **Ecclesia habet jus habendi campanas ut fideles ad ecclesiam convocentur**, ut probat Cavagnis, Inst. Juris Publici, part. II, num. 268.

1^o Campanæ benedicendæ sunt antequam suo loco reponantur, quæ quidem benedictio reservatur episcopo eadem lege qua ceteræ benedictiones quæ sacro chrismate perficiuntur. Ex speciali facultate S. Sedis, episcopi possunt delegare "benedictionem campanarum, quodcumque eam ipsi absque gravi incommodo perficere nequeunt, sacerdotibus sibi benevisis, servato ritu Pontificalis Romani, atque adhibitis oleis et aqua ab episcopo benedictis; necnon etiam sine aqua ab episcopo benedicta, si gravis causa concurrat." Cf. vol. I, num. 31, art. 5.

2^o Campanæ benedictæ non debent inservire usibus profanis. S. Cong. Rituum dubiis olim propositis responsum

dedit, die 16 Julii 1594: "Non videntur posse benedici solenni ritu campanae quae solum deserviunt profanis usibus; nam, ut ex ipsa benedictione quae habetur in Pontificali, colligi potest quod campanae benedicuntur *in usum tantum ecclesiasticum*, ut cetera vasa sacra, et ideo iniunguntur variisque caeremoniis consecrantur ad eum modum quo consecrantur altaria."

Nihil tamen obstare videtur quominus primi pastores sinant campanas pulsari in casu imminenti periculi, puta incendii aut inundationis, vel etiam occasione adventus principis, in signum honoris; siquidem adest in hujusmodi adjunctis ratio aliqua virtutis, quae ad finem supernaturalem quodam modo refertur. Si praeter memoratos casus, magistratus temporales expostulent facultatem utendi campanis in aliquos usus civiles, parochi officium erit confugere ad episcopum ut quid sibi agendam seu tolerandum sciat. Teard, Prael. ad usum S. Sulpicii, vol. II, num. 561.

TITULUS IV

DE CÆMETERIIS

771. **Circa originem cæmeterii hæc sunt notanda:**

1^o Natura docet corpus hominis, qui ceteris animalibus dignitate præstat, non esse projiciendum ut a volucris ferisque dilanietur, vel in cibum assumatur. Hinc apud Gentes, sepulturam dare cadaveri inter officia ipsi humanitati præstanda fuit adscriptum; et solis hominibus scelestissimis sepulcrum fuit denegatum, quorum corpora insipulta ad ignominiam projiciebantur.

*Cyri cimeterium
natum est ex hu-
manitate et
ex ratione semi-
tatis publicæ.*

2^o In re tanti momenti, religio christiana non potuit deesse; sacrum habuit cultum defunctorum, sed debuit arcere a funeribus quidquid falsi aut superstitiosi irrepserat ope ethnicorum. Summum ejus negotium fuit funebres ritus intra regulam rationis et revelationis revocare et rectæ Dei notioni et sanæ hominum naturæ accommo lare.

Honores qui cineribus sanctorum impenduntur duplici dogmate nituntur, scilicet futura corporis resurrectione et æterna animæ beatitudine, cujus corpus particeps erit post ultima momenta. Hinc est cur Ecclesia habuerit sua *cæmeteria*, seu *dormitoria*, quia Christiani in monumento non tam quiescere quam dormire dicuntur usquedum in resurrectione universali corpora evigilent et ad felicioram vitam e proluxiore somno suscitentur. Vecchiotti, De rebus sacris.

3^o Jure veteri Romanorum, cautum erat ne cadavera in urbibus sepelirentur, ut demonstrat fragmentum legis 12 tabularum: "Homines mortuum in Urbe ne sepelito, neve urito." Tribus primis sæculis, Christiani, sicut ceteri, sepeliebantur extra civitates vel in monumentis juxta viam publicam, vel in catacumbis et in campis subterraneis; hiuc

historia testatur S. Petrum humatum esse in Vaticano, juxta viam triumphalem; S. Paulum, in via Ostiensi; S. Xistum, in cœmeterio Callixti, in via Appia; et ita de ceteris.

4^o A sæculo quarto, reliquiae martyrum fuerunt ad basilicas translatae; ex hac causa fideles obtarunt sepeliri in ecclesiis, primo ut validius juvarentur patrocinio martyrum ad quorum reliquias prope jacebant, secundo quia sibi persuadebant se juvari posse precibus fidelium eo convenientium. "Ideo, aiebat Sanctus Maximus Taurinensis, a majoribus provisum est ut sanctorum ossibus nostra corpora sociemus, ut dum illos Christus illuminat, a nobis tenebrarum caligo defugiat. Cum sanctis martyribus quiescentes evadimus inferni tenebras eorum propriis meritis, attamen conscii sanctitate." (Sermo 55).

Primitus, ex quodam privilegio, imperatoribus, episcopis, presbyteris, viris religiosis, sacrisque virginibus necnon aliis dignitate conspicuis humatio in ecclesiis fuit permessa; successu autem temporis, ex benevola tolerantia, omnibus indiscriminatim fidelibus. Quod si ecclesia non sufficeret, prope ecclesiam, auctoritate episcopi, erigebantur cœmeteria pro fidelibus sepeliendis.

Verum Ecclesia, ut eruitur ex pluribus statutis conciliorum, maxime exoptat ut restituatur usus sepeliendi in cœmeteriis; hinc Rituale Romanum, jussu Pauli V editum, sic decernit: "Ubi viget antiqua consuetudo sepeliendi mortuos in cœmeterio retineatur, et ubi fieri potest restituatur." Cf. Vecchiotti, Iustitutiones canonicæ.

772. **Ecclesia sibi vindicat jus erigendi cœmeteria** separata a sepulturis tum communibus, tum aliarum confessionum religiosarum, et judicandi quinam debeant admitti in iis cœmeteriis et quinam sint excludendi.

1^o Hoc est veluti consecrarium juris erigendi templa; revera Ecclesia habet jus pro sua communione habendi templa

quæ exclusive pro suo cultu inserviant, et a quibus possit quoscumque velit excludere; *a pari* ipsi tribuendum est jus habendi cœmeteria in quibus admittat quos dignos sepultura ecclesiastica judicaverit. Præterea sepultura est extensio communicationis fidelium; atqui juxta verba Innocentii III, De sepulturis, cap. 12: "Quibus non communicavimus vivos, non communicemus defunctis." Per summam proinde injuriam contra catholicos et contra omnes alias sectas religiosas quæ exigunt cœmeteria *confessionalia*, Status civiles et municipia construunt cœmeteria sic dicta *civilia*, vel *municipalia*, in quibus cadavera omnium indiscriminatim sepeliuntur, sive quancumque, sive nullam religionem fuerint professi. De Angelis, lib. III, tit. XXVIII, num. 1.

2^o In provincia Quebeensi, cœmeterium pro catholicis erigitur ab episcopo diocesis, ad tenorem articuli 3371, *Statuts refondus de la Province de Quebec*. Cf. num. 743. Assensus episcopi ita requiritur ut, eo non habito, cœmeterium neque erigi, neque augeri, neque reparari possit. Mignault, Droit paroissial, pag. 528.

773. **Cœmeterium aliud est commune, aliud electivum, aliud familiare.** Quilibet fidelis est sepeliendus in propria parochiali ecclesia vel in ejus cœmeterio, ut defunctus cum ea ecclesia communicet cui vivus adhæserat. Serius Regularibus indultum est ut in suis ecclesiis et cœmeteriis tum suos, tum fideles qui in eis sepulturam elegissent, tumularent; fidelibus ipsis data est facultas sepultura familiaria seu gentilitia exstruendi: unde jure quo nunc utimur, sepultura est triplex, scilicet *communis*, *electiva* et *familiaris* seu *gentilitia*. Cf. vol. I, num. 546.

1^o Unusquisque sepeliri debet in loco sui domicilii, nisi alibi sepulturam elegerit, vel extra parochiam decedens non possit in locum sui domicilii deferri; cap. 3, tit. XII, De sepulturis, lib. III, in 6^o.

a) Episcopus, canonici ecclesie cathedralis, et in genere clerici titulo perpetuo et cum onere residentie aliquibus ecclesiis adscripti, tumulandi sunt in ecclesiis propriorum beneficiorum.

b) Monachi, sanctimoniales, et in genere quicumque iutra claustra vivunt sub alicujus prelati obedientia, in propriis ecclesiis debent tumulari. Idem dicendum non est de confratribus sodalitates laicorum, quia, seclusa electione, minime sepeliri debent in ecclesia confraternitatis, etiamsi ex concessione episcopi jure sepulcri eadem ecclesia gaudeat. Sebastia-nelli, De clericis, num. 262.

2º Aliquis potest sepeliri extra parochialem ecclesiam, modo locus sit religiosus et sepulturam ibi elegerit.

a) Omnes possunt extra parochialem ecclesiam eligere sibi sepulturam, nisi *natura* vel *lege* prohibeantur. *Natura* prohibentur amentes, furiosi, et in genere omnes ratione non compotes; *lege* prohibentur inpuberes, cum non habeant evolutum libertatis exercitium; regulares, cum habeant nec velle nec nolle.

b) Ut novum sepulcrum exstruatur in ecclesiis secularibus, præter consensum ecclesie rectoris, postulatur licentia Ordinarii in scriptis obtinenda; in ecclesiis regularium, requiritur licentia saltem provincialis; in ecclesiis monialium, præter expressum consensum monialium, requiritur licentia S. Congregationis Episcoporum et Regularium. Vecchiotti, loco citato.

3º Sepultura propria seu familiaris est illa quam quis pro se et suis descendentibus constituit. Sepulcrum familiare exstrui potest in ipso cœmeterio communi, cujus pars reservatur ad alicujus familie sepulturam; sed regulariter sepulcrum familiare erigitur extra cœmeterium commune, in prædiis alicujus. Locus debet benedici antequam sepulture fidelium inserviat.

774. His dispositionibus canonicis circa locum sepulturæ concordant decreta civilia in hac provincia Quebecensi lata.

1° Sepultura catholici debet fieri in parochia ubi decedit, nisi hic fidelis alibi voluntate propria vel aliena elegerit sepulturam. Cf. Beaudry, Code des curés, pag. 258, num. 228.

2° Quando cœmeterium commune est sufficienter extensum, fabrica ecclesiæ potest concedere fidelibus jus exstruendi sepulcra et monumenta, vel jus sepulturæ familiaris in aliqua parte cœmeterii, quæ pars ad usum datur sub certis conditionibus. Beaudry, loco citato.

3° Plures sunt juris dispositiones relate ad locum cœmeterii, ad sepulturam in ecclesia, ad sepulturam illorum qui ex morbo contagioso decesserunt; quæ dispositiones continentur in *Statuts refondus de la province de Québec*, ab articulo 3458 ad articulum 3485. Quosdam referimus:

3472. " Dans toute nouvelle paroisse, le site du cimetière doit être choisi, autant que possible, en dehors des limites probables de la ville ou du village, sur un terrain élevé, incliné du côté opposé à celui où les maisons se trouvent situées, de manière à ce que les eaux potables ne soient pas contaminées par le drainage de ce terrain.

Cette règle s'applique également aux paroisses déjà établies, où doit se faire un déplacement de cimetière."

3476. " Il est loisible à l'autorité ecclésiastique supérieure ou diocésaine, lorsqu'elle le croit convenable pour la décence ou la santé publique, de défendre, sous peine de l'amende imposée par l'article 3470, les inhumations dans les cimetières ou les églises placés sous son contrôle."

Relate ad has legis civilis dispositiones circa inhumationem et exhumationem, notandum est quod auctoritas civilis jus habet curandi ut ea servantur quæ hygienem et publicam securitatem respiciunt, v. g. ne *citius* sepeliantur qui forsitan adhuc vivunt, vel *serius*, cum corpora corrumpuntur, præsertim in

morbis contagiosis. Ecclesia leges de cetero justas a civili auctoritate de hac re latas observare debet, salva sua independentia. Cavagnis, Institutiones Juris Publici, lib. II, num. 280.

Unde clerici debent has præscriptiones servare, quas episcopi acceperunt uti latas ad bonum societatis.

775. Actio funeris, sicut deductio ad cœmeterium, est cœremonia essentialiter religiosa, quæ debet fieri ad præscriptum Ritualis Romani, illis adhibitis pompis quæ deceat hanc mœstam functionem.

1^o Non prohibetur quominus in sepultura ratio habeatur dignitatis et officii quo defunctus fungebatur; sed quod pertinet ad sectas damnatas a funeribus est omnino eliminandum. Hinc prohibetur ne deferantur vexilla, ad tenorem decreti S. Officii, 24 Nov. 1897: "Quatenus agatur de vexillis quæ præferunt emblemata manifeste impia vel perversa, si ea extollantur in pompa funebri, clerus inde recedat; si in ecclesiam per vim introducantur, tunc si missa nondum inchoata fuerit, clerus recedat; si inchoata, post eam absolutam auctoritas ecclesiastica solemnem protestationem emittat de violata templi et sacrarum functionum sanctitate. Quatenus agatur de vexillis ita dictis nationalibus, nullum emblema de se vetitum præferentibus, in funebri pompa tolerari posse, dummodo feretrum sequantur; in ecclesia vero non esse toleranda, nisi secus turbæ aut pericula timeantur."

2^o Prohibetur ne laudatio publica defuncti a laicis fiat in cœmeterio sine licentia auctoritatis ecclesiasticæ.

3^o Cum sepultura ecclesiastica sit jus spirituale fidelibus competens, nihil exigendum est per se pro ipsa sepultura; sed si quis cum solemnitate vel in loco nobiliori debeat sepeliri, non prohibetur quominus aliquid exigatur juxta laudabiles consuetudines ab Ordinario approbatas. Hinc (1) omnes doctores conveniunt esse materiam emptionis venditionis

locum profanum pro ædificanda sepultura; *b)* praxis communissima docet posse quoque pretium intervenire pro cædenda capella in ecclesia ad sepulturam; *c)* etiam in cæmeteriis benedictis seu sacratiss, pro loco honorabili, ex eadem ratione potest peti et dari pretium, eum non vendatur locus, sed pro honore et præeinentia non debita detur pecunia; *d)* ubi est consuetudo, pariter admittitur ut pro loco communi in cæmeterio solvatur taxa, quæ dicitur taxa sepulturæ; hæc taxa est compensatio pro cæmeterii constructione, reparatione et custodia; *e)* pro pauperibus sepultura debet esse omnino gratuita. Id quod prohibetur est quod non detur licentia sepeliendi nisi summa pecuniæ fuerit soluta. De Angelis, lib. III, tit. XXVIII, num. 5.

776. **Crematio repugnat menti Ecclesiæ.**

1^o Ab ævo apostolico, Ecclesia maximum cultum habuit erga corpora fidelium defunctorum, quæ, templa Dei, sanguine Christi redempta et sacramentis sæpius refecta, requiescunt in expectatione resurrectionis mortuorum et ultimi iudicii.

a) Hinc Bonifacius VIII, extravagante *Detestandæ feritatis*, inter communes, interdixit sub pœna excommunicationis majoris et privationis sepulturæ ecclesiasticæ ne corpora fidelium exenterentur, membratim concidantur, aut etiam comburantur.

b) Attamen talis exenteratio, aut membrorum concisio, non prohibetur quando in nosocomiis fit pro scientiæ mediæe progressu; item si antropia eadaveris fiat ad despiciendum an erimen homicidii sit admissum, præsertim ope veneni; item si concisio membrorum fiat ut debitis honor memoriæ defuncti exhibeatur, v. g. si princeps statuatur ut suum cor alibi, sua membra alibi sepeliantur.

2^o Ex eodem capite, prohibetur usus cremationis qui ultimo sæculo iterum invaluit. Revera populus Dei nunquam

admisit cremationem, sed adhibuit cadaverum sepulturam; hæc consuetudo fuit retenta sub religione christiana. Ecclesia christiana, quæ in sinu imperii romani adolevit, plures ejus consuetudines mutuata est, sed cremationem corporum tunc temporis in imperio romano vigentem respuit, ut fideles humo traderentur ad exemplum Christi, cujus sacrum corpus fuit depositum in sepulcro. Ad morem tumulandi corpora, Ecclesia composuit suam liturgiam et cultum mortuorum, quæ liturgia immutanda esset, ei, derelicto ritu sepulturæ, prævaleret ritus cremationis. De Angelis, loco citato.

Hinc ad dubia: a) "An licitum sit nomen dare societatis quibus propositum est promovere usum comburendi hominum cadavera? b) An licitum sit mandare ut sua aliorumve corpora comburantur?"—S. Congregatio Inquisitionis, 19 Maii 1886, respondit: "Ad 1^{um} Negative; et si agatur de societatis massonicæ sectæ filialibus incurri pœnas contra hanc latas. Ad 2^{um} Negative. Factaque de his SS^{mo} D. N. Leoni XIII relatione, Sanctitas Sua resolutiones Eminentissimorum Patrum approbavit et confirmavit, et cum locorum Ordinariis communicandas mandavit, ut opportune instruendos curent Christi fideles *circa detestabilem abusum corpora cremandi*, atque ab eo gregem sibi concreditum totis viribus deterreant." Cf. plura alia decreta circa cremationem apud Haine, Theologia Moralis, vol. III, pag. 423.

777. Sepultura ecclesiastica est jusspirituale competens omnibus qui sunt communionis Ecclesiæ et pie decedunt. Hinc ad habendam sepulturam ecclesiasticam duo requiruntur: a) ut quis partem habeat communionis Ecclesiæ, nam quibus non communicavimus vivis, nec communicare debemus defunctis; b) ut pie moriatur secundum judicium Ecclesiæ.

1^o Ex primo capite, a sepultura ecclesiastica excluduntur: a) pagani, judæi et in genere omnes qui baptismatis sacra-

mentum non receperunt. Can. 28, Dist. I, De Consecratione; *g) unusquisque sui separatim ab loc. ab heresia, etc. nunciam libet.*
 b) hæretici, apostatæ et schismatici, eorumque fautores, credentes, receptores et defensores, si tales fuerint communiter habiti, etiamsi post mortem tantum eorum hæresis fuerit detecta. Rituale Romanum; c) excommunicati sive vitandi, sive non vitandi, nisi mali effectus ex denegata sepultura prævideantur quoad excommunicatos toleratos; d) interdicti. Quoad excommunicatos et interdictos, certum est ipsos sepeliendos esse in loco sacro, si ante obitum a sacerdote absoluti fuerint, vel si non suscepto absolutionis beneficio absque eorum culpa, decesserint cum manifestis signis pœnitentiæ, qua in hypothesi, antequam corpora tumulentur debent absolvi in forma publica.

2^o Ex altero capite, indigni sunt sepultura ecclesiastica: *Descriptio exclusiva.*
 a) usurarii manifesti, nisi restituerint perceptas usuras; b) raptores et incendiarii, ex cap 2 et 7 tit. XVII lib. V; c) maledici et blasphemii, ex cap. 2 tit. XXVI lib. V; d) injusti detentores decimarum, ex cap. 19 tit. 30 lib. III; e) regulares morientes cum peculio; f) publici peccatores decedentes absque resipiscentiæ signis vel in ipso actu peccati; g) non satisfaciens notorie præcepto communionis paschalis per plures annos; h) suicidæ, si ex desperatione vel iracundia mortem sibi intulerint; quando mortem sibi intulerunt ex insania, eis concedatur sepultura ecclesiastica, juxta verba Ritualis Romani recogniti a Benedicto XIV. In casu quo, omnibus rite perpensis, adhuc dubium existat an quis ex insania vel ex desperatione mortem sibi intulerit, tumulandus est in loco sacro, "vitatis tamen pompis et solemnitatibus exsequiarum," uti declaravit S. Congregatio Inquisitionis, 16 Maii 1866; i) decedentes in duello, etiam extra locum conflictus ex vulnere accepto in duello. Hanc pœnam latam a Concilio Tridentino in ducllantes, asperiores reddidit Benedictus XIV, in sua constitutione *Detestabilem*, qua decernit *ab episcopo solvendum.*

pœnam privationis sepulturæ ecclesiasticæ a duellantibus incurri ante omnem sententiam judicis, sive duellum publice, sive privatim indictum fuerit, et sive in actu conflictus, vel alibi ex vulnere accepto in conflictu decesserint pœnitentes, vel absque pœnitentiæ signi: sublata episcopis et Ordinariis locorum super hac pœna interpretandi et dispensandi facultate. Sebastianelli, De Clericis, tit. XI, num. 263.

3^o Privatio sepulturæ ecclesiasticæ est pœna gravissima quæ non debet ultra personas expressas extendi. In dubio, res deferenda est ad tribunal Ordinarii, cujus est, omnibus casus adjunctis perpensis, sepulturam concedere vel denegare. Cf. Discipline du diocèse de Québec, ad verbum *Sépulture*, in nota.

778. In provincia Quebecensi, legislatio civilis tuetur jus episcopi judicandi quinam sepulturam ecclesiasticam mereantur, et determinandi in quam parte cœmeterii sint tumulandi, ut apparet ex articulo 3460, *Statuts refondus de la province ' Québec* :

“ Il appartient à l'autorité ecclésiastique catholique romaine seule de désigner dans le cimetière la place où chaque personne de cette croyance doit être inhumée ; et si cette personne ne peut être inhumée, d'après les règles et lois canoniques, selon le jugement de l'Ordinaire, dans la terre consacrée par les prières liturgiques de cette religion, elle reçoit la sépulture civile dans un terrain réservé à cet effet et attendant au cimetière.”

779. Violatio prædictarum dispositionum secum fert plures pœnas.

1^o Ex constitutione *Apostolicæ Sedis*, incurrunt excommunicationem majorem nemini reservatam “ mandantes seu cogentes tradi sepulturæ ecclesiasticæ hæreticos notorios, aut nominatim excommunicatos vel interdictos.” In hac autem censura, nomine hæreticorum veniunt apostatæ et schismatici pariter notorii.

2º Ex eadem constitutione, interdictum ab ingressu ecclesie ipso jure incurrunt "admittentes nominatim excommunicatos ad ecclesiasticam sepulturam."

3º Ulterius per tumulationem infidelis, exceptis cathecumenis, et per sepulturam nominatim excommunicati, censetur violata ecclesia vel pollutum cœmeterium, quando casus est publicus et notorius, et juxta liturgie formam fieri debet reconciliatio. Eorum corpora debent exhumari et alio transferri, dummodo ab aliorum corporibus discerni possint, et procul ab ecclesiastica sepultura jactari. Sebastianelli, De Clericis, num. 264.

780. **Nemo christianus in communione fidelium defunctus extra ecclesiam aut cœmeterium rite benedictum sepeliri debet.** Si necessitas cogat ex aliquo eventu aliquando ad tempus aliter fieri, curetur ut, quatenus fieri potest, corpus in locum sacrum quamprimum transferatur; interim semper crux capiti illius apponi debet ad significandum illum in Christo quievisse. Rituale Romanum, De Exsequiis.

781. **Cœmeterium fit locus sacre consecratione vel benedictione.** Consecratio fit ab episcopo, vel a sacerdote delegato a Summo Pontifice, juxta ritus descriptos in Pontificali Romano; benedictio fit ab episcopo, vel a sacerdote ab episcopo delegato, juxta ritus descriptos in Rituali. Pars quedam cœmeterii non dedicatur pro sepultura illorum quibus ecclesiastica sepultura deneganda est.

Sepulcrum quod foditur in cœmeterio benedicto non est benedicendum, quia totus locus ad sepulturam fuit benedictus; si vero sepulcrum ex lapidibus exstruatur, benedicendum est ratione novæ materiae non benedictæ. Item sepulcrum benedicendum est si quis sepeliatur in ecclesia, quia ecclesia non est benedicta ad usum sepulcrorum.

782. **Cœmeterium est appendix ecclesiæ:** unde criminibus quibus polluitur ecclesia, polluitur et ipsum cœme-

terium ; et polluta ecclesia, polluitur cœmeterium, modo sit contiguum. Cœmeterio polluto, non polluitur ecclesia, quia cœmeterium est accessorium ecclesie, non autem ecclesia cœmeterii.

Quocumque modo polluatur cœmeterium, indiget speciali reconciliatione, que potest fieri ab episcopo vel a sacerdote. Si cœmeterium fuerit consecratum, reconciliatio debet fieri ab episcopo, vel a sacerdote delegato a Summo Pontifice, juxta ritus descriptos in Pontificali Romano ; si cœmeterium fuerit benedictum, reconciliatio debet fieri ab episcopo, vel a sacerdote ab ipso delegato, juxta ritus descriptos in Rituali Romano.

783. Cœmeterium pollet privilegio immunitatis et jure asyli ; cf. vol. I, num. 167. Jus civile non recognoscit jus asyli ecclesiis et cœmeteriis competens, sed in ceteris confert cœmeteriis immunitatem a quibusdam actibus profanis :

“ La paroisse est tenue de fournir un cimetièrre pour y enterrer les fidèles morts dans la religion catholique, de l'enclore solidement et d'en entretenir et réparer la clôture.”

“ Il est défendu d'y tenir des assemblées profanes, des foires et des marchés, ainsi que les séances des tribunaux.”
Beaudry, Code des curés, pag. 252.

Ad hanc materiam referuntur articuli 3487, 3488, *Statuts refondus de la province de Québec* : Matricularii debent vigilare ne turbetur ordo in ecclesia aut locis adjacentibus. Quicumque, sive in ecclesia, sive in locis adjacentibus, ordinem turbat, expelli debet ; quod si renuat, puniatur multa aut incarceratione.

TITULUS V

DE SCHOLIS, SEMINARIIS ET UNIVERSITATIBUS

Ecclesia catholica propagandæ educationis christianæ non solum omnimodam a Christo consecuta est libertatem, sed gravissimum præceptum, ut apparet ex verbis Christi apud Matth., cap. XVIII, v. 18, 20: "Euntes docete omnes gentes"...et alibi: "Quod in aure auditis prædicare super tecta." Quapropter concilium Lugdunense, decreto XXV, num. 1, docet quod "religiø-æ juventutis educatio ad Ecclesiam, utpote Christianorum matrem et magistram, ex ipsa Dei constitutione spectat, et omnis sexus, omnis ætas in his Christi verbis: *Docete omnes gentes...*ita includitur, ut, nonnisi conculcatis et pastorum et familiarum sacratissimis juribus, asseri queat docendi ea omnia quæ ad disciplinam christianam conferunt et ideo omnium doctrinarum magisteriis invigilandi, potestatem Ecclesiæ competere ex mera constitutione humana."

Disserendum erit de scholis primariis, de seminariis clericorum et de universitatibus, in quibus clericis et laicis traduntur sacra doctrina, scientiæ humanæ et artes liberales.

CAPUT I

DE SCHOLIS PRIMARIIS

784. **Puerorum institutio jure naturali ad parentes devolvitur.**

1^o Ratio assignata a S. Thoma, 2. 2., q. 10., a. 12., est, quia "filius naturaliter est *aliquid patris*. Et primo quidem a *more philosophi*

parentibus non distinguitur secundum corpus, quamdiu in matris utero continetur. Postmodum vero, postquam ab utero egreditur, antequam usum liberi arbitrii habeat, continetur sub parentum cura, sicut sub quodam spirituali utero. Quamdiu enim usum rationis non habet puer, non differt ab animali irrationali. Unde sicut bos et equus est alienus, ut utatur eo cum voluerit, secundum jus civile, sicut proprio instrumento; ita de jure naturali est quod filius, antequam habeat usum rationis, sit sub cura patris. Unde contra justitiam naturalem esset, si puer, antequam habeat usum rationis, a cura parentum subtrahatur, vel de eo aliquid ordinetur, invidis parentibus."

Præterea, ut aiunt philosophi, qui esse dedit alicui, is debet esse datum perficere; sed parentes dederunt esse filiis; ergo debent ipsis esse datum perficere, quod fit educando. Ergo parentes habent jus et officium educandi pueros. Ferretti, Inst. Philosophiæ Moralis, vol. III, thesis CXXIII.

2^o Hæc potestas eo major est in parentibus quo major est in filiis necessitas educationis; hinc patris potestas, crescente filiorum ætate, decrescit quo magis filiorum ratio et vires evolvuntur; et recte tria in ætate filiorum spatia temporum distinguuntur.

a) Primum tempus est quando filii sunt *impuberes*, nempe incapaces sibi prospiciendi de alimentis, et bonum a malo sufficienter discernendi; hoc primo tempore, patris potestas maxima est, et non solum ad externas sed etiam ad internas actiones filiorum dirigendas sese extendit.

b) Secundum tempus est quando sunt *minores*, quo tempore, etsi actiones suas regere valeant, non tamen possunt ea quæ ad vitam sunt necessaria sibi comparare, nec res suas recte administrare; hoc tempore, minor est patris potestas et ad externas filiorum actiones potius sese extendit.

c) Tertium tempus est quando sunt *majores* et apti ad se regendum, tum quoad internas, tum quoad externas actiones;

tunc autem educatio censetur completa, et filii a directiva patris potestate *emancipantur*. Ferretti, loco citato.

3^o Hinc videtur quantum distent a veritate illi novatores qui profitentur quod "societas domestica, seu familia, totam suae existentiae rationem a jure tantum civili mutuatur, proindeque ex lege tantum civili dimanant ac pendent jura omnia parentum in filios, et imprimis jus institutionis et educationis curandae." Revera societas civilis non est ratio cur existat familia, sed familia est ratio cur existat societas civilis: unde priora sunt jura familiae, et societas civilis supponens familiam jam existentem, habet jura quae necessario limitantur juribus familiae. Cathrein, *Philosophia Moralis*, lib. II, cap. III, art. 4; Ferretti, loco citato.

785. Institutio puerorum debet esse religiosa, quia puer est eius ratione et libero arbitrio praeditum.

Oportet ut pueri intellectus illuminetur et voluntas ad bonum dirigatur. Puer jam elevatus ad ordinem supernaturalem fit membrum Ecclesiae per susceptionem sacramenti baptismi: unde eo modo institnendus est, quo ad finem suum ultimum perveniat.

Parentes, ex conditione sua, quoad institutionem suorum infantium, sunt Ecclesiae cooperatorum nati ut perducant pueros ad finem supernaturalem. Hinc, licet dei possint hac in re Ecclesiae vicarii sive ministri, simul tamen in catechizandis pueris suis, propria et nativa sua utuntur auctoritate, sub hac tamen lege ut semper Ecclesiae obediant. "Unusquisque paterfamilias, ait S. Augustinus, Tractatus 51, in Joannem, n. 13, hoc nomine agnoscat paternum affectum suae familiae se debere. Pro Christo et pro vita aeterna suos omnes admoneat, doceat, hortetur, corripit; impendat benevolentiam, exercent disciplinam: ita in domo sua ecclesiasticum et quodammodo episcopale implebit officium, ministrans Christo ut in aeternum sit cum Ipso." Cf. litteras encyclicas

Leonis XIII, *Officio sanctissimo*, ad episcopos Bavariae, 22 Dec. 1887, *Sapientiae Christianae*, 10 Jan. 1890.

786. **Parentes sive per se, sive per alios, possunt proprios filios instituere.** Imo in pluribus expedit, praesertim in litteris et artibus, ut institutio puerorum aliis committatur. Saepe ipsi patres non satis sunt periti, saepius autem curis domesticis distrahuntur: hinc scholae insufficientiam aut parentum incapacitatem supplent.

Quidam divites huic provident, adjunctis sibi magistris, qui omnino singulariter eorum instruunt filios; hanc institutionem, si appellare velimus scholam, domesticam tamen dicemus, distinctam a privata quam plures in communi erigunt.

Ad succurrendum communi necessitati, scholae institutae sunt, seu loca in quibus pueri plures in communi instituuntur; haec scholae publica auctoritate erectae vocantur *elementares* seu *primariae*.

787. **Non adversatur juri nato parentum quod Status, ut communi insufficientiae suppleat, hujusmodi scholas communes instituat,** nam, ut docet Ferretti, loco citato, "publicas aperire scholas quae sint reapse puri fontes veri honestique, providere doctos probatosque magistros quorum institutioni parentes suos filios tuto committant (nulla tamen in parentes violentia adhibita, qua cogantur ad eas recurrere scholas, iis uti magistris), determinare certum doctrinae gradum ad publica munera exercenda, haec aliaque id genus bene multa non sunt directa usurpatio aut lesio patriae illius potestatis, sed sunt adjumentum aut incitamentum ad illam facilius ac melius exercendam." Cf. etiam Taparelli, *Saggio*, dissert. VII, cap. 3, num. 7; Cavagnis, *Inst. Jur. Pub.*, part. spec., lib. II, cap. De scholis. Atvero cavendum est ne Status jus dirigendi educationem juventutis sibi vindicet, cum hujus sit tantum eam fovere et promovere.

788. In scholis primariis institutio puerorum debet esse religiosa.

Etiam paganis opportunum visum est pueros in bonis operibus esse instituendos et instructionem mentis a voluntatis educatione non esse separandam. Moderni novatores, paganis pejores, rejecerunt religionem a scholis; quidam admittunt educationem mere naturalem, qua pueri imbuerentur principiis legis naturalis; quidam moderati exigunt educationem christianam sed indeterminatam, adeo ut tradantur tantum dogmata cuilibet confessioni christianæ communia.

1° Sed e contra in puerorum institutione non potest separari educatio ab instructione. Scopus scholæ primariæ non est tantum mentem in civilibus instruere, sed etiam personam educare, seu voluntatem in bono instituere. Ratio cur hæc unio instructionis et educationis sit necessaria in scholis primariis est: a) experientia quæ ostendit instructionem traditam separatim ab educatione, parum aut nihil proficere in puerorum recta institutione, id est, ipsam rectam educationem impossibilem aut difficiliorem reddere. Educatio est præstantior ipsa instructio; educatio considerat hominem ut moralitatis capacem, hinc necessaria est absolute, instructio, quatenus ab educatione distinguitur, est per se indifferens.

b) Ratio intrinseca hujus inseparabilitatis in casu consistit in ipsa unitate personæ humanæ, in qua harmonice evolvi debent facultates; et quoniam pars essentialis est pars moralis, hinc in prima evolutione quæ omnibus necessaria est, primum locum tenere debet. Si autem in schola pueri tantum audiant quæ ad mentis in civilibus institutionem referuntur, cum magni ea faciant quæ in scholis accipiunt, facile putabunt hominis nobilitatem in iis consistere, et facile cetera spernent. Cavagnis, Inst. Jur. Publ., De Scholis.

2° Hac in re audiantur Romani Pontifices:

a) " Interest enim quam maxime eas artes quibus ætas

puerilis ad humanitatem informari solet, cum institutione religiosa esse conjunctas. Alteras sejungere ab altera, idem est ac reipsa velle ut animi pueriles in officiis erga Deum in neutram partem moveantur : quæ disciplina fallax, et præsertim in primis puerorum ætatulis perniciosissima, quod reveram atheismi munit, religionis obsepit." *Encycl. Nobilissima Gallorum gens*, Leonis XIII, 8 Feb. 1884.

b) Ex damnatione hujus propositionis : "Catholicis viris probari potest ea juventutis instituendæ ratio, quæ sit a catholica fide et ab Ecclesiæ potestate sejuncta, quæque rerum dumtaxat naturalium ac terrenæ socialis vitæ fines tantummodo, vel saltem primario, spectet." Syllabus, 48.

c) "Certe quidem; ubi in quibuscumque locis regionibusque perniciosissimum hujusmodi vel susciperetur, vel ad exitum perduceretur consilium expellendi a scholis Ecclesiæ auctoritatem, juvenus misere exponeretur damno circa fidem : tunc Ecclesia non solum deberet instantissimo studio omnia conari, nullisque curis parcere ut eadem juvenus necessariam christianam institutionem et educationem habeat, verum etiam cogeretur omnes fideles monere eisque declarare ejusmodi scholas, Ecclesiæ catholicæ adversas, haud posse in conscientia frequentari." *Epist. Pii IX ad archiep. Friburg.* 14 Julii 1864.

789. **Non sufficit illa educatio religiosa qua tradantur principia generalia religionis** ab omnibus cujuseumque cultus admissa. Hujusmodi educatio viam aperit ad indifferentismum, quo pueri indifferentes sese habebunt erga varios cultus. Oportet ut educatio religiosa sit *catholica* : nam apud catholicos sola religio catholica valet puerorum voluntates informare, eosque bonis moribus imbuere.

Hinc magister, cui committuntur pueri educandi, spiritu catholico sit imbutus ut eodem spiritu educationem informare valeat ; inter materias addiscendas recenseatur instructio religiosa, seu catechismus.

Hæc principia evolvit Leo XIII in Encyclica *Affari vos*, ad Episcopos canadenses, 8 Dec. 1897.

“ Non mera institutione litteraria, non solivaga jejunaque cognitione virtutis posse fieri, ut alumni catholici tales e schola aliquando prodeant, quales patria desiderat atque expectat. Tradenda eis graviora quædam et inajora sunt, quo possint et christiani boni et cives frugi probique evadere: videlicet informentur ad ipsa illa principia necesse est, quæ in illorum conscientia mentis alte insederint, e quibus parere et quæ sequi debeant, quia ex fide ac religione sponte efflorescunt..... Atqui catholico homini una atque unica vera est religio catholica: proptereaque nec morum is potest, nec religionis doctrinam ullam accipere vel agnoscere, nisi ex intima sapientia catholica petitam ac depromptam. Ergo iustitia ratioque postulat, ut non modo cognitionem litterarum alumni schola suppeditet, verum etiam eam, quam diximus, scientiam morum cum præceptionibus de religione nostra apte conjunctam, siue qua nedum non fructuosa, sed perniciosiosa plane omnis futura est institutio. Ex quo illa necessario consequuntur: magistris opus esse catholicis; libros ad perlegendum, ad ediscendum non alios, quam quos episcopi probaverint, assumendos; liberam esse potestatem oportere constituendi regendique omnem disciplinam, ut cum professione catholici nominis, cunq̄ue officiis quæ inde proficiuntur, tota ratio docendi discendique apprime congruat atque consentiat.”

Hinc ad tenorem hujus epistolæ encyclicæ, pueri debent frequentare scholam catholicam; jam vero schola dicitur catholica, 1^o quando magister est catholicus; 2^o quando libri quibus utuntur pueri ab episcopis fuerunt approbati; 3^o quando in puerorum institutione nihil reperitur, quod fidei aut officiis christiani nominis adversetur.

790. Hinc Ecclesia scholas quas appellant mixtas vel neutras aperte damnavit. Encycl. Nobilissima.

1^o Schola *mixta* ea est in qua pueri fidelium simul cum acatholicorum filiis admittuntur et edocentur; schola dicitur *neutra* quæ indifferenter sese habet ad religionem, et in qua magister tradit institutionem naturalem quin puerorum sensus religiosos offendat, ut aiunt.

2^o Quam periculosæ sint scholæ huiusmodi hoc luculenter constat, quamvis extra scholæ tempus pueri necessariam institutionem christianam recipiant; revera non concipitur quomodo magister, etiam in tradendis cognitionibus mere naturalibus, valeat indifferenter se habere ad religionem. In praxi, huiusmodi schola est hæretica et pueris catholicis viam aperit apostasiæ: si schola sit reapse neutra, ducit ad indifferentissimum.

3^o Unde huiusmodi scholas pueri catholici adire non debent, et parentes qui liberos suos acatholicas scholas adire permittunt, absolvi non possunt, si semel moniti eandem teneant agendi rationem. I Conc. Queb., decretum 18.

791. Aliquando parentes catholici prolem suam catholicam scholis neutris committere possunt.

1^o Ut res sit licita, oportet: *a)* ut adsit causa sufficiens; *b)* ut Ordinarius an et qualis causa adsit iudicet; *c)* ut removeatur a pueris omne periculum perversionis; *d)* ut extra scholæ tempus, sive scholæ sive domi, pueri accipiant institutionem christianam. Instructio S. C. de P. F., apud III concilium plenarium Baltimoreense, tit. VI.

2^o Cum illi casus sint omnino exceptionales, concilium Baltimoreense mandat:

a) Ut prope unamquamque ecclesiam ubi nondum existit, schola parochialis intra duos annos a promulgatione concilii erigatur et in perpetuum sustentetur, nisi episcopus ob graves difficultates dilationem concedendam esse iudicet;

b) Ut omnes parentes catholici prolem suam ad scholas parochiales mittant, nisi vel domi vel in aliis scholis catholicis christianæ filiorum suorum educationi sufficienter et

evidenter consulant, aut, ob causam sufficientem ab episcopo approbatam, et cum opportunis cautionibus remediisque, eos ad alias scholas mittere ipsis liceat.

792. **Ecclesia sibi vindicat jurisdictionem in scho-**

lis. Ecclesia, utpote societas perfecta et independens in exercitio muneris a Christo sibi commissi omnes homines instruendi, educandi et dirigendi in religione christiana, est plane sui juris et in eo a nemine impediri potest.

Hinc 1^o supremum jus inspectionis omnium scholarum, etiam earum quæ a gubernio erectæ sunt, supposito quod ibi infantes baptizati educantur, per se pertinet ad Ecclesiam.

2^o Vt hujus juris, Ecclesia potest visitare scholas et exigere ut pericula pueris imminantia, v. g. ex parte malorum magistrorum aut pravorum librorum, removeantur. Quod valet non tantum de scholis elementariis, sed de omnibus, universitatibus non exceptis.

3^o Nemo potest docere religionem catholicam, nisi qui habeat ab Ecclesia mandatum; quod si Ecclesia ab aliquo mandatum subtrahat, ille non potest absque lesione juris ecclesiastici in suo munere permanere aut a gubernio in eodem conservari.

4^o Cum Ecclesia habeat officium et jus ad religiosam educationem, habet etiam jus ad omnia quæ ad hoc munus rite exercendum requiruntur. Potest igitur, si hoc ei alicubi ad religiosam educationem necessarium videatur, parentibus precipere ut infantes ad certum tempus in aliquam scholam mittant. Quamvis enim litteraria instructio per se non spectet ad finem Ecclesiæ, potest tamen hac instructione uti tanquam medio ad religiosam educationem, si hoc necessarium sit. Jus enim naturale parentum juri supernaturali Ecclesiæ subordinatur. In hoc igitur casu, auctoritas civilis potest, nomine et auctoritate Ecclesiæ, parentes cogere ut infantes per aliquod tempus in scholam ab Ecclesia saltem tacite approbatam mittant.

5° Auctoritas civilis non potest, sine injuria contra Ecclesiam, infantes cogere ut determinatas scholas adeant, si Ecclesia easdem scholas religioni et bonis moribus nocivas declarat. Cf. Cathrein, Philosophia Moralis, part. II, num. 591-592.

793. **In provincia Quebecensi, gubernium provinciale quotannis certam pecuniæ summam impendit ad finem scholarum elementarium.** Rebus scholaribus præest Officialis civilis qui dicitur *Surintendant de l'Instruction publique*, qui ipse subest *Consilio publicæ Instructionis*. Ipsum Consilium duplici parte constat; prior curam habet scholarum catholicarum; posterior, scholarum protestantium.

“ 37° Le département de l'instruction publique fait partie du service civil de la province.”

“ 38° Le département de l'instruction publique se compose :

1° Du surintendant de l'instruction publique, nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil durant bon plaisir.

2° De deux secrétaires qui, en leur qualité de sous-chefs, sont chargés du contrôle général du département, sous la direction du surintendant, et exercent les autres pouvoirs et devoirs qui leur sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

3° De tous les autres fonctionnaires nécessaires pour le fonctionnement des lois concernant l'instruction publique.”

“ 39° Le surintendant de l'instruction publique a la direction du département de l'instruction publique. Il est de droit membre du conseil de l'instruction publique et de chacun de ses comités, mais il n'a droit de vote que dans le comité de la croyance religieuse à laquelle il appartient : il est aussi membre du conseil des arts et manufactures et visiteur des écoles des arts et manufactures.”

“ 40° Le surintendant est revêtu de tous les pouvoirs, attributions et droits, et il est soumis à tous les devoirs et

obligations conférés et imposés par les divers articles de la présente loi.

Dans l'exercice de ses attributions, il doit se conformer aux instructions qui lui sont données par le conseil de l'instruction publique ou les comités catholique romain et protestant, selon le cas."

" 46° Le conseil de l'instruction publique est composé de membres catholiques romains et de membres protestants.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs, les membres sont sujets aux ordres et aux instructions légitimes que leur adresse le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le conseil est divisé en deux comités, l'un composé des membres catholiques romains et l'autre des membres protestants."

" 47° Le comité catholique romain est composé : Des évêques ordinaires ou administrateurs des diocèses et des vicariats apostoliques catholiques romains situés, en tout ou en partie, dans la province, lesquels en font parti *ex officio* ;

D'un nombre égal de laïcs catholiques romains, lesquels sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil durant bon plaisir.

Le comité protestant est composé :

D'un nombre de membres protestants égal à celui des membres laïcs catholiques romains, qui sont aussi nommés, durant bon plaisir, par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le comité protestant peut s'adjoindre six personnes, et l'association provinciale des instituteurs protestants peut, à son assemblée annuelle, élire un de ses membres pour être aussi membre adjoint de ce comité pendant l'année qui suit.

Ces membres adjoints ne font pas partie du conseil de l'instruction publique, mais ils ont, dans le comité protestant, les mêmes pouvoirs que les membres de ce comité."

" 48° Les questions scolaires dans lesquelles les intérêts des catholiques romains et des protestants se trouvent collec-

tivement concernés sont de la compétence du conseil de l'instruction publique et sont décidées par lui."

" 49° Les questions scolaires dans lesquelles les intérêts des catholiques romains ou des protestants sont exclusivement concernés sont décidées par celui des deux comités qui représente la croyance religieuse que professe la partie y concernée."

" 50° Le surintendant de l'instruction publique est le président du conseil."

" 53° Chacun des deux comités du conseil de l'instruction publique a ses sessions distinctes. Il nomme son président et son secrétaire."

" 54° Il est du devoir de chacun des deux comités de faire des règlements, sujets à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, pour déterminer ce qui constitue une école élémentaire, une école modèle et une école académique."

" 55° Les comités catholique romain ou protestant, selon le cas, suivant que les dispositions qui les concernent l'exigent, peuvent avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil faire des règlements :

1° Pour l'organisation, l'administration et la discipline des écoles publiques ;

2° Pour diviser la province en districts d'inspection et établir la délimitation de ces districts ;

3° Pour la régie des écoles normales ;

4° Pour la régie des bureaux d'examineurs ;

5° Pour l'examen des aspirants à la charge d'inspecteurs d'écoles ;

6° Pour déterminer les jours de congé qui doivent être donnés dans les écoles."

" 56° Chacun des deux comités doit approuver les livres de classe, cartes, globes, modèles ou objets quelconques utiles à l'enseignement pour l'usage des écoles de sa croyance reli-

gieuse, et, quand il le juge à propos, il peut retirer l'approbation qu'il a donnée."

" 57° Chacun des deux comités peut révoquer le brevet de capacité de tout instituteur ou institutrice de sa croyance religieuse convaincu de mauvaise conduite, d'immoralité, d'ivrognerie ou d'infraction grave dans l'exécution de ses devoirs, en procédant de la manière suivante, etc."

" 68° S'il ne peut assister aux séances du conseil ou du comité dont il fait partie, tout évêque, vicaire apostolique ou administrateur d'un diocèse catholique romain peut s'y faire représenter par un délégué qui jouit de tous les droits et exerce tous les pouvoirs de celui qui l'a nommé; et tout autre membre peut se faire représenter aux mêmes fins et avec les mêmes résultats par un de ses collègues qui, dans ce cas, peut voter à sa place."

" 69° Le conseil de l'instruction publique et l'un et l'autre des comités peuvent faire et ordonner des enquêtes sur toutes les questions concernant l'éducation qui tombent sous leur contrôle respectif." Loi sur l'instruction publique, Statuts de la province de Québec, 62 Victoria, chapitre 28, 1899.

794. **In locis provinciæ in quibus catholici et hæretici simul commiscetur, cavetur ut minoritas, sive catholica, sive hæretica, habeat scholam sui cultus.**

" 123° Dans toute municipalité scolaire, un nombre quelconque de propriétaires, occupants, locataires ou contribuables professant une croyance religieuse différente de celle de la majorité des contribuables de la municipalité, peuvent signifier par écrit au président des commissaires d'écoles un avis par lequel ils lui font part de leur intention de se soustraire au contrôle de la commission scolaire, afin de former une corporation séparée, sous l'administration de syndics d'écoles."

" 129° Les dissidents ne sont assujettis à aucune cotisation ou taxe scolaire qui peut être imposée par les commissaires d'écoles, sauf la cotisation de l'année alors courante, ou celles

imposées pour la construction de maisons d'écoles données à l'entreprise, ou le paiement de dettes précédemment encourues, pourvu toutefois que ces cotisations soient imposées dans les six mois qui suivent la date de la signification de la dissidence."

" 131^o Dans toute municipalité, les dissidents qui en cette qualité forment une corporation scolaire peuvent, sur leur demande et avec l'approbation du surintendant de l'instruction publique, s'unir à une municipalité scolaire voisine de leur croyance religieuse, soit par une union pure et simple, soit seulement dans le but d'y envoyer leurs enfants à l'école."

" 132^o Un nombre quelconque de propriétaires, occupants, locataires ou contribuables d'un canton ou d'une paroisse, divisé en deux ou plusieurs municipalités scolaires, professant une religion autre que celle de la majorité de ce canton ou de cette paroisse, peuvent devenir dissidents et maintenir une ou plusieurs écoles dissidentes situées dans ce canton ou cette paroisse en en donnant avis, par écrit, au président des commissaires d'écoles de leurs municipalités respectives, suivant le mode prescrit par les articles 124 et suivant de cette loi.

Au mois de juillet qui suit la date où l'avis plus haut mentionné a été donné, ces dissidents doivent élire trois syndics d'écoles.

Ces syndics doivent entretenir une école placée sous leur contrôle immédiat, ou donner une subvention à une école de leur croyance religieuse située dans ce canton ou cette paroisse."

" 138^o Chaque fois que, dans un arrondissement, les enfants des dissidents ne sont pas assez nombreux pour établir une école, ceux-ci peuvent en fréquenter une de leur croyance religieuse située dans un autre arrondissement de leur municipalité."

" 139^o Tout contribuable professant une religion autre que celle de la majorité des habitants d'une municipalité peut

devenir dissident, et tout dissident peut, de la même manière, déclarer son intention de cesser de l'être, en donnant un avis à cet effet, simultanément, aux présidents des commissaires et des syndics d'écoles ou à leur secrétaire et au surintendant de l'instruction publique, avant le premier mai, et en tenant compte, dans l'un et l'autre cas, des restrictions spécifiées à l'article 129 de cette loi."

Hinc videtur quantum legislatio civilis hujus provinciae minoritati acatholicae faveat: cur in aliis provinciis minoritati catholicae sic liberaliter non provideretur!

795. Eadem lex providet ut erigantur scholae speciales unde instituantur ludimagistri.

"451° Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter toutes les mesures nécessaires pour l'établissement et le maintien d'écoles normales instituées pour former à l'art de l'enseignement des instituteurs pour les écoles publiques de la province."

"455° Les professeurs, les directeurs et les principaux des écoles normales sont nommés ou destitués par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du comité du conseil de l'instruction publique, catholique romain ou protestant, selon que ces nominations ou destitutions se rapportent aux écoles normales catholiques romaines ou protestantes."

Hucusque regimen scholarum normalium, pro catholicis, sacerdotibus virtutibus et doctrina conspicuis commissum est, ut ludimagistri spiritu catholico imbuti juventutem præceptis erudiret exemplisque ædificaret.

796. Parochi possunt visitare scholas suae parochiae.

"72° Toute école publique dans les villes ou les campagnes peut être visitée par les personnes ci-après désignées, aussi souvent qu'elles le jugent nécessaire; mais ces personnes ne peuvent visiter que les écoles de leur croyance religieuse."

“74^o Les prêtres catholiques romains et les ministres protestants peuvent visiter les écoles de toute municipalité scolaire ou partie de municipalité scolaire où ils exercent leur ministère.”

“75^o Les visiteurs d'écoles ont le droit d'avoir communication des règlements et autres documents relatifs à chaque école et d'obtenir les renseignements qui peuvent la concerner.”

CAPUT II

DE SEMINARIIS

797. Ecclesia semper curavit ut erigerentur scholæ pro institutione suorum clericorum.

1^o Media ætate, in monasteriis, præter scholas interiores seu claustrales ad usum monachorum, apertæ sunt scholæ exteriores et canonice pro clericis sæcularibus.

2^o Serius clerici frequentarunt Universitates, quæ opæ Ecclesiæ in pluribus locis fuerant erectæ.

3. Cum languesceret pietas clericorum, nisi a teneris annis a voluptatibus sæculi arcerentur, Ecclesia educationi clericorum debuit tutius providere, quod factum est in Concilio Tridentino, sess. XXIII, cap. 18, De Reformatione.

“Cum adolescentium ætas, nisi recte instituatur, prona sit ad mundi voluptates sequendas; et nisi a teneris annis ad pietatem et religionem informetur, antequam vitiorum habitus totos homines possideat, nunquam perfecte, ac sine magno ac singulari propemodum Dei Omnipotentis auxilio in disciplina ecclesiastica perseveret; sancta synodus statuit ut singulæ cathedrales, metropolitanæ, atque his majores ecclesiæ, pro modo facultatum et diœcesis amplitudine, certum puerorum ipsius civitatis et diœcesis, vel ejus provinciæ, si ibi non

reperiantur, numerum in collegio ad hoc prope ecclesias ipsas, vel alio in loco convenienti ab episcopo eligendo, alere ac religiose educare et ecclesiasticis disciplinis instituere teneantur.

Si vero in aliqua provincia ecclesie tanta paupertate laborent, ut collegium in aliquibus erigi non possit, synodus provincialis, vel metropolitana cum duobus antiquioribus suffraganeis, in ecclesia metropolitana, vel alia provincie ecclesia commodiori, unum aut plura collegia, prout opportunum judicabit, ex fructibus duarum aut plurium ecclesiarum, in quibus singulis collegium commode institui non potest, erigenda curabit, ubi pueri illarum ecclesiarum educantur.

In ecclesiis autem amplas dioceses habentibus, possit episcopus unum vel plura in diocesi, prout sibi opportunum videbitur, habere seminaria, quae tamen, ab illo uno quod in civitate erectum et constitutum fuerit, in omnibus dependant."

4^o Ecclesia persensit quantam utilitatem ex seminariorum erectione derivandam fore; Patres Concilii Tridentini, ut refert Card. Pallavicinus, aperientes suam mentem, confessi sunt concilium Ecclesiae multum profuisse, etsi unicum illud caput edidissent. Romani Pontifices, quacumque aetate, instituerunt apud Ordinarios locorum ut seminaria erigerent. Cf. litteras *Ea semper* Clementis VIII, 23 Junii 1592;—*Credite nobis* Benedicti XIII, 7 Maii 1725;—*Ubi primum* Benedicti XIV, an. 1740;—*Cum Romani* Pii IX, 27 Junii 1853;—*Etsi vos* Leonis XIII, 15 Feb. 1882; etc.

Concilium Tridentinum, in eodem capite, multa complectitur quae referuntur ad alumnorum admissionem, studiorum et disciplinae rationem et ad regimen sive temporale sive spirituale seminarii.

798. **Relate ad alumnorum admissionem** statuitur ut "recipiantur qui ad minimum duodecim annos et ex

legitimo matrimonio nati sint ; ac legere et scribere competenter noverint, et quorum indoles et voluntas spem afferat eos ecclesiasticis ministeriis perpetuo inservituros. Pauperum autem filios præcipue eligi vult (Sancta Synodus) ; nec tamen ditiorum excludit, modo suo sumptu alantur et studium præ se ferant Deo et Ecclesiæ inserviendi."

1^o Verba concilii indicare videntur omnes alumnos cujuscumque ætatis in eodem seminario institui, licet divisos in tot classes quot episcopo videbitur, juxta numerum, ætatem et progressum in disciplina ecclesiastica ; sed non adversatur menti Tridentinæ ut plura instituantur collegia, aliud in favorem puerorum, aliud vero pro adolescentibus qui theologiæ student ac proxime disponuntur ad sacros ordines. Prius dicitur seminarium minus, posterius vero seminarium majus.

2^o Oportet ut pueri præ se ferant signa vocationis ad statum clericalem, ut indicant verba : "quorum indoles spem afferat eos ecclesiasticis ministeriis perpetuo inservituros."

3^o Pauperum filii gratuito admitti debent in seminario, ditiorum filii propriis sumptibus educantur.

Quæri potest an pauperes ad solvendum quidquid pro eis a seminario fuerit impensum cogi possint, eo casu quo, legitimam ætatem ingressi, statu clericali dimisso, sæcularem vitam amplectuntur. Triplex dari potest hypothesis : aut pueri sine adjecta conditione fuerunt admissi, aut lege synodali vel consuetudine legitima inductum est ut adolescentes qui ad vitam sæcularem transeunt ad alimentorum restitutionem adstringantur, aut pueri ea conditione seminarium sunt ingressi. In prima hypothesis, pueri ab omni restitutionis onere eximuntur, non vero in secunda et tertia. Cf. Lucidi, De visitatione sacrorum liminum, cap. 6, num. 22.

4^o Demum requiritur ut alumni recipiendi examinentur, ut de illorum idoneitate ad sacrum ministerium sufficienter constet. Si de parvulis agatur, concilium nihil aliud requirit, nisi quod legere et scribere competenter noverint ; qui vero

admitti postulant in seminario majori, debent humaniorum litterarum curriculum absolvisse.

799. Relate ad studiorum rationem et exercitia spiritualia, hæc continentur in eodem decreto : “ Ut in disciplina ecclesiastica commodius instituantur (pueri), tonsura statim atque habitu clericali semper utentur; grammatices, cantus, computi ecclesiastici, aliarumque bonarum artium disciplinam discunt; Sacram Scripturam, libros ecclesiasticos, homilias sanctorum, atque sacramentorum tradendorum, maxime quæ ad confessiones audiendas videbuntur opportuna, et rituum ac ceremoniarum formas ediscant. Curet episcopus ut singulis diebus missæ sacrificio intersint, ac saltem singulis mensibus confiteantur peccata; et juxta confessoris sententiam sumant corpus Domini J. C.; cathedrali et aliis loci ecclesiis diebus festis inserviant.”

1º Concilium præscribit ut alumni ad seminarium admissi tonsurentur et habitum clericalem assumant, quia seminaria etiam minora fuerunt instituta ut Ecclesiæ ministros suppeditent.

2º Alumni in seminario admissi debent tendere ad cultum mentis per doctrinam et ad perfectionem animi per virtutem, juxta verba S. Bernardi, in sermone de nativitate S. Joannis: “ Tantum lucere vanum; tantum ardere parum; ardere et lucere perfectum.” Hinc adolescentes clerici addiscere possunt germanam dicendi scribendique elegantiam et eloquentiam, sive ex sapientissimis Sanctorum Patrum operibus, sive ex clarissimis ethnicis scriptoribus ab omni labe purgatis. Cf. litteras encyclicas *Inter multiplices* Pii IX, ad episcopos Galliæ, 21 Mart. 1853. Item debent vacare studio philosophiæ ac theologiæ; qua in re convenit ut duces potissimum habeant S. Thomam, Doctorem Angelicum, juxta verba Leonis XIII: “ Ejus igitur in schola adolescat et exerceatur clerus ad philosophiam, ad theologiam: existet enimvero

ductus et ad sacra praelia valens quam qui maxime." *Encycl. Aeterni Patris*, 4 Aug. 1879. .

800. **Quoad regimen spirituale seminarii**, "episcopi singuli cum consilio duorum canonicorum seniorum et graviorum quos ipsi elegerint, prout Spiritus Sanctus suggerit, constituent; eaque ut semper observentur, saepius visitando operam dabunt."

1^o Consilium proinde duorum canonicorum adhibere debet episcopus in constituendis regulis seminarii, in admissione alumnorum et expulsionem dyscolorum, in electione rectoris, prorectoris, professorum (excepto tamen si administratio seminarii ordini regulari commissa sit), in delectu librorum, in visitatione seminarii; uno verbo, in omnibus quae ad rationem studiorum, ad pietatis disciplinam spectant. Haec agere, constituere, decernere, non valet episcopus, nisi habito consilio cum canonicis, etsi non teneatur sequi illorum vota, sed possit sua prudentia res componere.

2^o Sacra Congregatio declaravit canonicos semel electos non mutandos esse arbitraria voluntate, sed servandos esse in suo officio, nisi ratio gravis illos amovendi intercesserit.

801. **Pro regimine temporali aliud consilium episcopo assignatur.** Concilium statuit ut quae ad collegii fabricam instituendam, ad mercedem praecceptoribus et ministris solvendam, ad alendam juventutem opportuna erunt, episcopus provideat "cum consilio duorum de capitulo, quorum alter ab episcopo, alter ab ipso capitulo eligatur; itemque duorum de clero civitatis, quorum quidem alterius electio similiter ad episcopum, alterius vero ad clerum pertineat."

1^o Haec electio debet fieri ab universo clero diocesis, saltem a parochis et beneficiatis, siquidem concilium eam clero tributam esse voluit. Consiliarius eligi debet e clero civitatis, ut praesto sit quoties opus fuerit, sed ipsamet electio fit ab universo clero, quia cum omnes beneficiati gravari debeant novis oneribus ad subveniendum sumptibus necessariis, si

indigeat seminarium, totius cleri interest ut accurate administrarentur bona temporalia.

2^o Quatuor consilii eliguntur in perpetuum, eo sensu quod non mutandi sint absque gravi ratione; suffragium habent consultativum, non decisivum.

3^o Consultatio deputatorum requiritur ad detrahendam partem aliquam ex fructibus integris mensæ episcopalis et capituli et beneficiorum diœcesis, et ad applicandam atque incorporandam hanc partem seminario, et etiam pro casu quod oritur aliqua difficultas unde perturbaretur institutum seminarii.

4^o "Rationes reddituum seminarii episcopus annis singulis accipiat, presentibus duobus a capitulo, et totidem a clero civitatis deputatis." Conc. Trid., loco citato. Juxta interpretationem communem, hæc commissio cui faciendâ sit reddituum ratio non differt a secunda, quæ constat quatuor deputatis, quorum duo ex capitulo assumuntur, unus electus ab episcopo, alter a capitulo, et duo e clero, unus ab episcopo, alter a clero. Cf. Prælectiones Juris Canonici Sti Sulpicii, vol. II, num. 368.

802. Concilium Tridentinum, in eodem capite, providit sustentationi temporali seminarii.

Ex illo capite, 1^o Pro expensis erectionis et manutentionis seminarii applicandi sunt redditus omnes et bona omnia quæ ad instituendos et alendos pueros sunt in aliquibus ecclesiis et locis piis destinata.

2^o Si illi redditus non habeantur, vel non sufficiant pro erectione et manutentione seminarii, episcopus, cum consilio commissionis administrationis temporalis, ex fructibus integris mensæ episcopalis, capituli et cujuscumque beneficii diœcesis, taxam solveat tenetur. A seminarii contributione nullus eximitur, nisi qui nominatim a concilio excipitur, ut declaravit S. Congregatio Concilii, 11 Jan. 1601. Hæc taxa dicitur *seminaristica*.

3^o Concilium eximit ab hac contributione monasteria Regularium mendicantium, quorum nomine veniunt omnia monasteria Dominicanorum, Franciscanorum, Eremitarum S. Augustini, Carmelitarum et aliorum omnium qui participant privilegiis mendicantium.

4^o Moniales non tenentur contribuere seminario, nisi suo monasterio habeant beneficia unita; quo in casu, tenentur contribuere ratione beneficii uniti.

5^o Capitulum non tenetur solvere taxam seminarii ex distributionibus quotidianis; item nec capitulum, nec beneficiatus quilibet tenetur solvere taxam seminarii ex emolumentis incertis, provenientes ex missarum celebratione. Ferraris, ad verbum *Seminarium*.

6^o Ex textu tridentino et declarationibus Sacrae Congregationis Concilii, patet quod sola beneficia ad taxam seminarii solvendam tenentur; non tenentur personae nisi ratione beneficii ad quod praeficiuntur. Hinc vicarii parochiales, qui titulum in beneficio non habent, ab illa taxa videntur excusari. Manpied, Jus Canonicum, pars III, De Personis, lib. V; Lucidi, De Visitatione liminum, vol. III, pag. 63.

803. Quantitas taxae solvendae seminario constitui debet ab episcopo cum consilio deputatorum commissionis pro regimine temporali. Taxam aliter factam nulli solvere tenentur.

1^o In taxanda portione beneficiorum, habenda est ratio ad onera perpetua eorundem beneficiorum, et ad alias expensas necessarias a beneficiariis faciendas, quae prius deducendae sunt. Benedictus XIII, in constitutione *Credite nobis*, pro Italia, statuit quod taxa nunquam minor sit scutis tribus, neque major scutis quinque pro quolibet centenariorum.

2^o Taxa in favorem seminarii est moderanda juxta temporum et rerum exigentiam; aliquando cessare potest, si seminarium reperitur sufficienter dotatum.

3^o In quibusdam locis, quia redditus beneficiorum sunt

ita tenues ut vix sufficiant ad sustentandos rectores, providetur sustentationi seminarii vel per taxas in funeralibus, vel per collectas quæ fiunt in parochiis, præcipuis anni festis.

804. Episcopus non potest, absque beneplacito apostolico, seminarium committere ordini regulari seu alteri cuilibet congregationi. Ex decretis Concilii Tridentini, seminaria ad episcopos omnino spectant, adhibito consilio deputatorum. Præterea successores in sede episcopali privarentur jure singulis episcopis asserto nominandi rectorem ac magistros sui seminarii. Hinc episcopi ad Sanctam Sedem recurrere solent, quoties seminarium administrationi cujuscumque instituti committere intendunt, et Sancta Sedes, dum annuit precibus, solet hanc conditionem adjicere: "ita tamen ut alumni nominentur ab episcopo, et seminarium sit sub patrocinio, protectione et subjectione episcopi." Seminarium, natura sua, est semper et necessario schola episcopalis; nulla ratione, nullo quovis prætextu, seu vi cujuslibet concordati, subduci potest a jurisdictione Ordinarii loci. Prælectiones S. Sulpicii, vol. II, num. 370.

805. Non absolvatur caput, antequam quedam dicantur de seminariis et collegiis hujus provinciæ.

1^o Patres Societatis Jesu, qui cum filiis S. Francisci fuerunt hujus regionis primi missionarii, jam ab anno 1637 collegium quoddam Quebeci erexerunt pro christiana educatione juventutis.

2^o Venerabilis Dei Servus, Franciscus de Montmorency-Laval, primus hujus regionis episcopus, decreto die 26 Martii 1663 edito, erexit Seminarium Quebecense ut juniores clerici instituèrentur in his quæ ad Dei cultum referuntur, "scilicet ad administrationem sacramentorum, ad modum catechizandi et prædicandi modo apostolico, ad theologiam moralem, liturgiam, cantum gregorianum et alia quæ pius clericus ignorare non debet." Anno 1668, idem Venerabilis Præsul erexit Parvum Seminarium Quebecense, in quo admitterentur pueri,

quorum indoles spem afferebat eos ecclesiasticis ministeriis perpetuo inservituros; hi adolescentes, in Parvo Seminario educati, lectionibus in collegio patrum Societatis Jesu habitis attendebant. Hæc disciplina vixit usque ad cessionem; post cessionem, clauso patrum Societatis Jesu collegio, ad Parvum Seminarium indiscriminatim fuerunt admissi sive discipuli pro statu clericali, sive discipuli pro professionibus liberalibus, et omnes lectionibus in Parvo Seminario habitis interfuerunt.

3^o Marianopoli, circa annum 1677, sacerdotes S. Sulpicii erexerunt suum seminarium ad christianam juventutis educationem. Sub domino regum Galliae, nullum aliud institutum educationis exstitit pro juvenibus præter collegium Patrum Societatis Jesu, Seminarium Quebecense et Seminarium Marianopolitanum.

4^o Serius, post cessionem hujus regionis ad Majorem Britanniam, plura seminaria fuerunt erecta: Seminarium Nicoletanum, anno 1804; Seminarium S. Hyacinthi, anno 1811; Seminarium Ottawienum, anno 1847; Seminarium Trifluvianum, anno 1860; Seminarium S. Germani de Rimouski, anno 1863; Seminarium Chicoutimiense et Sherbrookiense, anno 1875; et plura collegia.

5^o In erigendis seminariis, episcopi recesserunt a decreto Tridentino in eo quod commissiones nullibi instituerunt modo quem Concilium indixit; insuper usu non servatur ut pueri tonsura clericali statim initiarentur vel etiam habitu clericali utantur: pueri ad minora seminaria admittuntur sive sese præparent ad statum clericalem, sive ad professiones liberales.

806. Plures ob rationes episcopi sua seminaria ordinarunt præter dispositiones tridentinas.

1^o Prima seminaria curæ piorum institutorum fuerunt demandata. Seminarium Quebecense semel erectum fuit annexum Seminario dicto *des Missions Étrangères de Paris*;

Seminarium Marianopolitanum curæ sacerdotum S. Sulpicii fuit demandatum.

2º Non exstabant capitula cathedralia, unde impossibilis fuit institutio commissionum pro regimine spirituali et temporali seminarii. Verum primus episcopus Quebecensis, die 6 Nov. 1784, capitulum instituit, sed post cessionem, deficientibus redditibus, vacationibus non fuit provisum. Sæculo sequenti, quedam capitula in provincia Quebecensi, ad tenorem instructionum S. Congregationis de Prop. Fide, 28 Sept. 1852 et 23 Ap. 1853, fuerunt erecta, sed canonici a residentia prope ecclesiam cathedralem fuerunt dispensati.

3º Necessitas providendi regimini temporali seminariorum, exploratis votis deputatorum a capitulo et a clero, eo præsertim fine probabiliter imposita fuit episcopis, ut facultate sibi data uterentur partem aliquam sumendi ex omnibus beneficiis, illamque seminario incorporandi; jamvero seminaria regulariter sive concessionibus bonorum immobilium, sive piis foundationibus et legatis fuerunt dotata.

4º Ex altera parte, nimirum latet quam uberes fructus ex seminariis ea ratione institutis Ecclesia Canadensis reportaverit, de quo non semel S. Sedes episcopis gratulata est. Quod si quidquam institutioni clericorum adversetur, iustat S. Sedes ut corrigatur abusus sed quin improbetur ipsum systema.

807. Potissima reformatio quæ, instante Sancta Sede, urgetur est ut clerici in seminariis majoribus studia theologica peragant.

1º Cum in diocesisibus canadensis regionis ea praxis generatim vigeat ut clerici theologica studia passim peragant non in seminario majori, sed in ipsis collegiis ubi, inferioribus disciplinis operam dantes, sese per triennium applicant simul decendis litteris atque adipiscendæ theologiæ, Prefectus S. Congregationis De Prop. Fide, die 5 Ap. 1895, obsecrabat

archiepiscopum Marianopolitanum ut in imminente synodo Marianopolitana huic rerum conditioni opportuna remedia afferentur, unde in educatione clericorum sapientissimæ normæ a Concilio Tridentino traditæ, quantum fieri poterit, serventur.

2º Huic voto annuentes, Patres primi concilii Marianopolitani sapienter statuerunt, tit. VII, dec. 2 :

a) " Clerici qui in collegiis retinentur, ad juventutis educationem minime adhibeantur tamquam professores litterarum aut scientiarum, sed tantummodo ut præpositi ad rem disciplinarem, ita ut, impletis officii sui muneribus, reliquum omne tempus impendere possint studiis ecclesiasticis.

b) Omnes per tres saltem annos integros in majori seminario commorentur, ut in pietate et in scientiis ibidem exerceantur."

3º Optatus finis est ut clerici omnes et singuli integrum curriculum suorum studiorum in majori seminario emetiantur : hinc venerabiles patres obsecrant sacerdotes et fideles ut inopibus clericis per legata pia et fundationes faveant, unde ad hunc optatum exitum hoc præclarum opus quamprimum perducatur.

808. Peculiaris est constitutio seminariorum et collegiorum hujus provinciæ Quebecensis.

1º Unumquodque seminarium aut collegium obtinet a cœtu legislatorum *litteras incorporationis* nude, ad normam personarum civilium, acquirat, possideat, administret et omnes actus ponat qui sunt veri domini. *Corporatio* per suos directores bona sua administrat, sed singulis annis rationem suæ administrationis episcopo reddere tenetur ; aliquando episcopus est membrum corporationis civilis. Directores seminarii aut collegii discipulos admittunt aut expellunt, nominant ad varia officia, sed ex altera parte nullus ad corporationem definitive adscribitur, nisi episcopo consentiente.

2º Episcopi huic ordinationi faverunt, qua liberantur a

multis curis et sacerdotes, in bonis seminarii aut collegii incardinati et de rebus temporalibus non amplius solliciti, ad institutionem clericorum totis viribus incumbunt. Neminem latet quot et quantos fructus retulerint hujusmodi instituta; unde nihil in eis immutandum est, inconsulta Sancta Sede, ne violetur jus quæsitum.

3^o Quod si in posterum hujusmodi *organizatio* in detrimentam Ecclesiæ cedere probetur, episcopi poterunt invocare dispositiones Concilii Tridentini, in quæ non datur præscriptio.

CAPUT III

DE UNIVERSITATIBUS

809. **Universitas est schola publica in qua sacra doctrina, scientiæ humanæ, artesque liberales traduntur.**

Est de essentia universitatis ut sit doctrinæ emporium quoddam universale omnibus obvium, ad quod studiosi quique facile pro sua necessitate et utilitate valeant accedere et in variis disciplinis se excolere, ad culmen etiam doctrinæ pervenire, indeque susceptæ doctrinæ testimonium publicum et authenticum, seu doctoratus et magisterii lauream, reportare. Maupied, Juris Canonici Compendium, vol. II, lib. X, De Magistris.

810. **Universitas proprie dicta, quæ tradit sacram disciplinam Scripturarum, theologiæ, juris canonici,** etc., cum ceteris scientiis humanis, non potest erigi regulariter nisi ab Ecclesia, cui commissum est veritates revelatas et revelatis connexas interpretari et custodire. Hac ratione, media ætate, prodierunt celebres universitates Parisiensis, Bononiensis, Salmanticensis, Lovaniensis, Oxoniensis, et plures aliæ; sæculo elapso, universitates Lovaniensis, quæ

fuit restaurata sub pontificatu Gregorii XVI ; Lavallensis in provincia Quebecensi, quam canonicè erexit Pius IX ; Washingtoniensis in Statibus Fœderatis, quæ fuit aperta post tertium concilium plenarium Baltimoreense.

Quando universitas bonis civitatis est dotanda, vel privilegiis civilibus ornanda, instituitur a principe et postea a Summo Pontifice obtinet canonicam erectionem.

811. Relate ad constitutionem et regimen universitatis, singulæ universitates habent sua statuta peculiaria ; quedam sunt tamen communia, de quibus dicendum est.

1^o In quavis universitate completa, sunt plures facultates quæ etiam dicuntur collegia : facultas theologica, facultas juris canonici et civilis, facultas philosophiæ, facultas litterarum, facultas medico-chirurgiæ et facultas matheseos et physiciæ. Singulæ autem facultates habent tot cathedras quot variis partibus scientiæ sufficere possint, v. g. facultas theologiæ complectitur studium divinarum Scripturarum, theologiæ dogmaticæ et moralis, liturgiæ, traditionis SS. Patrum, historiæ ecclesiasticæ.....

2^o In singulis universitatibus, existere debet aliquod regimen, et consequenter rector qui hujus regiminis principatum teneat.

3^o Qualis esse debeat intrinseca organizatio universitatis, jure communi non determinatur, sed recurrendu merit ad constitutiones uniuscujusque universitatis.

812. Universitas potest gradus academicos conferre. Tres gradus numerantur, scilicet baccalaureatus, licentia et doctoratus.

1^o Juxta præscriptum Leonis XII pro universitatibus Domini Temporalis, baccalaureatus et licentia his solum conceduntur qui, exanime instituto, digni renunciati fuerunt a tribus membris collegii per rectorem designandis. Examen pro baccalaureatu habetur de omnibus quæ primo anno cur-

sus scholastici; pro licentia, de iis quæ secundo et tertio anno traduntur.

2^o Qui vero lauream petunt in facultate theologica, experimentum subeunt de omnibus quæ universam disciplinam respiciunt; requiritur ut duobus saltem annis tum Sacræ Scripturæ, tum ecclesiasticæ historiæ prælectiones audierint, et etiam ut integrum cursum theologicum absolverint, quem duo professores quatuor annis faciunt. Qui, studiis absolutis in alia aliqua publica universitate, vel in seminariis episcopalibus, exoptant laurea insigniri, possunt admitti a rectore ad experimentum, cum prius exhibuerint testimonium de studiis rite peractis. Duplex experimentum subeunt; primum verbaliter, interrogationibus vel argumentationibus; alterum scriptis, exarando dissertationem latino sermone de argumento proposito, absque librorum aut scripturarum præsidio.

3^o Baccalaureatus et licentia possunt conferri privatim; laurea autem publice semper confertur in aula universitatis, solito apparatu. Extranei, qui baccalaureatu aut licentia præditi non sunt, possunt hos duos gradus una cum laurea adipisci. Prælect Juris Can. S. Sulp., vol. II, n. 376.

4^o Præter doctores qui gradus academicos assecuti sunt servando regulas exercitationum publicarum, et qui dicuntur *graduati in forma*, alii eundem titulum obtinere possunt *honoris causa*, propter famam doctrinæ vel opera in lucem edita.

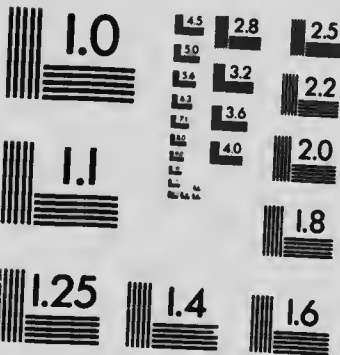
813. **Plura requiruntur ut quis laurea honestetur.**

1^o Relate ad dotes in promovendo, requiritur: a) *sexus masculinus*, nam mulier cui prohibetur docere etiam doctorari vetatur; can. *Mulierem* 17, causa 33, quæst. 5; b) *natus*, nam spurii et illegitimi a dignitate doctorali excluduntur, nisi in eis dispensatum fuerit ob eorum scientiam; c) *fides*, et ob hunc defectum excluduntur Judæi; doctoratus est dignitas ejus Judæi sunt incapaces; hæretici et schisma-



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

tici a gradu doctoratus theologiæ et juris canonici repelluntur ; *d) ætas*, et sufficit ætas 17 annorum ; *e) morum honestas*, et sic a gradibus academicis arcendi sunt infames infamia sive juris, sive facti ; ratio est, quia doctoratus est dignitas, atqui, juxta regulam juris 87, in 6^o, "infamibus portæ dignitatum patere non debent."

2^o Relate ad formam promovendi doctores, præter examen rigorosum quo exploretur candidati scientia, requiritur *a) professio fidei* emittenda ; *b)* in ipsa promotione oportet ut candidato tradantur insignia doctoratus.

814. Doctoribus plura jura conferuntur. Quædam jura sunt communia doctoribus theologiæ, juris et medicinæ, quædam sunt particularia.

1^o Inter communia, notetur illud quo quis, per gradum doctoralem, eximatur a plebeia conditione et consequenter in dignitate constituatur ; ex cap. *Quanto*, tit. V, De Magistris, lib. V Decretalium. Doctores consequuntur veram nobilitatem ; hinc doctores possunt deferre insignia nobilium, v. g. annulum, catenas aureas et vestes nobilibus proprias. Quamvis clericis prohibeatur annulum deferre, (vol. I, tit. IV, num. 187) datur exceptio quoad clericos doctores, qui deferre possunt annulum in signum matrimonii spiritualis cum sapientia.

2^o Doctoratus inducit præsumptionem legalem doctrinæ et integritatis, quæ graduatum eximit ab onere novi testimonii, si quod examen sit requisitum ad consecutionem alicujus officii ; excipitur collatio parochiæ per viam concursus, a quo non eximuntur etiam doctores.

3^o Pro doctoribus et magistris stat virtutis, integritatis et innocentie præsumptio. Hinc præ ceteris ad officia et dignitates sive ecclesiasticas sive civiles doctores sunt promovendi. Ex Concilio Tridentino, sess. XXII, cap. 2, De Ref., ad episcopatum nemo promoveendus est nisi antea in universitate studiorum magister, sive doctor, aut licentiatus in sacra theologia

vel jure canonico merito sit promotus, aut publico alicujus academiae testimonio idoneus ad alios docendos ostendatur. Ex eodem concilio, sess. XXIV, cap. 12, mandatur ut in omnibus ecclesiis, ubi fieri potest, ad archidiaconatum non assumantur in posterum nisi magistri in theologia, seu doctores, et licentiati in jure canonico; in eodem capite, concilium hortatur ut in capitulis dignitates omnes et saltem dignitas pars canonicatum in cathedralibus ecclesiis conferantur tantum magistris, vel doctoribus, aut etiam licentiatis in theologia vel jure canonico. Ex capite 8 ejusdem sessionis, mandatur ut poenitentarius in ecclesiis cathedralibus sit magister, vel doctor aut licentiatas in theologia vel jure canonico; ex capite 16, vacarius capitularis, caeteris paribus, inter doctores vel licentiatos deputari debet.

4^o Doctoratus in theologia et in jure canonico clericum idoneum efficit ad delegationes apostolicas obeundas et ad brevia dispensationis et absolutionis exsequenda.

5^o Jura tribuunt doctoribus locum honorabiliorem in caeteris ecclesiasticis. Inter ipsos doctores assignantur gradus praecipientiae, qui uno et eodem modo ubique non servantur. Communius doctores in theologia sedent ante doctores in jure. Qui pluribus gradibus honestantur illos praecedunt qui unum tantum habent: unde doctor in theologia et jure praefertur ei qui solam lauream theologalem obtinuit; doctor in utroque jure praefertur doctori in jure canonico tantum. Maupied, Jus Canonicum, vol. II, lib. X, De Magistris.

815. De Universitate Lavallensi.

1^o Universitas Lavallensis, jure particulari, est unica universitas catholica hujus provinciae Quebecensis; instituta a Seminario Quebecensi, anno 1852, habuit regium diploma quod ei benigne erogavit S. M. Victoria, die 8 Decembris 1852. Pius IX, in sua bulla *Inter varias sollicitudines*, die 15 Aprilis 1876 edita, ei concessit institutionem canonicam.

2^o Ad tenorem regii diplomatis, *a*) Archiepiscopus eatholiceus Quebeensis est Visitator Universitatis et habet *il veto* in omnibus statutis et nominationibus ab Universitate peractis. *b*) Quatuor sunt faeultates, scilicet Theologiæ, Juris, Medieinæ et Artium. *c*) Professores in faeultate Theologiæ a Visitatore, in aliis faeultatibus a Consilio Universitatis deputantur. *d*) Consilium Universitatis directoribus Seminarii Quebeensis et tribus antiquioribus professoribus unius-ejusque faeultatis conflatur. *e*) Tres sunt gradus ad quos pervenire possunt alumni, scilicet baecalaureatus, lieentia et doctoratus.

3^o Ad tenorem bullæ apostolicæ, *a*) Eminentissimus Cardinalis Præfectus S. Congregationis de Propaganda Fide est Universitatis Proteetor, dum Archiepiscopus Quebeensis est ejus Cancellarius Apostolicus. *b*) Vigilare eirea fidem et mores ad aliquam commissionem omnium episcoporum provincie civillis Quebeensis, cui præest archiepiscopus Quebeensis, devolvitur. Consilium supremum vigilantie habet normam proeedendi, quæ in constitutionibus Universitatis reperitur.

816. In decreto 1 Februarii 1876, S. Congregatio de Propaganda Fide mandavit ut Universitas Lavalensis haberet Marianopoli aliquam succursalem, iis servatis :

1^o Omnes expensas sueeusalis solvet diœesis Marianopolitana.

2^o Eadem lectiones, sive attenda earum duratione, sive materiarum distributione, Quebeei et Marianopoli tradentur.

3^o Professores sueeusalis in faeultatibus Juris et Medieinæ erunt professores Universitatis Lavallensis vi regii diplomatis ereetæ.

4^o Cum consilium Universitatis directoribus Seminarii Quebeensis et tribus antiquioribus professoribus uniuscu-

jusque facultatis coalescat, professores succursalis poterunt esse membra ejusdem consilii.

5^o Professores uniuscujusque facultatis, in succursali sicut in Lavallensi; aliquod consilium constituent pro his quæ sunt facultatis in genere.

6^o Marianopoli commorabitur quidam Vice-Rector, a consilio Universitatis deputatus sed ab episcopo Marianopolitano approbatus; ejus erit munus alumnos admittere vel expellere, leges disciplinares Universitatis eos edocere et earum observationem urgere. Discipulorum vita religiosa et moralis custodiae episcopi Marianopolitani exclusive committitur.

7^o Professores Marianopolitani a consilio Universitatis nominabuntur, præhabito consilio facultatis Marianopolitanæ.

8^o Marianopoli et Quebeci eadem emolumenta professoribus solventur et easdem solvent alumni.

9^o Universitas Lavallensis Quebeci instituta diplomata conficiet et dabit, et huic solventur taxæ debitæ.

187. Die 2 Februarii 1889, edita est nova constitutio in forma brevis, Jamdudum, qua plura immutantur et definiuntur relationes inter duas partes unius et ejusdem universitatis :

1^o Summus Pontifex Leo XIII declarat Universitatem Lavallensem agnosci et haberi uti unicam catholicam Universitatem Canadæ inferioris, sufficienter instructam ut rectæ et plenæ juvenum institutioni consulatur, seque non passurum aliam catholicam Universitatem ab illa sejunctam in hac provincia exstare, cui jus sit gradus academicos conferendi.

2^o Succursalis erecta Marianopoli erit altera sedes Universitatis Lavallensis Marianopoli magisterio fungentis. Pro-Rector designandus erit ab episcopis provinciæ Marianopolitanæ, ut consilio Universitatis presentetur; nequit ejus confirmatio denegari, nisi ob rationes ab illis episcopis approbatas.

Consilium Universitatis Lavallensis jura sua sive in sede Quebecensi, sive in sede Montis Regii exercebit, juxta ea quæ in *regia charta* eidem consilio conceduntur. Ut paci et concordiæ inter idem consilium et eos qui Montis Regii succursalem administrant plenius consulatur, hæc statuuntur :

a) In succursali Marianopolitana, professores et decani eo ritu eligentur, qui nunc servari solet in singulis facultatibus, et a consilio Universitatis agnoscentur ac recipientur, nisi contradixerit Archiepiscopus Marianopolitanus. Semel admissi poterunt a consilio Universitatis removeri ob causas at eodem Archiepiscopo approbatas.

b) In facultate quæ artium dicitur, et quæ continet litterarum studia, scientias naturales et industriæ accommodatas, datur facultas professores eligendi, sive ex utroque clero seculari et regulari, sive ex laicis viris, prout usus fuerit ac res postulaverit.

c) In præparandis programmatibus pro eis qui in facultate artium baccalaureatum petunt, retineri optime potest consuetudo hucusque vigens, scilicet ut in sede Marianopolitana exquiratur consensus eorum qui collegiis Universitati aggregatis præsent.

d) Quoad aliorum programmatum preparationem, jus et cura ad professores qui sive Quebeci sive Marianopoli docent, devolventur, servatis regulis et præscriptionibus quæ in statutis continentur ; pariter ut in eis aliquid immutetur, requiretur consensus eorundem professorum vel eorum qui vices professorum gerunt.

e) Quoniam vero collegium exstat Marianopoli a *S. Maria* appellatum, quod regitur a religiosis sodalibus e Societate Jesu, et elarescit eximia præceptorum doctrina et auditorum frequentia, indulgetur ut sodales ipsi experimentum capiant alumnorum suorum, iisque quos probaverint scriptum testimonium præbeant quo digni declarentur iis honoris gradibus qui juvenibus pari peritia præditis conferuntur ab Univer-

sitate Lavallensi in collegiis eidem aggregatis. Quo exhibito testimonio, a consilio quod Universitati regendæ præest, diploma tradetur, quo ejusdem Universitatis alumni gradum illum adepti, honestantur.

f) Episcopi utriusque provincie Quebecensis ac Marianopolitane quotannis convenient ut de Universitatis doctrina et disciplina cognoscant, et communi consensu decernant ea omnia que ratione temporis statuere neesse sit.

4º Hinc ad tramites hujus constitutionis, una tantum est catholica Universitas pro Canada inferiori, duplirem habens sedem, unam Quebeci, alteram Marianopoli.

TITULUS VI

DE BENEFICIIS ECCLESIASTICIS

1^o Aequum est ut clerici habeant praebendas in titulis ecclesiarum in quibus resident et officium praestant, unde necessaria ad vitae sustentationem percipiant, et in opprobrium ordinis clericalis vel mendicare vel negotiari non cogantur.

*De origine
Beneficiorum
ecclesiasticis.*

*Primum fundamentum
1. Cor. 9. 7. Quis
militet suis sti-
pendio inquam.
Ad sunt fructus
epoca.*

2^o Primis Ecclesiae saeculis, omnia bona ecclesiastica sive mobilia, sive immobilia, unam veluti massam in singulis diocesis constituebant, quae administrabatur ab episcopis per oeconomicos in Oriente, archidiaconos in Occidente, et distribuebatur in quatuor partes, quarum una erat ipsius episcopi, altera clericorum, tertia impendebatur pro aedificiis sacris constituendis et reparandis, postrema tandem inserviebat sustentationi pauperum et peregrinorum. Ne autem episcopi bonis Ecclesiae abuterentur, inductum fuit ut quolibet triennio in conciliis provincialibus reddere tenerentur rationem eorum administrationis; et si constaret de abusibus, debitis poenis plectebantur vel ab ipsis conciliis, vel a Romanis Pontificibus de re admonitis ab archiepiscopis. Haec disciplina improbari coepit sive ob parum honestam diaconorum integritatem, sive quia indecorum videbatur rectores ecclesiarum quae erectae reperiebantur in vicis et pagis, oblationes habitas a fidelibus transmitters ad episcopum, a quo deinde partem pro honesta sustentatione recipiebant. Sebastianelli, De Re beneficii, tit. I.

3^o Superioribus saeculis, clerici obtinuerunt administrationem bonorum suae ecclesiae, et, inducta perpetuitate in officio, ortum est beneficium ecclesiasticum.

Hanc materiam de re beneficii explanabimus in sequentibus capitibus.

CAPUT I

DE NATURA ET DISTINCTIONE BENEFICIORUM

818. **Beneficium ecclesiasticum communiter sic definitur:** "Jus perpetuum percipiendi ^{fructus} ~~redditus~~ ex bonis ecclesiasticis, propter aliquod servitium spirituale, ex auctoritate Ecclesie constitutum."

1^o Ad cujus explanationem, notandum est tria in beneficio ecclesiastico esse distinguenda: a) *ipsum officium*, ^{sacrum} seu obligatio ad illud, ita ut quis teneatur spirituales aliquam functionem obire, veluti recitare horas canonicas, administrare sacramenta, predicare verbum Dei, etc.; et hoc non est beneficium, sed fundamentum illius et causa, nam beneficium datur propter officium; b) *ius percipiendi redditus* ^{fructuum} ex bonis ecclesiasticis ob tale officium, et hoc ius est beneficium; c) *fructus ex bonis* Deo et Ecclesie dicatis, Santi, Præl., tit. V, lib. III. *Institutiō ab Eccl. requisita est hoc in re -*

2^o In definitione beneficii dicitur a) *ius*, quia beneficiatus, ratione beneficii sibi collati, habet potestatem exigendi ac percipiendi proventus ex bonis Deo dicatis; ius illud non est spirituale *in se* seu *formaliter*, sed *in radice*, quia oritur e ministerio spirituali cui unitur.

c) Dicitur b) *perpetuum*, quia beneficium ecclesiasticum non datur ad tempus, sed in titulum perpetuum. Ad beneficii rationem requiritur I^o *perpetuitas objectiva*, scilicet ut beneficium morte beneficiati, vel amotione ejus a beneficio, non extinguatur, sed vacet suo possessore, ita ut alteri sit conferendum; II^o requiritur *perpetuitas subjectiva*, quia beneficium dicit ius perpetuum vel ex institutione sua, vel saltem secundum aptitudinem, quia potest esse perpetuum; et sub hac definitione comprehenduntur beneficia manualia, seu ad nutum revocabilia. "Beneficium, ait Pirhing, Jus Canonicum, tit. V, De Præbendis et Dignitatibus, lib. III,

ex se fit perpetuum, quia in perpetuum conferri potest et ordinarie confertur; quamvis non semper qui illud habet, perpetuo habeat, sed dependenter a voluntate superioris, quae dependentia non mutat naturam beneficii, cum nihilominus ob officium spirituale detur; nam beneficia saecularia, quae sua natura sunt perpetua, saltem per Papam possunt fieri temporalia, sive ad tempus concedi, et ad nutum revocabilia."

Attamen non est negandum beneficia manualia et ad nutum revocabilia aliquo modo deficere a ratione beneficii proprie dicti; ideoque in regulis Cancellariae de reservatione non comprehenduntur, neque sufficiunt pro titulo ad ordines sacros suscipiendos.

Dicitur *c) ex bonis ecclesiasticis*, nam bona ecclesiastica, in materia beneficii, nuncupantur res temporales immobiles vel mobiles ecclesiis attributae, et auctoritate canonica annexae officio spirituali.

Dicitur *d) propter officium spirituale auctoritate ecclesiastica institutum*, nam beneficium datur propter officium spirituale. Jamvero nullum officium publicum in Ecclesia constitui potest, nec alicui demandari, nisi auctoritate competenti; atqui non est auctoritas competens in foro ecclesiastico praeter jus sacrum S. Pontificis et praelatorum, qui habent jurisdictionem fori externi. Santi, loco citato.

819. Ex praecedentibus questio oritur an beneficia adsint in hac regione.

1^o Non loquimur de missionibus, quibus deficit canonica erectio; missiones illae non adhuc habuerunt limites definitivos, et consequenter nec objectivam perpetuitatem, quae ad essentiam beneficii requiritur; clerici ad missiones deputati, quasi vicem praelati gerentes, jurisdictionem delegatam tantum exercent.

2^o Questio restringitur ad parochias canonice erectas. Videtur eas esse beneficia manualia. Revera habent: *a) offi-*

cium spirituale annexum; b) jus percipiendi ex bonis ecclesiasticis proprium officium; c) perpetuitatem objectivam, quatenus semel constituta permanent semper, licet successive a pluribus sibi succedentibus possideantur; d) bona ecclesiastica, quae sunt decimae, census vel oblationes fidelium, quae solvuntur parochis modo permanenti intuitu tituli parochialis. Quoniam illa beneficia, etsi manalia, perpetuitatem objectivam habent, sunt vera beneficia; sed quia eis deest perpetuitas subjectiva, titularis non reputatur verus beneficiatus, nisi in favorabilibus. De Angelis, Praelectiones Juris Canonici, lib. III, tit. V; Reiffenstuel, eodem loco.

820. **Beneficia diversimode distinguuntur:**

1^o *Ratione officiorum*, duplex divisio ab auctoribus traditur:

a) Alia sunt majora, alia minora; beneficia majora sunt illa quae annexam habent potestatem jurisdictionis fori externi, ut pontificatus, patriarchatus, archiepiscopatus, episcopatus, abbatiae cum jurisdictione quasi episcopali; caetera beneficia censentur esse minora. *in odiosis non dicuntur communiter sub nomine ratione beneficiorum.*

b) Beneficia sunt duplicia vel simplicia; duplicia habent curam animarum, vel jurisdictionem, aut praecminentiam, aut aliquam administrationem: talia sunt beneficia majora et parochialia; simplicia sunt illa quibus incumbit sola obligatio omnibus beneficiatis communis, quae est recitatio horarum canonicarum. Beneficia simplicia solent vocari non residentialia, quia clericus ea possidens non tenetur ad residentiam in loco sui beneficii. *At tamen aliquando beneficium duplex.*

2^o *Ratione personarum a quibus conferuntur*, beneficia sunt reservata atque affecta, quorum collatio ad Summum Pontificem devolvitur; non reservata et non affecta, quorum collatio ad inferiores collatores pertinet.

3^o *Ratione personarum quibus conferuntur*, beneficia sunt saecularia vel regularia, prout clericis saecularibus vel regularibus sunt conferenda.

Omnia beneficia presumuntur secularia, nisi contrarium demonstretur. Beneficium probatur regulare, *a)* ex natura beneficii, si monastica officia contineat; *b)* ex fundatione, si per voluntatem fundatoris ab episcopo approbatam ^{regulari} regularibus commissum sit; *c)* ex unione, quando beneficium legitime et perpetuo monasterio unitum et incorporatum est; *d)* ex prescriptione, cum nempe beneficium, quadraginta annorum spatio, ab uno vel pluribus religiosis existit continue et pacifice gubernatum, ut prescriptio legitima sit completa. Cap. 5, De Præbendis, in 6^o.

4^o Ratione modi quo conferuntur, beneficia sunt *electiva*, *collativa* vel *patronata*. *Electiva* conferuntur per electionem, que est a superiore confirmanda; *collativa* conferuntur libera voluntate eorum ad quos spectat collatio iis quibus voluerint, modo idonei sint; *patronata* conferuntur a prælato post presentationem factam a patrono.

Beneficia curata aliquam rationem habent beneficii patronati seu mixti, quatenus ex jure communi non aliter conferenda sunt quam uni ex clericis renuntiatis dignis in concursu. Cf. vol. I, tit. XI, De Parochis, num. 533.

In dubio, beneficium non presumitur electivum, nec patronatum, sed collativum, quia electione et patronatu beneficia recedunt a statu primævo et præjudicium affertur potestati ordinariæ prælati, ad quem jure communi spectat collatio beneficiorum diœcesis.

5^o Ratione temporis, beneficia sunt *perpetua* vel *manualia*. Beneficia perpetua sunt illa quæ in perpetuum titulum et irrevocabiler conferuntur, ita ut a beneficiatis, sine gravi et justa causa, auferri non possint; hujusmodi sunt beneficia sæcularia, quæ sua natura et jure ordinario perpetua sunt et irrevocabilia, nisi ex causis jure expressis. Non obstat tamen quominus beneficia quædam sæcularia per Papam, vel consuetudinem immemoriam, ad nutum revocabilia instituantur.

v. s. manualia sunt in titulum
 Beneficia manualia in titulum quidem conferuntur, sed revocabiliter, quia ad nutum seu voluntatem prelati conferentis auferri possunt.

Beneficia regularia, nisi per electionem acquirantur, censentur manualia, quia regulares, ratione voti obedientiae, subduntur voluntati superiorum. Pirhing, loco citato.

CAPUT II

DE ERECTIONE ET COLLATIONE BENEFICIORUM

I

De erectione.

Erectio beneficii ecclesiastici est actus legitimus quo sacrum aliquod officium a clerico obeundum constituitur in certa ecclesia vel altari, ex quo honestam sustentationem percipiat.

821. **Plura requiruntur ad hanc erectionem :**

1^o Oportet ut interveniat auctoritas ecclesiastica, quod procedit ex natura ipsa beneficii ecclesiastici. Summo Pontifici reservatur erectio sedium episcopaliurn et capitulorum cathedralium; episcopo, erectio beneficiorum parochialium et inferiorum. *ad ipsos altaris.* Episcopus potest de consensu sui capituli novos canonicatus erigere, nisi decreto absoluto Summi Pontificis numerus canonicorum fuerit praefixus. Vol. I, tit. X, num. 477.

2^o Requiritur titulus, quo nomine significatur mysterium, sanctus vel aliquid ad sanctos pertinens, quo beneficium in futurum vocetur; hinc titulus beneficii potest esse Conceptio Immaculata B. M. V., sanctus cujus nomen reperitur in martyrologio romano, vel vincula S. Petri. Titulus applicatur vel ecclesiae, vel capellae, vel alicui altari: hinc cum

1. videtur de celebratione missae.
Attamen unitas alterius nihil impedit
quod habeat plura beneficia.

spiritualia spatium non occupent, in ecclesia quæ plures capellas vel plura altaria continet, haberi possunt plura beneficia.

3^o Requiritur ut determinetur officium spirituale quod titularis obire debet.

4^o Requiritur dos competens, qua sustentationi titularis et adimplenti oneris beneficii provideatur.

822. **Ipse fundator beneficii in actu foundationis potest quasdam condiciones et leges sibi bene visas adjicere**, modo sint possibiles, honestæ et ab episcopo admittæ, v. g. ut ad beneficium non promoveatur nisi licentiatus aut doctor in theologia; non sustineretur conditio ut ad beneficium deputetur etiam irregularis. Sebastianelli, De Re beneficiali, tit. II, num. 187.

II

De collatione.

Beneficium ecclesiasticum non potest sine canonica institutione possideri; qui sine institutione sese ingerit in beneficii possessionem dicitur intrusus, et privatur omni jure quæsito per electionem vel præsentationem. Vol. I, tit. II, num. 123.

Institutio canonica est collatio beneficii facta a superiore; hæc collatio dicitur *libera*, quando superior beneficium confert personæ quam ipse digniorem reputat; dicitur *necessaria*, quando beneficium ^{facto iure non absolute} tenetur conferre personæ electæ vel præsentatæ: *cum illa persona sit digna*.

823. **Romanus Pontifex potest beneficia conferre, si concurrat cum jurisdictione inferioris prelati.**

1^o Quando Summus Pontifex libere conferebat beneficia in aliis diocesis, ejus collatio sustinebatur quæ prævenerat collationem factam ab inferiori prelato; facta prius collatione ab inferiori prelato, hæc sustinebatur, juxta adagium juris: qui prior tempore potior est jure. Quod si uno eodemque

tempore Summus Pontifex et collator inferioris ordinis beneficium contulissent, hic clericus beneficium obtinebat qui prior illud possederat, juxta principium: melior est conditio possidentis. Seclusa possessione prævia, præferebatur ille qui beneficium obtinuerat auctoritate pontificia, vel propter eonferentis ampliorem prærogativam, vel quia extraordinaria collatio debet prævalere ordinariæ.

2^o Etate præsentis, Summus Pontifex non solet uti jurisdictione concurrenti, ut beneficia conferat in diæcesibus Ordinariorum.

824. Romanus Pontifex fit collator, conferendo mandata de providendo vel litteras expectativas.

1^o Mandata de providendo erant epistolæ quædam a Summis Pontificibus ad Ordinarios missæ, in quibus commendabatur clericus unde ad beneficium vacans promoveretur. Episcopi poterant non exsequi vel differre executionem horum mandatorum, propter causas graves Summo Pontifici exponendas; si absque causa rationabili executionem denegassent, primo monebantur, et, perseverante contumacia, deputabatur extraneus executor mandati de providendo. Litteræ expectativæ erant litteræ apostolicæ datæ episcopis in favorem alicujus clerici ut promoveretur vel ad primum beneficium vacaturum, vel ad tale beneficium semel ac vacaverit.

2^o Plures abusus irrepserunt ex illis mandatis de providendo et litteris expectativis; præterquam quod indultarii nimis æquo mortem beneficiarum inhiabant, ut eorum loco sufficerentur, aliquando easdem litteras vendebant majori offerenti. Hinc Concilium Tridentinum, sess. XXIV, cap. 19, De Ref., decrevit "mandata de providendo et gratias quæ expectativæ dicuntur nemini amplius...concedi, nec hactenus concessis cuiquam uti licere." Hoc decreto, non limitatur potestas Summi Pontificis, sed a tempore Cone. Tridentini, S. Pontifices nunquam, vel saltem raro, concesserunt has litteras apostolicas.

825. Romanus Pontifex conferre potest beneficia quæ sibi reservavit in diœcesibus inferiorum collatorum.

Potissimæ reservationes continentur in regulis Cancellariæ Romanæ. Vol. I, tit. VI, num. 300.

1^o Per 1^{am} regulam Cancellariæ Apostolicæ reservantur Summo Pontifici modo generali beneficia vacantia apud Sedem Apostolicam, vel in Curia Romana. Beneficium dicitur vacare *apud Sedem*, quando apud eam inoritur titularis; dicitur vacare *in Curia* non tantum in casu mortis naturalis, sed mortis civilis, puta si quis in Curia resignaverit suum beneficium, vel eo privatus fuerit in Curia, sive per sententiam, sive per promotionem. Hanc reservationem beneficia nostra, quæ ad nutum conferuntur, effugiunt.

Eadem regula reservantur Summo Pontifici omnia beneficia sive obtenta, sive obtinenda, de quibus Ordinarii et alii collatores contra Concilii Tridentini decreta disposuerunt vel in futurum disponent. Recondendæ sunt dotes requisitæ in promovendis ad beneficia ecclesiastica, scilicet ætas, scientia, concursus prævius, doctoratus in quibusdam officiis capitularibus, etc.; hæc beneficia subjacent reservationi, quando ordinarii collatores debent ea conferre contra decreta Concilii Tridentini; si de eis jam disposuerunt, collatio est nulla.

2^o Per 2^{am} regulam reservantur Pontifici omnes ecclesie patriarchales, primatiales, archiepiscopales et episcopales; item beneficia omnia quæ ad collationem episcoporum vel abbatum aut aliorum collatorum spectant, et post obitum, resignationem, translationem, privationem illorum vel alias quomodocumque vacaverint, usque ad provisionem successorum apostolica auctoritate faciendam et adeptam ab eisdem successoribus pacificam possessionem. Per hanc regulam beneficia minora, quæ vacant sede episcopali quocumque modo vacante, reservantur Summo Pontifici. Huic regulæ non subjacent beneficia necessariæ collationis, vel quæ ad

nutum superioris conferuntur, qualia sunt beneficia parochialia hujus provinciæ.

3^o Per 4^{am} regulam reservantur dignitates quæ sunt majores post pontificales in ecclesiis cathedralibus et collegiatis. Hac regula non reservantur omnes dignitates, sed illa solum quæ in cathedrali fit major post pontificalem, vel principalis in collegiata. Ideoque non sufficit probare dignitatem, sed probandum est quod sit major aut principalis, et quidem per probationes plenas et concludentes. Si in ecclesia cathedrali adsint duæ dignitates majores æquales, ambæ sunt reservatæ. Huic regulæ subjacet prima dignitas in capitulis quæ in provincia Quebecensi erecta sunt vi litterarum S. Congregationis de Prop. Fide, 28 Sept. 1852. Cf. vol. I, tit. X, num. 493.

4^o Per 9^{am} regulam reservantur omnia beneficia ecclesiastica, cum cura et sine cura, ubicumque existant, alias quam per resignationem quoeumque modo vacatura in Mensibus Januarii, Februarii, Aprilis, Maii, Julii, Augusti, Octobris, Novembris. Ab hac reservatione eximuntur parochiæ juris patronatus laicalis et quæ sunt ad nutum amovibiles.

In secunda parte hujus regulæ, Summi Pontifices profitentur se velle gratificari cum omnibus illis episcopis qui observant residentie legem, relinquendo illis facultatem conferendi beneficia, nisi aliter fuerint reservata aut affecta, in sex mensibus anni, i. e. Februarii, Aprilis, Junii, Augusti, Octobris, Decembris, reservatis Summo Pontifici beneficiis vacaturis in sex aliis mensibus.

Hæc gratia, quæ dicitur *alternativa*, vim non habet nisi episcopi transmiserint ad Datariam litteras propria manu signatas et sigillo munitas gratiam *alternative* acceptantes.

Hæc gratia solis episcopis conceditur, et viget quamdiu Pontifex vixerit, aut episcopus in sua sede permanserit : est enim veluti contractus initus inter Pontificem et episcopum, intuitu peculiaris ecclesiæ.

Oportet ut episcopus in sua diocesi *personaliter* resideat: hinc episcopi a propria diocesi absentes ad gerenda negotia ecclesiae suae, vel ipsius Apostolicae Sedis legatione fungentes, beneficia interim vacantia conferre non possunt; imo si initio mensis episcopus absit, jus conferendi per totum mensem amittit, quanvis praesens exstiterit ipso die vacationis.

Praeterea notandum est quod in gratia alternativae non comprehenduntur nisi illa beneficia quae ad liberam episcopi collationem pertinent; beneficia, quae episcopus conferre nequit sine consensu, consilio vel interventu capituli, non continentur sub alternativa; quare illa confert modo vacent in quatuor mensibus ordinariis Martii, Junii, Septembris et Decembris, perinde ac si alternativa acceptata non esset; in aliis octo mensibus, illa beneficia conferuntur a Summo Pontifice (1°).

Ut fiat locus huic regulae, tria requiruntur: *a)* Ut vacet verum et proprium beneficium; deficiente hac conditione, beneficia manualia hujus provinciae non subiacent reservationi. *b)* Ut beneficium realiter vacet; hinc officia quae cessant non subiacent huic regulae. *c)* Ut beneficium vacet mense apostolico. More Romanorum, mensis incipit a media nocte diei qui mensem superiorem terminat; et si ambiguum sit utrum ante vel post mediam noctem beneficiatus obierit, collatio adjudicanda est episcopo, cum reservationes odiosae videantur. Card. Soglia, Institutiones Juris Privati, n. 90.

1° *Nota.*—In primo nostro volumine, num. 494, docuimus canonicatus vacantes conferendos esse alternative a Sancta Sede et ab episcopo, habita mentium distinctione. Hoc verum est, modo episcopi *speciale* indultum obtinuerint, sicut episcopi Angliae, ut videri potest apud *La Nouvelle Revue Théologique*, vol. XXVII, pag. 286. Canonicatus non sunt liberae collationis, hinc, secluso indulto, conferuntur a Summo Pontifice, mensibus Januarii, Februarii, Aprilis, Maii, Julii, Augusti, Octobris, Novembris; ab episcopo et capitulo, mensibus Martii, Junii, Septembris, Decembris.

Regula 9^a cessat pluribus modis. Quoad primam et secundam partem, cessat per mortem Pontificis, ut innunt verba regule: "usque ad suæ voluntatis beneplacitum." Relate ad secundam partem, *a*) cessat per mortem episcopi, cui gratia alternativæ concessa est, cum hæc gratia non transeat ad successores; *b*) cessat si episcopus non resideat; *c*) cessat si episcopus expresse aut tacite renuntiaverit. Sebastianelli, De Re beneficiali, num. 194.

826. **Reservationes Cancellariæ Apostolicæ vigent in regionibus** in quibus ipsis non est derogatum per concordata. *Per se* vigent in hac regione relate ad canonicatus et ad beneficia majora; beneficia parochialia effugiunt has reservationes, quia ad nutum superioris conferuntur.

827. **Post Romanum Pontificem, nobiliorem locum inter collatores obtineat episcopi**, ut habetur ex canone *Regenda*, 4, causa 10, q. 1: "Regenda est unaquæque ecclesia sub provisione ac tuitione episcopi, per sacerdotes vel cæteros clericos quos ipse cum Dei timore provideret." Hinc quando beneficium vacans non est S. Sedi reservatum, nec ullus potest jus illud conferendi probare, illius collatio ad episcopum pertinet.

828. **Præter episcopos, alii sunt qui ex indultis vel legitima consuetudine beneficia conferunt.** Collatio canonicatum, de jure communi, salvis regulis Cancellariæ, ad canonicos et episcopum simul pertinet, ita ut uterque collator habeat unum suffragium; ob periculum discordiæ inter utrumque collatorem, fieri solent pacta ut per alternas vices canonicatus conferantur per episcopum solum, vel capitulum solum.

829. **Sede episcopali vacante, capitulum, vel vicarius capitularis, non potest conferre beneficia libera, quorum collatio ad solum episcopum pertinet**, quia collatio est quædam liberalitas et donatio quæ, sede vacante, fieri prohibetur. Hæc collatio, salvis regulis Cancellariæ, ad

episcopum successorem reservatur. Nihilominus quando collatio beneficii simul et communiter ad episcopum et capitulum pertinet, mortuo episcopo, vel aliter inhabili facto, potest capitulum, sede vacante, conferre hujusmodi beneficia. Ratio est, quia capitulum et episcopus unum corpus efficiunt; atque jura corporis morales seu universitatis conservantur in uno. Idem vicissim dicatur si, collatione ad episcopum et capitulum pertinente, capitulum reddatur inhabile ad conferendum: tunc collatio ad solum episcopum devolvitur. Sauti, loco citato, num. 56.

Vicarius generalis beneficia conferre nequit nisi ad hoc habeat speciale mandatum.

830. Præter beneficia que sunt libere collationis, quedam beneficia dicuntur necessariæ collationis: talia sunt beneficia electiva vel patronata. Beneficium dicitur electivum, quando ejus provisio pertinet ad electores, reservata a superiore confirmatione electionis, si clericus legitime electus reperiatur idoneus; beneficium dicitur patronatum, cujus provisio pertinet ad patronum qui ad illud præsentat, et ad superiorem qui clerico præsentato, modo idoneus reperiatur, dat institutionem canonicam. De electione et præsentatione egimus, in vol. I, tit. II, num. 130, 131.

831. Clericus de aliquo beneficio provisos debet corporaliter immitti in ejus possessionem per investituram realem.

1º In jure canonico, qui obtinet aliquod beneficium non potest per se ipsum ejus possessionem assumere, sed ad illud duci debet ab auctoritate ecclesiastica; si per violentiam assumat possessionem sui beneficii, dicitur *intrusus*, et ipso jure et facto amittit titulum beneficii et omne jus quod ei in illo competebat. Episcopus sive per se, sive per clericum delegatum, potest dare investituram; antiquo jure, hoc officium inter jura archidiaconi erat adscriptum, sed nunc committi potest cuicumque clerico episcopo beneviso.

2° Persona, delegata ad dandam institutionem realem, non recipit a delegante nisi nudum ministerium, ideoque caret delegatione ad cognoscendum de justitia tituli vel collationis factæ. Hinc est quod, quæcumque exceptione proposita, non possit differri investitura, nisi alius clericus retineat beneficii possessionem. In hac hypothesis, post summariam cognitionem collationis factæ illi qui in possessionem immittendus est, expelli debet primus possessor ut instituatur secundus. Sebastianelli, De Re beneficii, num. 222.

3° Immissio in possessionem, quæ gratis confertur, fit per quadam symbola quibus appareat clericum provisum habere possessionem sui beneficii. Generatim possessio assumitur per ingressum in ecclesiam ubi est titulus beneficii, occupando sedem convenientem, veluti stallum in choro, aut campanam pulsando, altare osculando, missale aperiendo vel claudendo, aliaque agendo quæ officium et potestatem beneficiati significent.

4° Possessionis adeptæ duo sunt effectus potiores: a) beneficiatus immixtus in possessionem habet jus ad fructus beneficii percipiendos; b) institutio realis dat fundamentum præscriptioni, ita ut contra quemcumque alium idem beneficium impetrantem opponi possit possessionis exceptio. Ad hanc possessionem referuntur regule Cancellariæ 35^a De *annali possessione*, 36^a De *triennali possessione*. Cf. Sebastianelli, loco citato.

5° Non datur institutio realis in beneficiis quæ ad nutum superioris conferuntur, quia investitura male conveniret eum amovibilitate. Hæc investitura datur episcopis quando assumunt possessionem suæ diocesis; revera diocesis est beneficium, et quidem majus, quod in perpetuum confertur.

6° Hæc institutio realis debet fieri coram notario et duobus saltem testibus; de hac immissione notarius conficiet aliquod instrumentum, ut titulus possessionis in foro publico possit demonstrari.

CAPUT III

DE REGULIS SERVANDIS IN BENEFICIIS CONFERENDIS

Omnes collatores, uno excepto Summo Pontifice, in conferendis beneficiis debent observare regulas a sacris canonibus stabilitas.

832. **Beneficia singula singulis, non plura uni clerico, conferenda sunt.**

1^o Antiquitus clericus unum solummodo beneficium ecclesiasticum possidere poterat; beneficium personale officium requirebat in ecclesia proprii tituli, et in ea clericus honestam sustentationem percipiebat. Pluralitas beneficiorum inducta est, cum primum cœperunt institui beneficia insufficientia ad honestam vitæ sustentationem.

2^o Processu temporis, divisa sunt beneficia in compatiblea et incompatiblea. Incompatiblea *ratione officii* ea sunt quæ personalem residentiam requirunt; incompatiblea *ratione reddituum* ea sunt quorum singula exhibent unicuique clerico honestam sustentationem. Compatiblea ea sunt quæ non requirunt personalem residentiam in loco beneficii, et nullam obligationem annexam habent, præter recitationem divini officii. Qui obtinebat beneficium non residentiale eum obligatione recitandi tantum horas canonicas, optime poterat ministeria et officia alteri beneficio annexa adimplere.

3^o Patres Concilii Tridentini, sess. VII, cap. 2 et 4, sess. XXIV, cap. 13 et 17, statuerunt beneficia compatiblea, regula generali, pro unoquoque clerico non esse nisi duo, quorum utrumque esset simplex, vel unum simplex et aliud duplex, et quorum prius ad ipsius clerici honestam sustentationem non sufficeret. Itaque jure Tridentino quo nunc utimur, clericus non potest habere nisi duo tantum beneficia, etiamsi non posset ex ipsis honeste sustentari; hæc duo beneficia debent esse simplicia, vel saltem unum simplex et

aliud duplex. Hinc prohibetur ne quis consequatur duo beneficia curata, vel duos canonicatus, vel canonicatum in una et beneficium curatum in altera ecclesia. Tandem requiritur ut prius beneficium obtentum non sit sufficiens ad honestam clerici sustentationem. Sebastianelli, De Re beneficiali, tit. IV, num. 239.

333. Ex hac regula, sequitur prohiberi ne quis habeat unum beneficium incompatible in titulum, aliud in commendam.

1^o In genere, commenda est custodia ecclesie vel beneficii, et commendatarius dicitur clericus qui ecclesiam vel beneficium in commendam recipit.

2^o Antiquitus, commenda nihil aliud erat nisi custodia ecclesie vel beneficii vacantis alicui clerico commissa, ut bona administraret et fructus erogaret pro ministrorum mercede et augmento dotis ecclesie vel beneficii.

3^o Tractu temporis, inductum est ut commende essent perpetue, et ita conferrentur ut commendatarius perciperet fructus ecclesie vel beneficii, et commendam recipere ad instar tituli.

4^o Concilium Tridentinum, sess. XXIV, cap. 17, De Ref., prohibuit ne quis simul plura possideret beneficia etiam commendata, volens ut "illi qui in presenti plures parochiales ecclesias, aut unam cathedralem et aliam parochialem obtinent, cogantur omnino, quibuscumque dispensationibus ac unionibus ad vitam non obstantibus, una tantum parochiali, vel sola cathedrali retenta, alias parochiales infra spatium sex mensium dimittere; alioquin tam parochiales quam beneficia omnia que obtinent, ipso jure vacare censeantur, et tanquam vacantia libere aliis idoneis conferantur; nec ipsi antea illa obtinentes, tuta conscientia, fructus post dictum tempus retineant."

5^o Hodierno jure, commenda non nisi a Romano Pontifice conceditur, v. g. quando personae qualificatee que jam possidet

beneficium in titulum, aliud conceditur in commendam, ut commodius sustentari possit. Santi, lib. III, tit. V, De præbendis, num. 28, 29. Hinc episcopus a S. Pontifice obtinere potest ut præter beneficium episcopale quod habet in titulum, possideat beneficium parochiale in commendam.

834. Beneficia ecclesiastica sine diminutione conferenda sunt; lib. III, tit. XII. Jamvero pluribus modis beneficia diminutionem patiuntur.

1^o Primus modus est si, manentibus pro clerico iisdem juribus et redditibus beneficii, nova quedam onera imponantur, v. g. si beneficiato obligatio imponatur missam celebrandi diebus et horis statutis. Inspecto jure communi, episcopus non potest nova onera imponere beneficio vacanti et futuro ejus titulari, dicente Conc. Lateranensi III: "Ne ab abbatibus, episcopis vel aliis prelatiis novi census imponantur ecclesiis, nec veteres augeantur." Huic consonat Conc. Trid., sess. XXV, caput 5, De Reformatione: "Quando ex beneficiorum quorumcumque erectione seu fundatione aut aliis constitutionibus, qualitates aliquæ requiruntur, seu certa illis onera sunt injuncta, in beneficiorum collatione, seu in quacumque alia dispositione, eis non derogetur."

2^o Secundus modus quo beneficia pati possunt diminutionem habetur si in collatione solutio aliqua seu prestatio exigatur pro una vice, vel ad aliquod tempus. Concilium Tridentinum, sess. XXIV, cap. 14, De Ref., improbat prestationes quæ in actu collationis in favorem collatorum, patronorum et electorum fiunt. Attamen non prohibetur quominus episcopus exigat partem fructuum beneficii vacantis in actu collationis, interveniente necessitate, ita ut reservatio duret quoadnsque necessitas perseveret. Causa autem legitima haberetur, si solvenda essent debita contracta nomine ecclesie.

Conditiones sunt: *a*) ut congrua portio ad honestam vitæ sustentationem relinquatur clerico instituendo in beneficium; *b*) ut accedat consensus eorum qui in beneficium interesse

habent, quemadmodum essent electores et patroni; c) ut reservatio fructuum fiat in collatione, nullo interveniente pacto vel conventione cum clerico cui beneficium confertur. Scilicet reservatio facienda est absolute absque nullo respectu ad personam clerici cui beneficium confertur; secus potest esse periculum simoniae. Santi, Praelectiones Juris Canonici, lib. III, tit. XII, num. 6.

3^o Tertius modus quo beneficium vacans patitur diminutionem est per impositionem pensionis.

835. **Pensio generatim defuitur**: Jus percipiendi certam portionem fructuum ex alieno beneficio, auctoritate legitima et justa interveniente causa, alicui concessum.

1^o Pensio alia dicitur *temporanea*, alia *perpetua*: *temporanea* ea est quae imponitur potius personae beneficium possidenti, quam ipsi beneficio: hinc hujusmodi pensiones non gravant successores in beneficio. *Perpetua* pensio ea est quae beneficio imponitur, ita ut donec vivat pensionarius eidem semper sit solvenda pensio, sive beneficium semper ab uno possideatur, sive alteri conferatur: hinc pensio perpetua datur ad vitam pensionarii.

2^o Questio proponitur quisnam possit pensiones in beneficiis constituere? Legitima exstante causa, Romanus Pontifex imponere potest pensiones sive temporaneas, sive perpetuas, quia in jure censetur habere plenariam dispositionem de beneficiis ecclesiasticis. Cap. 2, De Præbendis, in 6^o.

Si vero sermo sit de aliis ordinariis collatoribus, certum est apud omnes non posse ab iis imponi pensiones perpetuas. Cum pensio perpetua afficiat ipsum beneficium, haberi potest uti diminutio ipsius beneficii, ac proinde pensio perpetua comprehenditur sub prohibitione ut beneficia ecclesiastica cum diminutione conferantur. Si sermo sit de temporanea pensione, communior doctorum sententia tenet quod episcopus et alius collator ordinarius Papa inferior possunt, in

favorem alterius, ex justa causa, pensionem temporaneam constituere super fructibus beneficii alicujus. Insinuatur hæc dispositio in cap. 21, De Præbendis, in quo reprobatum expresse solum pensio perpetua, et toleratur temporanea ab Ordinario collata.

3^o Si queratur quibus in beneficiis possint pensiones imponi, respondemus quod jure Tridentino, sess. XXIV, cap. 13, De Ref., ab onere pensionis eximuntur cathedrales ecclesie, id est, episcopatus, quorum redditus summam ducatorum mille, et beneficia curata, quorum redditus annui summam ducatorum centum, secundum verum annum valorem, non excedunt. Accessit decretum Innocentii XII, 11 Nov. 1692 editum, confirmatum deinde in constitutione Benedicti XIII, *Quanta pastoribus animarum*, 15 Sept. 1724, quo prohibitum fuit ne Ordinarii aut alii colitores ecclesiarum parochialium, etiam patronatus laicalis, ullo modo prædictis ecclesiis pensiones imponerent, et ne earum resignationes admitterent enim reservatione pensionis, favore ejusdemque, et quovis titulo, etiam alimentorum. Santi, *Praelectiones Juris Canonici*, lib. III, tit. XII, num. 20.

4^o Inter facultates episcopis hujus regionis concessas, in formula extraordinaria T, num. 8, hæc sequens legitur: "Assignandi pensiones parochis vel missionariis ex infirmitate resignantibus parochias seu missiones, in quas per decem annos incubuerunt, solvendas annuatim a successore, non excedentes tertiam partem fructuum, quolibet modo provenientium ex parochiis vel missionibus."

Ad tenorem ipsius indulti, ut parochus vel missionarius valeat hanc pensionem reclamare, oportet 1^o ut ex infirmitate resignet; 2^o ut per decem annos parochia vel missioni incubuerit; 3^o ut pensio annuatim solvenda non excedat tertiam partem fructuum quolibet modo provenientium; 4^o requiritur ut parochus vel missionarius non habeat unde vivat. De Luca, *Praelectiones Juris Canonici*, De Rebus Ecclesiasticis, tit.

XXIII, num. 362. Revera, ex indulgentia Summi Pontificis, hæc pensio clerico resignanti elargitur; atqui non solet Summus Pontifex committere inferiori facultatem dispensandi a legibus juris communis, nisi subsit causa justa dispensandi. Hinc clericus qui abundat bonis, quibus ipsi sufficienter providetur, nequit pensionem obtinere, et prælatus, nisi in casu specialissimi indulti, tenetur ei pensionem denegare.

836. **Beneficium non potest conferri nisi vacet.** ex canone Concilii Lateranensis III: "Nulla ecclesiastica ministeria, seu etiam beneficia vel ecclesie, alicui tribuantur sen promittantur antequam vacent, ne desiderare quis mortem proximi videatur, in cujus locum et beneficium se crediderit successurum." Hinc promissio vacaturi beneficii nihil valet, nullamque inducit obligationem, quia hujusmodi promissio fit contra jus, ex capite *Detestanda*, tit. VII, De concessionibus præbende, lib. III, in 6^o; atqui, ex regula juris 64: "Que contra jus fiunt, debent utique pro infectis haberi."

Hæc dispositio non ligat Summum Pontificem, qui dare potest beneficiatis coadjutores *in* futura successione. Coadjutoria alia est *temporalis et revocabilis*, alia *perpetua et irrevocabilis*. Prima constituitur *in* spe et jure succedendi, ita ut, mortuo coadjuto, coadjutor non consequatur ecclesiam aut beneficium; altera datur cum futura successione, et per hujusmodi coadjutoriam coadjutor acquirit jus ad beneficium, quod jus, adveniente morte coadjuti, evadit perfectum, ita ut coadjutor non indigeat nova collatione. Hæc coadjutorie conceduntur cum clausula *ex nunc pro tunc*, qua fit ut collatio nunc concessa effectum sortiatur quando beneficium fit vacuum. Cf. vol. I, De episcopis coadjutoribus, tit. VIII, num. 429. De coadjutoribus parochorum, tit. XII, num. 612 et seq.

837. **Beneficium conferendum est intra tempus utile statutum in jure.** Jure Decretalium, beneficia majora, v. g. episcopatus, ^{diocesis} erant electiva; canonici intra trimestre eligebant personam a superiore confirmandam que de ecclesia

cathedrali provideretur; elapso trimestri, electores suum jus amittebant. Pro beneficiis minoribus, collatoribus dabatur semestre ad conferendum; si intra illud tempus utile episcopus beneficium vacans non contulisset, jure decretalium ejus collatio debebat fieri a capitulo, ex capite *Nulla*, De concessione prebendarum, tit. VIII, lib. III. At metropolitani prescripserunt contra jus capituli, ita ut hodie suffraganei suppleantur a propriis archiepiscopis in collatione beneficiorum, sive collatio eisdem competat ex jure proprio, sive ex quovis alio titulo. Sebastianelli, De Clericis, tit. VI, num. 134.

838. Oportet ut beneficium gratis, pure et absolute conferatur. Si beneficium conferatur interveniente pretio, premio seu mercede, vel aliquo quod fit pretio aestimabile, committitur simonia et collatio est nulla. Pirhing, De Prebendis, lib. III, tit. V.

Non potest beneficium conferri sub conditione proprie dicta, quæ in futurum actum collationem suspendat et conditionalem efficiat, v. g. quis dicat: confero tibi beneficium, si intra annum sacerdos factus fueris. Hæc collatio erit nulla, quia collationes beneficiorum numerantur inter actus legitimos qui fieri debent absolute ac simpliciter, ita ut nec conditionem, nec diem recipiant. Nec admittitur collatio sub conditione de presenti, vel de præterito omnino extrinseca, v. g. confero tibi beneficium si pater vivit, si solvit tributa Ecclesie. Ratio est, quia collatio absolutum et determinatum consensum requirit; atqui hæc conditio suspendit actum et quamdam incertitudinem annexam habet. Admittatur conditio quæ de jure requiritur, e. g. confero tibi beneficium, si vacet, si sis idoneus; ratio est, quia per talem conditionem, quæ de jure requiritur, nihil additur vel demitur ipsi actui, sed quod implicite continetur explicatur. Hinc valet collatio beneficii sub conditione, si jam vacet, quamvis conferens jam ignoret illud vacare; modo reipsa vacet sive per mortem, sive quovis alio modo. Pirhing, loco citato.

839. **In collatione beneficii, oportet servare formalitates inductas a jure communi vel a jure particulari ecclesie.** In vol. I, tit. XI, num. 533 et seq., locutus sum de prævio concursu ut probetur scientia clericorum qui ad beneficia parochialia debent præfici. Præter has formalitates, quæ de jure communi existunt, ecclesie quasdam annexas habere possunt a lege foundationis vel a consuetudine legitime præscripta.

Jure particulari, quædam beneficia conferri debent fundatoris consanguineis, vel personis alicujus civitatis. Romæ, per constitutionem *Dum singularem* Leonis X, beneficia in Urbe existentia, exceptis beneficiis ecclesie S. Joannis Lateranensis, non possunt conferri nisi civibus romanis, ita ut collatio aliis facta, sine expressa citate bullæ derogatione, sit irrita. Item quædam beneficia etiam simplicia requirunt in obtinente certum gradum litterarium; in aliquibus aliis beneficiis, institui nequeunt nisi nobiles et illustres.

840. **Beneficium conferendum est persone idonee et dignæ.** Idoneitas personæ secum fert ætatem, ordinem, scientiam et morum gravitatem.

1^o *Relate ad ætatem*, ut quis promoveatur ad beneficium episcopale, requiritur annus 30 completus, ex constitutione *Eo quavis tempore* Benedicti XIV; ad beneficium parochiale, annus 25 inchoatus, ex capite *Licet*, De Electione, in 6^o; ad dignitates ecclesie cathedralis quibus subest cura animarum, annus 25 inchoatus; ad ceteras autem dignitates vel personatus quibus animarum cura nulla subest, sufficit annus 22, ex cap. 12, sess. XXIV, Conc. Tridentini. Specialis dispositio est pro canonico penitentiario, qui debet esse 40 annos natus, ex cap. 8 ejusdem sessionis. Sufficit ætas 14 annorum ut quis valeat adipisci beneficium simplex, quod curam animarum annexam non habet, ex cap. 6, sess. XXIII, Conc. Tridentini.

Collatio beneficii facta personæ non habenti ætatem requi-

sitam est ipso jure nulla, nisi dispensatio a legitima auctoritate obtenta fuerit; quae auctoritas legitima est Summi Pontificis, qui solus a dispositionibus juris communis dispensare valet. *Primum*

2^o *Relate ad ordinem*, requiritur status clericalis, cum laici sint incapaces jurium et officiorum sacerdotum. Si quaeratur quisnam ordo in specie requiratur in adeptione beneficii ecclesiastici, distinguere oportet inter beneficia simplicia et beneficia duplicia. Quoad beneficia simplicia, nihil in jure communi statutum reperitur: unde per se sufficit tonsura. Quoad beneficia majora, pro collatione beneficii episcopalis olim requirebatur ordo diaconatus; sed jure Tridentino, sess. XXII, cap. 2, De Ref., sufficit ordo subdiaconatus susceptus sex mensibus ante promotionem ad episcopatum; quoad dignitates inferiores episcopali, quae annexam eorum animarum habent, requiritur ordo presbyteratus intra annum suscipiendus. In beneficiis curatis, requiritur presbyteratus suscipiendus infra annum: unde non solum diacono aut subdiacono, sed etiam minoribus, imo simpliciter tonsurato conferri potest aliqua parochia, dummodo intra annum tonsuratus, obtentis dispensationibus super *interstitiis*, ad ordinem sacerdotalem adscribatur.

3^o *Præter aetatem et ordinem, necessaria est scientia*, illa scilicet quae requiritur ad sacerdotum ministerium beneficio annexum rite obtinendum. In specie, Patres Tridentini, sess. XXII, cap. 2, mandarunt ut ad episcopatum promoveretur qui in aliqua publica universitate doctor aut licentiatus in sacra theologia merito esset salutatus, aut publico alicujus academiae testimonio idoneus ad alios docendos ostenderetur. Idem concilium, loquens de archidiaconis, voluit ut in omnibus ecclesiis ubi fieri poterit, sint magistri in theologia, vel doctores aut licentiati in jure canonico; idem statutum est quoad canonicos penitentiariorum, in cap. 18, sess. XXIII. *Relate ad*

præbendam theologalem, hoc tantum præscribunt Patres in cap. 1, sess. V, scilicet eam esse conferendam personæ idoneæ, quæ per seipsam munus explere possit, ita ut aliter facta provisio sit nulla et invalida. In capite 12, sess. XXIV, Patres hortati sunt episcopos ut in provinciis, ubi id commode fieri possit, dignitates omnes, vel saltem dimidia pars canonicatum, in cathedralibus ecclesiis conferantur tantum doctoribus aut licentiatis in theologia aut in jure canonico. Quoad parochos, requiritur sufficiens scientia ut valeant prædicare et docere. Sebastianelli, De re beneficiis, tit. V, num. 261.

Recitat Patrum

4^o *Relate ad morum gravitatem*, oportet a) ut promovendus ad beneficium non sit criminosus, id est, non incidit publice in aliquod crimen quo beneficiatus ipso jure, vel post sententiam condemnatoriam, beneficio privetur; b) ut non laboret infamia juris vel facti, ex regula juris 87: "Infamibus non pateant portæ dignitatum"; c) ut nulla censura aut irregularitate sit innodatus. Ex Conc. Trid., sess. VII, cap. 3, beneficium ecclesiasticum debet conferri personis dignis et habilibus, et aliter facta collatio aut provisio omnino irritatur.

CAPUT IV

DE JURIBUS ET OBLIGATIONIBUS BENEFICIATORUM

Jura beneficiarum alia respiciunt officium ecclesiasticum beneficio annexum, alia fructus percipiendos ex beneficio; hæc jura sunt diversa pro diversis beneficiarum speciebus, ita ut alia sint episcoporum, alia canonicorum, alia parochorum. De eorum juribus sufficienter disseruimus in nostro primo volumine. Cf. tit. VIII, cap. 2; tit. X, cap. 3; tit. XI, cap. III. Ad eorum officia quod spectat, in citatis titulis invenire est quæ ad eorum præcipua referuntur; remanet ut disseratur de eorum obligatione expendendi superflua in pia opera.

841. **Clericus ex eo quod est Ecclesiae mancipatus non privatur jure possidendi bona, quibus constituitur ejus peculium.** Lib. III Decretalium, tit. XXV.

Peculium clericorum est quadruplex; primum dicitur *patri-
moniale*, et componitur ex illis bonis quae clerico obvenerunt
ex titulo aliquo civili, ex. gr. successionis, contractus, et indu-
striae non prohibita. Secundum peculium dicitur *quasi-patri-
moniale* seu *industriale*, quod componitur ex bonis quae
clericus sibi comparavit *non ex intuitu beneficii sui*, sed ex
labore speciali in muneribus ecclesiasticis obcundis, v. g. ex
celebratione missarum votivarum, concionibus, administra-
tione sacramentorum, etc. Dicitur *absque intuitu
beneficii*, quia sine controversia admittitur haec bona, quae
clericus non beneficiatus sibi comparat ex celebratione missa-
rum, praedicatione et aliis muneribus sacri ministerii, inter
bona industrialia esse adscribenda; sed quaeritur an jura
stolae, quae parochi obvenerunt ex benedictione nuptiarum,
administratione sacramentorum, sepulturis fidelium, sint bona
industrialia vel ecclesiastica? Ratio dubitandi est, quia
intuitu beneficii haec bona acquiruntur, ita ut si quis benefi-
cium non haberet, illa non acquireret. Duplex datur sententia
apud canonistas, et argumenta utriusque opinionis videri
possunt apud Reiffenstuel, lib. III, tit. XXV.

Tertium peculium dicitur *parsimoniale*, et coalescit ex
bonis mere ecclesiasticis ad congruam sustentationem compe-
tentibus, quae clericus, parcius ac honeste vivendo, sibi subtra-
hit. Hinc si clericus, considerato statu et conditione sua, pro
honeste sustentatione sua posset annuatim impendere 1000
scutata et impendat tantum 50), erunt 500 scutata uti bona
parsimonialia.

Quartum peculium dicitur *ecclesiasticum*, et constat illis
bonis quae intuitu alicujus beneficii, v. g. episcopatus, cano-
nicatus, parochiae, acquiruntur: tales sunt decimae, fructus
agrorum et rerum ad beneficium ipsum pertinentium.

842. Prima questio que proponitur est utrum clerici proprietatem eufusenque pecunii habeant ?

1^o Certum est clericos habere proprietatem, seu dominium bonorum patrimonialium ; relate ad hæc bona, clerici aliis civibus equiparantur, et consequenter sunt rerum suarum domini. Idem dicendum videtur de bonis quasi-patrimonialibus, quæ clericus acquirit ratione sui laboris et industrie, et absque intuitu beneficii ; sunt enim pura merces laborum.

2^o Insuper clerici habent plenum dominium etiam pecuniarum parsimonialis ; revera si potuissent ea bona in proprios usus consumere, eo ipso censentur ea sibi comparasse, ut fructus industrie.

3^o Item clerici beneficiati bonorum vere ecclesiasticorum perfectum dominium, perfectamque disponendi facultatem habent quoad illam partem quæ eorum honestæ sustentationi competit. Hoc probatur ex Cone. Trid., sess. XXIII, cap. 1, De Ref., ubi de episcopis et aliis clericis non residentibus statuitur eos, pro rata temporis absentiae, fructus suos non facere : ergo si debite resideant, præfatos fructus ecclesiasticos faciunt suos, saltem illos qui honestæ sustentationi necessarii sunt. Ratio conclusionis est, quia illa pars bonorum ecclesiasticorum, ad honestam sustentationem necessaria, est vera et propria merces, justumque stipendium clericis debitum pro officio Ecclesie præstito, cum, juxta Apostolum, qui altari servit vivere debeat de altari, et qui ad onus eligitur repelli non debeat a mercede.

Unde clerici, non tantum de bonis patrimonialibus et industrialibus, sed etiam de bonis vere ecclesiasticis ad honestam sustentationem necessariis, quæ parcius vivendo sibi reservant, possunt pro libitu disponere et de illis ditare consanguineos et eis succurrere. De dominio prædictorum bonorum auctores communiter conveniunt.

4^o Si quæretur quomodo computanda sit honesta sustentatio clerici, ut determinetur quodnam sit peculium parsimoniale,

moniale vel ecclesiasticum, dicimus quod regula certa proponi nequit. Congrua sustentatio non est eadem in singulis; ratio habenda est qualitatis beneficii, usus regionis et conditionis personae; quae sufficiunt parochi rurali, non aequè sufficiunt parochi civitatis. Melior regula est praxis clericorum timoratae conscientiae, qui in eodem dignitatis gradu vivunt. Auctor Prael. S. Sulpicii, vol. II, num. 613.

843. Questio quae agitur inter auctores est an clerici beneficiati habeant dominium bonorum superfluum ecclesiasticorum.

1^o Veteres canonistae fere omnes dixerunt horum bonorum verum dominium non esse apud clericos, quia; *a*) in pluribus locis juris traditur res Ecclesiae esse patrimonium Christi et pauperum, et pretia peccatorum; *b*) clerici dicuntur administratores et procuratores, non vero domini bonorum Ecclesiae; *c*) si clericus, ex redditibus Ecclesiae, res proprio vel alieno nomine comparaverit, res hujusmodi censentur non clerici propriae sed Ecclesiae. Ex hac sententia, sequitur quod clericus beneficiatus, qui expendit bona superflua Ecclesiae in causas profanas, tenetur ex justitia ad restitutionem, quia expendit quod suum non est. Santi, Prael. Juris Can., lib. III, tit. XXV.

2^o Huic opinioni adversatur communis canonistarum recentiorum sententia, quae tenet clericos acquirere dominium fructuum sui beneficii, non solum eorum qui sunt sustentationi necessarii, sed etiam superfluum. Hanc opinionem certam esse demonstrant ex cap. 1 sess. XXIII et ex cap. 12 sess. XXIV Concilii Tridentini, quibus in locis clerici non residentes dicuntur fructus non facere suos; ergo clerici residentes fructus faciunt suos, id est, acquirunt eorum proprietatem.

844. Quavis clericus omnium bonorum suorum proprietatem habeat, non potest libere de eis disporre. 1^o Clericus beneficiatus habet liberam dispositionem

bonorum suorum patrimonialium, industrialium et parsimonialium. Quoad bona industrialia et parsimonialia, meminerit clericus verborum S. Hieronimi ad Nepotianum, quae habent vim consilii: "Obsecro itaque te, et repetens iterum iterumque monebo ne lucra saeculi in Christi militia quaeras; nec plus habeas quam quando clericus esse coepisti; negotiatorem clericum, et ex inope divitem factum, ex ignobili gloriosum, quasi quamdam pestem fuge."

2^o Quoad bona ecclesiastica superflua, clerici tenentur ea expendere in causas pias, id est, in solamen pauperum vel in alia opera charitatis christianae; re quidem vera, in capite I sess. XXV Conc. Trid., De Ref., patres episcopis interdixerunt ne ex redditibus Ecclesiae consanguineos, familiares suos augere studeant, cum et Apostolorum canones prohibeant ne res ecclesiasticas, quae Dei sunt, consanguineis donent, sed si pauperes sint eis ut pauperibus distribuant; imo eos S. Synodus movet ut omnem humanum carnis affectum erga fratres, nepotes et propinquos depouant. Quae de episcopis dicuntur, afficiunt quoscumque alios beneficia tam saecularia quam regularia obtinentes, etiam Cardinales S. R. Ecclesiae.

3^o Haec obligatio expendendi bona superflua ecclesiastica tenet non ex iustitia, sed probabiliter ex praecepto ecclesiastico; unde si clerici bona ista ad causas profanas convertant, non peccant quidem contra iustitiam, adeoque non tenentur onere restitutionis, sed peccant contra praeceptum Ecclesiae.

4^o Haec bonorum superfluatorum erogatio debet fieri, dum adhuc in vivis est, a beneficiato, qui nequit per testamentum de eis disponere; bona ecclesiastica quae, mortuo beneficiato, adhuc supersunt, vocantur *spolia clericorum*. Antiquitus, haec bona pertinebant ad ecclesiam cui clericus fuerat adscriptus, nunc autem cedunt *Camera Spoliorum*, quae annexa est S. Congregationi de Prop. Fide.

845. **Haec obligatio expendendi bona ecclesiastica superflua in pios usus afficit parochos hujus pro-**

vinetæ. Nam ex una parte, Concilium Tridentinum utitur verbis generalissimis et prohibet quibuscumque beneficium ecclesiasticum obtinentibus quominus bona superflua erogent consanguineis ; ex altera parte, parochi nominantur ad beneficia manualia. Bona, quorum superflua in pios usus sunt impendenda, proveniunt ex decimis, supplemento, fructibus agrorum domui parochiali annexorum, censibus aliis qui parochi tribuuntur intuitu beneficii parochialis. Possunt parochi de illis bonis disponere per testamenta, ex decreto 10 septimi concilii Quebecensis.

Hæc obligatio non afficit vicarios, qui laborant in agro alieno, nec professores, qui bona non percipiunt intuitu beneficii.

Remanet ut disseratur de modis quibus beneficiatus amittit suum beneficium, scilicet per renuntiationem, translationem, depositionem, et de modis quibus beneficium alteratur aut supprimitur, scilicet per unionem, divisionem et dismembrationem ; confer que diximus in primo volumine.

TITULUS VII

DE FUNDATIONIBUS

Bona quae Ecclesiae obveniunt generatim ad cultum divinum vel ministrorum sustentationem ordinantur; quae iam vero ad solamen indigentium et miserabilium et ad bonum juventutis sunt destinata; de his erit agendum in presenti titulo *De Foundationibus*.

846. **Fundatio definitur**: Attributio boni temporalis facta instituto ecclesiastico vel regulari, sub econditione operis spiritualis praestandi, vel in perpetuum, vel ad certum tempus. Prael. Sti Sulpicii, part. III, num. 589.

1^o In titulo fundationis, definitur quenam sint, et quae spiritualia pro quibus fit talis attributio. Quando fundator missas celebrari postulavit, nullo fine speciali indicato, concludendum est, ex eo quod plerumque fieri solet, eum voluisse ut sibi applicentur, nisi gravissimae in contrarium adsint praesumptiones. Ita saepius resolutum fuit a S. C. Concilii, praesertim die 20 Maii 1832.

2^o Fundatio fieri potest per donationem inter vivos, vel per testamentum; jam vero ut valeat fundatio pia, non requiritur per se assensus gubernii saecularis, neque neesse est ut in testamentis serventur solemnitates juris civilis, sed sufficit ut de pia voluntate constet per argumenta juris naturalis. Cap. *Relatum*, De Testamentis; S. Cong. Concilii in *Arimin.*, 13 Sept. 1854; in *Hortana*, 19 Feb. 1855. Unde testamentum nullum ob defectum solemnitatum valet quoad pia legata; ratio est, quia Ecclesia est independens a potestate civili in omnibus quae suae jurisdictioni subsunt, quales sunt causae pie. Cf. Cone. Trid., sess. XXII, cap. 8, De Ref.

847. Fundatio, ut valeat, plurimum consensus requirit.

Requiritur 1^o consensus seu acceptatio administratorum Instituti, cui res sub onere donatur; fundatio est ad instar contractus, ad quem profecto utriusque contrahentis consensus requiritur. Hoc valet etiam in casu quo fundatio fiat per actus inter vivos; imo fundatio quamprimum acceptanda est, quia revocari potest a fundatore, si obeat, vel mutetur ejus voluntas.

Requiritur 2^o consensus episcopi, vel prelati regularis pro fundatione in gratiam communitatis religiose facta, ne loca ecclesiastica secularia vel regularia fundationibus graventur, quibus deinceps satisfacere non possent; praesertim ne insufficientes sint redditus, juxta morem ejusque civitatis vel provinciae, ita ut oneribus adjectis postea non respondeant. Confer decretum Urbani VIII, *Nuper a Congregatione*, et Benedictum XIV, De Synodo, lib. XIII, cap. ult., ubi laudatus pontifex meminit *a)* munus episcopi invigilandi, quanta potest cura, ut in sua dioecesi pia legita debite executioni mandentur, missae praescriptae celebrentur, eademque juxta priorum fundatorum voluntatem applicentur; *b)* jus per statutum generale declarandi fundationes non nisi sub certis conditionibus acceptandas esse, ad quas condiciones sese conformare praesumitur conditor testamenti. Lucidi, De Visitatione SS. Liminum, cap. 7, art. 3.

648. Fundationes debent adimpleri. Si agatur de fundationibus missarum, 1^o sub gravi et sub onere restitutionis, tot missae celebrari debent quot ad rationem attributae eleemosynae fuerint praescriptae ab eo qui eleemosynam tribuit. 2^o Rectores ecclesiarum eleemosynas manuales et quotidianas pro missis celebrandis non recipiant, si oneribus antea impositis per varias fundationes non satisfecerint, vel intra tempus satis modicum satisfacere non valeant, nisi tribuens eleemosynam pro longiori tempore consentiat. 3^o Rectores

conficiant et semper retineant in loco patenti tabellam onerum perpetuorum et temporalium: unde duo constituentur libri, in quorum altero singula onera perpetua, in altero missæ manuales referantur una cum nomine et subscriptione eorum qui celebrarunt. 4^o Pecunia, seu bona mobilia ecclesiis tam secularibus quam regularibus data cum onere perpetuo missas celebrandi, ab his ad quos pertinet quamprimum investiantur in bonis immobilibus fructiferis, uti sunt prædia rusticana, sive immobilia urbana. Quod si stabilia bona non reperiuntur, vel si civilis magistratus bona data ecclesiis aliter investire non patitur nisi in emptione censuum publicorum (rentes de l'Etat), ad hoc medium recurrendum est, ne bona pereant. Cf. decretum *Nuper a Congregatione*.

849. Fundatio cessare potest totaliter vel partialiter.

1^o Cessat *totaliter*, si fundus pereat, aut redditus ad executionem piorum operum destinati amittantur, nisi ex causa culpabili amissio juris temporalis eveniat. Non cessat *præscriptione sola*, si in perpetuum facta sit fundatio, licet per diuturnum tempus neglecta fuerit oneris adimpletio. Jure naturæ non currit prescriptio contra non valentem agere. S. Cong. Concilii, 20 Dec. 1879.

2^o *Partialiter* cessat per diminutionem onerum, seu reductionem, quæ non nisi a Sede Apostolica fieri potest justa de causa, quæ causa solet esse decrementum reddituum qui fuerant pro onerum implemento assignati, vel augmentum eleemosynæ pro missa. Benedictus XIV, De Synodo, lib. XIII, num. 12; Conc. Trid., sess. XXV, cap. 4.

Dicitur *non nisi a Sede Apostolica*, quia Urbanus VIII, decreto citato *Nuper a Congregatione*, reductionem missarum Sanctæ Sedi reservavit. Nulla igitur episcopis hodie relicta est facultas missas reducendi, excepto casu quo testator ipse hanc facultatem tribuisse dignoscatur. Episcopis

remanet potestas *declarativa*, qua *declarare* valent validitatem facti unde oritur fundatio. Benedictus XIV, De Syn., lib. XIII, num. 9.

Imo quando legata pia nullo modo possunt applicari ad usum a testatore intentum, ne eaducti sint, episcopi possunt, ex epikeia, interpretari voluntatem testatoris et ea in alium usum applicare, ut tenet S. Alphonsus, lib. III, num. 931. apud Bargilliat, vol. II, num. 1381.

850. Condonatio seu absolutio a praeiudicis omissionibus Summo Pontifici reservatur. Dicitur condonatio seu absolutio illa relictio quae ad praeteritum tempus refertur, subindicans omissam sacerorum celebrationem. Fit autem condonatio ex *rationabili causa*, ita ut si quis, ex malitiosa vel irrationabili spe absolutionis consequendae, missarum celebrationem omittere praesumpserit, hinc gratia *nulimode suffragetur*. Hinc S. Congregatio Concilii indulget condonationi, si absque legatarii culpa, omissa sint sacra, nec ceteroquin supersit tantus redditus ut omissionibus praeteritis suppleri valeat. S. Cong. Cone., 27 Apr. 1805, apud Lucidi, lib. III, cap. 7, num. 86.

Causa legitima absolutionis est paupertas, praesertim si de fundatorum consanguineis agitur, quia tunc praesumitur testatores haud voluisse consanguineos oneribus obstringere quibus impares essent. Lucidi, loco citato, n. 90. Neque ad hoc expectanda est paupertas extrema aut absolute gravis; sed sufficit relative gravis paupertas, qua laborat is cuius bona minime sufficiunt conditioni qua natus est, aut dignitati qua ornatur. In concedenda absolutione, S. Congregatio imponit pro salutari poenitentia certum missarum numerum. Bargilliat, vol. II, num. 1377.

851. Aliquando fundatio, ne ex omni parte corruat, indiget commutatione. Huiusmodi commutatio voluntatis testatoris S. Sedi reservatur; revera haec commu-

tatio fieri nequit nisi vi alti dominii bonorum omnium ecclesiasticorum, quo sola potestas suprema pollere dignoscitur. Commutationes ultimarum voluntatum non nisi ex justa et necessaria causa fieri debent; Trid., se-s. XXII, cap. 6, De Reformatione. Cum enim defunctorum voluntates sanete sint servandae, Summus Pontifex non solet conditionibus in fundatione adjectis derogare, nisi adsint legitima causa, praesertim si agatur de jure tertii. Cf. Benedictus XIV, De Synodo, lib. XIII; Lucidi, De Visitatione SS. Liminum, cap. 7, qui hanc materiam evolunt.

Judicia sunt extra tractatum "de rebus" et finis in
eis sunt et res et personae, et a finis ob horum
momentum in reantur specialium tractatum

Sec. habet jus iudicandi: 1. ex eo quod J. C. dicit
in hoc jure, dicitur Petro: "Quidquid ligaveris super
terram erit ligatum et in caelis, etc"; 2. ex jure
ecc. principaliter;

3. Ex traditione episcoporum DE JUDICIIS
4. " ex eo quod ecc. est societas perfecta —

Ecclesia Christi, quae est societas perfecta in ordine suo, et
quae charitatis non minus quam justitiae normis regitur, habet
publicum tribunal quo leges constitutae applicentur contro-
versis. Ut sarta tectaue sint jura Christi fidelium, tam
clericorum quam laicorum, et ut consulatur honori et securi-
tati personarum, Ecclesia habere debet normas certas et ratio-
nabiles, quibus controversiae cognoscantur et definiantur.
Complexus harum regularum quibus judicia inter fideles in
foro externo Ecclesiae reguntur, appellari potest ordo judi-
ciarius.

Judicium tria
Competit: 1. materi-
ria processus;
2. discussio causae;
3. sententia iudicis.

852. **Judicium** definitur: "Legitima controversia
quae est inter ^{actorem} et reum apud ^{confessionem} ~~judicem~~ disceptatio et
definitio." Cf. Santi, De Judiciis, lib. II, num. 2.

Dicitur 1^o legitima, quia cognitio controversiae debet pro-
cedere juxta leges; nam judicia fuerunt instituta ne jura
individuum privata auctoritate et arbitrio vindicarentur et
protegerentur.

Dicitur 2^o inter actorem et reum apud ^{confessionem} ~~judicem~~, quia tres
personae principaliter constituunt judicium: actor, qui invo-
cat protectionem potestatis publicae et petit aliquid; reus, a
quo quid petitur et qui apud tribunal convenitur; *judex*,
apud quem defertur controversia.

853. **Ex data notione, sequitur judicium differre a
questione, a causa, a lite, ab instantia.**

1^o *Questio* est ipsa res vel jus controversum quod nondum
in judicium deductum est, sed deduci potest. Hinc alia est
questio juris, alia questio facti. Est questio facti, si quaer-
ratur de ipsa existentia facti aut de ejus circumstantiis; est

quæ. de juris, si quæritur an, aut quomodo eadat sub lege facti in aliquid.

2^o *Causa* est ipsa quæstio deducta in iudicium.

3^o *Lis* est ipsa controversia vel contentio partium post contestationem iudicalem: hinc lis dicitur pendere coram iudice.

4^o *Instantia* est agitatio controversiæ a litis contestatione usque ad sententiam definitivam, seu est jus prosequendi inceptum iudicium coram eodem iudice, cujus competens iurisdictio per litis contestationem agnita est a partibus litigantibus. Cf. Santi, lib. II, tit. I.

854. **Varie sunt divisiones iudicii ecclesiastici ratione finis, materiæ et formæ.**

1^o *Ratione finis*, iudicium *civile* appellatur, quando actor, deducens causam in iudicium, non prosequitur vindictam, sed suum aut alterius commodum: erit *criminale*, quando principaliter intenditur delictum puniendum, propter ipsius societatis bonum; erit *mixtum*, quando commodum privatum et vindicta publica simul intenduntur, seu quando actor simul expostulat et pœnam rei et damni reparationem.

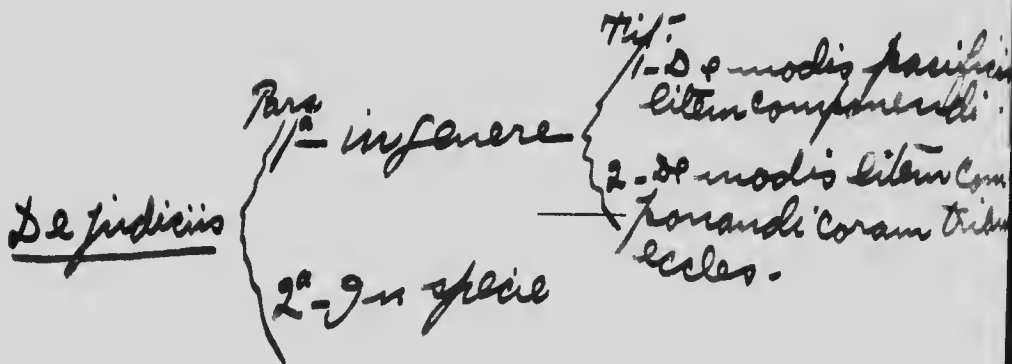
2^o *Ratione materiæ*, iudicium est *petitorium* vel *possessorium*, prout litigatur de ipsa rei proprietate, aut de sola ejus possessione adipiscenda, retinenda vel recuperanda. Erit *temporale*, quando versatur circa rem profanam, puta si duo clerici coram iudice ecclesiastico de aliqua re temporali litigant; erit *spirituale*, quando versatur circa materiam spiritualem, vel *ab intrinseco*, ut sacramenta, vel *ab extrinseco* ex spiritali deputatione, ut beneficia.

3^o *Ratione formæ*, iudicium dicitur *ordinarium* seu *solemne*, in quo servantur omnes solemnitates, sive *substantiales*, sive *accidentales*; dicitur *extraordinarium* seu *summarium*, in quo breviori forma proceditur. Bargilliat, vol. II, num. 1414.

In præsentî Ecclesiæ conditione, auctoritas ecclesiastica

fere ubique impeditur quominus explicet suam externam actionem super materias et personas ecclesiasticas, et formam solemnem judiciorum adhibeat: hinc S. Congregatio Episcoporum et Regularium, 11 Junii 1880, dedit modum procedendi oeconomico in causis disciplinariis et criminalibus clericorum. Hic modus procedendi summarie servandus est in omnibus curiis episcopalibus in quibus formae solennes libere et efficaciter usurpari non possunt; unde modus in constitutione 11 Junii 1880 descriptus, attentata praxi hodierna, est *modus ordinarius*, dum modus sollemnis evasit *modus extraordinarius* procedendi. Péries, La Procédure Canonique. pag. 11.

Tota materia distribuitur in tribus partibus: in prima parte, referuntur quaedam elementa communia omnibus judiciis ecclesiasticis; in secunda parte, indicatur tela judiciaria qua proceditur in causis disciplinariis aut criminalibus; in tertia parte, exponitur modus procedendi in causis civilibus.



PARS PRIMA

DE JUDICIIS IN GENERE

Exorta aliqua controversia in societate, partes quarum interest primo videre debent an questio possit inter ipsas componi quin recursus ad auctoritatem publicam habeatur; quatenus res litigiosa non valet per amicabilem compositionem dirimi, partes adeunt judicem, officium ejus et aliorum qui sive judicem, sive partes ipsas adjuvant, implorant; non quilibet judex est adeundus, sed qui probatur competens; tandem partes litigantes plura habent argumenta quibus probare nituntur suum jus. Hæ sunt questiones generales quas juvat exponere, antequam evolvatur ordo judicialis quo proceditur in multis processibus qui agitari possunt in foro ecclesiastico.

TITULUS I

DE MODIS PACIFICIS LITEM COMPONENTI

Lites quæ in societate excitantur duplici via dirimuntur, nempe privata vel publica auctoritate. Privata auctoritate lites dirimuntur 1^o quando partes de quodam negotio contententes inter se amice propria jura conciliant, et compensant; 2^o quando partes conveniunt de remittenda controversiæ solutione arbitrio viri prudentis, qui pro bono et æquo litem componat. In primo casu, habetur *transactio*; in secundo, *arbitrium*. Publica auctoritate lites dirimuntur per ministerium judicis.

Cum in societate expediat perpaucas esse lites et breviori ratione definiri, jus positivum favet pacificis compositionibus. Jus canonicum, memor verborum S. Pauli in epistola 1^a ad Corinthios, cap. 6, vehementer inculcat fidelibus ut a litibus, quo magis fieri potest, se abstineant et ad controversias dirimendas eligant sapientiores inter se quasi arbitros.

Jamvero controversia pacifice componitur per transactionem et per arbitrium, de quibus erit disserendum in sequentibus capitibus.

CAPUT I

DE TRANSACTIONIBUS

*transactio. species
et finis et effectus*

Generalis 855. **Transactio definitur:** Rei dubiæ et litis incertæ nec finite *conventio* et non gratuita decisio.

*Realis terminans
transactio facti
vel juris inter* Dicitur 1^o *rei dubiæ*, quia transigi nequit de re certa; unde qui certo sciens rem aliquam sibi non spectare transigit, tenetur etiam in foro externo ad onus restitutionis.

de his personis Dicitur 2^o *litis incertæ et non finite*, quia, hte finita per sententiam definitivam judicis, quæ transiit in rem judicatam, transigi amplius non potest.

Dicitur 3^o *conventa*, quia transactio ex partium conventionem procedit et enumeratur inter contractus innominatos bilaterales quibus aliquid datur vel remittitur, ut alia pars vicissim aliquid det vel remittat, ad quæstionem finiendam.

Dicitur 4^o *non gratuita decisio*, quia in transactione aliquid debet dari vel promitti ex utraque parte, secus non esset transactio, sed donatio vel cessio. Santi, in tit. XXXVI, De Transactionibus, lib. I.

856. **Transactio dividitur in realem et personalem.**

Realis illa dicitur quæ afficit rem absolute et transit ad heredes vel successores, dum transactio *personalis* non egre-

ditur personam transigentis. Hinc si transactio celebretur cum debitis solemnitatibus, idest cum auctoritate superioris, obligat ecclesiam et successores; quod si solemnitates non fuerint servatæ, transactio obligare potest transigentem quoad ecclesiam possidebit, quia rector ecclesiæ potest de juribus suæ ecclesiæ transigere in sui præjudicium. Ex cap. 8, tit. XXXVI, lib. I Decretalium.

857. **Transigere possunt et omnes et soli qui rerum de quibus agitur plenam et liberam administrationem habent.** Ratio est, quia transactio æquivalet alienationi; hinc minores, pupilli sine consensu tutoris vel curatoris transigere nequeunt; nec administratores rerum ecclesiasticarum sine auctoritate superioris. Ad tenorem constitutionis *Ambitiose*, quando agitur de rebus pretiosis aut rebus magni valoris, requiritur beneplacitum apostolicum. Cf. vol. I, num. 396.

858. **Relate ad objectum transactionis,** generatim loquendo de omnibus rebus dubiis et litibus incertis transigi potest, exceptis iis quæ ex jure prohibentur.

1^o Hinc transactio est nulla, si juri naturali vel positivo divino vulnus inferat; pariter inter privatas personas transigi nequit de eis quæ sunt publici juris, quia pacto privatorum publico juri non derogatur. Unde clericus per transactionem non potest sibi constituere judicem laicum, quia privilegium fori fuit toti collegio ecclesiastico indultum. Santi, loco citato, num. 8.

2^o In specie, prohibetur transactio super matrimonio, si per eam fiat aliquid ad illud dissolvendum. Dicitur *de matrimonio*, quia indissolubile est sive ratum sit, sive ratum et consummatum. Quoad sponsalia, de eis transigi potest, quia sunt contractus qui dissolvuntur mutuo partium consensu. Dicitur *ad illud dissolvendum*, quia, salvo vinculi jure, transigi potest de aliis juribus quæ vinculum sequuntur, puta de cohabitatione, de dote, de patrimonio communi.

transigere
satis
procuratorum

gelli possunt
transigere
qui possunt
contrahere

transigere
part
dicti -

3^o Item prohibetur transactio super rebus et juribus spiritualibus eum rebus temporalibus, ob periculum simoniae.

4^o Quærent auctores utrum fieri possit transactio circa crimina. Non agitur de effectibus civilibus, id est, de damnis illatis ex crimine. "Nemo enim denegabit, ait Santi, fieri de hisce posse transactionem inter ledentem vel ejus familiam et læsum vel, eo deficiente, ejus familiam. Hæc enim questio merito æquiparatur reliquis causis civilibus, in quibus transactio prohibita non est. Loquimur de actione ipsa criminali, utrum nempe concessum sit per transactionem aliquid pretio æstimabile concedere alieni ut desistat ab actione promovenda. Jus civile concedit id fieri posse, eum agitur de crimine capitali; quia licet cuique sanguinem suum quoquomodo redimere, non licet autem in aliis inferioribus criminibus, ne scilicet facile impunita remaneant. Canonistæ dissentiunt; verum spernenda non est opinio eorum qui juri civili adhærent..... Ecclesia mater benigna est, quæque magis rigida non est potestate civili, nec positive reprobavit lex ecclesiastica dispositionem juris Cæsaris. Restrictio facienda esse videtur quoad materiam in qua urget obligatio denunciandi delinquentes: transactio secum ferret infractionem legis ecclesiasticæ."

859. Potissimus effectus transactionis est imponere finem liti motæ vel movendæ. Quare per eam tolluntur omnes actiones, obligationes, instrumenta et jura in contrarium militantia, quia, ex capite 1, tit. XXXVI, lib. I, novissima pacta tollunt priora. Revera objectum hujus contractus est rem dubiam definire modo pacifico, potiusquam juridica contentione; ergo partes recurrentes ad hunc modum controversiam solvendi implicite renuntiant juri prosequendi in posterum via judiciali.

Transactio habet favorem juris, quia lites avertere est maximum bonum; unde iudex de ejus valore agens eam confirmare debet. Sed hic favor transactionis non ita debet

intelligi quod in transactione interpretanda fiat extensio de re ad rem, de persona ad personam, nam, ut ait D'Annibale : "Transactio strictissimam interpretationem recipit." Re quidem vera, transactio implicat renunciationem liti, sen facultati probandi jura sua in judicio ; atqui praesumitur quisque suis juribus renunciasset quam minime. Lega, De Judiciis Ecclesiasticis, pars I, num 12.

860. Transactio pluribus modis cessat :

- 1° Per mutuum consensum, quia, ex regula juris 1^a: "Omnis res per quaecumque causas nascitur, potest dissolvi."
- 2° Rescinditur si fuerit dolo aut fraude inita transactio, aut gravi metu extorta.
- 3° Rescinditur si appareat fuisse initam ex falsa causa et falsis documentis ab altera parte bona fide propositis.

CAPUT II

DE ARBITRIIS

dey - species, reflectus

Alius modus dirimendi lites privata auctoritate est compromissum per arbitros.

861. Arbitrium definitur: "Conventio qua controversia judicio vel arbitrio boni viri definienda permittitur ex partium consensu."

Hinc compromissum per arbitros differt a transactione : in transactione, partes inter se propria jura litigiosa compensant ; dum in compromisso per arbitrum, res tertiae personae demandatur. Sententia arbitraris vocatur *laudem*. = *fiducium*.

862. Arbitrarius stricto sensu sumptus definitur: "Persona idonea, sive ex legis dispositione, sive ex conventionione partium electa, ut circa exortam controversiam suum judicium proferat, cui partes stare debent." Santi, tit. XLIII, lib. I.

1^o Ex ipsa definitione, patet arbitrum ex legis præscripto vel ex partium conventionem eligi: unde arbitri sunt *juris* vel *compromissarii*. Qui ex legis præscripto eliguntur, dicuntur *arbitri juris*; qui ex partium conventionem, *arbitri compromissarii*.

2^o Plura sunt discrimina inter arbitros juris et arbitros compromissarios: a) Arbitri juris deputantur a publica auctoritate et vocantur *necessarii*, dum compromissarii libere a partibus constituuntur et dicuntur *liberi*.

b) Arbitri juris habent a potestate publica jurisdictionem qua possunt citare partes, testes examinare et alia facere, modica adhibita coercitione, quæ ad causæ definitionem forte sit necessaria. Arbitri compromissarii a compromittentibus recipiunt facultatem eorum causam cognoscendi, eamque definiendi: quare partes et testes ad comparandum invitant, sed compellere non possunt.

c) A sententia arbitri juris potest appellari ad tribunal judicum ordinariorum, quia arbitri juris sunt veri iudices sed ad aliquam causam constituti. Appellatio autem non conceditur ab arbitris compromissariis, sed sententia arbitralis constituit jus irrevocabile.

d) Arbitri juris debent procedere servato juris ordine, non secus ac alii iudices; arbitri compromissarii servare debent modum procedendi sibi in mandato compromissi constitutum. Si vero nullus indicetur modus, præsumitur partes velle ut arbitri procedant juris ordine servato, nempe juxta formam judicalem communem. M. Lega, De Judiciis Ecclesiasticis, pars I, num. 19.

863. **Quinam possunt in arbitros compromittere?** Distinguendum est inter arbitros juris et arbitros compromissarios.

1^o Arbitri juris deputantur a iudice in quibusdam casibus a jure determinatis, quorum potiores sunt a) quando in iudicem movetur exceptio suspicionis, b) quando quæstio oritur

v. g. si *est compromissarius iudicis.*

inter episcopum et clericum, ne episcopus sit iudex in causa propria.

2^o Omnes et illi soli qui habent liberam rerum suarum administrationem, et consequenter valent transigere et alienare, possunt sibi constituere arbitros compromissarios.

3^o Prohibetur aliquando compromissum ob gravitatem rei. Potiores causæ sunt causæ matrimoniales, in quibus agitur de valore conjugii, causæ beneficiales, ne sine canonica institutione via aperiatur ad beneficia.

864. **Quinam possunt assumi ut arbitri?** Respondemus omnes qui idonei sunt ad negotium aestimandum et ad causam cognoscendam, eligi posse ad officium arbitri, nisi expresse a lege vel a canone prohibeantur.

Plures a jure repelluntur, v. g. minores, excommunicati vitandi, mulieres, nisi sint personæ ægregiæ in potestate constitutæ, ex capite 4, tit. XLIII, lib. I, religiosi sine assensu superioris.

Laicus, *regulariter*, in causis spiritualibus assumi nequit. Dicimus *regulariter*, quia si agatur de arbitris juris qui jurisdictionem habent, laici in illis causis arbitri esse non possunt, quia sunt incapaces jurisdictionis ecclesiasticæ; si vero agatur de arbitris compromissariis, qui nullam exercent jurisdictionem, non prohibetur a jure quominus sint arbitri, quando ipsis clericus adjungitur quasi assessor vel consultor. In causis mere temporalibus, veluti in causis circa bona clericorum, eligi possunt laici, etiam nullo adjuncto clerico, quia presumuntur in hujusmodi causis peritiores esse ipsis clericis. Schmalzgrueber, in tit. XLIII, lib. I, num. 13, 14.

865. **Potest compromitti in unum, duos aut plures arbitros.**

1^o Si in plures compromissum sit, standum est sententiæ in quam major illorum pars convenerit, ex capite 1, De Arbitris, in 6^o; nisi compromissum sit ea lege ut omnes concordare debeant.

2^o Si unus ex arbitris constitutis invitatus ad sententiam proferendam, nullo obstante legitimo impedimento, nolit adesse, valet aliorum arbitratorum sententia, nisi expresse in compromisso cautum sit omnes interesse debere ad arbitrii validitatem.

3^o Quod si nec omnes, nec major pars conveniat, quaestio non est definita, sed arbitri functi sunt munere suo et eorum cessat officium. Si vero quaestio esset de summa pecuniae, e. g. 50 nummorum, et unus ex tribus arbitris iudicium ferret pro integris 50, alter pro 25, tertius pro 20, valeret arbitrium, et sustineretur sententia tertii: nam omnes certe conveniunt solvendo esse nummos 20.

866. Arbitri tantum possunt quantum ipsis demandatur.

1^o Arbitris juris certa demandatur causa simul eum potestate ad illam dirimendam: hinc jurisdictionem habent circa causam principalem et causas principali adnexas.

2^o Arbitris compromissariis tanta inest potestas quanta in compromisso exprimitur; quare illam causam tantum videre possunt in mandato expressam, non ceteras nisi necessario et intrinsece connexas. Lega, loco citato, num. 27,

3^o Quaerunt auctores quenam species jurisdictionis demandetur arbitris. Arbitri compromissarii certe pollent auctoritate privata ex conventionem partium repetenda, quae dici nequit jurisdictio sive ordinaria, sive delegata; arbitri juris, eum ex certa juris dispositione deputentur pro easu speciali, non ordinaria sed delegata pollent jurisdictione. Reiffenstuel, in tit. XLIII, lib. I Decretalium, num. 18.

867. Arbitri habent plura officia:

1^o Debent procedere secundum tenorem sui mandati. Unde nequeunt de una ad aliam causam transire; possunt arbitri decernere de iis quae necessario et intrinsece connectuntur eum causa principali.

2^o Officium semel susceptum, etsi libere susceptum si

agatur de arbitris compromissariis, ad suum finem per sententiam perducere debent arbitri; quod si temere recensent, iudiciali auctoritate compelli possunt. Neque alteri officium suum committere possunt, nisi hanc potestatem a partibus acceperint.

3^o Sententiam debent pronuntiare intra tempus de quo conventum est. Si tempus in compromisso definitum non sit, eam proferant quo citius fieri potest, et ad hoc, una parte cogente, a iudice cogi possunt. Item arbitri procedere debent die non feriato, et in loco de quo actum est in compromisso. Si locus determinatus non fuerit, praesumitur is locus electus in quo compromissum initum fuit. Tandem sententia in scriptis proferatur et publicetur, praesentibus partibus.

4^o Arbitrator sive necessarius, sive voluntarius, pronuntiatum arbitrio, functus est officio suo; hinc sententiam neque exsequi ipse potest, neque mutare, neque corrigere; ejus executio aut correctio (quando haec fieri potest) relinquenda est iudici ordinario, nimirum illi qui aliunde competens fuisset in negotium compromissi. M. Lega, loco citato, num, 29.

868. De effectibus arbitrii. 1^o Sententia arbitrorum juris aequiparatur sententiae a iudice ordinario prolatae; unde partes ab ea appellare possunt. E contra, a sententia arbitrorum compromissariorum non appellatur: "A iudicibus quos communis consensus elegerit non liceat provocare," ex capite 38, Caus. II, Q. VI, in Decreto Gratiani.

2^o In majorem firmitatem compromissi, compromitti potest eum appositione poenae. Si in arbitros compromittatur eum appositione poenae, obligatio intelligitur *disjunctive*, scilicet standi laudo, vel spreto laudo, luendae poenae; nisi compromittentes contrarium expriment, scilicet ut firma remaneat sententia arbitralis etiam post poenae lutionem.

Quando *simpliciter* compromittitur, id est, absque appositione poenae, compromittentes *regulariter* obligantur stare

sententiæ arbitrari, sive æqua, sive minus æqua sit. Dicitur *regulariter*, quia adsunt causæ eximentes a laudum obligatione. Partes habent decem dies ad deliberandum an stare debeant sententiæ arbitrorum juris; elapsis decem diebus, partes, si laudum explicite aut tacite non rejiciant, præsumuntur illud recipere. Laudum receptum dicitur *homologatum*. Quod si una pars nolit exsequi laudum, ab altera cogi potest, invocato brachio sænclari.

869. Dantur plura remedia contra injustum laudum. 1^o Si sermo sit de arbitris necessariis, qui arbitri juris dicuntur, parti læsæ præsto est remedium appellationis; si sermo sit de laudo edito ab arbitris compromissariis, distinguendum est utrum fuerit homologatum vel non. Si non fuerit homologatum et contineat evidentem iniquitatem, pars læsa poterit implorare officium judicis ut injustum laudum arbitrio boni viri corrigatur et ad æquitatem reducat; porro judex erit ille qui debuisset videre de causa, si partes non compromississent in arbitros.

Quod si laudum fuerit homologatum, tunc nec appellatio competit, nec reductio facienda arbitrio boni viri; sed si iniquitas laudi notoria et manifesta sit, parti læsæ datur exceptio ex capite falsitatis, fraudis, doli. Santi, in tit. XLIII.

Ad legendum. **870. Potestas arbitrorum cessat pluribus modis:**

1^o Pronunciatione laudi in causa principali ipsis commissa, ita ut nequeant arbitri iterum causam videre, et corrigere propriam sententiam; diximus *in causa principali*, quia in sententia interlocutoria, possunt arbitri sententiam mutare et corrigere.

2^o Mutuo consensu compromittentium.

3^o Morte arbitri vel unius ex pluribus arbitris, nisi adjuncta fuerit clausula in compromisso ut si non omnes possint, saltem aliqui negotium videant.

4^o Morte alterutrinus ex compromittentibus. Compromissum in genere non obligat hæredes; censetur factum a com-

promittentibus ob amicitiam, vel saltem fiduciam quam habent erga personas arbitrorum. Potest etiam hæredes obligare, si id expresse eaverint compromittentes; quo in casu, non expirat compromissum per mortem alterutrius compromittentis.

5^o Expirat lapsu temporis præfiniti in compromisso.

6^o Reensatione suspecti arbitri ob inimicitiam vel ob aliam justam causam, v. g. si ob ingravescentem morbum arbiter, vel incapax omnino efficiatur ad laudum proferendum, vel diu differre debeat pronunciationem laudi, cum præjudicio alterutrius compromittentium. Cf. Santi, loco citato, et Lega, Praelectiones, pars I, num. 34.

TITULUS II

DE PERSONIS AD JUDICIUM CONCURRENTIBUS

Personae quae concurrunt in iudicio, aliae sunt principales, quae necessario intervenire debent, ut iudex, actor et reus; aliae sunt secundariae, quae scilicet interveniunt ad adjuvandum iudicem, actorem aut reum.

Judex est persona auctoritate publica constituta ad controversias juxta legem cognoscendas et definiendas.

CAPUT I

DE JUDICE

def. Species

*De Pontificis
authenticis
juris. v. c.*

871. Judex definitur: Persona quae jurisdictioni praest, ac populo, juxta legis praescriptum locique consuetudinem, jus dicit. Ex cap. *Forus*, 10, De Verborum Significatione.

Hinc iudex differt 1^o a iudice ecclesiastico in foro mere interno seu *penitentiali*; 2^o a iudice *laico*, qui gaudet jurisdictione mere saeculari ad causas temporales; 3^o ab *arbitris*, praesertim *compromissariis*, qui, a partibus constituti, potestate privata potiuntur.

872. Iudices ecclesiastici in varias species distinguuntur:

1^o Ratione originis, iudices sunt *ex jure divino*, vel *ex jure ecclesiastico*. Supremus iudex in Ecclesia ab ipso Christo institutus est Romanus Pontifex; ideoque ad Papam pertinet omnes et omnia in Ecclesia potestate ordinaria judicare; ad eum appellari potest ex toto orbe, sed a sententiis ejus nequit appellari, siquidem iudicium ejus omnes causas definit et terminat.

Item episcopi jure divino sunt iudices; quatenus consi-

derantur collegialiter cum Pontifice Supremo, constituunt Ecclesiam, cui dictum est: "Quaecumque alligaveritis super terram, erunt ligata et in cælo; et quaecumque solveritis super terram, erunt soluta et in cælo." Matth. cap. XVIII, v. 18. Queritur inter auctores an episcopus auctoritatem, qua utitur ad regendam suam diocesim, habeat immediate a Christo vel a Summo Pontifice; quæstio adhuc agitur, ut videri potest apud Cavagnis, Institutiones Juris Publici, lib. II, pag. 454.

Alii judices inferiores, citra controversiam, sunt juris ecclesiastici.

2^o Ratione tituli, judices distinguuntur in ordinarios et delegatos. Ordinarii dicuntur ii omnes qui potestatem judicandi habent numeri suo annexam; delegati, qui eam accipiunt a lege, vel ex speciali mandato principis aut alterius ordinarii facultatem delegandi habentis. Cf. vol. I, tit. II, num. 147.

3^o Ratione numeri, vel unus tantum constituitur judex ad causam cognoscendam, vel sunt plures; si plures instituantur, modo agere possunt *in solidum*, modo *collegialiter*.

4^o Ratione appellationis, judex dicitur *a quo*, a cujus sententia appellatur; dicitur *ad quem*, id est, ad cujus tribunal appellatur.

873. Judex, ut valide judicet, ad plura debet attendere:

1^o Oportet ut judex sit competens, id est, materia judicii ejus jurisdictioni subdatur, juxta eaput *Ea qua*, 26, De Regulis Juris, in 6^o, ubi dicitur: "Ea quæ fiunt a judice, si ad ejus non spectant officium, viribus non subsistunt." Hinc nec judex ecclesiasticus causam mere politicam et civilem, nec judex sæcularis causam ecclesiasticam cognoscere et judicare potest.

Papa, jure divino, est competens pro omnibus causis in universo orbe. Alii judices ecclesiastici Papa inferiores sunt tantum competentes in territorio suæ jurisdictionis, non in

*Auctoritas
judicis -*

omnibus causis, quia quædam Summo Pontifici reservantur, vel tanquam majores, vel alia ratione. Item quædam causæ episcopo reservantur, in quibus vicarius generalis ex officio suo non est competens: hinc judices qui in hujusmodi causis, pro quibus competentia carent, judicant, injuste et invalide pronuntiant.

2^o Nemo potest esse judex in causa ejus fuit advocatus, ex cap. *Nullus unquam*, 1, Causa 4, Quæst. 4, "quia præsumi nequit pronuntiaturus aut suasurus contra ea quæ tanquam justa olim habuit." Schmalzgrueber, De Judiciis, n. 17. Hæc regula videtur esse juris naturalis, unde nequit violari. Item valide pronuntiare nequit judex, qui similem causam, tanquam actor vel reus, habet. Ratio est, quia merito præsumitur judicem in causa suæ cognitioni commissa ita judicaturum esse, sicut ab aliis judicari vellet in causa sua consimili; et quod tanquam pars litigans æquum et justum existimat in sua, id æquum et justum judicabit in aliena causa, ne sibi contradicere videatur. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 125.

Judicio
Judicis

3^o Nemo regulariter potest esse judex in causa propria; in hoc casu, multo major est suspicio affectionis erga causam, et inde majus periculum injustæ sententiæ. Attamen huic regulæ quædam exceptiones apponuntur:

a) Judex supremus superiorem non habens, uti est Papa, vel Rex, in causa propria judex esse potest, ex cap. *Cum venissent*, 12, De Judiciis, ubi cognitio quæstionis circa privilegia Sedis Apostolicæ judicibus Summo Pontifici inferioribus denegatur.

Hoc videtur exigere plenitudo potestatis, ob quam cogi non potest princeps supremus ut alterius judicio se subiciat. Attamen conformius est juri naturali quod judices supremi controversias inter se et subditos decidendas committant arbitris, vel judices ordinarios aut delegatos constituent, qui

jus inter ipsos et subditos dicant. Maupied, Jus Canonicum, vol. II, pag. 723.

b) Episcopus, vel alius similis prælatus, potest judicare in causa suæ ecclesiæ. Attamen distinguendum est an causa directe et principaliter spectet ad ipsam ecclesiam et dignitatem episcopalem, vel an ad personam ipsius episcopi aut similis prælati. In primo casu, potest episcopus esse judex; notant tamen doctores eum posse, in hoc casu, recusari a partibus tanquam suspectum, ob singularem affectum erga suam ecclesiam. In secundo casu, prælatus non potest esse judex, quia ad judicii substantiam requiruntur tres personæ: judex, actor et reus; atqui casu quo prælatus de causa controversa inter se et subditum suum cognosceret, præter ipsum et litigantem subditum nemo interveniret.

c) Si in dubium vocetur judicis competentia circa causam ad ipsius tribunal delatam, judex ipse poterit pronuntiare an ad eam causam sese extendat sua jurisdictio, juxta legem romanam: "Prætoris est aestimare an sua sit jurisdictio."

Ratio est, quia hujusmodi causa, licet propriæ similis sit, revera tamen non est propria, cum competentia onus potiusquam utilitatem judici conferat. Atvero judex nequit judicare de sua competentia, 1º quando objicitur defectus afficiens personam, v. g. quod sit excommunicatus, infamis, jurisdictionis incapax; 2º quando recusatur ut suspectus, nisi exceptio suspicionis sit frivola; 3º si judex ex causæ cognitione notabile emolumentum sit percepturus.

Judex, aliunde competens, non potest judicare quando recusatur tanquam suspectus, nisi suspicio sit frivola; ad ipsum vero pertinet judicare utrum frivola sit necne. Schmalzgrueber, De Judiciis, num. 19.

'874. **Ut Heite Judicet, judex plura debet servare.**

1. Oportet ut habeat scientiam requisitam. Hinc judex, carens debita scientia et ex ignorantia culpabili judicans, peccat mortaliter et tenetur ad restitutionem totius damni

parti læsæ illati. Lugo, Theol. Moralis, tom. II, disp. 37, num. 1. Judex agnoscens errorem suum, quamvis sine gravi culpa commissum in præjudicium litigantis, tenetur, si potest citra propriam infamiam, damnum impedire, monendo v. g. occulte partem læsam ut appellatione vel alio simili remedio sibi consulat. Lugo, loco citato.

Judex carens necessaria scientia ad suum officium rite obeundum non potest absolvi, quin renuntiet officio, vel firme proponat renuntiare; ratio est, quia nemo potest retinere officium cujus munia obire non potest nisi cum damno vel periculo damni proximi.

In primo volumine, num. 149, exposuimus quid statuerit Sancta Sedes circa scientiam delegati apostolici.

2^o Judex debet ^{amplius et} quamprimum causas definire; Conc. Trid., sess. XXIV, cap. 20. Hinc judex peccat graviter differendo notabiliter sine causa expeditionem causarum, et tenetur reparare damnum parti læsæ illatum. In Conc. Trid., loco citato, judici datur biennium a die motæ litis ad controversiam solvendam; eo temporis spatio elapso, liberum est partibus judices superiores adire, alias tamen competentes, qui causam, in eo statu quo fuerit, assumant et quamprimum terminari curent.

3^o Judex non debet munera accipere a partibus litigantibus. Hoc prohibetur, a) *jure divino*, ex Deuter., 16, 19: "Non accipies personam, nec munera; quia munera excæcant oculos sapientum et mutant verba justorum"; b) *jure ecclesiastico*, ex cap. *Qui recte*, 66, Causa 41, Quæst. 3: "Qui recte judicat et præmium inde remunerationis expectat, fraudem in Deum perpetrat, quia justitiam quam gratis imperitari debuit, acceptione pecuniæ vendit."

Certum est judicem teneri ad restitutionem, a) si munera *ex pacto* acceperit ad ferendam sententiam justam, seu ad præstandum id quod debebat ex justitia; b) si vi, minis vel

injuncta vexatione ea extorsit; c) si ea acceperit ad ferendam sententiam injustam, et crimen nondum completum sit.

Probabile est eum non teneri ad restitutionem, quamvis illicite egerit, a) si munera fuerint sponte oblata, et ipse protestatus sit se nihilominus judicaturum esse secundum justitiam; b) si pactum de injusta ferenda sententia jam compleverit, et ad restitutionem condemnatus non fuerit. Mare, Theol. Moralis, vol. II, num. 2302, quæ. 3.

4º Judex debet judicare juxta probabilioris sententiæ reliqua minus probabili. Attamen distinguendum est in causam criminalem et civilem.

a) In causis criminalibus, *et matrimonialibus* judex debet favere reo, donec istius crimen certo probetur, juxta axioma: "Nemo præsumitur malus nisi probetur." Hinc reus semper absolvendus est tum a juratis, tum a judice, si ad ejus defensionem afferantur rationes probabiles, præsertim cum agitur de pœna capitali; item absolvendus est, quamvis nihil dixerit pro sua defensione, si contra ipsum nihil probetur.

b) In causis civilibus, judex debet favere certo possessori, nusquam probetur possessorem injuste rem detinere. Hoc quidem certum est quotiescumque rationes sunt æquales, sicut constat ex regula 65 juris, in 6º: "In pari delicto vel causa, potior est conditio possidei." Eandem regulam admittendam esse affirmat S. Alphonsus, etiamsi militent contra possessorem bonæ fidei rationes probabiliores, aut unice probabiles; re quidem vera, titulus legitimæ possessionis tribuit jus certum, quod non destruitur nisi per aliud jus certum et probatum, id est, per rationes convincentes.

Quando de ipsa possessione dubitetur, v. g. si lis sit de re a nemine possessa, aut si possessor sit dubiæ fidei, tunc afferenti validiores rationes certe favendum est, prout habetur ex propositione 2ª damnata ab Innocentio XI: "Probabiliter existimo judicem posse judicare juxta opinionem minus probabilem." Merito proscripta fuit illa propositio, quia judex

Ris - secundum causam debet judicare.

tenetur unicuique suum jus tribuere; atqui majus utique jus habet illa pars que rationes affert probabiliore. Si rationes sint æquales ex utraque parte, res a judice dividenda est inter partes, quatenus est divisibilis; si non sit divisibilis, tribuenda est uni parti, facta compensatione in favorem alterius. Marc, Theol. Moralis, vol. II, num. 2300, 2301.

5º Judex debet, regulariter loquendo, in ferenda sententia, pronuntiare secundum allegata et probata, et ex notitia *juridice* acquisita. Ratio est, quia judex gerit personam publicam et legalem.

Omnes consentiunt judicem non posse condemnare reum qui juxta allegata et probata demonstratur innocens, licet ex privata et certa scientia cognoscat eum esse reum. Jura enim favent reo; et aliunde judex non pronuntiat reum esse innocentem, sed tantum *nocentem non probari*.

Utrum vero judex condemnare possit eum qui, juxta allegata et probata, pro nocente habendus est, quando ex privata sua scientia certo cognoscit eum esse innocentem, auctores in triplices abierunt sententias:

a) Alii affirmant cum S. Thoma, qui, 2. 2., q. 64, art. 6, ad 3, sic sententiam suam exponit: "Judex, si scit aliquem innocentem esse qui falsis testibus convincitur, debet diligentius examinare testes, ut inveniat occasionem liberandi innocentium, sicut Daniel fecit. Si autem hoc non potest, debet eum superiori relinquere puniendum. Si autem nec hoc potest, non peccat secundum allegata et probata sententiam ferens, quia ipse non occidit innocentem, sed illi qui eum asserunt nocentem."

b) Alii autem negant, quia de jure divino nunquam licet innocentem occidere. Aliunde pronuntiare contra propriam conscientiam est mentiri; mendacium vero est quid intrinsece malum et nunquam licitum.

c) Alii tandem distinguunt hoc modo: Potest et debet judex contra propriam scientiam, secundum allegata et pro-

bata, pronuntiare in causis *civilibus et criminalibus minoribus*, non autem in *criminalibus majoribus*, in quibus agitur de pœna mortis et mutilationis.

Revera, in primo casu, Ecclesia, sicut et Respublica, si de judicio sæculari agatur, potest, ob bonum publicum, ne scilicet judiciorum forma cum populi scandalo evertatur, disponere ut privati detrimentum subeant quando condemnantur juxta allegata et probata; societas in hoc casu habet *allum dominium* in hujusmodi bona.

Atvero, si agatur de pronuntianda mortis aut mutilationis pœna, non valet prædicta ratio, quia auctoritas sive sæcularis, sive ecclesiastica, non habet prædictum dominium in vitam et membra subditorum innocentium.

Cœterum, cum judex ecclesiasticus nunquam proferat sententiam in causa sanguinis, patet eum posse semper, juxta primam sententiam, pronuntiare juxta allegata et probata. Cf. Bargilliat, vol. II, num. 1432; Maupied, vol. II, pag. 732.

De officio et potestate judicis delegati locuti sumus in primo vol., tit. II, num. 151; tit. VI, num. 323.

875. In processibus qui apud curias episcopales ventilantur, solet episcopus, gravioribus negotiis implicatus, constituere vicarium generalem, qui se deat ut judex et controversias sua prudentia dirimat. Ex capite *Licet*, De Officio Vicarii, in 6^o, vicarius generalis, absque speciali mandato, nequit causas criminales cognoscere, nec consequenter aliquem ab ordine, officio aut beneficio deponere; si vero speciale habeat mandatum, videndum est an in causis dirimendis procedat *qui judex ordinarius, aut delegatus*. Vol. I, tit. X, num. 466.

Imprimis vicarius generalis *in scriptis* constitui et deputari debet, ut se legitimet in casu quo a partibus ejus auctoritas, super aliquo speciali de jure episcopo reservato, negaretur aut alias in dubium revocaretur. "Periculosa est, ait Monacelli, apud Bouix, vol. I, pag. 412, doctrina Ventri-

glia, qui conatur probare quod si auctoritas vicarii negetur, aut de ea opponatur, postquam vicarius ea usus est, debeat praesumi illam habuisse ad sustinendum actum, maxime si, praesente episcopo, explevisset ea quae requirunt specialem facultatem. Quia cum specialia, episcopo a jure reservata, non censeantur neque praesumantur concessa, nisi in mandato et constitutione vicarii exprimantur, praesumptio stat pro nullitate actus, nisi probetur commissio; quam probare tenetur ipse vicarius... Tutior ergo via est quod vicarius, in principio sui officii, coram capitulo cathedralis per cancellarium litteras suae deputationis publicare faciat, et deinde penes acta Cancellariae per extensum registrari curet."

CAPUT II

DE ACTORE ET REO

Actor est persona quae convenit aliam in judicio; reus est persona quae convenitur.

876. **Omnes possunt in judicio sustinere partes actoris vel rei, nisi lege prohibeantur.**

Juxta leges romanas, a judicio arcebantur servi, ob defectum personalitatis civilis; pupilli, minores et mulieres absque tutoris vel curatoris auctoritate, ob consilii infirmitatem; filii familias, ob defectum administrationis bonorum.

Jus canonicum has dispositiones usurpavit, nonnullis mutatis: sic clericus, si sit major 14 annorum, in causis beneficialibus vel aliis spiritualibus, absque consensu curatoris, potest, vel per se, vel per procuratorem, in judicio agere, ex cap. 3, tit. I, lib. II, in 6°. Idem dicatur de laicis fidelibus in causis matrimonialibus vel jurispatronatus, ex cap. 13 et 14, de Restitutione Spoliatorum.

Jus canonicum plures arceat a judicio, vel ob censuras, vel ob defectum voluntatis quæ per professionem religiosam amittitur, vel ob jus coarctatum in administratione rerum ecclesiasticarum. Bouix, De Judiciis, vol I, pag. 171.

877. **Partes actoris sustinere non possunt qui excommunicatione majori innodantur.** Hodie per constitutionem *Ad evitanda*, excommunicati vitandi *ipso jure* repelluntur a judicio, dum excommunicati tolerati non excluduntur *ipso jure*, sed ope exceptionis; ambo autem possunt sustinere partes rei, quia seorsus commodum de propria malitia referrent. Excommunicatus toleratus, si conveniatur, poterit personaliter comparere; excommunicatus vitandus, cui negatur civilis communicatio, tenetur procuratorem constituere qui ejus nomine respondeat.

Admittuntur vero excommunicati ut in judicio sustineant partes actoris, a) quando volunt ostendere sententiam excommunicationis esse nullam ob neglectam formam a jure statutam; b) si velint probare eam esse injustam. Sed hoc in casu, quia sententia lata est in forma juridica, et proinde præsumitur valida quoadusque injusta non appareat, absolventur *ad cautelam* a vinculo censure, et deinde admittuntur ad judicium; c) si in judicio damnati velint appellare ad tribunal superius. Ratio est, quia appellatio est species defensionis; atqui reus non est privandus copia defensionis; d) tandem quando datur periculum in mora, id est, nisi actio contra reum instituat, timeri potest ne jus ipsum amittatur: v. g. si reus bonis cedat vel fugam arripiat, hoc in casu, excommunicati possunt in judicio agere. Santi, Prælectiones, lib. II, tit. 1, num. 17.

878. **Ob defectum voluntatis, religiosi arcentur a judicio, nisi adsit licentia proprii superioris.** Ratio est, quia religiosus caret bonis et voluntate, quibus per professionem renuntiavit, ita ut quidquid acquirit, non sibi sed monasterio acquirat. Hinc cum monasterium complectatur et

tucatur jura monachorum, sequitur religiosus, in causis civilibus, non posse convenire vel conveniri, sed eorum loco monasterium agere partes actoris vel rei.

Non idem dicendum est in causa criminali; nam in hac specie conveniendus est religiosus, non monasterium.

Dantur casus in quibus, absque licentia superioris explicite concessa, licet religioso stare in judicio: *a)* Si superior monasterii deliquerit, poterunt religiosi illum accusare et sustinere questionem etiam cum expensis monasterii. *b)* Si religiosus persentiat se injuste gravari ex dispositione superioris, qua v. g. expellitur a monasterio, vel cogitur egredi ab eodem, vel aliquo jure spirituali sibi competenti privatur, poterit absque superioris licentia in judicio agere. *c)* Non indiget superioris licentia religiosus qui administrat aliquod beneficium ecclesiasticum; revera religiosus qui de mandato superioris beneficium administrat, implicite potest ejus jura tueri coram iudice, nam officium administrandi habet annexam facultatem custodiendi et defendendi jura annexa administrationi. *d)* Potest religiosus nomine monasterii agere, quoties, absente vel impedito superiore, urget necessitas sistendi in judicio, et datur periculum in mora. Santi, loco citato.

879. **Ob jus coarctatum in administratione bonorum, notandum est:** 1^o Praelatus nomine proprio jura sui beneficii tuetur, et absque consensu capituli partes actoris vel rei in judicio exercet. Quod si in judicio male versatus fuerit et amiserit bona sui beneficii, conventus seu capitulum, etiam sine licentia prelati, in judicio petere poterit ut bona vel jura restituantur. Caput *Si quis presbyter*, De rebus Eccl. non alienandis, III Decretalium.

2^o Quando bona et jura sunt communia inter prelatum et monasterium, prelati in causis minoribus, non autem in causis majoribus, in judicio adesse poterit sine consensu sui capituli.

3^o Capitulum vero, relate ad bona et jura communia, in judicio nunquam agere valebit, absque licentia praelati.

4^o Si de bonis capitulo propriis sermo sit, eorum administratio capitulo adscribitur exclusive, et, nisi in gravioribus negotiis, licet ei stare in judicio sine praelati licentia.

880. **Queritur an ad judicium accedere teneantur reus et actor.**

*Officia rei
et actoris*

Reus utique tenetur; et si comparere recuset, judex potest in eum sententiam proferre. Quoad actorem, non tenetur ex principio generali: "Cuique licet jus suum deserere vel non prosequi." Excipiuntur illi qui ex officio tenentur bonaliorum tueri, prout sunt tutores, procuratores et administratores.

Partes non tenentur *personaliter* comparere, cum jure ecclesiastico eis liceat constitnere procuratorem; attamen debent *personaliter* comparere in sequentibus casibus: 1^o si causa agitetur coram delegato Summi Pontificis, et in delegatione cautum sit ut ipsi litigantes compareant; 2^o in causa criminali, reus debet comparere, quia, constituto sibi procuratore, hic procurator in casu condemnationis non posset luere poenam, et reus damnatus, ex sua parte, poenam declinaret fugiendo; 3^o si necesse sit ut qualitas litigantium maturius examinetur, v. g. integritas intelligentie.

CAPUT III

DE PERSONIS QUÆ MINUS PRINCIPALITER JUDICIO INTERSUNT

In judicio interveniunt plures persone quæ adjuvant judicem vel partes litigantes. Aliæ judicem adjuvant in quæstionibus juris et facti enodandis, uti *auditores* et *assessores*; aliæ adjuvant partes, ut *procuratores* et *advocati*; aliæ tum judici, tum partibus auxilium præstant in actis judicialibus conscriben-

dis, ut *cancellarii* et *notarii*; aliae tandem deferunt citationes et sententiam exsequuntur, uti sunt *apparitores* et *executores*. De illis agendum erit.

881. **Auditor est hic officialis cui demandatur cognitio totius causae vel alicujus articuli.** ⁴¹ Auditor est iudex delegatus cui committitur jurisdictio, qua partes ad audientiam citare, testes et probationes admittere valet. Non potest sententiam proferre, nisi decisio causae fuerit ei specialiter delegata a iudice principaliori.

1^o Auditor adhibetur praesertim in causis criminalibus, ad praeviam inquisitionem delicti: hinc solet vocari *Judex Instructor*, prout innuit Instructio 11 Junii 1880, art. 12 et 29:

“ Processus confectio committi potest alicui probo atque idoneo ecclesiastico, adstante actuario.”

“ Expleto processu, *actorum Instructor* restrictum conficit essentialium conclusionum ejusdem.”

2^o In jure non praescribitur ut episcopus auditorem sibi adjungat, et tota res ad episcopi prudentiam remittitur; sed opportuna est in curia episcopali constitutio hujus officii, praesertim si vicarius generalis, tanta negotiorum mole pressus, nequeat omnia negotia cum celeritate expedire.

3^o Ne difficultates et dubia oriantur circa valorem actuum ab auditore gestorum, in scriptis deputandus est et in deputationis instrumento exprimendum est quidquid ei delegatur.

4^o Cum auditor pervenerit ad locum in quo jurisdictionem exercere debet, processum non incipiat, nec ullum actum judicialem exerceat antequam sese legitimaverit. Ad hanc autem legitimationem, satis est ut litterae delegationis publice legantur; imo sufficit eas legi coram aliquot viris gravibus, qui de earum litterarum existentia testimonium dare possint. De hac autem legitimatione confici potest instrumentum.

882. **Assessores sunt consilarii iudicis;** sic dicuntur quia assident iudici, seu a latere ejus.

1^o Assessores per se nullam jurisdictionem exercent, sed adjuvant judicem suo consilio, quod judex sequi non tenetur. Si alicubi, ex consuetudine vel statuto particulari, aliqua jurisdictio assessoribus adscribatur, fiunt judices delegati. Bouix, De Judiciis, tom. I, pag. 466.

2^o Ad judicem pertinet sibi eligere assessores; quod tribuendum est Officiali episcopi, nisi episcopus ipse hujusmodi deputationem sibi reservaverit.

883. **Promotor fiscalis est persona legitime constituta ut jura fisci ecclesiastici tueatur, et ejus loco in judicio agat et respondeat.**

1^o Fiscus dicitur universitas bonorum aut jurium quae ad societatem pertinent. In Ecclesia, praeter patrimonium, quod est bonum privatorum, datur fiscus, seu bonum commune. Qui tuetur bonum commune dicitur *Promotor Fiscalis*, seu *Procurator Fiscalis*.

2^o Procurator fiscalis potest constitui ab episcopo, et etiam a vicario generali in aliqua causa. Promotor vero ab episcopo constitutus nequit a vicario generali removeri. Debet jurare, in principio officii sui, se fideliter munus obiturum.

3^o Officium procuratoris fiscalis est promovere in diocesi tum bonum publicum Ecclesiae et jura, tum in specie jura et bonum publicum diocesis in qua fuit constitutus. Hinc ad promotoris officium pertinet publicam criminum vindictam coram tribunali ecclesiastico persequi. Ergo ad illud officium eligendus est vir animi fortis et impavidi, qui non timeat iniquorum invidiam sibi concitare, sed potius eorum iniquitatem zelo et integritate terreat. Praeter dietam criminum vindictam, ipsius officii est agere et respondere in causis quae bona temporalia, praerogativas et alia jura fisci ecclesiastici respiciunt. Bouix, De Judiciis, cap. 14.

4^o Promotor fiscalis est revocabilis ad nutum episcopi.

884. **Procurator judicialis est ille qui de mandato sive actoris, sive rei, litem etiam in judice gerendam**

suscipit. Ob regulam juris 68^{am}: "Potest quis per alium quod potest facere per seipsum," non prohibetur partibus litigantibus quominus procuratores sibi constituent, qui ipsarum vice actus processuales ponant.

1^o Procurator, *regulariter*, indiget mandato ^{scripto = procuratoris} ut nomine alterius in iudicio compareat: dicitur *regulariter*, quia plures sunt casus in quibus mandatum explicitum non requiritur, sed sufficit praesumptum, v. g. si maritus velit agere pro uxore sua, vel si reus sit absens et sine defensore.

2^o Cum cura et protectio pauperum sint officium episcopi, tenetur illos defendere et tueri, ex cap. *Pervenit*, dist. 84. Hinc constituendus est *pauperum Procurator*, qui suscipiat pauperum patrocinium et negotia; hic dicitur patronus litis, et sine alio mandato potest comparere et patrocinium assumere. Talis procurator laudabiliter ab episcopo constituitur, qui tamen ad hoc non stricte tenetur.

3^o De procuratore plura quaeruntur, quae videri possunt apud commentatores textus. Cf. Schmalzgrueber, De Procuratoribus, tit. XXXVIII, lib. I; M. Lega, Praelectiones Juris Canonici, tit. II, cap. 5.

885. **Advocatus, qui patronus causae et orator dicitur**, ille est qui pro altero praesente postulat et ei in iudicio assistit.

1^o Advocatus in multis a procuratore differt: a) Advocatus postulat pro praesente; procurator, pro absente. b) Advocatus debet esse juris peritus et iudicio doctorum approbatus; dum in procuratore non tam scientia quam diligentia requiritur, cum causae administrationem tantum habeat. c) Officium advocati publicum et honorabile est, multisque gaudet privilegiis; dum officium procuratoris est magis privatum, vile et onerosum. d) Procurator ex mandato partis, post litis contestationem, causam facit suam et censetur dominus ejus, quia verum dominum causae representat; dum advocatus

solummodo argumenta et jura judici exhibet in tutelam clientis sui.

2^o Quæritur an clerici possint suscipere officium advocati. Distinguendum est tribunal laicum ab ecclesiastico. In laico foro, clerici, in majoribus ordinibus constituti aut habentes ecclesiasticum beneficium, advocati munere fungi nequeunt nisi pro se, vel pro ecclesia propria, vel pro personis sibi sanguine aut affectione conjunctis, vel pro personis miserabilibus.

In foro ecclesiastico, clerici omnes, exceptis sacerdotibus, munus advocati obire possunt sive pro se, sive pro aliis vel clericis vel laicis; sacerdotes excipiuntur, ex cap. 3, tit. XXXVII, lib. I, et munus advocati suscipere possunt solummodo pro se, pro ecclesia propria, vel, necessitate cogente, etiam pro conjunctis aut miserabilibus personis.

3^o Advocati, alii sunt *voluntarii*, qui a partibus rogati spontanee auxilium suum pollicentur; alii *necessarii*, qui auctoritate judicis jubentur causam clientis suscipere. Pauperibus, quibus deficit copia defensionis, judex assignare debet defensorem; unde congruum est ut in curia episcopali constituatur *Advocatus pauperum*, qui eorum patrocinium gratis suscipiat.

4^o Laici admitti possunt ad officium advocati in foro ecclesiastico, ut deducitur ex art. 30 Instructionis 11 Junii 1380: "In causæ tractatione, inquisitus potest, si velit, repræsentari et defendi, sive ab alio sacerdote, sive a *laico*, qui tamen prius ab Ordinario sunt approbandi." Ob speciales circumstantias, laici recusari possunt modo generali, ut annuit S. Congregatio de Propaganda Fide ad votum episcoporum Americæ Fœderatæ, pro Statibus Fœderatis tantum; quo in casu, reo convento "liberum erit alium sacerdotem ab episcopo approbandum secum habere coram consilio, sive ad simplicem adsistentiam, sive ad suas animadversiones aut defensionem exhibendam."

886. **Notarii judiciales dicuntur illi qui ex officio constituuntur ut fideiiter universa iudicii acta conscribant.** 1^o Dicuntur *notarii* a notis, *actuarii* ab actis dictis et gestis ab ipsis conscribendis, *tabelliones* a tabulis in quas olim annotationes suas referebant, *cancellarii* a cancellis sive tribunalis, sive curiæ.

2^o Laici possunt munus notarii in curiis ecclesiasticis obire, eo quod sit nudum ministerium, quod jurisdictionem non includit. Magis tamen opportunum videtur ut clerici laicis anteponanantur, quia, ratione sui officii, notarius pluribus negotiis regiminis episcopalis et causis personalibus clericorum se immiscet, quod vix expedit viris sæcularibus communicari.

3^o Imo in quibusdam causis, non nisi ecclesiasticus notarius admittitur, v. g. in causis sollicitationis.

887. **Apparitores sunt illi officiales tribunalis qui mandata iudicis exsequuntur,** citationes partibus intimando et litigantes in jus vocando. In pluribus curiis ecclesiasticis, deficiunt apparitores judiciales (*huissiers*); suppletur apparitoribus si decreta curiæ per *litteras assecuratas* mittantur, vel si eligantur personæ fide dignæ quæ munus obeant, juxta Instructionem 11 Junii 1880, in art. 14: "Quatenus pro intimationibus aut notificationibus haud præsto sit opera apparitorum curiæ, suppletur exhibitione earundem explenda per qualificatam personam, quæ de exhibitione litteris certiorat..."

888. **Sic constituitur tribunal ecclesiasticum in provincia Quebecensi.**

1^o Tribunal ecclesiasticum constabit officiali, quatuor assessoribus, promotore, vice-promotore, necnon cancellario et vice-cancellario, qui omnes ab Ordinario designentur et sint ad nutum revocabiles.

2^o In causis criminalibus, episcopale tribunal constabit saltem duobus assessoribus ab episcopo selectis cum episcopo ipso vel vicario generali.

Cf. III Conc. Baltimorensis Tit. Officialibus pro causis criminalibus 1^o + 2^o + 3^o

no. Indiv. loc. episcopi

3^o Quandocumque clericus in sacris vel sacerdos de aliquo crimine accusatus fuerit, nisi agatur de casu in quo Ordinarius secundum canonem possit et ipse velit procedere solam facti veritate inspecta, vel nisi ipse reus maluerit paterna ejus jurisdictione reu terminari, accusatio a promotore vel vice promotore coram officiali proponatur.

4^o Officialis suos sibi assessores assumat ex quatuor nominatis, et, citato reo, causam audiat et dirimat, saltem summarie procedendo, ita ut veritas pateat. Ubi necessarium fuerit, propter locorum distantiam et ad vitandas expensas, possit officialis, de assensu saltem unius ex assessoribus in causa, aliquem virum ecclesiasticum delegare, qui loca visitet et testes audiat, servatis servandis, et relationem faciat. Idem prestare poterit ipse officialis per se ipsum, vel per unum ex assessoribus.

5^o Causa in prima instantia dirempta censeatur, si unus saltem ex assessoribus cum officiali consenserit. Si vero uterque assessor ab officiali dissentiat, nulla sententia profertur, sed res ad Ordinarium deferatur. Cf. Concilii Quebecensis VI decretum 7, et Concilii Marianopolitani I decretum 1, tit. XIII.

Pro matrimonialibus causis, sive naturali;
1^o Requiritur prolegus sive vocatur
moderator de terminis - v. s. Canon.
2^o Requiritur cancelarius.
3^o Requiritur vinculus matrimonialis.
vide libro, l. 33.
cf. Conc. Marianopolitani,

TITULUS III

DE FORO COMPETENTI

*Forum apud Romanos
et antiquioribus
legibus simpliciter
locum publicum
quod reus, eius
locus, in quo*

Datur discrimen inter iudicis competentiam et jurisdictionem. Jurisdictio dicit in genere et *in abstracto* potestatem jus dicendi; dum competentia dicit determinatam potestatem iudicandi in certo territorio quoad certas causas, et definiti potest: "Jurisdictio qua pollet iudex ad instaurandum iudicium circa questionem promote actionis." M. Lega, Præl. Juris Can., part. I, tit. IV.

*Duplex elementum
tituli importat
in unum locum
reus, in quo
et locus in
quo sit reus*

889. **Forum competens est tribunal iudicis a quo causa tractanda est ut legitime finiatur.**

1^o Cum iudex competens debeat habere jurisdictionem in reum, ut eum sive personaliter sive saltem per procuratorem sistere cogat coram se, hinc si actor et reus ad diversum territorium pertineant, forum competens ad causam definiendam erit tribunal iudicis cui subest reus, seu forum rei. Quare invaluit principium: Actor sequitur forum rei.

Igitur reus conveniendus est apud forum proprium, et si multiplex forum habeat, puta ratione domicilii, eliget actor forum quod maluerit.

2^o Si reus conveniatur coram iudice prorsus incompetenti, poterit reus spernere actionem contra se intentatam et iudici vocanti non parere, juxta principium expressum in cap. ult., De Constitutionibus, in 6^o: "Extra territorium jus dicenti impune non paretur."

3^o Si dubia sit jurisdictio iudicis apud quem convenitur, reus tenetur ad tribunal venire, et potest opponere exceptionem declinatoriam fori et eam congruis rationibus comprobare. Hujusmodi exceptio ante litis contestationem opponenda est; facta litis contestatione, partes censentur suo juri renuntiasse et iudicis jurisdictionem prorogasse.

(K. 11.) iudex ipse potest iudicare an habeat se non jurisdictionem; si ipse tamen aliter casum

4^o Judex ejus competentia in dubium revocatur definire potest an sit competens, neene; ratio est, quia competentia secum fert onus quod excludit in judice omnem affectum ad causam. Aliter, ut dictum est, in jure statuitur quando recusatur judex ob ^{v. s. quando recusat ob causas suspitionem} suspicionem; judex nequit ^{1873/322} cognoscere causam suspitionis, sed eam tenetur vel ad judicem superiorem, vel ad arbitros deferre.

5^o Competentia judicis determinatur ratione ^{1^o Ratione objecti: -} objecti, status, ^{2^o ratione territorii.} territorii, delicti, contractus et rei sitae. ^{3^o ratione tituli}

890. **Ratione objecti, competentia judicis determinatur natura jurium quae fidelibus competunt.**

1^o Jamvero jura quae homini in societate competunt in tres classes dividuntur, nempe in *spiritualia*, in *ecclesiastica*, in *temporalia*.

a) Jura *spiritualia* sunt quae derivant ex rebus a Christo Domino ordinatis ut sanctificentur homines in ordine ad vitam aeternam; hujusmodi jura profluunt ex primatu B. Petri, ex sacramentis, ex munere episcoporum, ex usu potestatis ordinis et jurisdictionis.

b) Jura *ecclesiastica* procedunt ab auctoritate Ecclesiae, vi quarundam institutionum quae finem societatis religiose melius conferunt: qualia sunt jus patronatus, jura benefeialia. Haec jura possent dici etiam *spiritualia*, sed dicuntur *ecclesiastica*, ut ab eis distinguantur quae a divina institutione dimanant.

c) Jura *temporalia* proveniunt ex rebus temporalibus quarum ordinatio pertinet ad auctoritatem civilem, quae praestit finis praesentis felicitatis consequendae.

2^o His positis, haec teneri debent:

a) Soli fideles baptizati possunt frui juribus spiritualibus et ecclesiasticis, et proinde ambitus competentiae judicis ecclesiastici ad fideles baptizatos restringitur. Ad infideles spectat illud Pauli: "Quid ^{quid de his} mihi et illis qui foris sunt judicare"? I ad Cor., 5, 12.

b) Inter fideles baptizatos, relate ad jura spiritualia, judex ecclesiasticus habet p[ro] quocumque alio giudice privativam competentiam: hinc sub comminatione censuræ, iudices laici prohibentur ab istis causis definiendis.

c) Jura quoque ecclesiastica tantummodo iudicibus ecclesiasticis reservantur. *v. s. quædam materia*

d) Jura temporalia seu civilia, sua natura, ad iudicem sæcularem spectant, et in illis judex ecclesiasticus competentiam non habet directam. Dicimus *directam*, nam *ratione peccati*, ut loquitur cap. 13, tit. X, De Judiciis, hæc valet iudicare Ecclesia; v. g. si contractus quidam fiat contra justitiam vel bonos mores, Ecclesia potest eos ad suum tribunal revocare et eos illicitos declarare. Lega, loco citato.

e) Præter causas mere ecclesiasticas et mere civiles, adsunt etiam causæ quæ dicuntur mixti fori, scilicet quæ attingunt tum rempublicam civilem, tum societatem religiosam. In causa mixti fori, utrumque forum curat quod suum est. Cf. vol. I, tit. III, num. 102.

891. Ratione status, competentia iudicis determinatur; revera clerici in omnibus causis suis etiam civilibus et criminalibus conveniri debent coram tribunali ecclesiastico, ob privilegium fori quo pollent. Cf. vol. I, tit. III, num. 161. Privilegium non favet clericis, quando partes actoris agunt, quia actor sequitur forum rei; si vero objectum controversiæ sit jus spirituale vel ecclesiasticum, oportet ut res deferatur coram iudice ecclesiastico, ob naturam juris controversi.

892. Competentia iudicis determinatur ratione domicilii.

1° Domicilium in genere significat locum perpetuæ commorationis.

Domicilium aliud est *originis*, aliud *habitationis*; *originis* domicilium illud est in quo parentes stabilem residentiam habebant tempore natiuitatis; *habitationis* domicilium consistit in actuali et permanenti sede quæ am quis habet in aliquo loco.

3° Ratione originis domicilii.

- 1 ex domicilio
- 2 ex delicto
- 3 ex contractu

2^o Domicilium originis in jure canonico inservit ut quis habeat episcopum proprium ratione originis ad ordines licite suscipiendos, non autem ad sortiendum forum competens. Domicilium proprie dictum est domicilium habitationis.

3^o Domicilium habitationis est *verum*, vel *fictum*, vel *improprie dictum*.

Domicilium verum est illud quod quis vera et corporali presentia alicubi contrahit. Domicilium fictum est locus quem jus tanquam verum domicilium assignat certis personis, ob specialem earum conditionem, etiamsi de facto in hujusmodi loco non commorentur. Domicilium improprie dictum, quod *quasi-domicilium* dicitur, est illud quod quis habet per intentionem commorandi in loco per majorem anni partem.

4^o Ad domicilium verum requiritur, a) *factum habitationis*, scilicet ut reipsa quis habitationem in eo loco iustaret; b) *voluntas ibi perpetuo manendi, si nihil avocet*. Dicitur *si nihil avocet*, quia sufficit propositum perpetuo commorandi, quamvis deinde voluntas mutari possit aut debeat, ob aliquam occasionem vel necessitatem alio domicilium transferendi.

5^o Acquiritur domicilium semel ac constat tum de facto commorationis, tum de voluntate perpetuæ habitationis. Ad acquirendum domicilium non requiritur habitatio jam a longo tempore inchoata, sed quamprimum quis pervenit ad locum cum animo ibi perpetuo permanendi et hujusmodi voluntatem manifestaverit, statim domicilium acquirit. Si dubia sit voluntas, requirendum est ad conjecturas; certum est quod si quis in loco omnia bona vel majorem eorum partem transulerit, vel ibi jam a decem annis commoretur, ex illis factis evincitur voluntas perpetuæ commorationis.

6^o Acquiritur quasi-domicilium *voluntate et facto*, non secus ac domicilium. Incepta habitatione cum voluntate eam continuandi saltem per fere 7 menses, statim acquiritur quasi-domicilium: hujusmodi quasi domicilium habent discipuli in

collegiis, et illud acquirunt statim ac ingrediuntur cum intentione ibidem commorandi per majorem anni partem.

Victorini 893. **Domicilium perpetue habitationis tribuit jus fori competentis** quoad universalem jurisdictionem; sive *voluntariam*, sive *contentiosam*; ideoque inter varios iudices ille semper est competens iutra cujus territorium reus hujusmodi domicilium habet.

1° Unde quamvis aliquando iudex sit competens ratione contractus, vel delicti, vel rei site, hoc non impedit quominus *simul et cumulative* competens sit iudex domicilii, coram quo reum convenire potest actor, si malit.

2° Eundem effectum producit domicilium habitationis, etiamsi reus in loco domicilii sui non existat; potest citari absens, et si *contumaciter* non compareat, sententia pronuntiari. Bargilliat, vol. II, num. 1450.

894. **Quid dicendum est de quasi-domicilio?** Ob quasi-domicilium, quis acquirit forum pœnitentiale, ita ut proprius parochus, quoad sacramentorum administrationem, ille dicatur in cujus parochia per majorem anni partem commorari iutendat. Relate ad forum externum, certum est aliquem conveniri posse coram iudice quasi-domicilii ratione delicti et contractus. An possit conveniri in eodem loco quasi-domicilii *quoad actus alibi gestos*, controvertitur; sententia affirmativa est probabilis. Cf. Santi, lib. II, tit. II, num. 10.

Locus ubi ex assuetudine 895. **Pluribus indulgetur domicilium fictum**, *in loco*

1° Uxor domicilium et forum mariti sortitur, ubicumque ipsa habitat, idque, etiam defuncto marito, retinet quamdiu in viduitate permanserit. Datur exceptio pro causis matrimonialibus, quando mulier separata est a viro quoad forum et cohabitationem, vel vir mulierem malitiose deseruerit. Tunc, priori casu, quelibet pars jus accusandi contra aliam partem ipsi competens coram episcopo diocesis, ubi hæc domicilium habet, exercere debet. Posteriori casu, uxor apud episcopum

intra cujus diocesim ejus domicilium situm est, actionem instituere potest. Inst. S. Cong. de Prop. Fide, anno 1883.

2^o Religiosus, in loco monasterii sui adscriptus, domicilium habet, quod retinet quamdiu ad aliud monasterium voluntate superioris non transferatur.

3^o Clericus ratione beneficii forum fictum sortitur. Si beneficium residentiam expostulet et clericus a residentia dispensationem obtinuerit, conveniri potest in loco beneficii, etiam quoad ea quae beneficium non concernunt; si vero beneficium non sit residentiale, convenitur in loco beneficii tantum in causis beneficium respicientibus.

4^o Vagus, qui nempe nullibi fixum domicilium aut quasi-domicilium habet, vel relicto suo domicilio quaerit quo se conferat, ubique forum sortitur, et de hujusmodi vago intelligi debet vulgare dictum: "Ubi te invenero ibi te iudicabo."

5^o Quilibet fidelis, id est, clericus et laicus, Romae censetur domicilium habere, juxta classicum romane dominationis conceptum in legislatione canonica tractatum, quem expressit Cicero, De Legibus, II, 2: "Omnibus municipibus duas censeo esse patrias, unam *nature*, alteram *Civitatis*." Ratio est, quia Summus Pontifex, cui totus mundus territorium est, jurisdictionem ex domicilio ortam habet *eumulative* cum singulis episcopis in quoslibet eorum subditos. M. Lega, De Foro Competenti, num. 333.

896. **Forum sit competens ratione delicti.** Revera qui crimen aliquod committit, sortitur forum in loco criminis, adeo ut, licet alibi domicilium habeat, possit nihilominus a iudice loci in quo crimen patravit apprehendi, si adhuc in ipso territorio commoretur, et poena congrua condemnari. Haec dispositio inducta est partim quia melius acta judiciaria complentur in loco ubi crimen admissum est, partim quia congruum est ut ordo laesus per crimen restituatur per poenam in ipso loco ubi laesionem passus est.

897. **Forum fit competens ratione contractus.** Qui in alieno territorio contraxit, poterit ibidem, relate ad illum contractum, in iudicium trahi, quamvis domicilium ibi non habeat. Notandum est nomine contractus venire quameumque speciem contractus unde oritur civilis obligatio.

Regula proposita urgeri nequit, quando partes in ipso contractu designarunt locum solvendæ obligationis, quemadmodum in praxi servatur communiter.

898. **Tandem ratione rei sitæ, quis sortitur forum sibi competens.** Aliquis conveniri potest a iudice in cujus territorio reperitur res litigiosa. Hæc juris dispositio locum habet sive res sit mobilis, sive sit immobilis. Ratio est, quia iudex loci, qui representat principem, habet generalem et altam administrationem supra res omnes quæ exstant in territorio suæ jurisdictionis. Hinc quamvis reus sit alterius domicilii, nihilominus poterit obligari ad comparendum in loco, ubi reperitur res de qua controvertitur. Santi, De Foro Competenti, lib. II, tit. II.

Præter modos ordinarios et communiores sortiendi forum, dantur alii qui appellari possunt *extraordinarii*, de quibus breviter erit sermo.

899. **Primus modus extraordinarius sortiendi forum est prorogatio jurisdictionis.**

Prorogatio est: "Extensio jurisdictionis iudicis, de consensu partium, ultra limites intra quos ceteroquin esset constricta." Cap. 1 et 2, De Judiciis.

Fit prorogatio 1^o de persona ad personam, 2^o de re ad rem, seu de causa ad causam, 3^o de tempore ad tempus, 4^o de loco ad locum.

1^o *De persona ad personam* fit prorogatio jurisdictionis iudicis, quando partes se subiciunt iudici, qui in eas ceteroquin jurisdictionem non haberet.

2^o *De re ad rem* prorogatur iudicatio, quando iudex constitutus pro decidenda aliqua causa, ex personarum con-

ha prorogationem requiritur: 1^o Ex parte iudicis, et 2^o ex parte
aliquam jurisdictionem, et 2^o ordinariam; 2^o ex parte
prorogationem, requiritur 1^o ut parte factor et reus
conveniant scienter et volenter, et 2^o ut
partes non sint impeditæ a iure.

sensu, fit competens etiam in alia causa, quae tamen relationem habet ad causam in qua iudex jurisdictionem habebat. Jurisdictione in causis civilibus nequit prorogari ad causas criminales, et viceversa; sed optime posset iudex civilis, qui potest decidere causas ad valorem centum aureorum, de consensu partium, causas majoris valoris definire.

3^o De tempore ad tempus prorogatur jurisdictione, quando in favorem partium determinatum est temporis spatium intra quod causa erit definienda; partes, ne recurrant ad superius tribunal, possunt prorogare jurisdictionem iudicis.

4^o Tandem de loco ad locum fit prorogatio, quando iudex, qui in aliquo loco judicialiter procedere debet, sive quia est ibi proprium territorium, sive quia ex commissione superioris determinatus est locus officii exereendi, extra hunc locum procedit ex consensu partium et sententiam dicit. Cf. Santi, loco citato.

1900. **Alius modus extraordinarius est causarum**

connexio, quae verificatur quando una causa sine altera commode disenti et derimi nequit; sic iudex potest cognoscere causas accidentales quae cum principali relationem habent. Si causa incidens sit spiritualis, et causa principalis ad iudicem civilem pertineat, hic supersedere tenetur donec soluta fuerit questio incidens: v. g. in causa haereditatis, si dubium oriatur de validitate matrimonii, haec ad iudicem ecclesiasticum debet referri. Cf. Lega, opere citato, num. 344 et seq.

Alii sunt modi extraordinarii quibus quis sortitur forum competens, qui videri possunt apud commentatores textus.

Ex. vobis tribet modus extraordinarius

magis iudic. quae... parte partium

Coram iudic. quae... fieri iudicium...

*1^o rariar hoc iudic. de...
2^o rariar "de modis procedendi in iudicis".
"De processu iudiciorum"
libellus - est scriptum iudicis. Solum continens
Citates
3^o - Constatitis lites*

*966
1000
1000
1000*

TITULUS IV

DE PROBATIONIBUS JUDICIALIBUS

Probatio est actus iudicis per quem res certa demonstratur
ad probandum rem esse veram

901. **Probatio definitur:** "Rei dubiæ et controversæ per legitima argumenta iudici facta ostensio." Sauti, lib. II, tit. XIX, num. 1.

Dicitur 1^o *Rei dubiæ et controversæ*, quia partes factum probare debent non jus, quod iudici præsumitur exploratum.

2^o *Judici*, quia probationes coram iudice fiunt ut justam habeat intentionem actoris; alteri parti probationes manifestantur ut se defendat.

3^o *Per legitima argumenta*, quia jus positivum determinat quinam testes sint admittendi et quomodo depositiones debeant fieri; hinc distinguitur in jure inter *probationes legales*, seu *legitima argumenta*, et *probationes illegales*.

902. **Probationes sic dividuntur:**

1^o Probationes, *ratione modi* quo obtinentur et in iudicium proferuntur, dividuntur in *directas* seu *proprie dictas*, et *indirectas* seu *presumptiones*. Probationes *proprie dictæ* sunt quæ *directe* proveniunt ex actu ordinato ad probationem constituendam, ejusmodi sunt testium depositiones exceptæ *ad perpetuam rei memoriam*, et quodcumque aliud instrumentum ad rei probationem confectum. Quapropter argumenta extrajudicialia sunt *probationes directæ*, quando immediate ex se aliquid probant.

Probationes *directæ*, quæ in ipso iudicio constituentur, sunt *confessio*, *testimonium*, *juramentum*, *peritia*, *accessus judicialis*.

Probationes *indirectæ* seu *presumptiones* sunt quædam argumenta quæ proveniunt ex factis non constitutis, ex partium destinatione, ad probationem instruendam.

2^o Probationes, ratione effectus seu vis probandi quam habent, dividuntur in probationem plenam et semiplenam. *Plena probatio est illa que rem evidentem facit et iudici persuasionem injicit, juxta quam debet controversiam solvere. Semiplena probatio aliam facit fidem sed non plenam, vel potius ingerit opinionem prodelem, non apta ad definiendam controversiam.*

903. In specie notandum est de probatione plena et semiplena:

1^o Plena probatio est, ubi dicitur quod unum testimonium omni exceptione maiori, sicut in articulo, vel instrumentum publicum, vel in scriptura authentica huic, quoad vim probandam, a pupilla; vel a presumptio juris et de jure; vel confessio rei, et a veritas facti.

a) Primus effectus probationis plenae est quod juxta illam sit ferenda sententia: hinc iudex rem condemnare debet si actor intentionem suam plene probaverit, absolvere autem si actor nihil aut reus contra plene probaverit, quia iudex debet judicare juxta acta et probata. *Can. Judicet, 4, caus. 3, q. 7.*

b) Secundus effectus probationis plenae est ut eorum alio iudice possit inter easdem personas litigantes, in eadem causa, assumi ad fidem faciendam: hinc plenae probationes receptae et insertae actis iudicii in prima instantia, possunt etiam assumi et invocari, quando eadem causa agitatur apud tribunal appellationis. *Lega, De Judiciis, tit. V, num. 436.*

2^o Species semiplenae probationis sunt vel depositio unius testis aut plurium non concordantium; vel instrumentum, seu scriptura privata; vel comparatio litterarum, quando de scripto dubitatur; vel praesumptio probabilis; vel fama.

a) Cum semiplena probatio non faciat rem manifestam, non potest iudex procedere ad proferendam sententiam, sed potius debet rem absolvere, juxta principium expressum in capite *Cum Ecclesia*: "Actore non probante, reus absolvitur." In casu semiplenae probationis, iudex potest deferre

Handwritten notes in the right margin:
 juxta evidentem rem
 et iudici persuasionem
 Solvere
 Semiplena probatio
 potius ingerit opinionem
 apta ad definiendam
 controversiam
 In specie notandum
 est de probatione plena
 et semiplena

^{suppletorium} ^{in rebus} ^{magis} ^{rationi}
suppletorium juramentum parti quæ semiplene probavit, et ita plenam conficere probationem; vel posset intimare purgationem canonicam reo, contra quem militat semiplena probatio. b) Notant auctores, apud Schmalzgruber, tit. XIX, De Probationibus, num. 16, duas semiplenas probationes haberi pro uua plena et eundem effectum sortiri in causis tantum civilibus minoris momenti. Sed duæ vel plures semiplenæ probationes non sufficiunt, I^o in *causis criminalibus*, quia in his causis requiruntur probationes luce meridiana clariores; II^o in *causis matrimonialibus*, quia ubi imminet periculum animæ, plena probatio requiritur; III^o in *causis civilibus arduis*, si tales sint ut quoad pondus et gravitatem criminalibus æquiparentur.

904. **Onus probandi incumbit ei qui asserit, non vero ei qui negat.** Quapropter cum regulariter actor asserat et reus neget, regulariter onus probandi incumbit actori. Si reus non solum neget intentionem actoris, sed excipiat, vel actionem reconventionalem promoveat, ipse probare tenetur, juxta adagiū: "Reus excipiendo fit actor."

Fatendum est, ait Santi, De Probationibus, tit. XIX, num. 8, meliorem forsitan esse regulam ab aliis propositam, quæ est sequens: Ille tenetur probare contra quem militat præsumptio juris, ille autem probare non tenetur cui favet hujusmodi præsumptio. Hinc in genere actor probare debet, quia præsumptio juris est ei contraria, et favorabilis reo; sed si intentio actoris sit fundata in jure, ac proinde pro eo militet præsumptio, statim onus probandi transfertur in reum. Exemplum hujus regule verificatur in causa matrimoniali: v. g. si uxor conveniat maritum ut secum cohabitaret, mariti rei erit probare matrimonii nullitatem.

905. **Probationes coram iudice sunt faciendæ,** quia ipse debet causam videre et sententia judiciali dirimere. Hoc autem non impedit quominus a notario aut alio iudice ad hunc scopum deputatis probationes, puta testium depositiones

vel partium confessiones, recipiantur; (hoc in casu, probationes debent fieri præsente adversario, aut ejus procuratore, qui debet citari, ut, si velit et possit, excipiat contra personas testium, vel contra modum recipiendi depositiones testium vel alias probationes. Potest vero judex, si opportunum ducat, jubere ut testes, præsertim præcipni, coram se iterum examini subjiciantur.)

906. **Queritur quo tempore producti debeant probationes.** Regula generalis est ut non producantur probationes ante *litis contestationem* et post *conclusionem in causa*.

1^o Quod probationes non debeant recipi ante *litis contestationem*, non est mirandum, quia ante *litis contestationem* non determinatur objectum judicii, et sic depositiones receptæ facile extra terminum quæstionis vagantur. Hinc constituta est sequens regula, quæ est rubrica tituli VI: "Ut lite non contestata, non procedatur ad testium depositiones, vel ad sententiam definitivam." Sed huic regulæ derogatur, a) quoties adest periculum ne pereant probationes, nisi audiantur testes ante *litis contestationem*, tit. VI, lib. II; b) quando proceditur summarie, vel œconomice juxta tenorem Instructionis 11 Junii 1880. Cf. Santi, tit. VI, lib. II.

2^o Alia pars regulæ generalis est ut probationes non recipiantur post *conclusionem in causa*. Ratio est, quia post *conclusionem in causa*, partes litigantes munere suo functæ sunt, et res eo devenisse censetur ut sub potestate judicis quæstio sit, qui juxta acta et probata finem liti imponit per suam sententiam. Datur exceptio quoad causas matrimoniales circa vinculum, quæ nunquam transeunt in rem judicatam, et causas beneficiale et sanguinis: ob instrumenta noviter reperta vel testes de novo cognitos, judex potest recipere probationes post *conclusionem in causa*.

Nunc de probationibus in specie agendum erit in capitibus sequentibus.

CAPUT I

DE CONFESIONE

Supposita jurisdictione et competentia judicis, necesse est ut eidem præbeantur probationes contra reum, et nisi istæ sufficientes sint, reus est omnino a judice absolvendus. Aliquando reus eximit auctorem ab onere probandi, puta quando confitetur.

907. **Confessio est: Asseveratio ejus quod ab adversario intenditur.** Lega, De Judiciis, tit. VI, num. 441.

1^o Confessio alia est *judicialis*, alia est *extrajudicialis*. *Judicialis* est illa quæ fit in jure eorum judice vel alia persona legitima. Censetur confessio *judicialis*, a) si fiat eorum judice sedente pro tribunali; b) si fiat coram notario qui fuit delegatus ad confessionem excipiendam. *Extrajudicialis* est illa quæ fit extra judicium.

2^o Alia est *simplex*, alia *qualificata*. *Simplex* ea est quæ pure et simpliciter admittitur; *qualificata* est ea quæ quis non solum fatetur id quod intendit adversarius, sed etiam adjuncta facti exponit per quæ majorem inducit veritatis præsumptionem.

3^o Alia est *cum adjectione cause*, alia *sine adjectione cause*; prima locum habet cum quis confitetur non solum intentionem adversarii, sed etiam ejus rationem; secunda exhibet tantum adversarii intentionem.

4^o Alia est *expressa*, alia *tacita*; *expressa* nuncupatur quæ fit verbis, scriptura vel aliis signis quibus solet manifestari voluntas; *tacita*, quæ quasi-confessio appellatur, ex aliquo facto deducitur vel a lege intervenisse fingitur, quod variis modis contingit, uti videri potest apud Schmalzgrueber, lib. II, tit. XVIII, De Confessione.

908. **Queritur an reus in iudicio interrogatus de crimine respondere teneatur.** Respondetur cum di-

stinctione: 1^o Si judex non interroget legitime, v. g. quia *certi et legitime reus non tenetur respondere*
 interrogat reum de crimine de quo nondum est diffamatus, 2^o si reus non tenetur
 reus non tenetur respondere, neque ex taciturnitate haberi *reus non tenetur*
 potest pro confesso; quia, eo casu, judex egreditur limites *tenetur respondere*
 suae potestatis, et consequenter interrogat tanquam privatus. *reus non tenetur*

2^o Si dubitetur an judex juste interroget, reus non tenetur
 confiteri, quia in dubio melior est conditio possidentis; et
 licet alias praesumatur superioris mandatum esse justum, non
 tamen in hoc casu speciali, ubi est conjunctum cum damno
 gravissimo.

3^o Si judex legitime interroget, aliqui existimant reum,
 etiam in hoc casu, non teneri judici interroganti respondere,
 saltem si agatur in causa capitali de damno vitae. Praeceptum
 humanum, aint, quale est judicis, non solet obligare cui
 tanto incommodo; quod confirmant argumento a minori ad
 majus: nemo enim de jure cogi potest ut veritatem dicat
 contra suum sanguinem; ergo multo minus ut verita-
 tem dicat contra seipsum. Haec sententia, cum probabilis sit,
 confessariis servire potest, quando reus persuaderi nequit
 ut crimen ultro confiteatur. Ceterum communior est alia *quae legi tenetur*
 sententia quam tenent S. Thomas et plures alii; ratio est, *tenetur*
 quia reipublice interest ne crimina maneant impunita; con-
 sequenter judici juste interroganti reus respondere tenetur.
 Schmalzgrueber, loco citato.

**909. Confessio judicialis aequivalet verae proba-
 tioni**, ita ut alia pars eximatur prorsus ab onere probandi
 suam intentionem. *ver*

In litis contestatione, solent fieri *positiones* seu *allega-
 tiones* quibus determinatur objectum judicii: actor contra
 reum praesentem plura ponit seu allegat in distinctis proposi-
 tionibus, v. g. si proenator fiscalis dicat: 1^o Dico et assevero
 te per ultimum mensem a parochia abfuisse; 2^o Dico et asse-
 vero te eodem tempore habitum clericalem deposuisse.

His positionibus respondet reus confitendo vel negando; articuli quos reus confitetur sunt confessiones judiciales de quibus non erit litigandum, quia propria confessio est regina probationum.

210. Confessio judicialis potest impugnari appellatione post sententiam, vel exceptione ante sententiam.

1^o Quoad primum, quia appellationi locus non est nisi *justa de causa*, repellenda est appellatio nisi proponatur aliqua probabilis ratio expetite revocationis, v. g. *causa metus, fraudis, erroris*; difficilins admittitur in civilibus quam in criminalibus.

2^o Quoad secundum, impugnatio est admittenda et etiam destruit confessionem, si valeant rationes in contrarium allatae, puta si constet confessionem ex errore facti provenisse.

3^o Sed quid juris si quis vellet confessionem impugnare et revocare, ob defectus processus judicialis, veluti ob defectum citationis aut incompetentiæ in jure? Hac in re, valet principium: Confessio sanat omnes processus defectus quos sanare est in potestate alterutrius partis litigantis. Revera factum confessione manifestatum fit *notorium*; atqui in notoriis nulla contentio judicialis requiritur.

4^o Verum si iudex esset incompetens ratione *objecti* aut *gradus*, quia hic incompetentiæ defectus a parte sanari nequit, tunc judicialis instantia non valeret, et confessio non amplius haberetur *judicialis* sed *extrajudicialis*.

5^o Facilior est impugnatio, si a personis fiat quæ in iudicio agunt per procuratorem, tutorem, vel curatorem. Nam eorum confessio, ob defectum mandati specialis ad confessionem emittendam, omnino nulla declaranda est; si mandatum habebant, confessio valet, nisi dominus principalis demonstret istam esse falsam, vel procuratorem mandati limites excessisse. Lega, De Judiciis, part. I, tit. VI.

911. **Confessio extrajudicialis, in causis criminalibus, non habetur uti plena probatio.** Nam ad demonstrandum aliquem reum fuisse criminis alicujus, praesertim quod secum fert poenam gravem, requiruntur probationes omni exceptione majores, quae nempe in animo judicis certam inducunt persuasionem, non solum de auctore delicti, sed etiam de moralitate actionis et de gradu culpabilitatis. Quare extrajudicialis confessio, praesertim si in judicio impugnetur, merito non praesumitur facta ex animi consilio, sed potius ex levitate aut ab extrinseca coactione.

A fortiori non valet uti plena probatio confessio sacramentalis, si in judicio producat. Nullum effectum sortitur, quia hujusmodi confessio fit Deo, non homini, et consequenter extra commercium humanum est.

Hæc revelatio proveniret non tantum a sacerdote apud quem fit confessio, sed ab eis qui, cum propius sacro tribunali adstant, peccata confitentis audirent; eum isti ad silentium eadem lege ac confessarius teneantur, hinc eorum revelatio nullum effectum in poenitentem produceret. Idem dicatur si confessarius, ex licentia poenitentis, aliquod ejus crimen revelaret, ut declaravit tribunal S. Rotæ, in quaestione filiationis Ducis Sforza-Cesarini. Cf. Santi, lib. II, tit. XVIII, De Confessis, num. 25.

CAPUT II

DE TESTIBUS

In judicio, testium depositiones recipiuntur ut moralis certitudo de rei veritate haberi possit; ipse testis est persona idonea quae in judicio, praemisso juramento de dicenda veritate, aliquid testatur. Ut sit idonea persona, oportet ut testis in ea conditione versetur ut decipi non poterit et decipere

non voluerit, aliis verbis, requiritur ut testis habeat scientiam et probitatem.

912. **Ad testimonium in judicio ferendum omnes admittuntur qui habent scientiam et probitatem.**

1^o Ex primo capite, a) *absolute* prohibentur, *jure naturali*, infantes, furiosi, amentes et omnes illi qui nec res percipere, nec aliis suam notitiam communicare valent; *jure canonico*, prohibentur impuberes, ob judicii infirmitatem. Attamen quia impuberes rerum scientiam habere possunt, juvat aliquando eos admittere ad praestandum aliquod officium veritatis.

b) *Relative* excluduntur omnes illi qui in causa aliquod habent interesse morale aut patrimoniale, quia, ut fert regula juris civilis: "Nullus idoneus testis in re sua intelligitur."

Hinc testes esse non possunt litigantes ipsi, vel eorum advocati et procuratores in causis in quibus agunt; parentes pro filiis et vicissim, atque in genere consanguinei et affines; domestici pro dominis et domini pro domesticis; socii pro sociis et inimici in causa inimicorum.

2^o Ex secundo capite, excluduntur infideles, haeretici, apostatae, excommunicati, infames et in genere criminosi. At vero non est negandum interrogationem hujusmodi personarum esse quandoque valde utilem ad veritatem detegendam; unde possunt audiri, quamvis parva fides sit eis praebenda.

913. **Personae quas jus positivum excludit a testimonio ferendo habendae sunt uti suspectae.** (Multum deferendum est prudentiae judicis, cujus est judicare de idoneitate testium.

1^o Judex tenetur *ex officio* testes excludere *jure naturali* inhabiles, uti sunt infantes, amentes, vel notorie infames; hos tamen potest audire, si ex eis putet se aliquid cogniturn fore quod sententiae inserviat.

2^o Judex, *ad instantiam partis*, non tenetur aliquem ex-

cludere a testificando, nisi evidentes sint rationes suspicionis, unde inutilis vel damnosa videatur ejus attestatio; verum examen suspicionis objectæ contra personam testis solet differri post attestations factas, ex quibus melius dignoscitur an exceptio sit fundata. Aliquando testis deponit in favorem partis suspicantis de idoneitate testis; præterea judicis erit veritatem detegere a teste suspecto. *Lega, De Judiciis, num. 473.*

914. Testes debent citari a iudice ut compareant; in decreto citationis indicari debent locus, dies et hora comparitionis.

1^o Citatio potest fieri modo solemniori, adhibito apparitore qui eam deferat ad testes. Juxta præsentem Ecclesiæ æconomiam, citatio fit minus solemniter: iudex, per medium litterarum, testem invitat ad comparendum coram tribunali, juxta formulam sequentem: "Cum in quadam causa quæ coram nobis in curia episcopali vertitur, necessaria sit præsentia tua, ad dictam curiam de nonnullis informandam, non graveris te a nobis citari ad comparendum die...mensis..., hora..., in tali curia. Datum..., die..., mensis..., anno..."

2^o Die statuto, iudex ipse, vel alius ab ipso delegatus, attestations excipiet. Citanda est etiam pars adversa ut videat personas ad attestandum admissas, contra quas excipere potest; item consultum erit monere partem testes producentem de die, loco et hora constitutis pro examine testium, ut valeat contra ipsos excipere, si forte causa suspicionis oriatur.

3^o Utraque pars potest instare apud iudicem ut testes ab ipso iudice citentur et coram ipso deponant.

915. Testis in iudicio non recipitur nisi juramentum ediderit. (Hoc in cap. *Nuper nobis*, 51, tit. XX, lib. II, expressum est: "Nullius testimonium, quantumcumque religiosus existat, nisi juratus deposuerit, in alterius præjudicium debet recipi." Quare valet principium: "Testis non

juratus non probat." Dicitur *non probat*, sed si ceteris qualitatibus præditus sit, præsumptionem inducit veritatis.

1º Juramentum hujusmodi, *a*) comprehendit promissionem de veritate dicenda; id est, ut docent juristæ, testis jurare debet se dicturum solam veritatem et totam veritatem.

b) Testis declarat se non venisse in judicium intuitu amoris vel odii erga aliquam personam, nec prætium recepisse pro dicendo testimonio.

c) Absoluta depositione, judex potest deferre testi juramentum de secreto servando, si opportunum ei videatur. Const. *Sacra hæc*, 11 Junii 1880, art. 18.

2º Quæritur an partes possint testibus remittere juramentum. In genere respondetur *in civilibus* non prohiberi hujusmodi renuntiationem, quia juramentum inductum est in favorem partium, quæ suo juri possunt renunciare; datur exceptio, si renuntiatio lædat jus tertiæ personæ. *In criminalibus*, hæc remissio fieri prohibetur.

3º Regulariter testis juramentum præstare debet antequam examen ejus incipiatur; completo examine, majori cum difficultate inducitur testis ad corrigenda ea quæ dixit, præsertim ob timorem infamiae, vel saltem suspicionis de ejus sinceritate. Hinc præsumitur magis dicere veritatem qui juramentum præstat ante, quam qui præstat post examen. Santi, lib. II, tit. XX, num. 39./

916. **Partes interrogantur ab ipso judice vel ab alio a judice delegato.** (Interrogationes debent offerri judici ut formas earum approbare possit. Non prohibetur quominus interrogationibus quædam positiones seu allegationes misceantur ad provocandam confessionem judicialem partium.

Relate ad ipsum interrogatorium, oportet 1º ut testes seorsim audiantur, juxta art. 17 Instructionis 11 Junii 1880, ne videantur inter se colludere.

2º Quæstiones parti proponuntur tantum in actu interrogatorii, non antea.

3^o Responsiones debent redigi in scriptis a cancellario una cum interrogationibus.

4^o Pars satisfacere debet *oretenus* interrogationibus, quin perlegat scriptam relationem factorum. Tantummodo poterit recurrere ad scriptum documentum, si agatur, v. g. de referendis summis pecuniæ, et ita porro.

5^o Completo examine testis, universa depositio est ei perlegenda, et ipse potest corrigere, si quid præcipitanter et minus caute dixerit. Deinde suam depositionem ratam habet et sua subscriptione confirmat; si testis sit illitteratus, notarius id adnotat, et regulariter ab eo exigit ut tractum lineæ rectæ in crucem dividat.

6^o Judex pro sua prudentia determinabit utrum pars interrogatorium proponens responsionibus adsistere possit; hoc prohibere posset gravi de causa, præsertim quando *ex officio* a judice debent addi interrogationes, ad facti veritatem detegendam, quibus postea pars interrogans respondere debet. Quando judex interrogat unum ex litigantibus ad inquirendam veritatem *in causis criminalibus et spiritualibus*, tunc alius interrogationibus adesse non debet; verum etsi pars non adsit examini, jus habebit cognoscendi responsiones ut se defendere valeat, si casus ferat. Lega, num. 445.

7^o Regulariter examen in loco judicii institui et confici debet. Verum si audiendæ sint personæ, quæ *egregiæ* dicuntur, quemadmodum sunt personæ illustres, vel in dignitate ecclesiastica constitutæ, ipse judex, vel alter de illius mandato, cum notario accedet ad illas personas. Cap. 8, tit. XX, De Testibus, lib. II Decretalium.

Si testis extra diocesim versetur, ad Officialem illius diocesis mittuntur *litteræ remissoriæ* ut eum citet, et interroget, casu quo tribunal judicis ordinarii adire recusat.

8^o Tandem interrogationes a judice faciendæ debent esse *sufficientes et fallacis carentes*.

a) Ut sint *sufficientes*, debent esse *generales et speciales*.

Per interrogationes *generales*, iudex investigat testis idoneitatem, cumque interrogat de ætate, conditione, de ejus relatione cum partibus litigantibus et eum causa quæ agitur; per interrogationes *speciales*, iudex investigat modum et causas quibus testis factum cognoscit, circumstantias loci, temporis et personarum, et ipsam testis credulitatem explorat.

b) Interrogationes insuper *fallaciis debent carere*. Hinc merito reprobantur *interrogationes suggestivæ*, tum in examine rei, tum in examine testium. *Suggestiva* interrogatio ea est in qua ipse iudex suggerit responsionem; v. g. si iudex dicat: Tu vidisti tali loco et tempore et talibus armis Titium infligentem vulnus Caio in pectore? Testis ex interrogatione credere potest iudicem persuasum esse de culpabilitate Titii, et timere potest ne, si aptam interrogationi responsionem non proferat, indignationem iudicis et poenam incurrat. Santi, lib. II, tit. XX, num. 42-43.

917. **Ad legitimam probationem, generatim requiruntur et sufficiunt duo testes**, modo sint omni exceptione majores, nempe tales quorum testimonium nulla ratione excludi possit, ex cap. *Licet*, 23, De Testibus.

Ratio regulæ est, quia in uno teste, etiam probatæ vitæ et notæ famæ, potest forsitan deficere sincera cognitio facti, vel potest locum habere studiosa voluntas aut favor erga unum potius quam alium negotii respectum. Sed ubi adest concursus duorum idoneorum testium depositio, supponi nequit utrumque testem vel factum ignorasse, vel humanam fragilitatem adeo persensisse, ut contra rei veritatem in unam sententiam conspirarent.

1º Attamen, in quibusdam causis, plures quam duo testes requiruntur: e. g. in causa nullitatis matrimonii ob impotentiam, producendi sunt septem testes ex utroque conjugate, qui deponant de conjugum probitate, necnon de propria persuasione matrimonium non fuisse consummatum. Cap. 5-7, De Frigidis et Maleficiatis.

2^o Per se testis unus non plene probat, nisi sit omni exceptione major et testimonium dicat ubi abest præjudicium tertii, vel nisi sit testis qualificatus.

Ad primum, sufficit unus testis omni exceptione major ad probandum aliquem fuisse baptizatum, aliquem esse clericum, vel in extremis vitæ dedisse signa pœnitentiæ. Ratio est, quia nemo prudens præsumitur in re gravi et religiosa gratis veritatem prodere, et peccatum perjurii intendere.

Ad secundum, testis qualificatus est ille qui ratione sui officii deponit. Testes qualificati sunt medicus vel chirurgus, circa qualitatem vulneris inflictæ; notarius publicus, deponens de rebus a se visis et relatis in actibus suis; officialis tribunalis, qui testatur se fideliter executum fuisse munus suum. Isti omnes plenam fidem faciunt in judicio, ita ut eorum testimonium recipiatur ad plene probandum, nisi alias suspicio oriatur, et contra eorum depositionem militent valida argumenta.

918. **Ut aestimetur valor depositionis, oportet attendere tum ad naturam attestationis, tum ad qualitatem testis.**

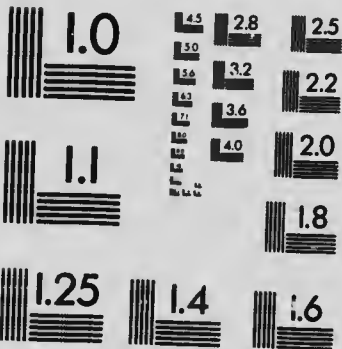
1^o Oportet ut testes sint concordes. Attestationes sunt *adversæ*, quando sunt inter se pugnantes et contradicentes; in hoc casu, nulla probatio est, imo ex hujusmodi contradictione argui potest fraus vel dolus, ut in casu Susannæ, de qua in cap. 13 libri Daniel. Aliquando attestationes sunt *cumulativæ*, quando testes diversa adjuncta ejusdem facti referunt quæ simul componi et uniri possunt, vel diversa facta quæ simul conjungi possunt, ita ut unum sit alterius causa vel effectus. Si saltem duo testes habeantur pro eujuslibet ejusdem facti probatione, et ex complexu circumstantiarum, facti substantia resultet, attestatio plenam fidem facit. Santi, De Testibus, num. 23. Aliquando attestationes sunt *diversificativæ*, quando plures testes diversa facta referunt quæ inter se non colliguntur relate ad punctum probationis.

*Gu, nisi
complet
cum
testium*



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482-0300 - Phone
(716) 288-5989 - Fax

In hac hypothesis, testes singuli tantum valent, quantum unus valeret.

2^o Oportet ut testes factum cognoverint. Testes sunt *de scientia*, vel *de credulitate*, vel *de auditu*, vel *de fama*.

a) Testes *de scientia* illi sunt qui factum ex se cognoverunt; v. g. ille testis est qui vidit homicidium perpetrari, vel audivit aliquem proferentem blasphemiam, aut verbalem injuriam contra alium. Testes de scientia faciunt fidem in judicio.

b) Testes *de credulitate* illi sunt qui ex conjecturis et praesumptionibus arbitrantur ita et non aliter rem se habere. Testes de credulitate proprie testes non sunt, nam credulitas non ex perceptione ipsius actus procedit, sed ex conjecturis, indiciis et praesumptionibus; quare tantum valet depositio testis de credulitate, quantum valent indicia quibus nititur. Quaedam sunt indicia quae *violentam* inducunt praesumptionem; v. g. in causa adulterii, si quis deponat se vidisse simul in eodem loco nudum cum nuda.

c) Testes *de auditu* ii sunt qui deponunt facti narrationem se accepisse ab hominibus fide dignis. Testes de auditu, cum non fundentur in directa et propria facti cognitione, sed in dicto tertiae personae, veri testes non sunt, nec veram probationem efficiunt; ex cap. 47, tit. XX, lib. II. Hi testes admittuntur ad probationem factorum antiquorum, modo receperint suam narrationem a viris fide dignis, qui neque decipi, nec decipere potuerunt.

d) Testes *de fama* sunt qui referunt aliquam opinionem et credulitatem in populo vigere. Tanti valet depositio horum testium quanti facienda est fama; jamvero cum opinio communis potest aliquo praesudicio inniti, hinc veram probationem veritatis non habet, sed tantummodo aliquam praesumptionem, si fama procedat ab hominibus prudentibus et fide dignis. Santi, loco citato, n. 32.

919. **Testes cogi possunt ut ad testificandum veniant, tum si clerici, tum si laici fuerint,** *Cap. 2, tit. XXI, lib. II Decretalium.*

Ratio est, quia testimonium dare habetur ut munus publicum, a quo nemo sese subtrahere debet, absque rationabili causa. Quare iudex, adhibitis poenis, cogere potest testem ut sistat coram tribunali et ferat testimonium circa factum quod cognoscit; quod si persona sit alterius jurisdictionis, v. g. alterius diocesis, ejus examen committitur iudici proprio, qui eam eoget ad testimonium ferendum.

Quid si clericus citetur ut testis apud tribunal laicum? Clericus non subditur iudici laico, ob immunitatem personalem, ex can. *Statutum*, 38, caus. II, quest. VI. Hinc episcopus proprius examen clerici excipiet ad instantiam iudicis civilis et huic remittet acceptam depositionem; vel idem episcopus delegabit alium clericum qui adsistet iudici laico, quando clericus citatus ut testis in iudicio deponet.

In locis ubi privilegio fori non derogatur per concordata, clericus, citatus ut compareat coram tribunali civili, adeat episcopum et ejus mandata excipiat et sequatur. Santi, tit. XXI, lib. II, n. 3.

Aliquando testes non volunt comparere, quamvis iudex in eos poenis vel censuris animadverteret; in eo casu, Instructio 11 Junii 1880, art. 20, praescribit ut mentio fiat in actis de rebus praedictis, et suppleatur defectui talium testium per depositionem aliorum testium, qui haberi possunt.

920. **Expleto testium examine, fit locus publicationi attestatorum:** id est, iudex vocat partes litigantes, et per se vel per notarium suum legit, aut in scriptis communicat quidquid singuli testes ad singula puncta questionis responderunt.

Primus effectus publicationis est ut generatim neque adducti testes, neque novi possint supra iisdem articulis pro-

*in praesentia non est
sententiam in iudicis eccles-*

Cap. 2, tit. XXI

concordata et unum si

*quod fit
inter eos
testes secundo;*

et in iudicis eccles-

duci; ex cap. 17, 18, 19, tit. XX, lib. II. Ratio est, quia per admissam publicationem partes censentur renuntiasse nevis depositionibus; præterea periculum est, cognitis depositionibus, ne alterutra pars, videns examen testium contigisse contra suam expectationem, veteres vel novos testes corrumpat, et sibi studeat per fas et nefas favorabile testimonium procurare.

Secundus effectus publicationis est ut attestations, receptæ et publicatæ in uno judicio, vim habeant etiam in alio judicio inter easdem personas, si contra testes nulla facta et probata sit exceptio.

Tertius effectus est ut post publicationem non admittantur exceptiones contra personas testium. Attamen exceptiones contra ipsum examen et dicta testium proponi possunt post publicationem attestatorum. Exceptiones hujusmodi proponi possunt non solum a parte adversa contra quam testes producti sunt, sed etiam ab ipso producente. Principium: "Testis productus probat contra producentem," excludit solummodo exceptiones contra personam testis, non vero contra modum instituti examinis et contra ipsam testium depositionem. Santi, in tit. XX, lib. II Decretalium.

CAPUT III

DE INSTRUMENTIS

*de iuris
et per
re...*

Ad facti controversi probationem, iudex recurrit ad instrumenta. *Per se* major est auctoritas testium, quia instrumenta sunt testationes mutæ et surdæ quæ interrogatæ non respondent, dum e contra probatio per testes semper loquitur, ratiocinatur et sæpius interrogata respondet. Ob vero *improbabilitatem hominum*, prævalet fides instrumentorum testium auctoritati, nisi probetur instrumentum esse falsum.

921. **Instrumentum, si stricte sumatur, definitur :**
 "Scriptura quæ de aliqua re fidem facit judicij, seu ad aliquid probandum in judicio confecta et adhibita." Lega, tit. X, num. 507.

Dividitur 1^o in *publicum* et *privatum*; *publicum* est, si a persona publica, puta a notario ad hoc specialiter ordinato, cum certis solemnitatibus conficiatur; aliter confectum instrumentum erit *privatum*. Instrumentum publicum, si actum contineat non privatorum sed communitalis, vocatur *monumentum*.

2^o Utrumque instrumentum sive publicum sive privatum est *originale*, quando refert scripturam primitus confectam; dicitur *exemplar*, *copia*, si sit transcriptio originalis; quod si factum est manu vel auctoritate publica, dicitur *exemplar authenticum*.

922. **Ut instrumentum publicum rite conficiatur, plura requiruntur :**

1^o *Ex parte conficientis*, oportet ut sit notarius legitimus qui rite procedat. Est legitimus, si ex justis nuptiis procreatus, jurisperitus, suum munus habeat ab auctoritate publica, quæ potest notarios creare; rite procedit, quando rogatur a parte vel partibus, a quibus dependet instrumentum.

2^o *Ex parte materie*, oportet ut negotium sit honestum et licitum, ut totum factum vel negotium cum debitis circumstantiis et clausulis fideliter et integre describatur.

3^o *Ex parte formæ*, oportet, a) ut in proloquio præmittatur invocatio divini nominis, v. g. : In nomine Dei, amen; b) exprimatur nomen regis imperantis in societate una cum anno suæ dominationis; c) indicentur locus et tempus confexionis instrumenti et nomina testium; d) ipse notarius et testes subscribant, necnon et ipsæ partes. De Luca, De Judiciis, num 209.

923. **Instrumentum publicum omnibus requisitis ornatum plene probat**, quoad partem dispositivam, tum

pro contrahentibus, tum contra eosdem, licet demortuæ sint personæ quæ instrumentum obsignarunt. Cap. 2, tit. XXII, De Fide Instrumentorum, lib. II.

Hoc vero intelligi debet de instrumento originali et authentico; exemplar per se fidem publicam non obtinet, sed tanti valet quantum constat illud referre documentum authenticum. Plenam facit fidem, quando constat illud auctoritate extractum et confectum esse ex originali et publico instrumento.

924. **His documentis publicis equiparantur instrumenta privata authentica**, quæ, etsi a persona publica et cum solemnitatibus non sint confecta, tamen, ob testium subscriptionem vel sigillum, plenam merentur fidem. Hinc plene probant: 1^o acta judiciaria, quæ continent gesta coram iudice, notario et duobus viris idoneis adnotata; 2^o scripturæ publico et authentico sigillo munitæ, quod tamen debet esse illæsum, recognitum cum subscriptione; 3^o scripturæ ex archivio publico de promptæ; 4^o libri officialium publicorum, e. g. parochorum; 5^o scripturæ privatæ quibus, præter earum auctores, subscripserunt tres integri testes; 6^o litteræ contractuum quibus utraque pars subscripsit. De Luca, De Judiciis, tit. XVI, num. 208.

925. **Quoad scripturas stricto sensu privatas**, videlicet nec a notario in forma solemnī confectas, nec a personis privatis juxta modos expositos editas, sunt authenticæ et *regulariter* non probant in favorem scribentis, quia nemo est idoneus testis in causa propria. Diximus *regulariter*, quia hujusmodi scripturæ probant, si ab alia parte non fuerint impugnatæ. Contra ipsum scribentem plene probant, si fuerint ab eodem recognitæ; ratio est, quia talis scriptura privata, qua quis aliquid scribit contra se, censetur esse confessio; atqui confessio est optima probatio.

926. **Contra instrumentum excipi potest**: 1^o ratione *causæ efficientis*, quod scilicet conficiens instrumentum non

fuerit notarius; 2^o ratione *causae materialis*, quod scilicet super tali negotio non potuerit legitime instrumentum confici; 3^o ratione *causae formalis*, quod scilicet non habet solemnitates requisitas; 4^o ratione *ipsius instrumenti*, quod nempe sit falsum aut suspectum de falsitate.

Multipli modo probari potest instrumenti falsitas: 1^o ex contrarietate contentorum in instrumento; 2^o ex defectu in sigillo; 3^o ex testibus contra instrumentum deponentibus; 4^o ex variis conjecturis, quae videri possunt apud Schmalzgrueber, tit. XXII, lib. II, num. 96 usque ad 113.

CAPUT IV

DE JURE JURANDO

Juramentum inservit ad firmandas probationes: hinc in titulo de probationibus propriam sedem merito sibi vindicat.

Jam locuti sumus de juramento quod testes debent prestare, quando testimonium perhibent; inpraesentiarum loquimur de juramento emisso ad lites dirimendas. Cum vero lites dirimi possint *judicialiter* et *extrajudicialiter*, juramentum est *judiciale* et *extrajudiciale*.

927. **Juramentum est: "Invocatio divini nominis in testimonium alienjus rei."** Santi, lib. II, tit. XXIV.

1^o *Juramentum extrajudiciale*, quod dicitur *voluntarium*, est illud quod una pars, ob periculum litis futurae alteri parti defert, sub ea conditione ut si ausa fuerit jurare, juramentum pro veritate habeatur, et jurans, absque alio processu, victoriam assequatur. Santi, lib. II, tit. XXIV, num. 22.

Illud juramentum habet naturam transactionis, et pars quae defert juramentum alteri parti, eedit juri ulterius inquirendi.

2^o *Juramentum judiciale* aliud est litis *decisorium*, aliud *suppletorium*, aliud *purgatorium*.

Juramentum *litis decisorium* habetur, quando una pars litigans, nempe sive actor sive reus, abhorrens moras incepti judicii vel efficacioribus destituta probationibus, vult recurrere ad juramenti subsidium. Quapropter invocat judicis auctoritatem ut ei permittat alteri deferre juramentum sub ea conditione ut si ausa fuerit jurare, sententiam exinde obtineat favorabilem. Juramentum decisorium in criminalibus non admittitur.

Juramentum *suppletorium* est illud quo l. judex alterutri parti defert in supplementum probationis. Praestatur vel ad complendam probationem, quae completa et sufficiens non est, et in hoc casu dicitur *suppletorium*, vel ad destruendam presumptionem quae contra aliquem indueta est, praesertim per famam publicam, et dicitur *purgatorium*, seu *purgatio canonica*. Cf. Lega, De Juramento, De Judiciis, part. I, tit. VIII.

CAPUT V

DE PRÆSUMPTIONIBUS

Ut factorum species in tuto et aperto ponatur, praeter probationes proprie dictas, a legibus introductae sunt praesumptiones, quae ante omnem probationem assumunt aliquid ut verum.

928. **Præsumptio recte definitur:** "Anticipata de re dubia opinio ex indiciis per rerum circumstantias frequenter eventibus desumpta, aut ex legum determinatione procedens."

Dicitur 1^o *anticipata probatio*, quia ante legitimas probationes aliquid pro vero assumitur.

Dicitur 2^o *de re dubia*, quia si res esset certa et evidens, nulla ex indiciis esset probatio.

Dicitur 3^o *ex indiciis*, quia debet precedere aliquod

1 - delimitat
2 - plures
3 -
4 - Electus

1 - nisi alius
est nisi
conclusionem
indiciis
et indiciis
serivato, sumitur
indiciis
probatio
probatio
probatio

signum, secus suspicio esset iudicium temerarium : jamvero iudicium est aliquid signum delicti, vel rei de qua dubitatur.

Dicitur 4^o *ex indiciis vel lege procedens*, quia praesumptio est vel facti, vel juris.

Specie 929. **Præsumptio alia est facti seu hominis, alia juris.**

1^o Præsumptio facti est conjectura nullo jure expressa aut firmata, sed quam quis concipit ex qualitate et circumstantiis alicujus facti. Triplex præsumptio hominis distinguitur, respondens triplici generi indiciorum.

a) Præsumptio *levis* dicitur, si ex vanis causis oritur ; e. g. si Titius dicatur adulter, eo quod liberius interdum versatur, etsi in loco non suspecto, cum aliena uxore.

b) Præsumptio *gravis* dicitur, quæ concipitur ex adjunctis et indiciis, quibus positis, experientia docet contigisse id quod præsumitur ; e. g. si Titius dicatur turpiter egisse cum puella cum qua, in loco obscuro et sine testibus, versabatur.

b) Præsumptio *gravissima*, quæ *violenta* et *vehemens* dicitur, ea est quæ concipitur ex adjunctis et indiciis adeo proximis et evidentibus, ut, illis positis, non solum res solcat evenire, sed etiam si aliter eveniret, esset casus prorsus inverosimilis ; e. g. si Titius dicatur reus fornicationis, ex eo quod cum puella in eodem lecto fuit deprehensus.

2^o Præsumptio juris est ea quæ in jure habetur expressa, id est, quæ a lege nominatim fit aut ab ea approbatur ; Reiffenstuel, lib. II, tit. XXIII, num. 19. Duplex et ipsa est, videlicet præsumptio *juris tantum*, et præsumptio *juris et de jure*.

a) Præsumptio juris tantum habetur, quando jus in dubio aliquid præsumit et pro vero habet, donec vel contraria probatione, vel fortiori præsumptione elidatur ; exemplum hujus præsumptionis habetur, v. g. in causa civili : si dubitetur de proprietate alicujus prædii, tunc præsumptio favet possessori, juxta principium : *Melior est conditio possidentis*. In causa

eriminali, præsumptio favet reo et supponit ejus innocentiam, donec delictum probetur, juxta principium : Nemo præsuntur malus nisi probetur.

*Co est mai
presumptio
in reo
ita ut
ad tot*

b) Præsumptio dicitur juris et de jure, quando lex ita aliquid præsunt, ut super tali præsumptione jus firmum statuat, eamque præsumptionem ita pro vero haberi vult, ut regulariter probationem in contrarium non admittat. Exemplum hujus præsumptionis habetur in religioso qui intra quinquennium non reclamatur contra suam professionem : ita eam ratam habet ut non possit illam in futurum impugnare. Cone. Trid., sess. XXV, cap. 19, De Ref.

930. **Queritur an ex nudis præsumptionibus ferri possit sententia et reus condemnari.** Respondemus negative, *saltem in causis criminalibus*, etsi præsumptiones sint violentæ. Ratio est, quia præsumptiones non sunt veræ et directæ probationes, sed tantum indicia quæ quandoque in civilibus ut veræ probationes assumuntur. Hoc in criminalibus evenire nequit, cum ad damnationem inferendam probationes directæ, certæ et luce meridiana clariores requirantur, ex cap. 14, De Præsumptionibus. Exciipiendi sunt quidam casus determinati in jure, v. g. si adulterium præsuntur ex actibus ipsi proximis. De Luca, De Judiciis, tit. XV, num. 197.

Diximus *saltem in criminalibus*, quia in civilibus, præsumptio violenta plene probat quoadusque elidatur.

3- Præsumptio non est probatio certa, sed est...

4- Ellectus (130) &

*Præsumptio non est probatio certa, sed est...
Præsumptio non est probatio certa, sed est...
Præsumptio non est probatio certa, sed est...*

De 7 no casis in specie

SECUNDA PARS

DE CAUSIS DISCIPLINARIBUS ET CRIMINALIBUS

Agitur.

"In manus novi antistitis consecrati, ait Barbosa, De Officio et Potestate Episcopi, baculus traditur, auctoritatis scilicet et discipline insigne, sustentaculum imbecillitatis humanæ, ut sit in coercendis vitiis pic sæviens, iudicium sine ira tenens; in fovendis virtutibus auditorum animos demulcens, in tranquillitate severitatis censuram non deserens ut revocet errantes, regat justos, pungat et stimulet ignavos et inertes, repellat nocentes, ac, juxta Ezech. 34, attrahat vagum, sustentet languidum, stimulet pigrum, portet in humeris suis, exemplo Principis Apostolorum, aegrum et debilem, ut increduli convertantur ad fidem, conversi non avertantur, perversi ordinentur ad rectitudinem, subversi ad veritatem revocentur, etc."

Jamvero prælatus hæc omnia peragere nequit, quin habeat tribunal rite constitutum; revera per remedia canonica præcavet vel eradicat gliscentes abusus apud populum sibi commissum; atqui ad applicanda prædicta remedia casibus particularibus, prælatus debet diligentem inquisitionem instituere ne innocentes puniantur, rei vero incolumes habeantur ab omnibus pœnis. Imo si, prætermisissis cautelis forensibus, prælatus subditos corrigeret, facile exurgeret conjuratio malorum contra bonos, et optimi sacerdotes calumniis vexati pœnis afficerentur: quod esset in detrimentum justitiæ et auctoritatis episcopalis. Pierantonelli, Praxis Fori Ecclesiastici, tit. II.

Causæ disciplinares et criminales sunt ille in quibus Ecclesia imponit pœnas medicinales et vindicativas. Pœnæ medi-

cinales ordinantur ad præcavenda mala et voluntarias peccati occasiones removendas; ad hunc finem, prælatus potest uti, juxta reatus naturam, monitionibus, præceptis, exercitiis spiritualibus et censuris. Pœnæ vindicativæ ordinantur ad delicti repressionem et delinquentis coercionem; ad hunc finem, prælatus potest clericos delinquentes suspendere, interdicere, transferre de officio majori ad minus, privare officio, deponere et degradare. De pœnis medicinalibus et vindicativis acturi sumus in libro quarto.

Diversimode Ecclesia causas disciplinares et criminales cognoscit et dirimit: præter modum ordinarium procedendi, tres sunt modi extraordinarii, qui admittuntur vel ob delinquentis malitiam, vel ob delicti notorietatem. De diversis modis procedendi in causis disciplinariis et criminalibus exoritur tractatio.

857. *Nationalis Libris.*

DE MODO (ECONOMICO) PROCEDENDI 1882

IN CAUSIS DISCIPLINARIBUS ET CRIMINALIBUS

Ecclesia in pluribus locis impeditur quominus suam jurisdictionem contentiosam explicet in rebus quæ ad ejus tribunal deferuntur. Ea est enim in fere omnibus regionibus lugenda Ecclesie conditio, qua non valeat efficiteiter brachium sæculare invocare ut testes compareant eorum tribunalibus ecclesiasticis et deponant: unde Ecclesie relinquitur tantum usus pœnarum spiritualium, quæ plures parum movent.

Sancta Sedes, presenti Ecclesie conditione mature perpensa, et considerato defectu mediolorum aptorum pro regulari curiarum episcopaliu ordinatione, indulsit Ordinariis locorum ut juxta formas magis œconomicas procedere valeant in causis disciplinaribus et criminalibus clericorum. Ad hunc finem, S. Congregatio Ep. et Reg., die 11 Junii 1880, edidit instructionem in favorem episcoporum Italie; sed episcopi Gallie quæsierunt et obtinuerunt, die 14 Jan. 1882, ut eadem methodo procedere possent in causis disciplinaribus et criminalibus; imo instructio 11 Junii 1880 indicat modum quo nunc regulariter proceditur apud curias episcopales.

Vi decreti noni, concilii Quebecensis sexti, erectæ fuerunt officialitates quæ judicant causas clericorum; archiepiscopus Quebecensis, in promulgando hujusmodi decreto pro sua diocesi, merito reputat instructionem 11 Junii 1880 indicare normam qua officialitates seu tribunalia ecclesiastica hujus regionis procedere possunt in causis clericorum cognoscendis et dirimendis. Litteræ ad clerum, 18 Februarii 1882.

In Statibus Federatis, norma procedendi exponitur in

Handwritten notes in cursive script, including the word "judicium" and other illegible text.

instructione *Cum magnopere*, quam S. Congregatio de Propaganda Fide edidit anno 1884 et tertium concilium plenum Baltimoreense explanavit. Tit. X, cap. 3, De modo procedendi in causis criminalibus clericorum. Hæc instructio *Cum magnopere* non differt substantialiter ab instructione *Sacra hæc*: unde in materia expositione attendemus annotationibus concinnatis sive a concilio Baltimorensi, sive a commentatore, S. B. Smith, *Elements of Ecclesiastical Law*, vol. III, et *New Procedure*.

Premissa instructione *Sacra hæc*, exponemus modum æconomicum procedendi in titulis qui sequuntur.

12 Notiones generales et breves INSTRUCTIO *Est v. Brevis*

De modo quo canonice procedere debent curie ecclesiasticæ in causis disciplinaribus et criminalibus clericorum.

RATIO INSTRUCTIONIS

*Exordium
instructionis
Rationes cur
facere debent
curie ad
disciplinam.*

“*Sacra hæc* Episcoporum et Regularium Congregatio, mature præsentis Ecclesiæ conditione perpensa, quæ pene ubique impeditur quominus externam explicet suam actionem super materias et personas ecclesiasticas, et considerato quoque defectu mediocrium aptorum pro regulari Curiarum ordinatione, constituit facultatem Ordinariis locorum expresse concedere ut formas magis æconomicas adhibere valeant in exercitio suæ disciplinaris jurisdictionis super clericis. Ut autem tota justitiæ ratio sarta tectaque maneat, serveturque processuum canonica regularitas et uniformitas, opportunum censuit sequentes emanare normas, a Curiis servandas.”

EJUSDEM DIVISIO

“Art. 1. Ordinarius, pro suo pastorali munere, tenetur disciplinam correptionemque clericorum ita diligenter curare

ut circa eorum mores assidue vigilet, ac remedia a canonibus statuta sive præcavendis, sive tollendis abusibus in clerum aliquando irrepentibus provide adhibeat."

" Art. II. Hæc vero remedia, alia *preventiva* sunt, alia *repressiva*. Illa quidem ad præpediendâ mala, scandalorum stimulos amovendos, voluntarias occasiones et causas ad delinquendum proximas vitandas ordinantur. Hæc vero eum in finem constituta sunt ut delinquentes ad bonam frugem revocentur, ac culparum consecutaria e medio tollantur."

" Art. III. Conscientiæ Ordinarii remittitur cujusque remedii applicatio, canonicis præscriptionibus servatis, pro casuum ac circumstantiarum gravitate."

REMEDIA PRÆVENTIVA

" Art. IV. Præventiva remedia sunt præcipue: spiritualia exercitia, monitiones, præcepta."

" Art. V. Antequam vero adhibeantur, summaria factorum recognitio præcedat oportet, cujus notitiam Ordinarius servari curet, ut, si opus sit, ad ulteriora procedere possit, et ut auctoritati ecclesiasticæ superioris gradus, in casu legitimi recursus, totius rei rationem reddat."

" Art. VI. Canonicæ monitiones, vel secreto fiunt (etiam per epistolam vel per interpositam personam), ad modum paternæ correptionis; vel juxta formam legalem, ita tamen ut illarum executio ex aliquo actu pateat."—Cf. art. XIV.

" Art. VII. Quod si monitiones in irritum cedant, Ordinarius jubet per curiam delinquenti analogum præceptum intimari, ita ut in hoc explicetur quid ipse vel facere vel vitare debeat, addita respectivæ pœnæ ecclesiasticæ comminatione, quam, si præceptum transgrediatur, incurret."

" Art. VIII. Præceptum delinquenti, a curiæ cancellario, coram vicario generali, injungitur, aut etiam coram duobus testibus ecclesiasticis vel laicis spectatæ probitatis."

“ 1° Actus injunctionis præcepti signatur a partibus præsentibus, et a delinquente etiam, si velit.”

“ 2° Vicarius generalis jusjurandum testibus imponere potest de secreto servando, si prudenter a natura rei, de qua agitur, id requiratur.”

2^o Diversa etiam
servanda et res

MEDIA REPRESSIVA

“ Art. IX. Quod vero pertinet ad remedia repressiva seu penas, animadvertant Ordinarii in suo plene vigore manere remedium extrajudiciale *ex informata conscientia*, pro occultis reatibus a S. Concilio Tridentino constitutum, sess. XXIV, cap. 1, de Ref.”

“ Art. X. In actione criminali, vel ob præcepti inobservantiam, vel ob communes reatus, vel ob ecclesiasticarum legum transgressionem, processus summarie et sine strepitu judicii, servatis semper in tota sua substantia justitiæ regulis, conficiatur.”

PROCESSUS INFORMATIVUS

“ Art. XI. Processus ex officio instruitur, vel accepto supplicii libello, vel accusatione, vel nuncio quoquomodo ad curiam perlato; et usque ad terminum perducitur eo consilio ut omni studio ac prudentia veritas detegatur, ac tum de crimine, tum de reitate vel innocentia accusati, causa eliquetur.”

“ Art. XII. Compilatio processus committi potest probo ac perito viro ecclesiastico, cui assistat actuarius.”

“ Art. XIII. In qualibet curia episcopali, procurator fiscalis constituatur, ut justitiæ et legi satisficiat.”

“ XIV. Pro intimationibus vel notificationibus, si apparitores curiæ desint, utatur episcopus persona aliqua qualificata, quæ eas exhibeat, ac de hoc ipsum certiozem reddat; vel etiam a curia, per publicos tabellarios commendatæ (quibus locis hoc systema vigeat), transmittantur, exquisita

fide exhibitionis atque acceptionis vel repudii. Intimationes et notificationes semper in scriptis absolute fiant."

PROBATIONES

" Art. XV. Delicti fundamentum erui potest ex ipsa expositione habita in processu, quæ authenticis informationibus, vel confessione extrajudiciali, vel testium depositionibus confirmetur; transgressio vero præcepti ex ipso decreto et actu intimationis, ad normam art. 7 et 8 factæ, deducitur."

" Art. XVI. Ad admittendam rei culpabilitatem, necessaria est probatio legalis, quæ iis momentis constare debet, quibus veritas vere demonstrata elucescat, vel saltem moralis convictio inducatur, quocumque rationabili dubio oppositi remoto."

TESTES

" Art. XVII. Personæ quæ examini subjiciendæ sunt separatim audiuntur."

" Art. XVIII. Testes ad probationem, sive ad defensionem, si legalia impedimenta id non prohibeant, audiantur, præstito juramento de veritate dicenda, et, si res postulet, etiam de secreto servando. Itaque, antequam testificentur, tum de veritate, tum de secreto jurent.

Eo magis de officio fideliter adimplendo, et de secreto pro rei de qua agitur exigentia servando, omnes juramento obstricti sint oportet, qui in instructione processus, ex suo munere, partem aliquam habeant."

" Art. XIX. Testes qui in locis longe dissitis vel in aliena diœcesi degunt, mediante auctoritate ecclesiastica loci in quo manent, examinentur; in quem finem specimen factorum transmittetur: quæ quidem auctoritas, in responsione, uormas in hac instructione contentas observabit."

" Art. XX. Si indicentur testes qui de factis vel circumstantiis ad meritum causæ substantiale spectantibus interro-

gandi essent, nec examinari possint, vel quia non licet aut deceat eos citare in judicium, vel quia rogati adesse recusant, necesse est id in actis commemorare; eorumque deficientiæ suppletur testimoniis aliorum qui, vel de relato, vel aliter, rem, de qua quæritur, noverint."

*3^o Procedura usque
ad sententiam.*

REI EXAMEN

" Art. XXI. Ubi id omne quod ad veritatem factorum constituendam, et culpam accusati probandam pertinet, absolutum fuerit, imputatus, intimatione scripta, ad examen vocatur."

" Art. XXII. In intimatione, nisi prudentia obstet, accusationes contra reum perlatæ per extensum referuntur, ut ad responsionem se preparare possit."

" Art. XXIII. Quod si, ob accusationum qualitatem, vel alia de causa, haud expediat ut in intimatione exprimentur, in hoc satis erit innuere ipsum ad examen vocari ut in causa, de qua contra eum fit inquisitio, sese defendat."

" Art. XXIV. Si ad examen accedere recuset, iterum fit intimatio, atque in ea congruum tempus peremptorium præfinitur, intra quod reus coram tribunali se sistere debeat, eique significatur, si non pareat, contumacem esse judicandum: quam intimationem si, haud probato legitimo impedimento, transgrediatur, ut contumax de facto habeatur."

" Art. XXV. Verum, si ad examen accedat, audiatur; et, ubi inductiones alicujus valoris exhibeat, eæ, quantum fieri potest, accurate diseutiantur."

CONTESTATIO DELICTI

" Art. XXVI. Dein accedendum est ad contestationem delicti et argumentorum quæ prostant, ut inquisitus qua culpabilis habeatur, et pœnas canonicas incurrisse censeatur."

" Art. XXVII. Inquisitus, ubi ex his noverit quæ in

actis contra ipsum relata sunt, ad ea respondere potest, ac, si velit, utetur jure defensionis a se ipso peragende."

REI PARANDA DEFENSIO

" Art. XXVIII. Potest etiam, si postulet, obtinere ut terminus ad defensionem scripto exhibendam præfigatur : maxime si, ob ea quæ art. 23 indicata sunt, responsionem ad accusationes contra se latas parare non potuerit."

" Art. XXIX. Absoluto processu, redactor actorum summarium præcipuorum argumentorum, quæ ex ipso elucent, conficiat."

" Art. XXX. Qua die causa proponetur, inquisito fiet facultas defensionem suam per alium sacerdotem, suo nomine, peragendi. Quod si idoneum non reperiatur, laicum catholicum adhibere potest. Quisque autem ex iis ab Ordinario approbandus est."

" Art. XXXI. Si vero reus defensorem deputare recuset, Ordinarius illum ex officio designabit."

" Art. XXXII. Defensor, debitis sub cautelis, in cancellaria curiæ, processum ejusque summarium inspiciet, ut reum tueatur ; ac defensionem, ante causæ ipsius propositionem, scripto exhibere poterit. Ipse quoque ad juramentum de secreto servando tenetur, quando judex indolem causæ id postulare censuerit."

PRÆPARATIO DISCUSSIONIS

" Art. XXXIII. Processus, ejusque summarium, ad procuratorem fiscalem mittitur ut officio suo fungi possit ; dein ad Ordinarium remittitur, qui, ubi in plenam causæ cognitionem devenierit, diem constituet in qua ejus discussio ac decisio locum habeat, idque inquisito significari curet."

PROPOSITIO CAUSÆ

“ Art. XXXIV. Præstituta die, causa coram episcopo vel vicario generali, presente procuratore fiscali, defensore et cancellario, proponitur.”

“ Art. XXXV. Audito fisci procuratore, ac defensione rei, sententia pronuntiatur, ejusque pars dispositiva cancellario dietatur, expressa mentione facta, si damnationi sit locus, sanctionis canonice quæ contra imputatum applicatur.”

“ Art. XXXVI. Sententia reo intimetur, qui potest ad auctoritatem superioris instantiæ appellationem interponere.”

4^o cura Appellationis
in causa d. d. d. d.

APPELLATIO

“ Art. XXXVII. In appellatione, observentur normæ expressæ in Constit. sa. mc. Benedicti XIV, *Ad militantis*, diei 30 martii 1742; ac ceteræ indictæ a S. C. Episc. et Reg., decreto diei 18 dec. 1835, et epistola circulari diei 1 aug. 1851.”

“ Art. XXXVIII. Intra terminum decem dierum a notificatione sententiæ, interpositio appellationis fieri debet: quo elapso tempore, sententiæ executio locum habet.”

“ Art. XXXIX. Appellatione interposita, continuo curia ad auctoritatem ecclesiasticam superioris instantiæ omnia acta causæ in suis autographis, id est, processum, ejus summarium, defensionem ac sententiã mittit.”

“ XL. Hæc porro superioris instantiæ auctoritas, appellatione cognita, appellanti injungit ut intra triginta dies defensionem deputet, qui ab ipsa approbandus est.”

“ Art. XLI. Eo termino peremptorio frustra elapso, censetur reus beneficio appellationis renuntiasse, quam propterea iudex gradus superioris peremptam declarat.”

“ Art. XLII. In appellatione a sententia curiæ episcopalis ad metropolitanam, archiepiscopus, in causa cognoscenda ac definienda, eadem procedendi methodo utetur quæ in hac instructione indicatur.”

MONITA FINALIA

“ Art. XLIII. Si clericus, ob communes reatus, a civili potestate, privilegio fori non obstante, processui ac iudicio subjiatur, Ordinarius summariam informationem criminis assumit, ac inquirit num, ad normam sacrorum canonum, infamiae, irregularitati, vel alteri ecclesiasticae sanctioni locus esse possit.

Pendente iudicio, vel imputato in carcere detento, prudens consilium erit ut Ordinarius ordinationes mere provisionarias adhibeat.

Iudicio absoluto, si liber accusatus remittitur, curia episcopalis, juxta informationes, ut supra, assumptas, ea ratione procedet quae in hac instructione constituitur.”

“ Art. XLIV. In casibus dubiis, diversisque in praxi difficultatibus, Ordinarii Sacram hanc Congregationem consulant, ut contentiones ac nullitatem actorum devitent.”

“ Art. XLV. Haud ita facile curiae episcopales ad damna vel expensas resarciendas damnari poterunt; quoties enim ex processu informativo indicia sufficientia ad ageudum contra inquisitum appareant, iudex appellatiouis a talibus damnationibus absteat, cum ea indicia sufficiant ut in iudice, qui antea processit, ea vera et propria calumnia excludatur, quae ad hujusmodi damnationem requiritur.”

*Procedendo in iudicio...
"Instructionis" sua...
In iudicio.*

TITULUS V

DE INTRODUCTIONE CAUSÆ

*Inscriptione
in iudicio
substantia, in
natura
et ratione
sunt
duo
modi.*

Innocentius III, in Concilio Lateranensi IV, exposuit potiores modos incipiendi instantiam judicialem: "Ad corrigendos subditorum excessus, tanto diligentius debet prelatus assurgere quanto damnabilius eorum offensas desereret incorrectas. Contra quos, ut de notoriis excessibus taceatur, etsi tribus modis possit procedi, per accusationem videlicet, denuntiationem et inquisitionem ipsorum: ut tamen in omnibus diligens adhibeatur cautela ne forte, per leve compendium, ad grave dispendium veniatur, sicut accusationem legitima debet precedere inscriptio, sic et denuntiationem charitativa monitio et inquisitionem clamosa insinuatio prævenire: illo semper adhibito moderamine, ut juxta formam iudicii, sententiæ quoque forma dicitur." Apud Decretales, lib. V, tit. I, cap. 24. Unde tres sunt modi ordinarii quibus incipitur instantia judicialis in causis disciplinariis et criminalibus, videlicet per viam accusationis, denuntiationis et inquisitionis quibus addi potest via exceptionis, ut colligitur ex capite *Super his*, 16, tit. I, lib. V.

Non loquimur de modo procedendi ex informata conscientia et ex notorio, qui sunt modi extraordinarii, de quibus postea erit disserendum.

CAPUT I

DE NORMA PROCEDENDI PER VIAM ACCUSATIONIS

*Delictum
in iudicio*

931. Accusare est asserere iudici aliquem deliquisse, ad publicam vindictam, et assumpto probandi onere. Ad accusandum pertinet onus probandi, et ad iudicem onus iudicandi.

Plures a jure requiruntur conditiones in ipso modo proponendi accusationem.

Accusatio non potest fieri nisi in iudicio et a iudice legitime constituto. Et non potest fieri nisi in re iudicata. Et non potest fieri nisi in re iudicata. Et non potest fieri nisi in re iudicata.

1° Oportet ut accusatio proponatur in scriptis, seu per libellum, ex canone *Accusatorum*, l. 1, causa 3, quest. 8: "Accusatorum personae nunquam recipiantur sine scripto." Attamen, ex legitima consuetudine, potest accusatio fieri ore tenus et sine scriptura, dummodo per notarium publicum in scriptis redigatur.

2° Libellus accusatorius debet esse rite formatus; debet nempe exprimere: *a)* nomen iudicis apud quem fit accusatio; *b)* nomen accusatoris et accusati; *c)* speciem delicti; *d)* annum et mensem quo delictum fuit commissum. Quod si una ex praedictis circumstantiis omittatur, libellus tanquam vitiosus ex officio rejici debet. Dies commissi criminis tutius omittitur, ob difficultatem probandi. Excipe, nisi accusatus petat sibi diem et horam nominari; tunc accusator ad hoc cogi posset, ne alioquin reo tollatur defensio, quae facilis ipsi est, si demonstret se eodem die, vel hora, qua crimen commissum dicitur, non fuisse in loco, vel cum aliis conversatum fuisse.

3° In libello apponi debet subscriptio qua accusator ad penam talionis subeundam sese obligat, si falso accusasseprehendatur, ut colligitur ex decretali citata: "Accusationem legitima praecedere debet inscriptio."

*notie in Craxi
hoc rarissime
est*

1932. **Plures sunt effectus accusationis:**

1° *Quoad iudicem*, *a)* si sit illegitima, tenetur iudex ex officio repellere accusatorem inhabilem seu non idoneum, etiamsi pars adversa contra illum exceptionem non moveat; *b)* si accusatio sit legitima, tenetur iudex eam admittere, etsi accusatus infamia delicti non laboret; *c)* posita accusatione legitima, potest iudex accusatum citare ut personaliter compareat, et etiam apprehendere, modo delictum sit atrox. Schmalzgrueber, in tit. I, lib. V Decretalium.

2° *Quoad accusatorem*, *a)* tenetur intentatum crimen probare; si in probatione defecerit, et consequenter temere litigasse convictus fuerit, tenebitur ad reficiendas expensas

litis a se motæ; *b)* si constet accusatorem scienter et ex malitia calumniatum esse, ei applicanda est pœna talionis, id est, eadem pœna quam subire debuisset reus, si crimen fuisset probatum, vel similis; *c)* accusator, qui ex malitia accusavit, evadit de jure infamis.

3^o *Quoad accusatum*, *a)* pendente accusatione, regulariter non potest accusatus ad novas dignitates promoveri; *b)* finita causa discussione et crimine legitime probato, reus condemnandus est ad pœnam ordinariam, id est, a jure pro tali crimine determinatam, si qua sit; si nulla sit, ad pœnam arbitrio judicis determinandam.

933. **Non censetur abrogata accusatio.** quamvis hodie in foro ecclesiastico fere nunquam procedatur per hanc normam. Ob pœnam talionis enim accusator erat obnoxius, pauci voluissent se exponere periculo accusationis, et crimina multa remanebant impunita; ad hos abusos coercendos, Innocentius III, in decretali citata *Qualiter et quando*, introduxit viam denuntiationis et inquisitionis. Accusatio non recessit a jure, et habenda est etiam hodie uti modus legitimus incipiendi instantiam criminalem, ut probat Instruetio *Cum magnopere*, art. 11.

*Supradictos
salvatos, ut
in socialibus
rebus
frangit.*

CAPUT II

DE NORMA PROCEDENDI PER VIAM DENUNTIATIONIS

934. **Denuntiatio est: Manifestatio alienjus delicti facta superiori, non assumpto probandi onere.**

Dividi solet in *evangelicam* et *judicialem*.

1^o *Evangelica* (quæ etiam paterna, fraterna et charitativa nuncupatur), ea est quæ fit superiori tanquam *patri*, non ad publicam vindictam, sed ad paternam correctionem et emendationem denuntiati. Vocatur evangelica eo quod a Christo Domino tradita et præscripta reperiatur in Evangelio S. Mat-

thæi, cap. 18, v. 15. Hæc ad nostri tractatus scopum non pertinet.

2^o *Judicialis* ea est quæ fit superiori ut *judici* ad vindictam publicam.

Judicialis denuntiatio dividi potest in denuntiationem *delicti patrundi* et in denuntiationem *delicti patrati*. Prior locum habet, quando denuntiatur in impedimentum quo laborat qui vel matrimonium inire, vel ad ordines intendit promoveri. Posterior habetur, quando delictum ab aliquo commissum *judici* declaratur.

935. **Quenam delicta possint denuntiari, resolvitur per sequentes regulas.**

1^o Denuntiari potest quodlibet delictum, de quo fama jam existit, etiamsi denuntians exhibere *judici* nequeat ulla media ad delictum probandum. Talis denuntiatio prava dici nequit, ex eo quod denuntiati famam kedat, quia ex hypothesi denuntiatum est jam diffamatus; unde si forte innocens sit, expedit ei ut *judicium* interveniat et sic ab omni suspitione vindicetur.

2^o Delictum occultum, *severatim* etiamsi probari possit, denuntiari nequit *judicialiter*, seu ad vindictam publicam. Ratio hujus regulæ est, quia jus tuetur famam subditorum et eorum diffamationem prohibet; jamvero in hypothesi criminis occulti, reus adhuc sua bona æstimatione gaudet in communitate. In eo casu, datur locus denuntiationi evangelicæ, ut superior delinquentem secreto et nemine præsentem moneat et paterne corrigat. Graviter peccaret superior si denuntiatum publice puniret et in eum *judicialiter* procederet, quia, ut ait Reiffenstuel, in tit. I, lib. V Decret., num 74, superior "injuste et graviter diffamaret subditum, nec paternus corrector sed injustus proditor esset."

3^o Si crimen occultum remanserit et probari nequeat, denuntiari *judicialiter* non potest. Unde sequitur non posse delictum *judicialiter* denuntiari, si præter denuntiantem, unus

*Exple tantum
Circumstantiam*

tantum illud noscat : revera ad probationem judicialem non sufficit unius testimonium, et denuntians testis esse non potest in causa denunciata. In casu quo duo tantum delictum testari possint, et velint illud denunciare, debent curare ut denuntiatio fiat per tertium, qui duos hujusmodi testes judici nominabit.

Ad præfatam regulam dantur exceptiones : *a*) si delictum occultum, quamvis probari nequeat, communitati grave detrimentum sit illaturum ; *b*) si agatur de crimine hæreseos, ob periculum commune, ut colligitur ex propositione damnata ab Alexandro VII, hujus tenoris : " Quamvis evidenter tibi constet Petrum esse hæreticum, non teneris denunciare, si probare non possis." Manpiel, De Judiciis, lib. XIII, pag. 859.)

936. **Jus plura requirit ut denuntiatio sit judicialis :**

1^o Requiritur ut denuntiatio fiat per libellum, id est, ut in scriptis offeratur, vel oretenus a denunciatore proposita, saltem per notarium publicum scribatur et in acta redigatur.

2^o Ut exprimatur nomen judicis, denuntiantis et denunciati.

3^o Ut exprimatur delicti qualitas seu species.

4^o Locus in quo patratum est.

5^o Tempus, indicato saltem anno et mense. Hæc omnia sunt de forma substantiali et ita necessaria, ut si quid horum ommitteretur, processus esset nullus, et reus absolvendus, etsi nemo quidquam opponeret. Reiffenstuel, in tit. I, lib. V Decretalium.

6^o Requiritur insuper ut denunciator declaret testes, et judicii suggerat probationes et instrumenta quæ habet.

7^o Tandem, juxta plures, requiritur ut denuntiationem præcedat charitativa monitio ; sed communior sententia negat. Cf. Bouix, De Judiciis, vol. II, part. II, pag. 48.)

937. **Plures sunt effectus denuntiationis judicialis:**

1° *Quoad judicem*, a) denuntiatio judicialis aperit viam ad inquisitionem specialem, ita ut iudex, facta sibi denuntiatione vere judiciali, non tantum possit, sed teneatur ex officio inquirere et processum incipere, citando et examinando testes et alia probationis media per denuntiatorem contra delinquentem suggesta; Reiffenstuel, loco citato; b) si, facta denuntiatione, reus sit suspectus de fuga, vel ne testes subornet, impediatur, terreat, etc., potest conjici in carcerem custodiæ causa, etiam ante citationem, dummodo delictum sit grave et adsint sufficientia indicia delicti commissi.

2° *Quoad denuntiantem*, a) denuntians tenetur testes indicare et probationis media suggerere; b) si verum non reperiatur delictum quod denuntiavit, denuntians habendus est ut *presumptus calumniator*, et ab officio et beneficio suspendi potest donec probaverit se bona fide egisse. Si convincatur ex malitia falso denuntiasse, habetur ut *verus calumniator*, et poenas in calumniatores subire debet. Tit. II, De Calumniatoribus, lib. V Decret.

3° *Quoad denuntiatum*, pendente denuntiatione, non potest denuntiatum ad dignitates ecclesiasticas, nec ad sacros ordines promoveri, ex capite *Omnipotens*, 4, tit. I, lib. V. Sed denuntiatio non impedit honoris, dignitatis aut officii administrationem. Bouix, De Judiciis.

938. **Hodie denuntiatio judicialis raro fit a privatis:** in singulis curiis episcopalibus, constituendus est *procurator fiscalis* qui tueatur bonum commune, qui *ex officio* denuntiet reos judici et in eos requirat ministerium judicis. Frequentior est denuntiatio quasi-judicialis, qua quis secreto judici manifestat delicta, testes et alia instrumenta quibus hæc delicta probentur. Habita tali denuntiatione, iudex, pro

sua prudentia, videbit an ad inquisitionem sit procedendum. Stremler, Des Peines Eeclesiastiques, pag. 105.

CAPUT III

DE FORMA PROCEDENDI PER VIAM INQUISITIONIS

Inquisitio est modus ordinarius ineipiendi instantiam eriminales; aecusatio et denuntiatio sunt modi antiquati qui rarissimi adhibentur. Remanent tamen etiam hodie modi legitimi, siquidem tum in Instructione *Sacra huc*, 11 Junii 1880, tum in Instructione *Cum magnopere*, anno 1884 edita, pro Statibus Fæderatis, inter modos ineipiendi instantiam adnumerantur. In ultima, art. 11, dicitur: "Proecessus ex officio instruitur, vel aeccepto libello supplicii, vel *accusatione*, vel *nuncio quoquo modo ad euriam perlato*."

939. **Inquisitio definitur: Investigatio eriminis vel eriminosi per judicem legitime facta.** Reiffenstuel, lib. V, tit. I, num. 49.

Triplex est inquisitio: Prima est omnino *generalis*, qua in genere inquiritur an subditi servent leges, an eommittant erimina, an de ullo sit fama vel suspicio alieujus eriminis. Hac inquisitione generali utuntur prælati et superiores in visitatione province et locorum subjeetorum.

Secunda est *omnino specialis*, qua de certa persona et de certo erimine inquiritur: v. g. si quærat an Petrus eommissit simoniam, furtum, etc.

Tertia est *mixta*, quando vel solum erimen est speciale, vel sola persona: v. g. si quærat quis fecerit illud homieidium, vel an Petrus servet statuta.

Quelibet ex tribus formis inquirendi distingui potest in *paternam* et *judicialem*; *paterna* ad delinquentis emenda-

tionem instituitur, *judicialis* autem ad publicam delicti vindictam et in exemplum cæteris profuturum.

'940. **Ad inquisitionem generalem, non requiritur ut existat clamosa insinuatio criminis.** 1^o Hæc inquisitio, si fiat *paterne*, non ad vindictam criminis sed ad delinquentis emendationem ordinatur; cum de nemine in particulari inquiratur, nullius famam ledit et nulli nocet. Episcopus, ex officio et nullo denuntiante, nec ulla præcedente infamia, hanc inquisitionem perficit, quando visitat suam diocesim. Caput *Perniciosam*, 1, tit. XXXI, De Officio Judicis Ordinarii, lib. I.

2^o Si inquisitio generalis fiat *judicialiter*, juxta plures quos sequitur Reiffenstuel, in tit. I, lib. V Decret., num. 161 et 162, requiritur aliqua suspicio vel presumptio criminis et debent haberi quædam indicia quod alicubi homines non bene vivunt. Ratio est, quia cum inquisitio generalis regulariter non nisi modo paterno fiat, prælatus nequit sine causa aut motivo prudenti eam judicialiter instituere. Præterea inquisitio judicialis tendit ad publicam vindictam et poenam; jamvero ad eam nemo condemnari potest sine accusatore. Ergo oportet ut ad minus habeatur rumor vel fama criminis, quæ vicem accusatoris gerat.

3^o Quando prælatus procedit ad inquisitionem generalem, debet declarare an *paterne* vel *judicialiter* procedat, quia aliter respondetur prælato interroganti qua *patri*, aliter si interroget qua *judex*.

'941. **Quænam delicta licet manifestare in inquisitione generali?** 1^o In inquisitione generali paterna, licet omnia delicta etiam occulta prælato revelare, quia hujusmodi revelatio non ad vindictam publicam criminis, sed ad delinquentis emendationem ordinatur. Prælatus nunquam posset judicialem inquisitionem instituere circa delicta occulta quæ cognovit in paterna inquisitione, excepto tamen casu

quo tale esset occultum delictum, ut qui novit teneatur illud judicialiter denunciare, v. g. ne alioquin imminet grave damnum communitati, vel alicui tertiæ personæ.

2º In inquisitione generali judiciali, debent prælato manifestari delicta notoria, de quibus existit fama publica.

a) Quando crimen est omnino occultum, nec ullo modo potest probari, non debet revelari. Cum enim non possit probari, non potest quoque puniri, proinde non potest ex ejus revelatione aliud sequi quam infamia. Exeipe tamen duos easus quibus potest delictum superiori pateferi, etsi omnino occultum sit. Prior est quando id putatur necessarium ad delinquentis emendationem : tunc aperiendum est superiori, non *ut judici*, sed *ut patri*, ut pro sua prudentia illud corrigat. Posterior est quando damnum tertiæ personæ sine opera superioris averti nequit. Lessius, De Justitia, lib. II, cap. 29.

b) Quando crimen est quasi occultum, id est, notum a duobus vel tribus testibus, cum in illo casu delinquentis fama adhuc subsistat, non licet illud manifestare judici *judicialiter* interroganti ; ratio est, quia, juxta caput *Qualiter et quando*, datur obligatio revelandi sola delicta de quibus existit fama publica. Ita Lessius apud Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 97, et Stremmer, Des Peines Ecclésiastiques, pag. 140. Plures tamen huic sententiæ non subscribunt.

1942. **Quoad inquisitionem mixtam**, locum habet quando delictum est notum, sed delinquens non innotescit, vel viceversa quando quis diffamatur quin ullum ejus delictum innotescat.

1º In inquisitione mixta, generali circa personam et speciali quoad delictum, subditi *regulariter non tenentur* superiori manifestare auctorem occultum delicti publici. Ratio est, quia superior non potest obligare subditos ut revelent occultos peccatores, sed solum eos qui aliqua infamia labo-

rant. Multo minus occultus peccator tenetur seipsum prodero. Ita Lessius, loco citato. Dicitur *regulariter*, quia si ex delicto grave damnum alicui impenderet, interrogatus posset et etiam deberet auctorem delicti, etsi omnino occultum, manifestare.

2^o Prædicta inquisitio mixta, generalis scilicet circa personam et specialis circa delictum, viam aperit inquisitioni speciali. Superiori quærenti: Quis commiserit tale sacrilegium, si respondetur quædam indicia existere contra Titium, tunc superior incipiens inquisitionem specialem legitime poterit quærere: An tale sacrilegium commiserit Titius.

3^o Inquisitio mixta, generalis respectu criminis et specialis circa personam, qua inquiritur an Titius sit reus alicujus criminis, debet esse paterna, non judicialis. Ratio est, quia nemo potest accusari judicialiter de criminibus in genere, sed requiritur prævia diffamatio de aliquo delicto in specie. Reiffenstuel, lib. V, tit. I, num. 169-70.

943. **Inquisitio specialis est ea que fit de certa persona et de certo crimine**, v. g. si quærat an Titius tale furtum commiserit. Hæc inquisitio fit ex officio, quando iudex, ^{judicialiter} motu proprio et nullo denuntiante, inquit in aliquem ob indicia criminis; fit *ad instantiam denuntiantis*, quando ad querelam sive promotoris fiscalis, sive tertiæ personæ, proceditur ad inquisitionem. Iudex non potest *ex officio* procedere ad inquisitionem specialem nisi reus diffametur. Fingi potest sequens casus: Titius, clericus, grave delictum patravit, quod sufficientibus testibus et aliis documentis in iudicio probari potest; fama tamen ejus illæsa remansit, cum delictum a paucis tantum innotescat. Quæritur an episcopus hoc rescians possit, nullo accusante vel denuntiante, contra Titium judicialiter per inquisitionis viam procedere.

Respondemus negative, quia est certa juris canonici regula superiorem non posse judicialiter contra quemcumque non-

dum diffamatum, per viam specialis inquisitionis, procedere. Rem omnino evincit caput *Inquisitionis*, 21, tit. I, lib. V Decretalium, in quo Innocentius III respondet pluribus episcopis; porro illi episcopi quærebant utrum, cum duo aut plures jurati affirmant aliquem crimen aliquod, iisdem videntibus, commisisse, de quo aliqua infamia non laborat, aliquam illi pœnam infligere debeant. De hoc casu Innocentius III sic jus declaravit et determinavit: "Ad hæc respondemus nullum esse pro crimine, super quo aliqua non laborat infamia, seu clamosa insinuatio non præcesserit, propter delicta hujusmodi puniendum; quinimo super hoc depositus es contra cum recipi non debere, cum inquisitio fieri debeat solummodo super illis de quibus clamores aliqui præcesserunt." Hic agitur de crimine quod per idoneos testes probari potest in judicio; et nihilominus quia reus nondum est diffamatus, decernit Pontifex eum non posse puniri; imo nec esse contra eundem recipienda testimonia.

Idem evincitur ex capite *Qualiter et quando*, 24, tit. I, lib. V; ex capite *Postquam*, 1, tit. I, lib. V, in 6^o, et ex decretali *Si is*, 2, tit. I, lib. V, in eodem 6^o Decretalium.

Ratio hujus depositionis est, quia jure naturali prohibetur ne cuilibet injuria per famæ læsionem inferatur, nisi bonum communitalis, quod quisque tenetur etiam cum proprio detrimento procurare, id exigat. Atqui in hypothesi criminis occulti, sed nec communitati, nec proximo nocivi, si fiat inquisitio, leditur fama rei quin excuset prædicta boni publici ratio: ergo talis inquisitio contra jus naturale censenda est. Non objiciatur tunc negligendam fore a superiore ipsius delinquentis salutem, nam consulendum est rei emendationi per viam *paternæ* inquisitionis et correctionis.

1944. **Praedicta regula plures patitur exceptiones:**

1^o Excipiuntur crimina hæresis et apostasiæ; in his enim sine accusatore, etiam sine infamia, inquiri potest. Ratio est,

quia hæc erimina sunt maxime nociva reipublicæ: ab his enim semper impendet aliis periculum perversionis. Requiritur tamen aliqua suspicio orta ex indiciis non levibus.

2^o Quando inquisitio non fit ad publicam delicti vindictam, sed ad malum aliquod imminens impediendum. Et sic inquisitio, etiam nulla præcedente infamia, fieri jubetur, ne contrahatur matrimonium cum impedimento dirimente; similiter ne quis indignus ad prælaturam eligatur, jubetur præmitti inquisitio super vita, moribus et idoneitate promovendi.

3^o Juxta communem sententiam, sine præcedenti infamia fieri potest inquisitio specialis de delictis quæ cedunt in damnum tertii, et a fortiori in damnum reipublicæ, dummodo aliqua saltem indicia adsint. Ad inquirendum contra hæc crimina, sufficiunt minora ac leviora indicia. Cf. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 62.

1945. **Infamia a jure requisita ea est quæ oritur ab honestis, non a malevolis**, et insuper quæ ad anres superioris non semel, sed sæpe pervenerit. Ita expresse declaravit Innocentius III, capite *Qualiter et quando*: "Si per clamorem et famam ad anres superioris pervenerit, non quidem a malevolis et maledicis, sed a providis et honestis; non semel tantum, sed sæpe, quod clamor innuit et diffamatio manifestat." Rationem assignat Reiffenstuel, lib. V, tit. I, num. 191; "Si ex qualibet fama contra aliquem inquiri posset nullus, quantumvis honestus vir, unquam securus esset a speciali inquisitione et inde sequentibus præjudiciis, cum ex una parte vix ullus esset contra quem malevoli et improbi non male loquantur, ex altera vero parte dictum unius facile sequatur multitudo."

Requiritur infamia quæ per majorem partem communitatis fuit divulgata. Necessè non est infamiam probari, quando judex procedit *ex officio*; sufficit ut judicis sit nota. Consultius est, ait Reiffenstuel, loco citato, ut judex, etiam dum ex

*Delicta publicis
adventat hanc
non infamiam*

mero officio ad inquisitionem procedit, probationem infamiae praemittat. Nam poterit reus appellare, ex eo capite quod infamia non praecesserit; tunc coram iudice appellationis tenebitur primus iudex facere plenam fidem de praevia infamia.

1946. **Antiquo juri Decretalium non est derogatum a Concilio Tridentino, nec ab Instructione 11 Junii 1880.**

1^o Ex capite 1, sess. XIV, De Ref., Patres Tridentini concesserunt episcopis facultatem procedendi extrajudicialiter, seu *ex informata conscientia*; cum non procedant *judicialiter*, non requiritur praevia infamia. Praeterea, in capite 5, sess. XXIV, Patres memorant constitutionem Innocentii III, quae incipit *Qualiter et quando*, et mandant ut ab omnibus servetur.

2^o Instructio 11 Junii 1880 tradit modum procedendi oeconomicae in causis disciplinaribus, sed expresse cavet ut "tota justitiae ratio sarta tectaque maneat"; atque, ut docent plures decretales tituli I, libri V, et confirmant veteres commentatores unanimi sententia, jus naturale omnino prohibet quominus procedatur judicialiter contra reum non adhuc diffamatum.

Plures sunt exceptiones quibus positae sufficienter tum justitiae administrationi, tum reipublicae securitati consulitur. Auctores generatim admittunt iudicem posse ad inquisitionem specialem procedere, quando reus delictum confessus est in iudicio, vel iudex scientiam illius sibi comparavit in inquisitione generali; ratio est, quia delictum in illis casibus fit notorium notorietate juris. Item quando agitur de delicto quod juri tertii vel reipublicae adversatur, iudex poterit inquire in non diffamatum. Quoad crimina occulta, quae soli reo nocent, Praelatus ad eorum repressionem procedere poterit per viam paternam.

947. **Queritur an prævia infamia requiratur, quando iudex procedit ad instantiam denunciatoris.**

Quæritur: an per standum est ad instantiam denunciatoris

Denunciator potest esse persona privata, vel persona publica, v. g. promotor fiscalis. Duæ sunt sententiæ apud canonistas. Prima sententiæ negat, quando inquisitio specialis fit ad instantiam sive personæ privatæ, sive promotoris fiscalis dicecesis. Ratio hujus sententiæ est, quia non oportet ut quis eodem tempore sit iudex et accusator; hinc quando iudex *ex officio* procedit, requiritur prævia diffamatio quæ vicem accusatoris gerat, ut ait Innocentius III in celebri decretali *Qualiter et quando*: "Non tanquam idem sit accusator et iudex, sed quasi denuntiante fama, vel deferente clamore, officii sui debitum exsequatur." Unde nulla est necessitas præviæ diffamationis, quando adest accusator qui dat suum nomen, specificat delictum et indicat testes et argumenta quibus erimen probari posset.

Adest alia sententiæ quæ in utroque casu requirit præviæ infamiam; eam tuetur Bouix, in suo tractatu *De Judiciis Ecclesiasticis*. Argumenta utriusque videri possunt apud Stremmler, *Des Peines Ecclesiastiques*, pag. 148 et seq.

948. **Habita delicti denuntiatione, episcopus debet de illo inquirere.**

Quædam sunt delicta *facti permanentis*, quæ post se relinquunt vestigia, ut incendium, homicidium, vulneratio, falsificatio monetæ; alia sunt delicta *facti transeuntis*, quæ nullum relinquunt vestigium, ut adulterium, blasphemia, injuriosa verba. Prelatus debet sibi comparare indicia et argumenta quibus probatur delicti existentia et auctor. Hinc, habita denuntiatione alicujus delicti, superior cui fit denuntiatio, probata infamia, colliget argumenta quibus delictum ostenditur; hoc fit in aliqua inquisitione summaria et extrajudiciali, quam vocamus *ad notitiam Curix*.

Ex tali inquisitione, videbit praelatus an et quomodo debeat procedere, scilicet *paterne* vel *judicialiter*. Cf. art. 5 Instructionis 11 Junii 1880.

1949. **Aliquando expedit ut res componatur sine iudiciorum incommodis et superior sequatur viam paternam**, praesertim quando reus fragilitate potius quam pravitate deliquit. Superior poterit recurrere ad media *preventiva* vel *repressiva*; *preventiva* ad occasiones peccati praevendendas ordinantur, sicut exercitia spiritualia, monitiones et praecipua; *repressiva* in hunc finem constituta sunt ut delinquentes ad bonam frugem revocentur, ac culparum consectaria e medio tollantur.

950. **Monitio dupli modo fieri potest, ad arbitrium praelati**, nempe 1^o vel in forma paterna et secreta, id est, extrajudiciali, non adstantibus quibuscumque personis; imo fieri potest per epistolam aut per interpositam personam, in qua eligenda nunquam satis cautus erit praelatus; 2^o vel in forma legali seu judiciaria, eam in actis redigendo. Coeterum tum in primo, tum in secundo casu, de monitionum executione constare debet ex aliquo actu. Instructio 11 Junii 1880, art. 2, 3, 4, 5, 6.

951. **Praeceptum est jussio aliquid faciendi vel omittendi**, ad penam delicti, a iudice facta ei qui reus constiterit, saltem per summariam informationem, et praecedenter monitus fuerit.

1^o Praecepti forma traditur in citata Instructione 11 Junii 1880: Quod si monitiones in irritum cedant, Ordinarius jubet per curiam delinquenti analogum praecipuum intimari, ita ut in hoc explicetur quid ipse vel facere vel vitare debeat, addita respectiva poenae ecclesiasticae comminatione quam, si praecipuum transgrediatur incurret.

2^o Praeceptum delinquenti, a curiae cancellario, coram vicario generali iungitur, aut etiam coram duobus testibus ecclesiasticis vel laicis spectatae pietatis.

Cf. 104

- a) Actus injunctionis præcepti signatur a partibus presentibus et a delinquente etiam, si velit.
- b) Vicarius generalis jusjurandum testibus imponere potest de secreto servando, si prudenter a natura rei de qua agitur, id requiratur. Art. 7 et 8 Instructionis 11 Junii 1880.

CAPUT IV

DE NORMA PROCEDENDI PER VIAM EXCEPTIONIS

Quartus modus ordinarius proponendi crimina in judicio est per exceptionem, quod dupliciter fit: 1º cum alicui crimen opponitur, ut a jure quodam privetur; 2º cum alicui crimen opponitur ut arceatur sive ab agendo, sive ab accusando. Caput *Super his*, 16, tit. I, lib. V Decretalium.

952. **Exceptio in genere est exclusio actionis**, seu ratio ob quam reus postulat ut actor dejiciatur ab eo quod interdit. Jam vero intentio actoris multipliciter impediri potest, e. g. objiciendo judicis incompetentiam vel suspicionem; accusatorem non esse admittendum ad proponendam accusationem; denunciatores ad denunciandum; testes ad testificandum.

*deponendum
accusator
modus*

Prout est modus coercendi crimina, exceptio est objectio criminis facta alicui eo fine ut quodam jure privetur, vel ab agendo aut accusando arceatur. Res illustratur exemplis: Titius promovendus est ad aliquam parochiam, sed Caius, ejus adversarius, excipit Titium secreto adherere cuidam propositioni hæreticæ; vel quidam parochus denunciatur apud snperiores, sed clericus denunciatus excipit denuntiatorem non mereri fidem.

953. **Exceptio criminis est medium legitimum defensionis.** Reus excipiens debet exprimere locum et tempus criminis

non de loco - ratio, d. 1. 2. 911

commissi, sicut in via accusationis. Si excipiens probet crimen, accusator vel testis contra quem crimen illud probatur, non tantum removeri debet ab accusatione vel testificatione, sed etiam puniri pœna a jure huic crimini statuta; si nulla pœna statuta sit, condemnari potest ad pœnam arbitrio judicis determinandam.

Si e contra excipiens crimen non probet, a judice per sententiam specialem absolvi debet ille contra quem delictum objiciebatur; et quidem ita ut super eo crimine, etiam ab alio, denuo accusari non amplius possit. Cf. Schmalzgrueber, tit. De Accusationibus, num. 248, lib. V.

TITULUS VI

DE PROCESSU INFORMATIVO

Rubrica tituli VI, libri II Decretalium, prohibet ne, lite non contestata, procedatur ad testium receptionem vel ad sententiam definitivam; aut litis contestationem, punctum questionis determinatum non censetur, et incertum est utrum lis secutura sit, necne. Huic regule derogatur in processu qui œconomice ventilatur: post libellum supplicem exhibitum, aut occasione querelæ, aut cujuscumque notitiæ a curia habitæ, processus ex officio instruitur, et colliguntur omnia instrumenta quæ existentiam delicti ostendunt, etiam antequam reus citetur.

954. **Processui publico præmittitur processus præliminaris**, eum in finem ut juridice constet an adsint probationes legales, saltem semiplenæ, de delicto accusati: "Ubi id omne quod ad veritatem factorum constituendam et culpam accusati probandam pertinet, absolutum fuerit, imputatus ad examen vocari potest." Inst. *Cum magnopere*, art 21.

Hinc quando prelatus, ex investigatione extrajudiciali, comperit accusationes contra clericum prolatas habere fundamentum non spernendum, et ex altera parte inutiliter adhiberi remedia præventiva et repressiva, debet fieri processus præliminaris et secretus, unde semiplene saltem constet de delicto. Et sane hoc ipso quod quis citatur ad comparandum in judicio criminali, supponitur reus alicujus delicti, fit suspectus de crimine apud populum, famæ diminutionem patitur et gravi mœrore conficitur. Porro ipsa lex naturalis prohibet quominus cuiquam tantum gravamen inferatur

absque causa sufficiente, id est, absque delicti probatione legali saltem semiplena.

Hinc merito Instructio citata *Cum magnopere*, art. 44, innuit curias episcopales veram calumniam committere, et ideo ad damna reparanda condemnari posse a iudice appellationis, quoties reum publice conveniunt coram tribunali, antequam in processu informativo indicia sufficientia ad agendum appareant. Smith, *Compendium*, num. 1055.

Hic processus prævius, ad informationem curiæ, æquiparari potest investigationi quæ præmittitur processui criminali, in nostris curiis sæcularibus.

955. **In qualibet curia adesse debet procurator fiscalis ad justitiæ et legis tutelam.** Art. 13 Instructionis. Procurator fiscalis est persona quæ in curia episcopali defendit jura fiscalia, in quibus agitur de publica vindicta. Cf. quæ diximus supra, tit. II, num. 883.

1º Procurator fiscalis constitui debet, quando iudex ex officio procedit; revera est essenziale in quovis iudicio ut tres saltem adsint personæ, nempe iudex, reus et actor. Barbosa, *De Judiciis*, num. 7, iudicium definit: "Actum trium personarum, iudicis, actoris et rei, in iudiciis legitime contententium." Si procurator fiscalis non constituatur, episcopus, qui est iudex, deberet partes accusatoris suseipere, id est, ut iudex et actor simul iudicio adstare: quod essentiæ iudicii repugnat.

2º Procurator fiscalis æquiparari potest advocato publico (*Avocat de la Couronne*), qui coram tribunalibus criminalibus tuetur jura publica.

956. **Processus informativus confici potest ab aliquo ecclesiastico viro, probo ac idoneo.** Art. 12 Instructionis.

Hic vir idoneus solet vocari *Auditor curiæ episcopalis*, et comparari potest *Judici instructionis* (*Juge des sessions*

Conc. Mariapoliensis.
Tit. III -
Pro St. Rosa -
Cf. Conc. et Romanum
Tit. I, art. 7

cf. n° 883

de la paix), qui, habita notitia criminis, convenit reum, eiat testes, et in quadam pæliminari inquisitione judicat an accusatus debeat deferri ad tribunal criminale, neene.

1º Episcopus, aut Officialis, nulla lege tenetur notionem causæ alteri committere; eam posset sibi reservare, quamvis multum deceat ut ab alio perficiatur. Revera iudex, qui audit testes et damnavit reum ad tribunal criminale ut iudicetur, pro certo habet accusatum esse reum criminis quo arguitur; hinc quomodo posset, jam persuasus de culpabilitate rei, præesse eum æquitate processui publico? Iudex, ad instar *Justitiæ*, quæ tenet stateram ejus utraque laus stat in equilibrio, debet, ante processum publicum, æqualiter sese habere ad innocentiam vel culpabilitatem accusati. Cf. D. Peries, pag. 40.

2º Quando inquisitio iudicatur necessaria, procurator fiscalis auditori porrigit libellum qui indieat delicta quibus accusatur reus. Episcopus, ex sola denuntiatione et inquisitione extrajudiciali, nequit aperite processum publicum; sed constituit auditorem iudicem delegatum, qui colligat argumenta, audiat testes et definiat an locus sit procedendi iudicialiter contra accusatum, vel non. Hinc auditor habet solam notionem causæ, et eo consilio procedit, ut majori quo fieri potest cautione ac prudentia veritas detegatur. Art. 11 Instructionis 11 Junii 1880.

1957. **Auditori curiæ adstare debet actuarius.** Solent pro synonymis adhiberi vocabula actuarii et cancellarii; item ^{in iudicio} *et* ^{et} *notarii*; plures actuarios eum notariis confundunt. Abstrahendo a particularibus locorum consuetudinibus circa modum hæc vocabula interpretandi, hæc differentia videtur inter notarios et actuarios seu cancellarios existere, quæ inter genus et speciem intercedit. Qui fuit creatus notarius, sed nondum ad exercendum in aliqua curia aut cancellaria officium suum deputatur, servat nomen notarii; notarius dicitur actuarius,

ex eo quod aeta judicialia et processum consignat et confirmat; quia illud officium exercetur in aliqua curia aut cancellaria, hinc actuarius passim dicitur cancellarius. Craisson, Manuale Jur. Can., vol. IV, num. 5775.

1958. Auditor, habita sua commissione, debet ad compilationem processus procedere.

1^o Auditor, non citato reo, debet colligere argumenta quæ ad existentiam delicti referuntur; fundamentum delicti crucitur ex violatione præcepti, vel argumentis quibus accusatio nititur. Art. 15.

a) Unde auditor citat testes qui ad mentem procuratoris fiscalis possunt in reum deponere. Si desint apparitores in curia, citationes per qualificatam personam aut litteras assecuratas mitti possunt, ita tamen ut de exhibitione atque acceptione vel repndii certo constet. Art. 14.

Testes qui in locis longe dissitis vel in aliena diœcesi vivunt, mediante auctoritate ecclesiastica loci in quo manent, examinantur. Si testes citati renuant comparere, vel quia nolunt reo nocere, vel quia timent apparatus judicialem, auditor *per se* posset in eos animadvertere censuris. In praxi, consultius est ut a pœnis et censuris se absteat, et testibus non comparentibus suppleat per alios testes, ad normam articuli 22.

b) Auditor debet deferre juramentum testibus antequam admittantur ad deponendum; prius eos gravibus verbis movet de obligatione veritatem dicendi, et postea petit ab eis juramentum, tactis sacrosanctis evangelis, præstari. De jure communi, deberet admoneri adversarius ut ad præstationem juramenti et eorum depositionem veniat; hæc in pluribus casibus nequeunt servari. "Plures testes, ait auctor Prælectionum Sti Sulpicii, nolunt deponere nisi sub lege secreti, ea scilicet conditione ut reus penitus ignoret illorum nomina, nec ea legitime suspicari queat: unde impossibile est servari jura quibus præscribitur ut nomina testium communiceentur

prævento, ita ut iidem testes stent in curia et iuramentum præsentent coram illo." Vcl. III, pag. 99.

c) Testes debent præstare iuramentum de veritate dicenda, et, si res postulet, de secreto servando. Art. 18. Non tantum testes, sed omnes qui partem habent in processu præliminari tenentur ad illud præstandum: scilicet auditor curiæ, procurator fiscalis, cancellarius, apparitores spondent et jurant suum officium fideliter adimpleturi, et silentium servaturi, si res postulet. Ipse advocatus rei cogi potest ad iuramentum de secreto servando præstandum, si natura rei secretum suadeat. Smith, New Procedure, num. 245.

d) Testes debent audiri separatim, ita ut testis depositionem alterius testis non audiat, ad vitandum periculum collusionis. In capite *De Testibus*, exposuimus regulas a iudice servandas in testes interrogando. Regula generalis est quod testes debent examinari in loco rebus contentiosis adscripto; datur exceptio pro *personis egregiis*, seu in dignitate constitutis, ad quas iudex cum aliis officialibus tribunalis accedere debet ut examinentur. Quoad personas miserabiles, eis erogentur subsidia unde tribunal adeant, vel iudex eas adeat. Peries, La Procédure Canonique pag. 55.

e) Casus dari potest quo factum criminis illis innotescat quos super criminibus clericorum testes adhibere imprudens, imo damnandum esset. Hoc fit quando hujusmodi testimonia perhibenda essent ab impiis hominibus religioni adversis, qui valde lætantur quando ipsis opportuna datur occasio delictum clerici in vulgus edendi et extollendi. Tuuc maxime curandum est ut alii inveniuntur testes, qui de relato, id est, de rebus quas ab aliis narrari audiverunt, deponant. Eadem ratio agendi servetur, quando testes, licet vocati, ad curiam accedere renuunt. Acta Sanctæ Sedis, vol. XV, pag. 388.

f) Data depositione, testi permittitur ut eam legat, corrigat et ei subseribat.

2° Auditis testibus et perpensis aliis argumentis ad causam spectantibus, si non emerit saltem semiplena probatio delicti, iudex edet decretum de non ulterius procedendo, in hunc aut similem modum. Bouix, De Judiciis, pag. 548 :

“ Cum ex informatorio processu jam absoluto, ne semiplena quidem emerit probatio de praetenso delicto a Domino N. perpetrato, nempe quod (et ibi exprimitur delictum), eumque hoc ipso desint a jure requisita ut dictus Dominus N. legitime possit reus constitui et examinari, decrevit reverendus N., Iudex, non esse contra eum ulterius procedendum.

Acta sunt haec die..., mensis..., anno...

N..., Iudex.

N..., Actuarius.”

Hoc documentum in archivis curiae servandum est.

3° Quando, absoluto informatorio processu, exurgit saltem semiplena probatio delicti, reus citandus est, quod fieri potest juxta hanc formulam ab actuario adhibendam :

“ Cum ex actitatis haecenus, ad minimum semiplena habeatur probatio de delicto (vel delictis) Domino N. objecto, nempe quod (et ibi delictum vel delicta exprimentur) ; eumque sic ex informatione summaria emerit a jure requisita ut dictus N. possit reus constitui, et constitutus legitime examinari ; decrevit reverendus N., Iudex, praefatum N. reum constituere et examinare, aliaque prout de jure prosequi.

Acta sunt haec die..., mensis..., anno...

N., Iudex.

N., Actuarius.”

Liber huius est

1959. *proa eruntur a iudice et militat*
Quoad citationem intimati, haec notentur :

1° Reus non est citandus, antequam omnia collecta fuerint quae facti existentiam atque delictum ostendant. Fieri enim potest ut testes culpam rei praetensi excludant : in hoc casu, ut diximus, processus ad secretum archivium relegandus est, quin imputatus se criminosa actionis accusatum fuisse sciat.

2^o Citatio accusati fieri potest ad normam articuli 14, scilicet per apparitores curiæ, vel per personam qualificatam, aut litteras assecuratas, ita tamen ut de citatione in actis constet.

3^o Non est semper prudens ut accusationes in actu intimationis communicentur reo; aliquando accusationes sunt talis naturæ ut tutum non sit eas scriptæ intimationi tradere, vel concurrunt circumstantiæ quæ circumspectionem suadent. Quo in casu, satis erit, in actu citationis, intimato in genere indicare ipsum examini subijci oportere, ut accusationi cui-dam respondeat. Acta Sanctæ Sedis, vol. XV, pag. 389.

4^o Quod "si ad examen accedere recuset, iterum fit intimatio, atque in ea congruum tempus peremptorium præfinitur, intra quod reus coram tribunali se sistere debeat, eique significatur, si non pareat, contumacem esse judicandum; quam intimationem si, haud probato legitimo impedimento, transgreditur, ut contumax de facto habebitur." Art. 24. Contumacia non æquivalet confessioni, ita ut intimatus non comparens confiteatur implicite delictum quo arguitur, et iudici liceat in eum procedere sicut in confessum; ut ait concilium Baltimoreense III, num. 313, quamvis contumacia argumentum reitatis maximum quidem suppeditet, quod confessioni comparatur, reitas contumacis non est præsumenda, sed legaliter probanda. Contumacia inducit præsumptionem reitatis; unde iudex potest aperire processum publicum, ut reus judicetur et reitas probetur.

Reus non habet iuramentum 7. reus
 960. **Quoad examen rei, plura debent notari:**

1^o Reo non defertur iuramentum, ob periculum perjurii. Benedictus XIII, in concilio Romæ habito, pro Dominio Temporalis, prohibuit ne "a reis in futurum per quoscumque iudices et ministros, sub quocumque prætextu, causa et quesito colore, iuramentum exigatur; alias examen sive constitutum, ac acta omnia nulla sint in eo ipso, et irrita, omni que careant

contra reum effectum." Hæc præscriptio, *præceptiva* in Dominio Temporalis, est saltem *directiva* in aliis curiis.

2^o In interrogatoriis, procedendum est eum ordine, et iudex non debet transire de una re ad aliam pene diversam ut deinde redeat ad primam, plura cumulare quæ diligenter separanda sunt et singillatim proponenda; a levioribus et generalioribus iudiciis ad proximiora et urgentiora procedendum erit.

3^o Iudex, si fieri potest, debet eodem die totum examen rei explere. Revera, ut ait Pellegrini, Praxis Vicarii Generalis, part. 4, sect. 9. num. 37: "Si examen (eodem die) non finiatur, et reus aliquod verbum audiverit ex quo conjecturari possit fuisse iudicium contra illum, eum re-assumetur examen, cautius respondebit, quia nox quæ intermediat, eum sit cogitationis mater, suppeditabit insinuatque illi responsiones captiosas et æquivocas." Unde, concludit idem auctor, magnam patientiam habere debet iudex ut examen perficiat, eum ad interrogationes pervenerit in quibus sunt urgentiora et proximiora delicti indicia.

5^o Cum ad exitum perductum fuerit examen, reo exhibendum erit, ut ipse sua manu quæ deposuit subscribat, vel si scribere nesciat, ut signum crucis propria manu apponat. Deinde subscribent iudex et notarius, seu actuarius.

961. Quando reus inductiones alienius valoris exhibet, eæ, quantum fieri potest, accurate discutantur. Art. 25 Instructionis 11 Junii 1880.

Aliquando reus citatus plura allegat quæ, si vera sint, dispensant a litis contestatione; v. g. si reus litteris et documentis probet se, ipsa criminis hora, in loco penitus dissito moratum fuisse, vel delictum non ex malitia, sed ignorantia commisisse. Unde ad delicti contestationem non procedatur, quin hujusmodi inductiones expendantur, et ea omnia, quæ ad easdem referuntur, ad exitum perducantur.

Reus potest movere exceptiones peremptorias vel dilatorias, quæ actionem criminalem penitus eliminant vel retardent.

962. Expleto rei examine, auditor functus est officio suo.

Ex relatione processus quæ apud episcopum aut officialem deponitur, colligitur innocentia vel reitas intimati. In primo casu, reus absolvitur, et omnia acta processus informativi deponuntur in archivis secretis curiæ; in secundo casu, aperiendus est processus publicus ut reus valeat se defendere et ejus culpabilitas juridice probetur; nisi reus malit confiteri et coram episcopo comparere ad poenam luendam.

Quando ex processu præliminari multa remanent indicia criminis contra reum, iudex potest recurrere ad purgationem canonicam, ad præceptum, vel ad processum publicum.

963. Purgatio canonica ^(in sacramento) **in his duobus consistit,** nempe 1^o ut præsumptus reus juret suam innocentiam; 2^o ut testes fide digni jurent quod ipsi credunt reum vera jurasse; hujusmodi testes vocantur *compurgatores, conjuratores*, vel etiam *sacramentales*.

Tenorem canonicæ purgationis tradit Innocentius III, in capite 5, De Purgatione Canonica. "Porro purgationis tenor hic erit: Episcopus (accusatus de crimine simoniæ) jurabit primum super sancta Dei evangelia quod pro ecclesia Sancti Petri presbytero P. danda, nec ipse per se, nec per submissam personam, nec aliquis pro eo, se sciente, pretium receperit: deinde compurgatores super sancta Dei evangelia jurabunt quod ipsi credunt eum verum jurasse."

Ad hoc ut compurgatores idonei sint, requiritur 1^o ut roscent vitam et mores præsumpti rei; 2^o ut ipsi sint vita probati, ita ut verisimile sit eos nolle, obtentu pecuniæ, pejorare. Pierantonelli, Praxis Fori Ecclesiastici, num. 19.

Si compurgatores concludant in favorem accusati, ita ut ad

nilhilum redigant quæ contra ipsum adducebantur, non ulterius proceditur, et acta processus sunt deponenda in archiviis secretis curiæ.

964. **Aliquando consultius erit si episcopus recurrat ad præceptum,** et intimato explicet quid facere vel vitare debeat, addita comminatione pœnæ ecclesiasticæ, quam, si præceptum transgrediatur, incurret. Art. 7 et 8 Instructionis.

Aliquando tandem intimatus profitetur se esse innocentem, et non vult acceptare præceptum : unde prælatus debet aperire processum publicum.)

7. *ratio f. ratio est in hoc auctor. ratio.*

TITULUS VII

DE INTRODUCTIONE PROCESSUS PUBLICI

Ex processu præliminari, indicia delicti non spernenda contra reum militant; ex altera parte, res nequit componi pacifice, vel quia reus processum requirit, vel quia bonum commune exigit ut delictum juridice coerceatur. Hinc episcopus ut iudex intervenit, processum publicum aperit in reum, ne quis damnetur nisi comprobatus vel excommunicetur nisi discussus.

Episcopus est iudex ordinarius in sua diocesi, et causæ omnes ad forum ecclesiasticum quomodolibet pertinentes, in prima instantia, coram Ordinariis locorum dumtaxat cognosci debent. Infra biennium a die motæ litis terminari debent, alioquin, post id spatium, liberum erit partibus, vel alteri illarum, iudices superiores alias tamen competentes adire, qui causam, in eo statu quo fuerit, assumant. Trid., sess. XXIV, cap. 20. Cf. vol. I, num. 384.

Non congruit generatim ut episcopus sedeat pro tribunali; qua iudex ordinarius, potest committere illud officium vel officiali, vel alteri iudici delegato. Quamvis, per commissionem generalem officii, cognitio causarum transferatur in vicarium generalem, tamen generatim causas criminales videre et decernere non potest, absque speciali mandato. Quod si officialis præsit tribunali, videre est an sedeat ut vicarius, aut delegatus episcopi; in primo casu, officialis procedit cum iurisdictione ordinaria, et appellatio non poterit fieri ad episcopum; in secundo casu, officialis utitur iurisdictione delegata, et appellatio, si adsit, ad episcopum delegantem interjicitur.

Opportunum est ut officialis, in prima sessione, ostendat

mandatum quo iudex constituitur. Pérics, Procédure Canonique, pag. 89.

Etiam congruum est ut iudex sibi adjungat assessores, quorum consilio uti potest in causæ instructione et definitione; ad hoc tenetur jure particulari hujus provincie. Cf. tit. II hujus libri, num. 888.

In pluribus capitibus, recensimus actus qui introductionem causæ præcedunt et constituunt.

CAPUT I

DE LIBELLO ACCUSATIONIS ET CITATIONE

Primus actus processus publici est libellus accusatorius, quo procurator fiscalis reum arguit apud iudicem.

965. **Libellus accusatorius est brevis scriptura continens actoris, id est, procuratoris fiscalis, intentionem.**

Ex actibus processus præliminaris, procurator fiscalis præparat libellum accusationis. 1^o In eo exprimendum est iudicis nomen coram quo agenda erit causa, ut sciatur an sit competens, vel non. 2^o Inserendum est in libello nomen proprium actoris, ut iudex sciat quis agat et reus a quo conveniatur. 3^o Designandum est nomen rei, ut intelligat se, non alium, actione impeti. 4^o Detur narratio brevis facti criminosi cum necessariis circumstantiis. 5^o Debent indicari delicti locus, annus, mensis, adeo ut, his omissis, libellus ipso jure sit nullus, etiam parte adversa non opponente. Dies commissi delicti exprimendus est, saltem si accusatus petat sibi diem et horam nominari. Schmalzgrueber, in tit. III, lib. II Decretalium.

Attamen si ob delictorum qualitatem, vel alia de causa, non expediat ut delictum et ejus adjuncta in libello exprimantur, satis erit ut procurator fiscalis in libello vocet reum,

ut in causa, de qua contra eum fit inquisitio, sese defendat.
Art. 22 Instructionis.

Libellus plerumque sic concluditur: "Super his omnibus peto justitiam administrari hoc et omni alio meliori modo et forma, quæ de jure, etc. fieri potest." Hujus clausule, quæ clausula salutaris vocatur, is est effectus, quod per illam actor seu accusator conseatur omne jus suum in judicium deduxisse, etsi de omnibus et singulis non fecerit expressam mentionem.

1966. **Queritur an libellus jam judici porrectus a procuratore fiscali mutari vel emendari possit.**

Libellus dicitur *mutari*, quando aliquid in eo mutatur quod pertinet ad ejus substantiam; *emendari* dicitur, quando aliquid additur vel tollitur quod ejus substantiam non officit.

Hisce præmissis, sic respondetur:

1º Usque ad sententiam definitivam, emendari potest libellus accusationis, v. g. obscura declarando, superflua detrahendo et ad illustrationem etiam aliquid addendo.

2º Mutari potest a procuratore fiscali ante litis contestationem, ita tamen ut, in eo casu, reo concedantur novæ dilationes ad deliberandum et respondendum.

3º Post litis contestationem, non potest amplius mutari libellus. Smith, Elements of Ecclesiastical Law, vol. II, n. 985.

1967. **Judex, habito libello accusationis, edit decretum de reo constituendo, ut est citatus**

1º Citatio est actus legitimus quo quis, mandato judicis, vocatur in judicium, juris experiendi causa.

2º Citatio multiplex distinguitur: a) Alia est *publica*, alia est *privata* seu *personalis*. *Publica* dicitur, si fiat per vocem præconis in loco publico, vel per edictum in locis publicis affixum; *privata* dicitur, si notificetur reo aut illius procuratori. b) Alia est *realis*, alia *verbalis*. Est *realis*, si manus in reum injiciatur; *verbalis*, si fiat viva voce aut scripto. Prior non est amplius in usu apud judices ecclesiasticos.

*quæ præcipi
citatio mitti
in reo per
sempersonam
cancel-
larum
et per litteras
constituitur*

c) Alia est *simplex*, alia *peremptoria*. *Simplex* continet merum præceptum comparendi coram tribunali et tribus vicibus repeti debet, antequam reus censeatur contumax; *peremptoria* ea est quæ triplici æquivalet, et, qua spreta, reus argui potest de contumacia.

3^o Intercedere debet certum tempus inter singulas citationes simplices, ut puta quinque dierum; si fiat citatio peremptoria, concedi etiam debet tempus conveniens reo ut deliberet et sibi consulere valeat. Quantum vero temporis debeat assignari, nullo jure præfinitur; id iudex determinat ex æquitate, ratione habita circumstantiarum. Prel. Sti Sulpicii, vol. III, n. 664.

1968. **Citatio est omnino necessaria, et per se invalida est sententia contra absentem non requisitum prolata.** Revera 1^o lex naturalis prohibet quominus iudex se exponat periculo condemnandi innocentem; atqui huic periculo se exponit, qui partes inauditas judicare præsumit. Dato enim quod corpus delicti certum sit, possunt multa concurrere quæ forte reum excusant, aut saltem notabiliter delicti gravitatem minuunt, quæque omnia iudex ignorabit plerumque, nisi detur reo facultas se defendendi.

2^o Hoc confirmat jus canonicum: "Nos contra partem inauditam non possumus aliquid definire," ait S. Gregorius Magnus, cap. *Susceptis*, tit. XII, De Causa Possessionis, lib. II.—"Omnia quæ adversus absentes in omni negotio aut loco aguntur, aut judicantur, omnino evacuentur; quoniam absentem nullus addicit, nec ulla lex damnat." Can. *Omnia*, 4, causa III, quæst. IX.

Dicitur *per se*, quia videtur citationem necessariam non esse, quando delictum rei ita notorium est, ut certo constet nullam causam exceptionis intercedere. Attamen ne iudex se fallat, jure communi providetur ne, etiam sub prætextu notorietatis, prætermittat citationes canonicas. Aliunde citatione opus erit ut præsens sit reus, quando profertur sententia.

'969. Plura sunt servanda in citatione.

Primum requisitum est ut citatio fiat auctoritate judicis, idque constet ex citationis forma, ita ut citatus agnoscat se ab illa affici et aritari ad comparandum, ne ut contumax judicetur.

Secundum requisitum est ut contineat causam propter quam reus citatur. Attamen, ex articulo 22 Inst. 11 Junii 1880, prudenter omittitur causa citationis in quibusdam casibus, et solummodo insinuat reum vocari ut se defendat in causa que in ipsum agitabitur in curia.

Tertium requisitum est ut in citatione exprimantur nomen rei qui vocatur in iudicium, dies et locus quo debeat coram iudice comparere.

'970. Citatio debet executioni mandari, quia inutilis est citatio nisi ad notitiam partis deducatur.

1^o Modus citandi ordinarius est ut fiat reo *personaliter*, non tantum ejus domi; attamen sustinetur citationis executio facta domi solite habitationis penes domesticos, vel, si nullus sit domi et reus latitet, penes vicinos, relicto ibidem commissionis exemplo, ut ad reum citatio perveniat. Pierantonelli, Praxis Fori Feclesiastici, tit. V, num. 8.

2^o Regulariter citatio fit per nuntium curiæ, quo in casu, citatus tenetur ei (utpote personæ publicæ) credere; si vero fiat per alium ad hoc specialiter deputatum, is tenetur simul cum litteris citationis, etiam commissionis sibi factæ litteras exhibere. Si iudex citans sit tantum delegatus, debet citationi inseri tenor ipsi factæ delegationis, quia nempe iudex delegatus tenetur se legitimare, id est, delegationem suam probare; alioquin citatus non tenetur credere ipsius jurisdictioni. Craisson, Manuale, vol. IV, num. 5898.

3^o Quatenus in curia desunt cursores, citatio potest fieri per personam qualificatam, quæ subinde curiam de executione certioret, vel per litteras assecuratas, vel alio modo, ita tamen

nt de secuta receptione aut recusatione testimonium in curia habeatur. Art. 14 Instructionis.

4^o Juxta Pellegrini, Praxis Vicarii Generalis, cursor ita testari solet de citatione facta: "Refero ego, N., Cursor, die..., mensis..., anni..., me citasse N. personaliter, domi suae solite habitationis. In cujus fidem, etc. N., Cursor."

'971. **Quid si citandus extra territorium citantis moretur?** Citatio extra territorium citantis tripliciter fieri potest: 1^o per nuntium a iudice citante missum qui reo litem futuram insinnet: hæc citatio valet, cum non sit actus jurisdictionis in territorio alieno, sed mera executio; 2^o per litteras remissoriales, quæ et subsiliales vocantur. Scribit iudex qui citat ad iudicem loci in quo moratur citandus, et requirit ut is posterior iudex citationem per suos ministros exsequatur; 3^o per edictum affixum in locis finitimis. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 161.

Possent iudex citare per litteras assecuratas, quia hujusmodi litteræ non remittuntur, nisi ille ad quem diriguntur de illis receptum quoddam dederit. Hinc de executione citationis quæ per hunc modum fit, expedite documentum obtinetur.

'972. **Citatio producit plures effectus:** 1^o Per citationem, negotium iudiciale fit inceptum, seu res non est amplius integra: unde citatio firmat jurisdictionem iudicis delegati, ita ut procedere possit intra limites sui mandati, si, facta citatione, delegans moriatur aut ab officio removeatur. 2^o Post citationem legitime factam et intimatam, inducitur litis pendentia, et verificatur juris regula: "Lite pendente nihil innovetur." Hinc, facta citatione, prohibetur, in causa civili, ne vendatur, vel commutetur, aut quocumque modo alteretur objectum controversiæ; item, pendente lite circa beneficium, prohibetur ne possessor eo privetur. 3^o Per citationem, interruptitur præscriptio, quia præsumitur cessare bona fides.

CAPUT II

DE CONTUMACIA

Citatione expleta et exsecutioni mandata, citatus reus, si intra peremptorium terminum comparere negligat, contumax efficitur.

973. **Contumacia (a contemnendo dicta) definitur:** "Inobedientia a legitime vocato erga iudicem, in iis que ad iudicem pertinent, commissa." Schmalzgrueber, in tit. XIV, lib. II Decretalium.

Schmalzgrueber, in tit. XIV, lib. II Decretalium.

Communiter dividitur in *veram* et *presumptam*. Contumacia *vera* dicitur, cum quis, peremptorie citatus et citationis notitiam habens, comparere noluit, nullo ipsum excusante impedimento. Dicitur autem *presumpta*, seu *ficta*, quando dubium est an ad citatum et non comparentem citationis notitia pervenerit. Hoc dubium contingere potest quando quis fuit citatus non personaliter, seu in faciem, sed tantum ad domum, vel per edictum ad valvas affixum.

Stante huiusmodi dubio, qui citatus non comparet, nec procuratorem ad excusandam moram mittit, dicitur *presumptam* contrahere contumaciam.

Maximi autem refert distinguere an quis sit *vere*, vel *presumptive* contumax; nam *vere* contumax non auditur amplius; e contra *presumptive* contumax auditur, si venerit et suam absentiam excusaverit.

974. **Contumacia pluribus modis committitur:**
 1^o Quando reus, tribus edictis simplicibus aut uno peremptorio citatus, et nulla justa causa impeditus, non comparet.
 2^o Quando reus malitiose discedit a domo, ne citatio ad ipsum pervenire possit.
 3^o Quando comparuit quidem, sed postea sine licentia iudicis recedit, non confecto negotio, quin revertatur.
 4^o Quando partes non parent mandato iudicis, mandantis ut prestetur iuramentum, ut exhibeantur instrumenta

et alia ad causam pertinentia. 5^o Quando recusant parere executioni sententiæ.

Casus contumaciæ continentur in illis versiculis : Ex glossa, in cap. 2, tit. XIV, De Dolo et Contumacia, lib. II Decret :

Non veniens, non restituens, citiusque recedens,

Nil dicens, pignusque tenens, jurareque nolens,

Obscureque loquens, isti sunt jure rebelles.

975. **Plura sunt remedia ad compescendam contumaciam.** Triplex hypothesis fugi potest : 1^o vel actor et reus sunt contumaces ; 2^o vel solus actor ; 3^o vel solus reus.

1^o In prima hypothesisi, habetur lis deserta, et judex declarat finem instantiæ judicialis.

2^o In secunda hypothesisi, contra actorem contumacem, hæc sunt remedia : a) Actore non comparente in termino citationis reo intimatæ, judex effectum citationis rescindit, et actor non admittitur ad aliam citationem, nisi reo solvat expensas, et præstet cautionem quod eorum judicæ comparebit.

b) Verum si reus habet probationes paratas, expetere valet ut ejus excipiantur probationes, absente actore, eo consilio ut judex valeat sententiam definitivam reo favorem pronunciare.

c) Quando lis jam fuerit contestata, et reus nolit fatigari in proseguendo judicio, petit se absolvi *ab observatione judicii* : hinc, actore citato et non comparente, rescinduntur omnia acta talis instantiæ.

Hæc sunt remedia ordinaria quæ in causis civilibus adhiberi possunt ad frangendam actoris contumaciam ; præterea habentur pœnæ spirituales, censurae, muletæ, privationes, etc. Atvero Concilium Tridentinum, cap. 3, sess. XXV, monet superiores ut parcant censuris ne vilescant, et ad eas non deveniant nisi adhibita fuerint omnia alia remedia.

3^o In tertia hypothesisi, id est, quando reus est contumax, judex debet summarie cognoscere an reus sit vere vel præsumptive contumax. Plures sunt rationes quæ excusant

*Adversarius
reus in
judice*

reum a comparando, pnta si nullo modo vel illegitime fuerit citatus; iudex investigabit an reus tunc absens habeat justam causam absentiae, sicque excusetur a delicto contumaciae. Contumacia rei est quæstio incidentalis, quam iudex definit antequam ulterius procedat; ea iudicata, et pœnis iu reum impositis, iudex instantiam judicalem prosequitur usque ad sententiam definitivam.

4^o Reus qui in termino citationis peremptoriae non comparet, non censetur confiteri crimen quo acensatur, sed præsumptionem contra seipsum inducit, quæ non dispensat a formalitatibus quibus probetur rei culpabilitas. Unde, die assignato, si reus non compareat, iudex, ad instantiam actoris, litem prosequitur usque ad sententiam definitivam, reum absolvendo vel damnando, secundum quod *ex actis et probatis* ejus innocetia vel reitas ostenditur. Smith, Elements of Ecclesiastical Law, vol. II, p. 191.

'976. **Contumacia reo nocet multipliciter:** 1^o dat iudici jus prosequendi instantiam, reo absente; 2^o inducit præsumptionem reitatis, quæ tamen non dispensat iudicem ab inquisitione argumentorum quibus reitas directe probetur; 3^o subjicit reum contumacem pœnis ecclesiasticis, quas iudex imponere potest; 4^o aufert jus appellandi a sententia definitiva, modo contumacia sit vera, non autem ficta. Cf. Reiffenstuel, in tit. XIV, De Dolo et Contumacia, lib. II Decretalium.

'977. **Longe melius est ut reus citatus in termino citationis peremptoriae compareat.** Quod si falso accusetur, debet cavere ne præsumptio criminis in eum inducatur; quod si juste accusetur, ipsi importat aliud delictum priori non addere. In eo ultimo casu, reus posset recurrere ad episcopum pro pacifica compositione: in libello compositionis, reus, quin expresse suum fateatur delictum, se submittit justæ pœnæ iudicis, ea conditione ut iudex processui finem et fisco silentium imponat. Habito libello, poterit episcopus precibus indulgere.

CAPUT III

DE EXCEPTIONIBUS

Exceptio est le...
 Reus, si compareat ut contra libellum accusatorium se defendat, potest contra actoris intentionem opponere exceptiones, quæ sunt inedia defensionis.

1978. **Exceptio, quæ derivatur a verbo excipere, recte definitur:** "Actionis exclusio, qua reus actionem contra se institutam vel retardat, vel penitus elidit." Schmalzg., in tit. XXV Decretalium, num. 1.

Ex ipsa definitione, eruitur divisio exceptionum in *peremptorias* et *dilatorias*. *Peremptoriae* vocantur exceptiones quæ jus actoris penitus elidunt, v. g. tales sunt quæ ostendunt actionem nunquam ortam fuisse, ut si quis excipiat non donatum, non legatum fuisse quod alter donatum, legatum dicit. Exceptiones *dilatorias* dicuntur illæ quæ actionem non perimunt, sed tantum differunt ad tempus.

Hujusmodi exceptiones sunt diversi generis : 1^o quædam respiciunt *personam judicis*, quibus nempe contenditur eum esse suspectum, vel juris imperitum, vel incompetentem, vel reum fuisse ab alio judice præventum ; 2^o aliæ respiciunt *personam actoris*, v. g. quod sit excommunicatus ; 3^o aliæ respiciunt *personam rei*, v. g. reus fuit ab aetore spoliatus, ideoque petit se in integrum restitui antequam respondere cogatur ; 4^o aliæ respiciunt *locum et tempus judicii*, v. g. quod locus non sit tutus, quod tempus sit feriatum, quod terminus sit nimis angustus ; 4^o post litis contestationem, fieri possunt exceptiones contra testes. Bonix, De Judiciis, vol. II.

1979. **Reus jus certum habet opponendi exceptiones ad sui defensionem**, quia exceptio est medium defensionis a jure introductum.

1^o Disputant auctores an jure naturali vel positivo exceptio

Sunt...
in...
...
...

...

fuerit introducta; quidam juri naturali originem exceptionum adscribunt, eo quod exceptio sit defensio, et facultas sese defendendi jure naturæ reo competat; quidam ad jus positivum eam referunt, eo quod exceptio sit exclusio actionis, et actiones jure positivo fuerint introductæ. Rationes utriusque sententiæ invenies apud Schmalzgrueber, in tit. XXV, lib. II Decretalium, num. 7.

2^o Hinc reus, ante aut immediate post litis contestationem debet exceptiones opponere. a) Quoad exceptiones dilatorias, debent proponi ante litis contestationem; ratio est, quia hujusmodi exceptiones pleræque impediunt litis ingressum, et respiciunt ea quæ judicium constituunt, nempe personas, locum, tempus. Unde reus, qui in principio contra ea non excipit, in ea consentire videtur et juri excipiendi renuntiare censetur. Hoc procedit maxime de iis exceptionibus quæ respiciunt personam judicis, puta quod iudex dicatur suspectus vel incompetens: si reus ante contestationem non exciperit, censetur in iudicem suspectum consentire, vel incompetentis jurisdictionem prorogare. Hæc regula plures patitur exceptiones, quæ videri possunt apud Schmalzgrueber, loco citato, n. 21. b) Quoad exceptiones peremptorias, *regulariter* post litis contestationem proponuntur; attamen nonnullæ opponi possunt etiam antequam lis fuerit contestata, et nonnullæ post sententiam.

Dicitur *regulariter* post litis contestationem opponendas esse exceptiones peremptorias, quia hujusmodi exceptiones proprie sunt exclusio actionis; atqui excludi non potest actio antequam proposita sit in iudicio, quod fit per litis contestationem. Hoc *regulariter* fit, nam quædam opponuntur ante litis contestationem, uti est exceptio *litis finitæ*: v. g. si quis accusaretur de delicto quo fuit judicialiter punitus. Revera, lis semel aliquo modo finita inchoari non debet.

Quædam opponi possunt post sententiam, talis est exceptio

nullitatis sententiæ ex quacumque causa. Cf. Schmalzgruber, loco citato.

'980. **Reus excipiendo fit actor, et exceptionem a se propositam probare tenetur, alioquin effectum non habebit.**

Dilatorie exceptiones probari debent, *regulariter* loquendo, ante litis contestationem, sicut ante illam opponi debent. Hinc ad iudicis officium pertinet ut probationes super his accipiat, et ad examen principalis negotii accedat, quando per sententiam interlocutoriam super dictis exceptionibus pronuntiavit. Ratio est, quia si non est necesse exceptiones dilatorias probari ante litis contestationem, falso dicentur dilatorie, cum non differrent iudicium, sed solam sententiam.

'981. **Potissima exceptio fit per recusationem iudicis, ob causas que illum suspectum reddunt, v. g. si inimicitias reo exercuerit, si sit consanguineus aut affinis cum parte adversa, si, antequam officium iudicis susceperit, partes advocati gesserit in eadem causa.** Hæc timorem injiciunt ne iudex pronuntiet, præoccupato animo: unde jus canonicum vult ut in talibus rerum adjunctis liberum sit reo iudicem recusare. "Quod suspecti et inimici iudices esse non debeant, et ipsa ratio dicat, et multis exemplis probatur," ait S. Nicolaus Papa, can. 15, causæ III, quæst. V.

1^o Recusatio proponitur in aliquo libello, in quo simul rationes exceptionis allegantur.

2^o Iudicium de recusatione non ab ipso iudice cujus interest, sed a superiore vel ab arbitrariis fertur, juxta dispositiones decretalium *Secundo requiris*, 41, et *Cum speciale*, 61, tit. XXVIII, De Appellationibus, lib. II.

a) In priori, Celestinus III præcipit ut qui affirmat se habere iudicem suspectum, causam suspicionis coram eodem allegare teneatur et partes constituant arbitros, coram quibus causa suspicionis intra terminum competentem ostendatur.

*De iudice
et eius
consensum
de illo die
inimicitias
reus*

Probata causa suspicionis, iudex supersedere tenetur causæ cognitioni.

b) In alia decretali, Innocentius IV declarat quomodo debeant eligi arbitri: Reus nempe et iudex arbitros mutuo consensu assumunt; si non possint in eosdem consentire, "ipse unum, et ille alium eligat, qui de suspicionis causa cognoscant; et si nequiverint in unam concordare sententiam, advocent tertium, ut quod duo ex ipsis deeerint robur obtineat firmitatis. Causa suspicionis probata legitime, de reusationis assensu, personæ idoneæ committat negotium reusatus, vel ad superiorem transmittatur." Unde causa suspicionis, quæ est questio incidens, definitur per arbitros, qui non valent cognoscere causam principalem.

3^o Recusato iudice, suspenditur processus, eum iudex supersedere debeat donec sublata fuerit exceptio. Queritur inter auctores utrum suspendatur iudicis iurisdicatio, ita ut irrita sit sententia prolata, non obstante reusatione. Dicendum videtur suspendendi omnino iurisdictionem in duplici casu: a) si causa suspicionis fuerit notoria; b) si electi fuerint arbitri.

His duobus casibus exceptis, probabiliter non est ipso iure nulla sententia lata a iudice suspecto, sed iudicari potest; quod deducitur ex cap. *Super questionum*, 27, tit. XXIX, De Officio Iudicis Delegati, lib. I. Innocentius III hæc habet: "Quod si justam reusationis causam noluit admittere delegatus, sed eorum suspectis eum litigare cogebat, a tali gravamine potuit licite ad nostram audientiam appellare; quodque post appellationem huiusmodi est præsumptum, iudicari debet irritum et inane." Præl. S. Sulpicii, vol. III, num. 667.

982. **Exceptioni respondere potest actor per replicationem, que est exceptionis elisio.** Quod si reus *replicationi* ab actore productæ respondeat, eamque repellat, dicitur fieri *duplicatio*; si *duplicati*o*ni* respondeat actor, fit

triplicatio; et sic deinceps dari potest *quadruplicatio*, *quintuplicatio*, etc.

Ne procedatur in infinitum, fit in potestate judicis numerum replicationum limitare; ex stylo curiæ ecclesiasticæ, prohiberi solet ne *triplicatio*, vel ad summum *quadruplicatio* excedatur. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 171.

CAPUT IV

DE LITIS CONTESTATIONE

Postquam propositæ fuerint et resolutæ omnes rei exceptiones et inductiones, accedendum est ad litem contestationem, ut eruitur ex verbis Instructionis, *Sacra*, art. 26: "Deinde accedendum est ad contestationem delicti et argumentorum quæ prostant, ut inquisitus ut culpabilis habeatur, et pœnas canonicas incurrisse censeatur."

1983. **Litis contestatio, modo generali sumpta, definitur:** "Petitio actoris in jure proposita et congrua negativa responsio rei, facta animo litigandi." Cap. unicum, tit. V, lib. II.

Objectum controversiæ debet limitari; hinc, præsentibus partibus coram judice, videndum est quid petat actor et neget reus. Ut ait Gregorius IX, in cap. citato, allegationes actoris et responsiones ad eas non constituunt litem contestationem; illæ allegationes, quæ dicuntur positiones, sunt assertiones faectorum quæ ad causam controversam pertinent. Actor potest plures edere positiones supra quibus petitur ab adversario congrua responsio, ut liberetur ab onere probandi id quod a reo admittitur; item reo concessum est jus positiones proferendi adversus aactorem, quibus actor satisfacere

*Causa magis
practica est
quia reus
negat*

tenetur. Quibus expletis, actor petit coram iudice, et reus negat id quod ab actore petitur, eum animo litigandi. Sauti, lib. II, tit. V, num. 2.

984. **In iudicio criminali, iudex assignat procuratori fiscali terminum ad articulandum**, seu edendas varias accusationes quas revelat processus preliminaris; deinde citatur reus et ei terminus assignatur ad dicendum contra capitula, seu accusationes.

*Articuli in iudicio
sunt
breves
narrationes
facti super
quibus
petitur
ab adversario
respondere
ut ponens
per confessionem
adversarii
ab onere
probandi
relevetur.*

Die ad contestandum determinato, procurator fiscalis legit positiones, vel articulos qui continent quæ contra reum militant. Post singulos articulos, iudex querit a reo an confiteatur vel neget; ejus responsio sedulo et accurate conscribitur ab actuario.

Ea omnia quæ reus non negat, sunt confessiones judiciales; de quibus argumentatio non fiet; ea quibus illicite non vult respondere, censentur admissa, juxta regulam juris: Qui tacet consentire videtur; ea quæ positive negat, constituunt substantiam iudicii, seu dubia quorum erit judicialis disceptatio.

Hinc, in iudicio criminali, contestatio litis definiri potest: Affirmatio delicti facta coram iudice a procuratore fiscali, et ejus negatio a reo. In Instructione, vocatur contestatio delicti. Smith, New Procedure, num. 316.

985. **Positiones differunt ab articulis aut capitulis.**

1º **Positiones** sunt breves narrationes alienius facti, super quo petitur ab adversario responderi, ut ponens per confessionem adversarii ab onere probandi relevetur. **Articuli** sunt positiones quas reus negat, et consequenter actor probare debet. In processu criminali, articuli dicuntur capitula.

*Positiones
sunt breves
narrationes
facti super
quibus
petitur
ab adversario
respondere
ut ponens
per confessionem
adversarii
ab onere
probandi
relevetur.*

986. **Ex litis contestatione, plures sequuntur effectus:** 1º Per litis contestationem, incipit iudicium, quod autem proprie et simpliciter inchoatum dici nequit; 2º lite contestata, iudex amplius recusari non potest, nisi superv-

*Et articuli
sunt positiones
quas reus
negat, et
consequenter
actor probare
debet.*

nerit nova suspicionis causa; 3^o litis contestatio præcludit viam opponendi exceptiones dilatorias, nisi de iis antea fuerit interjecta protestatio, aut ex nova causa emergerint; 4^o per litis contestationem, quasi contrahitur inter litigantes ut neuter, adversario suo invito, possit discedere, nisi tanquam temerarius litigator ad damna et expensas adversario suo reparandas condemnari velit. Schmalzgrueber, in tit. V, lib. II Decretalium, num. 8.

CAPUT V

DE PROCESSUS INFORMATIVI PUBLICATIONE

1987. **Facta litis contestatione, fit publicatio processus informativi et offensivi, ut reus sciat quæ in actis contra seipsum exstant, et seipsum defendere valeat.**

1^o Fit autem publicatio legendo totam seriem processus lucusque habiti. "Rotulus examinis, seu dicta et attestaciones testium præleguntur et publicantur. Hac publicatione facta, petunt partes copiam...; neque hoc illis a iudice negari potest. Originalis autem scriptura manet, vel apud iudicem, vel apud notarium, tanquam scriptorem." Schmalz., in tit. XX, lib. II, n. 116.

2^o Necessaria est in jure canonico hujusmodi publicatio, ut per lectionem et copiam actorum reus sese defendere possit. "Quæ publicatio, ait Pellegrini, Praxis Vicarii Generalis, pars IV, sect. 10, n. 8, in criminalibus est adeo necessaria, de jure canonico, ut, si omitteretur, processus esset nullus ipso jure: quia tolleretur reo facultas sese defendendi. Neque condemnari posset nisi decerneretur ei copia processus, cum termino competenti ad faciendum suas defensiones. Hinc est quod inolevit praxis fere in omnibus curiis, ut unico

contextu fiat publicatio processus offensivi et declaratio quod ejus copia parti tradatur, una cum termino ad faciendas suas defensiones, etiamsi reus illum non petat.

Est autem advertendum, quod copia processus informativi tradenda est sumptibus ipsius rei, qui petere illam debet a notario. sive actuario causæ, cum iudex functus sit officio suo in hoc, dum decrevit illam esse tradendam. Fallit tamen hoc in pauperibus, quibus tradenda est copia, sive originalis processus, loco copiae, gratis."

988. **Quaavis iudex, publicato processu offensivo, teneatur reo petenti concedere ejusdem processus copiam**, non tamen tenetur ad manifestanda ipsi testium nomina, antequam testes repetantur. Ratio est, quia attestations quas iudex obtinuit, reo non constituto, non sunt probationes legales, et non probant antequam renoventur coram reo, aut ab ipso legitimentur. Si nomina testium reo manifestentur, timendum est ne reus, vi aut pecunia, impediatur testes quominus compareant in processu publico ut suas attestations iterent, aut eosdem corrumpat ut sibi contradicant. Hinc actuarius ea tradere debet reo quæ in actis non deposuerunt. Smith, New Procedure, num. 339; Pères, Procédure Canonique, pag. 108.

989. **Ut reus cognoscat etiam nomen testium** qui deposuerunt in processu informativo, debet processum hucusque habitum legitimare, id est, declarare se habere testes in informativo processu receptos *pro rite et recte citatis et examinatis*. Reus potest sibi consulere per clausulas salutare, puta, si reservet jus excipiendi contra personas et dicta testium, et repetendi testes, quatenus illos repetere voluerit. Hinc in formula qua iudex dictam copiam concedit, apponit hanc aut similem clausulam: Absque nomine testium, nisi expresse reus declaraverit se dictos testes habere pro rite et recte exami-

natis, qua facta declaratione, etiam nomina testium ipsi pandantur.

Facta dicto modo publicatione processus, dataque reo aetnum copia, ei assignatur terminus ad porrigenda interrogatoria, si qua exhibere velit. Hoc autem nomine, dicuntur capita illa de quibus reus postulat interrogari testes pro informatione curiae jam examinatos. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 216.

Sic absolvitur processus offensivus, in quo judex audivit testes, et omnia argumenta sibi comparavit quibus erui possit rei delictum.

TITULUS VIII

DE INSTRUCTIONE PROCESSUS PUBLICI

Publicato processu offensivo et ejus copia reo concessa, cum aut sine nominibus testium, iudex debet reo assignare convenientem terminum ut sese defendat, id est, ut porrigat suos articulos defensorios et producat testes et instrumenta in horum articulorum probationem. Si arctior sit assignatus terminus, prorogationem petere poterit reus, et appellare, si injuste denegetur.

1990. **Reo concedenda est dilatio sufficiens ut possit se defendere.** Canonistae distinguunt quatuor dilationes, quas vocant *substantiales*.

Prima dilatio dicitur *terminus ad articulandum aut capitulandum*, et aliud non est quam terminus datus procuratori fiscali ut proponat *capitula*, seu accusationes quae reo adversantur.

Secunda dilatio dicitur *terminus ad dicendum contra articulos* aut *capitula*, et reo datur ad deliberandum quos articulos confiteri, quos autem respuere debeat.

Tertia dilatio dicitur *terminus ad producendum omnia*, et indulgetur tum procuratori fiscali, tum reo ad probandum contenta in articulis et in responsis ad eosdem.

Quarta dilatio dicitur *terminus ad dicendum contra producta*, et utrique parti indulgetur ad dicendum contra probationes in tertio termino ab adversario productas. Smith, *New Procedure*, num. 382.

Haec quatuor dilationes, quae dicuntur *substantiales*, non possunt a iudice denegari, etiam in processu summario, alias oriretur nullitas processus et invaliditas actorum.

Si terminus ad praeparandam defensionem insufficientis videatur, peti potest ejus prorogatio.

1991. **Terminus defensorius assignandus est illi qui spontanee delictum suum est confessus**, quia, ait

Reo.

Pellegrini, part. IV, sect. X, num. 22, reus diversimode impugnare valet propriam confessionem, v. g. si ostendat eam esse extrajudicialem, et inconsulto vel sub influxu metus aut violentiæ fuisse emissam.

Elapso termino ad defensionem assignato, si reus, qui sese delicti auctorem spontaneè confessus est, defensionibus renuntiet, poterit judex statim ad sententiam condemnatoriam procedere.

Propria rei confessio vocari solet a pragmaticis regina probationum.

992. **In causæ tractatione, reus potest, si velit, representari et defendi sive ab alio sacerdote, sive a laico,** qui tamen prius ab Ordinario sunt approbandi. Art. 30 Instructionis.

1^o Advocatus semel approbatus ab episcopo debet cognoscere omnia acta processus offensivi, ut reum defendere valeat: hinc advocato remittitur ab actuario copia actorum. Aliquando expedit ut advocatus nomina testium cognoscat, ut contra illos excipere valeat; tunc reus tenetur admittere testes habitos in processu offensivo pro legitime citatis, admissis et examinatis. Hujusmodi admissione, non privatur advocatus jure excipiendi contra testes, eorum dicta plura impugnandi et eorum repetitionem exigendi. Péries, Procédure Canonique, pag. 115.

2^o Si ea sit causæ indoles ut silentium requirat, judex poterit advocato deferre juramentum de secreto servando. Art. 32 Instructionis.

3^o Termino ad dicendum contra articulos elapso, judex, procurator fiscalis, advocatus rei et actuarius constituunt tribunal. Advocatus rei potest querere quosdam testes processus offensivi iterum citari et interrogari unde eorum depositio compleatur; hinc prævie debuit transmittere ad judicem interrogatoria, super quibus interrogari postulat hos testes.

4º Da' r' judicij facultas hos articulos corrigendi, qui inutilis aut d'clamatorii viderentur.

1993. **Testium repetitio est actus quo testes jam citati et examinati iterum vocantur, ut suas depositiones iterent.** *(v. sect. 21)* *curia, officio*

1º Si reus noluerit declarare se habere testes pro legitime citatis et examinatis, omnino necesse est fieri ipsorum repetitionem, id est, eos denno examinari, citato prius reo ut videat hos testes juramentum de veritate dicenda præstantes. Alias illi testes nihil contra reum probarent, etiamsi mille essent omni exceptione majores; nec posset judex ex eorum depositionibus reum condemnare; ratio est, quia hujusmodi testimonia non habent vim legalem, nisi legitimentur per eorum admissionem a reo, vel per eorum repetitionem.

2º Repetitio testium debet fieri perinde ac si nondum fuissent examinati, id est, servatis iis omnibus que in examinandis testibus servari debent: "Quamobrem citandus est ante omnia reus ad videndum repeti testes et ad dandum interrogatoria, quatenus dare voluerit, et ad videndum juramenta testium repetendorum. Datis vero per reum interrogatoriis, vel elapso termino ad illa dandum præfixo, citantur et vocantur testes, alias in processu informativo examinati, ad comparendum in judicio coram judice et notario, seu actuario causæ. Quibus citatis atque comparentibus defertur per judicem juramentum veritatis dicendæ, perinde ac si nunquam jurassent. Et toties jurare tenebuntur, quoties repeti necesse erit. Et tunc præstito juramento, quilibet testis separatim interrogatur, prius super interrogatoriis per reum datis, juxta que respondere debet, deinde super examine alias ab ipso teste facto." Pellegrini, Praxis Vicarii Generalis, part. IV, sect. XI, n. 5.

3º Quando testis vocatur, non ut depositionem suam iteret, sed tantum ut declaret aliquid in prima depositione obscure dictum, necesse non est iterum ab ipso juramentum emitti.

4^o In repetitione testium, testis primo examinatur super articulis interrogatoriis a patrono rei propositis, postea, facta a notario lectione prioris depositionis, interrogatur num huic depositioni velit quidquam mutare aut addere.

1994. **Confrontatio testium habetur, quando iudex eos in faciem rei adducit**, atque, ipso audiente, primam depositionem iterare jubet. Fit autem confrontatio hoc modo:

1^o Petitur a reo an cognoscat Dominum N. (nempe unum ex testibus), et enim habeat pro viro probo; 2^o adducitur dietus testis, et postquam iuramentum de veritate diceuda præstitit, ab eo petitur an cognoscat reum et vicissim a reo an cognoscat testem; 3^o interrogatur testis an deposita ab ipso in primo examine vera sint et adhuc tanquam vera deponat. Postquam autem ab actuario lecta fuit prima testis depositio et is eam confirmavit, petitur a reo an adhuc deposita contra ipsum falsa esse contendat; 4^o datur interim reo facultas testem interpellandi et interrogandi et vice versa, et utriusque dicta ab actuario notantur; 6^o dimisso teste, vocantur successive alii et pari modo examinantur.

Confrontatio personalis est remedium extraordinarium et raro adhibetur; unde Pellegrini, vir in rei judiciaræ praxi versatissimus, ait: "Quia confrontatio requirit magnam circumspersionem, et practicam in ipsa bene faciendam, ego nunquam facerem, vel saltem de raro, sed semper curarem fieri repetitionem." Apud Bouix, de Judiciis, vol. II, pag. 222.

1995. **Quid juris si reus repetitionem omnium testium exigit?** Testes qui in processu informativo deposuerunt debent in processu publico suas depositiones iterare, unde habeant vim probandi; nisi reus admiserit testes pro legitime citatis et examinatis. Quid juris si reus non velit depositiones testium admittere, et omnium repetitionem requirat? Res videtur gravis, eo quod testes, qui in processu offensivo deposuerunt, plerumque nolint iterum adire curiam ut, præsentem reo, suam depositionem confirmet, et, ex altera

parte, Ecclesia non possit uti brachio sæculari ut testes ad comparandum cogat.

Remedium indicatur in littera circulari S. Cong. Episc. et Reg., 1 Aug. 1851: Judex mandat actuario ut legantur omnes depositiones, reo datur facultas excipiendi contra ipsos testes et eorum dicta.

Hic modus legitimandi processum offensivum, primo introductus in Dominio Temporalis, ab aliis curiis episcopalibus fuit in posterum usurpatus. ²⁰ Petimus curias episcopales posse ad hunc modum recurrere, quando ex una parte reus exigit repetitionem testium, ex ex altera parte testes nolunt aut non possunt iterum coram tribunali comparere. Péries, La procédure Canonique, pag. 180; Smith, New Procedure, pag. 291, in nota.

1996. **Fac. a testimonio repetitione, patronus rei partem defensivam processus incipit.**

1^o Presentat articulos defensorios in favorem rei, et instat et petit quod super iis integraliter et nullo excepto examinentur omnes testes, quos opportuno tempore producet.

Porro articuli possunt esse hujus generis:

a) Quod delictum de quo agitur fuit commissum a Domino N., et non a Domino N., suo cliente.

b) Quod Dominus N., reus prætensus, mense..., die..., et hora..., erat in loco N., distanter a loco in quo commissum fuit delictum, et permansit ibi ab hora... usque ad horam...

c) Quod Dominus N., qui testificatur de visu contra reum, die et hora qua accidit delictum erat in loco N., distanter a loco delicti.

d) Quod Dominus N., testis contra reum, est excommunicatus, perjurus, infamis, inimicus.

e) Quod Dominus N., alius testis, est ebriosus et mendax, etc.

2^o Constituto die, judex monet reum ut producat testes et documenta quibus articulos defensorios probare intendit;

tunc reus, aut advocatus, nominat testes super tali vel talibus articulis examinandos, qui, nisi sponte compareant, auctoritate judicis sunt citandi. Siugulos testes ad defensionem productos, delato prius juramento, judex more solito examinat, eorumque depositionem recipit. Et pariter fit examen instrumentorum pro parte rei pro luctorum.

3^o Judex, in examine testium qui in favorem rei deponunt, debet procedere cum magna æquitate, unde reus habeat facultatem se defendendi. Si judex ægre ferat quod testes in favorem rei deponant et malum animum prodat in eum, advocatus potest conficere libellum quo recusat judicem tanquam suspectum et ^{in Art. 21} petere ~~apostolos~~; ex hujusmodi appellatione, suspenditur jurisdictio judicis.

4^o Item si judex, in repetitione testium aut in processu defensivo, aliquem testem omiserit interrogare, aut responsum suggesserit, vel in favorem rei non exacte examina verit, aut alia gravamina intulerit, potest patronus rei per libellum petere ut defectibus suppleatur; et si renuat judex, appellare et petere *apostolos*.

5^o Sicut potuit reus contra testes sibi oppositos exceptiones proponere, ita potest promotor fiscalis contra testes ad defensionem rei productos excipere, necnon interrogatoria judici porrigere, petendo ut secundum ea dicti testes interrogentur.

6^o Finito testium et instrumentorum examine, fit publicatio totius processus tum offensivi, tum defensivi, id est, judex mandat ut procuratori fiscali et rei patrono communicentur omnia documenta et omnium testium depositiones. Art. 32 Instructionis 11 Junii 1880.

697. Quando procurator fiscalis et patronus rei producerunt omnia argumenta, et judex habet eandem sufficienter instructam, fit conclusio in causa.

1^o Per conclusionem in causa, partes declarant novos testes non esse citandos, nec nova argumenta producenda, et renuntiant novis exceptionibus.

2^o Conclusio in causa, stricte loquendo, verificatur in civilibus, non autem in criminalibus; in his, ante prolatam sententiam, remanet semper reo facultas novas defensiones producendi. Novæ defensiones, quoties producuntur, locum dant novo processui: examinantur nempe testes noviter producti, vel nova documenta; exceptiones suas proponit fiscus, quibus respondet patronus rei.

3^o Hæc facultas non datur promotori fiscali, qui, post conclusionem in causa, nequit nova argumenta contra remanere, nisi ut respondeat testibus et argumentis quæ patronus rei, post conclusionem in causa, produxit. Smith, New Procedure, art. 29, pag. 162.

1998. **Absolute processu, auditor curiæ summarium præcipuorum argumentorum quæ in ipso illustrent, conficit.** Articulus 29 Instructionis.

1^o Illud compendium *a*) refert omnes actus processuales puta, processum informativum, citationes, testium repetitiones, etc, ita ut uno adspectu videatur omnes formalitates fuisse servatas; *b*) auditor refert, per summa capita, potiora testimonia procuratoris fiscali et patroni rei, et conclusiones quæ ab eis deduci videntur.

2^o Auditor non dat suam sententiam, sed tantummodo refert, attentis argumentis procuratoris fiscali, quid *legaliter* sequi videatur; eo modo, attentis argumentis patroni rei, exponit quid inde sequatur.

3^o Illud summarium imitatur hunc *restrictum juris et facti* qui præparatur a secretario vel auditore sacre congregationis, antequam causa proponatur et definiatur a cardinalibus; restrictus ille, sicut summarium, referre debet omnia argumenta partium et conclusiones quæ, attento jure canonico, sequi videntur. Hic restrictus cardinalibus congregationis, ad informandam eorum mentem, remittitur octo diebus antequam causa eorum ipsi proponatur. Smith, in articulo 29 Instructionis 11 Junii 1880.

999. **Datur advocato rei et promotori fiscali terminus ad respondendum contra producta.**

Interim advocatus rei pręparat defensionem. Ad pręparandam hujusmodi defensionem, nulla certa tradi potest regula, cum a varietate causarum pendeat. Dicitur potest quod defensor debet probare, ex actis processus, sequentia puncta, si non omnia, saltem aliqua:

1^o Positive constat prętensum delictum a nemine fuisse commissum; 2^o etiamsi forte commissum sit, id tamen sufficienter non probatur; 3^o gratis admissio quod sufficienter probetur delictum patratum fuisse, positive constat ejus auctorem non esse Dominum N., reum prętensum; 4^o etiamsi positive non probaretur insontem esse Dominum N., prętensum reum, tamen certum remanet nullam existere legitimam et sufficientem probationem de crimine ab ipso patrato, tum quia acta processualia sunt nulla, tum quia indicia non fuerunt probata, tum quia testes contra ipsum producti inhabiles sunt, vel sibi contrarii et nihil concludentes; 5^o etiamsi concludenter probaretur a Domino N., reo prętensio, materialiter patratum fuisse delictum, non tamen probatur eum cum pręmeditatione et malitia egisse.

Probato ergo aliquo aut aliquibus ex pręmissis punctis, concludit defensor clientem suum esse ab observatione judicii absolvendum. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 587.

Procurator fiscalis, ex sua parte, omnia colligit argumenta unde suam intentionem probet. Die a judice pręfixo, auditur primo advocatus rei, et postea procurator fiscalis; advocato rei conceditur replicatio, et advocato fisci replicatio ad replicationem, et sic deinceps usque ad numerum replicationum per stylum curię determinatum. Qui numerus talis esse debet, ut ultimo loco semper audiatur defensor rei. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 224., 9.95.

Replaidoyer
Le Plein
Quod est sup
vis a sensum
libelli.
Abrege pręparat
La réplique et
réponse.
Quo peut par
venir au
de son
du.

TITULUS IX

DE PROCESSUS DEFINITIONE ET SENTENTIAE EXECUTIONE

Processu sufficienter instructo, iudex citat partes ut audiant sententiam tribunalis.

1000. **Sententia definitur:** "Pronuntiatio iudicis quæ causam sive incidentem, sive principalem definit." Prælectiones S. Sulpicii, vol. III, num. 676.

Multiplex distinguitur sententia, nempe *interlocutoria*, *provisionalis* et *definitiva*.

1^o Sententia *interlocutoria* dicitur ea quam iudex, inter litis contestationem et conclusionem, pronuntiat super his quæ in eadem causa incidunt vel emergunt. Dicitur interlocutoria, quia eam iudex *loquitur*, seu pronuntiat, *inter* litis principium et sententiam definitivam.

Sententia interlocutoria subdividitur in *mere interlocutoriam* et in eam quæ habet vim sententiæ definitivæ; prior fertur super dilationibus dandis, testibus producendis, examinandis aut repellendis, et per eam negotium principale non terminatur; posterior implicite negotium principale terminat, puta si iudex pronuntiet reum damnatum non posse appellare a sententia.

2^o Sententia *provisionalis* ea est qua iudex providet necessitati præsentis, antequam de causa principali pronuntiet; v. g. si jubeat custodiri tale instrumentum, fieri talem inquisitionem. Est potius cautio adhibita atque præscripta a iudice, quam sententia proprie dicta.

3^o Sententia *definitiva* ea dicitur quæ causæ finem imponit absolute, condemnatione, vel declaratione.

1001. **Plura sunt discrimina inter sententiam definitivam et interlocutoriam.** Hæ differentiæ conside-

*namque. Si sententia definitiva
non habeat rationem, etiam
et non erit in ratione.*

rari possunt respectu rei controversæ, ordinis judiciarii et effectuum qui ex illis sententiis sequuntur vel non sequuntur.

1° *Respectu rei controversæ*, differunt ambæ sententiæ inter se, quia sententia definitiva terminat controversiam principalem; e contra sententia interlocutoria non terminat, nec definit causam principalem, sed terminat solum questiones emergentes et incidentes, quæ oriuntur inter principium et finem controversiæ principalis.

2° *Respectu ordinis judiciarii*, multipliciter differt sententia definitiva ab interlocutoria. a) Sententia definitiva non potest ferri quin præcesserit ordo judicialis, adeo ut si feratur, non servato substantiali ordine judiciali, nulla sit ipso jure, nec auctoritatem rei judicatæ inducat; sententia interlocutoria potest ferri, nullo ordine judiciario præcedente qui ad illam ordinetur. b) Sententia definitiva non valet, nisi feratur in scriptis et de scripto recitetur; secus dicendum est de sententia interlocutoria, quæ ferri potest sine scriptura, quamvis postea debeat redigi in scriptis, ut appareat inter acta processus. c) Insuper sententia definitiva non potest ferri, nisi iudice sedente pro tribunali, et partibus præsentibus, aut saltem legitime citatis et contumaciter absentibus; secus dicendum est de sententia interlocutoria, quæ potest proferri etiam parte absente, per nuntium vel epistolam.

3° *Respectu effectuum*, sententia definitiva differt ab interlocutoria, quia sententia definitiva semel a iudice prolata, dummodo valida fuerit, ab eodem revocari nequit; secus est de interlocutoria, quam iudex ante sententiam definitivam potest revocare et corrigere. Ratio disparitatis est, quia "iudex posteaquam dixit sententiam, iudex postea esse desinit, ut amplius sententiam suam (definitivam) corrigere non possit; semel enim, sive male, sive bene, officio functus est," ut legitur in Jure Romano, De Re Judicata. E contra vero iudex, si sententiam interlocutoriam protulerit, adhuc remanet iudex in eadem causa, donec eam per sententiam definitivam termi-

*Invalida non
Contra i.
Causa iudicis
sit; e. g. iudex
posteaquam dixit
sententiam suam
non potest
revocare iudex*

naverit. Reiffenstuel, tit. XXVII, De Sententia et Re Judicata, lib. II.

Diximus *dummodo valida fuerit*, nam prædicta procedunt, quando sententia definitiva judicis existit valida, seu non est contra jus constitutionis, licet sit iniqua, id est, contra jus partium; quod si sententia sit invalida, id est, contra juris dispositiones, judex ordinarius potest eam revocare et causam denuo cognoscere. Reiffenstuel, loco citato.

1002. Quædam requiruntur ex parte ipsius sententiæ. Oportet ut sit certa, absoluta, scripta et juri conformis.

1^o *Certa*, id est, nihil ambiguum exprimens. Judex reum condemnet, si delicti sit convictus; vel absolvat, si non fuerit convictus. Ratio est, quia finis sententiæ est ut lis dirimatur; quod non fit, quando sententia est incerta. Hinc nulla est sententia, si judex dicat: Reus solvat quod debet.

Quando causa principalis elucidari non potuit, et urget tamen necessitas statuendi regulas agendi, judex ferre debet sententiam *provisionalem* qua huic necessitati consulit, quoadusque, obtentis novis probationibus, valeat sententiam definitivam proferre. Hinc in causis matrimonialibus, quando non constat an intercesserit impedimentum dirimens in matrimonii celebratione, S. Congregatio rescribere solet *non constare de matrimonii nullitate*.

2^o *Absoluta*, id est, sine conditione de futuro, vel de præterito incerto; ratio est, quia tali sententia non imponitur finis controversiæ. Hinc non valeret sententia qua judex diceret: Condemno Titium, si probatum fuit eum debere.

3^o *Scriptis consignata*, ut de ea certius constet, et removeantur diversæ interpretationes quibus sententia oralis locum dare potest. Decretalis *Etsi*, in 6^o Decretalium, tit. XIV, declarat sententiam judicialem aliter prolata non mereri nomen sententiæ.

4^o Juri conformis. Dupliciter sententia aliqua potest esse contra jus. Est vel contra jus constitutionis, quando judex judicat contra id quod a lege definitur; vel contra jus litigantis, quando judex male negat id ad quod jus se habere satis probavit litigans. a) An valeat sententia contra jus constitutionis lata, sic respondet Schmalzgrueber, in tit. XXVII, lib. II Deeret., num. 41: Vel id in quo sententia laedit legem est *causa extrinsecum*, v. g. si judex, quamvis notorie excommunicatus, sententiam pronuntiet; vel est *causae intrinsecum*, v. g. si judex pronuntiet validam electionem factam a clericis suspensis.

Si *prius*, sententia est ipso jure irrita, nam regulariter quidquid fit contra jus est nullum.

Si *posterius*, et error in sententia exprimitur, v. g. si judex pronuntiet electionem validam esse, *quia suspensi possunt eligere*, talis sententia est ipso jure nulla, ita ut etiam post elapsum terminum ad appellandum possit impugnari usque ad 30 annos. Si vero error in sententia non exprimitur, dicendum est sententiam, etsi legis laesivam, esse validam, ita ut, nisi intra decem dies appelletur, transeat in rem judicatam.

b) An valeat sententia contra jus litigantis lata, dicendum est hujusmodi sententiam, quantumvis iniquam, esse validam et transire in rem judicatam, nisi ab ea fuerit appellatum intra decem dies. Apud Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 230.

1003. **Ex parte judicis, plura requiruntur:**

1^o Oportet ut proferatur a *judice*, nisi sit ipse episcopus, seu alius praelatus major, cui, ob dignitatis praerogativam, conceditur ut sententiam proferendam per alium recitet. Decretalis *Etsi*, 5, De Sententia, in 6^o.

2^o Ut proferatur a iudice pro tribunali sedente, non in plano, nec stante: quod jure sancitum fuit ut major auctoritas demonstraretur, et melius appareat causam, sedato deliberatoque animo, et omnibus accurate perpensis, definiri. Auctor Prael. S. Sulpicii, vol. III, num. 677.

Et...
...
...
...
...

3^o *Citatis partibus et presentibus*, nisi contumaces sint. Tenent canonistæ partes tripliei citatione simplici vel unica peremptoria esse citandas, ne sententia vi careat. Decet sententiam proferri in loco publico, ubi iudex jus dicere consuevit; verumtamen cum episcopus, in quolibet loco suæ diœcesis non exempto, possit pro tribunali sedere, nihil obstat quominus officialis, vel delegatus, qui eertam sedem non habet, locum non consuetum sibi eligat, prout existimaverit.

4^o *Die, non nocte*. Jure cavetur ne iudex suas sententias dicat per noctem; unde dicitur in cap. *Consuluit*, 24, De Officio Judicis Delegati: "Ne iudicium ecclesiasticum exerceatur in tenebris... Nos eam procedendi horam intelligimus ex qua possis ante noctis tenebras perficere quod incumbit." Excipe, si consuetudo aliter induxerit, vel id fiat cum assensu saltem tacito partium, quæ præsentibus non contradicunt.

5^o Præterea requiritur ut sententia non feratur die feriato; ex capite *Conquestus*, 2, De Feriis, lib. II Decretalium.

6^o *Regulariter* necesse non est ut iudex *causam exprimat ex qui motus est* ad sententiam ferendam, et in dubio præsumitur ex justa causa pronuntiasse, ut constat ex capite *Sicut*, 16, De Sententia, tit. XXVII, lib. II.

Dicitur *regulariter*; excipiuntur plures casus in quibus expressio causæ est necessaria: primo, in causis criminalibus, præsertim excommunicationis; secundo, in causis appellationis, quando sententia in prima instantia lata revocatur; ex capite *Bertholdus*, 18, De Sententia.

1004. **Hujusmodi solemnitates adeo requiruntur**, ut, iis non servatis, sententia definitiva, regulariter loquendo, reddatur ipso jure nulla. Reiffenstuel, in titulo XXVII, lib. II, num. 65.

Dicitur *sententia definitiva*, siquidem sententia interlocutoria non requirit omnes prædictas formalitates.

Dicitur *lata in iudicio ordinario*, nam in iudicio sum-

mario iudex potest omittere has solemnitates; ex Clementina *Sape contingit*, De Verborum Significatione.

Quando iudex procedit juxta instructionem *Sacro*, 11 Junii 1880, non debet omittere prædictas formalitates. Ex articulo 35, eruitur quod "sententia profertur, cancellario dispositivam partem scribente ex dictato, et in ea mentio expressa fieri debet, si reus damnetur, canonice sanctionis quæ contra ipsum adhibetur." Péries, Procédure Canonique, pag. 141.

1005. Sententia parit plures effectus, tum quoad iudicem, tum quoad litigantes, tum quoad ipsam causam.

1^o *Quoad iudicem*; sententiam definitivam a se latam nequit iudex revocare aut corrigere, quamvis manifeste agnoscat injustam esse sententiam suam et partes consentiant ut corrigatur hujusmodi sententia. Dantur ad prædictam regulam duæ exceptiones: primo, si agatur de Summo Pontifice, certum est eum posse suam et antecessorum sententiam revocare et corrigere; secundo, quilibet iudex ordinarius potest suam sententiam definitivam corrigere, si hæc jure nulla et irrita foret.

2^o *Quoad partes litigantes*; sententia definitiva, modo sit valida, inter partes jus facit et ad parendum obligat, nisi ab ea intra decem dies fuerit appellatum. Constat ex capite *Inter*, 13, De Sententia. Ratio est, quia tunc pro veritate habetur, et pro se habet *præsumptionem juris et de jure*, quod sit justa. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 236.

3^o *Quoad causam ipsam*; per sententiam definitivam finitur controversia. Si sententia sit lata in favorem actoris, efficit ut actor habeat *jus actionis* unde obtineat id ad quod reus fuit damnatus; si sit in favorem rei, reus habet *exceptionem rei judicatur* unde conveniri nequeat in eadem causa.

1006. Sententia a qua non appellatur transit in rem judicatam. Res judicata est sententia quæ nequit retractari ob *præsumptionem juris et de jure*, quæ amplius

directe impugnari non potest. Fundamentum praesumptionis est duplex: 1^o creditur iudex legitime omnia gessisse, donec a partibus contrarium demonstretur; ex cap. 16, De Sententia et Re Judicata; 2^o partes tacite vel expresse reuariantes appellationis remedio, praesumuntur approbare sententiam eique consentire; ex cap. 15 ejusdem tituli.

1007. **Sententia definitiva generaliter vim sortitur rei iudicate, postis duabus conditionibus:** 1^o Oportet ut lata sit a iudice competenti, servatis regulis substantialibus juris. Sententia lata a iudice incompetenti, aut contra jus, retractari potest, secundum doctrinam communem, usque ad triginta annos; neque appellatio in eo casu necessaria est, quia appellatio requiritur quando sententia valet. 2^o Oportet ut intra decem dies non appellatum fuerit.

Dicitur *generaliter*, quia quaedam sunt sententiae quae non transeunt in rem iudicatam:

a) Sententiae invalidae, de quibus locuti sumus; *b)* sententiae in re matrimoniali. Quamvis pro validitate matrimonii tres conformes sententiae habitae sint, si postea exurgat valida probatio de existentia impedimenti dirimentis, haec admittenda est, quia jus divinum praevalet cuicumque juri humano; *c)* sententiae in causis criminalibus. Si constet innocentem fuisse condemnatione percussum, admittenda est revocatio sententiae per iudices ordinarios, vel saltem recursus excipiendus est a Principe, ad iustitiae ordinem restituendum. M. Lega, De Judiciis Ecclesiasticis, tit. III, De Re Judicata, num. 666.

1008. **Sententia que transit in rem iudicatam debet executioni mandari.** Iudex non tantum habet jurisdictionem qua possit jus dicere, sed mixtum imperium unde sententiam ad executionem efficaciter deducere valet; alioquin inaniter pro tribunali sederet iudex, cujus sententiam impune contemneret reus.

Iudex potest invocare brachium saeculare, et potestas

*De iudice et
re iudicata*

civilis, ob subordinationem potestati ecclesiasticae, tenetur urgere executionem sententiae tribunalis ecclesiastici, quin de ejus merito inquirat. Hoc modo res procedunt, quando viget inter utramque potestatem concordia.

1009. Quaedam sententiae nulla executione indigent.

1^o Si sententia sit absolutoria; nam per ipsam sententiam, reus habet quod volebat, id est, absolutionem. Si tamen iudex simul actorem condemnet ad resarciendas reo expensas, executione opus erit ut reus ejusmodi expensarum solutionem efficaciter obtineat.

2^o Neque executione indigent sententiae condemnatoriae quibus reus excommunicatur, aliave censura feritur; nam ejusmodi sententiae secum trahunt executionem. Idem dicendum de poena privationis, quando ad illam poenam observandam condemnatus non habet aliquem actum ponendum, sed debet ab aliquo actu se abstinere: v. g. quando quis privatur voce passiva aut activa, vel declaratur inhabilis ad aliquod officium.

3^o In ceteris vero casibus, post prolatam sententiam, sequi debet canonica executio; quia aliter inanis remaneret sententia. Hoc patet, v. g. si iudex ecclesiasticus pronuntiet in reum poenam pecuniariam, vel poenam depositionis ab officio, vel degradationis. Bouix, loco citato.

1010. Executio sententiae fit auctoritate publica, quia si a privatis facienda relinqueretur, facile orirentur rixae, et praeterea de ea in posterum non satis constaret.

1^o Quando sententia lata est a iudice ordinario, et non in gradu appellationis, ad primum pertinet sententiae executio. Potest autem sententiam exsequi, vel per seipsum, vel per alium ad hoc deputatum aut requisitum.

2^o Si iudex, qui sententiam tulit, sit delegatus Papae, ad eum pariter pertinet executio; si sit delegatus ab inferiori, disputatur an ad eum aut delegantem pertineat sententiae executio.

3^o Arbitri sententiam suam exsequi nequeunt, quia ad pronuntiandum tantum censentur constituti; ejus exsecutio ad judicem ordinarium remittitur.

4^o Quoad judicem appellationis, distinguendum est: vel ejus sententia est *reformatoria* sententiæ judicis a quo, vel *confirmatoria*. Si *reformatoria*, exsecutio ejus spectat ad judicem appellationis; si *confirmatoria*, videtur exsecutionem remittendam esse judici a quo. Bouix, de Jurem. vol. II, pag. 240.

1011. **Si exsecutio fieri debeat in territorio alterius, in aliena scilicet diocesi** Judex in alio territorio requisitorias ad judicem hujus territorii mittit, et ab eo requirit ut sententiam ipse exsequatur. In locis, cui committitur exsecutio sententiæ, illam exsequi debet, recepto exemplari authentico sententiæ. Non habet officium in inquirendi de illius justitia, sed simpliciter eam exsequendi; quod efficere tenetur, nisi tamen appareat causa manifesta injustitiæ, vel opponantur, ex parte illius cujus interest, exceptiones legitimæ contra exsecutionem. Præl. Juris Can. Sti Sulpicii, vol. III, 679; Bouix, De Judiciis Ecclesiasticis, vol. II, pag. 238 et seq.

1012. **Quoad expensas, hæc statuuntur jure partitulari.** Conc. Queb. VI, dec. 9:

1^o Ubi res agitur de bono religionis et cleri honore, ipse Promotor, de assensu Ordinarii, causam nomine publico suscipiat, et expensæ ferendæ erunt a curia, si causa ceciderit.

3^o Si accusator pro proprio commodo egerit, cautionem in forma legali dare debet in favorem Officialis pro solvendis expensis, ad quas damnandus erit, si accusationem probare non potuerit.

3^o Si accusatus se reum esse negaverit, similem cautionem dare teneatur, pro casu quo causa ceciderit.

Idem decretum ediderunt pro sua provincia Patres Concilii Marianopolitani, tit. XIII, dec. 1.

Præl. de Proc. Badianorum Conc. 117.

*Expensæ hujus
causæ religionis
et cleri honore
suscipiuntur a
curia, hujus.*

TITULUS X

DE MODIS LEGITIMIS SENTENTIAM IMPUGNANDI

*Quod si
casus iudicij
radus iudicij
p. 2. et c.*

Sententia a iudice prolata, quamvis statim jus faciat inter partes, tamen firmum et irrevocabile non constituit, quamdiu legitime impeti potest, seu quousque sententia non pertransierit in rem iudicatam.

Modi ad sententiam impugnandam ordinati, alii sunt ordinarii, alii extraordinarii.

Modi ordinarii continentur in appellatione late sumpta, quae potest esse judicialis vel extrajudicialis.

Modi extraordinarii sunt querela nullitatis, restitutio in integrum, recursus ad principem, beneficium novae audientiae.

CAPUT I

DE APPELLATIONE

*quod si iudicij
acta iudicij
possunt appellari
et iudicij inferioris
non potest appellari
cura dicitur...*

1013. Appellatio definitur solet: "Provocatio ab inferiori iudice ad superiorem ratione gravaminis illati vel inferendi." Reiffenstuel, tit. XXVIII, De Appellatione, lib. II.

Dicitur 1^o provocatio, quia per appellationem imploratur officium iudicis altioris ordinis.

Dicitur 2^o a iudice inferiori ad superiorem, quia appellatio fit ad iudicem superiorem, cui competit sententiam inferioris rescindere aut revocare. Utrum appellatio debeat fieri ad iudicem immediate superiorem postea dicemus.

Dicitur 3^o ratione gravaminis illati vel inferendi, quia appellari potest non tantum a gravamine jam illato, sed etiam inferendo. Revera si quis appellet a sententia definitiva, appellat a gravamine jam illato; appellans a sententia inter-

locutoria, movetur a gravamine quod timet in sententia definitiva, ob influxum decisionis interlocutoriae.)

1014. **Appellatio dividitur** 1^o in *judicialem* et *extrajudicialem*.

a) *Appellatio judicialis* dicitur, quæ fit ab actibus judicialibus quibus se gravatum quis existimat, qualis est illa quæ fit a sententia tum definitiva, tum interlocutoria; item si quis appellet ex eo quod sibi datus est terminus nimis brevis ad probandum; ex cap. 1, De Dilationibus.

b) *Appellatio extrajudicialis* e contra dicitur, quæ fit ab actibus extrajudicialibus quibus gravamen timetur; hujusmodi appellatio dicenda est potius *provocatio ad causam*, juxta caput *Cum sit Romana*, 5, tit. XXVIII, lib. II: "Si vero a gravamine et ante litis ingressum fuerit appellatum, hujusmodi audietur appellans, quoniam sacri canones etiam extra judicium passim appellare permittunt; nec solent hujusmodi dici appellationes, sed *provocationes ad causam*."

2^o Dividitur in *rationabilem* et *frivolam*, quæ denominationes satis per se patent.

Quoad quætionem utrum ad jus naturale referenda sit appellationum institutio, an vero ad jus positivum, distinguendum est inter appellationis substantiam et ejusdem formalitates. Quoad formalitates, eam esse juris positivi concedunt canonistæ; quoad substantiam, diversimode sentiunt, uti videre est apud Iega, De Judiciis Ecclesiasticis, cap. De Appellationibus, num 619.

1015. **Appellare generatim permittitur omnibus qui gravamen quoddam, sive in iudicio, sive extra iudicium, patiuntur.**

Appellare possunt partes litigantes, ad corrigendum effectum sententiæ; item qui iudicio extranei sunt, quando sententia sibi nocet.

Dicitur *generatim*, quia 1^o nequit appellare qui sententiam contra se latam approbavit sive expresse, sive tacite, id est,

*7. Appellatio judicialis -
quæ fit ab actibus judicialibus
quibus se gravatum quis existimat
qualis est illa quæ fit a sententia
tum definitiva, tum interlocutoria
item si quis appellet ex eo quod
sibi datus est terminus nimis brevis
ad probandum; ex cap. 1, De
Dilationibus.*

*2. Appellatio extrajudicialis
e contra dicitur, quæ fit ab
actibus extrajudicialibus quibus
gravamen timetur; hujusmodi
appellatio dicenda est potius
provocatio ad causam, juxta
caput Cum sit Romana, 5, tit.
XXVIII, lib. II: "Si vero a
gravamine et ante litis ingressum
fuerit appellatum, hujusmodi
audietur appellans, quoniam
sacri canones etiam extra
judicium passim appellare
permittunt; nec solent hujusmodi
dici appellationes, sed
provocationes ad causam."*

*1015. Appellare generatim
permittitur omnibus qui
gravamen quoddam, sive in
iudicio, sive extra iudicium,
patiuntur.*

non appellando intra temporis spatium ad appellationem interponendam concessum; 2^o neque appellare potest qui condemnatus est tanquam reus criminis notorii, quia appellatio esset frivola; 3^o neque is contra quem tres conformes sententiæ in eadem causa, eodemque articulo, latæ sunt.

Quoad excommunicatum, distinguendum est inter appellationem judicialem et extrajudicialem; prior ipsi permittitur, quia est species defensionis, quæ nemini denegari potest; posterior ei denegatur, quia habet naturam conventionis; jamvero prohibetur quominus excommunicatus conveniat aliquem. Cf. Schmalzgrueber, in tit. XXVIII, lib. II, num. 11.

1016. Appellari potest in omnibus causis etiam minimis et levioribus, nisi expresse prohibeatur a jure.

Prohibetur appellatio 1^o in causis incidentibus, nisi earum sententiæ vim definitivæ habeant, aut afferant gravamen per sententiam definitivam irreparabile. Conc. Trid., sess. XXIV, cap. 20, De Ref.

2^o Quoad censuram excommunicationis, suspensionis et interdicti, distinguendum est. Si judex censuram proferat post interjectam appellationem ab ejus sententia, censura hæc omnino nulla est, et appellatio a sententia nullatenus per eam censuram impeditur. Casus nempe ille est: supponamus pronuntiatam ab episcopo fuisse sententiam contra aliquem clericum, non tamen ullam censuram, clericum vero appellatione ab hac sententia. Tunc si episcopus contra hunc clericum censuram proferat, irrita erit hujusmodi censura; revera per interjectam legitimam appellationem, suspenditur, quoad hunc clericum, ejus jurisdictio. Si vero censure fulminentur ante interjectam appellationem, ab iis censuris non datur appellatio quoad effectum suspensivum, quia censure secum trahunt executionem; datur vero quoad effectum devolutivum. Schmalzgrueber, in titulo De Appellationibus, num. 24.

3^o Prohibetur appellatio in causis notoriis, cum remedium appellationis in istis cederet in detrimentum justitiæ. Excipitur, nisi in appellatione exprimat legitima causa per quam delictum notorium aliquo modo defendatur; ut si quis aliquem occidit in conspectu populi, sed alleget illum occidisse ad sui defensionem. Tunc admitti potest appellatio, et, ea pendente, judex sententiam exsequi non potest.

4^o Non datur appellatio a sententia notorie invalida, sed remedium contra eam est *querela nullitatis*, de qua postea dicemus.

5^o In genere admittitur appellatio a quocumque gravamine extrajudiciali etiam futuro, etsi nondum illato, nec comminato; sed in judicio appellari solum potest a gravamine jam inflato, et a comminatione gravaminis infereudi injuste facta per judicem. Quando appellatur a gravamine extrajudiciali, appellatio in pluribus casibus habet solum effectum devolutivum.

6^o Denique in genere non admittitur appellatio quæ aperte videatur frivola et frustatoria; ex cap. 53, tit. XXVIII, lib. II. Cf. Schmalzgrueber, in hoc titulo, num. 29. /

1017. **Appellari potest a quocumque judice qui sententiam tulit.** Ratio est, quia appellatio est species quædam defensionis, quæ datur oppressis contra injuriam judicis.

Attamen plures sunt judices a quibus, vel simpliciter, vel in certis causis, non permittitur appellatio.

1^o A sententia Papæ non datur appellatio, ad concilium generale, nec ad ullum aliud tribunal; ratio est, quia appellatio nequit esse nisi ad superiorem, atqui Papa superiorem non habet in Ecclesia. "Docemus et declaramus, aiunt patres Concilii Vaticani, Sedis Apostolicæ, ejus auctoritate major non est, judicium a nemine fore retractandum, neque cuiquam de ejus licere judicare judicio. Quare a recto veritatis tramite aberrant, qui affirmant licere a judiciis Romanorum

Pontificum ad œcumenicum concilium, tanquam ad auctoritatem Romano Pontifice superiorem, appellare." *Const. Pastor æternus*.

a) Ideo excommunicationi latæ sententiæ speciali modo Romano Pontifici reservatæ subjacent: "Omnes et singuli, cujuscumque status, gradus, seu conditionis fuerint, ab ordinationibus seu mandatis Romanorum Pontificum, pro tempore existentium, ad universale concilium appellantes; necnon illi quorum auxilio, consilio, vel favore, appellatum fuerit." *Const. Apost. Sedis*, tit. I, num. 4.

b) Et "interdictum, Romano Pontifici speciali modo reservatum, ipso jure incurrunt Universitates, Collegia et Capitula, quocumque nomine nuncupentur, ab ordinationibus seu mandatis ejusdem Romani Pontificis, pro tempore existentis, ad universale futurum concilium appellantia." Tit. VI, num. 1.

2° A sententia S. Congregationis Romanæ non datur appellatio ad Summum Pontificem, quia S. Congregationes procedunt nomine et auctoritate Summi Pontificis, sed obtineri potest beneficium novæ audientiæ, de quo postea.

3° A sententia *arbitrorum compromissariorum*, quos partes libere sibi elegerunt, appellari nequit, et eorum sententia, quæ *laudum* dicitur, est definitiva.

1018. Secundo casu appellationis ad Papam, appellandum est a iudice inferiore ad proxime superiorem.

1° *Jure antiquo*, cap. 66, tit. XXVIII, lib. II, appellatio *per saltum* poterat a partibus rata haberi, si contra illam exceptio non moveretur; et inde intelligebatur sanari defectus per prorogationem competentie.

2° *Jure Tridentino*, sess. XXIV, cap. 20, de Ref., omnes causæ ad forum ecclesiasticum quomodolibet pertinentes in *prima instantia* coram Ordinariis locorum debent deferri, ut infra saltem biennium cognoscantur et solvantur, et partes non valent competentiam, ratione gradus, mutare.

3^o Ob primatum Pontificis, a quocumque iudice ad Papam appellari potest, omisso medio, et etiam ad Congregationes Romanas, nomine et auctoritate Pontificis iudicantes.

4^o Item licet appellare ad iudicem Papa inferiorem, omisso medio, si iudex intermedius factus sit inhabilis physice vel moraliter. Santi, Præl. Juris Can., tit. XXVIII, num. 9.

1019. **Jure quo nunc utimur. hic est modo servandus :**

1^o A iudicibus episcopo inferioribus, vel ab episcopi delegato fit appellatio ad tribunal episcopi, et, sede vacante, ad vicarium capitularem, vel ad administratorem. Cum, sede plena, episcopus et vicarius generalis unum efforment tribunal in rebus contentiosis, ad utrumque indiscriminatim appellari potest.

2^o Ab episcopi tribunali, aut, sede vacante, a vicario capitulari, vel ab administratore appellatur ad metropolitanum, nisi appelans velit uti jure suo provocandi, omisso medio, ad Summum Pontificem, vel episcopus egerit *tanquam Apostolica Sedis delegatus*.

3^o A sententia metropolitani, in secunda instantia, appellatur immediate ad Sedem Apostolicam, quia jam exolevit auctoritas primatialis; si sententia proferatur a metropolitano in prima instantia, appellatio debet fieri ad Sedem Apostolicam.

1020. **Jure extraordinario vigente vi indulti :**

1^o In provincia Quebecensi, in causis matrimonialibus, quando sententia prodiit a curia suffraganei, appellatur ad curiam metropolitani; si vero a metropolitano curia prodierit, appellatur ad viciniorum suffraganeum.

2^o In Statibus Fœderatis, in causis matrimonialibus, si prima sententia a curia metropolitana prodierit, appellabitur ad curiam metropolitanam viciniorum. Ad S. Sedem appellatio erit semper facienda, quoties primæ duæ sententiæ inter se conformes non fuerint, nisi partibus plaueverit causam ad

ipsam S. Sedem ab initio et immediate deferre. Inst. super causas matrimoniales, num. 26.

Hi sunt gradus appellationis, quoad potestatem ordinariam; quoad potestatem delegatam, retinendum est illud principium, scilicet a delegato ad delegantem appellari et a subdelegato ad subdelegantem. Cf. Lega, Præl. Juris Can., num. 623.

1021. Hic est modus servandus in appellationibus proponendis :

1^o Appellatio interponenda est coram judice qui sententiam tulit, seu coram judice *a quo*, ita ut secus sit nulla, nec producat effectum sive suspensivum, sive devolutivum; ex cap. 59, tit. XXVIII, lib. II. Quod si nequeat appellatio interponi coram judice *a quo*, appellari potest directe coram judice *ad quem*; quod si sit difficile aut dispendiosum adire judicem, emittatur protestatio coram viris honestis, qui postea de voluntate appellandi testentur. Santi, De Appellationibus, num. 15.

2^o Jure decretalium, forma legitima interponendæ appellationis duplex erat: vel enim *stante pede et viva voce* interponebatur post prolatam sententiam et inserebatur a notario inter acta judicialia, vel *ex intervallo*, seu post editam sententiam, intra 10 dies fiebat, et tunc proponi debebat per libellum appellatorium rite conscriptum.

3^o Si appelletur *stante pede et viva voce*, sufficit ut appellans dicat judici pro tribunali sedenti: *appello*, aut modo æquivalenti manifestet suam voluntatem; si appelletur *ex intervallo*, appellans manifestet suam mentem in scriptis.

4^o In libello appellationis ab interlocutoria sententia, inseri debet causa appellationis, quia judex sententiam interlocutoriam revocare aut corrigere potest; e contra in appellatione a definitiva non requiritur expressa mentio causæ ob quam appellatur, eum judex *a quo* de hac sententia valida amplius videre non possit. Attamen proponenda est appellatio apud judicem qui sententiam protulit, eo consilio ut, perpensa

natura causæ ob quam appellatur, significet judici ad quem appellatur an justa et legitima sibi videatur appellatio. Judex a quo nequit appellationem denegare, nisi in casibus a jure expressis. Lega, De Appellationibus, num. 641.

5^o Hinc libellus appellatorius debet exprimere : a) nomen illius qui appellat ; b) nomen illius contra quem appellatur ; c) a quam sententia appellatur ; d) tempus quo fuerit appellatum ; quia jus assignat *tempus utile ad appellandum*, quo inutiliter elapso, appellatio deneganda est.

/1022. **Ad appellationem inelutendam, prosequendam et finendam certa sunt tempora**, intra quæ appellatio inchoari, prosequi et terminari debet, ne sententia transeat in rem judicatam. Hæc tempora dicuntur *fatalia*, quia lapsus temporis extinguit appellationem.

Fatalia alia sunt ad *inchoandam*, alia ad *prosequendam*, alia ad *finiendam* appellationem.

1^o Fatalia ad inchoandam appellationem sunt decem dies computandi a tempore intimatæ seu publicatæ sententiæ ; ita ex capite *Quod ad consultationem*, 15, De Sententia et Re Judicata : "Cum per decem dierum spatium sententia in auctoritatem rei judicatæ transeat, qui ad provocationis subsidium intra id temporis non recurrit, appellandi sibi *aditum denegavit*, eum per hoc videatur, per interpretationem juris, latæ sententiæ paruisse."

Decendium currit a momento latæ sententiæ, si reus fuerit præsens, vel a die quo illam noverit, si fuerit absens.

2^o Secundum fatale datur ut reus exquirat litteras quas judex a quo dirigit ad judicem *ad quem*, ut eum certiore faciat de appellatione interposita et de ejus merito. Hujusmodi litteræ dicuntur *apostoli*, quia reus appellans mittitur ad judicem superiorem.

a) *Apostoli* dicuntur *dimissorii*, quia dimittunt reum appellantem ad judicem *ad quem* ; 2^o *reverentiales*, quia

judex *a quo* testatur se appellationem admisisse, non ob ejus justitiam, sed tantum ob reverentiam superioris; 3^o *refutatorii*, quibus judex *a quo* testatur se non admisisse appellationem, quo in casu, debet indicare rationes cur illam non admittat.

b) Jure decretalium, ex capite *Ab eo*, 6, De Appellationibus, in 6^o, reus appellans intra 30 dies debet petere apostolos. Potest judex *a quo* prædictum triginta dierum tempus abbreviare et appellanti assignare breviorum terminum ad petendos apostolos. Quo elapso termino, si appellans eos petere neglexerit, censetur appellationi renuntiasse perinde ac si elapsi forent 30 dies de jure communi concessi.

c) A quo tempore currere incipiant 30 dies ad petendos apostolos concessi, inter auctores controvertitur. Alii volunt eos currere a die latæ sententiæ; alii a die interpositæ appellationis; alii a die quo notitia de sententia lata ad appellan-tem pervenit. Cf. Schmalzgrueber, in tit. XXVIII, lib. II, num. 76.

d) Hodie nullus est usus apostolorum, et appellatio interponitur per libellum appellationis intra decem dies in actis exhibitum; hinc, ut monet Instructio 11 Junii, art. 39, facta intra decem dies appellatione, curia absque mora transmittere debet ad superiorem ecclesiasticum ad quem appellatum est, omnia acta causæ originalia, scilicet processum, restrictum, defensionem et sententiam. Reus appellans tenetur intra viginti dies adire superiorem et appellationem introducere. Potestas ecclesiastica superior, habita notitia appellationis, appellan-tem monet ut intra viginti dies defensorem sibi constituat ab eadem potestate superiore approbandum. Et eo termino peremptorio inutiliter elapso, censetur reus beneficio appellationis renuntiasse, quam propterea judex gradus superioris peremptam declarat. Inst. 11 junii 1880, art. 40, 41.

3^o Fatale datur ut judex *ad quem* judicet de merito appellationis; in capite *Cum sit Romana*, 5, tit. XXVIII, lib. II,

conceditur annus integer ad finiendam appellationem. Quod si adsit causa rationalis et notoria, conceditur biennium computandum a die interpositæ appellationis.

1023. **Duo effectus tribuntur generatim appellationi, scilicet effectus devolutivus et effectus suspensivus.**

Dicitur *generatim*, quia aliquando solus effectus devolutivus appellationis locum habet.

Effectus *devolutivus* in eo est positus, ut iudex superior non solum cognoscere debeat utrum ratio appellandi sit justa, necne, sed etiam ut totam causam ad se revocet et de ejus merito decernat.

Effectus *suspensivus* in eo consistit, ut per appellationem sententia iudicis, vel actus extrajudicialis contra quem appellatur, non quidem perimatur, sed in suspenso maneat. Hinc ea quæ aguntur, pendente appellatione, habentur ut totidem attentata, quia censentur posita ab eo qui vera et actuali jurisdictione caret: unde servandum est principium: Pendente appellatione, nihil innovetur.

1024. **Omnis appellatio canonice facta producit effectum devolutivum.** Hoc eruitur ex natura et fine appellationis, quæ non alio tendit quam ad sublevandum reum a gravamine; jamvero gravamen non potest reparari nisi causa devolvatur ad superiorem unde sententia reformetur. Hinc iudex *a quo*, interjecta appellatione, debet mittere ad iudicem *ad quem* omnia acta processus. Art. 39 Instructionis.

Iudex appellationis, cognita legitimitate appellationis, causam in merito videbit, et non solum sententiam proferet, sed poterit ipse eam executioni mandare, quin eam remittat iudici inferiori. Si appellatio facta fuerit a sententia definitiva, iudex appellationis cognoscat non solum meritum causæ principalis, sed ejus accessoria et consequentias.

Quod si appellatio facta fuerit ab interlocutoria sententia, primum videbit iudex utrum admittenda sit appellatio, vel

non. Si appellatio non sustineatur, iudex appellationis remittet totam causam ad iudicem inferiorem, simul condemnans appellantem ad refundendas adversario suo expensas iudicii. Quod si vero constiterit de legitima appellatione, hoc in casu, iudex superior decernet de causa materiali, seu de gravamine a quo appellatum est. Santi, Prael. Juris, tit. XXVIII, lib. II, n. 44.

1025. **Appellatio, regulariter, sive sit judicialis, sive extrajudicialis, habet effectum suspensivum:** unde dicitur in canone *Post appellationem*, 31, caus. II, quaest. 6: "Appellatione interposita, sive ea recepta fuerit sive non, medio tempore nihil innovari oportet."

Diximus *regulariter*, quia plures casus excipiuntur. Primus casus exprimitur in capite 8, tit. XXVIII, De Appellationibus, in quo traditur superiorem regularem posse sequi correctionem et punitionem religiosi sui, juxta regulam ordinis, quamvis religiosus appellaverit a mandatis superioris.

Secundus casus exceptus exhibetur in Titid., sess. XXIV, cap. 10, De Ref.; episcopi, in omnibus iis quæ ad visitationem ac morum correctionem subditorum suorum spectant, jus et potestatem habent, etiam tanquam Sedis Apostolicæ delegati, ea ordinandi, puniendi, moderandi, exsequendi quæ illis ex prudentia sua pro subditorum emendatione ac diocesis suæ utilitate necessaria videbuntur. Nec in his, ubi de visitatione aut morum correctione agitur, exemptio, aut ulla inhibitio, appellatio, seu querela, etiam ad Sedem Apostolicam interposita, executionem eorum quæ ab his mandata, decreta aut judicata fuerint, quoquo modo impediat aut suspendat.

Tertius casus respicit censuras ecclesiasticas absolute illatas, sive sermo sit de excommunicatione, sive de suspensione, sive de interdicto cujuscumque generis. Cum censuræ sint pœnæ medicinales ad corrigendos fideles institutæ, si ab istis censuris jam inflatis appellatio proponatur, ea non valet in

suspensivo. Hinc, e. g. excommunicatus poterit denunciari et proventibus ecclesiasticis privari, licet appellaverit.

Diximus *jam inflictis*, nam si solum facta fuerit *comminatio* censure, appellatio interposita valet etiam *in suspensivo*; ex cap. 40, De Appellationibus.

Plures sunt casus quos recenset constitutio Benedicti XIV *Ad militantis*, die 30 Martii 1742 edita, cui non derogat Instructio 11 Junii 1880, Art. 37.

1026. **Queritur utrum appellatio valeat etiam in suspensivo, quando episcopus procedit judicialiter tempore visitationis.** Quando prælatus, tempore visitationis diœcesis, corrigit mores, *ad instar patris et extrajudicialiter*, appellatio non valet in suspensivo; secus dicendum videtur quando prælatus, tempore visitationis, vel etiam præter occasionem visitationis, in aliquem procedit in causa correctionis aut reformationis, servata forma judiciali. Tunc appellatio conceditur etiam *cum effectu suspensivo*, ut declaratum fuit in decretis Clementis VIII, 16 Oct. 1600: "Cum visitator, citata parte et adhibita causæ cognitione, judicialiter procedit, tunc enim appellationi locus erit, etiam quoad effectum suspensivum."

*Vio. Conu-
indinem
necessariam.*

Præterea mornm correctio, quæ non admittit appellationem suspensivam, illa intelligitur, ad mentem canonum, quæ non excedit limites paternæ correctionis et fit extrajudicialiter. Si imponantur pœnæ graviore, ad vindictam delicti potiusquam ad rei emendationem, v. g. reclusio per diuturnum tempus in monasterio, interdictum perpetuum ab officio, privatio tituli inamovibilis, prælatus nequit deserere viam judicialem, et appellatio valet in suspensivo.

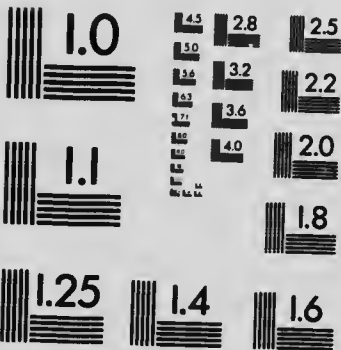
1027. **Appellatione interposita, iudex ad quem appellatur plura servare tenetur.**

1º Expendere debet an appellatio interponitur tempore opportuno, an reo non interdicitur beneficium appellationis ob contumaciam, an renuntiaverit expresse aut tacite appel-



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISC TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc.

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

lacioni. Si enim per negligentiam appellantis, vel per desertionem appellationis, lapsa fuerint fatalia, sententia transit in rem judicatam et iudex *ad quem* nihil juris habet in eam.

2^o Expendit an sit justa causa appellationis. Duplici praesertim in casu iudex *ad quem* non desert appellationi: nempe, a) si sit *frivola*; b) si iudex *a quo* removerit causam propter quam appellabatur. Appellatio dicitur *frivola* et mere *frustratoria*, quando ex inutilibus rationibus interponitur; hoc in casu, iudex illam non admittit. Quando appellatur a sententia interlocutoria, iudex *a quo* revocare potest gravamen injuste illatum, qua in hypothesis, denegatur appellatio.

3^o Si probabilis appareat causa appellandi, iudex *ad quem* inhibere potest iudici *a quo* ne ultra in causa procedat, vel quid attentet in praedictum appellationis; et si, non obstante illa inhibitione, fiant *attentata*, jus habet illa revocandi, et, ante omnem causae disceptationem, omnia reducendi in pristinum statum. Caput *Non solum*, 7, De Appellationibus, in 6^o.

Appellatio a sententia definitiva eximit appellantem a jurisdictione iudicis ordinarii, eamque suspendit quoad illam causam. Unde quod interim attentat, censetur factum a iudice non competente, et revocari debet a iudice ad quem jurisdictio devolvitur. Quod si appelletur a sententia interlocutoria, caute procedendum est, quia quamdiu causam principalem non definiat iudex, servat suam jurisdictionem; nihilominus in illo etiam casu, si sententia interlocutoria gravamen sit inductura quod a sententia definitiva reparari nequeat, et appareat fundata ratio appellandi, ipsi injungi potest ne ultra procedat, donec iudex *ad quem* pronuntiaverit. Prel. Sti Sulpicii, vol. III, num. 708.

4^o Iudex *ad quem*, in causa cognoscenda et definienda, eadem procedendi methodo utatur quam adhibuit iudex *a quo*.

1028. **Reus, si sententia confirmetur, iterum appellare poterit.** In hac regione, reus damnatus in secunda

instantia apud archiepiscopum, appellare poterit ad Excellentissimum Delegatum Apostolicum, qui praest hierarchiae, vel ad Sanctam Sedem, etiam cum effectu suspensivo, prout natura rei hunc effectum indulget.

Illud jus appellandi soli reo favet, in causis criminalibus: hinc reus, si in aliqua instantia absolvatur, ad tribunal superius nequit provocari; ex cap. 6, tit. I, De Accusationibus, lib. V: "De his criminibus de quibus absolutus est accusatus, non potest accusatio replicari."

Confirmatur causa *Medionulensi*, agitata coram Congregatione Concilii, 18 Aprilis 1885; Acta S. Sedis, vol. XVIII, pag. 75. Ex causae definitione, eruitur sententiam absolutoriam accusati, statim ac edita est, in rem judicatam transire.

1029. **Reo damnato patet aditus, in ultima instantia, ad S. Sedem.**

In nostris regionibus, appellatio ad S. Cong. de Prop. Fide interponitur. Appellans pra oculis habeat dispositionem 26 Martii 1886 et responsum 13 Julii 1886, quae hic referimus:

I

DISPOSITIO PROVISORIA PRO ACTIS APPELLATIONIS IN CAUSIS CRIMINALIBUS EDITA DIE 26 MARTII 1886

"Sacra haec C. Episcoporum et Regularium pro certo habens quod modi procedendi aeconomico, ordinati per instructionem diei 11 Junii 1880, pro curiis ecclesiasticis in causis criminalibus quae clericos respiciunt, observari quoque debeant in actis appellationis, quae apud Sacrum Concessum interponitur a sententiis ipsarum curiarum, opportunam censuit publicationem sequentis dispositionis: "

"I. Defensor rei vel reorum eligendus inter advocatos a Sacris Congregationibus approbatos, praevio deposito de more, prudeuter notitiam sumit de restricto et processu coram iudice relatores."

“ II. Quatenus vero ratione causæ expedire censcat Emus Dom. Card. Praefectus, injungitur defensori secretum cum jurisjurandi vinculo.”

“ III. Exhibitis defensionibus in scriptis, eadem, quatenus Emus Dom. Card. Praefectus aequè opportunum censcat, communicari queunt procuratori fiscali curiae *a qua*, ut ille, si necesse esse crediderit, in scriptis respondeat.”

“ IV. De responso procuratoris fiscalis defensor, sub debita cautela, cognitionem sumere potest coram iudice relatores, ut replicare ultimo valeat pariter in scriptis.”

“ V. Omnino autem excluditur defensoris et procuratoris fisci praesentia in comitiis cardinalium, quando causa resolvenda proponitur.”

“ VI. Excepta dispositione praecedentium articulorum, in sua plena vi, quoad omnes partes, ea omnia permanent quae S. C. constituit per decretum diei 18 Decembris 1835, per litteras circulares diei 1 Augusti 1851, et per ordinationem diei 6 Junii 1847.”

Hæc approbavit SSmus Dnus Noster Leo XIII, die 26 Martii 1886.

II

RESPONSUM SACRÆ CONGREGATIONIS DE PROP. FIDE,
13 JULII 1886

“ Declarat S. Congregatio nunquam sese fore admissuram recursum vel appellationem sacerdotum, qui ad iudices laicos trahere ausi fuerint, vel clericum sine venia Ordinarii, vel episcopum sine venia Apostolicæ Sedis, sive in causa ecclesiastica sive non, nisi prius recursum ad civile tribunal interpositum deseruerint. Episcopi vero, juxta declarationem capituli *Cogentes*, a Suprema Inquisitionis Congregatione, die 28 Januarii 1886 editam, possunt iu prædictum clericum

animadvertere pœnis et censuris ferendæ sententiæ, maxime suspensione a divinis, servatis tamen servandis, et pro gravitate causæ, si id expedire in Domino judicaverint."

CAPUT II

DE REMEDIIS EXTRAORDINARIIS CONTRA SENTENTIAM p. 266

Præter appellationem, quæ est remedium ordinarium impugnandi sententiam, præsto sunt alia remedia extraordinaria quibus sententiæ revocantur aut rescinduntur, videlicet *querela nullitatis, recursus, beneficium nove audientie et restitutio in integrum.*

1030. **Querela nullitatis est remedium extraordinarium quo queritur a iudice ut nullam declaret sententiam.** *Carerunt iudicium*

Diversimode sententia dicitur ipso jure nulla, juxta Pellegrini, Praxis Vicarii Generalis, parte 2, sect. 3, num. 79:

1^o *Ratione iudicis*, v. g. quando iudex publice excommunicatus, vel infamis, aut mercede corruptus sententiam pronuntiavit; quando contra episcopum in criminalibus, absque speciali mandato Sanctæ Sedis, pronuntiavit;

2^o *Ratione jurisdictionis*, quando iudex, qui illam profert, nullam omnino jurisdictionem habet; quando non est competens; quando pronuntiavit ut delegatus et litteræ delegationis sunt falsæ; quando est delegatus super una causa et pronuntiavit super alia;

3^o *Ratione loci*, quando eam iudex profert extra locum suæ jurisdictionis;

4^o *Ratione temporis*, quando profertur die feriato; item quando profertur de nocte;

5^o *Ratione causæ*, quando neque absolutoria, neque condemnatoria rei est;

7^o 7^o, 111

7^o, 115

4^o 7^o, 113

6^o *Ratione modi*, si iudex eam ferat stando, non autem sedendo (excepto easu quo summarie proceditur); ita si eam pronuntiet non scriptam;

7^o *Ratione processus*, si proferatur lite non contestata, et in genere si quid in processu fuerit omissum ex iis quæ sunt de substantia rdnis judiciarii;

8^o *Ratione manifestæ iniquitatis*, si feratur contra jus scriptum; si contineat manifestum errorem aut aliquod impossibile.

1031. **Quomodo proponitur querela nullitatis?**

1^o Querela nullitatis, ^{vel scripta} jure scripto, proponi potest tum ^{vel} coram iudice ordinario qui sententiam tulit, tum coram iudice ^{appellationis} appellationis. Iudex, per prolationem sententiæ, functus est officio suo et non potest amplius in suam sententiam reagere; hoc tamen intelligitur de iudice qui sententiam *validam* pronuntiavit. Sententia nulla nullum parit effectum, nec suspendit jurisdictionem iudicis, qui, declarata nullitate prioris sententiæ, aliam validam proferre valet. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 408.

Diximus *coram iudice ordinario*, quia iudex delegatus, postquam pronuntiavit, sive bene sive male, functus est officio suo, sieque cessat ejus auctoritas et jurisdictio; et proinde non potest amplius sententiam suam nulliter prolatam corrigere, sed oportet adire superiorem.

2^o Ex consuetudine omnino generali, querela nullitatis proponitur apud iudicem *ad quem*; eo vel magis quod solet cumulari appellatio cum querela; jamvero hoc fieri nequit, nisi causa apud superiorem proponatur.

3^o Tandem non requiritur omnino ut querela intra decem dies proponatur; sententia nulla non transit in rem iudicatam, unde de nullitate sententiæ argui potest usque ad triginta annos, cum omnis actio dicto tempore præscribatur. Schmalzgrueber, in tit. XXVII, lib. II, num. 64.

1032. **Proprie recursus dicitur provocatio quae fit tantum ad Sedem Apostolicam in nonnullis causis appellationem non admittentibus.** 1^o Hujusmodi sunt sententiae quae proferuntur *ex informata conscientia*, quae appellationem proprie dictam non admittunt, sed recursum ad Sedem Apostolicam; tales sunt sententiae quibus parochi ad nutum amovibiles, sine causa sufficiente, transferuntur ad parochiam minorem. Non competit juris remedium ordinarium iis quorum positio in jure determinata non est, sed fit recursus ad S. Congregationem de Propaganda Fide; ex responsione 23 Martii 1887, vol. I, num. 597.

2^o Hic recursus fieri posset ad Excellentissimum Delegatum Apostolicum hujus regionis, qui tali jurisdictione videtur instructus ut hujusmodi controversias solvere valeat.

3^o Recursus dicitur supplicatio quaedam facta principi ut, ex quadam benignitate, restituat supplicanti adversus sententiam contra quam non competit medium ordinarium. Quando quis tempore utili a sententia iniqua non appellaverit, ei indulgetur recursus ad principem supremum, qui, ob plenitudinem potestatis, potest effectum sententiae corrigere.

4^o Recursus differt ab appellatione: a) Recursus est remedium extraordinarium; appellatio est remedium ordinarium, unde non debet interponi recursus, ubi adhuc potest appellatio fieri. b) Deinde recursus potest in quacunque causa interponi; non sic appellatio, quae in quibusdam causis prohibetur. c) Appellatio debet fieri intra decem dies, dum recursus, si fiat principi, potest proponi intra biennium. d) Pendente appellatione, nihil est innovandum; e contra, pendente supplicatione, sententia mandatur executioni, praestita tamen cautione quod si retractetur sententia, omnia restituantur. Reiffenstuel, in tit. XXVIII, De Appellationibus, num. 22.

1033. **Beneficium nove audientiae est remedium extraordinarium quod est in usu apud tribunalia suprema Ecclesiae.** Causa judicata a Sacra Congregatione,

o ractio ad ras co

DE MODIS EXTRAORDINARIIS PROCEDENDI

IN CAUSIS CRIMINALIBUS

Præter modum ordinarium procedendi quem explicavimus, exstant in jure quidam modi extraordinarii quorum sermo fiet in titulis sequentibus.

TITULUS XI

DE MODO PROCEDENDI EX INFORMATA

CONSCIENCIA

Non est in re reorum, quicquam cum
pro raptis et al. hinc, hinc, hinc, hinc
Præcedentibus titulis innumeras cautelas quibus prælati se præmuniunt antequam præsumptum reum citent et judicent. Casus in quibus prælati sententiam in subditum proferre et exsequi possunt, quin ei detur copia defensionis, constituunt objectum præsentis tituli.

1035. Ante Concilium Tridentinum, episcopus non poterat arceere ab ordinibus suscipiendis, nisi ob causas in foro externo demonstrabiles. Cap. 4, tit. XI, De Tempore Ordinationis, lib. I.

Episcopus occulte indignos monebat et suadebat ut ab ordinatione suscipienda se abstinerent, præ oculis eorum posito Dei judicio, at nulla pœna valebat eis interdiceri ne ordinarentur atque in receptis ordinibus ministrarent.

Excipiebantur: a) rei occulti homicidii, qui, etiam peracta penitentia, citra dispensationem non poterant in susceptis ordinibus ministrare; b) rei criminis hæreseos, ex quo licet

Non est in re reorum, quicquam cum
pro raptis et al. hinc, hinc, hinc, hinc

tantum de
submissis
oride.

Quisquis
habebat

non nisi ante
Concilio.

De re, reus, et inform. conscientia
et inform. superior ecclesiasticus (episc. vel sup. ref.)
substantiam, et inform. de victim etiam
centum implorant ad - et in re
exercitium ordinis.
Actus pro episcopo, alicui series et causa

occulto poterat clericus judicari et suspendi; c) regulares, qui rei criminis etiam occulti poterant a suis praelatis interdici, quominus ad ordines ascenderent. Cap. 5, *Ad aures*, loco citato.

1036. **Contra haec praxim tot saeculis praecedentibus vigentem, Concilium Tridentinum, sess. XIV, cap. 1, De Ref., statuit sequens caput, quod juvat referre:**

“Cum honestius ac tutius sit subjectis, debitam praepositis obedientiam impendendo, in inferiori ministerio deservire quam cum praepositorum scandalo graduum altiorum appetere dignitatem, ei cui ascensus ad sacros ordines a suo praelato, ex quacumque causa, etiam ob occultum crimen quomodolibet, etiam extrajudicialiter, fuerit interdictus, aut qui a suis ordinibus, seu gradibus, vel dignitatibus ecclesiasticis fuerit suspensus, nulla contra ipsius praelati voluntatem concessa licentia de se promoveri faciendo, aut ad priores ordines, gradus et dignitates, sive honores, restitutio suffragetur.”

Duplicem facultatem Tridentini Patres, in citato capite, impertiuntur praelatis, scilicet extrajudicialiter prohibendi ne quisquam vel 1^o ascendat ad sacros ordines quos nondum possidet, vel 2^o exerceat ministeria ordinum, graduum, dignitatum quibus jam potitur.

Hic modus procedendi dicitur *ex informata conscientia*, quia praelatus procedit non ex juridica informatione, sed ex causis *sibi notis* et in *conscientia perpensis*.

1037. **In pleno vigore remanent dispositiones Concilii Tridentini**, ut testatur Instructio 11 Junii 1880, art. 9: “Insuper vim suam plane retinet remedium extrajudiciale, quod *ex informata conscientia* appellatur, et pro criminibus occultis adhibendum decrevit Concilium Tridentinum.” Eadem doctrina, eisdem quasi verbis, asseritur in Instrukione *Cum magnopere*, art. 9.

Eadem motiva quibus innixum est Concilium ut ederet hoc remedium extrajudiciale, militant ut suam vim retineat. Stremler, Peines Ecclésiastiques, c. X, pag. 310.

Hinc Pius VI, in sua bulla, *Auctorem fidei*, damnavit ut falsam, perniciosam et in Tridentinum injuriosam propositionem 49 Synodi Pistoriensis, quæ habet ut nullas et invalidas suspensiones ex informata conscientia latis.

1038. **Hæc potestas episcopo concessa est extrajudicialis** et nullis solemnitatibus processus sive ordinarii, sive summarii alligata.

1^o Vi hujus potestatis, episcopus non tenetur manifestare reo quem suspendit causam suspensionis, a fortiori non tenetur reo dare copiam sese defendendi. Hoc eruitur ex verbis Tridentini *quomodolibet, etiam extrajudicialiter*, et ex forma loquendi adhibita ab omnibus, præsertim a S. Congregatione de Prop. Fide, in sua instructione 20 Oct. 1884.

2^o Per hoc tamen non excluditur certa notitia criminis, sed excluditur scientia quæ haberi debeat per probationem ordine judiciario factam; non excluditur certa notitia, nam Concilium Tridentinum profecto tale jus episcopis constituit ea conditione quod salvus semper esset recursus ad Sedem Apostolicam; atqui recursus ad superius tribunal necessario supponit apud ipsum certe probandum esse delictum. Hinc invalida esset sententia quam ferret prælatus, innixus tantum sua persuasione probationibus destituta. Inst. C. de Prop. Fide, 20 Oct. 1884, num. 10.

3^o Hujusmodi potestas est natura sua *extraordinaria* et *subsidiaria*, ergo non est ordinarie adhibenda. Concilium Tridentinum hanc potestatem concessit ut consuleretur certis ecclesiarum extraordinariis necessitatibus, nempe quando non suppetat aliud medium arcendi indignos clericos quominus ad ordines superiores promoveantur, vel in ordinibus jam susceptis ministrent.

Ch. de...
Secundum...
in hujus potestate...

Et...
...
...
Case. 7. 1. 1.

Ad rem Lucidi, De Visitatione Sacrorum Liminum, cap. 3, num. 273: "Cavere debet quisque episcopus ne quod publicum et notorium jam est, periunde ac esset occultum falso sibi animo reputans, suspensionem *ex informata conscientia* decernat: hujusmodi decretum minime sustinetur, prout evenit in causa S. Agathæ Gothorum, 26 Feb. 1853.

1039. **Quis potest suspendere aut suspendi ex informata conscientia?**

1^o Concilium Tridentinum loquitur de prelato, quo nomine veniunt episcopi, prelati regulares quasi jurisdictione episcopali preediti; his æquiparantur vicarii apostolici, vicarii capitulares, qui omnes in ordinariam episcoporum jurisdictionem succedunt. Vicarii generales episcoporum, sine horum mandato speciali, non possunt.

2^o Suspendi possunt a) subditi laici, qui a promotione ad clericatum, quacumque de causa, etiam ob occultum crimen, arceri possunt; b) clerici jam ordinati sive in minoribus, sive in majoribus ordinibus, provisi vel non de beneficio, ab ascensu ad altiore gradum; c) item quilibet clericus a quocumque gradu et officio suspendi potest. De Luca, Prælectiones Juris Canonici, vol. III, num. 373.

1040. **Relate ab objectum suspensionis**, notari debet decretum Tridentinum esse correctorium juris antiqui, ideoque strictæ interpretationis, et non extendendum ad casus non expressos.

1^o **Facultas** episcopis attributa ad duos tantum casus extenditur, nempe interdictionem suscipiendi ordines, et suspensionem temporariam ab ordinibus susceptis, gradibus, officiis et dignitatibus.

2^o Episcopus potest, ob causam gravem, etiam non criminalem, arceri a sacris ordinibus quos *ex informata conscientia* judicat non necessarios, nec utiles suæ ecclesiæ, multo magis quos, ob crimen occultum, indignos novit statu clericali.

3^o Item episcopus potest *ex informata conscientia* interdiceret ne quis ordines susceptos et officium exerceat. Ratio est, quia verba capituli Tridentini *quomodolibet, etiam extrajudicialiter*, referuntur tum ad ascensum ad ordines, tum ad exercitium ordinis et officii. Revera Concilium declarat mentem suam esse ut episcopus valeat exsequi liberius suum officium, impediendo quominus clerici, praesertim ad curam animarum constituti, vitam inhonestam ducant; atqui si facultas procedendi extrajudicialiter referatur solummodo ad ordinum susceptionem, non ad illorum exercitium, concilium suum scopum non attingeret; ergo verbum *extrajudicialiter* ad utramque partem capituli refertur. Confirmatur sententia communi auctorum, et praesertim S. Congregationis Concilii, quae multoties responsa dedit in eodem sensu, ut videre est apud Bonix, De Judiciis, vol. II, pag. 320 et seq.

“Notandum est, cum auctore Praef. Jur. Can. Sti Sulpicii, vol. III, num. 690, verba *ex quaecumque causa, etiam ob occultum crimen*, licet ad utramque partem capituli referantur, non intelligi tamen nisi cum certo moderamine in secunda parte, ubi non de ascensu ad ordines agitur, sed de exercitio ordinum jam legitime susceptorum. Etenim, ut vulgo dicitur, *turpius eicitur quam non admittitur hospes*: in priori casu, jus quaerendum denegatur, dum in posteriori jus acquisitum auferatur; proinde praelatus non habere debet parem in utroque casu libertatem. Causa a culpa immunis potest inducere praelatum ad prohibendum ascensum ad ordines, ut decentia statui clericali debita servetur et melius provideatur utilitati diocesis; ut vero interdicator exercitium ordinis, causa intercedere debet quae delictum sapiat.”

1041. **Queritur an alias poenas imponere possit episcopus ex informata conscientia.** Concilium Tridentinum expresse indulget ut praelatus valeat extrajudicia-

liter arcere ab ordinibus et suspendere ab ordinibus, seu gradibus, vel dignitatibus ecclesiasticis.

1^o Cum dispositio Tridentina sit, juxta sententiam probabilem, strictæ interpretationis, episcopus nequit damnare clericum *ex informata conscientia* ut spiritualia exercitia peragat, aut piam peregrinationem suscipiat. Revera Patres adhibent verbum *suspensus*; atqui suspensio impedit quominus quis exerceat sacra ministeria sed non importat præstationem alicujus operis. Nec objicias suspensionem esse pœnam graviolem quam præceptum spiritualium exercitiorum; nam circa pœnas non valet argumentum a majori ad minus.

2^o Episcopus nequit clericum excommunicare *ex informata conscientia*, quia facultas datur a Concilio ad solam suspensionem.

3^o Nec videtur dictam potestatem episcopis concessam extendi posse ad privationem beneficii vel fructuum beneficii, sed tantum ad privationem officii, cui adnectitur beneficium. Nam in re quæ exorbitat a jure communi, a casu expresso ad non expressum non fit extensio; atqui hoc decretum, ntpote correctorium juris communis, est exorbitans, neque exprimit beneficia, sed tantum exhibet verba *ab ordinibus, seu gradibus, vel dignitatibus ecclesiasticis*, quæ verba sensu obvio et proprio ordines et officia denotant, non autem beneficia. Non valet, contra hanc sententiam, ratio allata ab adversariis, quod episcopus potest suspendere clericum *ex informata conscientia* ab officio, ergo et a beneficio. Nam eo quod quis suspenditur ab officio, non est ipso suspensus a beneficio, ut communiter docent canonistæ. Hanc sententiam tuentur De Luca, loco citato, Pierantonelli, Icard, et plures alii contra Santi, Præl. Jur. Can., tit. I, lib. V, num. 22.

1042. **Ad causas autem propter quas licet ferre sententiam ex informata conscientia.** Vel agitur de prohibendo ascensu ad ordines, vel de exercitio ordinum susceptorum.

1° Ut prohibeatur ascensus, sufficit causa quaecumque, dummodo sit relative gravis. Patres innovarunt juri Decretalium, committendo praelatis ut arcerent ab ordinibus ob crimen etiam occultum, dummodo aliqua ratione, etiam extrajudicialiter, posset probari: "Cui ascensus ad sacros ordines, ex quacumque causa, etiam ob occultum crimen quomodo libet, etiam extrajudicialiter, interdictus, nulla restitutio suffragetur."

2° Si agatur de prohibendo exercitio ordinum susceptorum, quaeritur inter auctores utrum praelatus possit, ex quacumque causa, etiam ob occultum crimen, uti potestate concessa in cap. 1, sess. XIV. Gravius est quod quis privetur jure quaesito quam non admittitur hospes. Quapropter falsum est admittere parem libertatem praelati in prohibendo ascensum ad ordines ac in interdicendo exercitium ordinum vel officiorum. Ideoque, ex jurisprudentia S. Cong. Concilii,

distinguendum est inter causas a delicto immunes et causas

quae habent naturam delicti. † Episcopo competit potestas suspendendi clericos ob causas a delicto immunes, v. g. ob defectum scientiae, modo procedat judicialiter, quo in casu

datur appellatio in devolutivo tantum. S. Cong. Concilii, 10 Maii 1625.

2. Quoad causas quae habent naturam delicti, distinguendum est inter delicta publica et delicta occulta. Si crimen sit publicum, ejus investigatio publica esse debet; nam Patres Tridentini non voluerunt principia generalia juris immutare, sed tantum quibusdam necessitatibus providere in quibus non potest, aut non decet, modo judiciali procedi. Hinc S. Congregatio Concilii, in causa S. Agathae Gothorum relata, infirmavit sententiam episcopi qui parochum quemdam suspenderat *ex informata conscientia* ob delicta publica. Ude remanet ut delictum debeat esse occultum, ut eruitur ex instructione S. Cong. de Prop. Fide, 20 Oct. 1884, art. 6:

causa et obstans inter se omnium

causarum & rido

Non sunt... v. g. ad... scilicet...

v. g. abscisio in clericis

"Suspensioni *ex informata conscientia* justam ac legitimam causam præbet crimen, seu culpa a suspenso commissa. Hæc autem debet esse *occulta*, et ita gravis ut talem promereatur punitionem."

1043. Quid autem veniat sub nomine delicti occulti, non conveniunt auctores. 1^o Juxta quosdam, delictum occultum dicitur quod non est publicum, et delictum censetur publicum quod in civitate innotescit a majori parte; alii occultum delictum habent quod non innotescit a decem vel quinque personis; alii autem occultum habent quod non est notorium notorietate juris vel facti. Factum dicitur notorium notorietate facti quod patratum est sub oculis tot personarum, ut nulla tergiversatione celeri possit; dicitur notorium notorietate juris quod constat vel confessione rei in judicio, vel per sententiam judicalem quæ in rem judicatam abiit.

Quoniam 2^o In tanta opinionum varietate, videtur delictum occultum illud esse quod, (etsi in probatis exstet per testimonia plenam fidem merentia nedum apud episcopum, verum etiam apud quoscumque prudentes judices, nihilominus) vel a) haud probari potest in judicio, v. g. quia testes formidant manifestari reo, vel b) haud expedit formam judiciariam servari, v. g. quia ex evulgatione criminiis sequeretur grave scandalum. Pierantonelli, tit. VII, num. 10. Hoc sensu intelligenda est *causa Lucionensis*, 8 Ap. 1848, in qua vocati sunt plus quam decem testes, et omnes viri pietate et gravitate spectabiles, qui voluerunt ut sua depositio remaneret secreta. Eodem sensu explicantur plures responsiones S. Cong. Concilii, quæ videri possunt apud Pierantonelli. Utique jus postulat ut quando publicum est delictum, publica sit sententia; sed necessitas non habet legem, et episcopus bene facit si, per sententiam *ex informata conscientia*, scandalo obviat quod non posset per sententiam publicam auferre.

3^o Prælati posset procedere in clericum qui gravatur peccatis tum publicis, tum occultis sensu explicato; imo *ex*

Quoniam
episcopum ad
hita ad can
sa

Bene
clatur

informata conscientia punire potest ea crimina quæ perse-
qui cœperat forma judiciaria, si in decursu iudicii videat non
expedire ut solemnitates serventur: tunc delictum dicitur
occultum sensu explicato. Ad rem habetur causa *Perusina*,
27 Sept. 1795; casus erat cujusdam parochi, cui imputabatur
turpis consuetudo cum fœminis, ebrietas et diffamatio apud
populum. Plures testes deponbant contra parochum et
plures in ejus favorem; hisce præhabitis, episcopus negotium
absolvit per sequens decretum: "Ex informata conscientia
et causis nobis notis, soli Dco et Sedi Apostolicæ rationem red-
dituri, ab audiendis confessionibus ipsum parochum suspen-
dimus, et ab exercitio quocumque curæ animarum ac regimine
præfatæ parochiæ removemus omnino." S. Cong. Concilii
interrogata an sustineatur remotio et suspensio ab audiendis
confessionibus in casu, respondit: "Affirmative in omnibus
et amplius."

4^o Attamen non licet prælato ad hanc expeditam formam
sententiarum confugere, nisi manifestum sit solemnitates ser-
vari non posse; aliter S. Congregatio Concilii infirmaret sen-
tentiam episcopalem, reservato jure procedendi in forma
judiciali. Hinc, ut monet Instructio S. Cong. de Prop. Fide,
art. 13, reprehensibilis foret episcopus, si in sua synodo
declararet se deinceps, ex privata tantum scientia, cum pœna
suspensionis a divinis animadversurum in clericos quos gra-
viter deliquisse compererit.

1044. **Queritur quænam solemnitates sint servan-
dæ, quando episcopus procedit ex informata con-
scientia.**

1^o Hæc sententia semper in scriptis intimanda est, die et
mense designato; idque fieri debet vel ab ipso Ordinario, vel
ab alia persona, de expresso illius mandato; art. 3 Inst. 20
Oct. 1884. Pierantonelli, opere citato, tit. VII, num. 1,
iunxit pluribus declarationibus S. Cong. Concilii, tenet
sententias sustineri, etiamsi in scriptis non fuerint mandatæ;

*Præmissa
prædictis -
p. 297
de...
s. c. c. c.
autum
licet...*

ab hac sententia recedimus, cum præfata instructio mandet ut præceptum *semper* in scriptis intimetur.

Secunda ratio. 2^o Prælati debet significare se procedere vigore capitis 1 sessionis XIV Concilii Tridentini, ne reus urgeat invaliditatem sententiæ ob solemnitates judicii omittas. Ad hoc sufficiunt sequentes locutiones quæ, si reperiantur in sententia, ejus naturam patefaciunt: -vi Tridentini decreti, sess. XIV, cap. 1, De Ref., vel² ex informata conscientia, vel ex causis ipsi Ordinario notis.

3^o Prælati, in ferendis sententiis *ex informata conscientia*, licite omittit omnes formalitates processus sive ordinarii, sive summarii: hinc non requiritur oblatio libelli, nec rei citatio, nec præviæ monitiones, nec probationes judiciales. Attamen potest prælati, si velit, formalitates judicii ordinarii vel summarii in toto vel in parte adhibere, modo in ferenda sententia exprimat se agere vigore capitis 1 sess. XIV. Ratio est, quia Tridentinum, sicut episcopum non adstringit formalitatibus judicialibus, ita necque eas prohibet. Si vero clericus judicialiter condemnatus ab hac judiciali sententia appellaverit, pendente appellatione, non poterit episcopus clericum suscipere etiam ex informata conscientia. S. Cong. Concilii, 20 Dec. 1873.

4^o Prælati non tenetur exprimere delictum, seu causam suspensionis ipsi reo, sed tantum Sedi Apostolicæ, ad quam reus recursum habuerit.

Sed episcopus, in processu *ex informata conscientia*, non potest omnia ^{proprio iudicio, sine ratione} ex arbitrio peragere; tenetur enim servare jus naturale, leges prudentiæ et delictum eorum Apostolica Sede probare, in easu recursus. Ipsa synodus Tridentina monet episcopum ut sit pastor, non percussor sui cleri. Jus naturale dicitur ut maturo consilio, sine ira et studio partium, sine præcipitatione capiat informationes num causa ad se delata hujus extraordinarii medii capax sit. Judicialis probatio non

requiritur, tamen non sufficiunt probationes quæ soli episcopo crimen probare valent, sed sufficientes et necessarias eas dicimus quæ per se aptæ sunt ut penes alios viros honestos et peritos, præsertim penes Eminentissimos Cardinales Cong. Concilii, in casu recursus ad Sedem Apostolicam, de crimine commisso fidem faciant plenam. Cf. De Luca, De Judiciis, tit. XXX, pag. 420.

5^o Debent exprimi partes exercitii ordinis vel officii ad quas extenditur suspensio. Quod si suspensus interdictus sit ab officio cui alter in locum ipsius substituendus est, ut puta œconomus in cura animarum, tunc substitutus mercedem percipiet ex fructibus beneficii in ea portione quæ, juxta prudentis Ordinarii arbitrium, taxabitur. Inst. 20 Oct. 1884, num. 4.

6^o Tandem exprimi debet tempus durationis ejusdem pœnæ. Abstineant Ordinarii ab ipsa infligenda in perpetuum. Quod si, ob graviores causas, Ordinarius censuerit eam imponere non ad tempus determinatum, sed ad suum beneplacitum, tunc ipsa habetur pro temporanea, ideoque cessabit cum jurisdictione Ordinarii suspensionem infligentis. Art. 5 ejusdem Instructionis. Hiuc communiter admittitur suspensionem *ex informata conscientia* non esse perpetuam, quia hoc in casu æquivaleret depositioni; jamvero depositio est pœna quæ imponi nequit extrajudicialiter. Cf. Péries, Procédure Canonique, pag. 182, et seq.

1045. **Nunc queri potest an suspensio ex informata conscientia habeat naturam censuræ vel pœnæ vindicativæ.** Suspensio habet naturam pœnæ vindicativæ, quando fertur in delictum mere præteritum et ad tempus determinatum; suspensio habet naturam censuræ, si plectatur in delictum futurum et ad frangendam alicujus contumaciam cum clausula: donec resipiscentiæ argumenta nobis exhibuerit. Cum mens Ecclesiæ sit mederi potiusquam punire, valde convenit ut suspensio habeat naturam censuræ,

Censura semper est generalis et irritatio

quamvis praelatis liberum sit ut ipsi dent etiam naturam pœnæ vindicativæ. Patres Tridentini generice loquuntur et adhibent verbum *suspensus*; atqui in jure admissa est suspensio in pœnam delicti.

*Admet. at. Prælati
L. i. supra Præ-
dus hinc infra*

1046. **Suspensio ex informata conscientia non admittit appellationem** nec in suspensivo, nec in devolutivo ad metropolitanum, sed tantum recursum ad Apostolicam Sedem. Hoc innotescit ex ipsis verbis capituli Tridentini: "Nulla contra ipsius praelati voluntatem concessa licentia de se promoveri faciendo, aut ad priores ordines, gradus, dignitates sive honores, restitutio suffragetur." Ne dicas per hæc verba prohiberi etiam recursum ad Summum Pontificem, nam Patres Tridentini certe noluerunt potestatem Summi Pontificis coarctare.

1^o Quapropter si clericus, sententia *ex informata conscientia* innodatus, ministeria interdictionis exercere audeat, irregularitatem minime effugiet, non obstante appellatione ab hujusmodi sententia interposita. S. Cong. Concilii, 21 Junii 1625.

2^o Si suspensio lata sit in pœnam, adam auctores reputant irregularitatem non contrahi ex violatione suspensionis, sed sententiam contradictoriam tenuit S. Cong. Concilii, in causa *Lucionensi*, 8 Ap. 1848.

*Relativis
Q. 111*

3^o Super hujusmodi irregularitate dispensare potest episcopus, ex facultatibus sibi commissis a Trid., cap. 6, sess. XXIV, si lata suspensio maneat occulta, etiamsi violatio sit publica. E contrario, si suspensio sit publica, solus Pontifex Romanus dispensare valet, etiamsi factum violationis remaneat occultum. Pierantonelli, tit. VII, num. 24.

*Inter
in vestis
hic invenit
12. 1. 1. 1.*

1047. **Juvat absolvere hanc dissertationem, referendo Instructionem S. Cong. de Prop. Fide, 20 Octobris 1884:**

1^o Suspensio ex informata conscientia, non secus ac illa quæ per judicialem sententiam infligitur, personam ecclesia-

sticam a suis ordinibus seu gradibus, vel dignitatibus ecclesiasticis exercendis interdicat."

" 2^o In hoc precipue ipsa differt a judiciali suspensione, quod adhibetur tanquam extraordinarium remedium, in pœnam admissi criminis; ideoque, ad ejus impositionem, non requiruntur nec formæ judiciales, nec canonicæ admonitiones. Satis erit, proinde, si prælatus hanc pœnam infligens, simpliciter utatur præcepto, quo declarat se suspensionem ab exercitio sacerdotum officiorum vel ecclesiasticorum munium indigere."

Conditiones 3^o Hujusmodi præceptum semper in scriptis intimandum est, die et mense designato; ideoque fieri debet vel ab ipso Ordinario, vel ab alia persona, de expresso ipsius mandato. In eadem tamen intimatione, exprimendum est quod ejusmodi punitio irrogatur in vim Trident. decreti, sess. XIV, cap. 1, de Ref., ex informata conscientia, vel ex causis ipsi Ordinario notis."

" 4^o Debent, insuper, exprimi partes exercitii ordinis vel officii ad quas extenditur suspensio. Quod si suspensus interdictus sit ab officio cui alter in locum ipsius substituendus est, ut puta œconomus in cura animarum, tunc substitutus mereadem percipiet ex fructibus beneficii, in ea portione quæ, juxta prædicti Ordinarii arbitrium, taxabitur; at si suspensus ex hac taxatione se gravatum senserit, moderatiouem provocare poterit apud curiam archiepiscopalem, aut etiam apud Sedem Apostolicam."

" 5^o Exprimi item debet tempus durationis ejusdem pœnæ. Abstineant tamen Ordinarii ab ipsa infligenda in perpetuum. Quod si, ob graviore causas, Ordinarius censuerit eam imponere non ad tempus determinatum, sed ad suum beneplacitum, tunc ipsa habetur pro temporanea, ideoque cessabit cum jurisdictione Ordinarii suspensionem infligentis."

Canon " 6^o Suspensioni ex informata conscientia justam ac legitimam causam præbet crimen seu culpa a suspensio commissa.

Hæc autem debet esse occulta, et ita gravis ut talem promoveatur punitionem."

" 7^o Ad hoc autem ut sit occulta, requiritur ut neque in iudicium, neque in rumores vulgi deducta sit, neque insuper ejusmodi numero et qualitati personarum cognita sit unde delictum censi debeat notorium."

" 8^o Verum tenet etiam suspensio si, ex pluribus delictis, aliquod fuerit notum in vulgus; aut si crimen, quod ante suspensionem fuerat occultum, deinceps post ipsam fuerit ab aliis divulgatum."

" 9^o Prudenti arbitrio prælatorum relinquitur suspensionis causam, seu ipsam culpam, delinquenti aut patefacere, aut reticere. Partes alioquin pastoralis sollicitudinis et caritatis eorundem erunt, ut, si istiusmodi pœnam suspensio manifestare censuerint, ipsa, ex paternis quas interponent monitionibus, velum ad expiationem culpæ, verum etiam ad emendationem delinquentis et ad occasionem peccandi eliminandam, inserviat."

4^o *Recursus* " 10^o Miminerint vero præsules quod si contra decretum, quo irrogata fuit suspensio, promoveatur recursus ad Apostolicam Sedem, tunc apud ipsam comprobari debet culpa quæ eidem præbuit occasionem. Consultum ideo erit ut, antequam hæc pœna infligatur, probationes illius quantumvis extrajudicialiter et secreto colligantur, ita ut, eo ipso quod cum omni certitudine culpabilitatis in punitione inferenda proceditur, si deinceps causa examinanda est apud Apostolicam Sedem, probationes criminis in eas difficultates haud impingant, quæ, ut plurimum, occurrunt in istiusmodi iudiciis."

" 11^o A decreto suspensionis ex informata conscientia non datur appellatio ad tribunal superioris ordinis. Postquam ideo clericus intimationem suspensionis habuerit, si nihilominus appellationem interponere, ejusque obtentu in altari ministrare, seu quovis modo suum ordinem solemniter exercere præsumat, statim incidit in irregularitatem."

" 12° Semper tamen patet aditus ad Apostolicam Sedem, et, in casu quo clericus absque sufficienti ac rationabili causa se hac pœna mulctatum reputet, recurrere poterit ad Summum Pontificem. Interim tamen in vigore permanet decretum suspensionis, usque dum ab ipso Pontifice, vel a S. Congregatione quæ de recursu judicare debet, non fuerit rescissum aut etiam moderatum."

*Admittitur
Hæc* " 13° Cæterum cum istiusmodi pœna sit remedium omnino extraordinarium, quod præsertim ad expiationem criminum absque formis judiciariis adhibetur, præ oculis habeant prælati id quod sapientissime admonet Summus Pontifex Benedictus XIV, in suo tractatu De Synodo Diœcesana, lib 12, cap. 8, n. 6, quod nimirum reprehensibilis foret episcopus, si in sua synodo declararet se deinceps, ex privata tantum scientia, cum pœna suspensionis a divinis animadversurum in clericos, quos graviter deliquisse comperit, quamvis eorum delictum non possit in foro externo concludenter probari, aut illud non expediat in aliorum notitiam deducere."

" Romæ, ex Ædibus S. Congregationis de Propaganda Fide, die 20 Octobris 1884."

*Hæc omnia art. 1, 2, 3, usque hic sunt
autum explicatis instructionis.*

TITULUS XII

DE MODO PROCEDENDI IN DELICTIS NOTORIIS

Ordo iudiciarius fuit introductus ad criminis aut juris dubii veritatem detegendam: unde cessat ejus necessitas quando rei delictum est notorium.

1048. Notorium delictum illud in genere dicitur quod vel in jure, vel ex facto suo ita certum habetur ut nulla tergiversatione celari possit.

Duplex datur notorietas, scilicet juris et facti.

1^o Delictum dicitur notorium notorietate juris, quando notorietas delicti ex ipso iudicio oritur. Hoc fit tripliciter: *a)* per spontaneam confessionem rei in iudicio factam et non revocatam; *b)* per plenas probationes judiciales; *c)* per sententiam definitivam condemnatoriam ad penam, vel declaratoriam criminis, quae transit in rem iudicatam.

2^o Delictum dicitur notorium notorietate facti, quod perpetratum est in oculis hominum, puta totius vel majoris partis alicujus viciniae, parochiae, collegii, ita ut nulla tergiversatione celari possit. Ut aliquod delictum dici possit notorium notorietate facti, tria communiter requiruntur: *a)* ut sit factum in loco publico, non privato; *b)* ut non sit commissum de nocte, nisi tanta hominum multitudo fuerit praesens ut ab his notitia ejus ad aures majoris partis de communitate perveniat; *c)* requiritur hominum multitudo. Cf. Schmalzgrueber, in tit. I, lib. V Decretalium.

1049. In notoriis, iudex potest omittere plures juris solemnitates.

1^o In delictis notoriis, non opus est accusatione vel denuntiatione, quia regulariter accusator requiritur ut crimen mani-

festetur et in iudicio per probationem publicetur; atqui hæc manifestatio jam habetur per evidentiam facti. Ergo, ut ait S. Augustinus, evidentiã patrati seeleris non indiget clamore accusatoris. /

2º In delictis notoriis, non requiritur libellus, contestatio litis, (juramentum calumniæ et aliæ solemnitates pertinentes ad iudicii ordinationem; quia hæc omnia fuerunt introducta ad delicti veritatem detegendam, qui finis cessat in casu delicti notorii.)

3º Non opus est citatione, (quando ita certum est crimen ut nulla defensio reo competat: frustra enim citatur, qui citatus nihil potest opponere.)

4º Non opus est ut iudex ferat sententiam solemniter et in scriptis; (sufficiet sententia non solemniter, vel præceptum iudicis reo pœnam intimantis, vel eum mittentis ad supplicium pro tali crimine, nisi tamen reus neget crimen esse notorium: quo casu, opus esset sententia declaratoria notorietatis.)

1050. Ut iudex possit procedere ex notorio, plura requiruntur:

1º Ut constet de notorietate, quod fieri potest dupliciter:

- a) Si reus delinquat in præsentia ipsius iudicis pro tribunali sedentis, aut in actu et exercitio jurisdictionis suæ existentis;
- b) Si reus delinquat eorã societate, et duo testes omni exceptione majores deponant non solum de delicto commisso, sed etiam quod notorie, id est, eorã populo aut majori ejus parte, crimen commissum est.

2º Ut non solum constet de notorietate delicti, sed etiam de ejus malitia, quod scilicet fuit commissum ex dolo et malitia.

Hinc, *regulariter*, antequam iudex sententiam ferat, præmittitur aliqua inquisitio qua demonstretur delicti notorietas. Attamen, ut notat Reiffenstuel, in tit. I, lib. V, num. 264, non est ad validitatem sententiæ ut iudex, per interlocutoriam

sententiam, super notorietate pronuntiet, sed sufficit ut in sententia principali notorietas inferatur his vel similibus verbis: Cum notorium sit Titii crimen, condemnamus eum ad pœnam...

1051. **Quamvis iudex valeat se dispensare a solemnitatibus juris**, congruum est ut notorie delinquens non damnetur sine citatione. (Multa dicuntur notoria que non sunt, et præterea sæpe delinquens citatus afferet excusationem quam iudici interest cognoscere antequam sententiam proferat. Hinc sapienter patres tertii concilii plenarii Baltimorensis, tit. X, num. 310, suadent ut in causis quæ dicuntur *ex notorio*, præmittatur processus summaris de delicti notorietate, antequam pœna infligatur. /

TITULUS XIII

DE MODO PROCEDENDI IN CAUSA SOLLICITATIONIS

Ante confessionem dicitur hic casus cum... ad... ad... ad...
"Quoniam autem a Romanis Pontificibus quibusdam in locis provisum fuit ut impium ac nefandum scelus, quod non solum inter Christifideles non esse, sed nec etiam nominari debet, procul ab iis arceatur, videlicet ut aliquis sacerdos ad sacras audiendas confessiones deputatus, sacrosancto Pœnitentiæ sacramento sollicitando pœnitentes ad turpia abutatur; ac pro medicina venenum, pro pane lapidem porrigat, et ex celesti medico infernalis veneficus, ex patre spirituali proditor execrabilis animarum reddatur: ideo nos ea quæ his perniciosissimis diaboli insidiis arcendis certis locis salubriter constituta sunt, ut nullibi desiderentur, quantum ex alto conceditur, providenda duximus..."

"Statuimus quod omnes et singuli sacerdotes, tam sæculares quam regulares, cujuscumque dignitatis et præeminentiæ, aut quovis privilegio muniti existant, qui personas, quæcumque illæ sint, ad inhonesta sive inter se, sive cum aliis, quomodolibet perpetranda, in actu sacramentalis confessionis, sive antea, vel post immediate, seu occasione vel pretextu confessionis hujusmodi, etiam ipsa confessione non secuta, sive extra occasionem confessionis, confessionario, aut in loco quocumque ubi confessiones sacramentales audiantur, seu ad confessionem audiendam electo, simulantes ibidem confessiones audire, sollicitare vel provocare tentaverint, aut cum eis illicitos et inhonestos sermones, sive tractatus habuerint, in officio S. Inquisitionis severissime, ut infra, puniantur..."
Const. *Universi dominici gregis Gregorij XV*, 30 Aug. 1622;
Sacramentum Pœnitentiæ Benedicti XIV, 1 Jun. 1741.

Spites

1052. **Juxta tenorem memoratæ constitutionis, omnes qui fuerunt sollicitati**, cujuscumque de cætero sint sexus, ætatis, conditionis vel dignitatis, tenentur sollicitantem denunciare sive Ordinario loci, sive Inquisitori. Hæc autem denunciandi obligatio non versatur nisi circa sollicitationem *ad turpia*; ita ut si sollicitatio non esset *ad turpia*, sed ad alia crimina quantumvis gravia, non urgeret obligatio denunciandi. Revera casus ille non contemplatur in constitutione Gregoriana; atqui lex nequit trahi de uno casu ad alios non contemplatos, præsertim in materia pœnali et odiosa. Bened. XIV, De Syn. Diœc., lib. VI, cap. 11, num. 14.

Eodem jure, sollicitatio, occasione vel prætextu aliorum sacramentorum, sed non pœnitentiæ, non cadit sub lege denunciandi, ut notat Ferraris, Bibliotheca, v. Sollicitatio.

1053. **Pœnæ quibus prælati possunt animadvertere in reos tanti delicti sunt sequentes**: suspensio ab ordine et beneficio, privatio cujuscumque dignitatis et officii, perpetua inhabilitas ad officia obtinenda, privatio vocis activæ et passivæ, si regulares fuerint, exilium, damnatio ad triremes et carceres etiam in perpetuum, tandem, præcedente degradatione, traditio ad brachium sæculare. Const. *Universi domini gregis*.

Præterea mandatur omnibus confessariis ut suos pœnitentes qui s. noverint fuisse sollicitatos, moneant de obligatione denunciandi sollicitantes.

1054. **Sollicitatio, quatenus denunciationi est obnoxia, definitur**:

“Provocatio ad turpia, facta a sacerdote, cum quadam relatione ad confessionem.” Cf. Haine, *Elementa Theologiæ Moralis*, vol. III, p. 345; *Nouvelle Revue Théologique*, vol. XXXI, pag. 370.

Dicitur 1^o *provocatio*, id est, invitatio seu incitatio, quocumque modo fiat, sive verbis, sive signis, sive nutibus, sive tactu, sive per scripturam, modo dictum vel factum fuerit vera sollicitatio.

Dicitur 2^o *ad turpia*, quo nomine intelliguntur omnia et sola peccata contra castitatem admissa, ideoque omnes actus externi luxuriæ tum consummatæ, tum incompletæ.

Dicitur 3^o *facta a sacerdote*, qualiscumque sit, sive sæcularis, sive regularis, sive approbatus, sive non.

Dicitur 4^o *cum relatione ad confessionem*, quia cessat denunciatio, si sollicitatio fiat in aliis sacramentis. Haine, Theol. Mor., vol. III, pag. 345.

Ad bonum commune interest ut delicta sollicitationis reprimantur, et honor piorum sacerdotum non lædatur dicitæriis alicujus mulierculæ levis, male famæ, loquacis, criminatricis, inimicæ vel sacerdotis, vel ejus parentum. S. Congregatio S. Officii, 20 Feb. 1867, indicavit solemnitates juris quæ servandæ sunt in his causis.

1055. **Instructio S. Officii 20 Feb. 1867:** *Alia 1. p. 11*

1^o Personæ, sive mares sive feminæ, quæcumque illæ sint, ad turpia sollicitatæ in confessione, vel occasione aut prætextu confessionis, rem ad S. Sedem vel ad loci Ordinarium deferre debent.

2^o Denunciare oportet quemcumque sacerdotem, etiam jurisdictione carentem, sollicitantem in confessione, vel etiam pœnitentis sollicitationi consentientem de turpi materia loqui, illius complementum ad aliud tempus differentem, et non præbentem absolutionem pœnitenti.

3^o Hujusmodi denunciationes a nemine absque culpa lethali omitti possunt. Qua de re pœnitentes debent admoneri, neque ab iis admonendis instruendisque eorum bona fides excusat.

4^o Sacerdotes ad sacras audiendas confessiones constituti, qui de hac obligatione pœnitentes suos non admonent, debent puniri.

5^o Pœnitentes admoniti et omnino renuentes nequeunt absolvi; qui vero ob justam causam denunciationem differre

debent eamque, quo citius poterunt, faciendam spondent serioque promittunt, possunt absolvi.

6^o Denunciationes anonymæ contra sollicitantes ad turpia nullam vim habent: denunciationes fieri debent in judicio, nempe coram episcopo ejusve delegato cum interventu ecclesiastici viri, qui notarii partes teneat, et cum juramento, et cum expressione et subscriptione sui nominis; nec sufficit si fiat per apochas vel per litteras sine nomine et cognomine auctoris. Ceterum prohibetur ne in recipiendis denunciationibus præter judicem et notarium, virum utrumque ecclesiasticum, speciali et scripto exarata episcopi deputatione munitum, testes intersint. Cavendum quoque ne ex denunciantibus quæeratur num sollicitationi consenserint: et convenientissimum foret, si de hujusmodi consensu, quantumvis sponte manifestato, nihil notetur in tabulis.

7^o Denunciationis onus est personale et ab ipsa persona sollicitata adimplendum. Verum si gravissimis difficultatibus impediatur, quominus hoc perficere ipsa possit, tunc vel per se, vel per epistolam, vel per aliam personam sibi bene visam suum adeat Ordinarium, vel S. Sedem per Sacram Pœnitentiarum, vel etiam per hanc supremam Inquisitionem, expositis omnibus circumstantiis, et deinde se gerat juxta instructionem quam erit acceptura. At si nullo impedimento detenta denunciationem omnino renuat, in hoc casu aliisque supra memoratis, laudandus est confessarius qui operam suam pœnitenti non denegaverit, et vel Ordinarium, vel Sanctam Sedem pro opportunis providentiis consuluerit, supresso tamen pœnitentis nomine.

8^o Non infrequenter occurrit casus ut confessarius aliusve ecclesiasticus vir ab episcopis deputetur ad denunciationes recipiendas in re ad sollicitationis erimen spectante, absque interventu notarii. Huic instructioni folium adjicitur circa modum quo, hisce in casibus, confici denuntiatio debet. Qui enim ad hoc gravissimum munus viri maxime idonei desti-

nantur, de actu denunciationis judiciaria ratione assumendo instrui debent, ut eam continuo ad ipsum episcopum a quo fuerunt deputati caute transmittant, neque confecti actus exemplum vel vestigium aliquod sibi retineant. Atque in hunc fere modum haud difficulter denunciandi munus adimpletur. Profecto a locorum Ordinariis efficiendum est ne ad loca suae jurisdictioni subjecta applicare oporteat quod pro missionibus Pernambuci in America, die 22 Julii 1627, declaratum fuit: "Mulieres scilicet sollicitatas non teneri ad denunciationem, si ministri Inquisitionis et vicarii episcopi, in longinquis regionibus degentes, sine gravi incommodo adiri nequeant."

9^o Si in denunciationibus, quod non raro contingit, alie indicantur personae forte pariter sollicitatae, vel quae de hoc crimine testimonium ferre aliqua ratione possint, haec quoque omnes et seorsim judiciaria forma superius enuntiata examinandae sunt; (cf. Instructionem 20 Julii 1890, quae infra refertur) et primo per *generalia*, deinde per gradus, quoad res ita ferat, ad *particularia* deveniendo, interrogari debent, utrum et quomodo revera fuerint ipsae sollicitatae, vel alias personas fuisse sollicitatas viderint vel audierint.

10^o Accepta denunciatione, non illico proceditur, sed a superiore ecclesiastico inquiri scdulo debet, utrum persona denunciata sit fide digna. Sollicitationis crimen, ut plurimum, secreto perpetratur; hinc privilegium est ut in causis, quae contra hoc crimen instituuntur, ad plenam probationem faciendam attestations etiam singulares admittantur. At, in memoratis Summorum Pontificum constitutionibus, praescribitur ne cum testibus singularibus procedatur, nisi praesumptiones, indicia et alia adminicula concurrant. Ponderus igitur cujusque denunciationis, qualitates et circumstantiae serio accurateque perpendendae sunt, et, antequam contra denunciatum procedatur, perspectum exploratumque judici esse debet quod mulieres et viri denunciatae sint boni nominis,

neque ad accusandum vel inimicitia vel alio humano affectu adducantur. Oportet enim ut testes hujusmodi singulares ab omnibus privatis affectionibus sint immunes, ut ipsis integra fides haberi possit.

11^o Ea est hujus supremæ Inquisitionis consuetudo, ut post unam alteramve denunciationem rescribatur, quod denunciatus *observetur*, ita videlicet super delato crimine suspectus habeatur, ut quum primum per novas denunciationses res explorata erit, in iudicium vocandus sit. Ut plurimum non nisi a tertia denuntiatione procedi solet. Ad formale examen vocantur parochi, vel probatæ fidei, spectatæque virtutis viri præsertim ecclesiastici, qui cum juramento de veritate dicenda et de secreto servando super qualitatibus denunciantium et denunciati, et super mutuis eorum odiis et inimiciis examinentur. Hisce peractis deligentiis, reus in iudicium adducitur, et coram iudice cum interventu ecclesiastici viri, qui notarii partes agat, super singulis cujusque denunciationis et examininis adjunctis, juramento dicendæ veritatis obstrictus, respondere debet. Cavetur solertissime ne denunciantium nomina reo manifestentur et ne sacramentale sigillum quoquomodo violetur.

12^o Quando perspecta evaserit patrati criminis veritas, reo ad defensionem, prout jura exposcunt, admissio, deveniendum erit ad illi interdendum in perpetuum ne confessiones excipiat, subtrahendo omnes et quascumque facultates ad id muneris eidem, etiam per quodcumque privilegium vel ab ipsa S. Sede impertitas. Hujusmodi sententiam episcopus in se, et non alius ab eo delegatus, proferat: et pro modo culpæ, atque omnibus attentis circumstantiis cæteras quoque pœnas reo irroget quæ in supradictis pontificiis constitutionibus decernuntur. Præterea si reus in iudicio crimen confessus fuerit, congruam debet emitte abjurationem, ut se ita purget ab ea, quam incurrit, hæresis suspicione: et hac quoque pœna in ipsa sententia mulcetur. Notandum est pœnas

hujusmodi omnes, et ipsam inhabilitatem ad sacrosanctum missæ sacrificium celebrandum in decreto Benedicti XIV, die 5 Aug. 1745 prescriptam, esse tantum *ferendæ sententiæ*. Abstinendum erit ab infligenda degradatione et traditione brachio sæculari. Id nimirum a Gregorio XV statutum fuit: ceterum ad terrorem potius impositum haberi debet quam ut exsecutioni mandetur.

13^o Qui nullis omnino super hoc crimine præventi denunciationibus, conscientia vieti, Ordinario loci ejusque delegato se sistunt, patrata a se sollicitationis flagitia sponte confitentur, et veniam petunt, dimitti debent cum congrua abjuratone et pœnitentiis dumtaxat salutaribus, adjuncto consilio vel præcepto ut ab excipiendis personarum sollicitatarum sacris confessionibus se abtineant; nec ceteris pœnis antea dictis, accedentibus licet postmodum denunciationibus, afficiantur. Qui vero judiciaria forma jam præventi, sed nondum citati, sponte se sistunt; et ii pariter, quos veritatem non integram sed diminutam in spontanea apparitione confessos esse Ordinarium loci ex acceptis postea denunciationibus deprehenderit, beneficio impunitatis non gaudent, verumtamen pro ipsius Ordinarii prudentia mitius puniantur.

14^o Quod in hisce causis vel ex commissione apostolica vel ex jure episcoporum proprio tractandis majorem in modum curari et observari debet illud est, ut eadem causæ, utpote ad fidem attinentes, secretissime peragantur, et postquam fuerint definite et executioni jam traditæ, perpetuo silentio omnino premantur. Omnes curiæ ecclesiasticæ administri, et quicumque alii ad has pertractandas, vel patroni ad defendendas causas assumantur, jusjurandum de secreto servando debent emittere, et ipsi episcopi alique locorum Ordinarii ad servandum secretum obstringuntur, prout in jure cautum est, cap. *Statuta*, De Hæreticis, in 6^o, et in Clementina *Multorum*, De Hæreticis. Qui vero denunciationis oneri satisfaciunt, quippe in hisce causis examini subjiciuntur, juramentum ab

initio de veritate dicenda, et, actu expleto, de secreto servando, tactis sacrosanctis Dei Evangeliiis, etiamsi sint sacerdotes, præstare tenentur. Hæc si caute sancteque teneantur, nullum invidiæ infamiæque, vel aliud quodvis periculum timeri potest, quod vel testes a dicenda veritate, vel competentes judices ab investigando et condignis pœnis animadvertendo sollicitationis crimine contineat.

15^o Indultum fuit a Pio VI ut cum difficillimum sit in illis tam dissitis ac disparatis regionibus ea omnia adamussim servare quæ in hisce causis servanda sunt, et cum, si aliqua ex his omittantur, justitia non patiatur, ut pœnæ infligantur adversus reos, de quorum crimine judiciaria ratione adhuc sufficienter non constat, tunc consultius fortasse esset si extra judicii ordinem procedatur ad occurrendum tanto malo mediis et modis magis facilibus et expeditis, quos in casibus particularibus Vicarii Apostolici prudentia cum animarum zelo conjuncta suggeret. Jamvero quisque videt hanc indulgentiam pro locis adeo dissitis ac disparatis factam neque omnibus esse communem, neque absque Apostolica Sedis auctoritate jure posse ubivis induci.

16^o Ceterum si locorum Ordinarii in conficiendis processibus, vel etiam, confecto processu, in proferenda sententia contra sollicitantes ad turpia in confessione gravioribus involvantur difficultatibus, rem, transmissis actis, deferre poterunt ad hanc supremam Congregationem, quæ peculiare instructiones singulis casibus accommodatas, ut sæpe fit, tradet, ac definitivam sententiam, si expediens fuerit, ipsa proferet. Cf. Collectanea S. Cong. de Prop. Fide, pag. 331, num. 948.

1056. **Relate ad articulum 9 præcedentis Instructionis. S. Congregatio S. Officii edidit Instructionem 20 Julii 1890.**

Non raro ad S. Congregationem S. Officii transmittuntur ab Ordinariis vel a S. Pœnitentiaria denunciations contra confessarios sollicitantes pœnitentes ad turpia, et sæpe acci-

dit ut in denunciationibus ipsis inducantur aliæ pœnitentes, vel uti certo ad turpia sollicitatæ, vel tantum ex indicibus inductæ, quæ tamen obligationi de denunciatione emittenda juxta sacros canones satis non fecerunt. Ne autem crimen tam infandum absque debitis animadversionibus maneat, Sacra Congregatio indicit locorum Ordinariis ut dictos pœnitentes opportuno examini subjiciant, ut inde legales probationes in processualibus tabulis resultent.

De actibus sic collatis Ordinarii debent transmittere ad Sacram Congregationem S. Officii exemplar authenticum et cum suo originali collatum.

Sic conficitur norma examinis conficiendi:

Vigore epistolæ Sacræ Supremæ Congregationis datæ sub die... (vel vigore decreti Illustrissimi ac Reverendissimi Domini Archiepiscopi Ordinarii) vocata personaliter comparuit coram Illustrissimo ac Reverendissimo Domino N. N. sistente in Cancellaria (vel in sacrario, aut in collocatorio monialium seu piæ domus) in incique, etc. N. N., nubilis (vel uxorata) degens in hac civitate N. N., in parochia N. N., filia (vel uxor) N. N., ætatis suæ... conditionis civilis, (aut agricolæ, aut famulatui addictæ) quæ, delato juramento veritatis dicendæ, quod præstitit tactis SS. Dei Evangelii, fuit

1^o *Interrogata*: An sciat vel imaginetur causam suæ vocationis et præsentis examinis?

Responsio.....

2^o *Interrogata*: A quot anni usa sit accedere ad sacramentum pœnitentiæ?

Responsio.....

3^o *Interrogata*: An semper apud unum eundemque confessarium sacramentum pœnitentiæ receperit, vel apud plures sacerdotes; insuper an in una eademque, vel in pluribus ecclesiis?

Responsio.....

4^o *Interrogata* : An a singulis quibus confessa est sacerdotibus exceperit sanctas admonitiones, et opportuna præcepta, quæ ipsam examinatum ædificarent, et a malo arcerent, et quatenus etc.

Responsio.....

Notandum : Si responsio fuit affirmativa, id est, si dicat se bene semper fuisse directam, tunc interrogetur sequenti modo :

5^o *Interrogata* : An sciat vel meminerit aliquando dixisse vel audivisse quod quidam confessarius non ita sancte et honeste sese gesserit erga pœnitentes; quin murmuraciones, seu verba contemptibilia contra ipsum confessarium prolata fuerint: e. g. quod ipsa examinata ab uno vel a pluribus pœnitentibus, atque ab uno abhinc anno, vel a quatuor, aut tribus mensibus similia audierit?

Notandum : Si post hanc interrogationem et animadversionem examinata negare pergat, claudatur actus consueta forma, quæ ad calcem præsentis instructionis prostat.

At si quidquam circa aliquem confessarium, juxta ea de quibus interrogatur, aperuerit, ulterius interrogabitur prout sequitur :

6^o *Interrogata* : Ut exponat nomen, cognomen, officium, ætatem confessarii, et locum seu sedem confessionis; an sit præbyter secularis vel regularis, et quatenus etc.

Responsio.....

7^o *Interrogata* : Ut exponat seriatim, sincere et clare ea omnia quæ in confessione sacramentali vel antea, vel postea, vel occasione confessionis audierit a confessario prædicto minus honesta: vel an ab eodem aliquid cum ipsa inhoneste actum fuerit nutibus, tactibus seu opere, et quatenus etc.

Notandum : Hoc loco iudex soleter curabit ut referantur eisdem verbis quibus confessarius usus fuerit, sermones turpes, seductiones, invitamenta conveniendi in aliquem locum ad malum finem, aliaque omnia quæ crimen sollicita-

tionis constituunt, adhibita vernacula lingua in qua respon-
siones sedulo et juxta veritatem exarabuntur; animum addat
examinatæ, si animadvertat eam nimio timore aut verecundia
a veritate patefacienda præpediri, eidem suadens omnia invio-
labili secreto premenda esse. Denique exquiret tempus a quo
solicitationes ineperint, quamdiu perduraverint, quoties
repetitæ, quibus verbis et actibus malum finem redolentibus
expressæ fuerint. Cavebit diligenter ab exquirendo consensu
ipsius examinatæ in sollicitationem, et a quæcumque interro-
gatione quæ desiderium prodat cognoscendi ejusdem peccata.

8^o *Interrogata*: An sciat aut dici audierit prælictum con-
fessarium alias pœnitentes sollicitasse ad turpia; et quatenus
eas nominet, jubebit indicari nomen, cognomen et saltem
indicia clariora quibus aliæ personæ sollicitatæ detegi possint.

Notandum: Si forte inducantur aliæ personæ sollicitatæ,
erit ipsius judicis eas prudenter advocare et singillatim exami-
nare juxta formam superius expositam.

Responsio

9^o *Interrogata*: De fama prædicti confessarii tam apud se
quam apud alios?

Responsio

10^o *Interrogata*: An prædicta deposuerit ex justitiæ et
veritatis amore, vel potius ex aliquo inimicitæ vel odii
affectu?

Responsio

Quibus habitis et acceptatis, dimissa fuit jurata de silentio
servando iterum tactis SS. Dei Evangelii, eique perlecto suo
examine in confirmationem præmissorum se subscripsit; si
fuerit illitterata dicatur: eum scribere nesciret, fecit signum
cruceis.

(Subscriptio personæ examinatæ)

Acta sunt hæc per me N. N., Cancellarium, vel Notarium
ad hunc actum assumptum.

Adversus. 1057. **Tandem die 6 Augusti 1807, S. Cong. S. Officij edidit novam instructionem relate ad probationem sollicitationis impositam ab articulo 10 Instructionis 1807.**—Hæc instructio ad sequentia capita reducitur.

1^o Habita denunciatione, non illico proceditur ad citationem et interrogationem denunciati, sed judici perspectum exploratumque esse debet quod mulieres et viri denunciantes sint boni nominis, neque ad accusandum vel inimicitia vel alio humano affectu adducti fuerint. Ratio est, quia nemo debet reus constitui, nisi in processu informativo constet saltem semiplene quod ipse delictum, de quo inquiritur, commiserit, vel adsint indicia æquipollentia: aliter iudex mortaliter peccabit et reus non tenebitur respondere, quia iudex non interrogat juris ordine servato. Et ratio potissima est, quia ageret contra jus canonicum et civile, in quibus cavetur non posse reum constitui, nisi præcedentibus indiciis vel probationibus; cap. *Cum oporteat*; cap. *Inquisitionis*; cap. *Qualiter*, De Accusationibus. Cf. Pellegrini, Praxis Vicarii Generalis, pars IV, sect. 9, num. 12.

2^o Hic processus ad informationem curiæ requiritur sub pœna nullitatis, et, eo omisso, iudex ad ulteriora procedere nequit. Auctores in hanc sententiam conveniunt, scilicet denunciationem unius testis singularis, quantumvis honesti et fide digni, non sufficere ut procedi possit contra denunciatum, etiamsi adessent indicia, adminicula vel præsumptiones. Revera depositio unius testis non sufficit, juxta regulam: *Vox unius, vox nullius*. Cap. *Veniens*, 10; *Licet universis*, 23, De Testibus. Tunc res integra deferenda est ad S. Officii tribunal, cujus erit normam procedendi constitnere.

In materia sollicitationis admittuntur testes singulares, id est, diversæ personæ quarum una deponit circa unum casum sollicitationis, alia circa alium casum. Ut pœna infligi possit, oportet ut cum testibus singularibus concurrant indicia, adminicula et præsumptiones. Pignatelli, consultatio 104, tom. I.

Pro adminiculis habenda est denunciatio jam antea facta ejusdem confessarii, ejus vita modestiæ et honestati clericali parum consentanea, consuetudo cum personis suspectis, etc. Tres denunciationses diversæ a tribus diversis personis, licet singularibus, contra eundem confessarium factæ, magnam generant præsumptionem illius confessarii culpabilitatis, et sufficiunt ut contra ipsum procedatur prout de jure. Attamen due vel plures denunciationses, sed ab eadem persona contra eundem factæ, parvi pendendæ sunt et negligendæ; nam mulier honesta semel sollicitata iterum non redit ad sollicitatorem, ne simile quid contingat. Tali denunciationi licet repetitiæ fides neganda est. Stiémier, Des Peines Ecclésiastiques, pag. 124.

3^o Oportet ut indicia probentur modo judiciali, nam, ut ait Barbosa, in capite *Qualiter et Quando*, 24, De Accusationibus, lib. V: "non creditur judici asserenti in inquisitione famam præcessisse, nisi aliunde de appareat per testes particulariter receptos;" sic non creditur judici asserenti se indicia criminis recepisse ante inchoationem processus judicialii, nisi de iis constet per testes a lamussim auditos. Pierantonelli, Praxis, tit. III, num. 14. Depositiones testinum circa indicia criminis inter acta processus recensentur, et corroborant testimonia testinum de sollicitatione, quæ per se sola non sufficiunt ut reus citetur et damnetur.

4^o Regulariter non proceditur in denunciatum nisi post tertiam denunciationem; hoc insinuat instructio 1867, art. 11. Quia aliquando magnum intercedit temporis spatium inter singulas denunciationses, ne informationes colligi nequeant si nimis differantur, Ordinarius toties quoties aliquam denunciationem acceperit de nefando sollicitationis crimine, illico ad diligencias peragendas procedet. Ad quem finem vel per se, vel per sacerdotem a se *specialiter* delegatum, advocabit duos testes, quantum fieri poterit, ex cœtu ecclesiastico,

itemque vero omni exceptione majores, qui bene noverint tum denunciatum, tum omnes et singulos denunciantes, eosque sub sanctitate juramenti de veritate dicenda et de secreto S. Officii servando judicialiter interrogabit. Utriusque testimonii et simul respectivæ denunciationis authenticum exemplum directe tutaque via ad supremam Congregationem S. Officii transmittet. Quod si inveniri nequeant duo tantum testes qui noverint una simul denunciatum et omnes et singulos denunciantes, plures vocari debent. Tot nempe hoc in casu testes vocandi erunt quot oportebit, ut duplex quoad denunciatum et unumquemque denunciantem habeatur testimonium.

5^o Testes qui circa personam denunciantem et denunciatum testimonium perhibent, interrogari debent juxta formulam quam tradit Instructio :

Vocatus personaliter comparuit coram me, infrascripto episcopo..., (notetur nomen diœcesis. Delegatus autem dicat: coram me infrascripto a. r. p. d. episcopo... ad hunc actum tantum specialiter delegato) sistente in..., (notetur locus ubi negotium geritur) N. N. (nomen, cognomen et qualitates testis conventi) qui, delato ei juramento veritatis dicenda, quod præstitit tactis SS. Dei Evangeliiis, fuit per me

1^o *Interrogatus* : Utrum noverit sacerdotem N. N. (nomen, cognomen et qualitates denunciati) ?

Respondit :... (scribatur lingua qua utitur testis ejus responsio).

2^o *Interrogatus* : Quenam sit hujus sacerdotis vitæ ratio, quanam mores, quanam penes populum æstinatio ?

Respondit :.....

3^o *Interrogatus* : Utrum noverit viros vel, ut plurimum, mulieres N. N. ? (nomen, cognomen et qualitates uniuscujusque denunciantis).

Respondit :

4^o *Interrogatus* : Quænam sit uniuscujusque eorum vita ratio, quinam mores, quinam penes populum æstimatio ?

Respondit :

5^o *Interrogatus* : Utrum eos censeat fide dignos, vel e contra mentiendi, calumniandi in judicio, et etiam pejerandi capaces eos existimet ?

Respondit :

6^o *Interrogatus* : Utrum sciat num forte inter eos et præfatum sacerdotem ulla unquam extiterit odii vel inimicitiarum causa ?

Respondit :

Tunc, delato ei juramento de secreto S. Officii servando, quod præstitit ut supra, dimissus fuit, et antequam discederet, in confirmationem præmissorum se subscripsit.

Subscriptio autographa testis vel ejus signum † crucis.
Acta sunt hæc per me N. N. (nomen, cognomen et qualitates episcopi) I ejus delegati qui testimonium recepit).

6^o Examine peracto, exemplum utriusque testimonii et simul denunciationis quamprimum ad Sacram Congregationem S. Officii transmittitur, ut, in casu appellationis, Sanctæ Sedi innotescat causa. Nouvelle Revue Théologique, vol 30, pag. 180.

1058. **Omnes qui falso accusant innocentem sacerdotem** de sollicitatione apud judicem, ab hoc calumnie reato absolvi non possunt nisi a Sancta Sede, cui tanti sceleris absolutionem reservavit Benedictus XIV, in 3^{ia} constitutione *Sacramentum Pœnitentiæ*. Ut docet Lehmkuhl, Theol. Moral. num. 408, vol. II, hæc reservatio, cum sit mere pœnalis, non incurritur ab ignorante, quia, ut ait laudatus Pontifex, plectitur " ut tam destabile facinus metu magnitudinis pœnæ coereatur."

Auctor nihil dicit de ultima scilicet res

De iudiciis summaris.

1^o de iudiciis. ...

2^o de iudiciis. ...

Secundum mensuram (1904/05)

TERTIA PARS

DE CAUSIS CIVILIBUS ECCLESIASTICIS

Civilis dicitur quilibet processus qui non est eriminalis ; ac proinde quoties non agitur ad publicam alienjus delieti vindictam, sed ad obtinendum aliquid aliud, processus civilis est.

Hinc sicut in foro saeculari, ita et in foro ecclesiastico habentur non tantum criminales sed et eiviles processus. Si nempe causa civilis versetur circa materiam *spiritualem* vel ecclesiasticam, (v. g. si lis moveatur de valore alicujus matrimonii, vel de jurisdictione alicujus prelati, vel de privilegio alicujus monasterii, etc) subjacet iudicii ecclesiastico, et processus in curia ecclesiastica est ventilandus ; secus apud potestatis temporalis enrias causa judicanda est.

In volumine I, tit. III, num. 162, diximus quanam sint causae spirituales, mixtae et temporales ; ad rem conferri potest Bouix, De Judiciis, vol. I, seet. III, pag. 67.

Quae sumus dicturi de causis civilibus ecclesiasticis distribuemus in tres partes, scilicet insinuabimus summam communem telam processus civilis, et postea indicabimus normam procedendi in causis de nullitate professionis religiosae et in causis matrimonialibus.

Monita

- 1^o Ad iudicium eccles. civile nostrae aetatis, et antiquum. Causae spirituales diceruntur. Libet tamen...
- 2^o Causae spirituales pertinent ad iudicium eccles. v. s. de divortio, de sponsalibus, etc.
- 3^o Quaestiones circa bona eccles. ad forum eccles. pertinent. Nam licet aliquando ecc. utitur hoc in...

inoad actus iudiciale in iudicio civilibus.

- 1^o actus iudiciale dicitur ad hanc rationem...
- 2^o defectu ab actibus iudicialibus ab hanc...

TITULUS XIV

DE MODO PROCEDENDI IN CAUSIS CIVILIBUS

1059. **Processus civilis ecclesiasticus sumit principium a libello seu a comparitione actoris.** Actor, sive per se, sive per procuratorem, comparet coram iudice, eique presentat libellum in quo petit aliquid ab aliquo, vel iustat aliquid aliud sibi fieri.

Libellus debet esse clarus, ad hoc ut reus conventus deliberare valeat an confiteri vel litigare juvet; alioquin iudex illum admittere non debet, sed potius rejicere. Ratio est, quia juxta libellum per actorem ipsum faciendae sunt probationes et formulandi articuli super quibus examinantur testes; praeterea iudex sententiam dare debet conformem libello; Pellegrini, Praxis Vicarii, apud Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 399.

1060. **Post libelli porrectionem, fit citatio per iudicem super eodem,** ad hoc ut reus conventus habeat notitiam illius petitionis ab actore factae. Ista citatio intimanda est reo personaliter, si commode haberi potuerit; alias fit in domo solitae habitationis, dimissa copia. Quocumque modo fiat citatio, oportet ut de ejus executione habeatur documentum. Non prohibetur, quemadmodum in causis criminalibus, quominus, in curiis ubi desunt cursores et apparitores, citationes fiant per qualificatas personas, vel litteras assecuratas, modo de earum executione constet documento.

1061. **Habita citatione, si reus, nec per se, nec per alium, die statuto comparuerit, fit contumax.** Si e contra reus conventus comparuerit in curia, habere debet copiam libelli ut deliberare possit an cedere vel contendere voluerit; iudex assignat reo dilationem viginti dierum ut

circumstantias
sed suspendet

quia? non potest... in
in... circumstantias...

deliberet an debeat litem contestari. Smith, Ecclesiastical Law, vol. II, num. 1334.

1062. Ante litem contestationem, reus potest opponere exceptiones dilatorias vel peremptorias. Inter priores primum locum, obtinent quae personam judicis respiciunt, et fori declinatoriae dicuntur; istae exceptiones declinatoriae et incompetentiae judicis opponendae sunt ante omnes alias, ne reus videatur consentire in judicem. Praeter exceptiones fori declinatorias, aliae dilatoriae opponuntur quae actorem vel actionis qualitatem respiciunt, v. g. quod actor sit inhabilis, vel in tempore non debito petat. Vis exceptionis dilatoriae est ut retardetur actoris intentio.

Similiter reus poterit opponere exceptiones peremptorias, quae quidem non protrahunt iudicium, sed illud omnino cessare faciunt: talis est exceptio litis finitae, rei iudicatae, transactionis, nullitatis processus, pacti de non petendo, et aliae quae impediuntum praestant ne ad ulteriora procedi possit in causa.

Exceptiones rei communicantur auctori ut eis respondere valeat, et similiter responsiones auctoris revelantur reo, et ita porro usquedum partes, definitis causis incidentibus, valeant procedere in causa principali.

1063. Faeta litem contestatione, iustruitur processus.

1° Utrique parti, scilicet auctori ad faciendas suas probationes, et reo convento ad faciendas suas defensiones, successive datur terminus sufficiens ad probandum.

2° Dato termino praedicto, fieri solent aliquando positiones, super quibus respondendum est per partem adversam, ut alia pars relevetur ab onere probandi.

3° Postea producentur articuli et interrogatoria super quibus testes sunt interrogandi.

4° Post articulorum et interrogatoriorum productionem, fit citatio testium ut circa veritatem articulorum examinentur

nam tam incepto iudicio scilicet contestatione litem, iudex non tenetur audire has exceptiones.

Modus Chronologicus.

914-

cf. 984-

cf. 983

2. f. 74c

v. s. si iudex est oneratus iuris

g. 112

v. s. 11

cf. 701

cf. 785

9.0
et deponant; vocatur pars adversa ut videat testes juramen-
tum de veritate dicenda præstare. - 916 -

5º Completis probationibus, absolutisque testium examini-
bus, fit publicatio in causa, per quam manifestantur utrique
parti omnia dicta testium. 925

6º Peractis omnibus probationibus, fit conclusio in causa,
id est, non amplius admittuntur probationes a partibus. 997

7º Postea monentur ac citantur ambæ partes ad dicendum
et allegandum coram iudice, ore tenus et in scriptis, in iure et
in facto, cum advocatis et procuratoribus, ad effectum discuti-
endi probationes factas, ut possit tandem iudex ad senten-
tiam devenire; *sc. sunt le. hainoy*

8º Deinde notarius causæ iudici porrigit omnia acta causæ,
ut ex illorum studio et cognitione sententiam rectam proferre
valeat.

9º Postquam iudex omnia acta causæ sedulo perpenderit,
citatur partes ad sententiam audiendam.

10º Iudex debet sententiam definitivam secundum sacros
canones proferre. Sententia continere debet condemnationem
vel absolutionem rei conventi: alias non valet. *sc. nulla et certa debet esse sententia*

11º Post sententiam, sequitur ejus executio, si valida fuerit,
vel si ab ea per reum condemnatum infra decem dies appel-
latum non fuerit; in quibusdam causis, appellatione non
retardatur executio sententiæ. - 10,6 + 1025 -

12º Sententia impugnatur sive appellatione, sive aliis
mediis extraordinariis quibus locuti sumus, tit. X, cap. I
et II. Cf. Pellegrini, Praxis Vicarii Generalis, apud Bouix,
vol. II, p. 400.

Pro causis civilibus et iudicibus
21 et contrariis ad hanc / iudicia
in Senere -

*inter iudicia eccl.
et laicorum
Et hoc inter
et alios deest hinc
Et hoc. Cf. canoq.
hinc est iudicia
hinc est iudicia*

(TITULUS XV)

DE NORMA PROCEDENDI IN CAUSIS NULLITATIS PROFESSIONIS RELIGIOSÆ

Religiosi in iraxi

“Quicumque regularis prætetat se per vim et metum ingressum esse religionem, aut etiam dicat ante ætatem debitam professum fuisse, aut quid simile, velitque habitum dimittere quæcumque de causa, aut etiam cum habitu discedere sine licentia superiorum, non audiatur, nisi intra quinquennium tantum a die professionis; et tunc non aliter, nisi causas quas prætetenderit, deduxerit coram superiore suo et Ordinario. ^{Exhibent esse hoc in cam sup. p. 1064} Quod si antea habitum sponte dimiserit, nullatenus ad allegandum quæcumque causam admittatur, sed ad ^{proponendum habitum seculari iudicium} redire cogatur et tanquam apostata puniatur; interim vero nullo privilegio suæ religionis juvetur.” Cone. Trid., sess. XXV, cap. 19, De Regularibus.

1064. **Ex hoc decreto patet** : 1^o esse professio jus reclamandi contra votorum professionem ; 2^o illud dari quoties constat professionem fuisse emissam sub actione vis et metus, aut in ætate indebita, aut verificatur *quid simile*. Quæ ultima verba satis exprimunt jus reclamandi competere in genere pro quacumque causa quæ nullam fecerit professionem, c. g. quia novitiatus fuerit interruptus, vel novitius non gestaverit habitum religiosum, etc ; 3^o querelam esse proponendam intra quinquennium computandum a die emissionis professionis eorum legitimo superiore regulari et simul eorum loci Ordinario. Quod si professus tacuerit per quinquennium, eo expleto non amplius auditur, quia præsumitur ratam habuisse professionem suam ; 4^o si quis intra quinquennium propria auctoritate habitum dimiserit, ad monasterium redire cogendus est. Non admittitur ad proponendam

Quod habitus non fit.

querelam, sed ut apostata puniendus est et interim privandus omni privilegio suæ religionis. Santi, De Regularibus, lib. III, tit. XXXI, num. 33.

1065. **Hæc Tridentina dispositio ampliationem et formam magis determinatam accepit** a constitutione Benedicti XIV, *Si datum ab hominibus*, 4 Martii 1748.

Hæc constitutio plura decernit :

1^o Decretum Tridentinum comprehendit quoque feminas, licet videatur de viris religiosis tantum loqui.

2^o Etiam non reclamante religioso professo, ipse superior, detecto impedimento, intra quinquennium potest cum Ordinario loci procedere in cognitione causæ nullitatis professionis.

3^o Actio instructa intra quinquennium, licet inde deserta, potest iterum a religioso moveri et judicari ab Ordinario et superiore regulari.

4^o Superior, ad effectum questionis, ille est qui, tempore motæ litis, regimen habet monasterii vel cenobii in quo reclamans professionem emisit.

5^o Quoad moniales, si sermo sit de monasterio loci Ordinario immediate subiecto, solus Ordinarius intra quinquennium causam reclamantis iudicat; si vero sermo sit de monialibus exemptis, superior regularis non est confessarius regularis, sed ille cui concreditum est universum regimen monasterii. /

6^o Superior regularis non potest totum negotium episcopo finiendum committere, sed potest alium virum ecclesiasticum juris canonici peritum delegare, qui cum episcopo procedat.

7^o Sanctæ Sedi reservatur cognitio causæ nullitatis, obmissam probationem extra domum novitatus.

8^o Potest ad querelam admitti intra quinquennium religiosus qui habitum dimisit, si deinde illum reassumpserit et in religione commoretur.

*Inia duplex
iudex debet
esse hanc re,
vi Trident.*

9^o Confiendus est processus vere et proprie dictus judicialis; ^{in fine sub pœna nullitatis debet esse} et sub pœna nullitatis actorum est deputandus *defensor professionis religiosæ ex officio*, qui interrogatoria dare debeat et adistere confectioni tabularum processus, nec non coram iudicibus voce et scripto valorem professionis tueatur. Citandi insuper sunt et audiendi defensores monasterii, et alii omnes quorum interest professionem religiosam sustineri.

10^o Si *Ordinarius* ^{sc. episc. vel abbas} et superior regularis in iudicio dissentiant, causa definienda devolvitur ad Apostolicam Sedem.

11^o Lata sententia in prima instantia ab Ordinario et superiore regulari, religiosus poterit appellare, si pro validitate professionis jus dictum fuerit; debet vero appellare *defensor ex officio*, si pro nullitate professionis steterint iudices; et interim suspenditur executio sententiæ prolatæ.

12^o In secunda instantia, ad illum ordinarie devolvitur causæ cognitio ad quem de jure aliæ omnes ecclesiasticæ causæ in gradu appellationis transeunt.

Simul vero cum hoc secundo Ordinario causam iudicabit superior regularis monasterii ejusdem ordinis, si monasterium sit in civitate, vel in diœcesi Ordinarii appellationis. Si nec in diœcesi adsit monasterium, assumitur superior vicinioris monasterii ejusdem ordinis.

In hac etiam sede iudicii, et in aliis, si ulterius appelletur, adsint semper defensores professionis, sub pœna nullitatis actorum.

Hæc omnia observanda etiam sunt in curia Cardinalis Vicarii Urbis.

13^o Nisi binæ sententiæ conformes habeantur, non poterit professio uti nulla haberi, nec professus ad alia vota transire potest. Santi, loco citato.

1066. **Beneficium restitutionis in integrum quandoque conceditur, quindecim menses elapso,**

ita ut, hoc beneficio obtento, possit cognosci et decerni causa nullitatis professionis.

1^o Jamvero in citata constitutione *Si datum hominibus*, iudicium pro concedenda vel neganda restitutione in integrum reservatur Sedi Apostolicæ.

Quo in negotio, ut rite procedatur, juxta eamdem constitutionem :

a) Committi debet Ordinario loci et superiori regulari mandatum ut super causis restitutionis in integrum coniciant processum, eodem modo quo facere deberent pro causa nullitatis professionis infra quinquennium decernenda.

b) Deinde questio apud S. Sedem discutitur, perinde ac si ageretur de causa nullitatis; nec pro obtinenda restitutione unice favorabilis sententia sufficit, sed duplex conformis requiritur.

c) Hæc obtenta restitutione, Ordinarius loci et superior regularis procedere possunt ut supra in recognitione causæ pro invaliditate professionis, quemadmodum si ante quinquennium facta fuisset reclamatio.

2^o Hodie vero, ut consulatur brevitati temporis, solet apud S. Sedem utraque questio simul pertractari in S. Cong. Episcoporum et Regularium, proposito distincto dubio.

3^o Causæ pro obtinenda restitutione in integrum ad duas præcipue reducuntur, nempe: a) ad ignorantiam impedi- menti et nullitatis professionis; b) ad impotentiam insti- tuendæ querelæ contra professionem in decursu quinquennii. Santi, loco citato.

*In praxi, saltem in causis citatis,
melius est recurrere ad procedere
et caritate, non ex titia, sicut hic.*

Fuente primaria
et autentica

Fuente secundaria
Duo ad...
emissio Sacerdotis, 12, 11, 1, 5

Legis, 11, 1, 7

TITULUS XVI

DE NORMA PROCEDENDI IN CAUSIS MATRIMONIALIBUS

Plura impedimenta, Cum matrimonium habeat Deum auctorem, fueritque a principio quaedam Incarnationis Verbi Dei adumbratio, ideo inest in eo sacrum et religiosum quiddam, non adventitium sed ingentum, non ab hominibus acceptum, sed natura insitum." Encycl. Arcatum, Leonis XIII, diei 10 Feb. 1880.

Hinc cause matrimoniales natura sua spectant ad forum ecclesiasticum, dicente Tridentino, sess. XXIV, cap. 12: "Si quis dixerit causas matrimoniales non spectare ad iudicem ecclesiasticum, anathema sit." Revera ad iudicem ecclesiasticum spectat, jure originario et exclusivo, causa spiritualis; atqui talis est causa matrimonii quod est sacramentum, ant qua versatur circa obligationem a sacramento derivantem. Dixi jure exclusivo: unde repelluntur laici qui, si cause matrimoniali cognoscenda aut definienda sese immiscerent, graviter peccant, et nullus est processus, nulla sententia, si proferatur.

1067. Per causas matrimoniales veniunt ille quibus controversia et questio est de matrimonii et sponsalium natura; de conjugum et sponsorum juribus et obligationibus ortis ex contractu sponsalium vel matrimoniali; de sponsalium et matrimonii valore et de legitimitate proles ex isto ortae; de ipsorum impedimentis; de dispensationibus in hujusmodi impedimentis; de ipsius matrimonii vel sponsalium ob ista impedimenta dissolutione aut reintegratione. Ad forum saeculare et iudices saeculares pertinent cause quibus de dote, de hereditaria successione, alluentis et similibus agitur... Excipitur, nisi hujusmodi questio incidat in

validitatem sponsalium et matrimonii...
2- Causae quae spectant ad...
4- ad legitimitatem proles...

gatio Concilii has causas matrimoniales expendit sive in gradu appellationis, sive etiam in primo gradu, cum agitur de dispensatione pro matrimonio rato et non consummato.

1070. Inter episcopos queritur quis sit competens.

1^o Si agatur de matrimonio impediendo, episcopus competens est episcopus diœcesis in qua matrimonium contrahendum est. Hinc impedimentum ortum ex sponsalibus præcedentibus opponi debet coram episcopo diœcesis in qua nuptiæ cum tertia persona sunt contrahende, et hic episcopus videbit de existentia et valore contractus sponsaliti.

2^o In genere autem episcopus competens est episcopus domicilii. ^{et alibi in loco} Conjuges in causis matrimonialibus subsunt episcopo in cujus diœcesi maritus domicilium habet. ^{et alibi in loco} Exceptioni locus est si conjugale vitæ consortium aut per separationem a thoro et mensa, aut per desertionem malitiosam a viro patratam, sublatum sit. Priori casu, quælibet pars jus accusandi contra alteram ipsi competens coram episcopo diœcesis, ubi ^{et alibi in loco} hæc domicilium habet, exercere debet. Posteriori casu, uxor apud episcopum, intra cujus diœcesim domicilium ejus situm est, actionem instituere potest. ^{et alibi in loco} Postquam citatio judicialis intimata est, mutatio quoad conjugum domicilium facta mutationem respectu judicis competentis minime operatur." Inst. S. Cong. de Prop. Fide, 1883. *Just. Inst. de h. m. i. a. r. e.*

1071. Queritur an competens sit episcopus loci ubi celebratum est matrimonium.

1^o Si reus, momento introductæ actionis, inibi domicilium aut quasi domicilium habeat, aut si vagus sit, talis episcopus est competens, si non ratione contractus, saltem ratione domicilii aut quasi domicilii, vel ratione conditionis vagi.

2^o Si reus contrahens matrimonium in diœcesi erat advena, diu in loco non moraturus, aut si momento introductæ actionis non est in diœcesi, videtur episcopum esse incompetentem; ratio est, quia, ex Glossa, in capite 1, De Foro Com-

petenti, in 6^o: "ratione solius contractus quis non sortitur forum, sed ultra requiritur quod ipse habeat domicilium in loco contractus, vel faciat residentiam operando mercantias; unde quamdiu ipse habet domicilium, potest conveniri in illo, vel quamdiu facit residentiam; sed mutato domicilio, non potest amplius conveniri, quia remanet tantummodo solus contractus." Gasparri, loco citato, num. 1170.

1072. Episcopus ad quem defertur causa matrimonialis debet constituere tribunal.

*Presidens et socii
personae:
iudex, causas
iuris, scripturae
et cetera.*

1^o Iudex erit episcopus ipse, vel vicarius generalis, vel alius clericus probus et peritus; ejus erit tribunal convocare, partes et testes citare ut in iudicium compareant, terminos dilationis concedere, quoties rationabiliter ab iis qui jus habent petuntur, edere decreta et ordinationes pro regulari et recta actorum compilatione. Hæc omnia erunt scripto exaranda et in scriptis ipsis recensenda.

2^o Habendus est cancellarius, cujus officium est quicquid ad causam pertinet in acta referre et nominatim interrogationes examinandas faciendas eorumque responsiones scripto consignare. Cancellarius potest etiam ex laicis assumi, sed magis debet ut sit clericus.

3^o Cetera ipse Ordinarius omnino tenetur deputare alium virum ecclesiasticum juris scientia et vite probitate præditum, qui matrimonii defensor existat. Eum vero suspendere vel remove, si justa causa adfuerit, et alium substituere iis qualitatibus ornatum Ordinario semper fas erit. Prædictæ deputationes et delegationes in scriptis ab Ordinario fiant, et earum authentica documenta vel saltem mentio in actis prostent.

Defensor matrimonii, antequam munus sibi commissum suscipiat, coram actorum moderatore juramentum præstabit, tactis sanctis Evangeliiis, de munere suo diligenter et incorrupte adimplendo, spondens se omnia voce et scripto deducendum quæ ad validitatem matrimonii sustinendam conferre

judicaverit. Hic matrimonii defensor a moderatore actorum citandus erit ad quelibet acta ne vitio nullitatis concidant; eidem semper et quaecumque acta processus, etsi nondum publicata, erunt communicandi; semper et quacumque ejus scripta recipienda, atque novi termini, eo flagitante, prorogandi, ut ea scripta perficiat atque exhibeat.

Quod si, ob peculiare circumstantias, matrimonii defensor singulis actis interesse nequiverit, absoluto processu, eadem ipsi tradantur, ut eas exarare queat animadversiones quaetunde matrimonii validitati necessarias judicaverit; si alia acta suggererit, haec conficienda omnino erunt; si ex jam confectis deprehendat alias adesse personas testimonio ferendo idoneas et opportunas nondum esse examinatas, has examini subjiendas proponet. Ex citata Inst. S. C. de Prop. Fide, pro Statibus Federatis.

1073. **Queritur an in omnibus causis defensor vinculi sit necessarius.** 1^o Defensor vinculi fuit inductus ex constitutione Benedicti XIV, *Dei miseratione*; atqui Benedictina constitutio tradit necessarium esse "quotiescumque contigerit matrimoniales causas super validitate vel nullitate coram legitimo iudice disceptari:" proinde defensor vinculi *ex officio* requiritur in omnibus causis nullitatis aut validitatis matrimonii. Hoc confirmatur pluribus responsionibus S. Cong. Concilii, apud Gasparri.

2^o Defensor vinculi non est necessarius: a) si in causa vinculum matrimonii nullatenus discrimini exponatur, sed disputetur solum de sponsalium validitate, aut corporum separatione; b) si agatur de matrimonio inito, penitus praetermissa forma Tridentina certe in loco necessaria; c) si agatur de probanda libertate status, in casu incertae mortis conjugis, pro secundis nuptiis alteri permittendis.

1074. **Tandem partes possunt sibi assumere procuratores et advocatos,** qui sibi adsistant in instructione processus et deinde sua jura defendant. De procuratoribus et

Quoad annuus ad vocato: De elucione in causis matrimonialibus
(saltem scriptis) semper illi ad vocato habent sine 20^o anno
documenta etc. Atque aliqua indubitoria possunt
secreti secundum instructionem obsequi de dossier, etc.
et alia. — Quod illi ad vocato habent sine 20^o anno
et alia. — Quod illi ad vocato habent sine 20^o anno

Quoad Advocatos:

1^o Partes habent sine
eligendi ad vocato
ita ut inde elect
non esset
pro parte - 1843
sed ad vocato elect
debeat approbari
2^o g^o ad vocato habent
promittit non
dirige debent, et
afforare debent
juris, et
quod non habent
locus in iudicio
3^o componunt et
ad vocato habent
silenti, suspensi
non possunt
En fait, non est
in iudicio
habent

advocatis in causis matrimonialibus, jus commune nihil speciale constituit: unde ipsis debent applicari dispositiones late pro procuratoribus et advocatis in causis fori ecclesiastici in genere.

1075. Ut in tribunali ecclesiastico causa matrimonialis tractanda suscipiatur, necesse est ut contra matrimonium regularis et juridica accusatio præcesserit. *L'initiatione dans les causes matrimoniales ordinaires*

Hæc accusatio nunquam erit admittenda, nisi proficiscatur a persona, vel personis quæ jure communi habiles ad accusandum habeantur. Etenim in quibusdam impedimentis, ipsi conjuges tantum uti accusatores admittuntur; in aliis, qui sunt iisdem sanguine propinqui, vel etiam quilibet de populo; a judice *ex officio* etiam inquisitio fieri potest, et quandoque debet, quando præsertim contra alicujus matrimonii validitatem simplex denuntiatio facta fuerit, aut fama fundamentum veritatis præferens de alicujus impedimenti existentia, divulgata est.

Ista accusatio coram legitimo Ordinario fieri debet, et quidem in scripto; si oretenus facta fuerit, judicialis reddenda erit juxta regulas communi jure traditas, scilicet efficiendo ut accusator eam repetat coram tribunali, et a cancellario in actis redigatur. Ex Inst. S. Cong. de Prop. Fide.

1076. Non omnes possunt matrimonium accusare. Accusare matrimonium est causam coram competenti iudice proponere, ut matrimonium contrahendum impediatur, vel contractum dissolvatur, vel nullum declaretur.

1^o In primis jus agendi utrique conjugi private competit in sequentibus casibus:

a) Si matrimonium uullum dicatur ob impotentiam. Potest accusare tum conjux potens, tum conjux impotens, tum uterque simul, non vero alii; revera conjuges possent, si vellent, cohabitare ceu frater et soror; ex cap. 4 et 5, De Frigidis et Maleficiatis.

b) Si dispensatio a R. Pontifice obtineri velit super matrimonio rato et non consummato.

c) Si valor initorum sponsalium impugnetur.

2^o Uni tantum conjugum jus agendi reservatur in casu matrimonii invalidi, a) propter errorem et coactionem injustam; b) ob defectum ætatis; c) ob impedimentum raptus; d) ob impedimentum ligaminis. Cf. Instructionem ad episcopos Austriae, apud Gasparri, num. 1182.

3^o Soli innocenti competit, si agatur de divortio semipleno ob alterius partis delictum, aut de sponsalibus, altera parte renuente eadem implere, aut volente nuptias cum tertia persona inire.

4^o Cuilibet catholico competit, cum ex alio capite, quam e modo numeratis, matrimonium est invalidum. Hinc si impedimentum est consanguinitatis, ^{et. cum san. Greg. et sine illis. apert.} affinitatis, publicæ honestatis, ad accusandum admittuntur primo parentes, tum fratres et sorores alique consanguinei, quibus deficientibus, admittuntur extranei. Quod si impedimentum est aliud, e. g. defectus parochi vel testium, professio religiosa, præter ipsos conjuges et consanguineos, admittuntur ad accusandum matrimonium etiam extranei veraces, non suspectæ fidei, maxime si inter se habeant interesse.

5^o Judici ex officio competit, quando, accusatioue ad conjuges privative non pertinente, notitia impedimenti ei defertur sive notorietate facti, sive denuntiationibus factis.

Notaudum est jus accusandi matrimonium non amitti præscriptione quacumque, quia matrimonium invalidum non firmatur tractatu temporis. Santi, Præl., lib. IV, tit. XVIII, num. 6.

1077. **Quinam pro vel contra matrimonium testificari possunt?**

1^o Omnes qui accusare matrimonium possunt, admittuntur quoque ad deponendum contra vel pro matrimonio, modo tamen nulla juris exceptione a testificando repellantur. Hinc *Si testis omnes sunt israelici, episcopus in prætorio audit.*

admittuntur omnes ad testimonium faciendum contra conjugium, modo notitiam impedimenti habuerint, nec sint suspectæ fidei. Unde etiam propinqui, etiam pater contra matrimonium filii et vicissim, testis esse potest; sic derogatur regulæ communi juxta quam pater in aliis causis filii sive civilibus, sive criminalibus, testis esse nequit. *q. 7. 2.*

2º Ratio hujus derogationis est, quia propinqui præ aliis censentur arcere velle periculum peccati, et quia facilius cognoscitur impedimentum a propinquis quam ab extraneis, præsertim si de impedimentis consanguinitatis, affinitatis et impotentiae agitur. Hinc in quibusdam causis matrimonialibus, maxime si agatur de impotentia aut matrimonii inconsummatione, canoncs requirunt testimonium septimæ manus, id est, attestationem juratam septem testium ex utroque latere, scilicet quatuordecim testium propinquorum, vel saltem si propinqui desunt, vicinorum; ex cap. 5 et 7, De Frigidis et Maleficiatis. Dicitur *manus*, non solum quia jurando ejusmodi testes Evangelium manu tangunt, sed quia est auxilium ad confirmandum illud quod conjuges sub juramento deposuerunt.

3º Judicis arbitrio relinquitur ut ex circumstantiis dignoscatur quandonam parentum testimonium suspectum habendum sit.

4º Ipsorum etiam conjugum testimonium, etiam juramento firmatum, ob periculum collusionis, non faciliè admittitur. Caput *Super*, tit. XIII, lib. III.

CAPUT II

DE MODO PROCEDENDI IN GENERE

Processus matrimonialis instruitur non ad normam aliorum judiciorum præsertim civilium, sed ad eam quæ a jure eccle-

*Aliter non tamen
non est possibile
habere 14 testibus*

*non est possibile
habere 14 testibus*

quodlibet duo tractari tractant : Peries (Univ. Washington)
de modo procedendi in senere : *quod debuit integrare ob*
"Ordo judicialis in primis tractatus...." *ideas speciales circa*
 IT. XVI. DE NORM. PROC. IN CAUS. MATRIMONIALIBUS 335 *Americanismum.*

siastico traditur. Hæc autem norma potissimum habetur 1^o in constitutione Benedicti XIV, *Dei miseratione*, præsertim quoad judicem deputandum, officium defensoris explendum et quoad valorem et effectum sententiarum; 2^o in instructione S. Congregationis Concilii, 22 Aug. 1840, qua traditur ea que tum ecclesiasticus iudex, tum cancellarius, tum sacramentalis vinculi vindex servare debent ut quisque eorum proprio fungatur officio; 3^o in instructione S. Congregationis de Propaganda Fide ad episcopos Unionis Americanæ, quæ omnes juris dispositiones recenset. *Revera illa documenta valent*

(2) 1078. **Constituto tribunali, hæc actorum confitentium ratio tenenda erit.**

1^o Ab omnibus et singulis testimonium dicitur moderator actorum ante omnia juramentum exiget de veritate dicenda, et si ita res postulet, etiam de secreto servando, præmissæ congrua monitione de juramenti sanetitate, præsertim si examinandi rudes sint et ignari. Juramentum præstandum est tactis sanetis Evangeliiis, et in singulis examinibus eodem modo repetendum.

2^o Qui examini subjiciendi sunt, *et secreto* separatim semper audiantur. Porro cancellarius adnotabit diem, mensem et annum cujuslibet examinis, necnon singulorum nomen, cognomen, *et saltem locum habitationis* ætatem, conditionem, statum et patriam, et etiam quod juramentum revera præstiterint. *Et le chancelier doit enregistrer cela dans le dossier.*

3^o Post quodlibet examen, etiamsi eadem persona pluries illi subjicienda sit, cancellarius clara et intelligibili voce coram eadem legat interrogationes et responsiones, facta eidem facultate variandi aut declarandi quidquid ei visum fuerit; deinde ipse examinatus subscribat, et si fuerit illitteratus, faciat hoc signum cru ✕ eis; ac denique moderator actorum et defensor validitatis matrimonii apponent suam subscriptionem, et cancellarius *de actu rogabit. scilicet "at v. s. "let-actout?"*

4^o Si aliquando contingat examinandos apud exteras et forsam longinquas regiones versari, nec tribunali se sistere

etiam pro libito tractatu - Ergo locum habent in iustis tractatu.

et secreto
et saltem locum habitationis
Et le chancelier doit enregistrer cela dans le dossier.

quodlibet duo tractari tractant
de modo procedendi in senere
"Ordo judicialis in primis tractatus...."
quod debuit integrare ob
ideas speciales circa
Americanismum.

posse, a moderatore actorum accurata factorum et circumstantiarum, quarum cognitio et confirmatio requiritur, expositio erit facienda, quæ concinnatis opportunis interrogationibus, de sententia quoque defensoris matrimonii, et indicatis examinandorum nominibus, ad Ordinarium loci in quo commorantur, mittatur, ut ille sive perse, sive per suum vicarium generalem, sive per alium virum probum et expertum e clero eligendum, eos examini subiciat juxta datas interrogationes, requisito prius juramento de veritate dicenda, et ceteris servatis quæ supra præscripta sunt.

Si vero contingat aliquem examini subjiendum e vita migrasse, mortis documentum inter acta recenseatur.

5^o Quoad singulos in iudicium vocatos vel vocandos, actorum moderator inquirere debet probitatem et creditabilitatem, et ad hoc curabit ut ab eorum parochis, sin minus a personis fide dignis, litteræ testimoniales exhibeantur, quæ etiam in actis erunt referendæ.

(1) 1079. **Hoc ordine testes sunt vocandi et audiendi:**

- 1^o *debet episcopus intrinsecus accusator ut compellatur?*
 2^o *Utrum habeat accusator capacitatem juridicam in accusatore?*
 3^o *Utrum illa accusatio est utilis?*
 Hoc fact. 1079:
- 1^o Primo loco, venit ille qui accusationem contra matrimonium movit. Ab isto inquirendum erit ut clare distincteque exponat accusationis titulum: facta omnia fideliter et religiose enarret, eorumque probationes afferat; circumstantias omnes et indicia exponat quæ vel ex propria scientia cognoverit, vel ex aliorum relatione dedicerit; et denique nominet testes quos de re instructos sciverit, vel saltem reputaverit.
- 2^o Secundo loco, veniunt conjuges ipsi, qui semper et seorsum audiri debent, ut unusquisque sua jura tueri, et rationes, deductiones ac facta allata aut rejicere, aut explicare queat. Quælibet pars examini subjecta poterit vel illico post examen, vel etiam deinceps, antequam processus claudatur, proponere, si velit, articulos super quibus alter conjux sit examinandus; et quatenus ab hoc etiam articuli proponantur, erit iterum citandus conjux qui primus fuerat examinatus, ut super arti-

Los Reg.

culis ab altero propositis audiatur. Juxta casum diversitatem, a conjugibus inquirendum erit ut, si qua documenta habeant ad sumum matrimonium, vel ad conjugalem vitæ consuetudinem spectantia, ea exhibeant in acta recensenda. Quæ documenta cujuscumque generis sint, et a quocumque exhibeantur, semper erunt recipienda; et cancellarius adnotare debet diem, mensem et annum, necnon nomen illius a quo exhibita fuerunt.

3º Si ambo conjuges concordēs in depositionibus fuerint, moderator actorum et defensor matrimonii sedulo inspiciant utrum inter eosdem ^{et aliquid pactum esse dicunt} collusio intercesserit. Hoc in casu, singula argumenta contra eorum depositiones ex processu resultantia distincte iisdem objiciantur, ut frande, si qua fuerit, detecta, veritas, quoad fieri potest, dilucide appareat. Cf. n.º 1078. hic est

4º Post conjuges, citandi erunt testes inducti, servata eorum examinandorum ratione superius descripta, et exquisitis ab iisdem iis notitiis, de quibus instructi existantur. Interrogationes singulis faciendæ, prout accusationis titulus, aut allata factorum et circumstantiarum congeries, vel ipsa testium indoles atque capacitas requirere videatur, sagacitati atque prudentiæ moderatoris actorum et defensoris vinculi relinquuntur, qui illas concinnare, augere aut imminuere poterunt, dummodo tamen semper ea omnia inquirentur quæ ad rectum proferendum iudicium aut necessaria aut opportuna censeantur.

1080. **Auditis testibus, fit conclusio in causa et processus publicatur.**

1º Quæ in actis continentur nemini, ne ipsis quidem conjugibus eorumque defensoribus, erunt communicanda ante processus publicationem, uno excepto matrimonii defensore, cui liberum erit semper et quancumque acta inspicere et examinare.

2º Quatenus vero ^{proci} actorum moderatori aut defensori matrimonii nulla alia probatio requirenda videatur, finis imponatur probationum collectioni, et processus publicetur, edito hac

super re decreto ab ipso moderatore, a defensore matrimonii et a cancellario subscribendo. *sc. plaidoy crs*

3º Publicato processu, locus fiet defensionibus, quas partes ad sua jura tuenda voluerint allegare, facta eisdem facultate adhibendi eos defensores quos maluerint; imo præmonendæ erunt de hoc jure, ut, lata sententia, injustæ contra eam accusationi aut reclamationi aditus præcludatur. Allegationes autem, si ab iisdem oblate fuerint, communicandæ erunt defensori vinculi matrimonialis, ut eas expendere, et quatenus matrimonii validitatem impugnant, refutare valeat.

1081. **Omnibus ut supra peractis, ad sententiam proferendam deveniendum erit.** Quod ut ab Ordinario seu ejus delegato rite fiat, in primis a defensore matrimonii exquiri debet declaratio sibi nihil amplius deducendum aut inquirendum superesse; deinde integra causa duobus aut tribus viris peritis, si haberi possint, examinanda subjiciatur, et non nisi audito eorum voto sententia proferatur.

Hi tamen habent autem documenta litteram -

Hinc in scriptis erit exaranda, et in ea rationum momenta quibus innititur, ex processu deprompta, exponantur, succinte quidem, sed ita tamen ne quidquam essenziale omittatur. Sententia subscriptione judicis et secretarii, necnon sigillo curiæ episcopalis munita partibus erit notificanda per curiæ apparitorem, relicto iisdem illius exemplari, de quo in scripto fides erit facienda.

1082. **Quoad appellationem, hæc statuuntur :**

de jure, sc. q. 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.

1º Si judex pro validitate matrimonii sententiam dixerit, et nemo ex conjugibus contra eam appellaverit, neque defensor matrimonii appellabit, et causa finita censebitur. E contra si matrimonium nullum fuisse decreverit, quamvis conjuges judicio prælati acquiescant, defensor matrimonii appellationem facere debebit et novam sententiam ab alio tribunali postulare; hanc appellationem primus judex impedire nulla unquam ratione poterit. Interim nullatenus permittetur partibus novas nuptias inire.

Quæstio hæc tractatur in... et tractatur de... et tractatur de...

Appellatio ordinariæ debet fieri coram ipso, trinus trino.
 anam si appellatio tenet, et illas coram eo testat
 coram iudice ad eum appellat. sed tunc de eandem
 iudice ubi notitia a primario, ut hic, scilicet in eo
 iudice hac de re suspenderit.

TIT. XVI. DE NORM. PROC. IN CAUS. MATRIMONIALIBUS 339

Quamvis appellatiõni interponendæ nulli ^{sc. interponendi} fatales dies vin-
 culi defensori statuti sint, curandum tamen ut quantoçius id
 fiat. Quod si defensor ipse hoc munus neglexerit, compelli
 ad id poterit vel a suo episcopo, vel etiam ab illo apud quem
 de jure appellatio esset faciendâ.

Exceptio fit ab hac regula, quæ antea erat absoluta et gene-
 ralis pro omnibus causis matrimonii, etsi nullitas foret certis-
 sima et evidens. Exceptio continetur in decreto S. Cong. Sti
 Officii, 15 Jun. 1889: ^{et ad hunc est de re particulari} Quando agitur de impedimento dispa-
 ritatis cultus et evidenter constat unam partem esse bapti-
 zatam et alteram non fuisse baptizatam; Quando agitur de
 impedimento ligaminis et certum constat primum conjugem
 esse legitimum et adhuc vivere; Quando denique agitur de
 consanguinitate et affinitate, ex copula licita, aut etiam de
 cognatione spiritali, vel de impedimento clandestinitatis in
 locis ubi decretum Tridentinum Tametsi publicatum est, vel

uti tale diu observatum, dummodo ex certo et authentico
 documento, vel in hujus defectu ex certis argumentis eviden-
 ter constet de existentia hujusmodi impedimentorum super
 quibus Ecclesiæ auctoritate dispensatum non fuerit, hisce in
 casibus, prætermis-sis solemnitatibus in constitutione aposto-
 lica *Dei miseratione* requisitis, matrimonium poterit ab Ordi-
 nario declarari nullum, cum interventu tamen defensoris vin-
 culi matrimonialis, quin opus sit secunda sententia." 11

Ordo appellationis erit prout sequitur. Si prima sen-
 tentia a curia episcopali lata fuerit, appellatio fiet ad curiam
 metropolitanam; si vero a curia metropolitana ea prodierit,
 appellabitur ad curiam metropolitanam viciniorem. 3 Ad S.
 Sedem appellatio erit semper faciendâ, quoties duæ primæ
 sententiæ inter se conformes non fuerint, nisi partibus placu-
 erit causam ad ipsam S. Sedem ab initio et immediate deferre.

Nota. Appellatio de curia metropolitana ad curiam metro-
 politanam viciniorem viget in Statibus Fœderatis; in pro-

Res a generali;
 Reg. Sti Officii)
 intra spacium
 11 dies - hoc
 f. q. d. validum
 et tamen non
 - - - - -

Circa interditi-
 menta matrimonii
 - - - - -

Inde solus non
 potest dicere pro
 certo constat, sed
 et non habere con-
 sensum defensoris.
 Perem si non dat
 defensor, et facti
 non constat.

que Eccl. in hanc
 finem non est
 immediatè appellare
 a die. et expedit hanc
 in causa non in. frangi
 hanc de re non
 si non

Etiam extra hanc fringere casus, ac est defensor
 habere, obtemperantiam non habere
 - - - - -
 Complacitis non hanc licentiam aut.
 sed tunc recumbens idem, idem frangit appellat
 similis, potest hoc vite replere le casu sentis

vincia Quebecensi, de curia metropolitana appellatur ad curiam suffraganei vicinioris. *J. 1824. 6.*

3^o Facta appellatione, episcopus seu Ordinarius, qui primam sententiam protulit, eam remittere debet una cum integro processu, ceterisque omnibus ad causam iterum iudicandam pertinentibus, ad tribunal ad quod appellatum est.

1083. Sacra Congregatio de secunda instantia hæc statuit :

1^o Omnia a primo tribunali peracta diligenter examinabit iudex appellationis, atque ea omnia peraget quæ necessaria videbuntur ut defectus suppleantur, dubia elucidentur et errores corrigantur. Hunc in finem, presente semper vinculi defensore in curia constituto vel specialiter delegato, conjuges examinabit, investigationes instituet circa documenta priori tribunali exhibita, testes a quibus novæ informationes hauriri possint, iterum audiet. Immo poterit etiam præscribere ut novus processus ex integro conficiatur.

(Verum quatenus validæ desint rationes novum processum exigendi, consultius erit, præsumere si personarum et locorum circumstantiæ id suaserint, ut processu jam expleto utatur, indictis tamen ulterioribus investigationibus, quas necessarias judicaverit.)

Quod si novum processum faciendum esse censuerit, methodus supra descripta servanda erit. Si vero aliqua tantum nova acta adjungenda, vel novi aliquid investigandum censuerit, semper tamen defensor matrimonii adesse debet, vel saltem nova hæc eidem communicanda erunt, ut pro munere suo ea expendere, et quatenus opus esse duxerit, proprias animadversiones illis opponere valeat.

2^o Expleto examine primi processus, et imposito fine novis investigationibus, iudex appellationis debet exquirere a defensore matrimonii utrum aliquid adhuc habeat deducendum aut inquirendum; et quatenus se nihil amplius habere dixerit, auditis prius, modo quo supra declaratum est, aliqui-

bus viris in scientia ^{si liberi sint} juris peritis, sententiam pronunciabit, omnia servando quæ pro tribunali primæ instantiæ præscripta fuerunt.

3^o. Quando utraque sententia conformis pro validitate conjugii pronunciata sit, sciat tamen pars impugnans matrimonium, sibi adhuc omnino patere appellationem ad Apostolicam Sedem. ² Si porro in secunda æque ac in prima sententia nullum ac irritum matrimonium judicatum fuerit, et ab ea pars vel defensor pro sua conscientia non crediderit appellandum, in potestate et arbitrio conjugum sit novas nuptias contrahere, dummodo alicui eorum ob aliquod impedimentum vel legitimam causam id velitum non sit. Potestas tamen post alteram sententiam conformem, ut supra, conjugibus facta intelligatur, salvo semper et firmo remanente jure seu privilegio causarum matrimonialium, ^{quæ ob quuscumque} quæ ^{in rem judicatam;} ob quuscumque temporis lapsum nunquam transcunt ^{in rem judicatam;} sed si nova res, quæ non deducta vel ignorata fuerit, detegatur, resumuntur et rursus in judicalem controversiam revocari. Quod si a secunda sententia super nullitate vel altera pars appellaverit, vel defensor matrimonii ei salva conscientia acquiescendum non putet, quia sibi vel manifeste injusta vel aliunde invalida videatur, re tota ad S. Sedem delata, interim firma remaneat utrique conjugum prohibitio ad alias transeundi nuptias. Ex Instructione S. Cong. de Prop. Fide, ad episcopos Statuum Fœderatorum.

CAFUT III

^{in causa speciali, scilicet}
DE NORMA PROCEDENDI IN PROBANDO STATU LIBERO CONJUGIS

^{in probando fuerit non sicut in matrimonium}
Doctrina catholica est secundas et ultiores nuptias esse licitas quamvis minus honorabiles, sive quia indicant quamdam concupiscentiæ immoderantiam, sive quia non bene

referunt imaginem unionis Christi cum Ecclesia et primi matrimonii in paradiso terrestri initi.

1084. Matrimonium potest iterari semel ac constat de prioris conjugis morte. Mors conjugis uti certa habetur, quando exstant argumenta plenam fidem merentia, puta attestaciones parochi, qui personam sepelivit, aut notarii publici, aut unius testis ocularis, modo depositio aliis sit cummulata adminiculis, e. g. aetas proveccta ejus qui mortuus praesumitur vel periculum imminens. Porro in his casibus, interponi non debet officium judicis, et parochus conjugem ad secundas nuptias admittere valet.

Juxta dispositionem juris romani, quam sequuntur plures legislationes recentiores, non permittebatur mulieribus alterum matrimonium, nisi post annum luctus, "ne turbaretur sanguis et de prole dubitaretur"; ex titulo *De Secundis Nuptiis. Ecclesia*, ad vitandum incontinentiae periculum, sustulit necessitatem anni luctus, licet hic conveniens omnino sit et moribus receptus. Hinc Urbanus III, in cap. 4, citati tituli, ait: "Super illa quaestione, qua quaesiturum est an mulier possit sine infamia nubere infra tempus luctus secundum leges definitum, respondemus quod cum Apostolus dicat: *Mulier, viro suo mortuo, soluta est a lege viri, in Domino nubat cui voluerit*, per licentiam et auctoritatem Apostoli, ejus infamia aboletur."

Absentia conjugis etsi prorogata non dat alteri conjugi jus convolandi ad alias nuptias; ex Conc. Trid. sess. XXIV, can. 5.

1085. Matrimonium iterari nequit, si de morte prioris conjugis non constat. Concilium Tridentinum, sess. XXIV, cap. 7, de Ref., prohibuit parochis ne matrimoniis vagorum intersint, nisi prius diligentem inquisitionem fecerint, et, re ad Ordinarium delata, ab eo licentiam id faciendi obtinuerint; ex altera parte, S. Congregatio S. Officii, anno 1868, edidit instructionem circa modum probandi mortem conjugis, cujus partem dispositivam referimus:

" 1^o Cum de conjugis morte questio instituitur, notandum primo loco, quod argumentum in sola ipsius absentia quantacumque (licet a legibus civilibus fere ubique admittatur), a sacris canonibus minime sufficiens ad justam probationem habetur. Unde s. m. Pius VI, ad Archiepiscopum Pragensem, die 11 Julii 1789, rescripsit solam conjugis absentiam atque omnimodum ejus silentium satis argumentum non esse ad mortem comprobendam, ne tum quidem cum edicto regio conjux absens evocatus (idemque porro dicendum est si per publicas ephemerides id factum sit), nullum suimet indicium dederit. Quod eum non comparaerit, idem ait pontifex, non magis mors esse potuit quam ejus contumacia."

" 2^o Hinc, ad praescriptum eorundem sacrorum canonum, documentum authenticum obitus diligenti studio exquiri omnino debet; exaratum scilicet ex registis parochiae, vel xenodochii, vel militiae, vel etiam, si haberi nequeat ab auctoritate ecclesiastica, a gubernio civili loci in quo, ut supponitur, persona obierit."

" 3^o Porro quandoque hoc documentum haberi nequit; quo casu, testium depositionibus supplendum erit. Testes vero ^{deparochianis nisi suppleri} duo, saltem esse debent, jurati, fide digni, et qui de facto proprio deponant, defunctum cognoverint, ac sint inter se concordēs quoad locum et causam obitus, aliasque substantiales circumstantias. Qui insuper, si defuncti propinqui sint, aut socii itineris, industriae, vel etiam militiae, eo magis plurimi faciendum erit illorum testimonium."

" 4^o Interdum unus tantum testis examinaudus reperitur, et licet ab omni jure testimonium unius ad plene probandum non admittatur, attamen, ne conjux, alias nuptias inire peroptans, vitam coelibem agere cogatur, etiam unius testimonium absolute non respuit S. C. in dirimendis hujusmodi casibus, dummodo ille testis recensitis conditionibus sit praeditus, nulli exceptioni obnoxius, ac praeterea ejus depositio aliis gravibusque adminiculis fulciatur; sique alia extrinseca

adminicula colligi omnino nequeant, hoc tamen certum sit, nihil in ejus testimonio reperiri quod non sit congruum, atque omnino verisimile."

"5^o Contingit etiam ut testes omnimoda fide digni testificentur se tempore non suspecto mortem conjugis ex aliorum attestatione audivisse; isti autem, vel quia absentes, vel quia obierint, vel aliam ob quamcumque causam examinari nequeunt; tunc dicta ex alieno ore, quatenus omnibus aliis in casu concurrentibus circumstantiis, aut saltem urgentibus respondeant, satis esse consentur pro secutæ mortis prudenti judicio."

"6^o Verum ^{non raro} haud semel experientia compertum habetur, quod nec unus quidem reperiat^{ur} testis, qualis supra adstruitur. Hoc in casu, probatio obitus ex conjecturis, præsumptionibus, indiciis, et adjunctis quibuscumque, sedula certe et admodum cauta investigatione euranda erit, ita nimirum ut, pluribus hinc inde collectis, eorumque natura perpensa, prout scilicet urgentiora vel leviora sunt, seu propiore vel remotiore nexu cum veritate mortis conjunguntur, inde prudentis viri judicium ad eandem mortem affirmandam probabilitate maxima, seu morali eertitudine, promoveri possit. Quapropter quandonam in singulis casibus habeatur ex hujusmodi conjecturis simul conjunctis justa probatio, id prudenti relinquendum est judicis arbitrio; hic tamen non abs re erit plures indicare fontes, ex quibus illæ, sive urgentiores, sive etiam leviores, colligi et haberi possint."

*Et hoc capitulum
non habet
possit iterum
nuptiare, si a
ex parte quod
scribit ad
fuit si post 3
mens non re
raissat, prior
tunc esset.
Nisi jam 6 ann
elapsi sunt.
In casu suo / inde
non admittit
certitudinem
mortis fore
et si aliunde
advocatus et
aliis sponsus
ante hunc sponsum mortuum se licite
restituunt sponsum videtur et nova
nuptias contrahere, attamen si contractus
nuptias, vel erit in loco ubi
publicatum est, vel non. Si primum*

Itaque in primis illæ præsumptiones investigandæ erunt, quæ personam ipsius asserti defuncti respiciunt, quæque profecto facile haberi poterunt a conjunctis, amicis, vicinis, et quibquo modo notis utriusque conjugis. In quorum examine requiratur, ex. gr. :

An ille, de ejus obitu est sermo, bonis moribus imbutus esset, pie religioseque viveret, uxoremque diligeret; nullam

ante hunc sponsum mortuum se licite restituunt sponsum videtur et nova nuptias contrahere, attamen si contractus nuptias, vel erit in loco ubi publicatum est, vel non. Si primum

sese occultandi causam haberet; utrum bona stabilia possideret, vel alia a suis propinquis aut aliunde sperare posset.

An discesserit annuentibus uxore et conjunctis; quae tunc ejus aetas et valetudo esset.

An aliquando et quo loco scripserit, et num suam voluntatem quamprimum redeundi aperuerit; aliaque ejus generis indicia colligantur.

Alia ex rerum adjunctis pro varia absentiae causa colligi indicia sic poterunt:

Si ob militiam abierit, a Duce militum requiratur quid de eo sciat; utrum alicui pugnae interfuerit; utrum ab hostibus fuerit captus; num castra deseruerit, aut destinationes periculosas habuerit, etc.

Si negotiationis causa iter suseperit, inquiratur utrum tempore itineris gravia pericula fuerint ipsi superanda; num solus profectus fuerit, vel pluribus comitatus; utrum in regione ad quam se contulit, supervenerint seditioes, bella, faues et pestilentiae, etc.

Si maritimum iter fuerit aggressus, se hinc investigatio fiat a quo portu discesserit; quinam fuerint itineris socii; quo se contulerit; quod nomen navis quam consequit; quis ejusdem navis gubernator; an naufragium fecerit; an societas, quae navis cautionem forsitan dedit, pretium ejus solverit; aliaque circumstantiae, si quae sint, diligenter perpendantur."

8^o Fama quoque, aliis adjuncta adminiculis, argumentum de obitu constituit, hisce tamen conditionibus, nimirum: quod a duobus saltem testibus fide dignis et juratis comprobetur, qui deponant de rationabili causa ipsius famae; an eam acceperint a majori et saniori parte populi, et an ipsi de eadem fama recte sentiant; nec sit dubium illam fuisse concitatum ab illis in quorum commodum inquiritur."

9^o Tandem, si opus fuerit, praetereunda non erit investigatio per ephemeras publicas, datis directori omnibus neces-

*In Canada nuptiae in mundum delictibus
 ter publicatur, ita ut decretum Conc. Trid. "7^{us} un-
 obligat ubique; sed est antea controversia in
 in provinciis Montoecensis et Halifaxensis
 et aliis parochialibus et hinc inde ubi non*

sariis personae indiciis, nisi ob speciales circumstantias saniori ac prudentiori consilio aliter censeatur.”

“10^o Hæc omnia pro opportunitate casuum S. hæc Congregatio diligenter expendere solet; cumque de re gravissima agatur, cunctis æqua lance libratis, atque insuper auditis plurimum theologorum et jurisprudentum suffragiis, denique suum judicium pronunciat an de tali obitu satis constet, et nihil obstet quominus petenti transitus ad alias nuptias concedi possit.”

“11^o Ex his omnibus ecclesiastici præsidēs certam desumere possunt normam quam in hujusmodi judiciis sequantur. Quod si, non obstantibus regulis hic notatis, res adhuc incerta et implexa illis videatur, ad S. Sedem recurrere debebunt, actis omnibus cum ipso recursu transmissis, aut saltem diligenter expositis.”

Ceterum, celebratis secundis nuptiis, si dubium positivum de vita prioris conjugis suboriat, prohibeatur usus matrimonii et inchoetur processus nullitatis; si conjux, qui putabatur mortuus, compareat, cum illo vita conjugalis instauretur et filii nati ex secundo matrimonio in bona fide inito pro legitimis habeantur.

CAPUT IV

DE DISSOLUTIONE MATRIMONII IN INFIDELITATE CONTRACTI

*Causa Apostoli
 saltem ex iis
 positio, ma-
 trimonium
 etiam inter
 infideles
 est in iis
 linciale.*

1086. **Vinculum matrimonii contracti inter infideles solvitur**, ubi alter ex conjugibus ad Christi fidem convertitur, alter vero requisitus ut vel eandem fidem amplectatur, vel thori societatem sine contumelia Creatoris servare consentiat, utramque conditionem obstinate recusat. Hæc vinculi matrimonialis solutio repetenda est a verbis B. Pauli, 1^a ad Cor., VII, 13 et seq: “Quod si infidelis discedit, discedat; non enim servituti subjectus est frater aut soror

in hujusmodi." Vi hujus privilegii, infidelis, sive vir sive mulier, cum alio infideli legitimo matrimonio junctus, post suam conversionem ad religionem christianam et susceptum baptismum, de discessu alterius conjugis certior factus, libertatem adipiscitur aliud matrimonium cum fidele contrahendi, quo contracto prius solutum habetur.

Cy. frivolis in solut. in favore fidelium

Ex dictis sequitur: 1° Si ambo conjuges convertantur et baptizentur, neutri licet discedere. 2° Si conjux, qui manserat infidelis, deinde baptizetur, antequam alter novum matrimonium inierit, hic ad illum recipiendum tenetur et compelli ad cohabitandum potest. Ratio est, quia conjugium nondum solutum per alterius baptismum evadit ratum. 3° Si vero conjugium pristinum per novas nuptias conversi jam solutum fuerit, licebit alteri parti alias inire nuptias non solum valide, sed etiam licite, sive ad fidem convertatur, sive in infidelitate perseveret. 4° Si pars infidelis, quæ consenserat pacifice cohabitare, postea acta furore satanico incipiat christianam religionem despiciere, conjux conversus aliud matrimonium inire potest. 5° Dissolvi non potest matrimonium hæreticorum, quando alteruter conjux fidem catholicam amplectitur, quia casum illum non comprehendit Apostolus, et matrimonium eorum est ratum, ideoque semel consummatum nulla potest ratione dissolvi. 6° Privilegio paulino frui possunt soli baptizati, non autem catechumeni. Cf. Haine, Theologia Moralis, vol. IV, pag. 86.

1087. Ut infidelis conversus privilegio paulino uti possit, duo requiruntur: 1° moralis certitudo de conjugis infidelis discessu, 2° interpellatio canonica. Hæc moralis certitudo regulariter haberi potest solum ex interpellatione, seu monitione qua infidelis interrogatur, an velit converti, vel saltem cohabitare sine contumelia Creatoris.

1° Jure ecclesiastico, interpellatio canonica seu judicialis præscribitur; quod si ommissa fuerit sine dispensatione legitima, et postea de valore secundi matrimonii quæstio sit,

Præterea ex hoc licet licite

Ordinarius, judicio suspenso, casum cum omnibus suis circumstantiis ad S. Sedem remittere debet. Inst. S. C. de Prop. Fide, 1883.

2^o Obligatio interpellationis canonicae, nisi intercedat dispensatio S. Sedis, manet, etiamsi inutilis aut periculosa videatur, imo etiamsi ex uxoris expulsionem a marito facta, dando libellum repudii, juxta leges regni, certissime constet de mariti voluntate. Collectanea S. C. de Prop. Fide, num. 1328.

3^o Ut per interpellationem de discessu infidelis in sensu Apostoli constet, ea fieri debet de duobus, scilicet: a) An infidelis velit se convertere ad fidem christianam, et si nolit, b) an saltem velit cum parte conversa cohabitare sine contumelia Creatoris, i. e. quin partem conversam pertrahere tentet ad peccatum mortale, inferat molestias religionis catholicae exercitio et prolis catholicae educationi.

4^o Interpellatio faciendae est post conversionem et baptismum infidelis.

5^o Ut interpellatio sit canonica, requiritur ut servantur ea quae in jure canonico quoad processum summarium statuuntur, scilicet, ut pars conversa (qua actor) per judicem ecclesiasticum (i. e. per Ordinarium ipsum aut ab eo delegatum sacerdotem) partem in infidelitate manentem (qua reum) monitione scripta citet in judicium, eo fine ut respondeat ad duo quaesita. Unde exprimi debent in libello citationis nomina citantis, citati et judicis, causa de qua agitur saltem in genere, locus judicii ubi reus adsit oportet, terminus justus et certus ultra quem praesentatio non est differenda.

Pars infidelis comparens a judice, nomine partis conversae, interrogatur coram duobus testibus juratis; si renuit omnino cohabitare, aut renuit cohabitare pacifice, judex fert sententiam qua parti conversae jus competere declarat transeundi ad novas nuptias, ingrediendi ordinem religiosum aut vivendi in coelibatu.

et Blasphemiae
mariti non
Conversi ^{reum}
sub nomine
Contumeliae
Creatoris

Si vero vult sese convertere ad religionem catholicam, matrimonium in infidelitate contractum manet indissolubile, et, collato infideli baptismo, fit ratum et non indiget novo consensu.

1088. Sequens formula interpellationis adhiberi potest:

“ Commissione et mandato Illmi ac Revdmi DD. NN. Episcopi, etc. Tenore presentium et ad instantiam Mariæ N., ante baptismum vocatæ N., requiritur, interpellatur et moneatur N., Judæus, maritus ante baptismum ejusdem N., ut in termino dierum triginta ab intimatione presenti immediate decurrentium et numerandorum, quorum decem dies pro primo, alios decem pro secundo, et reliquos decem pro tertio et ultimo termino assignatus, debeat in actis hujus curiæ se exprimere ac declarare an velit se convertere ad sanctam fidem christianam, sectam judaicam deserere ac sacrum baptismum corde sincero suscipere, prout ipsa Maria, olim uxor ejus, fecit, et prout enixe eum rogat, pro salute animæ ejus monet, interpellat, requirit (aut saltem an velit cum eadem Maria pacifice cohabitare, etc). Alias, dictis triginta diebus transactis, et ad fidem catholicam non se convertente vel se conversurum (vel pacifice, etc) non declarante, ipsa Maria ad secundas nuptias cum alio fidei transibit (vel religionem ingreditur, prout magis in Domino pro propria salute æterna putaverit expedire). Et citetur prædictus N., ac citatus intelligatur, eodem termino triginta dierum transacto, coram D. N. ad audiendam sententiam, et quodcumque decretum necessarium et opportunum super præmissis, salvo jure eidem Mariæ petendi et consequendi dotem suam et alia quæcumque bona sibi de jure debita. In quorum fidem, etc.

Datum in curia episcopali N., die..., anno...

N. N.”

1089. Si ob graves difficultates interpellatio fieri nequeat, Summus Pontifex ab ea potest dispensare. Matrimonium, post dispensationem ita obtentam contractum,

Exceptions.

firmum manet, etsi postea innotescat infidelem justo impedimento detentum suam voluntatem declarare non potuisse, vel ad fidem conversum jam fuisse tempore quo secundum matrimonium initum est. Ita Gregorius XIII, const. *Populis ac nationibus*, 25 Jan. 1585; apud Coll. S. C. de Prop. Fide, num. 1307. *Cf. Conc. Trident. III. n. 124 + 129.*

Causæ quæ, secundum praxim Summorum Pontificum, pro tali dispensatione requiruntur, sunt precipue: a) impossibilitas interpellationem faciendi, vel quia pars infidelis degit in hostibus et barbaris provinciis ubi aditus non patet, vel quia ignoratur prorsus in quas regiones migraverit, vel quia itineris longitudo magnam affert difficultatem; ita Gregorius XIII, in const. citata; *archiv. de nov. cass. n. 124.* b) grave periculum ne ex facta interpellatione persecutio contra Christianos aut partem conversam oriatur; c) si neophytus oblitus est quam primo duxerit ex pluribus uxoribus; ex const. *Altitudo*, Pauli III; d) si serio dubitatur an neophytus in sua patria verum matrimonium contraxerit eum prima aut alia ex pluribus uxoribus, vel potius omnes retinuerit tanquam contubernales. Cf. Putzer, Commentarium in facultates apostolicas, ed. 5, num. 130.

Priusquam de interpellatione dispensetur, de ejusdem impossibilitate constare debet; ideoque habendæ sunt investigationes, etiam per ephemerides publicas et edicta affixa ad valvas ecclesiarum, et instrumentum confici debet servandum in archivis, ex quo pateat conjugem absentem moneri non potuisse.

1090. **Potestas dispensandi ab interpellationibus delegari potest a Summo Pontifice.** De facto, omnes episcopi et vicarii apostolici dispensare possunt super interpellatione, dummodo surgat necessitas, nec tempus suppetat recurrendi ad S. Sedem, quoties certo constat conjugem infidelem nec Christi fidem amplecti, nec sine contumelia Creatoris cum conjugē converso velle cohabitare. Ita S. Officium, 11 Aug. 1859; apud Coll. S. C. de Prop. Fide, num. 1351.

Extra casum necessitatis, quo episcopi, quatenus Sedis Apostolicæ delegati, dispensant, requiritur specialis deputatio, quæ episcopis hujus regionis indulgetur, in formula T, articulo 6º:

“Dispensandi intra fines suæ dioceseos conjugem fidelem super interpellatione conjugis in infidelitate relictæ, dummodo, adhibitis antea omnibus diligentibus per publicas ephemerides ad reperendum locum ubi conjux infidelis habitat, iisque in irritum cessis, constet saltem summarie et extrajudicialiter dictum conjugem infidelem moneri legitime non posse, aut monitum intra tempus in monitione præfixum suam voluntatem non significasse.”

Ex formulæ I, articulo 11, ipsis potest ascommittitur: “Dispensandi cum gentilibus et infidelibus plures uxores habentibus, ut post conversionem et baptismum quam ex illis maluerint, si etiam ipsa fidelis fiat, retinere possint, nisi prima voluerit converti.” Pro interpretatione hujus facultatis, Cf. Putzer, Commentarium in facultates apostolicas.

*duas series
+ a committitur
aliquid
semper
1º facultas
extraordinaria
2º ordinaria
1º ordinaria
2º ordinaria
aliquid
4-X- Cf
Vol. Syrac.
No 38+31*

(CAPUT V

DE MODO PROCEDENDI IN CASU IMPOTENTIE

1091. **Norma antiqua procedendi in causis impotentie traditur** in cap. 3, 6, 7, De Frigidis et Maleficiatis, tit. XV, lib. IV. Modus hic erat: Si de impotentia perpetua et antecedente ex certis signis constitisset, facta etiam per idoneas personas inspectione, statim a iudice declarabatur nullum esse matrimonium; partibus vero dabatur optio vel ut simul viverent veluti frater et soror, vel ab invicem separarentur. Quare conjugi potenti, per sententiam iudicis non appellatam, concedebatur facultas novum matrimonium cum alia persona contrahendi; conjux autem impotens poterat

*de processu super iuri impotentia
3º de diaconis
distinque bene
inter impotentiam et sterilitatem*

*Adert in casu iudicis in...
"impotentia" et "sterilitas" ac iudicis...
iudicis et impotentia...
procedendi et impotentia...*

quidem novum matrimonium celebrare, si impotentia solummodo relativa fuisset; quodsi fuisset absoluta, quodcumque conjugium ei interdiceretur.

Si autem impotentiae signa dubia fuissent, sententia separationis non proferebatur, sed imponebatur *experimentum triennale* continuæ cohabitationis et conjugalis conversationis; hoc triennio inutiliter elapso absque matrimonii consummatione, plenum divortium decernebatur, et pars potens novas nuptias inire poterat. Matrimonium non potuisse consummari probabatur tum inspectione corporum, tum jurata confessione partium, tum jurato testimonio *septimæ manus*.

A pluribus annis abiit in desuetudinem illud triennale experimentum, et mos invaluit ut procedatur ad normam constitutionis Benedicti XIV, *Dei miseratione*, et instructionis S. Congregationis Concilii, die 22 Augusti 1840 editæ pro confectione processus in causis matrimonialibus.

1092. **Hanc instructionem referimus, quæ exponit normam quæ jure hodierno necessario procedendum erit in hujusmodi causis :**

“ Cum moneat glossa, (in cap. fin. De Frig. et Malef.) in causis matrimonialibus omnem cautelam esse adhibendam propter periculum animarum, plura hinc a sacris canonibus sancita sunt, ut tutum ac rectum judicium efformari queat. Ad removendas vero fraudes, quæ conjugum malitia vel collusionem sæpe oriebantur, s. m. Bened. XIV (in const. *Dei miseratione*) processum conficiendum esse præcipit sub pœna nullitatis omnium actorum, ut, probationibus undequaque accuratissime cumulatis, in causis hujusmodi omnium gravissimis, in quibus agitur de sacramenti validitate vel nullitate, ac de dissolvendo vinculo matrimoniali, judices in proferendo judicio tuti conquirere possent. At quia sæpe in hoc difficillimo processu acta minus recte et apte ad veritatem eruendam conficiebantur, S. Congregatio sæpius instructiones edidit ac normam præscripsit quam episcopi sequerentur.

“ Cum itaque in hujusmodi causis non de jure alterutrius partis tantum, sed præcipue de sacramentali vinculo dissolvendo agatur, processus acta non ad instar aliorum judiciorum, præsertim civilium, sed juxta sacros canones, citatam s. m. Bened. XIV constitutionem, et presentem instructionem erunt efformanda. Ea itaque non vernaculo sed latino sermone erunt conscribenda, exceptis tamen excipiendis, nimirum articulis, interrogatoriis, responsionibus ad ea, et peritorum relationibus; præsertim vero decreta et sententia, quæ juxta priscos mores erit conficienda, latina lingua exarabuntur. Præterea cum a sacro Conc. Trid. (sess. 24, cap. 20, de Ref. § ad hæc), ac etiam a s. m. Bened. XIV (in cit. const. *Dei miseratione* § 4) causarum matrimonialium cognitio quibusvis judicibus inferioribus, non obstante quovis privilegio ac præscriptione, fuerit sublata, ac episcoporum tantum examini et jurisdictioni reservata etiam præ abbatibus vere *nullius*, licet cardinalitia dignitate fulgentibus, juxta S. Congregationis resolutiones, hinc tutius erit, ut nedum sententia proferatur, sed etiam acta processus per episcopum vel per ecclesiasticam personam specialiter ab eo delegandam conficiatur.”

“ Hisce præmissis, quoties aliquis ex conjugibus instantiam in scriptis porriget super nullitate matrimonii, episcopus judicem, si velit, delegabit, deinde ipse vel judex delegatus citari mandabit defensorem matrimonii, quatenus in curia episcopali jam deputatus existat, si minus, idoneum virum deputabit iis qualitatibus præstantem, quas superius memorata constitutio s. m. Bened. XIV requirit, eumque citari mandabit. Defensoris matrimonii erit prefixa die accedere ad præstandum juramentum se munus suum diligenter et incorrupte expleturum, et omnia voce ac scriptis deducturum quæ ad validitatem matrimonii sustinendam conferre possunt. Præterea hic defensor matrimonii citandus erit ad quælibet acta, ne vitio nullitatis ipsa tabescant. Ipsi, qui pro sacra-

sc. instructio
sc. sacre instr.
Form. an. 1840
2. April.

menti validitate stat, semper et quodcumque acta processus, etsi nondum publicati, erunt communicanda, semper et quodcumque ejus scripta erunt recipienda, ac novi termini, eo flagitante, erunt prorogandi, ut ea perficiat et exhibeat."

"Præfinita die in citatione, comparebit instans pro nullitate, et tunc defensor matrimonii tradet interrogatoria clausa et obsignata cancellario seu notario, aperienda, illo postulante, ex iudicis decreto in actu examinis, super quibus interrogandus erit conjux instans pro nullitate. Iis ea addet etiam in actu examinis *ex officio* iudex, quæ ex responsionibus magis apta conspiciet ad veritatem eruendam sive in declarationem responsionum datarum, sive super novis circumstantiis resultantibus, quod erit intelligendum etiam de aliis interrogatoriis, super quibus ceteri omnes de re instructi erunt examinandi."

"Cum itaque advenerit statuta dies, pars, nullitatem matrimonii allegans, comparebit, ut supra dictum, coram iudice, adstante defensore matrimonii et cancellario. Iudex deferet parti examinandæ juramentum de veritate dicenda, et deinde reserabit interrogatoria exhibita, ut supra dictum est, a defensore matrimonii; eaque singulatim proponet, audiet responsiones, easque dictabit cancellario."

"Interim dum pars erit examinanda, ipse cancellarius exscribet in processu primam interrogationem, et deinceps singulas ex ordine, post quas scribet responsiones a iudice dictandas. Si quod interrogatorium, ut superius monitum est, addatur *ex officio* a iudice vel a defensore matrimonii, cancellarius interrumpet ordinem progressivum, et adnotabit *interrogata ex officio*; et, scripta interrogatione et responsione, reassumet ordinem progressivum interrogationum exhibiturarum a defensore matrimonii."

"Si examen una sessione absolvi non poterit, iudex illud suspendet, ac destinabit etiam diem et horam pro reassumptione et prosecutione iisdem modo ac forma facienda, ut supra

dictum est. Absoluto examine, cancellarius leget clara et intelligibili voce responsiones datas, facta examinato facultate variandi et declarandi datas responsiones, prout ei libuerit, Tandem iudex deferat juramentum eidem conjugum se vera dixisse, atque nunquam ante publicationem processus se evulgaturum sive interrogationes propositas, sive responsiones datas. Deinde ipse subscribet, et si fuerit illitteratus per signum crucis; deinde iudex et defensor validitatis matrimonii apponet suam subscriptionem, et cancellarius de actu rogabit."

"Poterit pars examini subjecta vel illico post examen, vel etiam deinceps antequam publicetur processus, si velit, articulos proponere, super quibus etiam, citato defensore matrimonii, erit examinandus alter conjux, et quatenus etiam ab hoc articuli proponantur, erit iterum citandus conjux, qui primus fuerat interrogatus, et, adstante defensore matrimonii, super articulis ab altero propositis audietur."

"Hæc norma, quæ data fuit pro instantis examine, servanda erit, congrua congruis referendo, in quovis alio examine."

"Expleto examine illius conjugis qui actor fuit in promovenda nullitatis querela, sequitur examen alterius conjugis, quod erit conficiendum iisdem prorsus methodo ac lege, quæ præscriptæ fuerunt in præcedentibus paragraphis, ac sub iisdem interrogatoriis et tiori propositis, vel aliis additis, vel novis confectis, prout defensor matrimonii in Domino censuerit."

"Deinde procedendum erit ad examen septimæ manus, hoc est septem propinquorum ex utroque latere ad formam textus in cap. *Littere vestræ, De Frig. et Malef.* Ut id facilius exsequi iudex valeat, defensor matrimonii citabit partem actricem, ut indicet septem sibi sanguine vel affinitate conjunctos, si fieri possit, sin minus septem vicinos bonæ famæ. Singuli, audita prius lectura examinis, seu confessionis conjugis eos inducentis, erunt interrogandi utrum perspectam

habeant religionem et honestatem illius conjugis, ut propterea sibi verosimile sit, ac credant eum vera dixisse. Similiter, instante defensore matrimonii, citandus erit alter conjux, ut etiam ipse indicet septem propinquos vel affines, iisque deficientibus, septem vicini bonæ famæ, qui, ut supra dictum est, deponant; seorsim erunt hi quatuordecim conflantes septimam manum examini subjiendi, designatis diebus et horis, delato prius juramento singulis, defensor matrimonii interrogatoria clausa exhibebit, ut superius dictum est."

"Liberum erit conjugibus testes bonæ famæ ac de re instructos inducere, qui omnes seorsim et methodo hactenus præscripta erunt examini subjiendi."

"Si alios etiam defensor matrimonii ex actis jam confectis deprehendat de re instructos, hos etiam citabit, ut examini subjiantur. Si qui forsan absentes noseantur, qui commode ad civitatem accedere nequeant etiam ob distantiae sumptus, vel ad partis instantiam, vel, ea silente, ad instantiam defensoris matrimonii, erunt ab episcopo illius diocesis, in qua morantur, examinandi juxta interrogatoria ab eodem defensore conficienda, ac clausa et obsignata transmittenda, deputato ab eodem episcopo altero idoneo viro, qui præstet requisitis, quique expleat munus defensoris matrimonii, et examini adsit."

"Omnes vero testes, congrua congruis referendo, rogandi erunt, præsertim quando initum fuerit matrimonium: utrum inter conjuges mutui amoris signa intercesserint; quamdiu in eadem domo vel civitate cohabitaverint; utrum innotuerit eos consummationi operam dedisse; an inde matrimonium consummatum censeretur; de causis consummationem impediens; de conquestionibus, quando et eum quibus factis, et eur nolint amplius in matrimonio permanere."

"Si querela super impotentia versetur, interrogandi erunt periti physici, quos conjuges consuluerunt."

"Præterea, quatenus querela super nullitate ex iis sit ut

solvi possit matrimonium si conjuges illud non consummarunt, tunc procedendum crit ad inspectionem corporis conjugum seorsim sequenti methodo perficiendam, instante præsertim defensore matrimonii."

"Judex præfiget terminum tam utrique conjugi quam defensori matrimonii ad exhibendas notulas peritorum medicorum et chirurgorum confidentium et diffidentium pro utriusque conjugis inspectione, congrua congruis referendo."

"Exhibitis notulis a partibus, judex eliget quinque peritos, tres scilicet medicos et duos chirurgos ex his in quibus partes consentiant, sin minus ex officio eos, qui tamen partibus non sint rationabiliter suspecti, deputabit; et curabit ut deputatio cadat super celebrioribus civitatis tum quoad scientiam, tum quoad honestatem et religionem, atque his peritis dabit facultatem recognoscendi corpus viri, adhibitis honestis mediis ad explorandam ipsius potentiam, necnon facultatem, quatenus non convenient in prima inspectione, iterum accedendi. Atque in eodem decreto diem, horam et locum destinabit, in quibus periti accedent, ut inspectionem perficiant."

"Designata die et hora, ad locum accedent judex, defensor matrimonii, cancellarius et periti. Singuli ex peritis ac seorsim corpus viri inspicient ea qua poterit fieri decentia, et, factis experimentis quæ juxta artem, non tamen illicitis, opportuna judicabunt, singuli scriptam emittent relationem."

"In inspectione et relatione hæc præcipue investiganda et referenda erunt."

"An adsint signa physice certa impotentiae deducta ex conformatione partium, aut ex alio vitio quod apparere poterit. An adsint signa quæ moralem certitudinem inducant impotentiae, et quatenus existunt, quæ sit hujus impotentiae causa, utrum sit impotentia perpetua, insanabilis ac præcedens matrimonium, an signa impotentiae sint dubia vel æquivoca."

"Peracta relatione a singulis seorsim, defensor matrimonii

exhibebit interrogatoria clausa, sigillata, super quibus fieri debet examen peritorum, sibi que reservabit jus addendi alia interrogatoria, ac iterum ea ad examen revocandi. Si examen singulorum peritorum eadem die perfici nequiverit, iudex aliam diem designabit ut illud prosecuatur. Uterque ex peritis tum ante examen juramentum præstabit de veritate dicenda, tum post examen juramento dicta confirmabit, sese propria manu subscribens, iudex, defensor matrimonii; et cancellarius subscribet, qui actum rogabit."

"Procedendum etiam erit ad inspectionem corporis mulieris. Iudex, ut supra dictum est de peritis, tres saltem obstetrices deputabit, quæ a duobus saltem peritis uno medico et altero chirurgo, ut supra seligendis, sedulo erunt instruendæ de recognoscendo visu et tactu in muliebri inspectione. Statuta autem hujus inspectionis die, mulier erit traducenda ad domum honestæ matronæ pariter a iudice deputandæ pro infrascripta præstanda personali adsistentia, atque adstantibus semper tribus obstetricibus et matrona, immergenda erit in balneo aquæ tepentis a peritis prius recognoscendo, quod sit aquæ puræ; quo in balneo per spatium saltem trium quadrantium horæ unius permanere debet; quo tempore transacto, adstantibus semper et presentibus matrona et obstetricibus, statim, ne ullum spatium aut momentum temporis mulieri detur quo ad arcandum vas medicamento aut aliqua fraude uti queat, ad ipsius corporis inspectionem a singulis seorsim deveniendum erit, adstante semper et præsentem matrona; qua in re prospiciendum etiam, ut hæc recognitio fiat tempore tantum diurno et in cubiculo luminoso, ut ex inspectione hujusmodi utrum mulier virgo sit, an violata et corrupta, adhibitis artis regulis, exactius deprehendatur."

"Iudex, defensor matrimonii et cancellarius cum peritis, ut supra, ad domum matronæ accedent. Peracta hinc recognitione, seorsim singulæ obstetrices referent de virginitatis aut corruptionis indicia ab inspectione resultantibus, an certa et

qualia supersint signa et argumenta intemerati aut corrupti elaustri virginalis, et an ulla fraus ad virginitatem simulandam adhiberi potuerit. Deinde super his magis preeise deponent in responsionibus ad interrogatoria, quæ clausa et obsignata exhibebit defensor validitatis matrimonii. Deinde formali examini erunt subieiendi periti, quorum iudicium erit exquirendum super relatis et dispositis ab obstetrieibus. Tandem examen subire debbit quoque matrona quoad præstitam toto balnei et recognitionis tempore adsistentiam, servatis, quoad examen, iis omnibus quæ superius dicta sunt, congrua tamen congruis referendo."

"Quatenus defensori matrimonii nulla alia probatio exquirenda videatur, nullamque putet aliam iudex pro sua diligentia assumendam, finis imponetur probationum collectioni et publicabitur processus, edito super hoc decreto a iudice, factisque subscriptionibus ab eo, a defensore matrimonii et a cancellario. Hæc habenda methodus. Quæ in actis continentur nemini, nee ipsis quidem conjugibus eorumque defensoribus erunt eomunicanda ante processus publicationem, uno excepto defensore matrimonii, eui libera semper et quandoeumque erit actorum inspectio et examen."

"Locus deinde erit defensionibus. Liberum etiam erit defensori matrimonii post processus publicationem novas probationes exquirere, eum agat favore sacramenti, et nunquam bina sententia nullitatis eonformis transeat in rem iudicatam, ac reassumi causa possit etiam post initas novas nuptias a partibus, juxta constitutionem sæpius citatam, *Dei miseratione*."

"Omnibus absolutis, et eum nil amplius deducendum censuerit defensor matrimonii, sententiam proferet episcopus."

"Si hæc matrimonii nullitas decreta fuerit, debbit defensor matrimonii appellare juxta eitatam constitutionem, nee poterunt conjuges ad alia vota transire, nisi post obtentam alteram

sententiam conformem super nullitate, sub pœnis contra polygamos constitutis in citata constitutione, *Dei miseratione*. Deinde transmittenda erunt acta ab episcopo ad judicem ad quem provocatum fuit, in copia authentica, soluta per partem diligentiore[m] competenti mercede cancellario."

1093. Quid faciendum, si is, ob cujus impotentiam dissolutum est matrimonium, deinde aliud ineat ?

Vel ob relativam dissolutum est matrimonium, vel ob absolutam impotentiam :

1^o *Si ob relativam*, valet secundum matrimonium ; siquidem primum revera nullum fuit ob relativam impotentiam, quam falso allegatam fuisse nequaquam probat secundum matrimonium.

2^o *Si ob absolutam*, irritum est secundum matrimonium : nam vel vera fuit impotentia absoluta, et tunc permanet et irritum reddit matrimonium posterius ; vel falsa fuit, et tunc valet prius matrimonium, et consequenter valide contrahi non potuit posterius. Unde in hoc casu, posterius matrimonium, absque ulla etiam probatione, dissolvendum est.

Si posterius matrimonium contractum est, mortua jam priori uxore, vir (ob cujus impotentiam absolutam prius conjugium solutum fuit) prohiberi debet a dicto posteriori consortio, donec probaverit se potentem esse et Ecclesiam fuisse deceptam. Cf. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 152.

Hinc, quando ex actis et probatis non eruitur hæc impotentia quæ matrimonium dissolvit, valde expedit ut iudex, si matrimonium non fuerit consummatum, recursum habeat ad Summum Pontificem, et, obtenta sanatione actu[m], quærat dispensationem a matrimonio rato et non consummato, de quo sermo crit in capite sequenti.)

CAPUT VI

DE MODO PROCEDENDI IN CASU MATRIMONII RATI NON CONSUMMATI

Matrimonium, etsi valide contractum, quamdiu non fuit consummatum, solvi potest, tum per utriusque vel alterutrius conjugis ingressum in religionem, tum per dispensationem Romani Pontificis. Concessa autem dicta dispensatione, possunt conjuges aliud inire matrimonium.

1094. **Plura requiruntur ut valida et licita sit pontificia dispensatio.**

1^o Ad validitatem ejusmodi concessionis, seu ut matrimonium revera dissolvatur et aliud a conjugibus contrahi possit, omnino necesse est non intervenisse matrimonii consummationem. Si enim matrimonium fuerit consummatum, jam non est per pontificiam dispensationem dissolubile; hinc si postea detegatur deceptum fuisse Pontificem et revera consummatum fuisse matrimonium quod dicebatur non consummatum, pronunciari debet, non obstante dispensatione, hujus matrimonii validitas, et consequenter contracti nullitas.

2^o Ad liceitatem, probatio de non consummatione matrimonii et justa causa illud dissolvendi requiruntur; necessaria est probatio, quia standum est pro firmitate vinculi quoadusque probetur esse solummodo ratum; necessaria est justa causa, quia relaxatio matrimonii vinculi est quid per se bono generali Ecclesiae nocivum. Hinc in libello supplici quo matrimonii rati non consummati dispensatio postulatur, clare probanda sunt hæc duo: matrimonium non fuisse consummatum, et justam adesse concedendæ dispensationis causam: alioquin dispensatio non conceditur.

1095. Cognitio causæ, in qua agitur de dissolvendo matrimonio rato non consummato, Sanctæ Sedi reservatur.

Sacra Congregatio Concilii, cui mittuntur preces pro habenda dispensatione matrimonii rati et non consummati, rescribit ad Ordinarium (diœcesis in qua ^{et Episcopus} matrimonium celebratum fuit) *pro informatione*. Si Ordinarius, præmissa summaria inquisitione, respondeat accusationem omni fundamento esse destitutam, ulterius non proceditur; si e contra respondeat accusationem fundatam esse, Sacra Congregatio mittit preces ad Ordinarium diœcesis in qua matrimonium fuit celebratum, et illum delegat ut processum in forma juris instruat. Ad parcendum tempori, ^{convenit} expedit ut, quando preces fiunt ad S. Congregationem, mittatur simul epistola Ordinarii quæ eas commendet. Gasparri, De Matrimonio, vol. II, num. 1192.

*Causa
valde
tractata*

Aliquando, absoluto processu super impotentia, non constat de impotentia quæ matrimonium jure naturali nullum reddat, et simul constat de matrimonii non consummatione. Est in potestate Ordinarii ut mittat omnia acta ad Sacram Congregationem, et quærat dispensationem a matrimonio rato et non consummato; S. Congregatio, data prævia sanatione actorum quæ a iudice incompetenti fuerunt collecta, deliberat an consulendum sit Summo Pontifici super dispensatione hujus matrimonii rati et non consummati.

*Clamula
præsertim*

1096. (Ordinarius, cui a S. Congregatione committitur processus completio, debet sequi hanc instructionem.

“Judex ad hoc deputatus præ oculis habeat quod examina quæcumque illa erunt, fieri debent sub juramento, et cancellarius curiæ episcopalis, vel altera persona deleganda, interrogationes, responsa, et quælibet acta scripto tradet, facta prius adnotatione mensis, diei, anni, loci, et personæ judicis coram quo conficiuntur acta, necnon cujuslibet testis examinandi.”

“Testes singillatim audiantur, et in fine examinis se subscribant proprio nomine, vel cum siguo crucis quatenus sint illitterati.”

“Primus ille conjux audiatur qui actor est in causa. Interrogationes judicis arbitrio, prudentiæ et sagacitati relinquuntur; attamen pro ejus commoditate sequentes traduntur, quibus aliæ addantur prout melius in Domino judicaverit ad factorum veritatem magis magisque eruendam, nimirum :”

“A quanto tempore se cognoverint sponsi ante matrimonium; an parentum consensu, sponte et mutua voluntate illud inierint; an in sequenti nocte in eadem domo, eodem cubiculo et toro cubaverint, officiisque conjugalibus ultro, libenterque operam dederint; an matrimonium consummaverint; an ipse examinatus cognoscat, vel suspicetur causas propter quas consummare nequiverint, licet iteratis vicibus etiam in sequentibus noctibus ausi fuerint; an id contigerit ob nimiam angustiam cunni mulieris, vel immodicam sui penis crassitudinem, aut propter debilitatem, ita ut nulla vel parvi momenti fuerit erectio; an, quæ, et quanto tempore adhibita fuerint medicamenta, et quinam fuerint effectus; quamdiu simul vixerint, et condormierint; quis primus alterum conjugem deseruit, et an etiam aliæ causæ accesserint; an et quibus parentibus, amicis, vel vicinis secreto manifestaverint quod matrimonium non fuerit consummatum, eosque singillatim nominet.”

“Hæc vel similia etiam ab altero conjuge requirantur, ut an inter se apprime conveniant, dignoscatur.”

“Deinde testes qui ab ipsis conjugibus fuerint recensiti, seorsim examini subiciantur. Prius vero eorundem parentes audiantur, uti præsumptive magis informati; postea vero famuli et viciniore. Si quis illorum obierit, vel longinquas regiones petierit, in actis innuendum erit. Interrogationes autem sequentes proponuntur, sed immutandæ pro rerum adjunctis :”

“ An cognoscat conjuges de quibus sermo ; an siat utrum libenter, mutuoque affectu sese copulaverint, condormierint, et matrimonium consummaverint ; an sit instructus quibus de causis consummare nequiverint, et an, et quid ad illas amovendas experti fuerint ; utrum et quæ conquestio inter ipsos extiterit ; quænam sit fama tam apud se, quam apud alios de hac prætensa non consummatione.”

“ Singulorum testium absoluto examine, duo saltem ex celebrioribus civitatis physici medicinam et chirurgiam callentes seligantur, corpus viri inspecturi super ejus potentia ad coeundum cum muliere maxime virgine, nec ille physicus prætereundus qui forsitan antea fuerit adhibitus ad viri incommoda medenda. Animadvertendum autem, ut mediis utatur licitis et honestis, et perscrutandum præcipue utrum illius virilia sint juxta naturæ leges accurate conformata ; nimirum an penis naturalem habeat dimensionem, promptamque erectionem ad coeundum necessario duraturam ; an aliquo morbo fuerit affectus, a quanto tempore, et cujusnam characteris ; an fibræ compactæ et consistentes, seu potius flaccidæ, lassæque sint ; an testes sani, naturalisque magnitudinis, et utrum aliquo vitio laboraverint vel adhuc laborent ; quo in casu, morbi characterem et causas investigabunt ; et an curabilis, nec absque salutis periculo.”

“ Quibus omnibus diligenter inspectis, singula sub juramento scripto tradent, et quid ipsi sentiant de viri impotentia an acquisita, vel ingenita, absoluta vel relativa tantum, ingenue fateantur, nullaque relicta ambigendi ratione.”

“ Corpus insuper mulieris, sed maxime illius genitalia membra a duabns saltem obstetricibus in arte, et praxi peritioribus ac bonis moribus imbutis inspiciantur, adhibito prius balneo mulieris, si necessario præmittendum physici et ipsæ judicaverint, Accurate observabunt signa integritatem mulieris constituentia, nimirum conformationem partium,

juncturam, duritiem, rugositatem et colorem; an hymen sit integrum, vel contractum in toto vel in parte; hoc in casu, an, et qua naturali causa, seu potius e congressu extranei corporis contigerit; an myrtiformes carunculae inveniantur, earumque magnitudinem, numerum et conformationem, aliaque signa ab arte tradita integritatem, aut corruptionem mulieris constituentia sedulo inspiciant. Deinde unaquaeque seorsim singula quae repererint sub sacramento iudici, et a cancellario scripto fideliter tradenda, distincte exponat, et quid ipsae sentiant de illius integritate declarent."

"Earumdem depositiones praedictis physicis examinandae tradantur, ut decernant num mulier adhuc integra habenda sit, atque matrimonium non consummatum iudicandum."

"Verum si aliquod dubium adhuc explicandum supersit, opportunis ab ipsis physicis concinnatis interrogationibus, iterum obstetrices examinentur, et si nihilominus anceps peritorum iudicium permanserit, corpus mulieris ab ipsis inspiciatur, adstante vero matrona antiquae virtutis, nullique exceptioni obnoxia, et ab Ordinario designanda. Expleta inspectione, iudicium dabunt physici, singulasque proferent rationes quibus ipsorum sententia inimitur."

"Praetereunda tamen non erit investigatio super qualitate testium, audito eorumdem parochi, vel alia proba et apprime instructa persona, utrum ipsi sint bonis moribus imbuti, ac plenam mereantur fidem illorum depositiones."

"Omnibus superius recensitis diligenter ab Ordinario collectis, illa ad S. Congregationem mittere festinabit decretorio ejus iudicio subiicienda."

1097. **Sacra Congregatio Concilii, ad quam diriguntur acta processus, habet solum votum consultativum.** Tota investigatio versatur circa duo haec: an probetur matrimonium non fuisse consummatum, et an, hoc probato, justa allegetur dispensandi causa. Quae duo si constant, S. Congregatio respondet *affirmative*, id est, dari locum

*Ad Rom.
Punt. per quod
haec insistent
et duplici,
ita. tunc
fuit ac in
Calicutensis
11*

concedendae dispensationi; si autem alterutrum desit, respondet *negative*. Hoc votum consultativum secretarius S. Congregationis defert ad S. Pontificem; et prout Sanctissimus illud approbat vel rejicit, conceditur vel denegatur postulata dispensatio; ex constitutione Benedicti XIV, *Dei miseratione*.

In territoriis missionum, quae subduntur jurisdictioni S. Congregationis de Propaganda Fide, non est procedendum quin habeatur delegatio hujus Congregationis, cujus est consulere Summo Pontifici ut dispensetur a matrimonio rato et non consummato; aliquando tamen acta transmittit ad S. Congregationem Concilii et exquirat ejus judicium.

post tamen
episcopus
aliquas rationes
rationes
sumere,
et tunc

Quoad vim et effectum matrimonii

Nullitas matrimonii est
episcopi, non interius

Jus Canonium publicum - ^{exteriorum} quod praesertim spectat
 Et de publicis theologiae sententia - ^{notum ad Constitutionem Eccl.}
 Jus Canonium privatum - et hoc tantum in

D. Signac tractatus ^{Privatum} ^{1 de personis}
^{2 de Rebus}
^{3 de processibus de iudiciis.}
 Poenae pertinent et ad
 res et ad iudicia;
 sed de facto poenae
 tractantur in iudiciis.

DE PÆNIS ECCLESIASTICIS

Inanis esset potestas judicialis Ecclesiae nisi reos delicti
debitis pœnis coercere valeret: hinc potestati judiciali affinis
 potestas coactiva. Et sane, cum horror mali moralis, ex homi-
 num malitia, sit insufficientis ad eos in officio continendos, non
 aliud superest quam ad illationem mali physici recurrere, quod
 homines a delinquendo deterreat. Jamvero homines ad delin-
 quendum moventur inordinata appetitione alicujus boni sub-
 jectivi, spreto bono objectifo seu morali: hinc lex, comminando
 aliud malum subjectivum æquale vel etiam majus, vincit pra-
 vam inclinationem voluntatis; igitur pœna ante delictum est
preservatrix. Quod si nihilominus prævaleat pravus affectus
 et admittatur delictum, tunc delinquens fit debitor pœnae;
 pœna irrogata dicitur *emendatrix* quoad reum, *vindicativa*
 quoad societatem pœnam inferentem, *exemplaris* quoad alios.
 Cavagnis, Institutiones Juris Publici, vol. I, pag. 82.

De pœnis dicemus in titulis sequentibus:

(TITULUS I) *Potestas iudicialis pro exan.*

DE PÆNIS ECCLESIASTICIS IN GENERE

1098. **Pœna defini potest**: Malum passionis aut
 privationis, delicti causa, etiam in invitos auctoritate publica
 inflictum, ut omnes a perturbando societatis ordine deter-
 reantur. *Definitio ista tamen non includit pœnam vindic-*

Dicitur 1^o malum, quia pœna in genere est id omne quod
 hominem labore ac molestia afficit. *cativam.*

Dicitur 2^o malum passionis aut privationis, quatenus
ut illa faciat.

*Prædicta delicta: Privatio alicujus boni
ad coercionem delicti vel ad castigationem
delinquentis, et ad restorationem
ordinis publici per legitimam
vitalem indictam.*

attenditur, ejus objectum immediatum, quod est pati aut jure quodam privari; cæterum quælibet pœna importat pati, sive consistat in mutilatione aut pœna capitali, sive in privatione alicujus juris.

Dicitur 3^o *delicti causa*, secus injusta esset pœna, si delictum contra quod statuta est pœna non fuisset patratum; debet ergo crimen esse certo commissum et juridice omnino probatum.

Dicitur 4^o *auctoritate publica inflictum*, nam pœna infligitur propter delictum; atqui non nisi ab eo statui potest cui coercendorum delictorum potestas est, qui profecto est supremus princeps in societate, vel is magistratus cui hæc jurisdictio fuit concessa.

*Justa hoc,
tantum
pro delictis* Dicitur 4^o *ut omnes a perturbando societatis ordine deterreantur*. Hæc verba exhibent finem et fundamentum pœnarum.

Pœnæ sunt necessariæ ad tutelam ordinis socialis, sine quo tranquillitas, quies et pax relate ad ipsam societatem et ad singulos cives inter se haberi nequeunt: hinc ea delicta sunt pœnis coercenda, quæ securitatem illam et quietem turbare queunt; et non sunt puniendi illi levissimi lapsus a quibus fere impossibile est homini se abstinere, et qui grave detrimentum Reipublicæ afferre non possunt. De Luca, De Delictis et Pœnis, tit. VI.

1099. Pœna ecclesiastica diversimode dividitur:

1^o *Ratione finis*, pœnæ ecclesiasticæ dividuntur in *pœnitentias*, *censuras* et *pœnas vindicativas*; revera diversæ sunt conditiones delinquentium, quorum alii sponte confitentur sua peccata et ad legitimam peccatorum expiationem sunt parati; alii sunt, contumaces in suo peccato, sed Ecclesie corripienti resipiscunt; alii sunt pertinaces in suo delicto sine spe future emendationis. Hinc:

a) *Pœnitentia* est opus voluntaries usceptum, quod quis sponte adimplendum assumit ad expiationem alicujus delicti.

b) *Censura* est pœna qua quis, reus et contumax, privatur quibusdam bonis spiritualibus ut culpas fateatur et expiet. *personaler*

c) *Pœna vindicativa* est animadversio in reum, de cujus conversione vix speratur, ad disciplinæ publicæ satisfactionem.

2^o *Ratione modi quo pœnæ statuuntur*, aliæ dicuntur a jure latæ, aliæ vero ab homine.

a) Pœnæ latæ a jure sunt illæ quæ a legislatore, per legem aut edictum perpetuum, irrogantur in eos omnes qui legem aut edictum violaverunt.

b) Pœnæ latæ ab homine sunt illæ quæ a superiore, per sententiam aut mandatum, certæ personæ irrogantur.

c) Pœna a jure non statuitur nisi pro tempore futuro, quia leges futuris necessitatibus provident; dum pœna ab homine decerni potest non solum pro futuris, sed etiam pro præteritis delictis, ad eorum satisfactionem et emendationem.

Hæc posterior, si fuerit tantum comminata, evanescit, jurisdictione infligentis per mortem aut alio modo amissa. Prior autem perseverat, donec abrogata non fuerit lex a legislatore.

d) Pœna, quæ a lege aut consuetudine statuta est, dicitur *ordinaria*; dum *extraordinaria* aut *arbitraria* dicitur ea quæ ex judicis arbitrio, pro qualitate delicti et personæ, imponitur.

3^o *Ratione modi quo incurruntur*, pœnæ sunt latæ vel ferendæ sententiæ.

a) Pœna latæ sententiæ est ea quæ ipso facto, seu criminis perpetratione, seu mandati transgressione incurritur absque sententiâ condemnatoria.

Attamen cum de ipso facto debeat constare, plerumque requiritur, pro foro externo, sententiâ judicis declaratoria.

b) Pœna ferendæ sententiæ, quæ etiam *comminatoria* dicitur, non contrahitur statim a peccato commisso, sed accedente tantum sententiâ judicis condemnatoria.

Qualis autem sit pœna, an scilicet lata, an vero ferendæ sententiæ, pendet a voluntate infligentis, ideoque ex ejus verbis debet dignosci.

c) Lata sententiæ generatim reputantur censuræ, si formulæ legis seu præcepti quibus inferuntur, excludant judicis cujuscumque actionem seu ministerium, nempe:

Si reperiantur locutiones hujusmodi: *eo ipso; ipso jure; ipso facto; ex tunc; protinus; sine alia sententiâ, etc.*

Si verba sint temporis præteriti, v. g.: *sciât, novcrit se esse excommunicatum; debet pro excommunicato haberi.*

Si verba sint temporis præsentis et modi indicativi, v. g.: *excommunicamus, interdicimus, etc.*

Si autem verba sint temporis præsentis, sed modi imperativi vel subjunctivi, censura erit quoque latæ sententiæ, modo non requiratur superioris actus, e. g.: *incidat in excommunicationem; maneat suspensus; anathema sit, etc.* erit vero ferendæ sententiæ quando superioris actus requiritur, v. g.: *damnetur; excommunicetur; suspendatur.*

d) Ferendæ sententiæ reputantur censuræ, si formulæ quibus irrogantur includant judicis ministerium, nempe:

Si adsint istæ vel similes locutiones: *excommunicetur per episcopum, a suo episcopo mulctetur, etc.*

Si verba sint tantum comminatoria, e. g.: *præcipimus sub pœna suspensionis, sub interminatione anathematis, etc.* Excipe si aliud ex adjunctis appareat, v. g. quando dicitur: *sub pœna excommunicationis statim incurrendæ.*

Si verba tempus futurum designent, v. g.: *excommunicabitur, suspendetur, etc.*

e) Omnibus perpensis, si dubium superviserit, censura habenda est ut ferendæ sententiæ, juxta regulam juris:

"In obscuris minimum est sequendum."

4^o Ratione objecti, pœnæ dividuntur in *spirituales* et *temporales*.

a) *Spirituales* sunt illæ quæ privant participatione sacramentorum, officiis divinis, suffragiis Ecclesie, usu sacrorum ordinum, etc.

b) *Pœnæ temporales* sunt, e. g. mulctæ pecuniariæ, afflictiones corporales, incarcerationio, etc. Cf. Bargilliat, *Prelectiones*, tract. XI, num. 1544 et seq.

1100. **Ecclesia, jure divino, habet potestatem coercendi saltem per pœnas spirituales.** Revera auctores juris Ecclesie publici probant Ecclesiam esse societatem perfectam; jamvero ut efficax sit potestas judiciaria, necesse est ut comitem habeat *vim coactivam*, qua rei debitæ pœnis plectuntur.

Hinc 1^o Joannes XXII, constitutione *Licet*, uti hæreticam damnavit hanc propositionem Marsilii Patavini: "Quod Papa, vel tota Ecclesia simul sumpta, nullum hominem quantumcumque sceleratum potest punire punitione *coactiva*, nisi Imperator daret eis auctoritatem."

2^o Concilium Tridentinum, sess. XIII, cap. 1, De Ref., non solum affirmat potestatem corrigendi episcopis proprio jure competentem, sed etiam modum ea utendi prescribit. Cf. vol. I, num. 384.

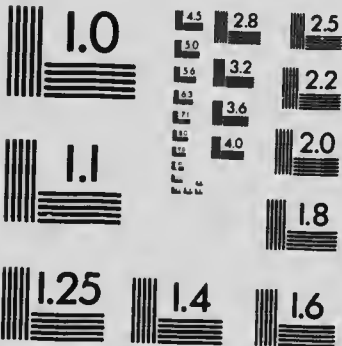
3^o Pius IX, in litteris encyclicis *Quanta cura*, inter instaurantes prava ac toties damnata novatorum commenta adnumerat quos "minime pudet affirmare Ecclesie non competere jus violatores suarum legum pœnis temporalibus coercendi."

1101. **Hæc Ecclesie potestas coactiva intelligenda est etiam de pœnis temporalibus et corporalibus.** Ecclesia, quæ est societas perfecta, pollet sufficienti potestate unde valeat *efficaciter* coercere contumaces et hæreticos cohibere. Atqui pœnæ spirituales parum movere solent homines carnales, quia, licet revera graviore sint, isti autem vulgares homines maxime sensu ducuntur et coguntur. Hoc præcipue locum habet respectu hæreticorum, qui, cum fidem abjecerint, quasi nihil reputant hujusmodi pœnas spirituales.



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

Hæc ratio agendi Ecclesie non repugnat indoli societatis spiritualis. Quamvis hujusmodi societas sensu pietatis, persuasione et paterno affectu regatur potius quam severitate legum et coercionum asperitate, possunt tamen qui illam gubernant uti salubri rigore ad frangendam contumaciam, ad reparanda scandala, ad præcavendam denique hominum fragilitatem ruinam spiritualem, quando media communia non sufficiunt; unde S. Paulus, I^a ad Corinthios, IV, 21, scribebat: "Vultis in virga veniam ad vos, an in charitate et spiritu mansuetudinis."

Coercitio pœnis temporalibus temperatis non magis derogat juribus principis secularis quam si fieret in familia privata; non est ratio cur, in gradu etiam superiori et magis extenso, non agnoscatur societati Christianorum jus quod societatibus domesticis competit ad sua membra, moderatis corporum coercionibus, emendanda. Hæc aliunde coercitio potest adhiberi absque ullo offendiculo rectoris civilis, præsertim si principes seculares juvant, sicut olim contigit, exercitium justitiæ clericalis. Icard, Præf. Sti Sulpicii, vol. III, num. 755. ✓

1102. **Ecclesia pœnas extremas corporales nunquam ipsa intulit.** Quod probatur 1^o *sententia Patrum*. Ecclesia "gladium non habet nisi spirituale; non occidit, sed vivificat", ait S. Nicolaus I, in canone *Inter hæc*, caus. XXXIII, quæst. II. Celestinus III scripsit de quodam clerico, qui pro suis criminibus depositus fuerat: "Si depositus incorrigibilis fuerit, excommunicari debet, deinde, contumacia crescente, anathematis muerone feriri; postmodum vero, si in profundum malorum veniens contempserit, *cum Ecclesia non habeat ultra quid faciat*, ne possit esse ultra perditio plurimorum, per sæcularem comprimendus est potestatem, ita quod ei deputetur exsilium, vel alia pœna legitima inferatur." Concilium Constantiense, sess. XV, prolata sententia depositionis et degradationis in Joannem Hus, eodem sensu addit: "Sancta Synodus Joannem Hus, *attento quod Eccle-*

sia Dei non habeat ultra quid agere valeat, iudicio saeculari relinquere, et ipsum curiae saeculari relinquendum fore decernit."

2^o *Ex ratione et indole iudicii ecclesiastici.* Notum est axioma: "Ecclesia abhorret a sanguine." Hinc invenitur prohibitum, in dispositionibus juris communis, ne clerici sederent in causa sanguinis et penas extremas infligerent, etiamsi potestatem illam haberent ab auctoritate civili: "His a quibus Domini sacramenta tractanda sunt, iudicium sanguinis agitare non licet. "Cap. 30 et 29, caus. XXIII, quest. 8.

3^o *Ex praxi Ecclesiae.* Non reperimus Ecclesiam unquam protulisse sententiam sanguinis, in his etiam temporibus quibus maxima fruebatur libertate.

An summo jure Ecclesia possit damnare ad penam mortis aut mutilationis, non constat inter auctores; argumenta utriusque sententiae videri possunt apud Cavagnis, Institutiones Juris Publici Ecclesiae, num. 301.

1103. Penas irrogare possunt superiores jurisdictionem in foro externo habentes sive ordinariam, sive delegatam.

Necessitas jurisdictionis in foro externo sequitur ex ipsa natura penarum canonicarum, quae, si excepias poenitentias in sacro tribunali a confessario impositas, feruntur ad forum externum.

Ut superior jure suo utatur, debet habere potestatem *expeditam*:

Hinc 1^o oportet ut nullo impedimento canonico innodetur; si sit excommunicatus, suspensus, haereticus aut schismaticus, non potest *licite* penas irrogare, quamvis sit *toleratus*; non potest *valide*, si sit *vitandus*.

2^o Oportet ut sit in suo territorio, quando poena irroganda est in foro ^{contentioso} ~~contentioso~~: "Sacris canonibus est generaliter

9. 10-120 - Jurisdictio contentiosa seu p[ro]curatoria hic

interdictum ne quis episcopus jurisdictionem exerceat in diœcesi aliena." Caput Quamvis, De Foro Competenti (in dec. 101)

Excipiendi sunt duo casus a regula generali: a) Si Ordinarius loci consentiat ut episcopus exerceat jurisdictionem contentiosam, et ipsæ partes etiam annuant; revera invite cogi non debent e suo territorio egredi litis causa.

b) Si praelatus expulsus injuste fuerit e sua diœcesi; tunc enim, petita prius Ordinarii loci licentia, quamvis non obtenta, subditos suos quorum malitia expulsus est, eorumque consiliarios et fautores censuris plectere potest. Caput Quamvis, De Foro Competenti.

De subjecto
pœnarum

1104. Pœnis ecclesiasticis plecti non possunt nisi

1° Homines christiani. Nam Ecclesia de his qui *foris* sunt non judicat; ideoque excluduntur infideles, etiam catechumeni. Cf. I ad Cor. V, 12.

2° Rationis capaces, eum nemo pœnam subire debeat, nisi delictum admisit. *Separatim - 14 ann - 12 ann -*

a) Hinc impuberes, rationis usum plene adepti, absolute non eximuntur a pœnis late sententiæ, utpote doli capaces; attamen, ob ætatis levitatem, ex benignitate Ecclesiæ, eas non inveniunt nisi in lege specialiter expressum sit, ut pro ingredientibus monasteria monialium statuitur. Cf. Const. Apostolicæ Sedis, tit. I, num. 6.

b) Neque expedit ut in eos censure *ab homine* ferantur; sed potius debent aliis correctionalibus pœnis puniri. "In pueris enim, relinqui solet inultum quod in aliis provectoris ætatis humanæ leges dicunt severius esse puniendum." Cap. Referente, De Delictis Puerorum.

Ad retentionem
subditi suffi-
cit quæsi-
tionem
v. s. -
visto in
manipolite
diœcesi

3° Et subditi, quia pœnæ irrogatio est actus jurisdictionis, qui non nisi in subditos exerceri potest.

a) Ideo peregrini, quamdiu versantur extra diœcesim, non tenentur censuris quæ per modum legis in suo territorio lata sunt, etiamsi discesserint eo animo ut se obligationi legis subtraherent. "Statuto episcopi, quo in omnes qui furtum

Lex communis ligat & mesubijunct

Gregorius IX = 5^o primi libri Dec -
 Bonifacius VIII 5^o alii libri (5-10) Dec -
 Gratianus -

commiserint excommunicationis sententia promulgatur, subditi ejus, furtim extra ipsius diocesim committentes, minime ligari noseuntur, eum extra territorium jus dicenti non pareatur impune." Cap. *Ut animarum*, De Constit., in 6^o libro

b) Utrum idem dicendum sit de præcepto quod episcopus suis diocesanis injunxerit sub pœna *ipso facto* incurrenda, an scilicet pœnam incurrant, i præceptum violent extra diocesim, disputant canonistæ. Communiter affirmant doctores, quia præceptum afficit personam et ei adheret sicut pellis ossibus; dum e contra lex est territorialis et obligat in solo territorio.

c) Pœnis quæ latæ sunt in locis per quæ transit, peregrinus non tenetur, nisi leges quibus pœnæ sunt adnexæ ipsum obligent. *Videndum est an lex sit territorialis vel*

d) Episcopus potest pœnis ligare subditum suum extra diocesim existentem, pro crimine quod in proprio territorio commissum est. Quod dicendum est de iis qui, licet absentes, censeantur tamen in proprio territorio delinquere: ut si excommunicaretur clericus qui, jussus accedere ad synodum, non obtemperaret. Secus enim a nullo posset puniri.

Non obstat quod citatio non possit fieri extra territorium; nam sufficit ut reus in propria domo, aut loco publico citetur. Cf. Bargilliat, num. 1552; Icard, vol. III, num. 757.

1105. **Ad delictum pœnis coercendum quinque conditiones generatim requiruntur:**

1^o Debet esse *externum*; nam Ecclesia non judicat de internis, nisi in foro pœnitentiæ: "Cogitationis pœnam nemo patitur;" *ex capite pœnitentiæ*, 14, De Pœnitentiâ. Omissio tamen actus externi a lege præscripti habetur ut opus externum, et pœnis subjacet; *ex capite Quantitas*, 47, De Sententiâ Excommunicationis.

Posset tamen Ecclesia actum externum, aliunde in se malum, pœnis plectere sub conditione solius malitiæ quæ ab interno procederet: v. g. posset ferri excommunicatio vel

Decretalium -
 Bonifacius VIII -

Communis -

Conditiones
 ad legitimam
 pœnam
 modus decretalium
 rati-
 onis in certis
 de q^o h^o
 capite:

alia poena in eos tantum qui *scienter*, aut *temere*, aut ex *presumptione* aliquid egerint; ratio est, quia, cum actus sit aliunde malus ac merito possit pœnis plecti, nulla injustitia est quod non puniatur nisi vestitus sit certis conditionibus, nempe quod sit peractus *scienter* et *temere*.

2^o *Proprium*, saltem aliquo modo, nam "non debet aliquis alterius odio prægavari;" ex reg. juris 22^a, in 6^o.

Diximus *aliquo modo*, nam propter crimen a majori parte communitatis, vel a capite ipsius commissum, tota communitas potest subijci interdicto vel suis privilegiis spoliari; et sic innocentes puniuntur, et non immerito, quia delictum communitatis omnibus membris *proprium* esse censetur.

Aliquando, deficiente culpa personæ, adest ratio imponendi pœnam innocenti: v. g. filius hæretici arcetur ab ordinibus ecclesiasticis propter suspicionem ne, ob conjunctionem naturalem cum parentibus, ad hæresim redeat. Hoc in casu, adest causa ordinis publici qua pœnæ impositio fit legitima, juxta regulam juris 23^{am}, in 6^o: "Sina culpa, nisi subsit causa, nemo est puniendus."

3^o *Grave*: certum hoc videtur quoad pœnas quæ in judiciis imponuntur, cum ridiculum esset ad judicium recurrere propter leves culpas.

4^o *Consummatum*; nempe requiritur ad pœnam incurrendam ut perficiatur id quod precise lex intendit plectere tali pœna; unde sola attentatio delicti, vel cooperatio ad illud per consilium, mandatum, puniri nequit pœna lata contra hujusmodi delictum; unde qui vult occidere, vel verberat ad occidendum, non incurrit pœnas contra homicidium latis, si revera non occiderit, quia "odia sunt restringenda." Secus esset dicendum, si lex intenderet punire mandantes, consules, cooperantes et etiam attentantes.

5^o *Debite probatum*; hæc conditio requiritur tantum pro pœnis quæ non nisi post sententiam prolatam executioni mandari possunt, non vero pro pœnis ipso jure latis, quæ per

ipsammet legem executionem obtinent, ut censura ipso facto lata *generatum vellem.*

6^o *Pœnæ proportionatum*; id est, requiritur peccatum grave ad pœnam gravem, sufficit leve ad levem. Ratio est, quia principia æquitatis suadent pœnam esse commensurandam culpæ et pro modo culpæ imponendam.

Ideoque docet Benedictus XIV non solum excommunicationem, sed etiam suspensionem a divinis, nec *valide* propter culpam *levem*, nec *prudenter* propter *lethalem*, quæ gravioribus non æquiparetur, irrogari. *Gravitas autem delicti, non modo ex re in se considerata, sed ex adjunctis quoque locorum et temporum est perpendenda.* Contingere enim potest ut res, quæ in se spectata levis esse videtur, gravis tamen appareat ratione circumstantiarum. Bened. XIV, De Synodo, lib. X, cap. 1 et 3.

1106. **Queritur an ignorantia excuset a pœna.**

Ignorantia contingere potest vel circa legem, vel circa pœnas a lege impositas; iterum ignorantia est vincibilis vel invincibilis.

De ni obligatoria pœnarum

*Ignorantia
vincibilis
non excusat
a pœna
si sit
vincibilis
et si sit
vincibilis
et si sit
vincibilis*

1^o Ignorantia solius pœnæ, etsi invincibilis, ab hac pœna non excusat, nisi ipsamet lex notitiam pœnæ requirat ut possit incurri, vel nisi hæc pœna sit gravissima excedens meritum criminis, vel pœna ejus sit nature quod non possit incurri sine ejus notitia, prout sunt censure, et probabiliter irregularitates ex delicto. S. Alphonsus, Theol. Mor., lib. VII, n. 351.

2^o Casu quo ignoratur lex ipsa, videndum est an ignorantia sit invincibilis vel vincibilis; ignorantia invincibilis, quæ excusat a peccato, excusat etiam a pœna; si vero sit vincibilis, nec a peccato, nec a pœna excusare potest. *Ceterum*, in foro externo, ignorantia legis non præsumitur, nisi ageretur de personis omnino illitteratis. Stremler, Des Peines Ecclésiastiques, pag. 31.

In excusa

3^o Notatu dignum est quod si pœna sit iudicta præsumentibus, sive temere, consulto aut scienter peccantibus, tunc

excusat ignorantia etiam crassa, non tamen affectata, quæ adest enim quis studiose negligit scire legem ut liberins agat; quia talis ignorantia scientiæ equiparatur. S. Alph., lib. I, num. 169.

1107. An reus delicti teneatur in conscientia exsequi penam latæ sententiæ, ante omnem iudicis sententiam?

Oportet distinguere inter penam *positivam* et *negativam*.
 1^o Si pena sit *positiva*, tenent auctores eam non ligare reum, etsi sit latæ sententiæ ipso facto incurrendæ, antequam iudex per sententiam declaratoriam decreverit delinquentem revera certum crimen patrasse et penam ei appositam incurrisse. Ratio est, quia lex nimis dura es-et, et moraliter impossibilis, quæ cogeret reum ad ponendum actum suiipsius vindicativum. Hinc si pena sit multa pecuniaria *ipso jure* incurrenda, reus criminis cui hæc pena infligitur non tenetur ad eam subeundam ante iudicis sententiam declaratoriam delicti.

2^o Si pena sit *negativa*, videndum est an consistat in privatione *juris quærendi*, vel *quæsiti*.

Penæ quæ privant jure quodam quærendo, ligant reum ante iudicis sententiam. Unde *a) generaliter* certum est censuras et irregularitates incurri ante iudicis sententiam et plane vigere pro foro interno, etsi occulta semper maneant facta criminosa; *b) quoad penas inhabilitantes*, seu privantes capacitatem acquirendi jura, certum est has omnes ipso jure inflictas attingere reum ante quamcumque iudicis declarationem: tales sunt irregularitates *ex delicto*. Unde si quis commiserit crimen ob quod inhabilis *ipso facto* redditus est ad beneficia acquirenda, non solum peccat beneficium acquirendo, sed ita nulliter ad illud promovetur ut, ante omnem sententiam iudicis, teneatur illud dimittere. *Vel si servat illud, ut no. 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.*

Difficultas major est circa penas negativas privantes aliquo jure quæsito, v. g. beneficio vel officio. Videtur has

G. de haye

n^o 2013

non sunt a
professione delicti
ad intentionem

1^o obligant in
conscientia

2^o non obligant

sic de haye

pœnas incurrere in foro interno ante iudicis sententiam, et observandas esse pro foro externo, ne quis aliquo jure illegitime utatur. Excipe si crimen sit occultum, et quis, exsequens pœnam, deberet prodere seipsum et infamiam subire: tunc prœvalet jus naturale præcipiens neminem teneri prodere seipsum. Suae conscientiae delinquens consulere teneretur, petendo a potestate competente absolutionem vel dispensationem. M. Lega, De Pœnis.

Notandum est quod in casu pœnae *ferendae sententiae*, reus non ligatur pœna hujusmodi ante sententiam condemnatoriam, licet agatur de pœnis privativis, de inhabilitatibus aut censuris; ratio est, quia talis pœna nondum est inflata.

1108. **Tandem pœnae in suis effectibus debent esse** 1^o *preservatrices* ante crimen, omnes continentur in officio ob pœnae salutarem timorem; 2^o post delictum *emendatrices* rei, adeo ut delinquens post pœnae lutionem non sit justitiae et honestatis inimicus, sed amator et sectator; 3^o *exemplares*, ut post patratum crimen alii ab eo patrando deterreantur. Lega, loco citato.

*quis tamen
copiosus
consonantiam
posset uti
sua libertate -
et apiculus juris -*

Origo Censurarum - est apostolica - 1^a Cor. 5, 10

2^a Cor. 6, 8

Paris (Historical & edifying) totaliter fer

II Cor. 2, 5

Censuras - Antequam habebat

II Thes. 3, 14

3000 censuras; hodie vero 21 tantum.

I Joan. 3, 10

Act. 13, 41

TITULUS II

DE CENSURIS IN GENERE

*Censura limi-
tatur communiter
eleventibus
penae, sc.
est pena
pro individuum
bonis, sc.
medici-
nalis* - 1109. **Censura communiter ab auctoribus defini-
tur:** "Pœna medicinalis per quam homo baptizatus, delin-
quens et contumax, privatur per potestatem ecclesiasticam usu
quorundam bonorum spiritualium." Stus Alph., lib. VII,
De Censuris, n. 1.

Dicitur 1^o pena, et sic convenit cum pœnis vindicativis,
scilicet depositione et degradatione. Differt vero ab irregu-
laritate ex defectu, quæ certe non est pœna eum ex culpa
non oritur, sed inhabilitas ad sacras functiones obeundas;
ab irregularitate ex delicto, quæ est inhabilitas ex delicto
orta. Prætera censura tollitur per absolutionem, dum irre-
gularitas aufertur per dispensationem.

Dicitur 2^o medicinalis, id est, quæ primario et principa-
liter infligitur et reus emendetur et ad meliorem frugem
redeat. Per hoc censura differt a pœnis vindicativis, quæ
primario in criminis vindictam plectuntur.

Dicitur 3^o per quam homo baptizatus, delinquens et con-
tumax, quibus verbis exprimuntur conditiones ut quis cen-
surari possit. Debet esse: a) baptizatus, alioquin non esset
subjectus potestati ecclesiasticæ, a qua sola censuræ ferri pos-
sunt; b) delinquens, quia omnis pœna supponit delictum;
c) contumax, id est, monitionibus Ecclesiæ non obtemperans.
Hoc finit a natura censure, quæ est pœna medicinalis requi-
rens monitiones ab homine, vel saltem a lege.

Dicitur 4^o privans per potestatem ecclesiasticam usu
quorundam bonorum ecclesiasticorum, quia censura non
privat omnibus bonis spiritualibus, sed certis bonis ab Ecclesia
dependentibus, puta sacramentis, suffragiis, indulgentiis, sacris

ubi adest reservatio, non semper adest censura et vice versa.

functionibus, beneficiis, etc. Censura non tollit characterem sacramentalem, gratiam sanctificantem, virtutes morales et infusas, communionem sanctorum: hinc aliquis potest habere gratiam sanctificantem, quamvis censura innodetur, v. g. si perfecte peniteat antequam a censura absolvatur.

1110. **Censura diversimode dividitur:**

1^o Ratione effectus, dividitur in excommunicationem, suspensionem et interdictum, quae divisio ab ipso jure traditur: sic habet caput Querenti, 20, De Verborum Significatione; "Querenti quid per censuram ecclesiasticam debeat intelligi, respondemus quod per eam non solum interdicti, sed excommunicationis et suspensionis sententia valet intelligi."

2^o Ratione modi quo ferri solet, dividitur in censuram a jure et censuram ab homine. Censura lata a jure est ea quae a jure, seu per canones, constitutiones vel statuta fertur modo stabili et permanenti. Censura lata ab homine ea est quae a iudice per sententiam judicariam, vel a prelato per mandatum particulare incurritur.

3^o Iterum ratione modi quo fertur, censura est lata vel ferenda sententiarum. Censura lata sententiarum ea est quae ipso facto, seu crimine semel admissio, statim incurritur absque ulla iudicis sententia etiam declaratoria; censura ferenda sententiarum, quae etiam comminatoria dicitur, ea est quam jus aut iudex non vult ipso facto incurri, sed solum per sententiam infligi. Unde censurae hujusmodi possunt esse a jure simul et ab homine: a jure quidem quatenus statuuntur per legem aut statutum permanentis, ab homine quatenus non incurrantur nisi post sententiam iudicis.

Ut autem dignoscatur an censura sit lata vel ferenda sententiarum, considerata sunt verba quibus censura irrogatur. Cf. quae diximus in tit. praec., num. 1099.

4^o Ratione reservationis, censura dividitur in reservatam et non reservatam, prout ejus absolutio reservatur superiori vel non reservatur.

Sed et Procehium sic differunt:
a) ratione ferentis seu conditoris -
b) ratione subiecti
c) ratione finis
d) ratione loci -

non incurritur
1 - quis lata
sed bonis
spiritualibus
prolevis com-
municatus -
2 - prout sententia ad heremam
3 - prout ad loca
sacra ad istud
bona

Censurae feruntur ad tempus determinatum

5° Ratione temporis, censura fertur ad tempus determinatum vel ad tempus indeterminatum. Omnes censuræ proprie dictæ, quatenus pœnae medicinales, debent durare usque ad rei emendationem, proinde sunt necessario ad tempus indeterminatum; censuræ, quæ sunt ad tempus determinatum vel perpetuæ, habent naturam pœnae vindicativæ. Ceterum nunquam excommunicatio fertur ad tempus determinatum vel in perpetuum; solæ suspensiones et interdicta sic aliquando feruntur. Stremier, Des Peines Ecclésiastiques, pag. 178.

Insuper, quis non fert censuram nisi ad tempus indeterminatem sed hinc inde solentur per ad tempus determinatum

1111. Datur in Ecclesia potestas ferendi censuras, quæ sententia est de fide, ex Concilio Constantiensi, sess. VIII et sess. XV. / In sessione VIII, fuit damnata propositio Wicleffi: "Excommunicatio Papæ vel ejusdemque Prelati non est timenda, quia est censura Antichristi."

2 Hæc potestas residet apud eos qui in foro externo pollent jurisdictione sive ordinaria, sive delegata; ex cap. Cum ab Ecclesiarum, tit. XXXI, De Off. Judicis Ordinarii, lib. I.

Ordinariam potestatem habent: 1° Papa et concilium generale, respectu totius Ecclesiæ; 2° Congregationes Romanæ, v. g. Concilii, S. Officii, etc, quæ etiam ferre possunt censuras in iis quæ sibi respective attribuantur; 3° legati apostoli, in territorio ipsis assignato; 4° archiepiscopi, respectu tantum

Considerandum est eorum Bulla

subditorum proprie diocesis, non vero aliorum suffraganeorum, nisi tempore visitationis, aut nisi per appellationem causa ad ipsos devolvatur; 5° episcopi, respectu subditorum, dummodo sint confirmati; 6° vicarii generales ad firmandam suam jurisdictionem; 7° qui præsunt ordinibus aut congregationibus virorum. De Congregationibus præcipuis.

6° v. s. hoc habent tantum ex speciali permissione seu mandato episcopi - nam v. s. - habent vel possunt habere

Ordinariam potestatem censuras ferendi non habet parochus, cum jurisdictionem non habeat in foro externo. Delegatam autem potestatem censuras ferendi habent illi

quibus hæc facultas fuit commissa. Hujusmodi potestas cessat per mortem aut amotionem delegantis, nisi causa a delegante

transmissa, necessarium est in officio et ex - sententia episcopi -

Eadem potestas habet etiam in casu

est in casu

gato jam fuerit incepta, saltem per citationem. Vol. I, num. 153.

Delegatus ad ferendas censuras non potest alterum subdelegare, nisi a delegante licentiam expressam habent, vel sit delegatus ad universalitatem causarum, aut delegationem teneat a Summo Pontifice. Vol. I, num. 148.

1112 Ut quis possit ferre censuras, plures requiruntur conditiones :

1^o *Ut sit vir*, quia potestas jurisdictionis fuit commissa solis viris; dubitatur an Summus Pontifex, de plenitudine sue potestatis, *valent delegare mulieres ad censuras ferendas.*

2^o *Ut sit baptizatus*, quia qui non est de Ecclesia non est jurisdictionis ecclesiasticae capax.

3^o *Ut sit saltem tonsuratus*; unde religiosi professi, qui primam non habent tonsuram, exercere nequeunt potestatem ecclesiasticam, nisi a Summo Pontifice dispensentur.

4^o *Ut habeat jurisdictionem expeditam ad usum*; unde episcopus excommunicatus nec licite, nec valide censuras irrogat, si sit vitandus; non licite, si sit toleratus. Præterea, ut ejus jurisdictio dicatur *expedita*, oportet, *regulariter*, ut non sit extra propriam diocesim; ex capite *Quomodo*, De Foro Competenti. Dicitur *regulariter*, quia casus sequentes sunt excipiendi: a) Si episcopus sit injuste expulsus e sua diocesi; sed tunc peti debet licentia ab Ordinario, licet non obtineatur. b) Si Ordinarius loci et partes in id consentiant. Bene tamen potest episcopus, extra suam diocesim existens, sine strepitu judiciali, absolvere subditos a censuris, non vero judicialiter. S. Alph., lib. VII, num. 21.

1113. Ut quis censura ligari possit, quatuor conditiones requiruntur :

1^o Oportet ut sit *homo*: bruta, v. g. locustæ, improprie dicuntur anathematizari; loca interdiciuntur sed solum ob personas.

Conditiones prædictæ ad censuram ferendam

*Multa censuras
reus conditiones
ad ferendam
Censuram
+ g. n. 1118 - 1119
- 1120 -*

*tanquam
episcopi
a here episc.*

si an de loc. com.

*subditum
Censuras
ad
conditiones
ad
1- ex parte personarum
n. 1113*

E

2° *Ut sit baptizatus*, quia alioquin non est Ecclesiae subditus.

3° *Ut sit rationis compos*; nam pueri et perpetuo amentes, sicut sunt incapaces culpæ, ita et censure. Illi vero qui ad tempus tantum carent ratione, ligantur censuris si, tempore quo erant rationis compotes, eis causam dederunt.

4° *Ut sit subditus*. Romanus Pontifex, qui superiorem non habet, nequit ligari censuris; nec episcopi et cardinales incurrunt censuras latis a jure, nisi de ipsis expressa mentio fiat; ex cap. *Quia periculosum*, De Sent. Excomm, in 6°. Hoc tamen intelligitur de suspensione et interdicto, de quibus fit mentio in dicto capite, non autem de excommunicatione, cui subjacent episcopi, etiamsi de eis in lege nulla mentio fiat.

Reges et reginæ, ^{et principes} quævis episcopis subditi sint in spiritualibus, jure tamen novo non possunt ligari censuris nisi a Papa.

5° *Ut sit persona determinata*; sed hæc conditio non est necessaria nisi quoad excommunicationem; suspendi aut interdici possunt civitates, collegia, sed non possunt excommunicari. Stus Alph., lib. VII, num. 18.

I- conditio ad incurran-
dam censuram
2- ex parte
culpe
cf. 1005

1114. **Causa ob quam censura potest irrogari** est peccatum externum, consummatum, censure proportionatum, conjunctum cum contumacia, et proprium.

Dicitur 1° *peccatum*, quia censura est pœna: unde quidquid excusat a peccato, excusat a censura, v. g. inadvertentia, ignorantia invincibilis, metus.

Dicitur 2° *externum*, quia Ecclesia de internis non judicat.

Dicitur 3° *consummatum*, ita ut perficiatur id quod lex intendit punire. Unde censuram non incurrunt mandans, consulens, ferens suffragium, si mandatum, consilium aut suffragium efficaciter non influant in crimen; nisi censura principaliter contra mandantes, consulentes aut suffragium ferentes lata fuisset.

Dicitur 4^o *censura proportionatum*, quia ad censuram incurrendam requiritur peccatum grave. Unde qui excusatur a gravi culpa, excusatur quoque a gravi censura; et si quid præcipiatur quod, omnibus inspectis, leve sit, præceptum non obligabit sub gravi, nec gravis censura poterit irrogari.

Dicitur 5^o *conjunctum cum contumacia*, quia censura est pœna medicinalis; jamvero ut incurratur, pro foro interno, requiritur contumacia.

Dicitur 6^o *proprium*, nisi agatur de suspensione et interdicto.

1115. (Deficientibus prædictis conditionibus,) **censura non incurritur in casu ignorantia;** Ex cap. Ut animarum, 2, De Constitutionibus, in 6^o, ubi Bonifacius VIII declarat ignorantes pœnis non ligari, "dum tamen eorum ignorantia crassa non fuerit, aut supina."

Unde 1^o ignorantia legis aut facti invincibilis, item ignorantia leviter culpabilis ab omni censura excusat; revera arguitur de contumacia qui censuram ab Ecclesia statutam penitus ignorat.

2^o Ignorantia graviter culpabilis a censura excusat, nisi sit crassa aut supina.

3^o Ignorantia crassa aut supina non excusat, nisi lex canonica requirat ut reus statutum violaverit *scienter, consulto, temeraria presumptione, etc.*

4^o Ignorantia affectedata non excusat a censuris, quia requiratur scientiæ; probabiliter tamen excusat a censuris, quando lex requirit scientiam. Cf. Stum Alph., lib. VII, De Censuris, num. 48.

1116. **Ex eodem titulo, censura non incurritur in casu metus** (transiisse)

1^o Si agatur de lege *mere ecclesiastica*, cui annexa est censura, metus excusat tum a lege, tum consequenter a censura; nisi tamen legis observatio sit necessaria pro bono publico

1115 + 1116 + 1117
 3 - Conditione adiacentem - et parte causae ex parte -
 ad sciendam legem in hunc finem
 ad mensurandam

Appellatio in devotio -
 " In suspensio - hanc suspensio -
 sententia!

servando, vel ejus violatio cedat in contemptum fidei aut potestatis Ecclesie. *Vide circumstantias...*

*disputatio
- info eyes
infantum*

2° Si agatur de præceptis *juris naturalis*, a quibus implendis metus gravis excusare nequit, metus a censura videtur excusare, cum sic delinquens haberi nequeat pro contumaci et Ecclesie contemptore, quia peccat infirmitate nature potiusquam malitia obstinate voluntatis. Schmalzgrueber, De Sententia Excommunicationis, num. 70.

1117. In dubio utrum censura incurratur, distinguendum est:

1° Si dubium sit *juris*, v. g. an lex annexam habeat penam, auctores docent non esse obligationem servandi censuram, quia in penis benignior interpretatio est facienda.

2° Si dubium sit *facti*, v. g. an peccatum commissum sit debitis vestitum conditionibus ut censura incurratur, videtur censuram non incurri ob eandem rationem, scilicet quia *odii sunt restringenda*.

*Si tamen
censura esset
res de iure
sententia, iuris,
in foro
possit non
submittere
hæc
censura
sunt!*

3° Si dubium versetur circa judicem, an scilicet excesserit limites sue jurisdictionis, an formas præscriptas servaverit, censura servanda est, quia præsumptio favet superiori.

4° Si constet de injustitia censuræ, omnes conveniunt eam non ligare in foro interno; in foro autem externo, ad vitandum scandalum et ne quis videatur iudex in causa propria, convenit ut servetur usquedum a superiore revocetur.

1118. Ut censura legitime feratur, plures formalitates sunt servandæ; et imprimis requiritur monitio.

1° Monitio est intimatio qua superior declarat eos, qui legi aut sententiæ non paruerint, incurrere censuras.

Monitio est *solemnis*, quando in ipsa lege continetur, quo in casu dicitur quod lex interpellat pro homine; monitio *canonica* est illa quæ fit per ministerium apparitoris curiæ.

Monitio *canonica* est vel *simplex*, vel *peremptoria*; *simplex* est illa quæ ter iteratur, *peremptoria* est illa quæ triplici monitioni simplici æquivalet.

2^o Monitio est necessaria in censuris, quia censuræ sunt pœnæ medicinales quæ non nisi in contumaces ferri debent. Hoc eruitur ex eap. *Reprehensibilis*, 26, De Appell. : "Statuimus ut nec prælati, nisi canonica monitione præmissa, suspensionis vel excommunicationis sententiam ferant in subditos."

Hæc monitio canonica non requiritur in censuris latae sententiæ, quia lex solemniter admonet et interpellat pro homine; nec in suspensionibus et interdictis quæ feruntur post delictum præteritum, quia hujusmodi censure habent naturam pœnæ vindicativæ.

3^o Monitio canonica fieri debet a iudice, aut ejus nomine; et si censura imponatur in eorummodum partis, ad illius instantiam monitio debet fieri.

4^o Monitio debet fieri in scriptis, nisi iudex procedat ex officio; quo, in casu oretenus fieri potest, ita tamen ut possit probari in foro. Monitio notificare debet: a) personam superioris; b) censuram ab eo infligendam; c) personam cui est infligenda. Si unum ex his deficiat, non adest contumacia, et canonice non adest censura -

3^o Si censura contra plures generatim sit ferenda, sufficit ut monitio fiat in ecclesia eorum populo; si interdiciatur eomunitas, sufficit ut moveantur n^o s^o quorum culpam interdiciunt comminatur; sed si censura in individuum feratur, iste specialiter est monendus. Si se abscondat, aut fraude impediatur monitionem, tunc sufficit ut monitio fiat in ejus domo, vel si domum non habeat, in ecclesia aut in loco publico. Consideranda sunt circumstantiæ - cautè gerendum est.

1119. **Sententia non est ferenda antequam reus citetur.**

1^o Si censura sit *lata sententiæ*, reus citandus est ut dicat quas ob causas non debeat declarari censura ligatus. In hujusmodi censuris, lex interpellat pro homine et solemniter admonet, sed reus citatus posset se excusare ratione ignorantie

*non adest
censura -*

*Propter
censuram
(reus) -*

legis, vel pœnæ legi adnexæ, et sic impedire sententiæ fulminationem.

Excipitur casus notorius, quando scilicet violatio legis pœnalis nulla tergiversatione celari et nulla ratione excusari potest. *v. s. Apostasia et hæresis -*

2^o Si censura sit ferendæ sententiæ, reus citandus est et audiendus. In hujusmodi censuris irrogandis, reus *regulariter* censura non plectitur qui in prævio processu canonico copiam defensionis habuerit.

Dicimus *regulariter*, quia, præter casum delicti notorii, iudex non tenetur ad rei citationem. Quando, in casibus a jure determinatis, procedit ex informi conscientia. *Strenler, Des Peines Ecclésiastiques, pag. 210.*

*Auctor
censuræ
regularis*
1120. Ipsa sententia referat formalitates assignatas in capite Cum medicinalis, De Sent. Excomm., in 6^o: "Quisquis igitur excommunicat, excommunicationem in scriptis proferat, et causam excommunicationis expresse conscribat. Exemplum vero hujusmodi scripturæ teneatur excommunicato tradere intra mensem, si fuerit requisitus; super qua requisitione fieri volumus publicum instrumentum, vel litteras testimoniales confici sigillo authentico consignatas."

Causa censuræ exprimi debet non in genere, sed in specie; insuper scriptura debet esse authentica, sigillo obsignata et subscripta a iudice, aut ab alio ipsius nomine, aut saltem debet per idoneos testes probari. Si iudex sit episcopus, sententiam per alium proferre potest; si episcopo sit inferior, potest per seipsum aut saltem per notarium aut alium ministrum eam indicare.

Sententia censuram infligens ferri debet diebus non feriatis, alioquin non invalida quidem sed illicita crit.

*Effectus
censuræ*
1121. Denuntiatio sequitur prolationem sententiæ. Definiri potest: Publicatio censuræ, facta jussu et nomine superioris, ut deveniat ad notitiam communitatis.

*Denuntiatio minus requiritur, si sententia
fuit excommunicatio vel interdictum; et
lesere excommunicationem interdictum -*

Effectus censurae legitimae 1^o directus - privatio de bonis spiritualibus
 2^o indirectus - privatio aliquid bonorum temporalium
 censura illegitima

in foro externo - in censura illegitima
 in foro interno - in retrogresso
 zero tatum

1^o Censura denuntiatur communitati ut reus, salubri confusione et pudore concussus, a l resipiscentiam veniat et ceteri fideles ab illius consortio abstineant, in his quae per censuram interdicta ipsi fuerunt. Can. *Cura*, 20, caus. XI, quest. III.

2^o Ut denuntiatio effectum suum operetur, quatenus necesse sit excommunicatum vitare, oportet ut fiat ab ipso iudice, sive censura lata fuerit per modum statuti, sive per modum sententiae. Si vero censura fuerit lata a iure communi, denuntiatio fieri debet ab Ordinario loci ubi censura percussa fuit, vel ab Ordinario domicilii. Reus, antequam denuntietur, citandus est ut se excuset.

3^o Haec denuntiatio fieri debet per proclamationem publicam in ecclesia, vel per scriptum ad valvas ecclesiae affixum, juxta morem receptum cujusque diocesis. Parochus cui censurae denuntiatio mandatur, tenetur regulariter obtemperare, juxta caput *Pastoralis*, 28, De Officio Jud. Deleg. Si tamen parochus certus esset sententiam esse injustam, etiam juxta probata, non deberet illam executioni mandare. Si vero sententia esset justa, secundum allegata et probata, et aliunde parochus sciret, ex scientia privata, illam esse injustum, teneatur illam exsequi. St. Alph., De Censuris, lib. VII, num. 68.

4^o Suadet aequitas ut fiat nova monitio antequam procedatur ad denuntiationem, si spes aliqua effulgeat reum adducendi ad poenitentiam; id tamen in jure non requiritur. Icard, Praelectiones, vol. III, num. 765.

1122. A censuris datur appellatio.

1^o A censuris per sententiam inflictis non conceditur appellatio in *suspensivo*, sed tantum in *devolutivo*; id est, non suspenditur effectus censurae, cum censure secum ferant executionem, sed per appellationem devolvitur jus eas irritandi ad iudicem appellationis.

Advertendum est non denegari appellationem in suspensivo, nisi quando agitur de censuris proprie dictis. Unde

sed legitime in foro interno - tunc videtur non tenetur observare censuram sed debet probare quod censura est nulla. Attamen si scandalum aliquid daretur tunc observare -

Delinquens non tenetur servare censuram aliquid tamen curia obligat sum innocenter tacere -

Protectis contra censuras appellatis - 1122 -

appellatio prodeit effectum suspensivum, si appelletur a sententia depositionis aut degradationis.

Imo eundem effectum habet appellatio a suspensione quæ, ob peccatum mere præteritum, tanquam pura pœna infligitur.

2^o Quando agitur de censura non adhuc fulminata, sed tantum fulminanda, tunc appellatio non tantum suspendit effectum censure, sed eam prorsus reddit *irritam* et *nullam*; revera per interjectam appellationem jurisdictionis episcopi, quoad illam censuram, cessat, et ad iudicem appellationis devolvitur.

Hoc vero intelligendum est de censuris *ab homine* ferendis; nam a comminatione censure a jure late non datur appellatio ad effectum suspensivum. Cf. Bargilliat, vol. II, 1575.

De 1123 - a
1131 -
cf. Theologia
moralis
Haug - Vol. II
ob contractum
cum professori
moralis -
cf. Deshayes -
optimus
abrupto -
in fine
libri, in
unica
pagina
intentiones
absolutiones -
Codey juris communis -

1123. **Censuræ stricte dictæ per solam legitimi
judicis seu superioris ecclesiastici absolutionem
tollì possunt.** Ratio est, quia censura est vinculum quod-
dam, quod non tollitur nisi absolvatur.

Hinc 1^o censura non cessat, etiamsi censor us desinat esse sub potestate censurantis vel jam sit emendatus; alias quisvis posset se ab ea eximere vel excundo extra iudicis territorium, vel fingendo se jam esse conversum.

2^o Non cessat per mortem rei, ut patet ex capitibus *A nobis* et *Sacris*, De Sententia Excommunicationis; unde mortuus privatur suffragiis et sepultura ecclesiastica.

3^o Non cessat per mortem ferentis censuram.

Diximus: *censuræ stricte dictæ*, quia censure quedam, v. g. suspensiones et interdicta, interdum feruntur ad certum tempus in modum *pœne vindicativæ* potiusquam *censuræ*; ideoque sine alia absolutione tolluntur post elapsum temporis intervallum. Hinc sacerdos ad sex menses suspensus, eo elapso tempore, absolutione non indiget ut ab hac censura liber evadat.

1124. **In articulo vel morali periculo mortis,** quilibet sacerdos potest *directe* absolvere a quibuscumque

ensuris. Si convaluerit pœnitens, habet onus standi mandatis Ecclesiæ, si a censura Romano Pontifici speciali modo reservata absolutus fuerit. *Const. Apostolicæ Sedis.*

1^o Pœnitens tenetur stare mandatis Ecclesiæ non ut iterum confiteatur suum peccatum, a quo fuit directe absolutus, sed ut congruam pœnitentiam suscipiat.

2^o Obligatio standi mandatis Ecclesiæ obligat sub pœna *reincidentiæ* in easdem censuras, ut constat ex declarationibus S. Cong. S. Officii, 19 Aug. 1891 et 16 Jan. 1892, ubi simul declaratur "obligationem standi mandatis Ecclesiæ importare onus sive per se, sive per confessarium recurrendi ad S. Pontificem ejusque mandatis obediendi, vel novam absolutionem petendi ab habente facultatem absolventi a censuris Summo Pontifici *speciali* modo reservatis."

3^o Hoc onus non est imponendum, si censura sit simpliciter reservata, cum constitutio *Apostolicæ Sedis* id tradat tantum de censuris R. P. speciali modo reservatis. S. Cong. Sti Off., 30 Martii 1892.

4^o Mortis periculum interpretantur auctores de militibus qui prælum parant, de iis qui longam navigationem suscipiunt, qui periculoso morbo laborant, item de mulieribus in difficili partu.

1125. **Extra mortis periculum, quilibet sacerdos** a censuris R. P. reservatis, sive simpliciter, sive speciali modo, absolvere potest "*in casibus vere urgentioribus*, in quibus absolutio differri nequeat absque periculo gravis scandali vel infamiæ, super quo confessariorum conscientia oneratur," S. Cong. S. Off., 23 Jun. 1886; etiam "*in casu quo nec infamia, nec scandalum est* in absolutionis dilatione, sed durum valde est pro pœnitente in gravi peccato permanere per tempus necessarium ad petitionem et concessionem facultatis absolventi a reservatis." S. Cong. S. Off., 16 Jun. 1897. Hic easns verificatur si pœnitens deberet per unam vel alteram

dium in culpa mortali permanere. Nouvelle Revue Théologique, vol. XXIX, pag. 540.

1^o Quilibet sacerdos absolvit, *injunctis de jure injungendis*; id est, reo injungendum est ut eo meliori modo quo fieri possit scandalum reparet. Insuper pro varia delicti natura speciales conditiones penitenti præscribendæ sunt. Si quis obvium haberet sacerdotem qui complicem in peccato turpi absolvisset, eidem imponere deberet ut ab excipienda in posterum confessione personæ complicitis prorsus absteineret, vel, si id citra grave scandalum facere non possit, remediis salutaribus periculum novi lapsus præcaveat.

2^o Penitens reincidit in eadem censuras, nisi saltem intra mensem per epistolam et per medium confessarii recurrat ad S. Sedem.

a) Penitens non tenetur per eundem confessarium qui eum absolvit recurrere, sed potest id præstare per alium confessarium, et etiam per seipsum directe, quando iutereedit rationabilis causa, mentito nomine. S. Penitentiaria, 28 Maii 1888.

b) Imo quando neque confessarius, neque penitens epistolam ad S. Penitentiariam mittere possunt, et durum est penitenti adire alium confessarium, in hoc casu licet confessario penitentem absolvere, etiam a casibus S. Sedi reservatis, absque onere mittendi epistolam. S. Cong. S. Off., 9 Nov. 1898. Excipitur absolutio complicitis, quo in casu, semper manet obligatio recurrenti ad S. Sedem. S. Cong. S. Officii, 7 Junii 1899.

3^o Recursus ad S. Sedem fit ad S. Penitentiariam, vel, in locis missionum, ad S. Cong. de Prop. Fide. Exponitur, stylo simplici in idiomate vulgari, vel melius in latino, substantia facti cum adjunctis quæ ad rem faciunt, omisso semper penitentis nomine.

a) En exemplum hujusmodi recursus: " Beatissime Pater, Titius, parochus, penitentem unam complicem in peccato

turpi semel (vel bis, ter, etc.) sacrilege absolvit. Deinde, quamvis excommunicatione scienter irretitus, per quindecim dies missam celebrare et sacramenta ministrare perrexit. Nunc vero, delictorum suorum sincere pœnitens, et remota peccati occasione, ad pedes Sanctitatis Vestræ provolutus, humillime supplicat pro absolutionis et dispensationis remedio. (Si jam alia vice absolutus et recidivus fuisset, id exprimi deberet).

Responsum, precor, dirigatur ad me subscriptum.

Humillimus servus N. N. (nomen et cognomen apponantur, et locus solitæ habitationis)."

b) Si pœnitens jam fuit absolutus vel in periculo mortis, vel in casibus urgentioribus, mutata formula, dicatur eum, vi decreti S. Officii 23 Jun. 1886, fuisse absolutum, et omnino paratum esse ad quæcumque mandata exequenda quæ Eminentissimo Principi ei placuerit injungere et transmittere. Cf. Putzer, Commentarium, ed. 5, p. 250.

1126. A censuris speciali modo Romano Pontifici reservatis absolvere possunt:

1^o Romanus Pontifex, ejusque delegatus. In hac delegatione, censetur quoque concessa relaxatio *pro foro externo*, nisi adjecta sit clausula quæ solet adjici: "Dummodo casus ad forum externum deducti non fuerint, nec facile futurum sit ut deducantur."

Non potest hodie teneri sententia docens ad episcopum aut ad quemlibet sacerdotem approbatum devolvi absolutionem casuum et censurarum, etiam speciali modo Papæ reservatorum, quando pœnitens versatur in impossibilitate personaliter adeundi S. Sedem.

2^o Episcopis hujus regionis, formula I, num. 16, indulgetur facultas "absolvendi ab omnibus censuris etiam speciali modo in bulla *Apostolicæ Sedis moderationi* diei 12 Oct. 1869 Romano Pontifici reservatis, excepta absolutione complicitis in peccato turpi."

3^o Absolvit quilibet sacerdos *in casibus urgentioribus*, juxta ea quæ supra diximus.

1127. A censuris simpliciter Romano Pontifici reservatis absolvere possunt episcopi.

1^o *Ex delegatione juris*, quæ continetur in capite *Licet*, 6, sess. XXIV Conc. Trid., possunt absolvere ab omnibus censuris quæ ex delicto occulto proveniunt.

a) Hic, nomine episcoporum, veniunt etiam vicarii capitulares, quia, sede vacante, potiuntur jurisdictione episcopali; non tamen vicarii generales, nisi episcopus eos specialiter ad id deputaverit. Conc. Trid., loc. cit.

b) In his casibus occultis, episcopi absolvunt delinquentes quoscumque sibi subditos. Extranei et peregrini, qui aetuo morantur in diocesi, censentur subditi episcopo quoad sacramentum penitentiae, et ab eo absolvi possunt a censuris ex delicto occulto provenientibus.

c) Hæc absolutio non datur nisi *in foro conscientiae*; unde si casus ad forum externum deducatur, requiritur absolutio quæ valeat pro foro publico. Putzer, Commentarium, pag. 246.

d) Ex capite *Licet*, episcopi non possunt absolvere a censuris speciali modo R. P. reservatis, etiam in casibus occultis.

2^o *Ex speciali delegatione ab homine*, episcopi absolvunt ab illis censuris, et eorum absolutio valet in utroque foro. Form. I, num. 16 cit.

3^o Quilibet sacerdos approbatus absolvere potest in casibus urgentioribus, ad tenorem decretorum S. Officii 23 Junii 1886 et 16 Junii 1897 relatorum.

1128. A censuris papalibus episcopo vel ordinario a jure reservatis absolvunt :

1^o *Episcopus, vicarius generalis, vicarius capitularis, prelati regularis* quoad suos subditos, *archiepiscopus* in casu visitationis ex officio vel appellationis, *Romanus Pontifex ejusve delegatus*.

Notandum est, circa delegationem a Romano Pontifice factam, quod confessarii, qui habent privilegium speciale pro absolvendis censuris Sedi Apostolicæ reservatis, non ideo valent absolvere a censuris Ordinario reservatis.

2^o *Urgente mortis periculo, quilibet confessarius* a prædictis censuris absolvere potest, quin, ut videtur, onus comparandi coram superiore imponatur. Si onus non debeat imponi in censuris Rom. Pontifici *simpliciter* reservatis, ob eandem rationem non videtur imponendum in censuris Ordinario reservatis.

3^o In casu *urgentis necessitatis*, simplex confessarius absolvit, imposito pœnitenti onere sistendi se coram superiore, ubi impedimentum ecessaverit, sub pœna reincidenti in eandem censuram. Cap. *De cetero*, De Sent. Excommunicationis; Bargilliat, vol. II, num. 1583.

1129. **A censuris a jure constitutis et nemini reservatis absolvere potest quilibet confessarius**, ut constat ex regula quam tradidit Innocentius III, cap. *Nuper a nobis*, 29, De Sent. Excomm. : "Quia tamen conditor canonis ejus absolutionem sibi specialiter non retinuit, eo ipso concessisse videtur facultatem aliis relaxandi."

Absolutio que datur valet in utroque foro; attamen si censura fuit publica, de absolutione constare debet. Sufficenter præcavetur scandalum, si publice constet reum confessum fuisse apud habentem facultatem absolvendi a censuris et satisfactionem exhibuisse, si quædam fuerit necessaria. Gury-Palmieri, vol. II, num. 763, nota 35.

1130. **A censuris latis ab homine per sententiam particularem** contra determinatas personas, absolunt :

1^o Ille qui sententiam tulit, ejus delegatus et ejus successor in officio.

2^o Ejus superior, qui jurisdictionem in censuratum obtinet : hinc archiepiscopus, in casu appellationis aut visitationis,

absolvere potest a censuris latis a suffraganeo; cap. 5 et 7, De Sent. Excomm., in 6^o.

3^o *In articulo mortis*, quilibet confessarius, ea tamen lege ut cum cito commode poterit, conspectui superioris se presentet pœnitens, ejus mandata humiliter suscepturus. Hinc si pœnitens convalescat, ad superiorem recurrere debet, et quidem sub pœna reincidendi in eandem censuram, nisi legitimus usus ab hac obligatione eximat. Cap. *Eos qui*, 22, De Sent. Excomm., in 6^o.

Etiam si reus mutaverit domicilium, non potest absolvi nisi a pœdictis personis. Et notat S. Alphonsus, lib. VII, num. 72, quod si quis in alieno territorio delinquit, et ab illius episcopo specialiter excommunicatur, non potest absolvi ab episcopo proprio, nisi de episcopi hujus loci licentia.

1131. In absolutione censurarum, quedam requiruntur ex parte absolventis, quedam ex parte absolventi, quedam ex parte formæ absolutionis.

1^o *Ex parte absolventis, requiruntur tria*: a) legitima potestas; b) libertas a metu gravi injuste incusso ad dandam absolutionem; secus invalida foret absolutio, ex cap. *Absolutionis*, 1, De his que vi metuve causa fiunt, in 6^o; c) ut absit error circa causam finalem, secus invalida foret absolutio, cum iudex intendat absolvere, si vera sit causa finalis sibi expressa.

2^o *Ex parte absolventi, requiruntur quatuor*: a) Ut petat absolutionem et sit pœsens, dum absolvitur. Hoc tamen requiritur ut *licite* detur absolutio, non ut *valide*. Cum enim censura sit ad instar cuiusdam vinculi, nil obstat quominus concedatur vinculi relaxatio etiam *invito et distanti*, adeoque etiam ope *telephonii*, ut communiter tradunt recentiores, saltem si absolutio detur vi potestatis *ordinarie*. Dicitur *ordinarie*, quia si absolvens *delegatam* tantum habeat potestatem, validitas pendet a facultate ipsi concessa. Imo *valide*, et ex justa causa *licite*, datur absolutio censurato

adhuc contumaci, si is qui absolvit potest abrogare legem vel præceptum quo censura lata fuit; et sic si episcopus parochum absentem in parochia, et ideo a se excommunicatum, nondum reversum absolverit, valet absolutio; imo licita foret, si videatur saluti illius expedire.

Requiritur *b)* Ut prius satisfaciatur parti lesæ, vel, si impossibile sit ante absolutionem satisfacere, præstet cautionem vel in ejus defectu juramentum; aut, si agatur de foro sacramentali, firmum emittat propositum quod satisfaciet eum primum poterit. Hæc quidem ad licitatem absolutionis certo requiruntur. Quod vero attinet validitatem absolutionis, parte non satisfacta, impertite, duo penes omnes constant: 1^o validam esse absolutionem, si conferatur ab Ordinario; 2^o invalidam esse a delegato collatam, si satisfactio partis injungatur *tanquam conditio*; ratio est, quia facultas *cum conditione* delegata non conceditur, nec proinde valet, conditione non adimpleta.

Requiritur *c)* Ut scandalum, propter quod censuræ subjacebat, reparaverit aut saltem paratus sit quam primum illud reparare, meliori modo quo poterit, prudenti judicio Ordinarii seu confessarii. Constat ex S. Penitentiaria, 5 Julii 1857 et 18 Dec. 1860.

Requiritur *d)* Ut præstet juramentum de non amplius committendo crimine ob quod lata est censura. Sed hæc conditio præcipue intelligenda est quoad licitatem absolutionis in foro externo; nam in foro interno pœnitentiali, non desideratur juramentum, nisi delictum sit enorme, v. g. gravis percussio clericæ, scandalosa ecclesiæ violatio; imo vix nunc est in usu.

3^o *Ex parte formæ absolutionis*, requiritur ut ea *verbo*, vel *scripto*, vel saltem *alio signo externo* sufficienter exprimatur.

Quamvis autem nulla determinata verborum forma requiratur ad valorem, tamen illicitum est uti alia forma quam

consueta. Hæc autem duplex est: a) Si absolutio detur publice et pro foro externo, servanda est forma quæ præscribitur in Rituali Romano, cum eceremoniis et preeibus ibi appositis.

b) Si detur in foro interno, suffieit forma: *Ego te absolvo ab omni vinculo excommunicationis, (suspensionis, si pœnitens sit in saceris) et interdicti, in quantum possum et tu indiges.* Imo in necessitate breviter dici potest: *Ego te absolvo ab omnibus censuris et peccatis, in nomine,* etc. Ceterum si quis plures censuras contraxerit, absolutio ei dari potest sive ab omnibus, sive ab una earum tantum: eensure habentur ad instar eatenarum quarum aliæ sine aliis solvi possunt.

A quibus autem censuris absolutio data sit, hoc a voluntate absolutentis repetendum est. Si minister dixerit: *absolvo te ab omni vineulo,* etc., ab omnibus absolvisse intelligitur, præsertim si absolverit in foro sacramentali, in quo non licet a peccatis absolvere, una censura relieta. At si quis extra forum sacramental ab una tantum vel altera absolutionem petierit, ab his tantum absolutum fuisse tenendum est.

Denique hic observandum est quod absolutio data in foro externo semper valet pro foro interno; at si detur pro foro interno, prodest quidem *toleratis* pro foro externo, salvo semper jure quod habet superior de crimine cognoscendi et penam ac satisfactionem debitam exigendi. Si detur autem *vitandis*, quando id licet, v. g. in articulo mortis vel in easibus urgentioribus, non prodest omnino pro foro externo. Cf. Haine, Theologia Moralis, vol. IV, pag. 396.

Bulla "Apostolica Sedes" Pii II -
Martin et Pii II -

Duo casus excommunicationum interdictorum; manus nihil
inhibere super personas non consecratos, et qui non in actu
excommunicantur -

TITULUS III

DE EXCOMMUNICATIONE

1132. **Excommunicatio definitur:** "Censura per quam quis privatur communione Ecclesie." S. Alph., lib. VII, num. 133.

Dicitur 1^o *censura*, quia excommunicatio est in genere censurae.

Dicitur 2^o *quis privatur communione Ecclesie*. Triplex datur communio fidelium, ex S. Thoma, Suppl., q. 21, a. 1: una pure interna, qua fideles per gratiam et charitatem inter se et cum Christo ununtur; secunda pure externa, qua fideles inter se communicant colloquio et ceteris actionibus ad humanam societatem pertinentibus; tertia mixta qua fideles participant actionibus habentibus fructum spirituales, ut sunt usus activus et passivus sacramentorum, suffragia publica, quae in sacrificiis et publicis officiis pro universa Ecclesia fiunt, satisfactiones Christi et sanctorum, quae per indulgentias applicantur. Jamvero excommunicatio non privat communionem *mere interna*, sed *externa et mixta*.

1133. **Excommunicationis divisio sequens traditur:**

Alia sic erat -
1^o Alia est *minor*, alia est *major*. Excommunicatio *minor* est ea quae privat usu passivo seu receptione sacramentorum et electione passiva ad beneficia ecclesiastica; *major* est illa quae privat omni communione ecclesiastica, seu omnibus bonis spiritualibus quorum distributio ad Ecclesiam pertinet. Dicitur *anathema*, quando contra haeresim decernitur, vel quando cum omnibus solemnitatibus fulminatur: nempe si episcopus

Martin II
ipse ab ipso
Thomae de
nem -

Def. Secretum Gratianum in tres partes subdividit
 (impugnatio Schramm)
 1^a - Instructio
 2^a - Causae
 3^a - de Consecratione
 400

illam pronuntiet, circumdantibus eum duodecim sacerdotibus,
 sacris vestibus indutis et manu cereum accensum tenentibus,
 quem deinde projiciunt, extinguunt, pedibus calcant quædam
 maledictionis verba proferendo. Ex canone *Debent duodecim*,
 q. III, caus. XI.

2^o Excommunicatio *majôr* subdividitur, ita ut censura
 majori innodatus modo sit *toleratus*, modo *vitandus*.

Olim quotquot censuram aliquam contrahebant, *vitandi*
 erant. Verum post bullam Martini V, *Ad vitanda scandala*,
 illi tantum *vitandi* sunt, a) qui *nominatim* sunt excommuni-
 nicati, suspensi et interdicti et *publice*, ut tales, denuntian-
 tur in ecclesia tempore missæ vel concionis, aut alias pro more
 regionis. Unde ut quis sit vitandus, non sufficit ut *nomina-*
tim excommunicetur, sed oportet ut *denuntietur* ut *vitandus*;

(1) non requi-
 ritur ut
 nomen fami-
 liae indicetur
 sed sufficit
 ut in eodem
 persona
 determinetur

b) qui *adeo notorie percusserunt clericum* ut factum nulla
 possit tergiversatione celari vel ullo juris suffragio excusari.
 Ceteri dicuntur *tolerati*, quos *jure ecclesiastico fideles* non
 tenentur vitare. Dicitur *jure ecclesiastico*, quia *jure divino*
 et *naturali* fideles debent societatem excommunicatorum
toleratorum vitare, quando ex eorum consortio timendum est
 scandalum aut fidei perversio; imo fideles ad eos vitandos
 teneri possunt *ex charitate*, ut citius contumaciam deponant
 et absolvantur. *Controversatur an sacerdoti*

Rejectione est

/1134. **Excommunicatio minor non amplius incur-**
ritur, ut constat ex declaratione S. Officii, 10 Dec. 1883;
 ad quæsitum: "An tuto possit doceri excommunicationem
 minorem vi constitutionis *Apostolicæ Sedis* abolitam esse?"
 respondit: "Affirmative."

Sublata excommunicatione minori, remanet excommuni-
 catio major, quæ est gravissima pœna, ultra quam Ecclesia
 non habet amplius quid faciat.

Effectus. inf.

/1135. **Effectus excommunicationis sunt duplicis**
generis, quidam *mediati* et quidam *immediati*.

^{remoti x.}
 1^o Effectus mediati excommunicationis sunt duo: a) *irregularitas*, quando excommunicatus exercet actum ordinis sacri; b) *suspicio hæresis*, quando per annum integrum *insordescit* in sua censura, id est, in ea perseverat animo obdurato et cum contemptu potestatis ecclesiasticæ.

2^o Effectus immediati sunt sequentes: a) privatio activa et passiva sacramentorum; b) privatio communium ecclesie suffragiorum; c) privatio divinorum officiorum; d) privatio jurisdictionis ecclesiasticæ; e) privatio sepulture ecclesiasticæ; f) privatio communionis tum civilis, tum forensis eum fidelibus; g) inhabilitas ad beneficia; i) nullitas rescriptorum pontificiorum. Solent effectus his duobus versiculis exprimi:

*Res sacræ, ritus, communio, crypta, potestas,
 Prædia sacræ, forum, civilia jura vetantur.*

1136. Excommunicatio privat jure administrandi et recipiendi sacramenta.

1^o Quoad administrationem sacramentorum, a) Valide excommunicatus administrat sacramenta, excepto pœnitentiæ sacramento, si sit vitandus. Ratio est, quia potestas ordinis est inamissibilis; sed ad sacramentum pœnitentiæ requiritur etiam jurisdictio, qua ille privatus est ab Ecclesia.

b) Licite excommunicatus toleratus administrat quæcumque sacramenta, quoties requisitus est a fidelibus; modo alioquin sit in statu gratiæ et absolutionem a censura prius obtinere non potuerit. Ut autem fideles id licite petant, requiritur causa necessitatis aut saltem utilitatis. Si autem fidelium petitio, saltem tacita, desit, etiam toleratus graviter peccat et, ob sacri ordinis exercitium, irregularitatem incurrit. S. Alp., lib. VII, n. 166.

c) *Sine necessitate* non potest vitandus sacramenta ministrare licite, etiamsi a fidelibus requiratur; secus irregularitatem incurrit.

*Hæc de omni
 abent tum in
 sepe tantum
 quædam
 intelligi -*

*Penis spiritali
 hinc*

2° Quoad receptionem sacramentorum, hæc sequentia sunt notanda :

- a) Excommunicatus, sive toleratus, sive vitandus, valide quidem recipit sacramenta, excepto per se sacramento penitentiae : revera in aliis nullus est defectus essentialium ; in hoc autem est defectus dispositionis, cum suscipiens *mortaliter* peccet, nisi bona fide procedat.
- Primo debet absolvi à censuris ab episcopo - et ab eo qui hanc potestatem habet -*
- b) Excommunicatus etiam toleratus graviter peccat, sacramentum aliquod recipiens, quia agit in re gravissima contra præceptum Ecclesiæ ; imo antea, suscipiendo sacramentum ordinis, ab exercitio ordinis suscepti suspendebatur donec a censura absolveretur. Hæc suspensio fuit abolita per constitutionem *Apostolicæ Sedis*.

1137. **Excommunicatio major privat saltem vitandos communibus suffragiis Ecclesiæ.**

1° Suffragia *communia* ea sunt quæ obveniunt fidelibus ex missa, horis canonicis aliisque orationibus, et operibus quæ fiunt ab Ecclesiæ ministris prout tales sunt, et nomine ipsius Ecclesiæ aguntur. Ad hæc etiam revocari debent satisfactiones Christi, Beatæ Mariæ Virginis et sanctorum, quæ thesaurum Ecclesiæ constituunt, et a prælatis Ecclesiæ per indulgentias applicantur. Bargilliat, vol. II, num. 1605.

2° Excommunicatus vitandus privatur omnibus ^{publicis} suffragiis Ecclesiæ ; hoc valet quamvis sit contritus et apud Deum justificatus, ut docet S. Alphonsus, lib. VII, num. 163 : “ Excommunicatus, quamvis absolutus apud Deum fuisse credatur, nondum tamen habendus est apud Ecclesiam absolutus.” Ratio est, quia juste Ecclesia vult ut non remittatur vinculum a se positum, nisi illud per absolutionem ab ipsa ^{et} auferatur.

3° Utrum excommunicati tolerati communibus suffragiis Ecclesiæ priventur, due sunt sententiæ quas evolvit S. Alphonsus, loco citato. Probabiliter excommunicati tolerati communibus suffragiis non privantur, quia fideles possunt cum eis communicare tum in humanis, tum in divinis.

4^o Excommunicati non privantur suffragiis privatis fidelium: unde non tantum simplex fidelis, sed etiam sacerdos potest, tanquam persona privata, pro excommunicatis orare etiam in publicis precibus et missæ sacrificio. Imo ipsum missæ sacrificium pro excommunicatis etiam vitandis offerri potest, sed *indirecte*, id est, ad impetrandam eorum conversionem.

1138. **Excommunicatio privat divinis officiis.**

1^o Per divina officia intelliguntur sacre functiones quæ fiunt a ministris Ecclesiæ, ut missa, publicæ processiones, horæ solemniter decantatæ, solennes benedictiones et consecrationes, etc.

2^o Quilibet excommunicatus, sive vitandus, sive toleratus, prohibetur sub gravi interesse missæ aliisque divinis officiis publicis, etiam diebus præceptis. Si tempore dictorum officiorum in ecclesia adsit vitandus, monendus est ut exeat; quod si noluerit discedere, vi expellendus est; quod si nequeat expelli, officia interrumpi debent, etiam die festo. Quod si tempore sacrificii, vitandus nolit egredi ab ecclesia, celebrans debet missam interrumpere, nisi eanem jam inceperit, quo in easu, abentibus ceteris, prosequatur sacrum cum uno ministro, et, sumpta communione, discedat, cetera in sacristia vel alio loco decenti perfecturus.

Quoad excommunicatum *toleratum* qui contra jus interest officiis sacris, ceteri fideles non tenentur eum expellere aut vitare.

3^o Permittuntur cuilibet excommunicato etiam *vitando* illa omnia quæ striete non veniunt nomine officiorum sacrorum. Sic a) extra tempus quo divina officia celebrantur, ecclesiam in qua adsunt fideles ingredi potest ad orandum, sed seorsim, seu a cœtu fidelium separatus; imo interesse potest coniectioni ut facilius convertatur. b) Licita sunt ipsi veneratic et usus privati, sacerarum imaginum, reliquiarum, ac benedictæ aliorumque sacramentalium. Non tamen

*a) Excommunicatus
non potest
in officium
conferri -*

La rédaction du refus de se p[ro]t[est]e doit être faite
"in scriptis"

Le conseil privé a jugé le cas d'après le Rituel de Trêves
et il est probable que la rédaction ne fut parfaite-
ment faite.

DE PENIS ECCLESIASTICIS

lucratu[r] indulgentias rebus sacris annexas, nec percipit ex sacramentalibus fructum quem ex benedictione Ecclesie producent.

4^o Cum nemo debeat reportare commodum ex propria iniquitate, nunc a) excommunicatus ad horas canonicas obligatus ab iis non dispensatur. Sed eas privatim recitare debet, nec socium adhibere potest, nisi sit toleratus vel necessitas cogat; et tenetur sub veniali, loco: *Dominus vobiscum*, que verba indicant communionem, dicere: *Domine, exaudi orationem meam*; b) excommunicatus peccat contra præceptum de confessione et communionem annua, si non petat absolutionem, ut possit illis præceptis satisfacere. Excommunicatus non peccat mortaliter omissione sacri, nisi negligens sit in obtinenda absolutione, animo se eximendi ab obligatione sacrum audiendi. Hainc, Theol. Mor., vol. IV, pag. 407; S. Alph., lib. VII, num. 177 et 178.

1139. Excommunicatio major privat jurisdictione ecclesiastica.

1^o Excommunicatus vitandus privatur omni jurisdictione ecclesiastica pro foro tam interno, tam externo. Proinde non potest *valide* absolvere in foro penitentiae, secluso casu necessitatis, nec presentare, eligere ad beneficia, aut ea conferre. Qui beneficium ab excommunicando vitando accipit, dicendus est intrusus, ac proinde tenetur sine alia juris declaratione illud relinquere una cum fructibus. S. Alph., num. 185.

2^o Excommunicatus toleratus, etsi notorius, jurisdictionem exercet *valide*, quia alias in Ecclesia magna oriretur confusio; sed eam exercet graviter illicite, nisi fuerit a fidelibus expresse vel tacite requisitus, aut nisi excuset metus, ignorantia aut grave damnum proximi. Dicitur *nisi fuerit requisitus*; cum enim concessa sit fidelibus communicatio cum toleratis, indirecte etiam his indultum est cum fidelibus petentibus communicare.

Le cas Suibord - en tant que pecheur public, et en tant que n'ayant pas fait sa penitence (puisque son precepte episcopi l'empêchait)

1140. **Excommunicatio privat sepultura ecclesiastica.**

1° Excommunicatus vitandus non potest in loco sacro tumulari; quod si in eo tumulatus fuerit, ejus cadaver extrahendum est (si adhuc fieri possit), et locus sacer est reconciliandus. Si vero cum signis penitentiae ^{v. s. satisfactionem} decesserit, potest quidem ejus corpus in loco sacro inhumari, sed illud debet antea a censura absolvi, vel postea, si jam sepultum fuerit.

petit, vel remorsum cum manifestant in hoc mal-

2° Excommunicatus toleratus, si fuerit notorius, nec signa penitentiae dederit, ecclesiastica sepultura privandus est; ejus cadaver, si in loco sacro sepultum fuerit, similiter extrahendum est. Attamen locus non censetur pollutus, nec proinde reconciliatione indiget.

3° Excommunicatus toleratus, si dederit signa penitentiae, sepeliri potest in loco sacro, modo ejus cadaver prius a censura absolvatur.

4° Ad pœnas quod attinet, ex constitutione *Apostolice Sedis*, a) excommunicationem latæ sententiæ nemini reservatam incurrunt "mandantes seu cogentes tradi ecclesiasticæ sepulture hæreticos notorios aut nominatim excommunicatos vel interdictos;" b) clerici "nominatim excommunicatos ad ecclesiasticam sepulturam admittentes, interdictum ab ingressu ecclesie ipso jure incurrunt, donec ad arbitrium ejus, cujus sententiam contempserunt, competenter satisfecerint."

in unum
 Recensio
 "Apost. Sedis"
 vel Prauziani
 et hanc expli-
 catis necessaria
 est ad intel-
 ligendum
 bene hanc
 Bullam -

1141. **Excommunicatio privat communione tum civili, tum forensi cum excommunicato vitando.**

1° Communio civilis est commercium quod existit inter homines ejusdem societatis; actus quibus ordinarie nutritur sunt contractus, cohabitatio, colloquia, litteræ, salutationes, missio et acceptatio munerum, invitationes reciprocae ad mensam, etc. Hujusmodi actus communiter designantur hoc versiculo:

Os, orare, vale, communicio, mensa negatur.

Dicitur a) Os, per quod intelligitur osculum et colloquium, etiam privatum, tam per verba quam per nutus, litteras, internuntium; item quodvis signum benevolentiae. *sed sunt et alia*

Dicitur b) Orare, id est, omnis communicatio in divinis prohibetur. *episcopus de oratione publica -*

Dicitur c) Vale, quod comprehendit omnem salutationem saltem honorificam, verbo, signo, amplexu, etc.

Dicitur d) Communio, qua voce comprehenditur omnis contractus, qui tamen, si fiat, est validus, nisi ageretur de testamento usurarii; item cooperatio, cohabitatio et societas: unde non licet cum excommunicato collaborare, sedere, sub eodem tecto vivere, dormire; intellige per modum societatis, nam cubare tantum ad quiescendum, etiam in eodem lecto, probabiliter non est vetitum. S. Alph., lib. VII, num. 194.

Dicitur e) Mensa, per quam intelligitur omnis convictus per modum societatis; unde non licet acceptare convivium ab communicato, nec vitam communem cum eo agere. Etiam excommunicati debent se vitare invicem quando sunt vitandi.

*Non sunt expressi
tunc, ut by
sit fore nulla
in praxi -
et debet
a circum
tantis.*

2^o Aliquando licet in civilibus cum vitando communicare, nempe in quinque casibus sequenti versiculo expressis:

Utile, lex, humile, res ignorata, necesse.

a) Utile intelligitur de utilitate tum spirituali, tum temporali sive ipsius excommunicati, v. g. ut convertatur, sive alterius, v. g. ut ab excommunicato consilium petat, aut ab eo restitutio vel debitum ex contractu exigatur.

b) Lex significat legem matrimonii, ob quam conjugati secum invicem cohabitare tenentur. Hinc tam excommunicato vitando quam ejus conjugi licet petere et reddere debitum, et in omnibus aliis mutuo conversari. Excipe, si factum fuerit divortium, vel si excommunicatio lata fuerit ob heresim aut ob dubium de valore matrimonii.

c) Humile designat subjectionem domesticam, juxta quam

currunt suspensionem a collatione beneficiorum; ex cap. *Postulatis*, De Clerico Excommunicato. Valida tamen est collatio, si Papa scienter conferat beneficium excommunicato, vel si in concessione adsit clausula absolutionis ad effectum valide consequendum.

3^o Excommunicatus ad beneficium prefectus suos non facit fructus beneficii, tempore excommunicationis perceptos, etiamsi postea absolvatur; proinde tenetur illos restituere ante omnem sententiam.

4^o Excommunicatus etiam vitandus non privatur beneficiis jam obtentis ante excommunicationem, quia nullo jure hoc cavetur; imo nec eorum fructibus ante sententiam judicis, quia hæc pœna non satis probatur. Si tamen per annum in excommunicatione insordescat et negligat obtinere absolutionem, poterit suo beneficio privari; imo contra eum, tanquam de heresi suspectum, procedi poterit. 1135

1143. Excommunicatus fit inhabilis ad obtinenda rescripta pontificia.

Excommunicatio irritat pleno jure quodvis rescriptum gratiæ vel justitiæ a S. Sede post excommunicationem concessum; excipe rescriptum justitiæ pro causa ipsius excommunicationis. Hic effectus vix verificatur, quia Summus Pontifex solet in rescriptis apponere clausulam qua absolvit ad cautelam a censuris quibus forte innodatur indultarius.

1144. **Ex gravitate excommunicationis sequitur eam esse imponendam per modum pœnæ medicinalis, non vero per modum pœnæ vindictivæ.** Quapropter excommunicatus, si respiscat a sua contumacia statim liberandus est a gravissimo vinculo excommunicationis et in sinum Ecclesiæ restituendus, ut prospiciat suæ salutis æternæ, de qua Ecclesia primo et directe est sollicita.

E contra suspensio et interdictum possunt infligi vel per modum censuræ, vel per modum pœnæ vindictivæ. Etenim

g. h. 228

privaciones exinde derivantes non sunt ita graves ut non possint infligi etiam in pœnam. Si suspensio et interdictum imponantur ad certum tempus, non contumaci, non premissa monitione, non personæ physicæ sed morali, ob delictum præteritum, tunc habent naturam pœnæ vindictivæ; e contra si servantur omnia censuris requisita, talis suspensio vel interdictum habet naturam censure.

Cum excommunicatio sit pœna gravissima, sobrie et magna cum circumspectione irroganda est; cum experientia doceat, si temere aut levibus ex rebus inentiat, magis contemni quam formidari, et perniciem potius parere quam salutem. Conc. Trid., sess. XXV, cap. 3, De Ref.

Broad Absolutionem inquam. 28. 12/123

*Bulla "Apost. Sedis" - legenda est, cum
commentario de ea. Et terminologiam
specialem - Bucceriani, et Franzini -
trans. P. B. Conferentia - 1893, 11, 92 -*

TITULUS IV

DE SUSPENSIONE

*Ab aliquibus
tantum
bonis
prius susp
sio*

1145. **Suspensio communiter definitur:** Censura qua clericus prohibetur vel in toto, vel in parte, ab exercitio sui ministerii sibi competentis ratione officii aut beneficii ecclesiastici.

Dicitur 1^o censura, quia per se fertur *in medicinam*, ut delinquens a contumacia desistat; quandoque tamen fertur per modum penae vindicativae, *et tunc est potius punitio*

Dicitur 2^o clericus, quia solus clericus suspendi potest; ex hoc capite, suspensio differt ab excommunicatione et ab interdico, quia hae censurae afficere possunt laicos.

Dicitur 3^o ab exercitio sui ministerii, quia suspensio privat usu officii vel beneficii; et sic differt a privatione ipsius officii aut beneficii. *cf. h. 121 + 4117*

Dicitur 4^o officii, quo nomine intelligitur omnis potestas spiritualis sive ordinis, sive jurisdictionis.

Dicitur 5^o beneficii, quo verbo venit jus percipiendi fructus ejus, illudque administrandi.

1146. **Suspensio multipliciter dividitur:**

*Suspensio
interdici,
et in officio
tolerati -
prius in
sonat
deventu
tus
cf. h. 121*

1^o. Ratione effectuum, alia est totalis, quae privat usu officii et beneficii; alia est partialis, quae privat ab alterutro. Haec suspensio partialis subdividi potest: alia est suspensio ab ordine, quae potest prohibere exercitium omnium ordinum sacrorum, vel plurium, vel unius; alia est suspensio a jurisdictione, qua prohibetur jurisdictio interna tantum, vel externa tantum, vel utraque simul; alia est suspensio a beneficio, qua quis privari potest sola fructuum perceptione, vel sola fructuum administratione, vel utraque simul.

2^o *Ratione causæ, et sic alia est suspensio a jure, alia suspensio ab homine.* *sen a depe con trahi v. Bulla Most. E. d. i.*

3^o *Ratione formæ* qua irrogatur, et sic alia est suspensio *lata sententiæ, alia ferendæ sententiæ (i. n. i. t. i. g.)*

4^o *Ratione motivi* ob quod fertur, alia est *medicinalis* quæ habet naturam censure, alia est *penalis* quæ habet naturam pœnæ vindicativæ. *cf. h. 1143*

5^o *Ratione ministri* ad quem pertinet facultas absolvendi, alia est *reservata, alia non reservata.*

1147. **Suspensio proprie dicta non potest irrogari nisi in clericos.** Quilibet clericus, quæcumque dignitate fulgeat, suspendi potest, excepto Summo Pontifice.

1^o Suspendi possunt *episcopi*; atvero non comprehenduntur in decreto generali, nisi de ipsis fiat expressa mentio; ex capite, *quia periculosum*, 4, De Sent. Excomm., in 6^o. *cf. h. 1113*

2^o *Religiosi* suspendi possunt, si clerici sint et primam saltem tonsuram habeant; sed si istam non habeant, hujus censure capaces non sunt.

3^o Suspendi potest communitas clericalis; et hoc verum est sive spectetur ut talis communitas, sive quoad personas singulares. *Sed hic est potius poena.*

1148. **Suspensio sive a jure, sive ab homine lata, fertur communiter ob culpam gravem.** Ratio est, quia suspensio *in se* grave malum est, et consequenter gravem culpam supponere debet. Diximus *fertur communiter*, nam probabile est suspensionem aliquam ad breve tempus a iudice imponi posse ob culpam levem. Craisson, Manuale Jnr. Can., num. 6597.

Suspensio *regulariter* ferri nequit ob culpam alienam; ex cap. *Satis perversum*, 7, dist. 56: iniquum est innocentem pœnas nocenti debitas sustinere. Maupied, De Censuris, lib. XVI. Attamen quando suspenditur aliqua communitas, quidam innocentes ob delictum aliorum puniuntur.

1149. Ad dignoscendum an suspensio sit totalis vel partialis, duæ regule statuuntur :

1^a Quando suspensio fertur *absolute*, i. e., sine ulla determinatione ad hoc vel illud, censetur esse totalis, id est, tam ab officio quam a beneficio, cum non sit ratio cur potius intelligatur de uno quam de alio, nisi ex adjunctis colligatur.

2^a Quando suspensio fertur *determinate* ad hoc vel ad illud, tunc non suspendit nisi ab eo quod exprimitur.

Hinc a) suspensus *ab ordine* non ideo suspenditur a *jurisdictione*, et vicissim; revera ordo est quid distinctum a jurisdictione et sine ea reperitur. Neque suspensus a *beneficio* hoc ipso est suspensus *ab officio*: revera potest quis in pœnam privari fructibus beneficii et ejus administratione, remanente onere illud deserviendi. Neque suspensus *ab officio* hoc ipso est suspensus a *beneficio*, quia nomine officii non venit beneficium.

b) Suspensio *ab ordine* non privat ipso ordine, quia ordo est indelebilis, sed tantum exercitio functionum sacrarum; vocatur etiam suspensio a *divinis*, aut *ab officio sacerdotuli*. Cap. *Quia*, 2, De Officio Deleg., in 6^o. Hæc suspensio potest esse vel a toto ordine, vel a quadam parte ordinis: talis est suspensio a *pontificalibus*, vel suspensio a *collatione ordinum*, vel suspensio *ab altari* qua quis a sola missæ celebratione removetur.

c) Suspensus ab ordine superiore, v. g. a sacerdotio, non ideo suspensus est ab ordine inferiori, v. g. a diaconatu; quia potest aliquis ut indignus arceri a majori et admitti ad minorem. Suspensus ab ordine minori suspenditur quoque ab ordine superiori, *si actus a quo quis est suspensus includatur in ordine majori*: unde suspensus ab ordine diaconatus non potest missam cantare, juxta reg. juris: "Cum quid una via prohibetur alicui, ad id alia non debet admitti." E contra sacerdos suspensus ab ordine diaconatus, potest solemniter baptizare, confessiones audire, etc., quia hi actus

non includuntur in actu a quo ille sacerdos est suspensus. Maupied, lib. XVI, pag. 1072.

d) *Suspensio a divinis* non obstat receptioni sacramentorum, etiam pœnitentiæ; impedit tamen receptionem sacramenti ordinis. Repugnat enim quod suspensus ab ordine promoveri valeat ad ordines superiores. Craisson, Manuale Juris Can., num. 6574.

e) *Suspensio a jurisdictione* simpliciter prolata privat omni usu jurisdictionis tam internæ quam externæ; quia propositio indefinita in materia doctrinali æquivalet universali.

f) *Suspensio a beneficio* simpliciter prolata privat tum fructibus, tum fructuum administratione. Nomine fructuum veniunt redditus temporales ex beneficio, ut census, decimæ, primitiæ, non vero illi provenientes ex juribus stolarum, et probabiliter ex distributionibus quotidianis.

g) *Suspensus a beneficio* ab omnibus beneficiis suspensus intelligitur, etiam ab iis quæ possidet in aliena diœcesi, nisi aliud exprimat. *Suspensio lata* per statutum diœcesanum privat tantum beneficiis quæ in diœcesi possidentur; lata per sententiam privat etiam beneficiis alienæ diœcesis, modo iudex exprimat quod velit suspendere ab omnibus beneficiis. S. Alph., lib. VII, num. 316.

1150. **Suspensio irrogari potest vel qua censura, vel qua pœna.** §^o Si feratur per modum censure, servanda sunt quæ in ferendis censuris sunt præscripta. Cf. quæ supra diximus, num. 1114 et seq. Hinc ferri non potest a) nisi propter *delictum*, et quidem grave, si ipsa suspensio gravis sit; b) nisi propter *contumaciam*, adeoque irrogari nequit ob peccatum mere præteritum; c) nisi præmissa *aliqua mentione*; d) nisi *signo externo* exprimat. Si superior oretenus dicat: *Ego te suspendo*, hæc suspensio habet naturam pœnæ vindicativæ, quia superior non præsumitur velle recedere a dispositionibus juris et peccare.

2° Si feratur per modum pœnæ vindicativæ, irrogari potest ex levi culpa, dummodo et ipsa levis sit, pro crimine omnino præterito, vel ad tempus determinatum.

3° Aliquando suspensio irrogatur ad cautelam; v. g. si quis diffametur propter vehementem suspiciouem criminis, suspendi potest usquedum se eanonice purgaverit; cap. *Inter sollicitudines*, 19, De Purgatione Canonica. Imo irrogari potest aliquando, seclusa quaenunque culpa, et ex aliqua ratione decentiæ et boni publici; v. g. quando sacerdos, infirmitate gravatus aut senio confectus, non valens convenienter fungi sacris ordinibus, suspenditur. Hæc suspensio, quæ fertur quin ullum delictum præcesserit, est suspensio late et improprie dicta.

1151. Suspensio habet sequentes effectus: 1° Privat clerieum usu potestatis eeclesiasticæ *in toto*, vel *in parte*, prout suspensio est *totalis* vel *partialis*. Hinc a) suspensus, etiam occultus, si violet suspensionem exercendo actum a quo est suspensus, *mortaliter* peccat, quia in re gravi violat præceptum Eeclesiæ. Hinc b) actus elieiti a suspenso, si sint actus ordinis, a jurisdictione non pendent, ut si suspensus baptizet, conseeret, sunt semper validi; revera suspensio prohibet quidem exercitium ordinis, non vero tollit characterem seu potestatem ordinis. Si vero sint actus jurisdictionis, v. g. absolutio a peccatis, tunc subdistinguendum est: si sint elieiti a suspenso vitando, actus illi sunt nulli, nisi urgeat gravis necessitas, aut error communis suppleat jurisdictionem; si vero elieiti sint a *tolerato*, sunt validi, quia toleratus non privatur jurisdictione, sed tantum prohibetur illam exercere. Haine, Theol. Mor., vol: IV, pag. 420.

2° Clericus suspensus qui exercet ordinem sacram, a quo est vere et proprie suspensus, fit irregularis. Hæc autem pœna non incurritur ex violatione suspensionis a jurisdictione vel beneficio. Marc, Theol. Mor., vol. I, num. 1304.

(1) impedimentum
 solus
 prohibetur
 exercere ordinem susceptum, et sit in
 his ad novam suspensionem recipiendum

Disputatur inter auctores utrum irregularitas incurratur ob violationem suspensionis inflictæ per modum pœnæ vindicativæ. S. Alph., lib. VII, num. 314. Attamen S. Congregatio Concilii, *in causa Sagonensi*, 24 Junii 1625, declaravit irregularitate innodari quemdam parochum, qui, a suo episcopo ex informata conseientia suspensus, saeri ministerii functiones, interposita appellatione, exercere perseveraverat. Similis decisio data est die 22 maii 1848, *in causa Lucionensi*, cui sententiæ in praxi standum est.

Diximus *vere et proprie suspensus*, quia si quis exerceat ordines contra prohibitionem episcopi, qui id vetnerit non ob aliquam culpam ministri, sed ob ineulpabilem ejus defectum, non incurritur irregularitas; quia talis suspensio non est censura, nec pœna delicti, sed inhabilitas quædam. Prael. Jur. Can. Sti Sulp., vol. III, num. 782.

1152. Suspensio cessat absolutione vel dispensatione.

1^o Si suspensio habeat rationem *censuræ*, tollitur per solam absolutionem, et quidem superioris, si sit reservata.

2^o Si imposita sit per modum *pœnæ vindicativæ*, ob culpam omnino præteritam, tollitur per solam dispensationem superioris vel ejus delegati.

3^o Si lata fuerit ad tempus determinatum, v. g. ad annum, ad triennium, vel sub conditione, v. g. donec restitueris, cessat, transacto tempore vel adimpleta conditione.

Absolutio
supponit
peccatum,
dispensatio
non suppo-
nit peccatum

TITULUS V

DE INTERDICTO

1153. **Interdictum dicitur:** Censura qua usus divi-
norum/officiorum, ^{quod habet effectum} aliquorum ^{certis formis ad} sacramentorum ^{loci} et ecclesiasticæ
sepulture prohibetur. ^{2. Characteristica, Cpt. 4. utiq. et +}

Hinc interdictum differt 1^o ab excommunicatione, que
privat eisdem bonis sacris quatenus sunt quedam cooperatio
cum fidelibus, dum interdictum privat illis sceundum se,
prouti sunt cooperati rei sacre; differt 2^o a suspensione,
tum quia suspensio afficit solos clericos, tum quia privat usu
activo divinorum, v. g. ne quis celebret, dum interdictum pri-
vat etiam usu passivo, puta ne quis sacro intersit.

1154. Plures sunt divisiones interdicti:

1^o Interdictum est personale, locale vel mixtum, prout
immediate afficit personas, vel locum, vel utrumque simul.
Differt locale a personali, ex eo quod in illo tam indigenæ
quam alienigenæ tenentur se abstinere a sacris officiis, quam-
diu reperiuntur in loco interdicto; quando interdictum est
personale, solæ persone a sacris officiis interdictæ ab iis debent
se abstinere ubienmque reperiuntur.

2^o Est generale vel particulare, prout ad totam regionem,
civitatem, communitatem extenditur, vel ad oratorium, eccle-
siam particularem, aut personas determinatas restringitur.

3^o Est totale vel partiale, prout omnes effectus interdicti,
vel aliquos tantum comprehendit. Partiale æquivaleret inter-
dictum ab ingressu ecclesie, quo quis in ecclesia ordinem
sacrum exercere, divinis interesse et in loco sacro sepeliri
prohibetur.

1155. **Ad cognoscendam extensionem interdicti,
valent sequentes regulæ:**

Penon
interdicti
nisi quod
1^a In interdicto locali generali, interdicta civitate, inter-

dieuntur etiam suburbia, et ecclesiae regularium, licet exemptae; secus interdictum huiusmodi esset illusorium. ^{Interdictum} Interdictum huiusmodi omnes servare tenentur, ipse ^{etiam} episcopus, qui illud indixit. Cives tamen qui non dederunt eausam interdicto, possunt alibi se conferre ut sacris officiis intersint.

Interdicta ecclesiae parochiali, interdiciuntur etiam sacella et coemeteria contigua: quia accessorium sequitur principale. S. Alph., lib. VII, n. 330, 332.

2^a In interdicto *personali*, interdicto populo, non censentur interdicti clerici, studiosi, peregrini; quia non sunt pars populi. Interdicto clero, non interdiciuntur laici, nec religiosi, nisi habeant officium aut beneficium apud illum populum; nec alii clerici carentes officio, quia non constituunt eum clero unum corpus. Nec pariter ecclesiae, interdictis civibus urbis, subjacent interdicto. S. Alph., num. 331.

3^a In interdicto *personali generali*, eximuntur episcopi (qui eximuntur etiam a suspensione generali); innocentes statim ac alibi domicilium transferunt; exteri, etsi per multum tempus inter illos cives habitent; infantes et amentes, qui tamen sepultura ecclesiastica privantur. S. Alph., num. 331; Mare, Theol. Mor., vol. I, n. 1307.

1156. **Hi sunt effectus interdicti totalis:**

1^o *Primus effectus* est privatio activa et passiva sacramentorum; cap. *Si sententia*, De Sent. Excomm., in 6^o. Unde extra mortis periculum prohibetur tempore interdicti sacramentum eucharistiae recipere aut ministrare, exceptis iis qui speciale privilegium habent. *Sententia eommunior* tenet quod non licet etiam clericis eucharistiam sumere in paschate, quamvis in illa die concessum sit divinis interesse.

Sacramentum extremæ unctionis, tempore interdicti, nec administrari, nec recipi potest; ordinatio prohibetur, excepto easu gravissimæ necessitatis.

1) Altamurini
ipse est alio
legis, fossil
stricti, puer
sed ob seau-
latum

J. 1113. 44^{um}

Supponimus
episcopum
inhibet clericis
ministrare

Sed sacramenta baptismi, confirmationis et penitentiae licite conferuntur et recipiuntur; ut colligitur ex cap. *Quoniam* et *Alma mater*, De Sent. Excomm. in 6°. Ad illa tamen recipienda non admittuntur hi qui dolo, fraude, vel culpa suam causam dederunt interdicto, vel consilium dederunt, vel praebeant favorem ad patrandum delictum propter quod interdictum est impositum, neque illi qui personaliter et specialiter sunt interdicti. Iis non conferuntur antequam pro delicto satisfecerint, vel saltem cautionem dederint se satisfacturos esse.

Sacramentum matrimonii contrahitur tempore interdicti, quia ministratur ab ipsis partibus contrahentibus; benedictio nuptialis omittenda est.

2° Secundus effectus est privatio divinarum officiorum; ex cap. *Permittimus*, 57, De Sent. Excommunicationis. Divina officia quae tempore interdicti prohibentur, sunt publica missae celebratio; orationes publicae ab Ecclesia institutae, quales sunt hore canonicae quae in choro cantantur aut recitantur; exsequiae funerales; processiones publicae cum cruce et superpelliceis, cum solitis precibus a presbyteris recitandis; omnes sacrae benedictiones ab Ecclesia institutae, et quae ejus nomine et cum ritu praescripto fiunt a suis ministris, uti sunt sacramentalia, videlicet benedictio sollemnis episcopi, sollemnis aspersionis aquae lustralis, benedictio nuptiarum, templi, vasorum sacrorum, corporalium, fontis baptismi, collatio primae tonsurae, professio sollemnis in religione, etc.

Tempore interdicti generalis, possunt a clericis celebrari missae aliaque officia divina, sed submissa voce, januis clausis et non pulsatis campanis. Ad missas et alia officia divina admitti non debent laici, quamvis essent domestici clericorum, quia illis nihil est concessum, etiamsi tales laici non sint personaliter interdicti. Cap. *Alma Mater*, De Sent. Excomm., in 6°.

2^o Laici peccant graviter, si violent interdictum personale, v. g. recipiendo eucharistiam; item si compellant clericos ad sacra celebranda contra interdictum locali quo in casu, incurrunt, sicut et clerici, interdictum personale ab ingressu ecclesie.

Leviter tantum peccant probabiliter, si, quando non sunt personaliter interdicti, divinis officiis intersint in loco interdicto. S. Alph., lib. VII, num. 336; Marc, num. 1309.

1158. **Interdictum cessat sequentibus modis:**

*supra tenorem
interdicti*

1^o Si interdictum pro certo tempore, vel sub aliqua conditione, irrogatum fuerit, eo tempore elapso vel verificata conditione, cessat absque alia absolute. Ante finitum tempus vel conditionem positam, absolutio vel dispensatio requiritur quam nemo prestare potest nisi qui interdictum tulit, vel ejus superior.

2^o Si interdictum latum sit absolute, videndum est an sit locale vel personale. (Si locale sit, ut si latum sit in ecclesiam, illa destructa, cessat; nisi tamen locus ecclesie interdictus sit, quo in casu, interdictum manebit affixum solo, seu pavimento. Si personale sit in communitatem latum, cessat, extincta communitate quae interdicta est; quod verum est etiamsi aliquis ex communitate subsistat.

3^o Quodlibet interdictum cessat absolute vel dispensatione facta ab eo qui ad hoc potestatem habet. Et quidem si interdictum sit locale, sive generale, sive speciale non reservatum, relaxari potest ab eo qui potestatem episcopalem habet in eum locum. Idem dicendum est de interdicto personali generali. Ipsi religiosi, qui ex privilegio absolvunt a censuris, interdictum locale et personale generale tollere nequeunt: revera absolvere tantum possunt in sacramento poenitentiae, cui nec locus, nec communitas subjicitur.

4^o Si interdictum sit personale speciale, videndum est an sit reservatum, vel non. Si primum, nullus alius potest

ab eo absolvere nisi ille cui facta est reservatio, vel ejus superior. Si *secundum*, illud relaxare potest episcopus, et religiosi habentes privilegium absolvendi a censuris, et probabiliter parochus, qui etiam ab excommunicatione non reservata potest absolvere. Schmalzgrueber, De Sententia Excommunicationis, num. 398 ad 401. ✓

1159. **Speciale interdictum est illud quod vocatur ab ingressu ecclesie**, quo tria prohibentur: 1^o celebratio divinorum in ecclesia; 2^o auditio divinorum in ecclesia 3^o sepultura in ecclesia vel cœmeterio.

1^o Interdictum ab ingressu ecclesie non prohibetur ecclesiam ingredi. *Attamen si ex contextu patet quod episcopus hoc velit. jam prohibetur.*

2^o Potest sacra celebrare eisque interesse non solum extra ecclesiam, in oratorio privato, sed etiam in cœmeterio, quamvis ibi non possit sepeliri, nisi signa penitentiæ dederit.

3^o Potest privatim orare in ecclesia; imo quando divina non celebrantur, potest in ecclesia recipere sacramenta. Quia non privatim usu passivo sacramentorum.

4^o Violando tale interdictum per exercitum ordinis, incidit in irregularitatem. Haine, Theol. Mor., vol. IV, pag. 428.

1160. **Ab interdicto differt cessatio a divinis, quæ definitur**: "Prohibitio clericis facta ut se abstineant ab officiis divinis et sepultura ecclesiastica." S. Alph.

1^o Hæc cessatio a divinis non est censura, sed prohibitio ne divina officia fiant in aliquo loco in signum mœroris, ad reparationem gravissimæ injuriæ Deo irrogatæ; afficit omnes qui sunt in loco.

2^o Gravior est cessatio *a divinis* quam interdictum. Cessatione *a divinis* in loco publicata, non licet, diebus Natalis, Paschatis et aliis diebus solemnibus, missam solemnem celebrare, nec aliis diebus missam legere, submissa tamen voce, januis clausis et campanis non pulsatis: quod indulgetur in casu interdicti localis; ex cap. Alma mater, 24, De Sent. Excomm., in 6^o.

Sec. Boniface VIII.

3^o Non prohibentur omnia sacramenta tempore cessationis *a divinis*: possunt solemniter baptizari pueri et adulti, absolvi penitentes et viaticum ministrari moribundis.

4^o Quoad sepulturam ecclesiasticam, distinguendum est inter inhumationem et officia divina quæ ejus occasione fiunt: tempore cessationis *a divinis*, licet corpus inhumare in loco sacro, exclusis cantibus, recitatione officii, missa exsequiali et precibus.

5^o Tempore cessationis *a divinis*, non tantum clerici tenentur se abstinere a divinis, sed ipsi laici nequeunt sacris officiis interesse quæ clerici, non obstante cessatione a divinis, celebrarent. Stremler, Des Peines Ecclésiastiques, pag. 364.

Paris - examen - 1906 (juin)

TITULUS VI

DE CENSURIS IN SPECIE

1161. **Censuræ latæ sententiæ de jure communi vigentes continentur explicite et implicite in constitutione, Apostolicæ Sedis, edita die 12 Oct. 1869, et in quibusdam aliis, quæ illi accesserunt.**

1^o Pius IX, cum animo revolveret "ecclesiasticas censuras, per modum latæ sententiæ ipsoque facto incurrendis... integrum ad numerum sensim excrevisse; quasdam etiã, temporibus moribusque mutatis, a fine atque causis ob quas impositæ fuerant, vel a pristina utilitate atque opportunitate exeidisse, eamque ob rem non infrequentes oriri sive in iis quibus animarum cura commissa est, sive in ipsis fidelibus dubietates, anxietates, angoresque conscientie;" ejusmodi incommodis occurrere volens, constitutione sua *Apostolicæ Sedis*, decrevit:

a) Ut ex quibuscumque censuris sive excommunicationis, sive suspensionis, sive interdicti, quæ per modum *latæ sententiæ* ipso facto incurrendi hætenus impositæ sunt, nonnisi illæ quas in hac ipsa constitutione inseruit, et eo modo quo eas inseruit, robur exinde habeant.

b) Simulque declaravit easdem, non modo ex veterum canonum auctoritate, quatenus eum hac sua constitutione conveniunt, verum etiam *ex hac ipsa sua constitutione*, non secus ac si primum editæ ab ipsa fuerint, vim suam prorsus accipere debere.

2^o Dicitur *censuræ latæ sententiæ*, quia per constitutionem nihil immutatum est, a) quoad censuras *ferendæ sententiæ*, in quibus procedendum erit ad normam veterum canonum; b) quoad *pœnas mere vindicativas*, quales sunt privatio, depositio, degradatio.

3^o Dicitur *de jure communi vigentes*, quia per dictam constitutionem nihil immutatum fuit quoad censuras latae sententiae quae non ad Ecclesiam universalem, sed vel ad instituta, vel ad loca particularia spectant, a quoque censurae *particulares* vocantur.

4^o Dicitur *quae continentur explicitè vel implicitè in constitutione Apost. Sedis*. Jamvero declarat Pontifex quod praeter excommunicationes, suspensiones et interdicta in dicta constitutione recensita, adhuc vigent :

a) Censurae quae a Concilio Tridentino fuerunt *directe* inflictæ. Dicimus *directe* inflictæ, nam, ex scopo constitutionis et ex communi sententia, censurae quas Tridentinum *indirecte* tantum inflixit seu renovavit non videntur confirmatae ; tales sunt quae sive per generalia verba indiciuntur, v. g. : "et qui secus fecerint, penas a jure inflictas ipso facto incurrant;" sive per hæc verba : "antiquorum canonum penas super his innovando;" sive per speciales allegationes, v. g. "juxta constitutionem Clementis V in concilio Viennensi edictam."

b) Censurae quae spectant ad electionem Summi Pontificis, quatenus haecenus in suo vigore perstiterunt.

c) Censurae omnes quae latae sunt pro interno regimine quorumcumque ordinum et institutorum regularium, necnon quorumcumque collegiorum, congregationum, coetuum, locorumque piorum, ejuscumque nominis aut generis sint, quatenus haecenus in suo vigore perstiterunt, id est, quatenus desuetudine vel alia causa non cessarunt in aliquo loco vel instituto.

4^o Dicitur *quae illi accesserunt*, quia ab edita constitutione *Apostolicæ Sedis*, quaedam censurae fuerunt promulgatae, praesertim in constitutione *Romanus Pontifex*, qua suo loco enunciamus.

Constitutio *Apostolicæ Sedis* distribuit censuras in excom-

municationes, suspensiones et interdicta : huic divisioni adhaerentes, in tribus distinctis capitibus exponemus censuras quas indixit citata constitutio, quibus adjicientur censura a Tridentino *directe* inflictæ et censurae per alias constitutiones in suo robore vigentes editæ.

CAPUT I

DE EXCOMMUNICATIONIBUS

Excommunicationes in quatuor partes dividuntur: 1^o duodecim sunt Romano Pontifici speciali modo reservatæ; 2^o septemdecim numerantur Romano Pontifici simpliciter reservatæ; 3^o tres reservantur episcopis sive Ordinariis; 4^o quatuor nemini reservantur.

ARTICULUS I.

De excommunicationibus R. P. speciali modo reservatis.

Huic censuræ excommunicationis Pius IX subjacet :

1162. I. " Omnes a christiana fide apostatas, et omnes ac singulos hæreticos, quocumque nomine coseantur et ejuscumque sectæ existant; eisque credentes; eorumque receptores, futores ac generaliter quoslibet illorum defensores."

1^o Per *apostatas* intelliguntur illi qui, post susceptam fidem, a religione christiana penitus recesserunt. Hoc nomine, veniunt etiam liberi Cogitatores, Rationalistæ, Naturalistæ, Pantheistæ, et similes, quando eorum recessio a fide est totalis, et in re gravi externe manifestatur. Si vero fidem non penitus abnegaverint, velintque adhuc inter Christifideles connumerari, dicendi sunt potius hæretici.

2^o Per *hæreticos* intelliguntur qui animo retinent doctrinam quam sciunt esse contrariam dogmati ab Ecclesia definito seu proposito, et qui eam verbis aut signis, *cum culpa externe gravi*, occulte vel publice manifestant. Hujusmodi sunt omnes protestantes, schismatici errantes in fide, *veteres catholici*, spiritistæ et qui exerceant superstitiones hæreticales.

3^o *Credentes apostatis vel hæreticis* sunt illi qui eorum errores *implicite* sustinent, in genere declarantes hos vel illos hæreticos recte sentire; v. g. si quis dicat: Credo quod credit Calvinus. Item si quis assistat hæreticorum concionibus, non autem audiendi curiositate allectus, sed animo ductus assentiendi falsæ doctrinæ, cui in confuso jam fidem præstat. Eadem excommunicationem incurrunt illi omnes qui, etiamsi animo hæresi non adhæreant, sese adscribunt alicui sectæ, eujuseumque nominis ea sit et quæcumque de causa id fiat. Item qui matrimonium ineunt coram ministro hæretico vel schismatico sacris addieto; ex dec. S. Off. 22 Martii 1879 et 18 Maii 1892.

4^o *Receptores* sunt illi qui hæreticum qua talem domi excipiunt vel occultant, ut ille pœnas hæresis effugiat.

5^o *Fautores*, qui hæreticis sive notoriis sive occultis favorem præstant, vel *positive*, eos laudando, commendando, v. g. apud gubernium, exercitium hæretici cultus promovendo, scholas eis aperiendo, pueros ad istas mittendo; vel *negative*, omittendo, absque justa causa, eorum denuntiationem.

6^o *Defensores* sunt qui hæreticorum errores quomodocumque defendunt, etsi interne aliter sentiant, vel eorum personas tuentur, v. g. impediendo ne coram iudicibus compareant et ab eis puniantur. Cf. Inst. Em. Cardinalis Vicarii ad parochos Urbis, 12 Julii 1878.

1163. II. " Omnes et singulos scienter legentes sine auctoritate Sedis Apostolicæ libros eorundem apostatarum et hæreticorum hæresim propugnantes, necnon libros cujusvis

auctoris per apostolicas litteras nominatim prohibitos; eosdemque libros retinentes, imprimentes et quomodolibet defendentes."

1^o Libri ergo hac censura prohibiti duplicis sunt generis:

a) Libri *apostatarum* vel *hæreticorum*, dummodo de his duobus constet: scilicet 1^o auctorem publice ut apostatam vel hæreticum haberi, sive ex secta ad quam pertinet, sive ex pertinacia quæcum hæreticam doctrinam tradit ac defendit; 2^o hæresim non tantum in libro contineri (quod olim sufficiebat), sed etiam propugnari.

b) Libri cujusvis auctoris *nominatim*, seu expresso operis titulo, prohibiti (idque sub pœna excommunicationis R. Pontifici reservatæ) *per litteras apostolicas*, sive hæ sint in forma brevis, bullæ, epistolæ, encyclicæ, sive in qualibet alia forma continentibus has vel similes expressiones: "de apostolicæ nostræ auctoritatis plenitudine, vel auctoritate apostolica."

Censura igitur non se extendit ad libros qui per decreta generalia prohibentur, nec ad libros simpliciter in Indicem relatos, nec ad libros alicujus auctoris in globo damnatos, nec ad libros Infidelium aut Judæorum, nisi forte conditiones quas enumeravimus in eis verificentur. Nec vero sub nomine librorum veniunt ephemerides seu diaria, epistolæ, conciones, minoris molis opuscula, sicut nec quædam folia a libro prohibito sejuncta. Contra sub nomine librorum veniunt scripta periodica (livraisons, revues), seu singuli fasciculi ad volumen componendum destinati; item manuscripta, ut communius docetur, sicut etiam versiones in aliud idioma.

2^o Personæ excommunicatæ, casu nempe quo agant *scienter*, id est, seclusa ignorantia etiam crassa et supina, sunt sequentes:

a) *Legentes* in quantitate relative notabili, v. g. unam paginam magni voluminis, vel præfationem, vel etiam paucas lineas in quibus præcise hæretica doctrina propugnatur.

b) *Retinentes* per notabile tempus, v. g. per tres dies, sive apud se, sive apud amicum, licet facultate retinendi donatum, sed a quo librum pro libitu suo repetere possunt (secus, si cum pacto non repetendi, nisi post purgationem libri vel licentiam obtentam), quamvis non retineant ad legendum, ut v. g. depositarius, bibliopola, bibliothecarius, etc. Excusatur tamen qui diutius retinet, expectans donec illum opportuno tempore tradat superiori vel alteri habenti licentiam; nec incurritur censura, si liber comburatur, aut etiam si pars illa libri, quæ prohibitioni ansam dedit, ita destruat ut amplius legi nequeat.

c) *Imprimentes*, sub quo nomine, præter editorem et typographiæ dominum, veniunt qui typos ordinant, chartam supponunt, atramentum proxime parant, et generatim illi omnes qui *scienter* et *proxime* ad libri editionem concurrunt.

d) *Defendentes*, sive *factis*, v. g. libros propagando, venales exponendo, occultando ne tradantur judici; sive *dictis*, v. g. eos laudando, excusando, etc. Qui tamen non pravam doctrinam libri laudat, sed stylum vel auctoris scientiam, excusatur a censura.

1164. III. "Schismaticos et eos qui a Romani Pontificis obedientia pertinaciter se subtrahunt, vel recedunt."

1^o Hæc censura attingit: a) *Schismaticos proprie dictos*, illos scilicet qui non solum a R. Pontificis obedientia pertinaciter resiliunt, sed *novas ecclesias* audacter constituunt vel sequuntur, et ita a capite et a corpore matris Ecclesiæ sese sejungunt. Tales sunt v. g. *Veteres Catholici*, qui duplici excommunicatio: e plectuntur, una contra hæreticos et altera contra schismaticos lata. b) *Schismaticos imperfectos*, illos scilicet qui vera malitia ducti, nolunt obedire Romano Pontifici pro tempore existenti, habentes se a suprema illa auctoritate solutos. Ex illis sunt quidam scriptores, *liberales* dicti, qui futili prætextu, R. Pontificis decisiones et mandata pertinaciter rejiciunt.

2^o Censura vero non attingit: a) Eos qui temporale dominium Romano Pontifici detrectant; b) eos qui simpliciter renunt obedire ejus mandatis, quia gravia sunt et molesta, vel ex odio in ejus personam: hi enim non abjiciunt ejus auctoritatem; c) eum qui renueret subesse Pontifici quatenus sibi suspecto, aut dubie legitimo, id est, ab universali Ecclesia, ob electionem dubie validam, nondum recepto.

1165. IV. "Omnes et singulos, eujuscumque status, gradus seu conditionis fuerint, ab ordinationibus seu mandatis Romanorum Pontificum pro tempore existentium ad universale futurum concilium appellantes; necnon eos, quorum auxilio, consilio vel favore appellatum fuerit."

Ex hoc capite excommunicantur: 1^o *Appellantes*, et ratio est, quia appellatio fieri nequit nisi ab inferiore ad superiorem; Papa autem non est concilio generali inferior. Unde istiusmodi appellatio non solum injuriam facit supremo Ecclesie capiti, sed etiam schismatis præsefert speciem. Imo si quis appellaret, quia crederet Papam non habere supremam et infallibilem auctoritatem in Ecclesia, foret insuper hæreticus ac duplè excommunicatione pleteretur. Per ordinationes et mandata, a quibus appellare nefas est, intelligenda sunt illa omnia quibus Romanus Pontifex, munere supremi Pastoris fungens, aliquid imperat.

Excommunicantur: 2^o *Cooperantes*, quorum consilio, auxilio, vel favore appellatum fuerit. Excommunicatione non pleteretur qui ad præsens concilium vel ad futurum pontificem appellaret, nec qui appellationem ab aliis jam factam approbaret.

1166. V. "Omnes interficientes, mutilantes, percutientes, capientes, carcerantes, detinentes, vel hostiliter insequentes S. R. E. Cardinales, Patriarchas, Archiepiscopos, Episcopos, Sedisque Apostolicæ Legatos, vel Nuntios, aut eos a suis diocesis, territoriis, terris seu dominiis ejicientes; necnon

ea mandantes, vel rata habentes, seu præstantes in eis auxilium, consilium vel favorem."

Hac censura puniuntur: 1^o *Exercentes crudelitatem in prælatos Ecclesiæ*, sive in eorum corpora: eos nempe interficiendo, mutilando, percutiendo; sive in eorum libertatem: eos capiendo, carcerando, detinendo; sive in eorum dignitatem: eos hostiliter insequendo, animo scilicet eos non solum exterrendi, sed etiam eis nocendi.

2^o *Cooperantes*, id est, mandantes, præstantes auxilium vel favorem. Quinimo excommunicationem præsentem incurrunt *rata habentes*, ii scilicet qui, crimine perpetrato, illud approbant.

1167. VI. "Impedientes directe vel indirecte exercitium jurisdictionis ecclesiasticæ sive interni sive externi fori, et ad hoc recurrentes ad forum sæculare, ejusque mandata procurantes, edentes, aut auxilium, consilium vel favorem præstantes."

Excommunicantur: 1^o *Impedientes* vi, minis, imperio, exercitium quodcumque jurisdictionis ecclesiasticæ, sive hæc sit ordinaria, sive delegata; sive fori interni, sive fori externi.

Directe impedit jurisdictionem, qui minatur necem episcopo ne censuram ferat, ne beneficium conferat, ne visitet diocesim, ne prædicatores mittat, ne bona acquirat vel alienet, ne mutet parochum, etc.; *indirecte*, qui obstat efficaciter in alia re vel in alia persona, v. g. bona episcopi sequestrando, officiales vel familiares ejus vexando. Non sufficit tamen si impediatur actus meræ administrationis.

2^o *Recurrentes ad forum sæculare*, seu ad iudices sæculares, *ejusque mandata procurantes*, ut sententiæ nempe vel actui jurisdictionis ecclesiasticæ obstant. Hujusmodi sunt qui, populi suffragio electi, mandatoque potestatis civilis muniti, audent, obstando Ecclesiæ, sese intrudere in parochiale vel episcopale regimen.

3^o *Edentes mandata*, seu ipsi iudices vel magistratus civiles, qui mandata auctoritative condunt ad impediendum aliquem actum jurisdictionis. Non excommunicantur *actuarii*, qui mandata scribunt, nec *cursores*, qui ea deferunt.

4^o *Cooperantes*, quales sunt qui auxilium, favorem vel consilium aliquo modo præstant.

Quædam gubernia instituerunt tribunal ad iudicandum *circa abusum potestatis ecclesiasticæ*. Qui ad tale tribunal contra decreta episcopi recurrit, hanc gravem censuram incurrit. Quidam volunt excommunicationem non incurrere nisi *effectu secuto*; alii non subscribunt huic sententiæ.

1168. VII. "Cogentes sive directe sive indirecte iudices laicos ad trahendum ad suum tribunal personas ecclesiasticas præter canonicas dispositiones; item edentes leges vel decreta contra libertatem aut jura Ecclesiæ."

1^o Primam partem hujus capituli explicavimus in titulo, De Juribus Clericorum. Cf. vol. I, tit. I, num. 161.

2^o *Qui edunt decreta contra libertatem aut jura Ecclesiæ*. Hæc verba latissime patent; iis enim exprimentur omnia jura ac libertates quæ Ecclesiæ competunt, ut jus docendi, promovendi ad ordines, jus acquirendi, alienandi, etc.

3^o Censura feriuntur, et quidem ipso momento, auctores istiusmodi legum ac decretorum: puta *deputati*, *senatores*, qui ipsis ferendis efficaciter suffragantur; *princeps*, qui suum nomen ipsis subscribit vel eas promulgat; item *ministri*, *gubernatores*, *prefecti*, etc., qui ferunt decreta impugnantia aliquod jus Ecclesiæ, v. g. decreta quibus monasteria vel loca pia supprimuntur.

1169. VIII. "Recurrentes ad laicam potestatem ad impediendas litteras vel acta quælibet a Sede Apostolica, vel ab ejusdem legatis aut delegatis quibuscumque profecta, eorumque promulgationem vel executionem directe vel indirecte prohibentes; aut eorum causa, sive ipsas partes, sive alios lædentes vel perterrefacientes."

*Causa in
Sectis -
p. b. specialis
dispositiones
canonicas
Sectis - in
c. n.*

Hoc articulo, jurisdictioni et potestati Romani Pontificis speciatim consulitur.

Excommunicatio irrogatur in eos qui acta S. Sedis impediunt variis modis quominus promulgentur vel executioni mandentur, videlicet: 1^o *Contra recurrentes*, ad ea impedienda, *ad laicam potestatem*, cujuscumque gradus sit illa potestas. 2^o *Contra prohibentes promulgationem*, vel *executionem*, v. g. impediendo ne litteræ suum effectum sortiantur, ut si quis eas intercipiat, vel notarium proleat quominus super his instrumenta conficiat vel jam confecta tradat. 3^o *Contra ledentes vel perterrefaciētes* personas quæ illis litteris juvantur.

1170. IX. " Omnes falsarios litterarum apostolicarum, etiam in forma brevis ac supplicationum gratiam vel justitiam concernentium per Romanum Pontificem, vel S. R. E. Vice-Cancellarios, seu gerentes vices eorum, aut de mandato ejusdem Romani Pontificis signatarum; necnon falso publicantes litteras apostolicas, etiam in forma brevis; et etiam falso signantes supplicationes hujusmodi sub nomine Romani Pontificis, seu Vice-Cancellarii aut gerentis vices prædictorum."

Per *litteras apostolicas* intelliguntur litteræ quæ nomine Romani Pontificis mittuntur, sive in forma bullæ, sive in forma brevis, aut supplicationis et responsionis; non autem litteræ seu rescripta SS. Congregationum, Pœnitentiarum Majoris, vel Nuntiorum.

Excommunicantur igitur: 1^o Qui falsificant litteras apostolicas, aliquid nempe mutando, addendo, demendo, quo sensus corrumpatur, puta si Pontifex aliquid concesserit ad triennium, et impetrans mutet in quinquennium. 2^o Qui falso publicant vel veras litteras, sed clam, sine jussu et contra Pontificis voluntatem; vel litteras ex integro falsas aut corruptas perinde ac si essent authenticæ. 3^o Qui falso signant, id est, subcribunt nomine Pontificis, pro gratia facta.

1171. X. " Absolventes complicem in peccato turpi, etiam in mortis articulo, si alius sacerdos, licet non approbatus ad confessiones, sine gravi exoritura infamia et scandalo, possit excipere morientis confessionem." Ex bulla *Sacramentum Pœnitentiæ*, Benedicti XIV.

Hic notandum est jurisdictionem confessario adimi quoad ipsum complicitatis peccatum, ita tamen ut, deleto hoc peccato per absolutionem ab alio impertitam, jam non desit ejusdem confessarii jurisdictio in ordine ad alia peccata ejusdem personæ. Verum, ait cardinalis Gousset, si quis pudor maneat in sacerdote, qui miseranda fragilitate peccatum turpe cum alio patravertit, si quis honor sacramento debitus, nunquam in posterum complicitis confessionem excipiet.

Dicitur 1^o *Absolventes*: ergo censura non innodatur ille qui complicem in confessione *audit* tantum. Verum confessarii *simulantes* absolutionem complicitis in peccato turpi, hanc excommunicationem non effugiunt. S. Pœnit., 1 Mart. 1878; et resp. S. O., 10 Dec. 1883.

Sacra Pœnitentiaria, 19 Feb. 1896, declaravit " excommunicationem reservatam in bulla *Sacramentum Pœnitentiæ* non effugere confessarios *absolventes* vel *figentes* absolvere eum complicem qui peccatum quidem complicitatis, a quo nondum est absolutus, non confitetur, sed ita se gerit quia ad id confessarius pœnitentem induxit, sive directe, sive indirecte." N. R. Théologique, vol. 28, pag. 205.

2^o *Complicem in peccato turpi*: quo nomine venit omne peccatum contra castitatem *externum, grave, ex mutuo consensu utrinque manifestato* commissum.

3^o Excusat in articulo mortis *gravis exoritura infamia et scandalum*. " Sciat autem complex sacerdos et serio advertat fore se reum gravis adversus prædictam nostram constitutionem inobedientiæ, latisque in ea pœnis obnoxium, si prædictæ infamie aut scandali pericula sibi ultro ipse confingat, ubi non sunt." Bened. XIV, const. citata.

4^o Licet constitutio excipiat *unicum casum extremae necessitatis in mortis articulo*, ex quorundam tamen sententia, absolvi posset mulier complex, si alium non habeat sacerdotem, neque ob loci circumstantias, ut in locis missionum, spes ulla sit quod enim sit unquam habitura. Bucceroni, in constitutione *Apost. Sedis*.

Hanc quæstionem fusius evolvunt moralistæ in tractatu de Pœnitentia.

1172. XI. "Usurpantes, aut sequestrantes jurisdictionem, bona, redditus ad personas ecclesiasticas ratione suarum ecclesiarum aut beneficiorum pertinentes."

Quatuor excommunicationes feruntur contra eos qui de bonis Ecclesiæ *illicite* disponunt. Prima, in presenti articulo, si usurpent bona ad personas ecclesiasticas titulo ecclesiæ vel beneficii pertinentia; secunda, in articulo sequenti, si invadant bona Ecclesiæ Romanæ; tertia, R. Pontifici simpliciter reservata, si usurpent bona cujuscumque beneficii vel loci pii; quarta tandem nemini reservata, si alienent *illicito modo* bona ecclesiastica cujuscumque generis.

1^o Sub nomine *usurpantes* non comprehenduntur *fures* et *latrones*, sed usurpantes et sequestrantes *auctoritative*, seu quasi jure proprio utentes. S. O., 9 Martii 1870.

2^o *Sequestrantes* hic appellantur qui, judiciali officio et jurisdictione, rem alicui *tertio* custodiendam *injuste* committunt, vel *ipsimet* custodiunt, atque ita impediunt ne ipsa sub potestate maneat illius ad quem pertinet, eaque libere utatur.

3^o Ut incurratur censura, necessarium est ut bona usurpata *ad personas ecclesiasticas ratione suarum ecclesiarum aut beneficiorum pertineant*.

Unde a) præsentem excommunicationem non incurrunt usurpantes aut sequestrantes clericorum *bona patrimonialia*, vel quæ occasione sacrarum functionum ipsis obveniunt, puta missarum stipendia.

b) Nee usurpantes bona *locorum piorum*, v. g. confraternitatum laicalium, etsi auctoritate episcopi erectæ fuerint.

c) Idem dicendum est de bonis quæ pertinent ad *ecclesias*, sed non ad *ecclesiasticas personas*, v. g. bona destinata ad ecclesiæ reparationem, aut ad pauperes sublevandos, etc.

d) Neque incurritur excommunicatio, si quis bona usurpet aut sequestret dum *beneficium vacat*: præsens enim excommunicatio ipsis tantum personis favet.

e) Tandem, ut videtur, hanc censuram non incurrunt usurpantes aut sequestrantes ~~bona monasteriorum~~, quia hæc bona non pertinent ad ullas personas ecclesiasticas, sed vel ad ipsa monasteria, vel ad Romanum Pontificem. Bargilliat, vol. II, num. 1652.

1173. XII. "Invadentes, destruentes, detinentes per se vel per alios civitates, terras, loca et jura ad Ecclesiam Romanam pertinentia; vel usurpantes, perturbantes, retinentes supremam jurisdictionem in eis; necnon ad singula prædicta auxilium, consilium, favorem præstantes."

Præsens excommunicatio, cujus scopus est defendere dominium temporale ad Sedem Apostolicam pertinens, triplex personarum genus complectitur:

1^o *Invadentes, destruentes, detinentes per se vel per alios civitates, terras, loca aut jura ad Ecclesiam Romanam pertinentia.*

2^o *Usurpantes, perturbantes, retinentes supremam jurisdictionem in eis*, id est, jurisdictionem quæ R. P. competit uti est princeps temporalis, circa res magui momenti, v. g. jus vite et mortis, jus imponendi tributa, jus creandi magistratus et similia.

3^o *Ad singula prædicta auxilium, consilium, favorem præbentes*, effectu secuto, et dummodo cooperatio fuerit formalis.

Quæritur utrum auxilium et favorem præbeant *in retinendo*, qui publica munia gerunt? Hinc ad quæsitum: "An

retineri et suscipi possint sub intruso gubernio officia? ”— respondit S. Pœnitentiaria, 10 Oct. 1860: “ Dumnmodo non agatur de officiis quæ *directe et proxime* influunt in spodium vel in ejusdem spodium mantentionem, et exerceri possint absque periculo lesionis legum divinarum et ecclesiasticarum, posse tolerari.”

Unde distinguendum est inter officia *politica*, quæ directe et per se tendunt ad usurpatorem probandum vel confirmandum, quales sunt qui primum vel supremum magistratum gerunt in quavis provincia, aut civitate, aut terra, aut oppido, qui proinde censura tenentur, si ab officio possint abstinere absque incommodo gravi tum proprio tum publico; et officia *civilia*, quæ mere ad bonum civium spectant, qualia sunt munera municipalia aliaque pro tuenda tranquillitate necessaria, quæ assumi et exerceri possunt, dumnmodo juramentum fidelitatis non præstetur usurpatori, et, si jurare omnino necesse sit, jurantes palam profiteantur se nihil facturos quod legibus divinis et ecclesiasticis adversetur.

1174. XIII. “ In dignitates et canonicos cathedralium ecclesiarum vacantium, ac illos qui, deficientibus capitulis, vicarios deputant, aut vacantes ecclesias legitime administrant, si ante exhibitionem litterarum apostolicarum concedere et transferre in nominatum ac presentatum ad eandem ecclesiam, ejus curam, regimen et administrationem sub quovis titulo, nomine, quæsito colore ausi fuerint.”

“ In nominatos ac presentatos ad vacantem ecclesiam, qui ejus regimen et administrationem suscipere audent ex concessione et translatione a canonicis, dignitatibus aliisque, de quibus supra, peractam. Necnon in eos qui præmissis paruerint, vel auxilium, consilium aut favorem præstiterint, cujuscumque gradus, conditionis, præminentia, et dignitatis fuerint.” Hæc censura excommunicationis eruitur ex constitutione Pii IX, *Romanus Pontifex*, 28 Aug. 1873 edita, cujus fuit sermo in vol. I, tit. VIII, De Episcopis, num. 364.

1175. XIV. "Omnes et singulos nomen dantes vel promoteventes, vel quocumque modo faventes, vel adhaerentes societati in eum finem institutae vel institutendae, ut quando-cumque Apostolica Sedes vacaverit, populus romanus concurrat in Summi Pontificis electione."

Erigitur ex decreto S. Pœnitentiariæ, 4 Aug. 1876.

Hanc censuram incurrunt: 1^o *Nomen dantes*, licet non promoveant, nec adhaereant, modo expresse declarent se assentiri doctrinis in programma contentis et coram duobus testibus obligationem contrahant se operam daturus ut tales doctrinae propagentur et societas dilatetur. 2^o *Promoveentes*, scilicet qui sollicitant ad adhaerendum. 3^o *Faventes* quocumque modo. 4^o *Adhaerentes* seu doctrinam sectantes, promotentes, licet societati non dent nomen.

ARTICULUS II.

De excommunicationibus R. P. simpliciter reservatis.

Excommunicationi latae sententiae Romano Pontifici simpliciter reservatae Pius IX subiacet:

1176. I. "Docentes vel defendentes, sive publice sive privatim, propositiones ab Apostolica Sede damnatas sub excommunicationis poena latae sententiae; item docentes vel defendentes tanquam licitam praxim inquirendi a poenitente nomen complicitis, prout damnata est a Benedicto XIV, in const. *Suprema*, 7 Julii 1745, *Ubi primum*, 2 Junii 1746, *Ad eradicandam*, 28 Sept. 1746."

1^o In prima parte veniunt: *docentes vel defendentes propositiones ab Apostolica Sede*, id est, a Romano Pontifice damnatas, dummodo fuerint damnatae sub poena excommunicationis latae sententiae. Hic non veniunt propositiones damnatae a conciliis generalibus, multo minus a SS. Congre-

gationibus, v. g. Indicis; nec propositiones damnatæ quidem a R. Pontifice, sed sine pœna excommunicationis latæ sententiæ, quales sunt propositiones quæ continentur in Syllabo.

2^o In secunda parte veniunt: *docentes vel defendentes tanquam licitam praxim inquirendi a pœnitentibus nomen complicitis*. Praxis a Pontifice damnata erat qua confessarii requirebant nomen complicitis sub pœna denegandæ absolutionis: hinc ad censuram incurrendam necesse est ut quis utrumque simul licitum esse doceat vel defendat, scilicet exquirere nomen complicitis et reticenti absolutionem denegare.

1177. II. "Violentas manus, suadente diabolo, injicientes in clericos vel utriusque sexus monachos; exceptis quoad reservationem casibus et personis de quibus, jure et privilegio, permittitur ut episcopus aut alius absolvat."

1^o De prima parte hujus censure jam locuti sumus in titulo De Privilegiis Clericorum, num. 160.

2^o Quoad absolutionem, distinguenda est triplex percussio: Prima dicitur *enormis*, in qua magna intervenit vulneratio, vel magna injuria; secunda *gravis* seu *mediocris*, cum fit carnis contusio, vel sanguinis copia effunditur, sed absque magna læsione vel injuria; tertia *levis*, quando fit simplex percussio, v. g. manu, pede, baculo, quæ contusio notabilis vel percussiois vestigium remaneat.

Jamvero si percussio, etsi publica, fuerit *levis*, episcopus vel ejus vicarius potest ex jure communi absolvere percusso-rem, quisquis ille sit; si *mediocris*, eos tantum qui collegialiter vivunt, scilicet feminas et impuberes; si *enormis*, tantum impuberes, sive ante, sive post pubertatem petant absolvi.

In dubio an percussio fuerit *levis*, *gravis* aut *enormis*, pro majori standum est, quia favendum est privilegiatis, juxta regulam interpretationis.

1178. III. "Duellum perpetrantes, aut simpliciter ad illud provocantes, vel ipsum acceptantes, et quoslibet complices, vel qualemcumque operam aut favorem præbentes,

necnon de industria spectantes, illudque permittentes, vel quantum in illis est non prohibentes, cujuscumque dignitatis sint, etiam regalis vel imperialis."

Excommunicantur: 1^o *Perpetrantes duellum*, ii scilicet omnes qui privata auctoritate, *ex condicto*, singulare certamen incunt, cum periculo occisionis vel gravis vulneris. Nihil autem refert an adsint patrini necne; an certetur cum armis lethalibus vel non, modo sit periculum gravis vulneris, illudque praevideatur. Item *provocantes ad duellum* cum animo pugnandi, etsi provocatus non acceptet. Item *acceptantes*, etsi duellum non sequatur.

2^o *Complices*, qualemcumque operam aut favorem praebentes, ut patrini, testes; qui consilium dant, qui litteras provocatorias dictant, scribunt, deferunt; qui iustest *ex condicto*, ut medicus, qui adsistit cum intentione praebendi suum ministerium duellantibus, si opus fuerit; idem dicatur de confessario. S. Off., 31 Maii 1884.

3^o *De industria spectantes*, id est, qui sua praesentia ad pugnam incendunt; non vero qui casu transeuntes adspiciunt, vel in secreto, vel a longe; nec qui adeunt locum certaminis ut duellum impediant.

4^o *Illud permittentes vel non prohibentes*, cum prohibere valent, ut duces exercitus.

1179. IV. "Nomen dantes sectae massonicae aut carbonariae, aut aliis ejusdem generis sectis, quae contra Ecclesiam vel legitimas potestates, seu palam, seu clandestine, machinantur; necnon eisdem sectis favorem qualemcumque praestantes; earumque occultos coryphaeos ac duces non denuntiantes, donec non denuntiaverint."

Haec censuram excommunicationis incurrunt: 1^o *Adscripti sectis damnatis*. Utrum secta quaedam inter societates damnatas a Sancta Sede sit referenda, colligendum est praesertim ex responsionibus S. Sedis. Hactenus expresse damnati fuerunt *Liberi Muratores* et *Carbonarii*, ex ipsa con-

stitutione; *Feniani*, ex decreto S. Off., 12 Jan., 1870; *Nihilista*, ex litteris encyclicis Leonis XIII, 28 Dec. 1878: "Intelligitis nos de illa hominum secta loqui, qui diversis ac pene barbaris nominibus *Socialista*, *Communistae*, et *Nihilista* appellantur;" item illæ societates cujuscumque naturæ sint, in quibus socii, ab ipso ingressu, jurejurando se obligant ad obtemperandum in omni re quæ a cœtus superioribus jussa fuerit; vel quæ ineunt fœdus secreti, quod, nec ipsa legitima auctoritate interrogante, impune violari possit.

Quoad societatem: "The independent Order of Good Templars," S. C. S. Concilii, 9 Aug. 1893, respondit sub gravi prohiberi ei nomen dare. Ad quæstionem vero an hæc subjaceat excommunicationi latæ contra societates secretas in constitutione *Apostolica Sedis*, respondit: "Dilata." Item tres societates: "The Odd Fellows," "The Sons of Temperance," et "The Knights of Pythias," tamquam sub gravi prohibita declaratae sunt a S. C. S. Officii, 20 Aug. 1894; quoad censuram nihil dictum est, sed videntur damnatae ex decreto S. Officii, 21 Aug. 1850.

2^o *Fautores*, qui illis sectis favorem qualemcumque præstant, id est, qui eis præbent consilium, auxilium, qui eos in suis ædibus receptant, occultant, qui alios hortantur ut hujusmodi societatibus sese adscribant, earumve cœtibus intersint; tandem omnes qui quocumque modo has societates juvant.

Quaedam ex illis societatibus damnatis habent naturam alicujus *assurance mutuales*, puta "The independent Order of Good Templars," "The Odd Fellows," "The Sons of Temperance," "The Knights of Pythias;" quæsitum fuit an liceret remanere in istis societatibus et taxam solvere. S. C. S. Officii, 19 Januarii 1896, respondit: "Generatim loquendo non licere et ad mentem." Mens est quod hoc tolerari possit, concurrentibus hisce conditionibus:

a) "Si quis bona fide sectæ primas nomen dederit, antequam sibi innotuisset societatem fuisse damnatam."

b) "Si absit scandalum vel opportuna removeatur declaratione, id a se fieri, ne jus ad emolumenta vel beneficium temporis in ære alieno solvendo amittat, a quavis interim sectæ communionem et a quocumque interventu, etiam materiali, ut præmittitur, abstinendo."

c) "Si grave detrimentum sibi aut familiæ ex renunciatione obveniat."

d) "Tandem ut non adsit vel homini illi, vel familiæ ejus, periculum perversionis ex parte sectariorum, spectato præcipue casu vel infirmitatis vel mortis; nec similiter adsit periculum funeris peragendi a ritibus catholicis alieni." *Nouv. Rev. Théologique*, vol. XXVIII, pag. 285.

3º *Non denuntiantes*, infra mensem, Inquisitori vel Ordinario, vel judici a S. Sede delegato, *occultos coryphæos ac duces*. Excommunicatio limitatur ad solam denuntiationem coryphæorum et ducum. Sufficit ut quis denuntiet per interpositam personam, puta per confessarium. S. Off., 15 Jun. 1870.

Non cessat obligatio denuntiandi quando coryphæi et duces sectæ massoniæ sunt publice noti ut *liberi muratorii*, sed non sunt publice noti ut *coryphæi et duces* hujus sectæ massoniæ; nec cessat obligatio denuntiationis apud eas regiones in quibus liberi muratorii, et ideo ipsorum coryphæi et duces, a gubernio civili tolerantur, et ab ecclesiastica potestate puniri non possunt, nec ullo modo cohiberi. S. Off., 19 Apr. 1893.

4º *Donec non denuntiaverint*; unde facta denuntiatione, ipso facto cessat reservatio excommunicationis incurse, et ideo ille qui non denuntiando excommunicationem R. P. simpliciter reservatam incurrerat, absolvi poterit a quovis confessario.

5º Licentia absolvendi sodales sectarum damnatarum solet concedi cum sequentibus clausulis. Requiritur a) omni-

moda a secta separatio et ejus abjuratio; *b*) traditio librorum, manuscriptorum ac signorum sectam respicientium, vel saltem eorum combustio; *c*) imponitur obligatio denunciandi sectæ duces ac coryphæos; *d*) injungitur gravis pœnitentia cum frequentia confessionis sacramentalis. Quod si agatur de absolvendis iis qui ejusmodi sectarum duces et magistros occultos denunciare culpabiliter neglexerint, facultas absolventi non conceditur, nisi injuncta pariter salutari pœnitentia, et firma obligatione sub reincidentia eisdem denunciandi. Haine, Theol. Mor., vol. IV, pag. 456.

1180. V. "Immunitatem asyli ecclesiastici, ausu temerario, violare jubentes aut violantes."

De hac immunitate locuti sumus in vol. I, De Privilegiis Clericorum, tit. III, num. 167.

1181. VI. "Violantes clausuram monialium, cujusenque generis, aut conditionis, sexus vel ætatis fuerint, in earum monasteria absque legitima licentia ingrediendo; pariterque eos introducentes vel admittentes; itemque moniales ab illa exeuntes extra casus ac formam a S. Pio V, in const. *Decori* præscriptam." Cf. vol. I, num. 678.

1182. VII. "Mulieres violantes regularium virorum clausuram, et superiores aliosve eas admittentes." Cf. vol. I, num. 680.

1183. VIII. "Reos simoniæ realis in beneficiis quibuscumque, eorumque complices."

1^o Simonia realis habetur, quando quis emit vel vendit ipsum beneficium, aut collationem ejus, aut electionem vel præsentationem ad illud obtinendum, modo executio conventionis sit ex utraque parte saltem incepta. Unde non incurritur excommunicatio, si aut pretium tantum sit solutum sed re nondum tradita, aut si res tantum sit tradita, pretio vero non soluto.

2^o Oportet ut agatur *de beneficiis proprie dictis*, cum simus *in odiosis*. Hinc censuram non incurrunt qui vendunt,

emunt non beneficia, sed officia, v. g. cantoris, vicarii, viceparochi; qui emunt, vendunt pensiones, parochias ad nutum episcopi revocabiles. Licet in favorabilibus æquiparentur beneficiis, non sunt beneficium stricte dictum, deficiente perpetuitate subjectiva. Vol. I, num. 517.

3^o Excommunicantur *complices*, id est, illi quorum mediatioue, cooperatione vel favore simonia perficitur.

1184. IX. "Reos simoniæ confidentialis in beneficiis quibuslibet, cujuscumque sint dignitatis."

1^o Hæc simonia committitur, quando quis beneficium ecclesiasticum *stricte dictum* alicui confert sub aliqua *confidentia*, seu *pacto* expresso vel tacito, ut is cui confertur post aliquod tempus idem beneficium resignet ipsi conferenti vel alteri, aut pensionem vel fructus ex eo præstet. Si hæc simonia fuerit *ex una parte consummata*, id est, si episcopus, cujus nepos nondum est beneficio idoneus, illud alicui conferat ea lege ut iste postea nepoti, cum idoneus fuerit, illud resignet, uterque, scilicet conferens et accipiens beneficium, ipso facto excommunicationem incurrit.

2^o Hæc censura ferit collatores beneficiorum, *cujuscumque sint dignitatis*, etiam cardinalitiæ; complices hic silentio prætereuntur.

1185. X. "Reos simoniæ realis ob ingressum in religionem."

Incurritur hæc censura ab eo qui propter ingressum in religionem dat vel accipit aliquid temporale; non incurritur si pro religiosi sustentatione aliquid erogetur. Imo si agatur de monialibus, dos ad sustentationem semper assignari debet. Cf. vol. I, num. 661.

1186. XI. "Omnes qui, quæstum facientes ex indulgentiis aliisque gratiis spiritualibus, excommunicationis censura plectuntur constitutione S. Pii V, *Quam plenum*, 2 Januarii 1569."

Constitutione *Quam plenum* prohibetur plura delicta quae redolent naturam simoniae, nimirum: 1^o publicatio vel concessio indulgentiarum certam pecuniam solventibus; 2^o concessio aliarum gratiarum spiritualium, certa pecunia soluta, scilicet, *a*) facultas eligendi sibi confessarium, qui eo ipso possit absolvere a casibus episcopis aut S. Sedi reservatis; *b*) celebrandi missae sacrificium et sepulturam faciendi tempore interdicti; *c*) utendi cibis prohibitis; *d*) assumendi plures compadres ad baptismum, contra decretum Concilii Tridentini; *e*) absolvendi a reali simonia S. Sedi reservata.

Omnes *episcopis inferiores* qui dictas gratias concedunt ea conditione, ut solvatur certa pecuniae summa tanquam pro concessione debita, etiamsi id fecerint intuitu alicujus pii operis promovendi, praesentem excommunicationem incurrunt, si partem saltem pretii acceperint.

1187. XII. "Colligentes eleemosynas majoris pretii, et ex iis lucrum captantes, faciendo eas celebrari in locis ubi missarum stipendia minoris pretii esse solent."

Hanc censuram incurrunt tum laici, tum clerici, sed necesse est: 1^o ut sint *colligentes*, quasi ex industria, eleemosynas manuales vel ex fundatione taxatas pro missis. Unde peccat sed censuram non incurrit qui lucrum percipit ex stipendiis quae sibi dantur ut ipse ea persolvat; nec qui semel aut iterum parvum missarum numerum colligeret: talis non est veri nominis collector.

2^o Ut sint *lucrum captantes*: unde qui excessum in pios usus impendit, huic censurae non subjacet, quamvis non sit immunis a culpa. S. C. Concilii, 9 Sept. 1874.

3^o Ut missas celebrari faciant *in locis ubi missarum stipendia minoris pretii esse solent*. S. Congregatio S. Officii, 16 Jan. 1892, declaravit hanc censuram incurrere colligentes stipendia missarum, sive in alio loco ubi collegerint, sive in eodem loco, faciant eas celebrari.

1188. XIII. "Omnes qui excommunicatione muletantur in constitutionibus S. Pii V, *Admonet nos*, quarto kalendas Aprilis 1567; Innocentii IX, *Quæ ab hac Sede*, pridie nonas Novembris 1591; Clementis VIII, *Ad Romani Pontificis curam*, 26 Junii 1592, et Alexandri VII, *Inter ceteras*, nono kalendas Novembris 1660, alienationem et infeudationem civitatum et locorum S. R. E. respicientibus."

Hac censura plectuntur omnes, sive laici, sive clerici cujuscumque dignitatis, etiam cardinalitæ, qui per se vel per alios insinuant aut student qualemcumque alienationem civitatum, vel locorum ad S. Sedem pertinentium, ex quovis prætextu etiam necessitatis vel evidentis utilitatis, quamvis operam et oleum perdant.

Utrum censura innodentur qui R. Pontifici suadent conciliationem cum Italico gubernio, disputatur. Alii negant, quia abdicatio stricta significatione dici nequit alienatio; alii rectius affirmant, quia sic agendo alienationem si non *sua-deant*, eam saltem *insinuant*. Haine, loco citato, pag. 467.

1189. XIV. "Religiosos præsumentes clericis aut laicis, extra casum necessitatis, sacramentum extremæ unctionis aut eucharistiæ per viaticum ministrare, absque parochi licentia."

1^o Nomine *religiosorum* veniunt religiosi qui emittunt vota solemnia: consequenter qui religiosis congregationibus sunt addicti huic censuræ non subjacent.

2^o Dicitur *præsumentes*, unde excusat a censura iguorantia *facti, juris et pænæ*, etiam *crassa et supina*, non tamen *affectata*.

3^o Dicitur *extra casum necessitatis*: hinc censura non ligantur qui sacramenta ministrant in casu necessitatis, quo in casu parochus vocari nequit. Extra casum necessitatis, requiritur licentia parochi saltem præsumpta.

4^o *Sacramentum extremæ unctionis aut eucharistiæ per viaticum*, quia huic censuræ non subjacent qui alia sacramenta ministrarent.

1190. XV. " Extrahentes, absque legitima venia, reliquias ex sacris cœmeteriis sive catacumbis Urbis Romæ, ejusque territorii, eisque auxilium vel favorem præbentes."

Objectum hujus censuræ est prohibere quominus extrahantur reliquiæ a catacumbis sine licentia, quæ datur ab Eminentissimo Card. Vicario Urbis.

1191. XVI. " Communicantes cum excommunicato nominatim a Papa in crimine criminoso, ei scilicet impendendo auxilium aut favorem."

Olim qui communicabant cum excommunicatis incurrerant excommunicationem minorem, quæ hodie non amplius viget. Ut quis præsentem excommunicationem majorem incurrat, oportet 1^o ut communicet *cum nominatim a Papa excommunicato*; hinc si quis fuerit excommunicatus a Romanis Congregationibus, etsi earum decretis accedat approbatio Summi Pontificis, non incurrit præsentem excommunicationem. S. Off., 16 Junii 1894.

2^o Ut communicet *in crimine criminoso*, id est, coope-retur crimini jam perpetrato, seu contumaciæ ob quam alter fuit excommunicatus: puta si quis alteri ob rei detentionem excommunicato *auxilium* vel favorem præstet, ne restitutionem faciat.

1192. XVII. " Clericos scienter et sponte communicantes in divinis cum personis a R. Pontifice nominatim excommunicatis, et ipsos in officiis recipientes."

Præsens censura 1^o afficit *clericos*: ergo laici et episcopi ab ea eximuntur; 2^o *scienter et sponte*: unde excusat ignorantia etiam crassa aut supina, et metus etiam levis; 3^o *communicantes in divinis, et ipsos in officiis recipientes*: hinc non sufficit communicatio in divinis, sed admissio ad divina officia requiritur *copulative*, v. g. si rector ecclesiæ invitet excommunicatum nominatim a Papa ad canendam missam, et ipse tanquam unus ex ministris missæ adsisteret; 4^o *a Romano Pontifice nominatim excommunicatis*: hinc cleri-

cus communicans cum excommunicatis nominatim ab episcopo, vel ab alio R. Pontifice inferiore, in istam excommunicationem non incidit.

1193. XVIII. "Absolvere præsumentes, sine debita facultate, etiam quovis prætextu, ab excommunicationibus R. Pontifici reservatis speciali modo, dummodo non agatur de mortis periculo."

Dicitur 1^o *præsumentes*: ergo immunis est a censura, qui absolvit a censura ex ignorantia etiam crassa, ex timore gravi, ex probabilitate qua ductus iudicat pœnitentem non esse excommunicatione innodatum.

2^o *Dummodo*, etc: unde in periculo mortis, vel in casibus urgentioribus, licet absolvere, servatis de jure servandis. Cf. tit. II, De Censuris in genere, num. 1125.

1194. XIX. Ex Concilio Tridentino, sess. XXII, cap. 11, De Ref., fertur excommunicatio contra usurpatores bonorum aut jurium Ecclesiæ: "Si quem clericorum vel laicorum, quacumque is dignitate, etiam imperiali aut regali præfulgeat, in tantum malorum omnium radix, cupiditas occupaverit, ut alicujus ecclesiæ aut cujusvis sæcularis vel regularis beneficii, montium pietatis, aliorumque piorum locorum jurisdictiones, bona, census ac jura etiam feudalia et emphyteutica, fructus, emolumenta, seu quascumque obventiones, per se vel alios, vi vel timore incusso, seu etiam per suppositas personas clericorum aut laicorum, seu quacumque arte aut quocumque quæsito colore, in proprios usus convertere, illosque usurpare præsumperit, seu impedire ne ab aliis ad quos jure pertinent, percipiantur; is anathemati tamdiu subiaceat, quamdiu jurisdictiones, bona, res, jura, fructus et redditus quos occupaverit, vel qui ad eum quomodocumque, etiam ex donatione suppositæ personæ, pervenerint, ecclesiæ ejusque administratori sive beneficiato integre restituerit, ac deinde a R. Pontifice absolutionem obtinuerit. Quod si ejusdem ecclesiæ patronus fuerit, etiam jure patronatus ultra prædictas pœnas

eo ipso privatus existat. Clericus vero, qui nefandæ fraudis et usurpationis hujusmodi fabricator seu consentiens fuerit, eisdem pœnis subiaceat, necnon quibuscumque beneficiis privatus sit, et ad quæcumque alia beneficia inhabilis efficiatur, et a suorum ordinum executione etiam post integram satisfactionem et absolutionem sui Ordinarii arbitrio suspendatur.”

1195. XX. Excommunicantur missionarii et ecclesiastici, qui per se vel per alios, quovis titulo aut forma, mercatura dant operam in Indis Orientalibus, vel in America, sive australi, sive septentrionali; item superiores, qui delinquentes religiosos sibi immediate subjectos non puniunt. Ita ex constitutione *Ex debito* Urbani VIII, et const. *Sollicitudo* Clementis IX, et declaratione S. Officii, 4 Dec. 1872.

1^o Hæc censura inter reservatas ponitur, quia, statuente Clemente IX, “nemo ex predictis delinquentibus absolvi potest præterquam in mortis articulo constitutus, nisi lucris hujusmodi prius restitutus.” Hinc si restitutio, non tantum promissa, sed reapse facta fuerit, non instituto delinquentium, sed causis piis, excommunicatio non amplius reservatur et a quocumque remitti potest.

2^o Ex declaratione S. Officii, 17 Jan. 1883, hæc prohibitio non solum afficit missionarios europæos, sed etiam quoscumque ecclesiasticos viros, qui sub nomine missionariorum, aut quovis alio titulo, pro tempore missi fuerunt aut in illis partibus quomodolibet morantur. Collectanea S. Cong. de Prop. Fide, num. 352.

ARTICULUS III.

De excommunicationibus Ordinariis reservatis.

Excommunicationi latæ sententiæ episcopis sive Ordinariis reservatæ subjacet Pontifex :

1196. I. “Clericos in sacris constitutos vel regulares aut

moniales post votum solenne castitatis matrimonium contrahere præsumentes; necnon omnes eum aliqua ex prædictis personis matrimonium contrahere præsumentes."

Ad incurrendam hanc censuram, requiritur:

1^o Ut quis sit *ordine sacro* insignitus, vel *solemni castitatis voto* ligatus.

2^o Ut *matrimonium contrahere præsumat*, id est, ut præstet consensum matrimonialem de præsentî, et ut id faciat cum *præsumptione*, id est, cum perfecta facti et juris notitia et cum plena libertate. Sufficit matrimonium *civile*, ut constat ex decreto S. Officii, 22 Dec. 1880.

1197. II. "Procurantes abortum, effectu secuto."

1^o Dicitur *abortus*, quo nomine venit ejectio fœtus imaturi. Unde non contrahitur hæc censura, si post copulam mulier ejiciat semen et conceptionem impediat; nec si acceleretur partus, quia partus acceleratio licita est quoties, si tempus naturale foret expectandum, fœtus vitalis nonnisi diffiillime egrederetur; nec si adhibeatur craniotomia, quæ est fœtus oecisio.

2^o *Procurantes*, id est, *ex industria*, sive per se, sive per interpositas personas abortum *directe* quærentes. Hinc censura plectuntur medicus, aneilla, socia potionem propinantes; item paterfamilias, maritus, fornicator, jussione aut minis cogentes mulierem ut abortum sibi inferat. Ab ea eximitur qui prægnantem graviter percutit ex ira vel odio, prævidens abortum sed non intendens. Pariter eximitur medicus dans merum consilium, vel indicans apta media; pharmacopola præparans aut vendens remedium. Re quidem vera, præsens constitutio non loquitur de illis qui opem, consilium aut favorem scienter dederunt.

Dubitatur an ipsa mulier, quæ abortum sibi procurat, incurrat censuram. Sententia quam tenet S. Alphonsus cum pluribus auctoribus recentioris ætatis negat. Ratio est, quia

generatim feminæ medicamenta sumunt "impulsæ a vehementi timore damni obventuri... ; et dum a tanto facinore non abhorrent, facile etiam excommunicationem parvipenderent ; et ideo Pontifex, ad vitandum novum animæ laqueum et ad alia pericula, præsertim sacrilegarum confessionum, eas noluit comprehendere." Lib. III, n. 395.

3^o *Effectu secuto* : unde si abortus non sit secutus, aut secutus non a causa posita a procurante sed ab alia, vel a causa dubia, excommunicatio non tenet.

1198. III. "Litteris apostolicis falsis scienter utentes, vel criminiferi in re cooperantes."

Præsens excommunicatio duplicem personarum classem complectitur : 1^o *Litteris apostolicis falsis scienter utentes*, sive sint clerici, sive sint laici, quia lex non distinguit. 2^o *Cooperantes*, qui operam præstant utenti, non falsificanti. Quod si quis litteras conficiat, eisque utatur, duplicem excommunicationem incurrit.

1199. IV. "Laici turpe mercimonium circa missarum eleemosynas exercentes, eique concurrentes;" ex decreto *Vigilantes* S. Cong. Concilii, 25 Maii 1893.

1^o Objectum hujus censuræ est mercimonium circa missas, quod fit *in colligendo* eleemosynas missarum, adhibitis publicis invitamentis et præmiis et alio quolibet modo ; et *in distribuendo* sacerdotibus, quibus committuntur celebrande, non eleemosynas missarum, sed libros vel merces alias. Tale mercimonium non excusatur, etsi nulla facta sit diminutio eleemosynæ, vel fiat ad subveniendum sacerdotum paupertati.

2^o Huic censuræ subjacent *laici* exercentes vel concurrentes, non ergo *clerici* qui suspensione puniuntur. *Exercentes* dicuntur bibliopole vel mercatores stipendia missarum colligentes ; *concurrentes* sunt : a) qui acceptas eleemosynas tradunt bibliopolis, mercatoribus, vel collectoribus ; b) qui recipiunt libros aut merces pro missis celebrandis. De Luca, De Delictis et Pœnis, pag. 325.

ARTICULUS IV.

De excommunicationibus nemini reservatis.

Hinc censuræ nemini reservatæ Pius IX subjicit :

1200. I. " Mandantes seu cogentes tradi sepulturæ ecclesiasticæ hæreticos notorios, aut nominatim excommunicatos vel interdictos."

1^o Hanc censuram incurrunt non omnes sepelientes quemcumque notorie excommunicatum, ut olim, sed solummodo *mandantes* auctoritative, vel *cogentes* per vim aut metum sepeliri in cæmeterio benedicto, aut in alio loco sacro, *notorium hæreticum* aut *apostatam*, vel *quemlibet alium* sive a Papa, sive ab episcopo *nominatim excommunicatum*, vel *nominatim interdictum*.

2^o Probabilius non incurrunt hanc censuram qui *sepeliunt*, ut sacerdos qui mere obtemperat ; vel sepelientibus *operam præstant* ; nec illi qui mandant indignum sepeliri in loco profano, etsi cum ritu ecclesiastico et benedictione fossæ.

1201. II. " Lædentes aut perterrefacientes Inquisitores, denuntiantes, testes, aliosve ministros S. Officii ; ejusve sacri tribunalis scripturas deripientes, aut comburentes ; vel prædictis quibuslibet auxilium, consilium, favorem præstantes."

Hac censura consulitur libertati tribunalis S. Officii, quod inquit in hæreticalem pravitatem.

1202. III. " Alienantes et recipere præsumentes bona ecclesiastica absque beneplacito apostolico, ad formam extravagantis *Ambitosæ*, De rebus Ecclesiæ non alienandis."

De alienatione bonorum locuti sumus in vol. I, tit. VIII, num. 395.

1^o Hanc censuram incurrunt *alienantes* et *recipientes*, contra formam extravagantis *Ambitosæ*, bona ecclesiastica sive immobilia, sive mobilia. *Accipientes*, id est, bona ecclesiastica male alienata acquirentes, subjiciuntur *omnes*, sine

ulla distinctione, huic excommunicationi, quamvis episcopali aut abbatali dignitate fulgeant. Quoad *alienantes*, probabile est episcopos ab hac censura immunes esse, cum isti, in extravag. *Ambitiosor*, puniantur non excommunicatione, sed interdicto ab ingressu Ecclesiae, quod per presentem constitutionem fuit abolitum.

2^o Ad hanc censuram incurrandam, sequentes conditiones requiruntur: a) Ut bona ecclesiastica alienata non sint exigui valoris. b) Ut pactum per quod dominium huiusmodi bonorum transfertur, sit perfectum ex utraque parte: unde si alienatio facta fuerit sub conditione suspensiva, censura non incurritur nisi post adimpletam conditionem. c) Ut tam alienantes quam accipientes agant *temere*, seu ex *praesumptione*: unde eos excusat ignorantia etiam *crassa et supina*.

1203. IV. "Negligentes, sive culpabiliter omittentes denuntiare infra me sem confessarios sive sacerdotes a quibus solliciti fuerint ad turpia, in quibuslibet casibus expressis a praedecessoribus nostris Gregorio XV, Const. *Universi*, 20 Augusti 1622, et Benedicto XIV, Const. *Sacramentum Penitentiae*, 1 Junii 1741."

Ut quis hanc censuram incurrat, oportet ut per mensem integrum denuntiationem culpabiliter omiserit. Verum quia tempus non currit ignorantibus, mensis computandus est a die quo cognoverit obligationem denuntiandi et censuram obligationi annexam. Si quid grave denuntiationi obstet, suspenditur obligatio donec cesset impedimentum; facta autem denuntiatione post tempus concessum, poenitens excommunicatus potest a quocumque confessario absolvi.

Praeter has quatuor censuras quas edidit Constitutio *Apostolicae Sedis*, vigent censurae quae a Tridentino fuerunt constitutae:

1204. V. "Qui libros de rebus sacris tractantes sine Ordinarii approbatione imprimunt aut imprimi faciunt."

Hac censura, ad tramites declarationis S. Officii, 22 Dec. 1880 et constitutionis *Officiorum et munerum* Leonis XIII, restringitur ad illos "qui sine Ordinarii approbatione SS. Scripturarum libros, vel earundem uelnotationes vel commentaria imprimunt aut imprimi faciunt."

1205. VI. "Qui docere, prædicare vel pertinaciter asserere, seu etiam publice disputando defendere præsumperit, ad sumendam SS. Eucharistiam, illis quos conscientia peccati mortalis gravat, quantumcumque etiam se contritos existiment, habita copia confessoris, non necessario præmittendam esse confessionem sacramentalem." Ex Conc. Trid., sess. XIII, can. 11, De Eucharistia.

1206. VII. a) Qui negant clandestina matrimonia, libero contrahentium consensu facta, rata et vera esse matrimonia.

b) Quique falso affirmant matrimonia a filiis familiae, sine consensu parentum contracta, irrita esse, et parentes ea rata vel irrita facere posse. Ex Trid., sess. XXIV, cap. 1, De Reformatione matrimonii.

1207. VIII. Raptores mulierum, eisque consilium, auxilium vel favorem præbentes. Ex Trid., sess. XXIV, cap. 6.

IX. Qui "quovis modo, directe vel indirecte, subditos suos vel quoscumque alios cogunt, ne libere matrimonium contrahant." Ex Trid., sess. XXIV, cap. 9.

1208. X. Magistratus sæculares, si ad instantiam episcopi non præbeant auxilium adversus contradictores clausuræ monialium. Ex Trid., sess. XXV, cap. 5, De Reg.

1209. XI. "Omnes et singule personæ, cujuscumque qualitatis vel conditionis fuerint, tam clerici quam laici, sæculares quam regulares, ... si quomodocumque coggerint aliquam virginem, vel viduam, aut aliam quatuordecim mulierem invitam, præterquam in casibus a jure expressis, ad ingrediendum monasterium, vel ad suscipiendum habitum cujuscumque religionis, vel ad emittendam professionem; quique

consilium, auxilium vel favorem dederint; quique scientes eam non sponte ingredi monasterium, aut habitum suscipere, aut professionem emittere, quoquo modo eidem actui vel presentiam, vel consilium, vel auctoritatem interposuerint." Ex Trid., sess. XXV, cap. 18, De Regularibus.

CAPUT II

DE SUSPENSIONIBUS

Ex suspensionibus quæ hic et nunc vigent in Ecclesia, quædam in constitutione *Apostolicæ Sedis* recensentur; quædam a Tridentino fuerunt irrogatæ vel renovatæ; quædam a tempore constitutionis *Apostolicæ Sedis* fuerunt constitutæ.

Sunt septem suspensiones quæ in constitutione *Apostolicæ Sedis* enumerantur, et R. Pontifici simpliciter reservantur. Pius IX sequentes irrogat:

1210. I. "Suspensionem ipso facto incurrunt a suorum beneficiorum perceptione, *ad beneplacitum S. Sedis*, capitula et conventus ecclesiarum et monasteriorum, aliique omnes, qui ad illarum seu illorum regimen et administrationem recipiunt episcopos, aliosve prælatos de prædictis ecclesiis, seu monasteriis apud eandem S. Sedem quovis modo provisos, antequam ipsi exhibuerint litteras apostolicas de sua promotione." Cf. vol. I, tit. VIII, n. 364.

1211. II. "Suspensionem *per triennium* a collatione ordinum ipso jure incurrunt aliquem ordinantes absque titulo beneficii vel patrimonii, cum pacto ut ordinatus non petat ab ipsis alimenta." Cf. vol. I, n. 80.

1212. III. "Suspensionem *per annum* ab ordinum administratione ipso jure incurrunt ordinantes alienum subditum, etiam sub prætextu beneficii statim conferendi, aut jam collati, sed minime sufficientis, absque ejus episcopi litteris

dimissorialibus; vel etiam proprium subditum, qui alibi tanto tempore moratus sit ut canonicum impedimentum contrahere ibi potuerit, absque Ordinarii ejus loci litteris *testimonialibus*." Cf. vol. I, tit. I, cap. I, art. II, De litteris dimissorialibus et testimonialibus.

1213. IV. "A collatione ordinum per annum suspensionem incurrit qui, excepto casu legitimi privilegii, ordinem sacrum contulerit, absque titulo beneficii vel patrimonii, clerico in aliqua congregatione viventi, in qua solemnis professio non emittitur, vel etiam religioso nondum professo." Cf. vol. I, tit. I, num. 73.

1214. V. "Suspensionem perpetuam ab exercitio ordinum ipso jure incurrunt religiosi ejecti extra religionem degentes."

Ut quis hanc censuram incurrat, requiritur: 1^o Ut sit religiosus solemniter professus. 2^o Ut sit ejectus: unde illam non incurrunt fugitivi et apostatae. 3^o Ut sit extra religionem degens, id est, sive extra suam quam professus est, sive extra aliam ad quam potest canonicè transire: hinc ejecti non amplius suspensione ligantur, si reversi fuerint, vel aliam religionem, licet non strictiorem, fuerint ingressi.

Præsens suspensio est *ab exercitio ordinum* et prohibet omnem actum cujuscunque ordinis. Hæc suspensio est perpetua.

1215. VI. "Suspensionem ab ordine suscepto ipso jure incurrunt qui eundem ordinem recipere præsumperunt ab excommunicato, vel interdicto nominatim denunciatis, aut ab hæretico vel schismatico notorio; eum vero qui bona fide quopiam eorum est ordinatus, exercitium non habere ordinis sic suscepti, donec dispensetur, declaramus." Cf. vol. I, tit. I, n. 47.

1216. VII. "Clerici sæculares exteri, ultra quatuor menses in Urbe Roma commorantes, ordinati ab alio quam ab ipso suo Ordinario, absque licentia Card. Urbis Vicarii, vel absque

previo examine coram eodem pæato, vel etiam a proprio Ordinario postquam in prædiato examine rejecti fuerint; neenon clerici pertinentes ad aliquem e sex episcopatibus suburbicariis, si ordinentur extra suam dioccesim, dimissorialibus sui Ordinarii ad alium directis quam ad Card. Urbis Vicarium, ... suspensionem ineurrunt."

Suspensiones directe inflictæ a Concilio Tridentino, quæ adhuc vigent ex eonstitutione *Apostolicæ Sedis*, sequentes sunt, quarum aliæ reservantur, aliæ non.

1217. VIII. Suspenduntur episcopi qui in aliena diocesi pontificalia exereent sine Ordinarii licentia. In sess. VI, cap. 5, De Ref., legitur: "Nulli episcopo liceat, eujusvis privilegii prætextu, pontificalia in alterius diocesi exereere, nisi de Ordinarii loci expressa licentia, et in personas eidem Ordinario subjeetas tantum. Si secus factum fuerit, episcopus ab exercitio pontificalium, et sic ordinati ab exsecutione ordinum sint ipso jure suspensi."

1218. IX. Suspenduntur clerici non aretati, qui, sede vacante, a capitulo litteras dimissorias infra annum obtinuerunt, et ita majorem aliquem ordinem suseeperunt. In sess. VII, cap. 10, De Ref., legitur: "Non liceat capitulis ecclesiarum, sede vacante, infra annum a die vacationis, ordinandi licentiam, aut litteras dimissorias seu reverendas, ut aliqui voeant, alieui, qui beneficii ecclesiastici recepti sive recipiendi occasione aretatus non fuerit, concedere. Si secus fiat, capitulum contraveniens ecclesiastico subjaceat interdieto; et sic ordinati, si in minoribus ordinibus constituti fuerint, nullo privilegio clericali, præsertim in eriminalibus, gaudeant. In majoribus vero, ab exsecutione ordinum ad beneplacitum futuri prælati sint ipso jure suspensi."

1219. X. Suspenduntur episcopi titulares, qui aliquo in loco commorantes, alienum subditum ordinant, absque proprii prælati dimissoriis epistolis. In sess. XIV, cap. 2, De Ref.,

legitur: "Nemo episcoporum, qui titulares vocantur, ... alterius subditum, etiam pretextu familiaritatis, absque sui proprii prelati expresso consensu, aut litteris demissoriis, ad aliquos sacros, aut minores ordines, vel primam tonsuram promovere seu ordinare valeat. Contra faciens ab exercitio pontificalium per annua, taliter vero promotus ab executione ordinum sic susceptorum, donec suo prelato visum fuerit, ipso jure sint suspensi."

1220. XI. Suspenduntur ordinantes alienum subditum sine litteris testimonialibus, et clerici ordinati. In sess. XXIII, cap. 8, De Ref., legitur: "Unusquisque autem a proprio episcopo ordinetur. Quod si quis ab alio promoveri petat, nullatenus id ei...permittatur, nisi ejus probitas et mores, Ordinarii sui testimonio, commendentur. Si secus fiat, ordinans a collatione ordinum per annum, et ordinatus a susceptorum ordinum executione, quamdiu proprio Ordinario videbitur expedire, sit suspensus."

1221. XII. Suspenduntur abbates regulares et alii quantumvis exempti, qui tonsuram aut minores ordines conferre audent alicui sæculari. Ex sess. XXIII, cap. 10.

1222. XIII. Suspenduntur promoti per saltum ab exercitio ordinis suscepti, quamdiu proprio episcopo videbitur expedire. Ex sess. XXIII, cap. 14, De Ref.

1223. XIV. Suspenduntur parochi sive sæculares, sive regulares, qui alterius parochie sponso sine illorum parochi consensu matrimonio conjungere aut benedicere ausi fuerint, quousque ab Ordinario parochi, qui nuptiis interesse debet, absolvantur. In sess. XXIV, cap. 1, De Ref., legitur: "Quod si quis parochus, vel alius sacerdos, sive sæcularis, sive regularis, etiamsi id sibi ex privilegio vel immemorabili consuetudine licere contendat, alterius parochie sponso sine illorum parochi licentia matrimonio conjungere aut benedicere ausus fuerit, ipso jure tamdiu suspensus maneat, quamdiu ab Ordini-

nario ejus parochi, qui matrimonio interesse debebat, seu a quo benedictio suscipienda erat, absolvatur.”

1224. XV. Suspenduntur episcopi concubinari, si, a synodo provinciali admoniti, se non emendaverint. In sess. XXV, cap. 14, De Ref., habetur: “Episcopi quoque, quod absit, si ab hujusmodi crimine non abstinuerint, et a synodo provinciali admoniti, se non emendaverint, ipso facto sint suspensi; et si perseverent, etiam ad Sanctissimum Rom. Pontificem ab eadem synodo deferantur, qui pro qualitate culpæ, etiam per privationem, si opus erit, in eos animadvertat.” Cf. vol. I, tit. IV, num. 177.

1225. XVI. Suspenduntur præfectæ monasteriorum, quæ, de professione suarum novitiarum, episcopum ante mensem certiore non faciunt, ut exploret voluntatem puellæ quæ habitum suscipere, vel professionem emittere debet. Hæc tamen proprie censura non est, cum femine suspensioni obnoxie non sint, sed simplex prohibitio seu privatio. Sess. XXV, cap. 17, De Regularibus et Monialibus. Cf. vol. I, De Regularibus, tit. III, num. 649.

A tempore constitutionis *Apostolicæ Sedis*, quædam novæ suspensiones fuerunt irrogatæ, quarum quædam reservantur, quædam non reservantur.

1226. XVII. Ex constitutione *Romanus Pontifex* Pii IX, 28 Augusti 1873, suspensionem *ab exercitio pontificalium*, et quidem R. Pontifici *specialiter* reservatam, ipso facto incurrunt episcopi regimen diocesis vacantis nominato ac præsentato concedentes ante exhibitionem litterarum apostolicarum, vel illud, si nominati ac præsentati fuerint, suscipientes, vel præmissis cooperantes. Cf. Haine, *Theol. Mor.*, vol. IV, pag. 430.

1227. XVIII. Ex decreto *Vigilanti studio* S. Cong. Concilii, 25 Maii 1893, clerici violantes decreta ejusdem S. Cong. Concilii, 9 Sept. 1874, circa eleemosynas missarum, si sacerdotes sint, ipso facto incurrunt *suspensionem a divinis*

S. Sedi reservatam; si vero non sint sacerdotes, ob idem delictum incurrunt suspensionem a susceptis ordinibus et præterea inhabilitatem ad superiores ordines recipiendos.

1228. XIX. Ex decreto *Auctis admodum* S. Cong. Episcoporum et Regularium, 4 Nov. 1892, alumni votorum simplicium, perpetuorum vel temporalium, in sacris ordinibus constituti, qui ob delicta sua ejeeti vel dimissi fuerunt, suspensione ligantur donec S. Sedes cum ipsis dispensaverit. Hæc dispensatio regulariter duas conditiones postulat, quæ, ex responsione ejusdem S. Congregationis, *copulative* sumendæ sunt, scilicet ut invenerint episcopum qui sponte eos in clerum suum cooptare velit, et sibi de ecclesiastico patrimonio providerint. Imo *sponte* dimissi, vel elapso votorum tempore exeuntes, suspensionem ab ordine incurrunt, si e claustris egrediantur antequam episcopum benevolum receptorem invenerint et de ecclesiastico patrimonio sibi providerint. Quæ tamen suspensio, ex citata responsione S. Cong. Episcop. et Reg., 20 Nov. 1895, ipso facto cessat, quando duæ istæ conditiones impletæ sunt, ita ut ad illam tollendam ad S. Sedem recurrendum non sit.

1229. XX. Ex litteris apostolicis *Orientalium dignitas* Leonis XIII, Dec. 1894, "missionarius quilibet *latinus*, clerico sæulari vel regulari, qui orientalem quempiam *ad latinum ritum* consilio, auxiliove inducit, præter suspensionem a divinis quam ipso facto incurrat, ceterasque poenas per eandem constitutionem *Demandatam* Benedicti XIV, 24 Dec. 1743, infligat, officio suo privetur et excludatur."

1230. XXI. Clerici alienæ diocesis degentes Romæ et se non conformantes dispositionibus decreti S. Cong. Concilii, 22 Dec. 1894, incurrunt ipso facto suspensionem a divinis. Ex hoc decreto, clerici et sacerdotes sæculares, aut regulares extra claustra degentes, nequibunt in posterum stabile domicilium in Urbe statuere absque expressa venia S. Pontificis,

per medium S. Cong. Concilii impetranda; nec beneficium obtinere sine assensu proprii Ordinarii; nec, si causa studii adsint, ibi manere si causa cessaverit. Haine, Theol. Mor., vol. IV, pag. 494.

CAPUT III

DE INTERDICTIS LATÆ SENTENTIÆ

Quinque sunt interdicta latæ sententiæ: duo scilicet reservata in constitutione *Apostolica Sedis*; alia duo a Tridentina Synodo expressa; quintum, ex constitutione *Romanus Pontifex* contra episcopos intrusos, speciali modo Papæ reservatum.

1231. I. "Interdictum Romano Pontifici speciali modo reservatum ipso jure incurrunt Universitates, Collegia et Capitula, quocumque nomine nuncupentur, ab ordinationibus seu mandatis ejusdem Romani Pontificis pro tempore existentis ad universale futurum concilium appellantia."

De hoc interdicto sequentia notari possunt: 1^o Est interdictum *personale generale* afficiens communitates, id est, Universitates, Collegia, Capitula, quocumque nomine nuncupentur: unde illud interdictum ligat etiam innocentes, qui nullam interdicto causam dederunt. 2^o Cum sit absolute prolatum et sine determinatione ad aliquos speciales effectus, est interdictum *personale generale totale*, prohibens usum activum et passivum divinorum officiorum, quorundam sacramentorum et sepulture ecclesiasticæ. 3^o Illud interdictum speciali modo reservatur Papæ.

1232. II. "Sicuter celebrantes vel celebrari facientes divina in locis ab Ordinario, vel delegato judice, vel a jure interdictis; aut nominatim excommunicatos ad divina officia, seu ecclesiastica sacramenta, vel ecclesiasticam sepulturam

admittentes : interdictum ab ingressu ecclesiae ipso jure incur-
runt, donec ad arbitrium ejus cujus sententiam contempserunt,
competenter satisfecerint."

Interdicuntur ab ingressu ecclesiae : 1^o *Scienter celebran-
tes divina*, quae nempe solis Ecclesiae ministris fas est obire,
qualia sunt missa, publica recitatio officii, publicae processio-
nes, omnis oratio publica exigens ordinem ; et *haec officia
celebrantes* in loco interdicto. 2^o *Celebrari facientes*, id est,
praelati vel alii auctoritate praelati, qui faciunt coram se cele-
brari, vel compellunt clericos ad celebrandum. 3^o *Admitten-
tes nominatim excommunicatos ad divina officia*, id est,
clerici, ad quos spectat auctoritative prohibere vel admittere
ad divina officia, vel ad sacramenta, vel sepulturam eccle-
siasticam. Exeipiuntur episcopi, et probabiliter laici.

Ut quis incurrat hanc censuram, oportet ut agat *scienter* :
unde ab ea exensat ignorantia etiam affectata, et dubium.

Hoc interdictum non remittitur, nisi post competentem
satisfactionem ad arbitrium ejus cujus sententia fuit con-
tempta.

1233. III. Interdicuntur ab ecclesiae ingressu episcopi qui
non denuntiant episcopos illegitime absentes. In sess. VI,
cap. 1, De Ref., legitur : "Crescente vero contumacia (epi-
scopi absentis ultra semestre), metropolitauus suffraganeos
episcopos absentes, metropolitanum vero absentem suffraga-
neus episcopus antiquior resideus, sub poena interdicti ingres-
sus ecclesiae eo ipso incurrenda, intra tres menses per litteras
seu nuntium Romano Pontifici denuntiare teneatur."

1234. IV. Interdicuntur capitula ecclesiarum, quae, sede
vacante, infra annum a die vacationis concedunt licentiam
ordiuandi, seu litteras dimissoriales, alicui qui beneficii eccle-
siastici recepti aut recipiendi occasione arctatus non fuerit.
Ex Trid., sess. VII. cap. 10, De Ref.

1235. V. Ex const. Pii IX, *Romanus Pontifex*, praeter
suspensionem antea recensitam, fertur etiam interdictum

ab ingressu ecclesiæ speciali modo Papæ reservatum in episcopos, qui electi ad sedem episcopalem, illius regimen suscipere audent, nondum presentatis bullis aut brevibus cui de jure. Et verba constitutionis: " Si vero aliqui ex prædictis episcopali caractere sint insigniti, in pœnam interdicti ab ingressu ecclesiæ ipso facto, absque ulla declaratione, incidunt Sanctæ Sedi pariter (i. e. specialiter) reservatam."

Concludit constitutio *Apostolicæ Sedis*: " Quæ vero censure sive excommunicationis, sive suspensionis, sive interdicti, nostris aut prædecessorum nostrorum constitutionibus, aut sacris canonibus (non ergo huc pertinent censure lætæ a regularium superioribus aut capitulis sive provincialibus sive generalibus pro ordinis proprii subditis), præter eas quas recensimus, lætæ sunt atque hactenus in suo vigore perstiterunt, sive pro R. Pontificis electione, sive pro interno regimine quorumcumque ordinum et institutorum regularium, necnon quorumcumque collegiorum, congregationum, coetuum, locorumque piorum, cujuscumque nominis aut generis sint, eas omnes firmas esse et in suo robore permanere volumus et declaramus."

TITULUS VII

DE PÆNIS VINDICATIVIS IN SPECIE

Pœnæ canonicæ, de quibus haecenus locuti sumus, ad hoc fuerunt constitutæ ut reus contumaciam deponat et ad meliorem frugem reducat. Aliæ sunt pœnæ ecclesiasticæ quæ *directe et immediate* intendunt ordinis læsi reparationem, potius quam rei emendationem: ideoque *vindicativæ* dicuntur.

Pœnæ vindicativæ sunt vel *spirituales*, vel *temporales*; spirituales sunt *irregularitas ex delicto*, ejus fuit sermo in volumine I, tit. I, num. 109 et seq., *privatio*, *depositio*, *degradatio*; temporales sunt *infamia*, *multa pecuniaria*, *incarceratio*, *tortura*, *confiscatio*, *detrusio in monasterium*, *flagellatio*, *exsilium*.

Pœnæ temporales, ob non usum, recesserunt a foro ecclesiastico; ideoque de solis pœnis spiritualibus dicendum erit in sequentibus capitibus.

CAPUT I

DE PRIVATIONE

1236. **Privatio est pœna ecclesiastica** qua quis removetur absolute ab officio vel dignitate prius rite obtenta.

Differt 1^o a *suspensione*, qua clericus privatur quidem usu ordinis, jurisdictionis, administratione beneficii, sed non ipso beneficio.

Differt 2^o a *depositione*, qua clericus privatur suo beneficio et inhabilis declaratur ad beneficia in futurum obtinenda.

Differt 3^o a *degradatione*, qua clericus, ad conditionem laici redactus, amittit sua privilegia clericalia. Cf. vol. I, tit. XI, num. 599.

1237. Infigi nequit, pœna privationis, nisi propter causam gravem, notoriam, et servato juris ordine.

Constat ex canone *Inventum*, 38, caus. XVI, quæst. VII, in quo decernitur quoad presbyterum, qui aliquam ecclesiam adeptus est: "Quam si juste adeptus fuerit, hanc non nisi gravi culpa sua, et coram episcopo, canonica severitate amittat." Idem constat ex capite *Conquerente*, 7, tit. XIII, lib. II Decretalium. Hinc Fagnanas, in caput *Cum dilectus*, 22, De Rescriptis, referens sententiam communem, dicit: "Privatio beneficii est pœna ordinaria, quæ non imponitur nisi pro gravissimo crimine, prævia citatione in iudicio, et legitimis exceptionibus discussis. Adeo ut privatus a iudice non servante ordinem iudicarium, possit petere restitutionem tanquam spoliatus."

Ordinarius non potest ad privationem beneficii procedere *ex informata conscientia*, ut suo loco probavimus.

1238. Quandoque clericus, ratione delicti, privatio ipso iure officii et beneficii, quando scilicet privatio annexa est perpetrati delicti, ita ut, crimine admissio, privatio sequatur.

1º Crimina propter quæ beneficia ecclesiastica ipso iure amittuntur, sunt sequentia :

a) Hæresis et apostasia a fide. Cap. *Ad abolendam*, tit. VII, De Hæreticis, lib. V.

b) Simonia realis aut confidentialis in adeptione aut permutatione beneficii. Const. *Intolerabilis* Pii V.

c) Percussio et realis offensio Cardinalium et Episcoporum. Cap. *Felicis*, De Pœnis, in 6º.

d) Assassinium, seu cædes hominis alicui mandata, vel alieno mandato gesta; item homicidium vel mutilatio clerici illius ecclesie in qua homicida vel mutilator beneficium obtinet. Cap. *Pro humani redemptione*, De Homicidio, in 6º.

e) Procuratio abortus, effectu secuto. Ex bulla *Effrenatam* Sixti V.

f) Falsificatio seu corruptio litterarum apostolicarum. Cap. *Ad falsarium*, tit. XX, De crimine falsi, lib. V.

g) Duellum, sive solemnne sive privatum, sive provocatum sive non provocatum, et etiam morte non secuta. Const. *Ea quæ a prædecessoribus* Pii IV.

h) Injusta bonorum cujuseunque ecclesiæ seu pii loci occupatio. Trid., sess. XXII, cap. 11, De Ref.

i) Alienatio bonorum ecclesiasticorum contra præscriptum bullæ *Ambitiosæ*, De rebus Ecclesiæ non alienandis. Cf. vol. I, num. 395.

2^o In citatis casibus, privatio inducitur ipso jure; quod tamen non excludit necessitatem sententiæ declaratoriæ, præsertim si crimen non sit notorium, ut superior valeat ad executionem pænæ procedere. Proinde reus citandus est et interrogandus an excusationem habeat contra factum quod ipsi objicitur.

3^o Ea est vis sanctionis eanonicæ privationem inducentis pleno jure, ut si superior disposuerit de beneficio, v. g. illud alteri conferendo, valida esset collatio. Si e contra reus, patrato delicto et ante sententiam, beneficium resignaverit aut permutaverit, non valeret hujusmodi dispositio; revera nemo potest in alterum plus juris transferre quam sibi competere dignoscitur.

4^o Sententia declaratoria habet effectum retroactivum, id est, per fictionem juris retrahitur ad diem commissi scele-
ris: quapropter reus tenebitur restituere fructus quos a die commissi delicti percepit ex titulo beneficii. Prel. Jur. Can. Sti Sulp., vol. III, num. 833.

1239. **Præcedentes dispositiones pœnales non respiciunt clericos, qui ad nutum superioris providentur de aliquo beneficio.** Revera latæ fuerunt contra beneficiatos, qui obtinent jus perpetuum percipiendi fructus ecclesiasticos ratione officii saeri; jamvero cum sint odiosæ, non debent extendi ad alias personas. Ergo concludimus,



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



1.45

2.8

2.5

1.50

1.60

3.2

2.2

1.65

1.71

3.6

1.80

1.85

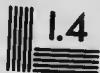
1.90

1.95

2.00

4.0

2.0



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

salvo meliori iudicio, parochos ad nutum amovibiles reos prædictorum delictorum non privari *ipso jure* officio suo, sed esse in potestate superioris eos privare officio per sententiam *condemnatoriam*. Cf. vol. I, tit. XI, num. 518.

1240. Clerici privari possunt suo beneficio in pœnam delicti per sententiam condemnatoriam. Talia sunt crimina quæ sequuntur :

a) Qui magiam, sortilegium, aliasve istiusmodi superstitiones exercent, aut sese illis intromittunt.

b) Qui adulterium, aliudve delictum grave ac scandalosum contra castitatem committunt.

c) Qui violant sigillum confessionis sacramentalis, aut qui sacrilege abutuntur confessione in casibus præfinitis in constitutione Benedicti XIV, *Sacramentum Pœnitentiæ*.

d) Qui mulierem de concubinato suspectam in sua propria domo retinent, aut cum illa alibi conversantur, spretis monitionibus canonicis. Vol. I, tit. IV, num. 177.

e) Qui non resident in loco sui beneficii residentiam personalem exigentis.

f) Qui censura innodati negligunt obdurato animo recurrere ad beneficium absolutionis. Concilium Tridentinum statuit ut procedi possit contra excommunicatum, tanquam de hæresi suspectum, qui per annum in censuris insordescit. Probabile est eandem regulam applicari posse suspensis aut interdictis.

g) Qui non gestant habitum clericalem, quamvis jam fuerint moniti et fructibus sui beneficii privati. Præl. Jur. Can. S. Sulpicii, vol. III, n. 834.

Ut parochus ad nutum amovibilis privetur suo officio, sufficit *causa gravis*, cujus probatio fiat in aliquo processu instituto ad tramites Const. *Sacra hæc*, 11 Junii 1880. Cf. vol. I, tit. XI, num. 603.

Privatio beneficii inducitur a tempore prolatæ sententiæ. Ex quo sequitur : 1^o quod ante talem sententiam beneficium

rei non possit impetrari; 2^o quod tale beneficium, ante hujusmodi sententiam, possit ex causa perimutationis vel alio modo resignari; 3^o quod reus ante sententiam faciat fructus suos et eos restituere non teneatur.

1241. **Clericis, etiam ratione delicti destitutis, aliqua pensio constituenda est**, si aliunde non habeant necessarium ad congruam sustentationem, "cum non deceat eos, qui divino ministerio adscripti sunt, cum ordinis dedecore mendicare aut sordidum aliquem quæstum exercere." Trid, sess. XXI, cap. 2, De Ref. Iti mandavit S. Congregatio Concilii, die 20 Jan. 1883, in favorem cujusdam parochi suo beneficio justis de causis privati. Bargilliat, vol. II, num. 1712; Streinler, Des Peines Ecclésiastiques, pag. 33.

CAPUT II

DE DEPOSITIONE

1242. **Depositio definiri potest**: Sententia juridica qua clericus *perpetuo* arcetur ab exercitio ordinis aut jurisdictionis, vel ab usu beneficii.

Simplex depositio a beneficio differt 1^o a *privatione* beneficii in eo quod depositio simplex, ultra privationem beneficii possessi, inducat inhabilitatem ad alia beneficia in futurum habenda.

Differt 2^o a *suspensione*, quia depositio natura sua est perpetua, dum suspensio est temporanea.

Differt 3^o a *degradatione*, quia depositus retinet privilegia canonis et fori, nisi horum privilegiorum ademptio in sententia exprimitur. Hinc depositus curiæ sæculari tradi non potest, nisi, crescente contumacia, propter incorrigibilitatem deponatur.

Duplex datur depositio, scilicet *totalis* et *partialis*; *totalis* privat omni ordine, beneficio, officio et dignitate; *partialis*

uno vel aliquibus ex iis tantum privat, v. g. depositio *ab officio, a presbyteratu, a diaconatu, a beneficio.*

1243. Depositio habet sequentes effectus :

1^o Depositio, si sit totalis, privat in perpetuum quocumque jure ad officium et beneficium ; præterea constituit infamiam et inhabilitatem quæ prohibet ne quis depositus habeat in futurum beneficia, officia et dignitates ecclesiasticas.

Hæc pœna, cum sit gravissima, strictè interpretanda est : hinc qui a beneficio deponitur, ex hoc non deponitur ab officio aut ab ordine ; sed depositio ab ordine et officio secum fert indirectè depositionem a beneficio. Revera beneficium datur propter officium : unde qui in perpetuum privatur officio, etiam beneficio privandus est.

2^o Depositio *ab ordine* reddit *illicitos* actus ordinis, non *invalidos*, quia potestas ordinis semel admessa est inamissibilis. Reddit *invalidos per se* actus jurisdictionis, quia jurisdictio est amissibilis. Dicitur *per se*, quia in pluribus casibus Ecclesia supplet jurisdictionem. Cf. vol. I, tit. II, num 126.

3^o Potest episcopus clericos ob adulterium et crimina eo non graviora depositos, post peractam pœnitentiam, dispensare et eos in pristinum statum restituere. Ex cap. *At si clerici*, tit. I, De Judiciis, lib. II.

1244. Pœna depositionis imponitur pro criminibus gravioribus. Antiquo jure, pœna depositionis vindicabantur homicidium, furtum, perjurium, adulterium, et his majora. Nostro autem tempore, hæc pœna infligi non solet nisi reis criminum valde enormium, ut sunt homicidium voluntarium ac præmeditatum, adulterium, stuprum violentum, furtum sacrilegum rei pretiosæ, fornicationes notoriæ et iteratæ, non obstantibus monitionibus. Schmalzgrueber, De Pœnis, num. 132.

Præterea hæc pœna nequit irrogari nisi habito processu prævio, in quo constet de crimine per probationes omni exceptione majores aut judicialem confessionem rei : hinc nequit irrogari extrajudicialiter *ex informatu conscientia*.

CAPUT III

DE DEGRADATIONE

1245. **Tertia pœna est degradatio**, qua clericus, ob criminis atrocitatem et incorrigibilitatem, solemniter et authentice privatur ordine, officio, beneficio et privilegiis status clericalis, et curiæ sæculari traditur.

1246. **Degradatio est vel verbalis, vel realis.** *Verbalis* consistit in ipsa sententia; *realis* est exsecutio degradationis verbalis.

1º Triplex datur discrimen inter degradationem verbalem et realem: a) Degradatio verbalis non privat privilegio canonis et fori; privat autem degradatio realis.

b) Degradatio verbalis fieri potest ab episcopo nondum consecrato, sive per se, sive per alium; degradatio realis fit a solo episcopo consecrato.

c) Verbaliter degradatus restitui potest per episcopum; realiter degradatus restituitur per solum Papam. Hinc verbalis degradatio est mitior pœna quam realis; et quando in jure reperitur imposita pœna degradationis, id intelligi debet de degradatione verbali, uti pœna leviori.

2º Degradatio verbalis differt a depositione, eo quod ordinatur ad degradationem realem, ad quam, a degradatione verbali, sine nova sententia transiri potest; in depositione autem, ut ab hac transiri possit ad degradationem realem, requiritur nova sententia.

3º Degradatio verbalis convenit cum reali, eo quod per neutram tollitur clerico potestas ordinis: unde sacerdos, etiam realiter degradatus, si debita materia et forma utatur, valide adhuc conficit sacramentum eucharistiæ.

1247. **Degradatio, quæ est omnium gravissima pœna, infligitur propter quedam enormiora crimina**, quæ in jure expressa habentur.

a) Hæresis, et multo magis apostasia a fide, saltem cum quis in illam relapsus aut in ea pertinax est. Cap. *Ad abolendam*, 9, et cap. 15, De Hæreticis.

b) Falsificatio litterarum apostolicarum. Cap. *Ad falsarium*, 7, De Crimine Falsi.

c) Gravis contumelia vel calumnia proprio episcopo illata, vel consr-ratio in ejus necem. Can. *Si quis*, 18, caus. II, q. I.

d) Procuratio abortus, effectum secuto. Const. *Effrenatam* Sixti V.

e) Nefandum sodomiae crimen non semel admissum. Const. *Horrendum* Pii V.

f) Sollicitatio ad turpia in confessione sacramentali, si eam aggravent peculiare quaedam circumstantiæ. Const. *Universi* Gregorii XV.

g) Celebratio missæ, aut exceptio confessionis sacramentalis temere præsumpta ab eo qui sacro presbyteratus ordine non est initiatus. Const. *Etsi alias* Clementis VIII.

h) Falsificatio aut adulteratio monetæ aureæ vel argenteæ, ejusque adulteratæ crogatio vel expositio in regnis, provinciis et civitatibus Italiæ. Const. *In suprema* Urbani VIII.

i) Sacrilegum et execrabile furtum sanctissimæ eucharistiæ, sive cum sacra pyxide, sive sine illa quis sacram hostiam surripiat et apud se retinere aut alio transferre præsumat. Const. *Cum alias* Alexandri VIII.

Notandum est quod extra casus statutos a jure canonico, episcopi nullam habent potestatem degradandi, nec devenire possunt ad degradationem et traditionem curiæ sæculari, nisi auctoritate a jure canonico expresse concessa. Ferraris, v. *Degradatio*.

1248. **Degradatio debet fieri a legitimo superiore.**

1º Si degradandus sit episcopus vel religiosus exemptus, degradatio fieri potest a solo Papa.

2º Si sit quidam inferior clericus, ab episcopo proprio, vel

sede vacante, a vicario capitulari res perfici potest; ex cap. 4, sess. XIII Concilii Tridentini, De Ref.

1249. **Quoad modum degradationis perficiendæ.**

1^o Jure antiquo, degradatio verbalis episcopi fieri debuit, præsentibus duodecim aliis episcopis; præbyteri, præsentibus sex episcopis; diaconi vero vel subdiaconi, præsentibus tribus. Cum vero degradandus erat aliquis in minoribus constitutus, sufficiebat presentia solius episcopi proprii et capituli cathedralis, vel duorum saltem aut trium canonicorum, qui repræsentarent capitulum.

2^o Jure autem Tridentino, cap. 4, sess. XIII, contra clericum, etiam in sacris et ipso presbyteratus ordine constitutum, non solum ad condemnationem illius et depositionem verbalem, sed etiam ad realem et solemnem degradationem procedi potest absque episcoporum presentia, "adhibitis tamen et adsistentibus totidem abbatibus, usum mitræ et baculi habentibus, si in civitate aut diœcesi reperiri et commode interesse possint, alioquin aliis personis in ecclesiastica dignitate constitutis, quæ auctoritate graves ac juris scientia commendabiles existant."

Dicti abbates, aut aliæ personæ in dignitate constitutæ, non debent adhiberi ut meri consiliiarii, sed ut veri iudices assessores, quibus competit judicium decisivum; imo plures sentiunt requiri unanimitatem suffragiorum. Stremler, Des Peines, pag. 40.

1250. **Cœremonia degradationis realis describuntur in capite, Degradatio,** quod est Bonifacii VIII, tit. IX, De Pœnis, lib. V, in 6^o.

Clericus degradandus vestibus sacris indutus, in manibus habens librum, vas, vel aliud instrumentum ad ordinem suum spectans, ac si deberet in officio suo solemniter ministrare, ad episcopi presentiam adducatur: eui episcopus singula, sive sint vestes, calix, liber, seu quævis alia, quæ illi juxta morem ordinandorum clericorum in ejus ordinatione ab episcopo

fuerunt tradita, seu collata, singulariter auferat, ab illo ornamento, seu vestimento, quod datum vel traditum fuerat ultimo inchoando, et descendo gradatim degradationem continnet usque ad primam vestem quæ datur in collatione tonsuræ; tuncque radatur caput illius, seu tondeatur, ne tonsura, seu clericatus vestigium remaneat in eodem. Poterit autem episcopus in degradatione huiusmodi uti verbis aliquibus ad terrorem, illis oppositis quæ in collatione ordinum sunt prolata, dicendo presbytero hæc vel similia verba in remotione planetiæ: Auferimus tibi vestem sacerdotalem, et te honore sacerdotali privamus; sicque in remotione reliquorum insignium similibus verbis utatur; in ablatione ultimi, quod in collatione ordinum fuit primum, infrascripto vel alio simili modo pronuntiet sive dicat: Auctoritate Dei Patris Omnipotentis, et Filii, et Spiritus Sancti, ac nostra tibi auferimus habitum clericalem, et deponimus, degradamus, spoliamus et exuimus te omni ordine, beneficio et privilegio clericali.

Tradendo degradatum iudici seculari, pontifex degradator efficaciter et ex corde, omni instantia, pro miserrimo illo derelicto intercedat apud eundem iudicem secularem ut citra mortis periculum, vel mutilationis, contra degradatum sententia moderetur. Caput *Novimus*, 27, De Verborum Significatione.

An vero hæc intercessio pro degradato necessaria sit ad evitandam irregularitatem, non conveniunt doctores; sed securius est ut talis intercessio præmittatur, quia expresse præscribitur in capite *Novimus*.

FINIS.

INDEX

SECUNDI VOLUMINIS

DE REBUS ECCLESIASTICIS

TITULUS I

Num.	DE REBUS ECCLESIAE TEMPORALIBUS IN GENERE	Pag.
726.	Ecclesiae asseritur jus acquirendi et possidendi.....	11
727.	Referuntur dispositiones juris civilis quoad dominium temporale episcoporum.....	12
723.	Dispositiones juris civilis quoad dominium parochiarum...	13
729.	Instituta pia possunt bona cujuscumque naturae acquirere et possidere.....	14
730.	Indicatur subjectum domini bonorum ecclesiasticorum....	14
731.	Romano Pontifici tribuitur altum dominium in bonis ecclesiasticis.....	16
732.	Administratio bonorum ecclesiasticorum rectoribus et prelati devolvitur.....	16
733.	Jure communi, luici assumi possunt in bonorum administratione.....	19
734.	Referuntur canonicae dispositiones circa ecclesiarum seductuos (trustees).....	20
735.	Jure canonico, matricularii sunt adjuutores administratorum bonorum Ecclesiae.....	21
736.	Quid valent matricularii, attento jure particulari.....	22
737.	Bona Ecclesiae sunt inviolabilia et immunia.....	22

TITULUS II

DE ECCLESIIS ET ORATORIIS		
738.	Indicatur origo ecclesiarum.....	24
739.	Quomodo ecclesiae dividuntur.....	24
740.	Ecclesiae differunt ab oratoriis.....	25

CAPUT I

DE ECCLESIIS

Num.	Pag.
741. Episcopi auctoritate erigitur ecclesia	25
742. Quibus devolvitur ecclesie ædificatio et reparatio.....	26
743. Hac de re referuatur juris civilis dispositiones.	26
744. Hæ juris civilis dispositiones non limitant jurisdictionem Ordinariorum.	28
745. Ecclesia consecratione vel benedictione sanctificatur.....	29
746. De consecratione ecclesie agitur.....	29
747. De benedictione ecclesie agitur.....	30
748. Quid est titulus ecclesie.....	30
749. Quid est patronus.....	31
750. Ecclesia consecrata non potest iterum consecrari.....	32
751. Quibus in casibus ecclesia polluitur	32
752. De effectibus pollutionis ecclesie	34
753. De ecclesie reconciliatione.....	34
754. Ecclesia gaudet immunitate.....	34

CAPUT II

DE ORATORIIS

755. Quomodo dividuntur oratoria	35
756. Quis erigit oratorium publicum aut semipublicum.....	36
757. De oratoriis privatis.....	36
758. Quid valent episcopi vi facultatum.....	37
759. Quomodo interpretatur indultum oratorii privati.....	38
760. Ubi 3S. Eucharistiæ sacramentum asservari potest.	38
761. De usu oratorii privati.....	39

TITULUS III

DE ALTARIBUS ET SACRA SUPPELLECTILI ECCLESiarUM

CAPUT I

DE ALTARIBUS

762. De altari fixo et portatili disseritur.....	41
763. Altare consecrari debet et quomodo.....	42
764. Quomodo polluitur vel exsecratur altare.....	42

CAPUT II

DE SACRA SUPPELLECTILI ECCLESiarUM

Num.	Pag.
765. De calicibus agitur.....	44
766. De ciborio et pyxide.....	44
767. De cruce super altare erigenda.....	45
768. De vestibus sacris.....	45
769. De inaginibus.....	46
770. De campanis.....	47

TITULUS IV

DE CŒMETERIIS

771. Traditur origo cœmeteriorum.....	49
772. Ecclesia potest cœmeteria sibi erigere.....	50
773. De cœmeterio communi, electivo et familiari.....	51
774. Referuntur quedam juris dispositiones.....	53
775. Quid servandum est in sepultura.....	54
776. Quid sentiendum de crematione.....	55
777. Quibus sepultura est deneganda.....	56
778. Refertur dispositio civilis de hac re.....	58
779. Pœne in violatores cœmeterii latae.....	58
780. Nemo extra locum sacrum sepeliri potest.....	59
781. Quomodo cœmeterium sanctificatur.....	59
782. Quomodo profanatur.....	59
783. Cœmeterium pollet privilegio immunitatis.....	60

TITULUS V

DE SCHOLIS, SEMINARIIS ET UNIVERSITATIBUS

CAPUT I

DE SCHOLIS PRIMARIIS

784. Jure naturali institutio puerorum pertinet ad parentes...	61
785. Institutio puerorum debet esse religiosa.....	63
786. Parentes, sive per se, sive per alios, filios institunt.....	64
787. Status potest scholas erigere.....	64

Num.	Pag.
788. In scholis primariis, oportet ut institutio puerorum sit religiosa.....	65
789. Oportet ut pueri catholice educantur	66
790. Ecclesia damnat scholas neutras vel mixtas.....	67
791. Quibus sub conditionibus licet pueros ad scholas publicas mittere.....	68
792. Describitur jurisdictio Ecclesie circa scholas	69
793. In provincia Quebecensi, scholae primariae subsunt Consilio quod constat clericis et laicis.....	70
794. Lege cantum est ut minoritas habeat scholam sui cultus..	73
795. A lege eriguntur scholae normales.....	75
796. Parochus potest visitare scholas suae parochiae.....	75

CAPUT II

DE SEMINARIIS

797. Describitur origo seminariorum.....	76
798. Quinam ad seminarium sunt admittendi.....	77
799. Quomodo alumni debent conversari in seminario.....	79
800. De regimine spirituali seminarii	80
801. De regimine temporali.....	80
802. Quomodo providetur expensis seminarii.....	81
803. Indicatur quantitas taxae solvendae pro seminario.....	82
804. An seminarium possit committi ordini religioso.....	83
805. De origine seminariorum in provincia.....	83
806. Cur episcopi recesserunt a Conc. Tridentino.....	84
807. Instat S. Sedes ut clerici in majoribus seminariis studia theologica peragant.....	85
808. Describitur constitutio seminariorum	86

CAPUT III

DE UNIVERSITATIBUS

809. Quid est Universitas.....	87
810. A quo erigitur universitas.....	87
811. De constitutione et regimine Universitatis.....	88
812. Quosnam gradus confert.....	88
813. De requisitis in doctoribus.....	89
814. De juribus doctorum.....	96

Nun.	Pag.
815. De Universitate Lavallensi	91
816. De succursali Marianopoli erecta	92
817. De Universitate Lavallensi ad tenorem bullæ <i>Jamdudum</i> ...	93

TITULUS VI

DE BENEFICIIS ECCLESIASTICIS

CAPUT I

DE NATURA ET DISTINCTIONE BENEFICIORUM

818. Traditur definitio beneficii ecclesiastici	97
819. Quæritur an adsint beneficia in provincia.....	98
820. Quomodo beneficia dividuntur.....	99

CAPUT II

DE ERECTIONE ET COLLATIONE BENEFICIORUM

821. Plura requiruntur in erectione beneficii.....	101
822. Ipse fundator potest quasdam leges instituere.....	102
823. Romanus Pontifex confert beneficia jure concursus.....	102
824. " " " " " preventionis.....	103
825. " " " " " reservationis ...	104
826. An vigent in regione leges Cancellariæ.....	107
827. Episcopus est collator beneficiorum.....	107
828. De collatione præbendarum.....	107
829. De collatione beneficiorum, sede vacante.....	107
830. De beneficiis necessariæ collationis.....	108
831. Quid de immissione in possessionem.....	108

CAPUT III

DE REGULIS SERVANDIS IN BENEFICIIS CONFERENDIS

832. Prohibetur pluralitas beneficiorum.....	110
833. Quid est commenda beneficiorum.....	111
834. Beneficium conferendum est sine diminutione.	112
835. De pensione in beneficiis disseritur.....	113

Num.	Pag.
836. Beneficium non potest conferri nisi vacet.....	115
837. Beneficium conferendum est tempore utili.....	115
838. Beneficium conferendum est gratis et absolute.....	116
839. Collator debet servare formalitates inductas a jure communi et particulari.....	117
840. Beneficium conferendum est personæ idoneæ et dignæ....	117

CAPUT IV

DE JURIBUS ET OBLIGATIONIBUS BENEFICIATORUM

841. Quomodo dividitur peculium clericorum.....	120
842. An clerici habeant proprietatem ejuscumque peculii.....	121
843. An habeant proprietatem bonorum superfluum.....	122
844. Non habent liberam dispositionem bonorum superfluum.	122
845. Obligatio expendendi bona ecclesiastica superflua afficit parochos provincie.....	123

TITULUS VII

DE FUNDATIONIBUS

846. Indicatur natura foundationis.....	125
847. De requisitis ut fundatio valeat.....	126
848. Quomodo debeat adimpleri fundatio.....	126
849. Fundatio potest cessare totaliter aut partialiter.....	127
850. S. Pontifex potest præteritas omissiones condonare.....	128
851. De foundationis commutatione agitur.....	128

DE JUDICIIS

852. Definitor judicium.....	130
853. Judicium differt a quæstione, causa, lite et instantia.....	130
854. Quomodo judicium dividitur.....	131

PRIMA PARS
DE JUDICIIS IN GENERE

TITULUS I

DE MODIS PACIFICIS LITEM COMPONENTI

CAPUT I

DE TRANSACTIONIBUS

Num.	Pag.
855. Definitur transactio	134
856. Transactio dividitur in realem et personalem.....	134
857. Quinam possunt transigere.....	135
858. Quodnam est objectum transactionis.....	135
859. De effectibus transactionis.....	136
860. Quomodo cessat transactio.....	137

CAPUT II

DE ARBITRIS

861. Quid est arbitrium.....	137
862. Quid et quotuplex est arbiter.....	137
863. Quinam possunt in arbitros compromittere.....	138
864. Quinam possunt assumi ut arbitri.....	139
865. Compromitti potest in unum aut plures.....	139
866. Qualis est potestas arbitrorum.....	140
867. Indicantur officia arbitrorum.....	140
868. Quinam sunt effectus arbitrii.....	141
869. Quenam sunt remedia contra injustum laudum.....	142
870. Quomodo cessat potestas arbitrorum.....	142

TITULUS II

DE PERSONIS AD JUDICIUM CONCURRENTIBUS

CAPUT I

DE JUDICE

871. Judex definitur.....	144
872. Judices ecclesiastici in varias species distinguuntur	144

Num.	Pag.
873. Plura requiruntur ut iudex valide iudicet.....	145
874. Plura requiruntur ut licite iudicet.....	147
875. Apud curias episcopales solet vicarius generalis constitui iudex.....	151

CAPUT II

DE ACTORE ET REO

876. Quinam possunt esse actores vel rei.....	152
877. Casus in quibus excommunicatus potest sustinere partes actoris.....	153
878. Quid de religiosis.....	153
879. Quid de praelatis.....	154
880. An partes debent personaliter comparere.....	155

CAPUT III

DE PERSONIS MINUS PRINCIPALITER AGENTIBUS

881. De auditore agitur.....	156
882. Quid de assessoribus.....	156
883. Quid de procuratore fiscali.....	157
884. Quid de procuratore judiciali.....	157
885. Quid de advocatis.....	158
886. Quid de notariis judicialibus.....	160
887. Quid de apparitoribus.....	160
888. Quomodo constituitur tribunal ecclesiasticum in provincia Quebecensi.....	160

TITULUS III

DE FORO COMPETENTI

889. Definitur forum competens.....	162
890. Competentia iudicis determinatur ratione objecti.....	163
891. Iudex fit competens ratione status.....	164
892. Indicatur quid sit domicilium et quasi domicilium.....	164
893. Iudex fit competens ratione domicilli.....	166
894. Quid de quasi-domicilio.....	166
895. Quinam habent domicilium fictum.....	166
896. De competentia ratione delicti.....	167
897. De competentia ratione contractus.....	168
898. De competentia ratione rei sitae.....	168

Num.	Pag.
899. De prorogatione jurisdictionis.....	168
900. De causarum connexione.....	169

TITULUS IV

DE PROBATIONIBUS JUDICIALIBUS

901. Definitur probatio.....	170
902. Quomodo dividitur probatio.....	170
903. Agitur in speeie de probatione plena et semiplena.....	171
904. Cui incumbit onus probandi.....	172
905. Probationes debent fieri apud iudicem.....	172
906. Quando fieri debent probationes.....	173

CAPUT I

DE CONFESSIONE

907. Præmissa confessionis definitione, indicatur quotuplex sit.	174
908. An reus interrogatus tenetur crimen confiteri.....	174
909. Confessio judicialis est optima probatio.....	175
910. Quomodo confessio judicialis potest impugnari.....	176
911. Qualis est vis confessionis extrajudicialis.....	177

CAPUT II

DE TESTIBUS

912. Quinam admittuntur ut testes.....	178
913. Judicis est testes admittere aut repellere.....	178
914. Quomodo testes debent citari.....	179
915. Testis debet juramentum prestare.....	179
916. Quomodo debet interrogari testis.....	180
917. Regulariter duo testes faciunt plenam fidem.....	182
918. Ex quo pendet valor testis.....	183
919. An testis potest cogi ad testificandum.....	185
920. Expleto examine, fit publicatio attestatiõnis.....	185

CAPUT III

DE INSTRUMENTIS

921. Quid et quotuplex est instrumentum.....	187
922. Requisita ut instrumentum rite conficiatur.....	187

Num.	Pag.
923. Instrumentum publicum plene probat.....	187
924. Plene probant instrumenta privata a partibus subscripta.....	188
925. Quid de scripturis omnino privatis.....	188
926. Quomodo excipi potest contra instrumenta.....	188

CAPUT IV

DE JUREJURANDO

927. Quid et quotuplex est juramentum.....	189
--	-----

CAPUT VI

DE PRÆSUMPTIONIBUS

928. Quid est præsumptio.....	190
929. Quotuplex est præsumptio.....	191
930. Quid de valore præsumptionis.....	192

SECUNDA PARS

DE CAUSIS DISCIPLINARIBUS ET CRIMINALIBUS

DE MODO (ECONOMICO PROCEDENDI

IN CAUSIS DISCIPLINARIBUS ET CRIMINALIBUS

Instructio *Sacra hæc*, 11 Junii 1880

TITULUS V

DE INTRODUCTIONE CAUSÆ

CAPUT I

DE NORMA PROCEDENDI PER VIAM ACCUSATIONIS

931. Quomodo fit accusatio.....	204
932. Quinam sunt ejus effectus.....	205
933. An viget adhuc.....	206

CAPUT II

DE NORMA PROCEDENDI PER VIAM DENUNTIATIONIS

Num.	Pag.
934. Quid est denuntiatio et quotuplex.....	206
935. Quenam delicta possunt denuntiari	207
936. Quid requiritur ut denuntiatio sit judicialis.....	208
937. Quinam sunt ejus effectus.....	209
938. An viget adhuc.....	209

CAPUT III

DE NORMA PROCEDENDI PER VIAM INQUISITIONIS

939. Quid et quotuplex est inquisitio.....	210
940. De inquisitione generali agitur	221
941. Quenam delicta debent manifestari in generali inquisitione.....	211
942. De inquisitione mixta agitur.....	212
943. Specialiter inquiritur quando diffamatio præcedit	213
944. Prædictæ regulæ plures dantur exceptiones.....	214
945. Qualis diffamatio requiritur.....	215
946. Quod antiquo juri non fuit derogatum	216
947. An requiritur diffamatio quando judex procedit ad instantiam alicujus.....	217
948. Non proceditur specialiter antequam constet de ratione procedendi.....	217
949. Aliquando expedit ut res componatur.....	218
950. Quid est monitio.....	218
951. Quid est præceptum.....	218

CAPUT IV

DE NORMA PROCEDENDI PER VIAM EXCEPTIONIS

952. Quid est exceptio.....	219
953. Quod exceptio est legitimum medium defensionis.....	219

TITULUS VI

DE PROCESSU INFORMATIVO

954. De necessitate processus informativi agitur.....	221
955. Constituendus est procurator fiscalis cujus officium describitur	222

Num.	Pag.
956. Compilatio processus potest committi auditori.....	222
957. Auditor adjuvatur ab actuario	223
958. Quomodo citantur et audiuntur testes.....	224
959. Ipse reus intimatus citari potest.....	226
960. Quomodo fit ejus examen.....	227
961. Auditor debet attendere ad inductiones rei.....	228
962. Expleto examine rei, cessat officium auditoris.....	229
963. Quid est purgatio canonica.....	229
964. Aliquando prelato remanet ut recurrat vel ad preceptum, vel ad processum.....	230

TITULUS VII

DE INTRODUCTIONE PROCESSUS PUBLICI

CAPUT I

DE LIBELLO ACCUSATIONIS ET CITATIONE

965. Quid est libellus accusatorius et quomodo conficitur.....	232
966. An libellus potest mutari vel emendari.....	233
967. Quid et quotuplex est citatio.....	233
968. Quod citatio est necessaria.....	234
969. De requisitis in citatione.....	235
970. Quomodo executioni mandatur.....	235
971. Quid si citandus extra territorium moratur.....	236
972. Quinam sunt effectus citationis.....	236

CAPUT II

DE CONTUMACIA

973. Quid et quotuplex est contumacia.....	237
974. Quotuplici modo quis fit contumax.....	237
975. Remedia contra contumaciam indicantur	238
976. Quomodo contumacia reo nocet	239
977. Cur reus debet contumaciam vitare.....	239

CAPUT III

DE EXCEPTIONIBUS

Num.	Pag.
978. Quid et quotuplex est exceptio.....	240
979. Quando excipi potest.....	240
980. Quod reus debet probare suas exceptiones.....	242
981. Potissima exceptio fit contra iudicem suspectum.....	242
982. Quomodo respondetur exceptioni.....	243

CAPUT IV

DE LITIS CONTESTATIONE

983. Quid est litis contestatio in genere.....	244
984. Quomodo lis contestatur in causa criminali.....	245
985. Quid de positionibus et articulis.....	245
986. Quinam sunt effectus contestationis litis.....	245

CAPUT V

DE PROCESSUS INFORMATIVI PUBLICATIONE

987. Quomodo fit huiusmodi publicatio.....	246
988. Publicantur attestations, tectis nominibus testium.....	247
989. Ut cognoscat nomina testium, debet reus eorum attestations legitimare.....	247

TITULUS VIII

DE INSTRUCTIONE PROCESSUS PUBLICI

990. Quot dilationes partibus conceduntur.....	249
991. Terminus defensorius assignandus ei qui confessus est....	249
992. Reus potest defendi ab avvocato.....	250
993. De testium repetitione agitur.....	251
994. Quid de testium confrontatione.....	252
995. Quid juris si reus omnium testium repetitionem exigat....	252
996. Quomodo fit pars defensiva processus.....	253
997. Quid de conclusione in causa.....	254
998. Absoluto processu, fit summarium causæ.....	255

Num.	Pag.
999. Die determinato, advocatus rei et procurator fiscalis exponunt causam.....	256

TITULUS IX

DE PROCESSUS DEFINITIONE ET SENTENTIE EXECUTIONE

1000. Quid et quotuplex est sententia.....	257
1001. Discrimen inter sententiam definitivam et interlocutoriam.....	257
1002. Exponuntur quæ requiruntur ut valeat sententia.....	259
1003. Quid requiritur ex parte iudicis.....	260
1004. Hæ solennitates requiruntur etiam quando iudex procedit œconomice.....	261
1005. Sententia plures parit effectus.....	262
1006. Sententia a qua non appellatur transit in rem iudicatam.....	262
1007. Quænam sententiæ non transeunt in rem iudicatam.....	263
1008. Sententia executioni debet mandari.....	263
1009. Quænam sententiæ executione non indigent.....	264
1010. Quinam sunt exsecutores sententiæ.....	264
1011. Quid si exsecutio debeat fieri in territorio alieno.....	265
1012. Quid de expensis processus.....	265

TITULUS X

DE MODIS LEGITIMIS SENTENTIAM IMPUGNANDI

CAPUT I

DE APPELLATIONE

1013. Quid est appellatio.....	266
1014. Quomodo dividitur.....	267
1015. Quibus appellare licet.....	267
1016. Quibus in casibus appellatio denegatur.....	268
1017. A quibus iudicibus non licet appellare.....	269
1018. Jure antiquo, appellatio per saltum non fuit prohibita.....	270
1019. Qualis est ordo servandus in appellationibus.....	271
1020. De appellationibus in causis matrimonialibus.....	271
1021. Quomodo fit appellatio.....	272

Num.	Pag.
1022. De fatalibus appellationis agitur.....	373
1023. Quot effectus habet appellatio.....	275
1024. Omnis appellatio habet effectum devolutivum.....	275
1025. Quibus in casibus denegatur effectus suspensivus.....	276
1026. Appellatio valet in suspensivo quando episcopus iudicialiter procedit.....	277
1027. De officiis iudicis <i>ad quem</i> discuritur.....	277
1028. De appellatione ad Delegatum Apostolicum.....	278
1029. Ultima appellatio fit apud S. Sedem.....	279

CAPUT II

DE REMEDIIS EXTRAORDINARIIS CONTRA SENTENTIAM

1030. De querela nullitatis agitur.....	281
1031. Quomodo proponitur querela nullitatis.....	282
1032. Quid est recursus.....	283
1033. Quid est beneficium novae audientiae.....	283
1034. Quid est restitutio in integrum.....	284

DE MODIS EXTRAORDINARIIS PROCEDENDI

IN CAUSIS CRIMINALIBUS

TITULUS XI

DE MODO PROCEDENDI EX INFORMATA CONSCIENTIA

1035. Refertur disciplina vigens ante Tridentinum.....	285
1036. Refertur disciplina inducta a Tridentino.....	286
1037. Adhuc viget dispositio Tridentina.....	287
1038. De natura huiusmodi normae procedendi.....	287
1039. Quis potest suspendere aut suspendi.....	288
1040. Quid prohiberi potest ex informata conscientia.....	288
1041. Quenam poenae nequeunt imponi ex informata conscientia.....	289
1042. Quas ob causas imponitur suspensio ex informata conscientia.....	290
1043. Quando crimen est occultum.....	292

Num.	Pag.
1044. Quenam solemnitates sunt adhibende.	293
1045. Num haec suspensio habet naturam censurae vel poenae vindicativae	295
1046. Ab hac suspensione datur recursus ad Summum Pontificem	296
1047. Refertur Instructio 20 Octobris 1884.....	296

TITULUS XII

DE MODO PROCEDENDI IN DELICTIS NOTORIIS

1048. Quid et quotuplex est notorietas	300
1049. Quenam solemnitates omitti possunt.....	300
1050. Quid requiritur ut iudex procedat <i>ex notorio</i>	301
1051. Congruum est ut notorie delinquens non damnetur sine citatione	302

TITULUS XIII

DE MODO PROCEDENDI IN CAUSA SOLLICITATIONIS

1052. Obligatio denunciandi afficit sollicitatos ad turpia.....	304
1053. Quenam poenae imponuntur in reos sollicitationis.	304
1054. Quid est sollicitatio.....	304
1055. Refertur instructio S. Officii 20 Feb. 1867.....	305
1056. Refertur instructio 20 Julii 1890.....	310
1057. Refertur instructio 6 Augusti 1897.....	314
1058. De poena contra falso accusantes.....	317

de iudiciis summaris TERTIA PARS

DE CAUSIS CIVILIBUS ECCLESIASTICIS

TITULUS XIV

DE MODO PROCEDENDI IN CAUSIS CIVILIBUS

1059. Quomodo incipit hic processus	319
1060. De citatione.....	319

Num.	Pag.
1061. De contumacia.....	319
1062. De exceptionibus.....	320
1063. Quomodo instruitur processus.....	320

TITULUS XV

DE NORMA PROCEDENDI IN CAUSIS NULLITATIS PROFESSIONIS RELIGIOSÆ

1064. Professus intra quinquennium potest reclamare contra suam professionem.....	322
1065. Describitur modus procedendi.....	323
1066. Quid si quis professus intra quinquennium non reclamavit	324

TITULUS XVI

DE NORMA PROCEDENDI IN CAUSIS MATRIMONIALIBUS

1067. Quid est causa matrimonialis et ad quodnam tribunal est deferenda.....	326
1068. Quenam cause possunt deferri ad tribunal laicum.....	327

CAPUT I

DE CONSTITUTIONE TRIBUNALIS COMPETENTIS

1069. Quis est iudex competens in huiusmodi causis.....	328
1070. Inter plures episcopos quis est competens.....	329
1071. An competens est episcopus loci in quo matrimonium fuit celebratum.....	329
1072. Quenam personæ constituunt tribunal.....	330
1073. Quibus in causis necessarius est matrimonii defensor.....	331
1074. Partes possunt sibi eligere procuratores et advocatos.....	331
1075. Non proceditur antequam processerit legitima accusatio.	332
1076. Quinam possunt matrimonium accusare.....	332
1077. Quinam possunt esse testes.....	333

CAPUT II

DE MODO PROCEDENDI IN GENERE

1078. Quomodo audiuntur testes.....	335
1079. Quo ordine testes audiuntur.....	336

Num.	Pag.
1080. De conclusione in causa agitur.....	337
1081. De sententia definitiva.....	338
1082. De appellatione a sententia prime instantie.....	338
1083. Quomodo proceditur in secunda instantia.....	340

CAPUT III

DE MODO PROCEDENDI IN PROBANDO STATU LIBERO CONJUGIS

1084. Quando partes ad secundas nuptias possunt convolare...	342
1085. Refertur instructio S. Officii, circa modum probandi libertatem conjugis.....	342

CAPUT IV

DE DISSOLUTIONE MATRIMONII IN INFIDELITATE CONTRACTI

1086. In quo consistit privilegium paulinum.....	346
1087. Conditiones ut quis fruatur privilegio.....	347
1088. Formula interpellationis quæ potest adhiberi.....	349
1089. Dispensari potest super interpellatione.....	349
1090. Quis dispensat super interpellatione.....	350

CAPUT V

DE MODO PROCEDENDI IN CASU IMPOTENTIE

1091. Jure antiquo, quomodo procedebant in hujusmodi causis.	351
1092. Quomodo proceditur jure hodierno.....	352
1093. An pars impotens potest matrimonium inire.....	360

CAPUT VI

DE MODO PROCEDENDI IN CASU MATRIMONII RATI ET NON CONSUMMATI

1094. Plura requirantur ut valide et licite dispensetur a matrimonio rato et non consummato.....	361
1095. Cognitio hujus causæ S. Sedi reservatur.....	362
1096. Describitur modus procedendi.....	362
1097. Acta mittuntur ad S. Cong. Concilii vel de Prop. Fide.....	365

DE PENIS

TITULUS I

DE PENIS ECCLESIASTICIS IN GENERE

Num.	Pag.
1098. Definitur pœna ecclesiastica.....	367
1099. Quomodo pœnæ dividuntur.....	368
1100. Quod Ecclesia potest pœnas imponere.....	371
1101. Quod imponere potest pœnas temporales.....	371
1102. An potest imponere pœnam capitalem.....	372
1103. Quinam possunt pœnas imponere.....	373
1104. Quinam possunt pœnis coerceri.....	374
1105. Quale delictum pœnis coercetur.....	375
1106. An ignorantia excusat a pœna.....	377
1107. An reus delicti tenetur exsequi pœnam ante iudicis sententiam.....	378
1108. Quinam sunt effectus pœnarum.....	379

TITULUS II

DE CENSURIS IN GENERE

1109. Quid est censura in genere.....	380
1110. Quomodo dividitur censura.....	381
1111. Ecclesia potest censuras imponere.....	382
1112. Quis valet censuras imponere.....	383
1113. Quis potest censurari.....	383
1114. Quam ob causam censura irrogatur.....	384
1115. Qualis ignorantia excusat a censura.....	385
1116. Qualis metus excusat.....	386
1117. Quid si censura sit dubia.....	386
1118. Censura non imponitur sine monitione.....	386
1119. Reus citandus est antequam censuretur.....	387
1120. Quomodo debet sententia exarari.....	388
1121. Sententia debet denunciari.....	388
1122. Qualis est effectus appellationis a censura.....	389
1123. Censura cessat per absolutionem.....	390
1124. De absolutione in periculo mortis.....	390
1125. De absolutione extra mortis periculum, sed in casibus urgentioribus.....	391

Num.	Pag.
1126. De absoluteione a censuris s. m. Pontifici reservatis	393
1127. De absoluteione a censuris simpliciter Pontifici reservatis. 394	
1128. De absoluteione a censuris Ordinario reservatis.....	394
1129. De absoluteione a censuris nemini reservatis.....	395
1130. De absoluteione a censuris latis ab homine.....	395
1131. De requisitis ex parte absolventis, absolvendi et absoluteioneis.....	396

TITULUS III

DE EXCOMMUNICATIONE

1132. Traditur definitio excommunicationis	399
1133. Quomodo dividitur excommunicatio.....	399
1134. Excommunicatio minor non amplius incurritur.....	400
1135. Quot sunt effectus excommunicationis.....	400
1136. Excommunicatus nequit sacramenta administrare et recipere	401
1137. Privatur suffragiis Ecclesie.....	402
1138. Privatur divinis officiis	403
1139. Privatur jurisdictione ecclesiastica.....	404
1140. Privatur sepultura ecclesiastica	405
1141. Privatur communiione civili.....	405
1142. Fit inhabilis ad beneficia.....	407
1143. Fit inhabilis ad obtinenda rescripta.....	408
1144. Excommunicatio cum magna circumspectione irroganda est.....	408

TITULUS IV

DE SUSPENSIONE

1145. Quid est suspensio.....	410
1146. Quomodo dividitur.....	410
1147. Quis potest suspendi.....	411
1148. Quam ob causam quis suspenditur.....	411
1149. Quomodo interpretanta est suspensio.....	412
1150. Suspensio modo est censura, modo poena, modo inhabilitas	413
1151. Quinam sunt effectus suspensionis.....	414
1152. Quomodo cessat suspensio.....	415

TITULUS V

DE INTERDICTO

Num.	Pag.
1153. Quid est interdictum	416
1154. Quomodo dividitur.....	416
1155. Quomodo interpretandum est interdictum.....	416
1156. Quanam sunt effectus interdicti totalis.....	417
1157. Quanam pœnæ in violantes interdictum.....	419
1158. Quomodo cessat interdictum.....	420
1159. De interdicto ab ingressu ecclesie	421
1160. De cessatione a divinis.....	421

TITULUS VI

DE CENSURIS IN SPECIE

1161. De scopo constitutionis <i>Apostolicæ Sedis</i> agitur.....	423
---	-----

CAPUT I

DE EXCOMMUNICATIONIBUS

ARTICULUS I

De excommunicationibus R. P. s. m. reservatis.

1162. Excommunicantur apostatae, heretici, etc.....	425
1163. Excommunicantur legentes libros eorum.....	426
1164. Excommunicantur schismatici.....	428
1165. Excommunicantur appellantes ad futurum concilium.....	429
1166. Excommunicantur interficientes prelatos Ecclesie.....	429
1167. Excommunicantur impediennes exercitium jurisdictionis.....	430
1168. Excommunicantur violatores privilegii fori.....	431
1169. Excomm. impediennes jurisdictionem S. Pontificis.....	431
1170. Excomm. falsificantes litteras apostolicas.....	432
1171. Excomm. absolventes complicem.....	433
1172. Excomm. usurpantes bona personarum ecclesiasticarum.....	434
1173. Excomm. invadentes dominium temporale.....	435
1174. Excomm. canonici deputantes ad regimen Ecclesie personam electam	436
1175. Excomm. nomen dantes societati ut populus romanus concurrat in electione S. P.....	437

ARTICULUS II

De excommunicationibus R. P. simpliciter reservatis.

Num.	Pag.
1176. Excomm. docentes propositiones damnatas.....	437
1177. Excomm. violantes privilegium canonis	438
1178. Excomm. duellantes.....	438
1179. Excomm. nonien dantes sectis massonicis.....	439
1180. Excomm. violantes jus asyli.....	442
1181. Excomm. violantes clausuram monialium.....	442
1182. Excomm. mulieres violantes clausuram virorum.....	442
1183. Excomm. rei simoniæ realis.....	442
1184. Excomm. rei simoniæ confidentialis.....	443
1185. Excomm. rei simoniæ ob ingressum in religionem.....	443
1186. Excomm. facientes quæstum ex indulgentiis.....	443
1187. Excomm. quæstum facientes ex missarum elemosynis...	444
1188. Excomm. consulentes alienationem dominii R.P.....	445
1189. Excomm. religiosi viaticum et extremam unctionem ministrantes.....	445
1190. Excomm. extrahentes reliquias e catacumbis	446
1191. Excomm. communicantes in crimine criminoso.....	446
1192. Excomm. communicantes cum excommunicatis a R. Pontifice	446
1193. Excomm. absolventes sine facultate a censuris s. m. R.P. reservatis.....	447
1194. Excommunicantur usurpantes bona Eccl.....	447
1195. Excomm. missionarii mercaturam agentes.....	448

ARTICULUS III

De excommunicationibus Ordinariis reservatis.

1196. Excommunicantur clerici et regulares matrimonium attentantes.....	448
1197. Excomm. procurantes abortum.....	449
1198. Excomm. utentes falsis litteris apostolicis.....	450
1199. Excomm. laici exercentes turpe mercimonium circa missarum elemosynas.....	450

ARTICULUS IV

De excommunicationibus nemini reservatis.

1200. Excommunicantur mandantes tradi sepulturam hæreticis	451
1201. Excomm. lædentes inquisitores.....	451

Num.	Pag.
1202. Excomm. alienantes illicite bona ecclesiastica.	451
1203. Excomm. negligentes denunciare sacerdotes sollicitantes	452
1204. Excommunicantur imprimentes libros sine episcopi li- centia.....	452
1205. Excomm. docentes reis peccati gravis confessionem non esse necessariam, habita copia confessarii.	453
1206. Excomm. negantes matrimonia clandestina esse vera ma- trimonia	453
1207. Excomm. raptores mulierum.	453
1208. Excomm. magistratus clausuram non tuentes.....	453
1209. Excomm. cogentes mulierem ad ingrediendum mona- sterium.....	453

CAPUT II

DE SUSPENSIONIBUS

1210. Suspenduntur capitula quæ recipiunt episcopos, litteris non presentatis.....	454
1211. Suspenduntur ordinantes clericos sine titulo.....	454
1212. Ordinantes sine dismissorialibus vel testimonialibus.....	454
1213. Suspenduntur ordinantes religiosum non provisum de titulo.....	455
1214. Suspenduntur religiosi ejecti.....	455
1215. Suspenduntur ordinati ab excommunicato.....	455
1216. Suspenduntur clerici exteri Romæ morantes ordinati sine licentia Card. Vicarii.....	455
1217. Suspenduntur episcopi pontificalia exercentes extra suam diœcesim.....	456
1218. Suspenduntur clerici qui, sede vacante, infra annum ordinantur.....	456
1219. Suspenduntur episcopi titulares ordinantes clericum sine dismissorialibus.....	456
1220. Suspenduntur ordinantes clericum alienum sine testimo- nialibus.....	457
1221. Suspenduntur abbates ordinantes sæculares.....	457
1222. Suspenduntur ordinati per saltum.....	457
1223. Sensusio relate ad matrimonii celebrationem.....	457
1224. Suspenduntur episcopi concubinariii.....	458
1225. Quædam suspensio in præfectas monasteriorum.....	458

Num.	Pag.
1226. Suspenduntur episcopi præsentati assumentes regimen ecclesiæ, litteris non habitis.....	458
1227. Suspenduntur clerici, quæstus causa, eleemosynas missarum colligentes.....	458
1228. Suspenduntur professi votorum simplicium ob delicta ejecti.....	459
1229. Suspenduntur missionarii inducentes orientalem ad ritum latinum.....	459
1230. Suspenduntur clerici exteri Romæ morantes sine licentia S. P.....	459

CAPUT III

DE INTERDICTIS LATÆ SENTENTIÆ

1231. Interdicuntur collegia, etc, quæ appellant ad futurum concilium.....	460
1232. Interdicuntur celebrantes in loco interdicto.....	460
1233. Interdicitur archiepiscopus non denuntians suffraganeum absentem.....	461
1234. Interdicuntur capitula quæ infra annum concedunt dimissoriales.....	461
1235. Interdictum ab ingressu ecclesiæ contra episcopos præsentatos qui, litteris non habitis, suscipiunt regimen ecclesiæ.....	461

TITULUS VII

DE PÆNIS VINDICATIVIS IN SPECIE

CAPUT I

DE PRIVATIONE

1236. Quid est privatio.....	463
1237. Quam ob causam imponitur.....	464
1238. Quibus delictis ipso facto inducitur.....	464
1239. Eisdem delictis non privantur <i>ipso facto</i> parochi amovibiles.....	465

INDEX

497

Num.	Pag.
1240. Quibus delictis irrogari potest per sententiam condemnatoriam	466
1241. Quod clerico parochia privato providendum est.....	467

CAPUT II

DE DEPOSITIONE

1242. Quid est depositio.....	467
1243. Quinam sunt ejus effectus	468
1244. Quibus delictis inducitur.....	468

CAPUT III

DE DEGRADATIONE

1245. Quid est degradatio.....	469
1246. Discrimen inter degradationem verbalem et realem.....	469
1247. Quibus delictis imponitur.....	469
1248. A quo fit degradatio.....	470
1249. Quomodo fit degradatio.....	471
1250. Describuntur ritus degradationis.....	472



INDEX

GENERALIS RERUM UTRIVSQUE VOLUMINIS

Numerus romanus indicat volumina, arabicus numerum.

—

A

- Abbat̄es regulares.**—An possint ordines conferre, I, 57.—Litteras dimissoriales concedere, 59.—Ad concilium generale convocari, 437.—Ad concilium provinciale, 444.—Ad synodum diœcesanam, 453.
- Abortus.**—Pœnæ canonice contra procurantes abortum, II, 1197.
- Abrogatio.**—Quomodo leges abrogentur, I, 220.—Quomodo consuetudo abrogetur, 226.
- Absolutio.**—Excommunicatio in absolventem compliceam, II, 1171.—De absoluteione a censuris, 1123 et seq.—Quid servandum sit in absoluteione a censuris, 1131.
- Accessus.**—Quid sit accessus in electione R. Pontificis, I, 200.
- Acta S. Sedis.**—Quid hoc nomine designetur, I, 227.
- Accusatio judicialis.**—Regulæ pro accusatione judiciali et pœnæ in calumniöse accusantes, II, 931 et seq.
- Actiones** in societatibus commercialibus aut industrialibus.—An eas emere possint clerici, I, 190.
- Actor in iudicio.**—Quinam sint habiles ad standum in iudicio, II, 876.—Actori ineumbit onus probandi, 904.
- Actuarius.**—Quodnam sit officium ejus in excipiendo testium depositiones, II, 957.
- Administratio.**—Potestas administrandi diœcesim pertinet ad episcopum, I, 385 et seq.—Ad quos pertineat bonorum ecclesiasticorum administratio, II, 732.—An laici possint assumi in administratione bonorum fabricæ, 733.—Quenam sint eorum officia, 734 et seq.—Administratio bonorum in seminariis, 801.—Summo Pontifici competit suprema bonorum administratio in Ecclesia, 731.

- Administrator sede vacante.**—Quomodo eligendus sit in provincia Quebecensi, et de ejus facultatibus, I, 512.
- Advocatus.**—Quid sit advocatus, an clerici officio advocati fungi possint, II, 885.
- Ætas.**—Requisita in ordinandis, I, 69.—In subjecto jurisdictionis, 134.—In Summo Pontifice, 198.—In episcopo, 362.—In parochio, 532.—In novitiis, 639.—In admittendis ad professionem religiosam, 658.
- Alienationes.**—Regule servandæ in alienationibus bonorum Ecclesie, I, 395 et seq.—Pœnæ canonicæ contra alienantes illicite bona ecclesiastica II, 1202.
- Altare.**—Quotuplex sit altare, II, 762.—Quomodo dedicatur, 763.—Quomodo polluitur et exsecratur, 764.
- Amovibilitas.**—Quod jure communi parochi debeant esse inamovibiles, I, 590.—An amovibilitas adversetur disciplinæ ecclesiasticæ, 591.—An episcopus possit pro libitu parochos amovibiles transferre, 597, 598.—An detur appellatio vel recursus a translatione parochi amovibilis, 598.—An amoti necessitatibus sit subveniendum, II, 1241.
- Anathema.**—In quo differat ab excommunicatione, II, 1133.
- Apostata.**—Apostatæ a fide christiana excommunicantur, II, 1162.—Ipso jure privantur beneficio, 1238.—Imo degradantur, 1247.—Quis dicitur apostata a religione, I, 703.
- Apostoli.**—Quomodo episcopi sint Apostolorum successores, I, 353.—Apostolorum constitutiones et canones, an sint opera genuina, 18.
- Apostoli,** in ordine judiciario, quid et quotuplices sint, II, 1022.
- Apparitor.**—Quid sint apparitores in curis ecclesiasticis, II, 887.—Quomodo sint faciendæ intimationes, si desint apparitores, 958.
- Appellatio.**—Quid sit et quotuplex, II, 1013, 1014.—Quibus personis appellare liceat, 1015.—In quibus causis appellatio denegetur, 1016.—A quibus iudicibus appelletur, 1017.—Qualis sit ordo servandus in appellationibus, 1019.—Quomodo appellatio interponatur, 1021.—Quale sit tempus præfixum pro appellationibus, 1022.—Quinam sint effectus appellationis, 1023 et seq.—Quibus in casibus non detur effectus suspensivus, 1025.—Quomodo procedere debeat superior ad quem fit appellatio, 1027.
- Approbatio** ordinum religiosorum, I, 627.—Methodus servanda in approbatione institutorum votorum simplicium, 628.

- Arbiter.**—Quid et quotuplex sit, II, 862.—Quinam possint compromittere in arbitros, 863;—assumunt ut arbitri, 864.—Qualis sit potestas arbitratorum, 866.—Quenam eorum officia, 867.—Quomodo mittant potestatem, 870.
- Archiepiscopus.**—Origo et natura ejus potestatis, I, 339 et seq.—Quenam sint insignia archiepiscopi, 344 et seq.
- Arma.**—Armorum gestatio clericis prohibita, I, 193.
- Assessor.**—Quid sit, II, 882.—De ejus potestate, 882.
- Asylum.**—In quo consistat jus asyli, et pœne in violatores asyli latae, I, 167.
- Auditor.**—Quid sit auditor, II, 881.—Quo modo compilatio processus committatur auditori, 956. *957, 958, 952, et 198.*

B

- Baptismus.**—Ad quem pertineat jus solemniter baptizandi in parochia, I, 539.—Irregularitas ex mala susceptione baptismi et baptismi iteratione, 110.
- Basilica.**—Quenam ecclesie dicantur basilicæ majores vel minores, II, 739.
- Benedictio.**—Quis possit ecclesiam benedicere, II, 747.—Aut ecclesiam benedictam reconciliare, si polluta fuerit, 753.
- Beneficium.**—Quid sit beneficium ecclesiasticum, II, 818.—An sint beneficia parochie in provincia Quebecensi erecta, 819.—Multiplex species beneficiorum, 820.—Quid ad erectionem beneficium requiratur, 821, 822.—Quinam valeant beneficia conferre, 823, 829.—Quibus sint conferenda, 840.—Regulae servandæ in collatione beneficiorum, 832 et seq.—An beneficium possit gravari pensione, 835.—Obligationes beneficiarum, 841.—Quandonam clerici priventur ipso jure suo beneficio, 1238.—Quandonam priventur sententia judicis, 1240.
- Benepiacitum.**—Benepiacitum requisitum in alienationibus, I, 396.—In erectione novi monasterii, 630.
- Bigamia.**—Quotuplex sit bigamia, I, 103.—Quis possit ab ea dispensare, 111.
- Bona temporaria.**—Quod Ecclesia possit bona possidere, II, 726 et seq.—Apud quem sit dominium bonorum ecclesiasticorum, 730.—Administratio bonorum ecclesiasticorum ad præscriptum juris canonici, 732 et seq.—Alienationes bonorum ecclesiasticorum, I, 395.—Inviolabilitas bonorum, II, 737.—Bona ecclesiastica sunt immunia, I, 168.—An clerici debeant

superflua bonorum ecclesiasticorum in pios usus impendere, II, 844.

Brevia.—Quomodo differant a bullis, I, 12.

Bulle.—Quenam sint earum forma, I, 12.

C

Calix.—A quo benedicatur et quomodo exsecratur, II, 765.

Cambium.—Est negotiatio clericis interdicta, I, 189, 190.

Campana.—Campanarum origo, benedictio, usus, II, 770.

Cancellaria Apostolica.—Munus illius tribunalis, I, 299.—Summarium regularum Cancellarie, 300.—Quanam taxa a cancellariis episcop alibus possit imponi, 404, 405.

Canones Apostolorum.—Quam auctoritatem habeant, I, 18.

Canonicatus.—An episcopus possit numerum canonicatum augere, I, 477.—Quibus competat collatio canonicatum, 479, 480.

Canonicus.—Institutio canonicorum, I, 473.—Quinam debeant assumi ut canonici, 482.—Quenam sint jura et officia canonicorum, 483 et seq.—De canonicis honorariis, 481.—Quod titulus sit perpetuus, 492.—Canonici in regimine seminarii, II, 800, 801.

Canonizatio.—Causae canonizationis ad S. Cong. Rituum spectant, I, 288.—Quotuplex sit processus, 290.—Solemnitates servandae, 291.

Capella.—Vide **Oratorium**.

Capitulum.—Origo et natura capituli, I, 473.—Utilitas capituli, 475.—A quo sit erigendum, 476.—De capitulis erectis in provincia Quebecensi, 493, 494.

Cardinales.—Nomen et origo Cardinalium, I, 249, 250.—Eorum numerus et creatio, 251, 253, 254.—Triplex ordo Cardinalium, 252.—Eorum potestas et dignitas, 255 et seq.—Quod sint vocandi ad concilium generale, 437.

Charitativum subsidium, quod ab episcopo exigi potest, I, 400.

Castitas.—Castitatis votum quid importet, I, 618, 664.—Obligatio castitatis quoad clericos sacris ordinibus initiatos, I, 175.—An episcopus dispenset in voto castitatis, 380.—Pene late contra clericos castitatem violantes, 177.

Cathedraticum episcopo solvendum, I, 400.

- Causa.**—Quid sit causa in iudicio, II, 853.—Quenam cause dicantur spirituales, mixtae, temporales, I, 162.—Cause maiores episcoporum S. Sedi reservatae, 312.
- Censura.**—Quid sit censura, II, 1109.—Quotuplex, 1110.—Quis possit censuram infligere, 1111, 1112.—Quis possit censurari, 1113.—Quam ob causam, 1114.—An ignorantia vel metus excuset, 1115, 1116.—De monitione praevia requisita, 1118.—An censura debeat denuntiari, 1121.—An appellatio suspendat effectum censurae, 1122.—De absolutione a censuris, 1123 et seq.—Requisita ex parte absolventis, absolventi et absolutionis, 1131.
- Cessatio a divinis.**—Quid sit huiusmodi censura, II, 1160.
- Citatio iudicialis.**—Quid et quotuplex sit, II, 967.—An sit necessaria, 968.—Quomodo sit facienda, 969.—De ejus executione, 970, 971.—Quinam effectus, 972.
- Clausura.**—Quenam sit origo clausurae, I, 674.—Lex clausurae pro monialibus et pro viris, 677 et seq.
- Clericus.**—Unde clerici sic dicti sint, I, 40.—A quonam episcopo debeant ordinari, 50 et seq.—Quod debeant probari antequam ordinentur, 82 et seq.—Quo tempore, loco et intervallo servato, 86.—Quod non debeant ordinari per saltum, 91.—Jura communia clericorum, 154 et seq.—Eorum privilegia, scilicet canonis, fori, exemptionis et competentiae, 160 et seq.—Eorum officia positiva, 175 et seq.—Eorum officia negativa, 185 et seq.—An possint discedere e diocesi, invito episcopo, I, 385.—An debeant munus obire eis commissum, 387.—An possint, invito episcopo, religionem ingredi, 633.—An clerici extranei possint admitti ad celebrandum sine testimonialibus, 389.—An subdantur episcopo in cujus diocesi per accidens morantur, 388.
- Coadjutor.**—Jura coadjutorum prout sunt cum, aut sine futura successione, I, 423.—Eorum officia, 430.—Parocho nequit dari coadjutor cum futura successione nisi a S. Pontifice, 614.
- Celibatus.**—Praesbyteri in Ecclesia Graeca non tenentur ad coelibatum, I, 175.—An obligatio coelibatus in Ecclesia Latina oriatur ex lege et voto, 175.—Utrum ordinati in aetate infantili teneantur ad coelibatum, 64.
- Cimiterium.**—Origo cimiterii, II, 771.—Quod Ecclesia possit cimiterium erigere, 772.—Quotuplex sit, 773.—Quomodo cimiterium sanctificetur, 781.—Quomodo polluat, 782.—Poenae in violatores cimiterii latae, 779.—Quod cimiterium polleat immunitate, 783.

- Cohabitatio.**—Quod clerici non debeant cum mulieribus cohabitare, I, 176.
- Coliatio.**—Ad quem pertineat beneficeiorum coliatio. Vid. **Beneficium.**
- Collectiones canonum.**—Collectiones juris antiqui, novi, novissimi, I, 18, 19, 21.
- Coloratus titulus.**—Utrum, eo posito, Ecclesia suppleat defectum tituli, I, 126.
- Commenda.**—Quid sit beneficium in commendam, II, 833.
- Commendatio.**—Est modus quo providetur diocesi vacanti, I, 356.—Quomodo fiat commendatio in regione Canadensi, 357.—In Statibus Federatis, 359.—Quod S. Sedes non teneatur eligere inter commendatos, 358.
- Communicatio.**—Excommunicati privantur communione civili, II, 1141.—Communione forensi, 1143.—Communicantes in divinis cum nominatim excommunicatis excommunicantur, 1192.—Item communicantes cum excommunicatis in crimine criminoso, 1191.
- Competentia.**—Vid. **Forma.**
- Complex.**—Absolutio complicitis illicita sub pœna excommunicationis, II, 1171.
- Compromissum** est forma electionis, I, 139.
- Concilium generale.**—Illius convocatio, I, 434.—Quinam sint vocandi, 437.—Auctoritas ejus, 440.
- Concilium provinciale.**—Quando debeat convocari, I, 443.—Quinam sint vocandi, 446.—Decreta ejus debent recognosci antequam publicentur, 449.—Ejus auctoritas, 450.
- Conclavis.**—Disciplina conclavis in electione R. Pontificis, I, 195.
- Concursus** ad collationem parochiarum institutus, I, 533.—Exceptiones a regula generali, 534.
- Confessio rei.**—Quod sit optima probatio, II, 909.—Quid de confessione extrajudiciali, 911.
- Confirmatio.**—Quod minister sit episcopus, I, 370;—aut sacerdos ex delegatione S. Pontificis, 371.—Confirmatio requisita in ordinandis, 66.
- Confraternitas.**—Quis valeat confraternitates erigere, I, 709 et seq.—Regule in erectione confraternitatis servandæ, 712.—An possint plures confraternitates erigi in eodem loco, 714.—Quomodo confraternitates subiaceant jurisdictioni episcopi, 718.
- Congregationes Romanæ.**—Ad quid sint institutæ, I, 260.—Quomodo ad eas recursus fiat, 262, 263.—Quomodo respondeant,

- 264.—S. Congregatio S. Officii, 267.—S. C. Indicis, 270.—S. C. de Prop. Fide, 273.—S. C. Concilii, 280.—S. C. Episc. et Reg., 282.—S. C. Consistorialis, 285.—S. C. Rituum, 288.—S. C. Indulgentiarum et Reliquiarum, 292.—S. C. Studiorum, 294.—S. C. a negotiis extraordinariis, 295.—S. C. Fabricæ S. Petri, 296.—Cancellaria, 299.—Dataria, 301.—Pœnitentaria, 303.
- Connexo.**—An causæ connexæ possint coram eodem iudice dirimi, II, 900.
- Consecratio.**—Ecclesia debet consecrari, II, 746.—Quomodo amittat consecrationem, 751.—Ad quem pertinet consecratio episcopi, I, 112.—Ritus servandi, 114.
- Consilium** idem non est ac consensus, I, 483.—Causa in quibus requiritur capituli consilium, aut consensus, 484, 485.
- Consistorium.**—Quotuplex sit, I, 286.
- Constitutiones apostolicæ.**—Quænam sit earum origo, I, 18.
- Constitutiones pontificæ.**—Diversæ formæ litterarum apostolicarum, I, 227.
- Consuetudo.**—Quid et quotuplex sit, I, 221, 222.—Conditiones ut valeat consuetudo, 223, 224.—Quomodo consuetudo possit abrogari, 226.
- Consultores** in Statibus Federatis, I, 495.—Eorum munus, 497.—Quomodo eligantur, 498.
- Contumeliosa jurisdictio.**—Quid sit, I, 120.
- Contestatio litis.**—Quid sit, II, 983, 984.—Quinam sint effectus 986.
- Contumacia.**—Quid et quotuplex sit, II, 973.—Remedia contra contumacem, 975.
- Conventus regularium.**—Necessitas beneplaciti apostolici pro erectione novi conventus, I, 630.—Quod necessaria sit licentia episcopi et aliorum quorum interest, 630.
- Crematio.**—An sit licita, II, 776.
- Crux** ante metropolitanam deferenda, I, 334.
- Crux** super altare collocanda, II, 767.

D

- Dataria.**—Quodnam sit ejus munus, I, 301.
- Decimæ.**—Quid et quotuplices sint, I, 551.—Quibus debeantur, 552.—A quibus debeant solvi, 563.—De decimis in provincia Quebecensi, 555.

- Degradatio.**—Quid sit, II, 1245.—Quibus ex delictis irrogetur, 1247.—Quomodo imponatur, 1249, 1250.
- Delegatio.**—Vide **Jurisdictio delegata.**
- Delegatus Apostolicus.**—Quomodo differat a Nuntio, I, 320.—Ejus jurisdictio, 321.—Potestas, 323.—Officium, 151.
- Delictum.**—Quale esse debeat ut quis pœna ecclesiastica plecti possit, II, 1105.—Irregularitates ex delicto, I, 109 et seq.
- Denuntiatio.**—Quid sit denuntiatio judicialis, II, 934.—Quænam crimina debeant denunciari, 935.—Quinam sint effectus denuntiationis, 937.
- Denuntiatio.**—Datur obligatio denunciandi confessarios ad turpe sollicitantes, II, 1052;—occultos coryphæos et duces societatum secretarum, 1179.
- Depositio.**—Quid sit depositio, II, 1242.—Quibus ex delictis infligatur, 1244.—Quis possit episcopum deponere, I, 442.
- Dimissio.**—Quis possit professos votorum simplicium ante vota solemnia dimittere, I, 656.
- Dimissio.**—Vide **Remnitiatio.**
- Dimissoriales.**—Quis possit dimissoriales litteras concedere, I, 59.—An superior regularis possit dimissoriales concedere professis votorum simplicium, triennio nondum expleto, 59.—Ad quem mittant professum regularem ut ordinetur, 57.—Quod non cessant morte episcopi, 61.
- Dismembratio.**—Quid sit dismembratio et qua de causa beneficium dismembretur, I, 521.
- Dispensatio.**—Qualis sit episcopi potestas dispensandi, I, 379, 380.—An parochus possit dispensare, I, 514.
- Distributiones quotidianæ.**—Quid sint, I, 487.
- Doctor.**—Quid requiratur ut quis doctoratum assequatur, II, 813.—Quænam sint privilegia doctorum, 814.
- Domicilium.**—Quid sit domicilium et quomodo acquiratur, II, 893.—Quid sit domicilium relate ad ordines, I, 52.—Quid sit quasi domicilium, II, 894.—Quinam habeant domicilium fictum, 895.
- Dominativa potestas.**—Quomodo differat a potestate jurisdictionis, I, 668.
- Dominium.**—Dominium bonorum ecclesiasticorum penes quem resideat, II, 730.—Quod votum solemne auferat capacitatem dominii, I, 665.

Dos.—An exigi possit ut novitia ad professionem admittatur, I, 661.—Quod professa votorum simplicium conservat omnium radicale dotis, 661.

Duellum.—Illud perpetrantes et complices excommunicantur, II, 1178.—Quod morientes in duello in sepultura ecclesiastica privandi, 1178.

E

Ecclesia.—Qua auctoritate erigatur, II, 741.—Illarum consecratio et benedictio, 745 et seq.—Quomodo exsecratur et polluitur, 750, 751.—Ordo præeminentiæ inter ecclesias, 739.—In unitas ecclesiarum, 754.

Ejectio.—An et quas ob causas religiosus solemniter vel simpliciter professus possit ejici, I, 700, 701.—An hic religiosus teneatur ad vota religionis, 700, 701.

Electio.—Quid sit et quotuplici modo fiat, I, 130.—Electio Summi Pontificis, 195.—Electio episcoporum, 354 et seq.—Electio vicarii capitularis, 500.

Episcopus.—Quomodo succedat apostolis, I, 353.—Quomodo juxta disciplinam hodiernam provideatur episcoporum nominationi, 356.—Quenam requirantur in promovendis, 362.—Necessitas institutionis canonice, 364.—Jura episcopi quoad ordinis potestatem, 369 et seq.;—quoad jurisdictionis potestatem, 374 et 375;—quoad potestatem docendi, 376;—quoad potestatem prædicandi, 377;—quoad potestatem legislativam, 378;—quoad potestatem dispensandi a legibus, 380;—quoad potestatem judicandi, 384;—quoad potestatem administrandi, 385 et seq.—Jura honorifica episcoporum, 407.—Officia episcoporum quoad residentiam, 409;—quoad visitationem diœcesis, 412;—quoad missam pro populo, 417;—quoad visitationem lininum Apostolorum, 418.—Modi quibus amittant suam jurisdictionem, 420 et seq.

Episcopus titularis.—Jura et officia, I, 427 et seq.

Episcopus originis, domicilii, beneficii et familiaritatis, quoad clericorum ordinationem, I, 50 et seq.

Error.—Utrum, stante errore communi, Ecclesia suppleat defectum jurisdictionis, I, 126.

Eucharistia.—Ad quem pertineat admittere ad primam communionem, I, 543.—Ad quem pertineat jus administrandi viaticum, 544.—An eucharistia possit asservari in oratoriis, II, 760.—An possit dispensari in oratoriis privatis, 761.

- Examen** præmittendum ordinationi clericorum, I, 83;—nominationi novi parochi, 533;—professioni religiosæ, 649.
- Excardinatio.**—Utrum clerici possint discedere absque proprii episcopi licentia, I, 385.—An vicarius capitularis possit clericos excardinare, 509.
- Exceptio judicialis.**—Quid et quotuplex sit, II, 978 et seq.
- Excommunicatio.**—Quid sit, II, 1132.—Quotuplex sit, 1133.—Excommunicatio minor non amplius incurritur, 1134.—Quinam sint effectus excommunicationis, 1135 et seq.—Excommunicationes que continentur in bulla *Apost. Sedis*, 1162 et seq.
- Exemptio.**—Quid sit exemptio, I, 139.—Casus in quibus professi votorum solemnium aut simplicium eximuntur a jurisdictione episcopali, 682 et seq.
- Exsecratio.**—Quomodo exsecratur ecclesia, II, 750. Quomodo exsecratur altare, 764.
- Exsecutio.**—Quinam sint exsecutores rescriptorum S. Sedis, I, 149.—Quibus committantur executiones rescriptorum in re matrimoniali, 235.—Quomodo debeat fieri eorum exsecutio, 236 et seq.
- Exsequiæ.**—Jura parochi quoad exsequias, I, 546, 547.
- Extra tempora.**—Potestas ordinandi clericos extra tempora, I, 87.
- Extrema Unctio.**—Ad parochum pertinet ministrare extremam unctionem, I, 544.—Pœnæ lætæ in regulares extremam unctionem ministrantes sine parochi licentia, II, 1189.

F

- Fabrica.**—Origo fabricarum, I, 721.—Præscriptiones juris civilis circa fabricas, 724.
- Facultates.**—Facultates formulæ **I**, I, 29.—Facultates formulæ **T**, 30.—Facultates conceduntur intuitu officii et transeunt ad successores, 32.
- Fatalia.**—Quid sint fatalia appellationis proponendæ, prosequendæ, finiendæ, II, 1022.
- Fidei professio.**—Vide **Professio fidei**.
- Foraneus Vicarius.**—Quid sit, I, 469.—Origo et natura ejus officii, 470, 471.
- Forum.**—Privilegium fori, I, 161.—Privilegium fori, attenda lege civili, 164;—attento decreto S. Officii, 23 Jan. 1886.

- Forum.**—Quid sit forum, II, 889.—Forum competens ratione objecti, 890;—ratione status, 891;—ratione domicilii, 891;—ratione delicti; 896;—ratione contractus, 897;—ratione rei sitæ, 898, etc.
- Fugitivus.**—Quis dicatur fugitivus in ordine religioso, I, 703.—Ad quid teneatur, 704.
- Fundatio.**—Quid sit fundatio, II, 846.—Quorum consensus requiratur, 847.—Quomodo debeat adimpleri, 848.—Quomodo cessare possit, 849 et seq.
- Funeralia.**—Jura parochi quoad funeralia, I, 546.

G

- Græcorum collectiones.**—Earum auctoritas, I, 18.
- Gratia** facta et gratia facienda distinguuntur in exercitio jurisdictionis delegate, I, 153.

H

- Habitus.**—Obligatio clericis imposita deferendi habitum, I, 180.—Pœnæ in non deferentes habitum late, 184.—Quod novitatus fiat in habitu religioso, 643.
- Hæretici.**—Utrum legibus ecclesiasticis teneantur, I, 213.—Hæretici, eorumque fautores excommunicantur, II, 1162.—Hæresis inducit privationem beneficii, 1237;—imo pertinaci hæretico pœna degradationis infligenda est, 1247.—Hæretici et eorum filii sunt irregulares, I, 110.
- Hierarchia.**—Hierarchia ordinis et jurisdictionis, I, 43.—Quinam sint gradus hierarchiæ ordinis, 45.—Relationes inter hierarchiam ordinis et jurisdictionis, 118.
- Homicidium.**—Quod inducat irregularitatem, I, 110.—Quod polluat ecclesiam, II, 751.
- Humatio.**—Quod cremationi sit præferenda, II, 776.

I

- Ignorantia.**—Utrum ignorantia excuset a pœna, II, 1106;—a censura, 1115.
- Illegitimi.**—Quinam sint illegitimi, I, 105.—Quomodo cesset hujusmodi irregularitas, 105.—An illegitimi possint admitti ad ordines religiosos, 633, 634.

- Imagines.**—Quæ imagines sint licitæ ;—officium episcoporum circa imagines, II, 769.
- Immunitates.**—Illarum origo, I, 166.—Quod ecclesiæ sint immunes, 167.—Quo l Ecclesiæ bona sint immunia, 168.—Quid sit immunitas personalis, 170.
- Inamovibilitas.**—Vide **Amovibilitas**.
- Incardinatio.**—Quomodo clerici alicui diœcesi adscribantur, I, 385.—An valeat vicarius capitularis clericos incardinare, 509.
- Incorrigibilitas** necessaria ad ejectionem professi votorum solemnium aut simplicium, I, 700, 701.
- Index.**—S. Congregatio Indicis, ejus origo, regulæ ex constitutione *Officiorum et munerum* excerptæ, I, 270, 271.—Quis concedat facultatem legendi libros damnatos, 272.
- Informata conscientia.**—Origo et natura hujus modi procedendi, II, 1035 et seq.—Quinam valeant procedere, 1039.—Quænam pœne irrogari possint, 1040, 1041.—Quas ob causas, 1042.—Quod remedium subsit suspensio ex informata conscientia, 1046.
- Informativus processus.**—Necessitas processus informativi, II, 954 et seq.
- In partibus.**—Hæc denominatio pro episcopis titularibus abrogata, I, 427.
- Inquisitio.**—Multiplex species inquisitionis, II, 939.—Quando liceat in aliquem specialiter procedere, 943 et seq.
- Inquisitio (Tribunal).**—Ejus origo et competentia, I, 267, 268.
- Institutio canonica.**—An sit necessaria, I, 123.—An detur ab homine vel a jure, 124.—Institutio canonica episcoporum, 365.
- Instrumentum.**—Quid et quotnplex sit instrumentum sensu juris, II 921.—Quænam instrumenta plene probent, 924.
- Interdictum personale, locale, mixtum,** II, 1153 et seq.—Quænam interdicta vigeant jure communi, 1231 et seq.—Interdictum ab ingressu Ecclesiæ, 1160.
- Interlocutoria sententia.**—Quid sit et quomodo differat a definitiva, II, 1000, 1001.
- Internuntius.**—Quid sit, I, 317.
- Interstitia.**—Quid sint, I, 90.—Quod episcopi valeant in iis dispensare, 91, 92.
- Investitura.**—Quomodo fiat investitura beneficiarum, II, 831.
- Irregularitas.**—Qui l sit, I, 96.—Quomodo dividatur, 97.—Effectus, 98, 99.—Quænam sint irregularitates *ex defectu*, 113 et seq.—Quænam sint *ex delicto*, 109 et seq.—Quomodo cessent irregularitates, 111.

J

- Judex.**—Quid sit judex, II, 871.—Quomodo dividatur, 872.—Requisita ut valide judicet, 873.—Requisita ut licite, 874.
- Judicium.**—Quid sit iudicium, II, 852.—Quomodo dividatur, 854.
- Juramentum.**—Quid sit juramentum litis decisorium, supplementarium, purgatorium, II, 927.—Quod juramentum debeat emitti a testibus, 915.—An possit a partibus remitti, 915.—Juramentum praestetur de veritate dicenda et de secreto, 958.—Quod reo juramentum non deferatur, 960.
- Jurisdictio.**—Quid sit jurisdictio, I, 117.—Quomodo distinguatur ab ordine, 118.—Quomodo dividatur, 120.—Quomodo acquiratur jurisdictio, 121 et seq.—Quomodo restringatur et amittatur jurisdictio ordinaria, 138 et seq.—Dotes requisite in subiecto jurisdictionis, 134.—Adeptio jurisdictionis delegate, 147 et seq.—Quomodo amittatur, 153.
- Jus.**—Quid sit jus in genere, jus naturale, positivum, canonicum, I, 1, 2, 3, 4.—Quomodo jus canonicum differat a theologia, 5.—Quinam sint fontes juris canonici, 7.—Quod jus canonicum dividatur in antiquum, novum, novissimum, 18 et seq.
- Jus patronatus.**—Quomodo acquiratur, I, 131.—Quod jus patronatus non existat in hac regione, I, 530.
- Jura stolæ.**—Quid sint, I, 561.—An possit parochus partem elemosynæ missarum sibi retinere ratione officii parochialis, 609.

L

- Laici.**—Quenam sint jura laicorum, I, 706.—Non sunt capaces jurisdictionis ecclesiasticæ, 134;—nec possunt eligi ad beneficia, 158.
- Legati.**—Quid sint, I, 315.—Quid de legatis *missis, a latere, natis*, 316.—Legatis succedunt nuntii et internuntii, 317, 318.
- Leges.**—Quid sit lex, I, 203.—Quomodo differat a præcepto, 204.—Objectum legis, 207.—An actus interni sint objectum legis, 208.—Promulgatio legis ecclesiasticæ, 209.—Quinam teneantur legibus, 213.—An clerici teneantur legibus civilibus, 214.—Interpretatio legis, 218.—Quomodo lex cesset, 220.
- Lenitas.**—Irregularitas ex defectu lenitatis, I, 108.
- Legitimatio.**—Utrum tollat irregularitatem ex defectu natalium, I, 105.

- Libellus judicialis.**—Quid sit libellus et quomodo conficiatur, II, 965.—An libellus possit mutari, 966.
- Libertas.**—Necessitas libertatis in proficiente, I, 648.—Actio in nullitatem professionis religiosæ ob defectum libertatis, II, 1064 et seq.
- Limina Apostolorum.**—De natura hujus officii episcopalis, I, 418.
- Litis contestatio.**—Quid sit et quomodo fiat, II, 983 et seq.
- Litteræ dimissoriales.**—Quid sint, I, 58.—Quis valeat eas concedere, 59. Cf. v. **Excardinatio.**
- Litteræ testimoniales.**—Ad suscipiendos ordines, I, 62;—ad ingrediendam religionem, 635;—ad missam celebrandam, 389.
- Litteræ pontificiæ.**—Quomodo dividantur ratione materiæ et formæ, I, 227.—Clausulæ in litteris apostolicis adhiberi solitæ, 306.—Pœnæ canonice contra falsificantes litteras apostolicas, II, 1170.

M

- Manifestatio conscientie in monasteriis prohibita.**—Decretum Leonis XIII, die 17 Dec. 1890 editum, I, 674.
- Marc.**—An liceat missam in mari celebrare, II, 758.
- Matricularii.**—Cur fuerint instituti, I, 723.—De eorum electione ad tramites juris civilis, 724.—Quid possint attento jure ecclesiastico, II, 736.
- Mussones.**—Pœnæ contra eos latæ, II, 1179.
- Matrimonium.**—Coram quo matrimonium sit contrahendum, I, 545.—Declaratio Benedictina fuit extensa ad hanc regionem, 545.—Quod nomina eorum qui contrahunt debeant inscribi in registis Ecclesiæ et societatis civilis, 586, 587.—An matrimonium sit impedimentum ad recipiendos ordines, 67;—ad professionem religiosam, 633.—An professio religiosa dissolvat matrimonium, 618.—Violantes libertatem matrimonii contrahendi excommunicantur, II, 1207.—Matrimonium contrahentes coram ministello hæretico, qua tali, excommunicantur, I, 545.—Clerici in sacris constituti, vel regulares, aut moniales matrimonium attentantes excommunicantur, II, 1196.—Modus procedendi in causis matrimonialibus, II, 1067 et seq.—De modo procedendi in probando statu libero conjugis, 1084 et seq.;—in dissolutione matrimonii in infidelitate contracti, 1086 et seq.;—in casu impotentiae, 1091 et seq.;—in casu matrimonii rati et non consummati, 1094 et seq.

- Matrimoniales dispensationes.**—Quod concedantur a Dataria et a Pœnitentiaria, I, 302, 303.—De requisitis ad validitatem rescripti quo dispensatur ab impedimentis matrimonialibus, 231.—Quod episcopus possit dispensare ab impedimentis juris ecclesiastici constitutos in gravissimo mortis periculo, 333.
- Metropolitanus.**—*CE. Archiepiscopus.*
- Metus.**—Utrum excuset a censura, II, 1116.—Utrum resignatio ex metu sit valida, I, 141.—Utrum ordines ex metu suscipiens valide ordinetur, 64.—An professio ex metu emissa sit valida, 658.
- Missæ.**—Quando liceat presbytero bis missam eodem die celebrare, I, 572, 573.—Quibus diebus episcopi debeant missam applicare pro populo, 417.—Quibus diebus teneantur parochi, 577 et seq.—An possit missa celebrari super oceanum, II, 758.
- Missio.**—De natura tituli missionis a sacros ordines recipiendos, I, 75.—Jura et officia clerici ordinati ad titulum missionis, 76 et seq.
- Monasterium.**—De requisitis ad creationem monasterii, I, 629, 630.
- Moniales.**—An moniales habeant vota solemnia in hac regione, I, 622.—Examen mulierum ante professionem, 649.—Exemptio monialium a jurisdictione episcopi, 692 et seq.—Quid de clausura monialium, 677.
- Monitio.**—Monitiones censuris præmittenda, nisi sint late sententia, II, 1118.
- Mulier.**—Utrum mulier sit capax ordinationis, I, 64.—An clerici possint cum mulieribus cohabitare, 176, 177.
- Munus.**—Quod judici prohibeatur munera acceptare, II, 874.

N

- Natales.**—An defectus natalium constituat irregularitatem, I, 105.
- Negotiatio.**—Quid sit et qualis sit clericis prohibita, I, 188, 189.—
Excommunicantur missionarii dantes operam mercatura, II, 1195.
- Notarius.**—A quo sit constituendus et quid ei demandetur, II, 386.

Novitiatus.—Quid sit, I, 637.—De ejus duratione, 640.—Obligaciones novitiorum dum sunt in novitiatu, 646.—Novitii semper retinent libertatem redeundi ad sæculum, 648.

Nuntii apostolici.—Quod succedant legatis, I, 317.—Eorum facultates, 318.

O

Obedientia.—Votum obedientie, ad quid teneatur professus ratione voti obedientie, I, 669 et seq.—Quod clericus ordinatus teneatur fungi officio ei ab episcopo commisso, 387.

Obligaciones in societatibus commercialibus;—utrum clerici possint eas onere, I, 190.

diocesis - cf. n.º 888
Obreptio.—Quid sit et utrum rescriptum invalidet, I, 231.

Oratorium.—Quid sint oratoria, II, 740.—Quomodo dividantur, 755.—An possit asservari Eucharistia in oratoriis, 760.—De oratoriis privatis, 757.—Conditiones apponi solite in indultis oratorii privati, 757.

Ordinatio.—Cf. v. **Clericus.**

Ordo religiosus.—Quid sit ordo religiosus, I, 616.—Quomodo ordo religiosus differat a congregationibus et ab institutis, 620.—De varietate ordinum religiosorum ratione finis et mediorum, 624.—Ad quem pertineat novum ordinem religiosum instituire, I, 627.—Qua licentia indigeant regulares ut novas sedes sibi erigant, 630.

P

Pallium.—Quid sit, I, 346.—Ejus origo, 345.—Actus quibus archiepiscopus debeat se abstinere, pallio non suscepto, 348.

Parochia.—Origo parochiarum, I, 515.—Quid sit parochia, 516.—An habeantur parochie canonice in provincia Quebecensi, 518.—Erectio parochie per viam creationis, divisionis et unionis, 520 et seq.—Erectio parochie ad tenorem juris civilis, 526 et seq.—Administratio bonorum temporalium parochie, II, 733 et seq.

Parochus.—Quid sit, I, 514.—Ad quos pertineat parochorum nominatio, 528.—De previo concursu, 533.—Jura parochi quoad sacramenta, 539 et seq.—Quoad sepulturam, 547.—Quoad sustentationem, 550.—Officia parochorum, 562 et seq.—Quotuplici modo parochi amittant suam jurisdictionem, 590 et seq.

- Patriarcha.**—Origo dignitatis patriarchalis et quot sint patriarchæ majores et minores, I, 334.—Eorum jurisdictio, 335.
- Patronatus.**—Quid sit jus patronatus, I, 131.—An vigeat in hac regione, 530.
- Patronus loci.**—Quid sit patronus loci et quinam sint hujus regionis, II, 749.
- Paupertas.**—Quid importet votum paupertatis, I, 665.—An regulares possint in communi possidere, 666.
- Peculium.**—An regulares possint habere peculium, I, 667.
- Pensio.**—Quid sit pensio, an possit imponi in beneficiis parochialibus, II, 835.
- Peregrini.**—An legibus territorii in quo ad tempus morantur teneantur, I, 217.
- Pœna.**—Quid sit pœna, II, 1098.—Divisio pœnarum, 1099.—An Ecclesia habeat potestatem coactivam, 1100.—An habeat jus gladii, 1102.—Quinam possint pœnas irrogare, 1103.—Quinam pœnis plecti possint, 1104.—Quas ob causas, 1105.—An ignorantia excuset a pœna, 1106.
- Pœnitentia.**—Jurisdictio parochi relate ad sacramentum pœnitentiæ, I, 540.—Facultates confessarii concessæ in provincia Quebecensi, 541.—In diœcesi Quebecensi, 542.—Excommunicatus privatur administratione et receptione pœnitentiæ, II, 1136.
- Pœnitentiaria.**—Officium, I, 303.—Clausulæ quæ solent adjici rescriptis S. Pœnitentiariæ, 306.
- Pollutio.**—Quid sit ecclesiæ pollutio et quibus delictis polluantur, II, 751.—Quod cœmeterium pollui possit, 782.
- Pontifex Summus.**—Quomodo eligatur, I, 195 et seq.—Ejus potestas legislativa, 203 et seq.—Insignia summi pontificatus, 248.
- Praefectus Apostolicus.**—Quid sit praefectus apostolicus, I, 326.—Ejus facultates, 329.
- Præsentatio.**—Quid sit, I, 131.—De præsentatione episcoporum, 356.—Effectus præsentationis, 364.
- Præsumptio.**—Quid et quotuplex sit, II, 928, 929.—An sufficiat præsumptio ad ferendam sententiam, 930.
- Primas.**—Potestas primatibus olim concessa, I, 338.
- Privatio.**—Quid sit et quas ob causas inducatur, II, 1236 et seq.—Quod clerico privato providendum sit de congrua sustentatione, 1241.

- Privilegium.**—Quid sit privilegium, I, 240.—Quomodo dividatur, 242.—De interpretatione privilegii, 245.—De ejus cessatione, 246.—Privilegia communia clericorum, 159.—Privilegium canonis, 160.—Privilegium fori, 161.—Privilegium exemptionis, 166.—Privilegium competentiae, 172.—Privilegia regularium, 681 et seq.—Privilegia episcoporum, 407.
- Probatio.**—Quid sit probatio, II, 901.—Quomodo dividatur, 902, 903.—Cui incumbat onus probandi, 904.—Quo tempore debeant fieri probationes, 906.—Probatio per testes, 912 et seq.—Probatio per instrumenta, 921 et seq.—Probatio per juramentum, 927.—Probatio per praesumptiones, 928 et seq.
- Processus.**—Norma procedendi in causis disciplinariis, II, 931 et seq.—Ex informata conscientia, 1035 et seq.—In delictis notoriis, 1048 et seq.—In causis sollicitationis, 1052 et seq.—In causis civilibus, 1059.—In causis professionis religiosae, 1064 et seq.—In causis matrimonialibus, 1067 et seq.
- Procurator fiscalis.**—Quid sit et ejus officium, II, 883.—Officium ejus in litis contestatione, 984.—In litis instructione, 930 et seq. ^{886, 943, 956, 965}
- Professio fidei.**—Quanam teneantur ad fidei professionem, I, 563.—Pena latae contra non emittentes fidei professionem, 565.
- Professio.**—Quid sit professio religiosa, I, 652.—Quotuplex sit, 653.—Decretum de professione simplici praemittenda professioni solenni, 655, 656.—Effectus professionis, 662.—Obligationes ratione votorum, 663 et seq.—Obligationes ratione clausurae, 674 et seq.
- Promotor.**—Cf. v. **Procurator fiscalis.** 686
- Promulgatio legis.**—Modus quo leges ecclesiasticae promulgantur, I, 209.—An lex Romae promulgata ubique obliget, 210.
- Propaganda.**—Institutio hujus Congregationis, I, 273.—Ejus munus, 274.—Potestas huic Congregationi demandata, 276.
- Prorogatio.**—Quotuplici modo prorogari possit jurisdictio, II, 899.
- Protonotarii.**—Protonotarii partecipientes, I, 312.—Protonotarii ad instar partecipientium, 313.—Protonotarii honorarii, 314.
- Pueri.**—An valide possint ordinari, I, 64.—An pueri possint poenis ecclesiasticis coerceri, II, 1104.
- Purgatorium juramentum.**—Quid sit, II, 927.
- Purgatio canonica.**—Quomodo fiat purgatio canonica, II, 963.

Q

- Quarta funeralis.**—Quid sit et quibus debeatur, I, 545.
Querela nullitatis.—Quid sit, II, 1030.—Quomodo proponi debeat, 1031.
Quasi-domestium.—Quomodo acquiratur, II, 894.

R

- Recursus.**—Quid sit et quibus indulgeatur, II, 1032.—Quod parochiano amovibili translato pateat recursus, I, 598.—Excommunicantur recurrentes ad laicam potestatem ut impediatur jurisdictio ecclesiastica, II, 1167.
Recessio.—Quid sit, I, 153.—De recusatione iudicis, quomodo sit proponenda, II, 981.
Reductio.—Quas ob causas onera reducantur, II, 849.
Regula.—Quatuor regulæ principales in ordinibus religiosis, I, 621.—An novitii teneantur ad regulam servandam, 646.—Quomodo professi teneantur ad regulam servandam, 669.
Regule Cancellarie.—Quenam sint reservationes inductæ per regulas Cancellarie, II, 823.
Regule iudicis, I, 271.
Reincidentia.—Quibus in casibus absolutio detur sub reincidentia, II, 1125.
Renuntiatio.—Quid sit renuntiare, I, 141.—Renuntiatio duplici modo fieri potest, 421.—An renuntiatio valeat durante novitiatu, 618.
Res.—Quomodo dividantur res ecclesiasticæ, I, 162.—Competentia iudicis ratione rei sitæ, II, 898.
Rescriptum.—Quid sit, I, 222.—Quomodo dividatur, 229.—Requisita ut valeat, 231.—Quinam sint executores rescriptorum, 235.—Officia executoris rescriptorum, 236 et seq.—Quomodo cessent rescripta, 239.
Reservatus in pectore.—Quid sit cardinalis reservatus in pectore, I, 254.
Reservatio.—Quomodo jurisdictio ordinaria limitetur reservatione, I, 140.—Electiones episcoporum S. Sedi reservatæ, 355.—Reservationes inductæ per regulas Cancellarie, II, 826.
Residentia.—Residentia episcoporum, I, 409.—Parochorum, 566.—De requisitis ad eorum absentiam, 557.—Non residentes non faciunt fructus suos, 570.

Resignatio.—*Cf. v. Renuntiatio.*

Reus.—Quis possit esse reus in iudicio, II, 876.—An partes cogi possint ut personaliter in iudicio compareant, 880.

S

Sacramenta.—Qualis sit obligatio parochi relate ad sacramenta, I, 584.—Ejus jura, 539 et seq.—Officium episcopi quod sacramenta confirmationis et ordinis, 370 et seq.—Excommunicatus privatur jure ministrandi et recipiendi sacramenta, II, 1136.

Secularizatio.—Quibus in casibus detur religiosis indultum secularizationis, I, 698.

Schola.—Ad quos pertineat puerorum institutio, II, 784.—Quod educatio puerorum debeat esse religiosa et catholica, 788, 789.—Dammantur scholæ mixtæ et neutrales, 791.—Dispositiones legis civilis circa scholas primarias, 792 et seq.

Seminaria.—Origo seminariorum, II, 797.—Quinam ad seminarium sint admittendi, 798.—Quomodo alumni debeant in seminario conversari, 799.—De regimine spiritali seminarii, 800.—De regimine temporali, 801.—Quomodo provideatur sustentationi seminarii, 802.—An possit episcopus committere seminarium ordini religioso, 801.—De seminariis in provincia Quebecensi, 805.

Sententia.—Quid et quotuplex sit sententia, II, 1000.—Quid requiritur ut valeat sententia, 1002.—Effectus sententiæ, 1005.—Quinam sententiæ transeant in rem iudicatam, 1007.—De executione sententiæ, 1009 et seq.

Sententia ex informata conscientia.—Origo hujus modi procedendi, II, 1035, 1036.—Quis possit suspendere et suspendi, 1039.—Objectum suspensionis, 1040.—Ob quale delictum, 1042 et seq.—Solemnitates servandæ, 1044.—Quale remedium subsit in hanc sententiam, 1046.

Sepultura.—Quotuplex sit sepultura, II, 773. *Cf. Cæmeterium.*

Simonía.—Pœne in simoniacos latæ, II, 1183, 1184.

Sollicitatio.—Quid sit sollicitatio, II, 1054.—Modus procedendi contra sollicitantes, 1055 et seq.

Status religiosus.—Natura status religiosi, I, 616.—An solemnitas votorum sit de essentia status religiosi, 619.—Quinam

debeant admitti ad statum religiosum, 632 et seq.—Novitatus, 637 et seq.—Professio religiosa, 662 et seq.—Privilegia status religiosi, 681.—Quomodo quis recedat a statu religioso, 694 et seq.

Stola.—Quid constituat jura stole, I, 561.

Suspensio.—Quid sit suspensio, II, 1145.—In quem possit irrogari, 1146.—Quomodo debeat interpretari, 1149.—Effectus, 1151.—Quomodo cesset, 1152.

Suspensio ex informata conscientia.—*Cf. Sententia.*

Synodus diœcesana.—Quid sit, I, 451.—Quinam sint vocandi, 453.—Objectum synodi diœcesanæ, 451.

T

Taxa.—Quam taxæ ab episcopo imponi possint, I, 406.—De taxa Innocentiana, 405.

Testimoniales litteræ.—Ad recipiendos ordines, I, 60.—Ad ingrediendam religionem, 635.—Ad missam celebrandam, 389.

Testis.—Quinam admittantur in judicio ut testes, II, 912.—Quomodo testes debeant citari, 914.—Quomodo debeant interrogari, 916.—Qualis sit valor testis, 918.—An testes cogi possint ad testificandum, 919.

Titulus ordinationis.—Qualis olim fuerit, I, 70.—Quotuplex sit, 71.—Quid in specie de titulo missionis, 74 et seq.

Titulus jurisdictionis.—Quid sit, I, 125.—An Ecclesia suppleat defectum jurisdictionis cum titulo colorato vel putativo, 126, 127.

Tonsura.—An tonsura sit ordo, I, 44.—Quo tempore conferri possit, 86.—Obligatio deferendi tonsuram, 183.

Translatio.—Quid sit, I, 142.—De translatione episcoporum, 424, 425.—De translatione parochorum, 594.—An parochi amovibiles valeant transferri sine causa, 597, 598.

U

Unio.—Quotuplex sit unio beneficiorum, I, 522.—Quid in jure requiratur, 523, 524

Universitas.—Quid sit, II, 809.—Quomodo constituatur, 811 et seq.—De Universitate Lavallensi, 815 et seq.

Uxor.—An habeat domicilium sui mariti, II, 895.

V

- Venatio.**—Utrum sit clericis prohibita, I, 191.
- Viaticum.**—Utrum parochæ exclusive pertineat viaticum ministrare, I, 544.
- Vicarius Apostolicus.**—Quid sit, I, 325.—Duplex species, 326.—Ejus facultates, 327, 328.
- Vicarius capitularis.**—A quo sit eligendus, I, 500.—An capitulum possit sibi reservare partem jurisdictionis, 503.—An plures possint constitui, 505.—Dotes requisitæ in eligendo, 506.—Potestas ejus, 507.—Quando cesset ejus potestas, 510.
- Vicarius curatus.**—A quo sit constituendus et an habeat curam animarum, I, 611.
- Vicarius foraneus.**—Quid sit, I, 469.—Quenam sit ejus jurisdictionis, 471.
- Vicarius generalis.**—Quid sit, I, 456.—An episcopus teneatur vicarium sibi constituere, 457.—Quomodo plures vicarii debeant constitui, 459.—Dotes requisitæ in vicario generali, 461.—Quenam sit ejus jurisdictionis, 466 et seq.—An ejus jurisdictionis sit ordinaria, 467.—Quomodo vicarius amittat jurisdictionem, 468.
- Vicarius parochialis.**—Triplex species vicariorum, I, 604.—Ad quem pertineat vicarium sibi eligere, 605.—De potestate vicarii, 607.—De ejus congrua sustentatione, 609.
- Visitatio diœcesis.**—Quanam teneantur ad visitandam diœcesim, I, 412, 413.—Objectum visitationis, 415.—Utrum detur appellatio a decretis episcopi visitantis diœcesim, II, 1025.
- Visitatio liminum.**—Quenam sit natura hujus obligationis episcopi, I, 418.
- Vitandus.**—Distinctio inter excommunicatum vitandum et toleratum, II, 1133.
- Votum.**—Distinctio inter vota solemnia et simplicia, I, 618.—An solemnitas votorum sit de essentia status religiosi, 619.—Decretum de votis simplicibus præmittendis votis solemnibus, 655, 656.—Effectus voti castitatis, 664.—Effectus voti paupertatis, 665.—Effectus voti obedientiæ, 668.—An vota solemnia habeantur in regione canadensi, 621, 622.
-

